UNION DES OFFICIERS DE RESERVE DE l'OCÉAN INDIEN
BP 60669 — 97473 SAINT-DENIS CEDEX
(Membre de l'Entente Patriotique de la Réunion : http://www.epr974.re/)

Union Nationale des Officiers de Réserve
Fondée en 1922/Déclarée d'utilité publique par décret du 24 février 1967
Siège social : 12 rue Marie Laurencin 75012 Paris
http://www.unor-reserves.fr/

BULLETIN N°8 en date du 25 février 2019

Je ne juge pas… je livre, sommairement triés et compilés, les médias tels qu'ils sont… à chacun de faire son Opinions, les articles n'engagent que leurs auteurs.

Planification des Thèmes & Sujets	
1 – Lois & Décrets	**e) - Service de Santé**
2 – Nécrologies & Mémoires	**f) – Renseignement**
3 – Décorations & Commémorations	**g) – Cybersécurité**
4 – Autorités, Etats-Majors	**h) – Service du commissariat des armées**
5 – Chroniques & Libres propos	**i) – Service des essences des armées**
6 – Actualités internationales	**j) – Forces Prépositionnées**
7 – OPEX	**k) – Réserves**
8 – MISSINT/OPINT	**l) - D.G.A.**
9 – Défense de par le Monde	**11 – France : Armements & Industries**
10 – Nos Forces Armées	**12 – Le Monde : Modernisations & Equipements**
a) – Armée de Terre	**13 – Rubriques divers (Conférences, Sports, etc)**
b) – Marine Nationale	**14 – Livres & Publications**
c) – Armée de l'Air	**15 – Société**
d) - Gendarmerie Nationale	**16 – Vie de l'UOROI**

Le mot du président de l'UOROI



Chers amis

Le colonel ® Dominique BERTRAND
Président de l'UOROI

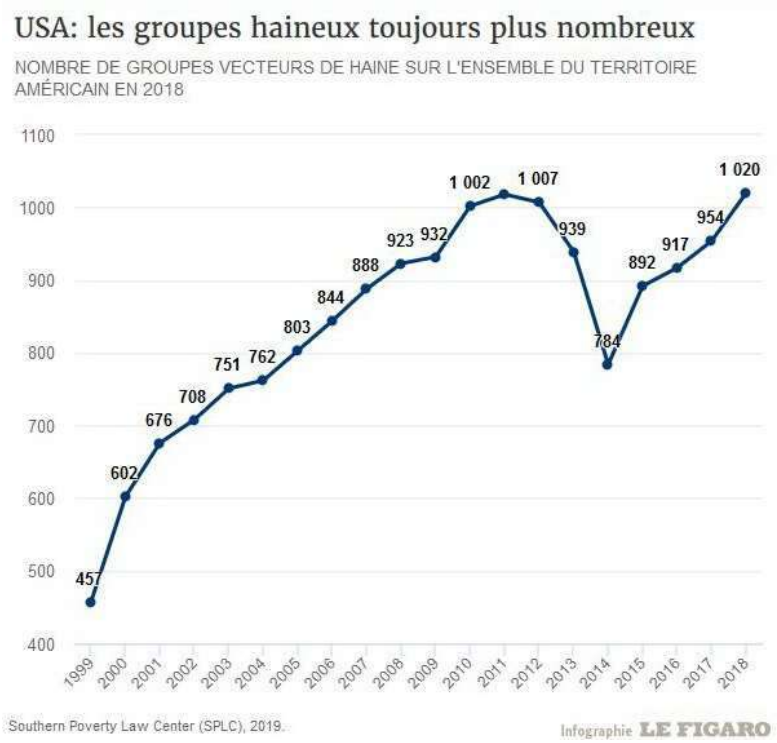
Adresse courriel du COL ® Dominique BERTRAND : dfbtd974@orange.fr
GSM : 06 92 05 11 47

Table des matières

1 – Lois et décrets 18
PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE 18
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR 18
MINISTÈRE DES ARMÉES 18
2 – Nécrologies & Mémoires 19
3 – Décorations & Commémorations 19
4 – Autorités, États-Majors 19
CEMA 19
Visite officielle auprès du CEMA grec à Athènes 19
Participation du CEMA au Senior Level Group à Londres 20
Signature du guide d'application de la 1516 NG 21
5 – Chroniques & Libres propos 21
«On est passé du storytelling d'Obama aux clashs de Trump, de l'intrigue à la transgression» 21
«L'idéologie du bien-être anesthésie notre liberté!» 25
La fiancée de Jamal Khashoggi dénonce le cynisme des Européens 28
Liberté, Libertés chéries 30
dimanche 17 février 2019 30
Revue de la défense nationale : Enquête sur une disparition inquiétante 30
Un magnifique *Effet Streisand* 30
Une mesure disciplinaire ? 31
Une mesure intérieure à la Rédaction ? 32
Une insécurité juridique 32
6 – Actualités internationale 33
AFRIQUE 33
Déclaration de Bamako : à la recherche d'une « alternative crédible » au franc CFA 33
Pas de transformation structurelle des économies 34
Un an de débats 34
ALGÉRIE 34
Algérie: les supporters de football, farouches opposants au "mandat de la honte" de Bouteflika 34
ÉGYPTE 37
Égypte. Sept djihadistes présumés tués, 15 militaires morts ou blessés lors d'une attaque 37
Les forces de sécurité au premier rang des attaques 37
LIBYE 38
Selon le ministère des Armées, la France va livrer six embarcations rapides aux gardes-côtes libyens 38
MALI 39
Mali. Un des principaux chefs djihadistes au Sahel tué par des militaires français 39
« Un coup très dur pour les groupes terroristes » 39
L'attaque contre l'ambassade de France 39
4 500 soldats français déployés au Sahel 40
MOZAMBIQUE 40
Dette cachée du Mozambique : le fils de l'ex-président arrêté pour corruption 40
Détournements de fonds 40

NIGÉRIA 41
Nigeria : quatre soldats et cinq jihadistes de Boko Haram tués dans des combats 41
Des attaques récurrentes 41
Nigeria : le bilan d'une attaque dans le nord-ouest passe à plus de 130 morts 42
« Éviter toute vengeance » 42
Tensions avant les élections 42
TCHAD 43
Le Tchad envoie 500 soldats au Nigéria pour combattre le groupe jihadiste Boko Haram 43
AMÉRIQUES 44
BRÉSIL 44
La Marine brésilienne prend trois Airbus H135 44
CANADA 45
Les premiers F/A-18 australiens arrivent au Canada 45
Le drone Puma renforce les moyens de la marine canadienne 45
ÉTATS-UNIS 46
Le Pentagone se dit menacé par le changement climatique 46
Mardi, un haut gradé de l'armée américaine a déclaré au Sénat que le réchauffement climatique est une menace pour le Pentagone, rapport à l'appui. 46
De multiples menaces 46
Perturbations extérieures et critiques intérieur 47
Le président Trump a signé une directive visant à établir une « force spatiale » 47
It's Official: Trump Announces Space Force as 6th Military Branch 48
Duel entre Airbus Helicopters et Leonardo pour le contrat US Navy 50
L'US Army a mis au point une grenade pour capturer les mini-drones 50
Donald Trump aurait voulu aider l'Arabie Saoudite à se doter de la bombe atomique. C'est un rapport parlementaire qui accuse l'administration. 51
Les plans de Trump pour nucléariser l'Arabie Saoudite remontent au premier jour 52
Fermer les yeux sur les missiles ? 52
Pourquoi le mur de Donald Trump serait aussi une très mauvaise nouvelle pour Elon Musk et SpaceX 53
Pourquoi le plus récent site de lancement de SpaceX pourrait encore être en danger 54
Guerre des étoiles: SpaceX se sent discriminé par les Européens face à Arianespace 55
Dans un courrier adressé au Département du commerce, le groupe américain accuse Arianespace de concurrence déloyale. SpaceX, qui bénéficie d'une priorité sur les contrats américains, réclame de l'Europe une totale impartialité. 55
Le "Buy American Act" qui profite à SpaceX 55
Manque de clarté 56
L'Amérique ne sera jamais socialiste comme la France ! 56
En décrétant l'"urgence nationale", Trump s'expose à une féroce bataille judiciaire 57
Trump s'insurge d'une possible tentative "illégale" de l'écarter du pouvoir 59
L'urgence nationale décrétée par Trump contestée en justice par 16 États 59
Décidée par Donald Trump pour construire le mur avec le Mexique, cette ordonnance contreviendrait à deux dispositions constitutionnelles. 59
"Crise constitutionnelle" 60
Une dizaine de démocrates sur les rangs pour défier Donald Trump en 2020 60
États-Unis: l'état d'urgence de Trump contesté par des élus démocrates 65

Coalition de 16 États contre l'état d'urgence 66
Néonazis, Ku Klux Klan: les «groupes de haine» toujours plus nombreux aux États-Unis 66



..... 67
Trump en faute? 67
M. Trump demande aux Européens de rapatrier leurs ressortissants jihadistes capturés en Syrie 68
Etats-Unis: Trump s'oppose au retour d'une femme ayant rejoint Daesh 69
Hoda Muthana s'est rendue aux forces kurdes et est actuellement détenue dans un camp de réfugiés du nord-est syrien. "On ne peut pas arriver au point où nous privons tout simplement de nationalité ceux qui ont violé la loi", a déclaré son avocat. Washington affirme en effet qu'elle n'est pas citoyenne américaine. 69
"Ce n'est pas ça, l'Amérique" 70
VÉNÉZUELA 70
Le Venezuela refuse l'entrée de députés européens 70
Provocation de l'Europe 71
« Un million de volontaires » 71
Stockage de l'aide en Colombie 71
Vivres et médicaments 71
Dons des États-Unis 72
Venezuela: Guaido part à la frontière colombienne pour faire entrer l'aide humanitaire 72
Venezuela : escalade entre Maduro et Guaido autour de l'aide humanitaire américaine 73
Juan Guaido contre-attaque et se rend en Colombie 74
Une journée sous haute tension 75
Venezuela. Deux morts dans des heurts avec l'armée à la frontière brésilienne 75
Les militaires doivent « choisir leur camp » 76
Au Venezuela, l'heure de vérité 76
La défection du général Hugo Carvajal 77
ASIE 78
BANGLADESH 78

Après le Royaume-Uni, le Bangladesh refuse d'accueillir une djihadiste britannique 78
Le gouvernement britannique veut retirer sa nationalité à cette jeune femme qui a grandi à Londres avant de partir s'installer en Syrie au sein de l'Etat islamique. 78
« Je n'ai qu'une nationalité… Et si vous me la retirez, je n'ai rien » 78
Peu de chances d'être acceptée aux Pays-Bas 79
CHINE 79
La livraison à la Chine de missiles intercepteurs pour le système de défense aérienne russe S-400 contrariée 79
Antisatellite : la Chine s'arme avec du laser et des missiles ? 80
La «petite appli rouge»: comment Pékin s'immisce dans les smartphones 82
Classer les utilisateurs 83
CORÉES 84
"Pyongyang n'est pas l'ennemi": les jeunes Sud-Coréens rejettent le service militaire 84
INDE 85
Inde : collision d'avions militaires à l'entraînement, un pilote tué 85
Deux avions Hawk de l'armée indienne se sont percutés lors de la répétition d'un spectacle aérien avant l'ouverture du salon aéronautique de Bangalore. 86
Lockheed-Martin propose l'avion de combat F-21 à l'Inde 88
Pour réduire la désinformation sur WhatsApp, l'Inde glisse vers «une surveillance à la chinoise» 89
Surveillance à la chinoise 89
JAPON 90
La sonde Hayabusa 2 a réussi à se poser sur l'astéroïde Ryugu pour en ramener des morceaux 90
Hayabusa 2 a semble-t-il réussi sa mission sur Ryugu. Elle devrait rapporter des échantillons de l'astéroïde sur Terre fin 2020. 90
Que quelques secondes passées sur Ryugu 91
Trois ans et dix mois pour atteindre Ryugu 92
PAKISTAN 92
Le Pakistan demande l'aide de l'Onu face aux tensions avec l'Inde 92
Cachemire/Terrorisme : L'armée pakistanaise lance une mise en garde à New Delhi 93
TAÏWAN 95
Comment la Chine drague la jeunesse diplômée de Taïwan 95
Pékin n'abandonne pas ses intimidations envers l'archipel, qu'il souhaiterait toujours annexer, mais innove en lançant des programmes pour séduire directement la jeunesse. 95
Salaire et coût de la vie 95
«Mais après?» 96
Travail de fond 97
THAÏLANDE 98
Ubolratana de Thaïlande, la princesse qui se voyait déjà première ministre 98
Par amour, elle a renoncé à ses titres 98
Paillettes et talons hauts 99
100.000 abonnés sur Instagram 99
EUROPE 100
Législatives en Moldavie: on vous explique pourquoi ce scrutin est stratégique 100
EUROPE (Union européenne) 102

Brexit: les discussions patinent, le scénario du report évoqué 102
Le «no deal», une option crédible 104
AIRMEDEVAC : l'UE retient Global Helicopter Service GMBH, Elitaliana S.R.L. et Starlite Aviation Operations Ltd. 104
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 20.02.2019 Par Philippe Chapleau 104
Guerre commerciale: l'UE ripostera si Washington attaque ses voitures 105
L'Union européenne trouve un accord pour limiter de 30% les émissions des camions 106
Objectif : une Union européenne neutre en en carbone 107
Ces astronomes européens ont découvert des centaines de milliers de nouvelles galaxies 107
Le mystère des trous noirs 108
Les eurodéputés français, ces mal-aimés du gouvernement Macron ? 109
Européennes 2019 : l'axe PPE-S&D perd sa majorité absolue 110
Entre Juncker et Orban, la guerre des affiches 112
ALLEMAGNE 114
La France et l'Allemagne auraient conclu un accord « secret » sur les exportations d'équipements militaires 114
Export d'armement : vers un seuil franco-allemand de 20% 115
En France, 54 personnes touchent encore une pension du régime nazi 115
La Belgique au centre des critiques 116
Un privilège mondial 117
«Sauver les abeilles», la pétition qui ouvre la voie à un référendum en Allemagne 117
La moitié des espèces d'insectes sont en péril 117
À Munich, les superpuissances confrontent leurs visions 118
A Münich le nom de Donald Trump suscite un grand blanc 120
BELGIQUE 121
Anuna et Kyra, 17 et 19 ans, les deux activistes écolos qui mettent la jeunesse belge dans la rue 121
"On devait faire la même chose en Belgique" 121
"Je n'ai pas confiance dans le système politique" 121
En vidéo, le discours de Greta Thunberg lors de la COP24 122
"Défendre ses principes" 122
"Nous devons agir maintenant" 122
FRANCE 122
Brexit : HSBC se renforce tout doucement en France 122
Capital renforcé, équipe légèrement musclée 123
Brexit: «En se brouillant avec les Anglais, la France fait le jeu de Vladimir Poutine» 124
Loi Pacte : quatre points d'achoppement majeurs 125
1- Les privatisations au centre des divisions 126
2 - Les seuils dans les entreprises relevés 126
3 - Le rôle social de l'entreprise écarté 126
4- La transparence des salaires 127
En France, les hauts fonctionnaires gagnent en moyenne 7850 euros net 127
Mystères autour de la réforme de la haute fonction publique 129
Fin de l'annuaire téléphonique : « Même les plus âgés se sont mis à Internet ! » 130
Un objet du quotidien 130
Des racines royales 130

Les compteurs Linky de nouveau en accusation 131
Une collecte «particulièrement intrusive» 131
Lutte contre la fraude: des hauts fonctionnaires pointent une situation catastrophique 132
La fraude sociale, un «déni d'État»? 132
Fraude à la TVA: Bercy paralysé? 133
Plusieurs records de chaleur battus pour un mois de février, selon Météo-France 134
Que risque Chalençon avec ses propos sur les "paramilitaires prêts à intervenir"? 135
La figure des gilets jaunes du Vaucluse a également ciblé le président de la République, en déclarant: "Macron il sera passé à la guillotine." 135
Provocation directe 135
Des propos "dévoyés" 135
Les gilets jaunes à un vrai tournant de leur mouvement après leur anniversaire 136
Alors que l'opinion publique semble se retourner, les gilets jaunes n'arrivent toujours pas à expulser les militants les plus radicaux de leurs rangs. 136
Une majorité de Français veut l'arrêt du mouvement 136
Flou total sur la suite 137
Didier Guillaume: «L'extrême droite et l'extrême gauche ont pris le dessus sur les gilets jaunes» 138
Quand l'inflation prédit les hauts et les bas du mouvement des «gilets jaunes» 139
Bons indicateurs 139
Une "France en morceaux" : une enquête révèle le regard que portent les Français sur leur territoire et leur cadre de vie 140
Les Français heureux dans leur vie privée mais touchés par la crise 140
Une situation contrastée selon quatre profils de Français 140
Des tendances par région mais pas "d'effet territoire" 142
La pénalisation de l'antisionisme est très largement rejetée 143
Comité interministériel des Outre-mer Un premier bilan 8 mois après la fin des Assises des Outre-mer 144
En France, 7% des décès sont attribuables à l'alcool 145
Un impact «considérable» 146
Des mesures efficaces 147
Comment mieux aider ceux qui souffrent du décès d'un proche ? 147
Le deuil, un «processus de cicatrisation» 147
Un impact sur la scolarité, l'emploi, la santé 148
Arrêts maladie: vers un jour de carence obligatoire pour tous 149
Favoriser la reprise d'emploi: télétravail, temps partiel 149
Ouverture prochaine d'une négociation avec les partenaires sociaux 150
Aéroport Roissy-Charles de Gaulle: les «emballeurs» dans le viseur de la police 150
Trouble à la sérénité des voyageurs 150
«La caméra est votre amie, l'aéroport en est truffé» 151
Retraites: Delevoye veut réformer l'actuel système d'indexation des salaires 152
Prise en compte des variations du cycle économique 152
Antisémitisme. Des milliers de personnes rassemblées à Paris et en régions contre la haine 153
« L'affaire de tous les Français », selon François Hollande 153
Un rassemblement qui a été suivi en province 154

Antisémitisme. « Des actes et des lois » : les réponses d'Emmanuel Macron 154
Une nouvelle définition de l'antisémitisme 154
L'anonymat sur Internet en débat 155
Un audit contre la déscolarisation des enfants juifs 155
Dissolution de groupes racistes ou antisémites 155
Ce que contient la proposition de loi pour lutter contre la haine sur internet 156
Pourquoi un agriculteur se suicide tous les deux jours en France? 159
Courir à jeun, un petit effort pour de grands bénéfices 162
Perte de poids ? 162
Intéressant pour les marathoniens 163
Des footings lents et longs 163
Biathlon : le petit globe sur la mass-start pour Fourcade malgré une 19e place 164
20 podiums en 21 courses individuelles pour Fourcade cette saison 164
Emilien Jacquelin rookie de la saison en Coupe du monde 164
Les djihadistes rapatriés au « cas par cas », assure Nicole Belloubet 165
150 djihadistes français. 165
«On n'est pas des animaux» : deux Françaises détenues en Syrie espèrent rentrer au pays 165
Deux Françaises, qui ont vécu dans l'Etat islamique et ont été capturées par les forces kurdes, racontent leur envie de rentrer en France pour être jugées «équitablement». 166
« On a un cœur, on a une âme » 166
« Les combattants de l'EI nous faisaient peur » 166
Les récits des prisonnières difficiles à vérifier 166
« J'espère qu'on sera jugés équitablement » 167
La mort du djihadiste Fabien Clain en Syrie en cours de vérification 167
Des vérifications en cours 167
Il avait rejoint la Syrie en 2015 168
800 combattants étrangers capturés 169
GRANDE-BRETAGNE 169
Amender le "backstop", seule alternative au Brexit dur le 29 mars (Hunt) 169
Brexit: cette institution devra payer deux loyers pendant 20 ans 170
Les nouveaux locaux d'Amsterdam ne seront pas prêts avant 2020 170
Porsche met en garde contre une hausse des prix en cas de Brexit «dur» 171
Honda crée la consternation au Royaume-Uni avec la fermeture de son usine de Swindon 172
Royaume-Uni: Corbyn désavoué par une scission au Labour 173
Une jeune Britannique de l'État Islamique voulant rentrer au Royaume-Uni met au monde un bébé 175
« Aucun contact direct » avec la jeune femme 175
« Je ferai tout pour pouvoir rentrer » 175
« Ma priorité est d'assurer la sécurité du pays » 175
« Elle devra répondre de ses actes » 176
ITALIE 176
Première mission pour le drone M-40 de Leonardo 176
L'industrie italienne de la défense prend ombrage du projet d'avion de combat franco-allemand 177
SUÈDE 178

Climat : Stockholm mise sur le charbon végétal et le train 178
Charbon végétal 179
Haro sur l'avion 179
UKRAINE 180
Ukraine : Un système russe d'écoutes électroniques « TORN » repéré par l'OSCE dans une zone séparatiste 180
MOYEN-ORIENT 181
ARABIE SAOUDITE 181
Le prince héritier saoudien entame sa tournée asiatique au Pakistan 181
Arabie saoudite : Mohamed Ben Salman en quête d'alliés et de contrats en Asie 183
« Pas un paria » 183
Négociations avec les talibans 184
IRAN 184
Après l'attentat qui a fait 27 morts, l'Iran accuse le Pakistan 184
L'Iran promet des « représailles » 185
La marine iranienne met un nouveau type de sous-marin en service 185
ISRAËL 186
Israël commande des hélicoptères d'entraînement 186
Propos controversés de Netanyahu : le Premier ministre polonais annule une visite en Israël 187
« Des propos accusant faussement l'État polonais » 187
Des paroles « mal citées et présentées sous un faux jour » 188
Nétanyahou: «L'épidémie antisémite en France et en Europe met tout le monde en danger» 188
Appel à ne pas minimiser l'événement 188
Beresheet, le premier robot lunaire "low cost", a quitté la Terre 189
Le robot Beresheet, créé par une fondation israélienne, est financé par des dons privés et vise la Lune... sans gros budget. 189
Viser la Lune, sans budget 189
Un radar de conception chinoise a-t-il été détruit par une frappe effectuée par un F-35I israélien? 190
A Jérusalem, des Palestiniens expulsés de chez eux au profit de colons israéliens 191
SYRIE 192
Syrie: les Européens s'inquiètent des menaces voilées de Donald Trump 192
Étalage des divergences 193
Les Kurdes syriens demandent aux Européens de ne « pas les lâcher » 194
« Entre nous et les Turcs » 194
Ultime réduit pour les djihadistes 194
L'alliance arabo-kurde demande le maintien en Syrie d'au moins 1.000 soldats de la coalition et lance un appel à la France 195
Syrie. Des civils toujours pris au piège dans le dernier réduit de l'État islamique 196
« La majorité des civils étaient des familles de l'EI » 196
« La situation alimentaire était très difficile » 197
200 soldats américains resteront en Syrie 197
L'EI sur le point d'être vaincu en Syrie 197
Les États-Unis vont maintenir 200 soldats dans le nord de la Syrie 198
EI : Un influent sénateur américain estime que les Européens pourraient déployer un millier de soldats en Syrie 199
Les questions qui se posent après la défaite annoncée de l'État islamique en Syrie 200

Assad met les Syriens en garde contre les projets des Etats-Unis 202
Les questions qui se posent après la défaite annoncée de l'État islamique en Syrie 202
Le jihadiste toulousain Fabien Clain tué par un drone en Syrie 204
Les voix du message de revendication des attentats de Paris 205
Un membre "du réseau d'Artigat" 205
Un proche de Mohamed Merah 205
En Syrie depuis 2014 205
Le dernier jihadiste originaire de la région toulousaine en activité 206
Une frappe de drone US déterminante 206
http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 21 février 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 206
OCÉANIE 206
AUSTRALIE 206
L'Australie veut planter un milliard d'arbres pour lutter contre le réchauffement climatique 206
Le Pakistan et l'Inde ont déjà fait de même 207
Vente de sous-marins à la Malaisie. L'Australie refuse l'asile à un ex-policier malaisien condamné à mort dans son pays 207
Des dizaines de millions de dollars de pots-de-vin 208
Australie : Une cyberattaque contre des parlementaires menée par un pays étranger, selon le Premier ministre 208
Australie. Un surfeur de 41 ans grièvement blessé à la jambe par un requin 209
ORGANISATIONS INTERNATIONALES 210
ONU 210
"Vers une africanisation des opérations de maintien de la paix" 210
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 18.02.2019 Par Philippe Chapleau 210
RUSSIE 210
La menace poutinienne ou le retour d'expérience de Syrie ? 210
Poutine menace de déployer ses nouveaux missiles contre les Occidentaux 212
Traité FNI : Le président russe lance un avertissement aux États-Unis et aux Européens 214
Russie: une arrestation "électrochoc" pour les milieux d'affaires 215
Quand Poutine soutient les entrepreneurs en détention préventive 216
La Russie, pionnière dans le rapatriement des enfants de djihadistes 217
Du Proche-Orient au froid hivernal russe 217
« Les enfants sont innocents » 218
Des femmes perçues comme un « danger » 218
Une réintégration difficile 218
SANTÉ 219
CANCER 219
Cancer: l'immunothérapie donne un résultat durable chez un quart des patients 219
Durée de survie trois fois supérieure 219
DENGUE 220
Les principaux foyers sont situés dans le sud de l'île Dengue : 219 cas signalés, la circulation du virus s'intensifie 220
DIVERS 221

Manger du gras est (aussi) bon pour la santé 221
Toutes les matières grasses ne sont pas mauvaises pour votre silhouette. 221
Contre la toux, les alternatives naturelles au Pneumorel retiré du marché 221
Des huiles essentielles aux tisanes en passant par le grog: il existe de nombreuses alternatives naturelles pour apaiser la toux. 221
Distinguer la toux sèche de la toux grasse 222
Les traitements alternatifs et naturels contre la toux sèche 222
Hydrolat de thym linalol 222
Inhalateur Vicks 223
Tisane fleurs de mauve 223
Huile essentielle de pin sylvestre 223
Les traitements alternatifs et naturels contre la toux grasse 223
Huile essentielle de cyprès vert 224
Huile essentielle de menthe verte 224
Huile essentielle d'eucalyptus globulus 224
Les traitements alternatifs et naturels quelle que soit la toux 224
"Non diagnostiqué à temps, le décès est fréquent": l'échinococcose, maladie parasitaire due au ténia, se répand dans l'Hexagone 225
"Je demande aux enfants de ne pas prendre les fruits trouvés au sol" 225
Souvent confondue avec le cancer du foie ou la cirrhose 226
Alerte sur deux produits prétendument «brûle graisse» vendus sur Internet 226
L'élimination de l'hépatite C possible d'ici 2025 en France 227
Vers un dépistage universel 228
Le scandale des antidouleurs qui tuent 200 personnes chaque jour aux Etats-Unis 228
Terrassés en pleine rue, au supermarché ou au volant de leur voiture 229
30 à 50 fois plus puissant que l'héroïne 229
En France, quatre décès par semaine liés à la consommation d'opioïdes 229
7 – OPEX 230
En 2018, 164 millions d'euros économisés par les Armées sur des contrats d'armement ont servi à payer les surcoûts OPEX 230
POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS 232
Point de situation des opérations du 15 au 21 février 232
BARKHANE (SAHEL) 236
BARKHANE : Action médicale au profit de la population de Ménaka 236
BARKHANE : L'équipe légère d'intervention de Ménaka se déploie 236
BARKHANE : Formation au profit des GATA maliens 237
BARKHANE : Patrouille souriante à Ménaka 238
Encore un HVT neutralisé au Sahel 239
http://lemamouth.blogspot.com/ vendredi 22 février 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 239
Sahel : Le numéro deux d'un important groupe jihadiste tué lors d'une opération de la force française Barkhane .. 239
BARKHANE : Neutralisation d'un important chef terroriste 241
CHAMMAL (IRAK) 242
Les bombardements de la coalition en Irak : victoire tactique, défaite stratégique ? 242

Pouquoi l'article du colonel Legrier agace 243
http://lemamouth.blogspot.com/ lundi 18 février 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 243
CHAMMAL : Immersion aux côtés d'un équipage de combat 244
MISSIONS MARITIMES 245
Corymbe 245
CORYMBE : Escale au Togo et patrouille commune 245
MISSIONS DE L'UNION EUROPÉENNE 246
Mali 246
La mission EUCAP Sahel Mali prolongée. Mandat élargi au Tchad, Burkina Faso et Mauritanie 246
MISSIONS ONU 247
DAMAN (Liban) 247
DAMAN : De l'eau potable sur la base 247
Mali 248
Une possible méprise entre soldats allemands et maliens fait un blessé grave 248
8 – MISSINT 248
9 – Défense de par le Monde 249
Air2030 : la Suisse reçoit les offres industrielles pour le remplacement de son système de surveillance de l'espace aérien 249
10 – Nos Forces Armées 249
Le club Phoenix veut favoriser l'insertion professionnelle des jeunes chercheurs liés au MinArm 249
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 16.02.2019 Par Philippe Chapleau 249
Camouflage: le ministère des Armées veut réduire la signature des grands véhicules 250
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 17.02.2019 Par Philippe Chapleau 250
Emprises militaires : Entre rénover et faire du neuf, le Service des infrastructures de la Défense s'interroge 251
a – Armée de Terre 253
À la sueur du front 253
Influence britannique 253
Étonnante progression 253
Le TIM 301 est sorti 254
PDF du TIM 301 255
Quel impact économique après l'implantation de la 13e DBLE au Larzac ? 255
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 18.02.2019 Par Philippe Chapleau 255
La préparation opérationnelle des unités logistiques de l'armée de Terre évolue 256
Y avez-vous pensé ? Scolariser son enfant dans un lycée militaire 257
Offres de formation 257
Admissions 257
L'arrivée des légionnaires sur le plateau du Larzac est une bouffée d'oxygène pour l'économie locale 258
Laustaunau-Lacau : « Nous avons choisi d'obéir »... en gilet jaune 259
Préparer le terrain : le renseignement en milieu aquatique 260
Mise en place du GAEA 261
Un appui tactique lors d'opérations amphibies 261
b – Marine Nationale 262
Premiers tirs de missile METEOR réussis 262

La Bretagne admise au service actif 262
Admission le 20 février 2019 au service actif de la Frégate multi-missions (FREMM) Bretagne 263
c – Armée de l'Air 264
L'armée de l'air se met aux drones en boîte 264
http://lemamouth.blogspot.com/ lundi 18 février 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 264
Campagne de tir air-sol : avec les tireurs embarqués de la MASA 264
Première convention Armées-université signée à Bordeaux 265
L'armée de l'Air se dote de drones de surveillance autonomes 267
Réouverture de «Planète Pilote» au musée de l'Air et de l'Espace 267
d – Gendarmerie Nationale 268
A Dijon, élèves gendarmes et gardes civils frères d'armes sous le Drapeau 268
Ces surprenants auxiliaires des gendarmes venus du monde animal (vidéo) 270
Le très beau défi social de l'école de Dijon au profit d'un gendarme de l'Hérault atteint de la maladie de Charcot .. 270
Les gendarmes des antennes GIGN vont bénéficier du respect de l'anonymat 272
Comment les enquêteurs de la Gendarmerie veulent capitaliser sur la cellule Ariane 272
Retour d'expérience 273
Quarantaine de dossiers retenus 273
Le Centre National d'Entraînement des Forces de Gendarmerie a 50 ans 274
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 19.02.2019 Par Philippe Chapleau 274
Rapport Benalla : des conclusions qui épinglent la Gendarmerie (actualisé) 275
La Contrescarpe 275
Un officier visé 275
Comment Alexandre Benalla est-il devenu lieutenant-colonel à 26 ans ? 276
Le rapport sénatorial fait le point sur cette nomination « peu convaincante » 276
L'inspection générale de la Gendarmerie se réorganise 277
De six à huit bureaux 277
Mission de conseil 278
Justice des mineurs: les pistes des députés pour les gendarmes 278
Deux gendarmes auditionnés 278
e – Service de Santé 279
Formation à l'Institut de Recherche Biomédicale des Armées (IRBA) 279
Expression d'hier et d'aujourd'hui : mettre quelqu'un en quarantaine 280
Stage d'aguerrissement aux EMSLB : repousser ses limites 280
f – Renseignement 281
g – Cybersécurité 282
Les hackers de Vladimir Poutine mettent moins de 20 minutes pour infester un réseau 282
Le temps que mettent les pirates pour se répandre dans une infrastructure est très variable. Selon Crowdstrike, cela peut aller de quelques dizaines de minutes à plusieurs heures 282
Internet et ses noms de domaine sous le coup d'une attaque inédite 283
Fouiller dans les données 283
Protocole de protection 283
Multiplication à vitesse exponentielle 284
h – Service du commissariat des armées 284
i - Service des essences des armées 284

j - Forces Prépositionnées 284
Forces de Souveraineté 284
Évacuation sanitaire au large de la Guyane 284
FANC : Le Vendémiaire à la tête de l'exercice Cagou 286
FAPF : Le Gardian et le Bougainville en mission d'assistance aux Kiribati 287
FAZSOI : Évacuation sanitaire d'une ressortissante mauricienne 288
FAZSOI : Visite du COMSUP aux volontaires RSMA-R déployés dans le cadre de la lutte contre la dengue 288
Forces de Présence 289
FFDJ : Visite d'étude de l'IHEDN 289
EFG : Formation au secours routier et à la désincarcération pour les sapeurs-pompiers gabonais 290
EFS : une coopération opérationnelle et innovante 291
EFS : Formation « blindé » au Bénin 292
k - Réserves 293
l - D.G.A. 293
L'Espagne rejoint le projet d'avion de combat du futur 293
Protocole d'accord entre le groupement aéromobilité de la STAT et DGA Essais en vol 293
11 – France : Armements & Industries 294
Généralités 294
2019, nouvelle année record pour le recrutement des cadres 294
Dynamisme dans les services 295
Paris et Berlin veulent changer les règles pour bâtir l'industrie européenne de demain 296
Électrochoc 296
Finances 297
EDF : l'Etat va renoncer à son dividende en "cash" jusqu'en 2020 297
L'Etat renonce à 400 millions d'euros de cash 297
Poursuite du programme de cessions 297
Gilets jaunes : les tarifs bancaires ont bien été gelés 298
Consultation des comptes en ligne encore payante 298
Industries d'armement 299
Emploi : «On peine à recruter, c'est terrible», affirme le PDG de Naval Group 299
Alors que l'Australie vient d'acheter 12 sous-marins à Naval Group pour près de 31 milliards d'euros, Hervé Guillou, son patron, confie les difficultés de l'entreprise dans le recrutement de profils spécialisés. 299
Naval Group en chiffres : 300
ARQUUS dévoile une version hyperprotégée de son véhicule de l'avant blindé VAB MK3 300
Naval Group va créer une coentreprise en Arabie saoudite 301
Partenariat stratégique 301
Drone Protect System remporte un contrat avec l'Armée de l'Air 302
Le groupe français Naval Group va créer une co-entreprise avec la Société des industries militaires saoudiennes 302
MBDA propose un système de défense aérienne pour les véhicules blindés légers 303
L'Allemagne peut bloquer les ventes d'armes de la France (mais pas pour longtemps) 304
La France et l'Allemagne ne cessent d'accroître leur liens dans le militaire: les développements de l'avion de chasse du futur ou du char franco-allemand en sont de bons exemples. Mais il reste à redéfinir des règles en revenant sur le droit de blocage de l'Allemagne sur certains contrats signés par la France. 304
Rien de secret, tout est officiel 305
L'impatience du patron d'Airbus 305
Pourquoi Naval Group est la société la plus solide de son secteur en Europe 305

Un carnet de commandes solide 306
2019, une année internationale? 306
MBDA dévoile son SPIMM 307
Nexter prépare une version du char Leclerc capable de mettre en œuvre des drones aériens 308
Quelles applications militaires pour le Flyboard Air de Zapata Industries? 309
Technologie 310
Turbinator, le nouvel outil révolutionnaire d'EDF 310
Préserver lamproie, truites et moules perlières 310
Le fruit de 10 années de travail 311
Dagoma neutralise à distance les armes imprimées en 3D 311
Pourrir les bons fichiers 311
Technologie numérique 312
Nice teste la reconnaissance faciale avec des volontaires pendant le Carnaval 312
Consentement «libre» et «éclairé» 312
Nice, ville-pilote 313
Transports 314
Accord en vue entre Air France-KLM et KLM sur la gouvernance ? 314
Projet de nouvelle organisation du groupe 314
Deux DGA d'Air France-KLM : Pieter Elbers et Anne Rigail 314
Conseil d'administration mardi 19 février 315
Anne-Marie Couderc au conseil de KLM ? 315
Soutien des salariés de KLM à Pieter Elbers 315
Le patron de KLM sauve sa tête 315
Le géant des airs Beluga XL d'Airbus fait son premier vol chargé de deux ailes d'avion 316



316

La nouvelle version de l'avion-cargo géant d'Airbus a effectué son premier vol, chargée de deux ailes (au lieu d'une) d'A350 XWB entre les sites de Brême (Allemagne) et Toulouse. Le Beluga XL fait partie intégrante de la logistique et du système de production de l'avionneur. 316
Cinq avions Beluga XL seront produits d'ici 2023 316
12 – Le Monde : Modernisations & Équipements 317
Commerce 317
Guerre commerciale: Pékin et Washington proches d'un accord 317
Le dossier Huawei sur la table 318
Finances 318
Les dividendes mondiaux ont atteint un record en 2018 318
Total, première entreprise française 319
Fraude fiscale : UBS condamné à 3,7 milliards d'euros d'amende, un record 319
Dommages et intérêts de 800 millions à l'Etat français 320

Industries 320
5G : Huawei sonne la riposte 320
Le Royaume-Uni adoucit sa position 321
En Allemagne, des opérateurs sur le qui-vive 321
Industries d'armement 322
Le Pdg d'Airbus critique vivement la politique allemande en matière de vente d'armes 322
Leonardo prépare une version combat de son AW119 Koala 323
Technologie 324
Samsung va présenter son nouvel écran pliable 324
Technologie numérique 325
Facebook, un « gangster numérique », selon un rapport parlementaire britannique 325
Un code de déontologie 326
Sécuriser les réseaux sociaux 326
Intelligence artificielle. Un générateur automatique de texte très performant inquiète ses concepteurs 327
13 – Rubriques divers (Conférences, etc) 328
Salons 328
Ouverture du salon AeroIndia 2019 avec une forte présence française 328
AeroIndia 2019 : Le Tejas Mk2 prend forme 329
AeroIndia 2019 : Une liaison de données israélienne pour l'IAF 329
AeroIndia 2019 : 135 paniers de roquettes Thales pour l'Indian Army 330
AeroIndia 2019 : IAI présente ses drones kamikazes 330
AeroIndia 2019 : L'Inde doit encore sélectionner certains équipements et armements pour le Rafale 331
AeroIndia 2019 : Lockheed Martin transforme son F-16 en F-21 332
14 – Livres & Publications 333
15 – Société 333
#jesuislà, l'armée bienveillante qui lutte contre la haine sur Internet 333
Des «actes de résistance» 333
10 risques qui planent sur la survie de l'humanité dans les 50 prochaines années — d'une guerre nucléaire aux supervolcans 334
Une explosion nucléaire pourrait déclencher un "hiver nucléaire", suivi de famines généralisées. 335
Les progrès technologiques en biologie synthétique et en génie génétique rendent la militarisation d'agents pathogènes plus facile et moins coûteuse. 335
Le changement climatique aura des conséquences dévastatrices. 336
Un effondrement de l'écosystème mondial pourrait stopper la capacité de la Terre à subvenir aux besoins d'une population humaine en croissance. 336
D'ici 2050, 10 millions de personnes pourraient mourir chaque année à cause de bactéries résistantes aux antibiotiques. 337
Un astéroïde frappant la Terre pourrait entraîner des pénuries alimentaires mondiales et la perte de millions de vies humaines. 337
Une éruption de supervolcans pourrait avoir des effets dévastateurs sur la Terre, mais les scientifiques ne peuvent prévoir de tels événements que quelques semaines ou mois à l'avance. 338
La gestion du rayonnement solaire est le seul moyen connu d'arrêter rapidement les augmentations de température, mais cette technologie n'est pas assez avancée pour être utilisée à l'échelle mondiale. 338
Des machines intelligentes pourraient anéantir les humains si elles ne sont pas contrôlées. 339
Il y a d'autres risques pour l'humanité que les scientifiques n'ont même pas encore imaginés. 339

Sciences 340
L'atmosphère de la Terre s'étend bien au-delà de la Lune 340
Fonte des glaces: un léger sursis avant le cataclysme 341
Une situation qui n'en est pas moins dramatique 342
Un bouleversement climatique à prévoir 342
Océan Antarctique 342
VIDEO. "C'est une catastrophe ce qu'il se passe en Antarctique ouest" : pourquoi la fonte du glacier Thwaites inquiète les scientifiques 342
Le niveau des mers pourrait monter de trois mètres 343
"On va dans le mur, mais à quelle vitesse ?" 343
Fonte de glaciers en Antarctique: «Si le niveau de la mer augmente, cela aura un impact sur toutes les côtes du monde» 344
A quelle vitesse fondent les glaciers Thwaites et de Pine Island, qui se situent dans l'ouest de l'Antarctique ? Quelles sont les conséquences ? 344
Le réchauffement climatique est-il totalement responsable de la fonte de ces glaciers ? 344
Ce phénomène est-il irréversible ? 345
Océan Indien 345
À Mayotte, un "bruit dans le ciel" provoque des interrogations 345
La préfecture a indiqué sur Twitter que le phénomène observé pourrait être lié à la chute d'une météorite en mer. 345
[PHOTOS] PIton de la Fournaise (actualisé) Volcan : une nouvelle éruption probable dans les prochaines minutes ou heures 347
Avant d'être envoyés en métropole Les cahiers citoyens sont remis en préfecture et en sous-préfecture 349
Le Monde est fou ! 349
Fake news : la famille Rothschild contrôle-t-elle les banques centrales ? 349
"Les banques centrales ne sont pas des banques commerciales" 350
Insolite 350
Quand les usines à déchets rameutent des foules de citadins 350





..... 350
Au Danemark et au Japon, des usines de traitement des détritus se dotent d'installations qui attirent les foules. Les urbains se pressent à Copenhague et à Tokyo pour skier et même manger au milieu des ordures. 350
Au Japon, on mange devant les ordures 350
16 – Vie de l'UOROI 351

1 – Lois et décrets

PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR

Décret du 18 février 2019 portant nomination
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038143790&dateTexte=&categorieLien=id

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décret n° 2019-107 du 15 février 2019 portant extension de la compétence territoriale de certaines unités de gendarmerie
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038135615&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 15 janvier 2019 relatif aux attributions et à l'organisation de l'inspection générale de la gendarmerie nationale
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038149618&dateTexte=&categorieLien=id

MINISTÈRE DES ARMÉES

Arrêté du 11 février 2019 portant maintien dans la 1re section des officiers généraux de l'armée de terre
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038135683&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 12 février 2019 portant nomination et titularisation dans le corps des attachés d'administration de l'Etat au titre de l'année 2019
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038140601&dateTexte=&categorieLien=id

Avis de concours sur titres pour le recrutement d'élèves en vue de l'admission en classe de terminale à l'école d'enseignement technique de l'armée de l'air (concours 2019)
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038140723&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 12 février 2019 portant attribution du brevet d'études militaires supérieures
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038144219&dateTexte=&categorieLien=id

Décret n° 2019-115 du 19 février 2019 modifiant le décret n° 2016-1747 du 15 décembre 2016 pris en application de l'article 148 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 et portant mise en œuvre de la mesure dite du « transfert primes/points » aux fonctionnaires civils de la direction générale de la sécurité extérieure
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038149332&dateTexte=&categorieLien=id

Décret du 20 février 2019 portant nomination et affectation, promotions et nominations dans la 1re section et nominations dans la 2e section d'officiers généraux
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038149733&dateTexte=&categorieLien=id

Décret n° 2019-120 du 21 février 2019 portant diverses mesures statutaires relatives aux corps des militaires infirmiers et techniciens des hôpitaux des armées

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038158165&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 7 février 2019 modifiant l'arrêté du 23 mai 2014 portant création du comité technique d'établissement public de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038158205&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 14 février 2019 modifiant l'arrêté du 9 juin 2015 portant création et règlement du prix d'économie de la défense
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038158213&dateTexte=&categorieLien=id

2 – Nécrologies & Mémoires

3 – Décorations & Commémorations

4 – Autorités, États-Majors

CEMA

Visite officielle auprès du CEMA grec à Athènes

Mise à jour : 18/02/2019

Du 14 au 15 février 2019, le général François Lecointre, chef d'état-major des armées (CEMA) s'est rendu à Athènes, en Grèce, pour y rencontrer son homologue le Général Christos Christodoulou. En marge de cette visite officielle, il s'est entretenu avec le Ministre délégué à la Défense nationale, monsieur Panagiotis Rigas.

Après avoir déposé une gerbe sur la tombe du soldat inconnu, le général Lecointre s'est rendu au ministère de la défense hellénique où il a été reçu par le général Christodoulou avec les honneurs militaires. Cette première rencontre a permis aux deux CEMA d'échanger sur leur appréciation de la situation sécuritaire, notamment sur le flanc Sud de l'Europe, et évoquant les opportunités de renforcer leur coopération, notamment en Afrique et au Levant. Le général Lecointre a également pu aborder les enjeux liés aux espaces maritimes de la Méditerranée et les perspectives de la coopération bilatérale, avant de visiter le centre de commandement opérationnel grec (ETHKEPIX).

Au cours de son entretien avec le général Christodoulou, le général Lecointre a présenté les engagements opérationnels dans le cadre de la lutte contre la menace terroriste en Afrique et au Levant mais aussi la lutte contre la piraterie, les trafics illégaux ou encore l'immigration clandestine. Le général Lecointre et le général Christodoulou se sont accordés sur la nécessité d'entretenir les coopérations initiées dans le cadre de l'OTAN et de l'UE mais aussi de soutenir les autres partenariats mis en œuvre par les Européens à titre bilatéral ou multilatéral pour préserver notre sécurité collective. Le général Lecointre a rappelé la volonté française de développer l'autonomie stratégique européenne.

La Grèce est un partenaire essentiel du bassin méditerranéen et, en raison de son positionnement géographique, un point d'appui privilégié pour la Marine nationale. Ensemble, la Grèce et la France entendent renforcer leur coopération pour continuer à répondre aux défis sécuritaires d'aujourd'hui et de demain.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Participation du CEMA au Senior Level Group à Londres

Mise à jour : 19/02/2019

Le 18 février 2019, le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées, s'est rendu à Londres pour participer au Senior Level Group (SLG).

Rendez-vous annuel des hautes autorités politiques et militaires françaises et britanniques, le *Senior Level Group* (SLG) s'inscrit dans la continuité du Sommet de Lancaster House qui s'est tenu en novembre 2010. Il s'agit, pour les deux pays, de faire le point sur la mise en œuvre de la feuille de route définie lors de ce sommet, d'évoquer les progrès réalisés et de poser les jalons de coopérations futures.

Alors que l'an prochain la France et le Royaume Uni célèbrerons les 10 ans de la signature du Traité de Lancaster House, point d'ancrage d'une coopération renforcée entre nos deux pays, le CEMA et son homologue, le général Nick Carter, ont noté avec satisfaction les avancées réalisées. La force expéditionnaire conjointe interarmées et interalliée (*Combined Joint Expeditionary Force* – CJEF), qui atteindra sa pleine capacité opérationnelle en 2020, constitue l'un des exemples les plus concrets et les plus aboutis.

Au cours de cette rencontre, les deux CEMA ont évoqué les différentes opérations qui ont illustré la capacité d'engagement conjoint de leurs forces armées ces dix dernières années : Harmattan en Libye en 2011, Albatros aux Antilles en 2017 ou encore les actions de frappes en Syrie en avril 2018. Cette coopération demeure une pièce essentielle de la défense européenne. Les CEMA se sont dits résolus à poursuivre leur coopération pour faire face aux défis communs : lutte contre la menace terroriste, les trafics illicites ou encore l'insécurité maritime.

Unis pour faire face aux crises, solidaires de leurs alliés et partageant une vision commune des enjeux sécuritaires, le général Lecointre et le général Carter ont rappelé que l'engagement britannique au Sahel qui déploie trois hélicoptères Chinook à Gao depuis juillet 2018 en complément d'un C17, comme l'engagement renouvelé des forces françaises à leurs côtés en Estonie dans le cadre de la mission de présence avancée de l'OTAN (*Enhanced Forward Presence* – eFP) constituent les marqueurs d'une confiance réciproque et d'un soutien mutuel.

Le général Lecointre et le général carter ont, tout au long de cette rencontre, salué les avancées réalisées pour améliorer l'interopérabilité de leurs forces, citant notamment les échanges d'officiers en unité et déployés en opération, notamment leurs pilotes sur Typhoon et Rafale au Levant, l'intégration de moyens britanniques au sein du groupe Jeanne d'Arc (2017, 2018) et du groupe aéronaval (2015, 2016 et à nouveau cette année) ou encore la participation conjointe à des exercices interarmées et de composante.

A l'issue de cette rencontre, les deux CEMA ont réaffirmé leur volonté de poursuivre leur coopération, tant au titre de la relation bilatérale franco-britannique, que dans le cadre multilatéral de l'OTAN ou des synergies européennes comme l'initiative européenne d'intervention (IEI).

Repère :

Organisé selon les directives résultant des traités de Lancaster House de 2010, le SLG rassemble les représentants de la Présidence de la République et du Cabinet Office, les chefs d'état-major des armées et les directeurs « armement » français et britannique, ainsi que les directeurs stratégie, représentants des deux ministres de la défense. Cette rencontre en principe annuelle vise à évaluer la mise en œuvre de la feuille de route fixée par le traité de Lancaster House. Elle

permet de faire le point sur les objectifs intermédiaires atteints d'une année sur l'autre, conformément aux orientations données lors du sommet bilatéral.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Signature du guide d'application de la 1516 NG

Mise à jour : 21/02/2019

Le mardi 19 février, le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées et l'ingénieur général de l'armement Joël Barre, commandant la direction générale de l'armement (DGA) ont co-signé le Guide d'application de la nouvelle version de l'instruction ministérielle 1516 sur les opérations d'armement (IMOA), aussi appelée 1516 NG.

Outre le rappel de grands principes capacitaires (la démarche capacitaire, les schémas directeurs, l'agilité, l'innovation, etc.) ce document reprend l'étude de toutes les opérations d'armement d'une capacité choisie en précisant pour les trois phases (préparation, réalisation et utilisation) la répartition des rôles entre tous les acteurs (états-majors, DGA et les services de soutien) ainsi que les outils à leur disposition (cahier des charges fonctionnelles et stratégie de mise en service opérationnel).

Ce guide d'application, principalement destiné aux officiers et aux directeurs de programme, traduit de manière très concrète l'évolution des pratiques et de l'organisation de la conduite des opérations d'armement, dans le contexte plus large de la transformation de la DGA.

Il est appelé à être remis à jour en 2020, pour prendre en compte les retours d'expérience après un an d'utilisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

5 – Chroniques & Libres propos

«On est passé du storytelling d'Obama aux clashs de Trump, de l'intrigue à la transgression»

VOX Vox Medias http://www.lefigaro.fr/ Par Eugénie Bastié Mis à jour le 15/02/2019 à 18:36 Publié le 15/02/2019 à 18:35



«L'élection de Donald Trump a inauguré de manière spectaculaire une nouvelle ère politique annoncée par le Brexit et qui s'est prolongée par l'arrivée au pouvoir en Italie du M5S et de la Ligue» estime Christian Salmon. AFP / AFP / AFP

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - L'écrivain Christian Salmon, qui avait publié en 2007 *Storytelling*, revient avec *L'ère du Clash*, un essai analysant les mutations de la communication politique à l'ère des réseaux sociaux et de la spirale du discrédit qui touche toutes les instances politiques ou médiatiques.

Christian Salmon est écrivain. En 2007, il publiait Storytelling: la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits *(La Découverte), lançant un mot qui entrerait dans le dictionnaire en 2018. Il est l'auteur de plusieurs essais littéraires. Il vient de publier* L'ère du clash *(Fayard).*

FIGAROVOX.- Vous datez l'entrée dans l'ère du clash de 2016, avec l'élection de Donald Trump. Comment définir cette nouvelle ère politique et en quoi Donald Trump l'incarne particulièrement?

Christian SALMON.- L'élection de Donald Trump a inauguré de manière spectaculaire une nouvelle ère politique annoncée par le Brexit et qui s'est prolongée par l'arrivée au pouvoir en Italie du mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo, allié à la Ligue de Matteo Salvini. En réalité comme l'affirme Steve Bannon l'ex stratège de Donald Trump, le mouvement qui a porté Trump au pouvoir avait commencé huit ans plus tôt avec la faillite de Lehman Brothers lorsque les responsables du Trésor américain et de la Réserve fédérale ont exigé du Congrès américain mille milliards de dollars pour éviter l'effondrement du système financier américain. Selon lui l'envol

On est passé des stories d'Obama au clash trumpiste, de l'intrigue à la transgression, de la séquence à une suite intemporelle de chocs.

du vote «populiste» en Europe et aux États Unis est la conséquence de ce renflouement qui va alimenter une spirale du discrédit qui n'a pas cessé de s'approfondir depuis. Le décrochage des récits officiels par rapport à l'expérience concrète des populations frappées de plein fouet par la crise a ruiné la crédibilité de tous les récits officiels. L'apparition des réseaux sociaux au cours de la première décennie des années 2000 a donné à ce discrédit une résonance inattendue. L'économie des discours est passée de la rareté à l'abondance, de la concentration à la dispersion. L'offre et la demande sont désormais interchangeables. Le principe de diffusion des énoncés n'est plus auctorial mais viral, épidémique et la volatilité des échanges crée les conditions et l'environnement nécessaire d'une véritable guérilla des récits. Désormais, virilité et rivalité vont de pair, virulence et violence, clash et guerre des récits. On est passé des stories d'Obama au clash trumpiste, de l'intrigue à la transgression, de la séquence à une suite intemporelle de chocs. C'est cette agonistique fondée sur la surenchère que j'appelle «l'ère du Clash».

Vous évoquez longuement la conquête du pouvoir par Emmanuel Macron. À première vue, il semble que celle-ci s'inscrive plutôt dans une logique de storytelling (jeune ambitieux, mise en valeur de la peoplisation, volonté de verticalité). Pourquoi cependant s'inscrit-il lui aussi dans l'ère du clash?

L'élection de Macron est sans doute la dernière de l'Age du Storytelling. Il s'inspire visiblement d'Obama.

L'élection de Macron est sans doute la dernière de l'Age du Storytelling. Il s'inspire visiblement d'Obama. Son entreprise vise à redonner du crédit à la parole publique en y injectant l'anabolisant du romanesque. Fini les programmes politiques, «la politique, c'est mystique, c'est un style, c'est une magie». Pour cela Macron va multiplier les contradictions. La «start-up nation» est un régime hybride, un amalgame bizarre, monarcho-marketing. Macron veut donner à la fonction présidentielle les traits du monarque et du *performer*. Autant Croiser Louis XIV et Xavier Niel. L'incarnation de la fonction présidentielle cède le pas à l'exhibition de la personne du président. Le début du quinquennat va donner à cette forme d'insouveraineté personnelle et politique le spectacle navrant d'un «Truman Show» hexagonal. Les gestes, les formes, les rites de l'État-nation ne sont plus les signes de sa puissance ni les figures de son pouvoir, mais les membres fantômes d'un État amputé, privé de souveraineté. L'État stratège se veut une start-up agile. Non plus la nation tant célébrée, tout juste une halluci-Nation.

Ce qui a changé depuis l'ère du storytelling, c'est la présence du Big Data et des réseaux sociaux. En quoi changent-ils la donne? Rendent-ils impossible toute possibilité de symbolisation?



L'ère du Clash ne constitue pas seulement un changement de régime de communication. Ce n'est pas une stratégie marketing, c'est un rapport social entre les hommes médiatisé par des algorithmes. Ce que l'on appelle la gouvernementalité algorithmique désigne une forme de pouvoir inédit. Les GAFAM considèrent que l'accumulation de quantités énormes de données brutes (stockées dans des rangées de serveurs en entrepôts, des datawarehouses) permet de bâtir des modèles de comportement et de vérifier leur pertinence grâce à des algorithmes. Ils prétendent pouvoir prévoir ainsi la plupart des phénomènes sociaux et des comportements humains. Non pas seulement contrôler, mais neutraliser tout à fait l'expérience. Boucler sur lui-même le possible. Les GAFAM constituent un nouveau modèle d'enfermement symbolique, c'est une prison d'un genre nouveau, la prison du possible. Éric Schmidt, le directeur général de Google, l'affirmait récemment sans trembler: «Nous savons en gros qui vous êtes, en gros ce qui vous intéresse, en gros qui sont vos amis. La technologie va être tellement bonne qu'il sera très difficile pour les gens de voir ou de consommer quelque chose qui n'a pas été quelque part ajusté pour eux.» Les pulsions, les rêves, les désirs, les projets, les habitudes, les cultures, les comportements d'achat, les goûts, les préférences sexuelles, les habitus… Tout fait l'objet d'un calcul. Nous ignorons tout de ces algorithmes qui nous observent et nous informent en permanence. Pourtant, ils nous accompagnent partout, veillent sur nous, nous assistent en toute occasion et surtout nous relient aux autres individus dotés de semblables appareils (iPhone, iPad, GPS, smartphones et ordinateurs). Mais il y a une limite à la numérisation de l'expérience comme il y a un reste dans toute division, et ce reste est explosif. Tout ce qui a été pacifié par les algorithmes resurgit ailleurs, sous une forme chaotique, sauvage.

La spirale du discrédit que vous décrivez semble également avoir gagné les médias. Comment expliquer la défiance qu'ils inspirent désormais aux citoyens? Cette défiance s'inscrit-elle dans l'ère du clash?

Pourquoi seraient-ils épargnés? Même s'il est simplificateur de traiter les médias comme un tout, la presse et les chaînes d'info en continu sont considérés à tort ou à raison comme les instruments d'un pouvoir qui a fauté. Dans l'esprit des citoyens comme vous le dites les médias ont abandonné toute fonction critique du pouvoir pour devenir les relais du système. Il y a des raisons idéologiques à ça, le fameux consensus néolibéral. Mais il y a aussi des raisons de format. La crise de la presse, le diktat de l'audience sur les chaînes d'info en continu ont poussé à cette sorte de tyrannie de la story qui étouffe le débat. La multiplication des histoires à la Reagan pour légitimer un système de domination a tracé ou creusé la spirale du discrédit. De même que l'inflation ruine la confiance dans la monnaie, l'inflation d'histoires a ruiné la crédibilité de tous les narrateurs. Personne n'est épargné. Toutes les sources d'énonciation sont viciées, tous les «auteurs» - qu'ils soient médiatique, politiques, ou même scientifiques (le climatosceptisme) - sont frappés de discrédit.

De même que l'inflation ruine la confiance dans la monnaie, l'inflation d'histoires a ruiné la crédibilité de tous les narrateurs. Personne n'est épargné.

Vous faites du 11 septembre 2001 «l'acte inaugural d'une guerre des récits qui n'a cessé depuis de s'étendre et de s'intensifier». Quelle place tient le terrorisme dans l'ère du clash?

Les terroristes ont compris la logique à l'œuvre dans la mondialisation médiatique. Une guerre des récits dont l'enjeu n'est plus seulement l'hégémonie culturelle mais le monopole du récit.

Quel est le défi du terrorisme depuis le 11 septembre? S'agit-il de faire valoir des revendications, d'obtenir satisfaction? Non! Agissent-ils dans une logique de négociation? Absolument pas. Il me semble que les terroristes depuis le 11 septembre ont compris la logique à l'œuvre dans la mondialisation médiatique. Une guerre des récits dont l'enjeu n'est plus seulement l'hégémonie culturelle (la bataille des idées) - tout cela est vieux et dépassé, mais le monopole du récit, le contrôle de l'agenda, la maîtrise des engrenages narratifs. De ce point de vue le 9/11 a atteint son objectif. Jamais un événement n'avait connu une telle résonance mondiale (peut-être le premier événement dont le monde entier fut le témoin oculaire). Et pourtant aucun événement de l'histoire mondiale, rapporté par les récits et les légendes, ou chroniqué par les reporters et les photographes de guerre, n'avait suscité autant de fausses informations, de rumeurs démenties, d'allégations fantaisistes, bref d'incrédulité. La puissance d'un acte de terreur loin de se réduire à «la propagande par le fait», tiendrait donc à son caractère inexplicable, indéchiffrable. Son efficacité serait proportionnelle à sa puissance de dérèglement du récit médiatique. L'attentat terroriste viserait à désarticuler la grammaire du récit dominant et à ruiner la compétence narrative du pouvoir en place. Attentat non pas seulement irrationnel ou incompréhensible, mais d'une logique non-narrative, a-diegétique...Les détournements des années 1970 embarquaient le monde dans des poursuites d'aéroport en aéroport, des histoires à rebondissement. L'attentat contre le WTC réduisait à néant toute possibilité de narration. Il mettait à bas les tours mais surtout il mettait fin à tout récit. Le soupçon pesait sur l'invincibilité de l'Amérique. Désormais l'Empire manquait de crédibilité ; il avait perdu sa compétence fictionnelle. Le 11 septembre constitue l'événement inaugural de l'Ere Du clash.

Quel regard jetez-vous sur le «grand débat» organisé par le gouvernement pour répondre à la crise des gilets jaunes? Est-ce une tentative inédite en termes de communication politique?

Ce n'est pas un débat. C'est un show et même un one-man-show dans lequel les questions qui sont adressées au président *performer* lui servent de tremplin. Il n'anime pas le débat, il le mime. C'est de surcroît un acte de campagne électorale qui ne respecte pas l'équilibre des temps de parole. Troisième raison, le hiatus entre les images: les images d'un président en bras de chemises dialoguant avec des citoyens sont rattrapées, contredites, par les images des violences policières qui frappent les manifestants chaque samedi. En deux mois, les forces de l'ordre ont en effet éborgné plus de personnes qu'au cours des quinze dernières années. Le discrédit que subit Emmanuel Macron est le produit d'un hiatus qui est au cœur de la crise actuelle des gilets jaunes: une gouvernance brutale sans souveraineté et une démocratie tapageuse sans réelle délibération.

Enfin une contradiction interne mine ce débat ; celle qui oppose la bienveillance affichée et le registre de langage choisi par Macron. Usant d'expressions familières servies comme autant de formules calibrées pour être reprises par les médias et les réseaux sociaux, Macron ne cesse de sermonner le bon peuple. Descendu de ses hauteurs monarchiques, il joue le surveillant général face à un monôme d'étudiants. «La vraie réforme, elle va avec la contrainte, les enfants! C'est pas open bar». N'hésitant pas à donner en exemple son parcours d'excellence, il interpelle les illettrés, les assistés, comme s'il morigénait des collégiens qui «déconnent» et prend à témoin l'assistance sur un ton volontiers gouailleur: «C'est de la pipe», «Il ne faut pas raconter des craques».. Un registre de langage qui tranche avec l'image monarchique qu'il voulait donner au début de son mandat. «Ce n'est pas le gendre idéal, loin de là, confie l'un de ses conseillers. C'est un mauvais garçon.»

«L'idéologie du bien-être anesthésie notre liberté!»

VOX Vox Société http://www.lefigaro.fr/ Par Paul Sugy Publié le 16/02/2019 à 14:46



Une séance de yoga au sommet de la Tour Montparnasse (Paris, juillet 2017). GEOFFROY VAN DER HASSELT/AFP

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - Selon le philosophe Benoît Heilbrunn, le bien-être a été substitué au bonheur et prévaut désormais comme un impératif absolu. Devenu un objectif de marketing, il est au cœur d'une idéologie qui promeut la recherche du confort sensoriel et endort ainsi peu à peu la liberté des individus.

Benoît Heilbrunn est philosophe et professeur de marketing à l'ESCP Europe. Auteur de plusieurs ouvrages sur le marketing, il vient de publier L'Obsession du bien-être *(Robert Laffont, février 2019).*

FIGAROVOX.- «Le bonheur», écrivez-vous, «est une des promesses non tenues de la modernité». Pourquoi ?

Benoît HEILBRUNN.- La modernité s'appuie sur des grands récits qui sont notamment le progrès, la liberté et le bonheur. La plupart des hommes des Lumières - et notamment Condorcet - sont en effet convaincus que le progrès technique est synonyme de progrès moral et que l'homme est capable en comprenant les ressorts du bonheur de vivre plus heureux. Il n'y a d'ailleurs pas de siècle qui ne se soit plus intéressé à la question du bonheur que celui des Lumières. Pour les hommes du XVIIIe siècle, il existe un lien évident, intime entre la liberté et le bonheur. Non seulement la liberté est le fondement d'un nouveau projet politique émancipateur, mais elle est aussi le maillon essentiel d'un contrat qui va structurer la société de consommation et qui postule que le libre choix est la condition *sine qua non* du bonheur ; c'est d'ailleurs pourquoi certains, assimilant la société au marché, ont fait du marketing (synonyme du libre choix des marchandises) un garant de la démocratie.

Nous ne sommes pas plus heureux que nos ancêtres, alors que nous disposons de plus de temps libre, de davantage de loisirs et d'une espérance de vie plus élevée.

Mais force est de constater que la modernité n'a pu tenir ses promesses de félicité: l'homme n'a pas fait de progrès historique significatif quant au bonheur. Les mesures montrent que nous ne sommes pas plus heureux que nos ancêtres, alors que nous disposons de plus de temps libre, de davantage de loisirs et d'une espérance de vie plus élevée grâce aux progrès de la médecine. La quête du bonheur est donc - avec la perte des illusions quant à la possibilité d'un progrès moral - l'un des échecs évidents du projet des Lumières. Mais que promettre aux individus si le bonheur n'est plus un horizon plausible? Le capitalisme a trouvé une réponse on ne peut plus claire à cette question: il s'agit de proposer à des individus globalement incapables d'être heureux un avatar qui est le bien-être. Toutefois, alors que le bonheur est un état durable qui induit l'idée de désir, d'attente et de perspective, le bien-être est une émotion passagère qui est essentiellement sensorielle. C'est pourquoi il y a une tradition philosophique du bonheur, mais pas du bien-être.

Or le bien-être, comme l'argent, ne fait donc pas le bonheur ?

Contrairement à ce que véhicule le fameux dicton, l'argent fait bel et bien le bonheur… mais jusqu'à un certain point. Comme l'a montré l'économiste Richard Esterlin dès les années 60, une augmentation du revenu s'accompagne d'un accroissement du bonheur individuel jusqu'à un revenu de l'ordre de 50 000 dollars, puis a tendance à stagner ensuite. Autrement dit, un revenu supérieur à ce seuil ne permet pas d'accroître significativement son niveau de félicité.

Mais l'essentiel n'est pas là. L'économie du bonheur est structurée par l'idée que les facteurs externes n'ont finalement pas de prise sur le bonheur des individus. La psychologie hédonique promeut l'idée que le revenu et les circonstances extérieures influent peu sur le niveau de bonheur perçu d'un individu. Cela signifie que l'on fait entièrement porter aux individus le poids de leur malheur. Non seulement ils sont tenus pour responsables s'ils ne se sentent pas heureux, mais en plus de cela on les culpabilise de ne pas être heureux dans une société qui valorise justement le bonheur comme une quête indiscutable. C'est donc le système de la double peine dont la technologie sous-jacente n'est autre que le marketing... Car finalement, qu'est-ce que le marketing? C'est une technologie surpuissante qui fait miroiter la félicité aux individus, tout en leur montrant en permanence qu'ils ne sont pas heureux car non conformes à ce qu'il faudrait être ou ce qu'ils voudraient être. Le marketing est cette mécanique insidieuse qui fragilise psychologiquement les individus en leur signifiant en permanence un écart entre une situation désirée et leur condition réelle d'existence. Cet écart incessamment creusé par l'imagerie et les discours de marques permet, par un effet de miroitement, de vendre du plaisir ou du bien-être en les faisant passer pour du bonheur. Ce tour de passe-passe qui renforce l'insatisfaction pour relancer le désir consommatoire et qui confond sournoisement le plaisir, le bonheur et le bien-être est le moteur essentiel du capitalisme émotionnel, c'est-à-dire d'un capitalisme qui considère que l'utilité de consommation se réduit à l'émotionnalisation de la marchandise.

Le bien-être comme seul horizon, c'est le ferment de la tyrannie.

Je soutiens l'idée que le bien-être est devenu la marchandise iconique d'un capitalisme émotionnel qui a définitivement renoncé au bonheur comme horizon et comme projet de société.

Vous citez régulièrement Tocqueville, comme un témoin privilégié de ce changement de paradigme...

Tocqueville est effectivement très frappé lors de son voyage en Amérique par l'importance considérable prise par ce qu'il appelle le «Dieu confort» auquel nous vouons selon lui un culte immodéré. La recherche du confort est l'une des caractéristiques majeures des sociétés démocratiques. L'amour du bien-être est selon lui une passion que l'égalité dépose dans le cœur de chacun. C'est bel et bien le trait saillant et indélébile des âges démocratiques. Mais c'est aussi le premier à comprendre la dimension anesthésiante du bien-être. La poursuite du bien-être est, nous dit-il, centrée sur des intérêts égoïstes qui tendent à nous faire craindre toute manifestation de liberté. C'est pourquoi le fait que le bien-être devienne un horizon est le ferment d'une possible tyrannie, dans la mesure où quand l'on jouit du bien-être, c'est la peur d'être dérangé qui devient la principale préoccupation. Autrement dit, la passion du bien-être n'incite pas à la révolte et au combat. La jouissance du bien-être nous conduit selon lui à la recherche d'un gouvernement autoritaire, seul capable de maintenir cette répartition des biens matériels. En fait, la jouissance du confort peut pousser l'individu à abdiquer sa liberté.

«L'obsession du bien-être» semble aussi une conséquence de l'entrée de l'Occident dans le matérialisme. Selon vous, c‘est ce qu'illustre l'aventure de Robinson Crusoë ?

Il faut faire attention à ce que recouvre la notion de matérialisme. Beaucoup l'assimilent à la possession de biens matériels, ce qui est en fait un contresens. Originellement le matérialisme est une philosophie qui ramène tout principe à la matière et ses modifications, rejetant de ce fait tout principe spirituel. L'aspiration au confort pose en effet la question de notre rapport à la matière, considérée sous l'angle de la nécessité. Avec l'essor de l'économie politique au XVIIIe siècle, on commence à se poser la question de savoir quelles sont les possessions irréductibles permettant de vivre décemment.

En considérant le confort comme une finalité, la société de consommation a transformé le bien-être en marchandises.

C'est en effet Daniel Defoe qui va le premier répondre à cette question, en montrant quels sont les biens absolument nécessaires à Robinson pour que celui-ci puisse vivre de façon confortable. Robinson se procure en priorité: des vivres, des vêtements, de l'alcool, des livres, du tabac, des outils en métal, de quoi fabriquer un toit ; il remplit même ses poches d'argent, ce qui est

évidemment une critique larvée de la logique d'accumulation puisque l'échange monétaire n'est justement plus possible sur l'île. Robinson Crusoé annonce d'ailleurs l'une des problématiques essentielles d'une idéologie du confort, puisque c'est finalement le premier ouvrage littéraire à poser la question de la société en supposant un être humain qui est irréductiblement seul. Il ne s'agit plus de savoir comment vivre avec ses semblables, mais de poser la question de l'individu face aux biens matériels. Parmi ces biens, quels sont ceux qui vont justement le réconforter ?

En quoi «l'injonction au bien-être» est-elle un subterfuge de la société de consommation ?

C'est un subterfuge, car il s'agit de prendre pour finalité ce qui ne devrait être qu'un moyen de l'existence. Notre culture est essentiellement téléologique - c'est-à-dire qu'elle conçoit nos comportements selon une articulation des moyens et des fins. C'est pourquoi les psychologues distinguent très clairement les valeurs instrumentales (les moyens) des valeurs terminales (celles qui ont leur fin en soi). Ainsi la fonctionnalité, la rapidité et la sécurité sont du ressort instrumental alors que l'amour, l'amitié et la liberté sont du ressort terminal. Or Milton Rokeach, qui fut le premier à établir cette distinction dans les années 60, signifia clairement que le confort était une valeur terminale, une fin en soi. C'est justement en considérant le confort comme une finalité que la société de consommation a pu transformer le bien-être en marchandises… en le faisant passer pour du bonheur, alors qu'il s'agit de vendre du plaisir.

Le bien-être est également devenu un objectif des politiques publiques, aussi bien qu'une notion-clé du management en entreprise. Vous le déplorez: pourquoi ?

L'idéologie du bien-être prend notamment source dans la charte fondatrice de l'OMS, qui date de 1948, et qui étend le registre de la santé en considérant le bien-être dans sa dimension physique, psychologique et sociale. La conséquence de cette extension du domaine du bien-être est une psychologisation à outrance de la notion. Le bien-être devient un horizon indépassable de toute politique publique de santé et de société. D'où par exemple le déploiement d'une idéologie du *care* (mot anglais pour «sollicitude» ou «soin») dont certains ont même voulu faire un programme politique.

La croyance selon laquelle les entreprises s'occuperaient du bonheur de leurs salariés est une fable.

Que la décence ordinaire et l'attention à autrui soient des idéaux politiques incontournables ne me semble pas discutable! Par contre, ne nous leurrons pas sur l'instrumentalisation de cette idéologie par les organisations marchandes. La croyance selon laquelle les entreprises se préoccuperaient désormais du bonheur de leurs salariés (comme de l'environnement, d'ailleurs) est une fable, qui a pour seul objectif de suspendre notre incrédulité. Le bien-être a d'abord une valeur marchande, car c'est une marchandise émotionnelle dont on peut accroître la valeur économique dans une économie de l'expérience. Mais c'est aussi un moyen d'accroître l'efficience et la productivité des salariés. Un salarié qui se sent bien dans son environnement professionnel sera plus coopératif, plus performant et moins revendicatif. L'emprise du bien-être s'adosse bien évidemment à une idéologie de la performance. Le bien-être n'est pas le nouvel opium du peuple, mais il permet d'endormir les salariés et de désamorcer toute velléité d'opposition, car ce qui caractérise l'idéologie du bien-être, c'est bien l'horizon d'une société n'opposant plus guère de résistance. Le bien-être est le plus puissant des anesthésiants quand il devient une idéologie dominante.

Qu'est-ce que la «yogaïsation de l'Ouest» ? Et quels sont vos griefs à l'encontre du yoga?

Je n'ai absolument aucun grief à l'encontre du yoga ; je questionne l'usage qu'en fait notre société rongée par le stress, le narcissisme et la vacuité. J'observe simplement, comme l'ont fait d'autres avant moi, qu'il est une pratique importée de l'Orient qui a été digérée par la culture occidentale en le travestissant de son sens originel. Le yoga a d'abord été vidé de sa dimension spirituelle et philosophique quand il a été importé en Occident à la fin des années 40. Or la «yogaïsation» fait partie de ces pratiques qui ne découplent pas le corps et l'esprit. Même si le yoga a été dans un second temps respiritualisé en Occident, il demeure une pratique quasi-sportive qui est une sorte de parenthèse, de respiration dans la vie de la plupart de ses adeptes. Il est souvent conçu

(comme d'ailleurs la méditation) comme une pratique de détente et de décélération, dans une société anxiogène dans laquelle tout s'accélère. On décloisonne donc cette pratique de la vie séculière, ce qui est totalement aux antipodes de sa signification originelle.

L'arrivée du New Age souligne aussi un paradoxe: alors que l'Occident s'est largement sécularisé, nos contemporains semblent aspirés par une quête frénétique de spiritualité. En somme, c'est comme si le bien-être était une manière de faire descendre la promesse chrétienne du Ciel, mais sur Terre ?

L'idéologie du bien-être est en effet une des conséquences de l'orientalisation de l'Occident. L'un des dispositifs de transfert culturel de cette pratique est sans conteste le New Age qui postule une spiritualisation de l'existence. Il s'agit de retrouver une sorte de source originaire, un soi qui serait authentique en se dégageant des affres de la matière et des perversions de la société de consommation. Donc c'est une quête d'un sacré, mais d'un sacré qui aurait exclu toute idée de transcendance et d'extériorité d'un Dieu tout-puissant.

À la différence du christianisme, il ne saurait y avoir de promesse et a fortiori de vie éternelle car c‘est une religion sans origine, sans récit et sans promesse.

Pour les adeptes du New Age, nous faisons partie d'un tout du fait d'une sorte d'équivalence de tous les êtres qui sont faits de la même matière. La conséquence de ce principe d'équivalence est que le sacré - et donc dieu - se loge en chacun de nous, en toute chose de l'existence. Tel est le principe des religions immanentes dont procède celle du bien-être. Mais à la différence du christianisme, il ne saurait y avoir de promesse et a fortiori de vie éternelle car c‘est une religion sans origine, sans récit et sans promesse. C'est pourquoi les adeptes de cette religion ne peuvent croire à l'immortalité et se focalisent sur la longévité. Quel terreau idéologique serait plus fertile pour nous vanter les mérites de la santé connectée…?

Selon vous enfin, le bien-être nous plonge dans une expérience intérieure, qui nous isole de l'Autre et renforce l'individualisme ?

L'emprise du bien-être nous confronte à un monde sans autre dans lequel compte la seule expérience sensorielle et solipsiste. L'emprise du bien-être signe l'apologie d'un monde sans bord, dans lequel tout est finalement indifférencié car tout se vaut. C'et un monde qui délite justement l'individu au sens où l'autonomie de jugement, la pensée critique et la résistance caractériseraient justement ce qu'est un individu. C'est finalement l'ultime tour de passe-passe de l'économie du bien-être que de faire passer ce qui est en définitive de l'égoïsme pour de l'individualisme...

Qu'opposer au bien-être? C'est tout de même difficile de souhaiter moins de confort !

Le bien-être n'est pas répréhensible en soi. Le problème n'est pas le bien-être mais le fait qu'il soit devenu une finalité et un horizon indépassable. Or il n'est pas envisageable de construire un projet de société sur le confort ou le bien-être! Le bien-être sacrifie l'impulsion vitale à la conservation de soi. Il joue le repos de l'âme et du corps contre l'exploration et l'envie que quelque chose nous arrive.

C'est cette puissance de dépense et d'action qui seule caractérise la grande vie, si l'on en croit Nietzsche.

La fiancée de Jamal Khashoggi dénonce le cynisme des Européens

https://www.bruxelles2.eu/ 20 Fév 2019 Arabie Saoudite, Droits de l'homme, Jamal Khashoggi, Liberté de la presse, PESC

(B2) Hatice Cengiz, la fiancée du journaliste Jamal Khashoggi, appelle les États membres à sortir de leur silence, jugé complice des autorités saoudiennes, et fustige les contradictions d’une institution sur la défense de ses valeurs



Hatice Cengiz lors du point presse avec Pier Antonio Panzeri, président de la sous-commission droits de l'Homme du Parlement européen (crédit photo : PE)

La fiancée de Jamal Khashoggi, torturé, démembré et tué dans l'enceinte du consulat d'Arabie saoudite à Istanbul, en Turquie, le 2 octobre 2018, témoignait au Parlement européen. Invitée d'un débat sur les droits de l'homme dans la péninsule arabe, organisé par la sous-commission droits de l'Homme (DROI), mardi 19 février 2019.

Des États pointés du doigt

Les mots de Hatice Cengiz sont écrits, directs. Un texte de dix longues minutes pendant lesquelles les chefs d'*État* et de gouvernement de l'UE, les services diplomatiques seront plusieurs fois cités, pointés du doigt :

« *Les pays de l'UE et leur chefs d'État n'ont pas réagi comme il le fallait à cet évènement* ». « *Les USA comme d'autres pays essayent avant tout de protéger leurs intérêts économiques et financiers, comme si de rien n'était* ». Mais « *cet évènement est d'une telle importance, qu'on ne peut le passer sous silence pour les seuls intérêts économiques et financiers*. »

Un silence détonnant de l'Union européenne

« *Tous ceux qui nous disaient qu'il y avait des normes et standards de l'UE auxquels il fallait se plier, aujourd'hui ces personnes ne disent rien ?* » « *Si nous nous taisons aujourd'hui, pensez-vous que nous pourrons demain parler de droits humains et de la suprématie du droit ?* » interroge-t-elle à quelques jours du sommet UE-Ligue arabe, en Égypte les 24 et 25 février (lire : Union européenne et Ligue Arabe tentent d'avancer vers davantage de coopération).

« *Si nous ne donnons pas la bonne réponse aujourd'hui, on n'aura pas assassiné seulement Jamal, mais le journalisme. Si on ne punit pas les assassins, aucun journaliste ne pourra exercer son métier de façon sûre* ».

Quant au travail mené par la rapporteure spéciale des Nations-Unies (cf. encadré), « *son rapport seul sera insuffisant* » regrette Hatice Cengiz. C'est aux organes politiques, « au *Parlement européen, au Conseil et aux pays de l'UE* » d'agir maintenant « *plus sérieusement* »…

(Emmanuelle Stroesser)

L'ONU pointe la responsabilité de l'État saoudien

La rapporteur spéciale de l'ONU qui mène une enquête sur le meurtre du journaliste a rendu, le 7 février, les premiers résultats de ses recherches.

« *Les preuves réunies au cours de ma mission en Turquie montrent clairement que J. Khashoggi a été victime d'un meurtre brutal et prémédité, planifié et perpétré par des responsables de l'État saoudien* », indique Agnès Callamard selon le communiqué publié. Selon elle, « *les efforts de la Turquie pour mener à bien de façon rapide, efficace, minutieuse, indépendante et impartiale des enquêtes transparentes – conformément au droit international – ont été sérieusement entravés et sapés par l'Arabie saoudite* ».

NB : Son rapport final doit être présenté au Conseil des droits de l'homme en juin 2019.

Lire aussi :

- Affaire Khashoggi, l'UE pas pressée de sanctionner Ryad. Berlin et Paris prennent une mesure symbolique (V2), 21 novembre 2018

- Conflit au Yemen. L'affaire Khashoggi relance l'intérêt d'une solution. L'UE veut saisir le « momentum ». 19 novembre 2018
- Le Parlement veut réclamer un contrôle accru des exportations d'armes et un embargo vers l'Arabie Saoudite, 29 octobre 2018
- Affaire Khashoggi : l'Europe d'une prudence de sioux pour agir contre l'Arabie saoudite (V2), 24 octobre 2018

Emmanuelle Stroesser

Liberté, Libertés chéries

Veille juridique sur les droits de l'homme et les libertés publiques

https://libertescheries.blogspot.com/ Publié par Liberté Libertés Chéries à 19:32

« *La liberté, ce bien qui fait jouir des autres biens* », écrivait Montesquieu. Et Tocqueville : « *Qui cherche dans la liberté autre chose qu'elle-même est fait pour servir* ». Qui s'intéresse aujourd'hui à la liberté ? A celle qui ne se confond pas avec le libéralisme économique, dont on mesure combien il peut être source de prospérité mais aussi d'inégalités et de contraintes sociales ? A celle qui fonde le respect de la vie privée et la participation authentique à la vie publique ? La liberté devrait être au cœur de la démocratie et de l'Etat de droit. En même temps, elle ne peut être maintenue et garantie que par la vigilance et l'action des individus. Ils ne sauraient en être simples bénéficiaires ou rentiers, ils doivent non seulement l'exercer mais encore surveiller attentivement ses conditions d'exercice. Tâche d'autant plus nécessaire dans une période où les atteintes qui lui sont portées sont aussi insidieuses que multiples.

dimanche 17 février 2019

Revue de la défense nationale : Enquête sur une disparition inquiétante



Un article a disparu. Dans la *Revue de la Défense nationale* de février 2019, le colonel Legrier, commandant de la *Task Force Wagram* en Irak, a publié "*La bataille d'Hajin : victoire tactique, défaite stratégique*". S'il figure toujours dans la revue diffusée sur papier, l'article ne figure plus dans sa version en ligne et même dans le sommaire également diffusé sur internet.

Un magnifique *Effet Streisand*

On pourrait évidemment se borner à constater un magnifique *Effet Streisand*. La disparition de l'article lui confère une notoriété exceptionnelle, alors que s'il n'avait pas fait l'objet d'une telle censure, le nombre de ses lecteurs n'aurait guère dépassé le cercle des abonnés de la RDN, militaires et spécialistes des questions de défense.

Aujourd'hui, il est repris sur de nombreux sites internet, et les lecteurs se précipitent. Ils cherchent quels propos effroyables ou scandaleux pouvaient justifier une telle mesure de censure, et ils sont déçus. Puisant son analyse dans son expérience de terrain, l'auteur observe qu'en acceptant la conception américaine de la guerre, la France s'est placée sous l'autorité des États Unis pour sa conduite. Le choix de bombardements massifs détruisant les infrastructures a certes permis une victoire tactique, mais a "*donné à la population une détestable image de ce que peut être une libération à l'occidentale, laissant derrière nous les germes d'une résurgence prochaine d'un*

nouvel adversaire". Les choix faits par les Etats Unis dans la conduite des opérations sont clairement mis en cause, et c'est sans doute l'origine de cet autodafé virtuel.

Le communiqué publié par le rédacteur en chef de la Revue ne fait que conforter cette impression. Il reconnait que la Revue ne "*souhaite pas publier des articles relatifs à des opérations en cours sans avoir obtenu une approbation des autorités en charge de ces opérations*". En l'espèce, "*le processus de validation du texte n'a pas respecté ce principe essentiel*", et il assume donc la décision de retrait du texte, même s'il n'est pas exclu qu'il lui ait été demandé par de hautes autorités civiles ou militaires. On doit donc comprendre que les articles publiés sont soumis à un régime d'autorisation qui, en l'espèce, n'a pas été respecté.

Ceci nous conduit à préciser les problèmes juridiques que pose cette étrange disparition.

Une mesure disciplinaire ?

Le premier d'entre eux est la nature juridique de la mesure de retrait. De toute évidence, il ne s'agit pas d'une mesure disciplinaire. En effet, la disparition d'un article n'est pas une mesure figurant dans l'échelle des sanctions concernant les militaires. Prévues par l'article 41 du Statut des militaires, elles vont de l'avertissement à la radiation des cadres, sans passer par la censure des écrits.

Pour pouvoir condamner le colonel Legrier à une sanction disciplinaire, il faudrait démontrer l'existence d'une faute disciplinaire. Le seul fondement possible serait le manquement à l'obligation de réserve. Celle-ci est définie de manière extrêmement floue par les textes en vigueur. L'article L 4121-2 du code de la défense énonce que "*les opinions ou croyances, notamment philosophiques, religieuses ou politiques, sont libres*". Toutefois, elles ne peuvent être exprimées " *qu'en dehors du service et avec la réserve exigée par l'état militaire*". L'article censuré ne révélait, à l'évidence, ni des opinions philosophiques ni des convictions religieuses.

Peut-on considérer que la position prise par l'auteur affirmait des "*opinions politiques*" ? La réponse est loin d'être simple. Force est de constater que les contours de l'obligation de réserve sont suffisamment imprécis pour permettre au supérieur hiérarchique de considérer comme manquement à la réserve toute expression d'une conviction qui ne reflète pas la position officielle française. Autrement dit, tout ce qui n'entre pas dans la langue de bois en usage lorsque les membres des forces armées s'adressent au public extérieur à la Grande Muette peut être considéré comme un manquement à l'obligation de réserve.

Mais si l'autorité hiérarchique entend poursuivre sur ce fondement le colonel Legrier, elle doit engager une procédure disciplinaire, et garantir à l'intéressé l'exercice des droits de la défense qui lui sont attachés. Il pourra aussi bénéficier du droit au recours contre l'éventuelle sanction prise à son égard, et, sur ce point, il convient d'observer que le juge administratif exerce un contrôle maximum de l'adéquation entre la sanction et le manquement à la discipline. On se souvient que, dans un arrêt du 12 janvier 2011, le Conseil d'Etat a considéré que le chef d'escadron de Gendarmerie Jean-Hugues Matelly avait violé l'obligation de réserve en publiant différents articles contestant le passage de l'Arme sous l'autorité du ministre de l'intérieur. En revanche, la Haute Juridiction avait estimé disproportionnée par rapport aux faits qui l'ont motivée la sanction de radiation des cadres prononcée à son encontre.

On peut se demander quelle sanction serait jugée proportionnée dans le cas d'un officier supérieur publiant un article de "retour d'expérience" (RETEX) dans une revue spécialisée. Celui-ci pouvait d'ailleurs s'estimer autorisé à écrire, dès lors que François Lecointre, chef d'état-major des armées (CEMA) avait tout récemment, en janvier 2018, déploré le "*mutisme militaire*", et invité les militaires d'active à écrire. Ces propos étaient tenus à l'occasion de la sortie d'un livre édité sous la direction du CEMA lui-même.

Le colonel pouvait donc sincèrement se croire autorisé à écrire, et le droit positif va dans ce sens. Contrairement à une idée reçue, le statut des militaires n'exige plus d'autorisation de publier donnée par le supérieur hiérarchique. L'article L 4122-2 du code de la défense énonce même que "*la production des œuvres de l'esprit s'exerce librement*". Ces dispositions ne signifient pas qu'un militaire qui publie ne peut être sanctionné pour manquement à la réserve, mais plus simplement

que le contrôle ne sera exercé qu'*a posteriori*. En l'espèce, l'article est retiré alors même que son auteur n'a fait l'objet d'aucune poursuite disciplinaire pour manquement à la réserve. Il est retiré, nous dit-on, parce que la procédure de validation n'a pas été respectée, c'est-à-dire sur le fondement d'un régime d'autorisation préalable.



Sound of Silence. Simon and Garfunkel. Concert de Central Park. 1982

Une mesure intérieure à la Rédaction ?

Le communiqué du rédacteur en chef de la Revue nous invite donc à considérer le retrait de l'article comme une mesure prise par la Rédaction, dans l'intérêt de la revue. Ce n'est pourtant pas si simple car cette mesure a été prise parce que l'article n'avait pas été soumis à autorisation, et cette fois il s'agit bien d'une autorisation délivrée par l'administration. Nous sommes donc dans le cas d'un acte de droit privé fondé sur le non-respect d'une procédure administrative.

La nature juridique de l'acte est donc peu claire, moins que les mesures d'ordre intérieur dont les militaires peuvent faire l'objet. A la suite d'une intervention marquée par sa franchise devant une commission d'enquête parlementaire, puis de la publication d'un livre "*Tout ce qu'il ne faut pas dire. Insécurité, justice : un général de Gendarmerie ose la vérité*", le général de gendarmerie Soubelet a ainsi été placé en position hors-cadre. Il s'agit là d'une situation, certes peu confortable, car l'intéressé s'est retrouvé "chargé de mission"... sans mission réellement définie, mais il n'était pas victime d'une sanction disciplinaire. Sa fonction, ou plutôt son absence de fonction, était officiellement justifiée par l'intérêt du service.

En l'espèce, le colonel Legrier n'a fait l'objet d'aucun changement d'affectation et la seule mesure qui le frappe, du moins on l'espère, est la censure de son article, censure réalisée par un acte de droit privé. On apprend ainsi que le régime de la liberté de presse à la RDN est totalement dérogatoire au droit commun. Alors que celui-ci permet à chacun de s'exprimer librement dans la presse, sauf à rendre des comptes *a posteriori* et devant le juge pénal en cas d'infraction, le régime en cours à la RDN est un régime d'autorisation qui soumet les publications à un contrôle *a priori* des autorités supérieures, sans que l'on sache s'il s'agit des autorités civiles et/ou militaires.

Une insécurité juridique

La conséquence de ce système est une double insécurité juridique.

D'une part, les critères de l'autorisation sont loin d'être clairs. On apprend que l'article du colonel Legrier a été retiré car il évoquait une opération en cours. Certes, mais la lecture des sommaires de la Revue nous apprend que le général Cholley avait publié, dans la livraison d'octobre 2018, un article intitulé "*la guerre contre Daesh au Levant, paradigme des opérations extérieures*". A l'époque, aucune censure préalable n'avait été exercée, alors même qu'il portait sur la même opération. Il est vrai qu'il se montre plus indulgent à l'égard de la conduite américaine du conflit.

D'autre part, et d'une manière plus générale, les auteurs militaires de la Revue se trouvent placés devant un conflit de normes bien difficile à gérer. D'un côté, le statut des militaires, et même le Chef d'État-Major, les incite à écrire, à participer au débat. De l'autre côté, un régime d'autorisation les replace dans une position de stricte soumission hiérarchique. La mesure prise par la RDN leur rappelle donc qu'ils ont le droit d'écrire, à la condition d'écrire ce qui est autorisé par leur supérieurs hiérarchiques. Autant dire qu'il ne s'agit plus de réfléchir mais tout simplement de communiquer. Considérée sous cet angle, l'affaire illustre parfaitement l'incertitude pesant sur la liberté d'expression des militaires. Ces derniers ont l'impression d'être incités à écrire, mais ils sont finalement rattrapés par la censure à l'issue de leur travail. Leur position est donc pour le

moins inconfortable et incite à souhaiter une réflexion nouvelle sur la liberté d'expression des membres des forces armées.

Le débat pose évidemment la question de la place des revues académiques dans le système militaire. La RDN est un périodique traditionnellement dirigé par un officier général en 2e section, mais en principe indépendant. Elle affirme qu'elle "*ne dépend d'aucun groupement économique, d'aucun pouvoir financier, ni d'aucun institution officielle (...) Elle vit de ses abonnements, de ses recettes de publicité et de ses ressources propres. Son indépendance est ainsi garantie*". Elle revendique dans sa mission "l*a diffusion d'idées nouvelles"*, mission qui ne saurait être exercée efficacement sans indépendance. Jusqu'à tout récemment, l'idée générale était que les forces armées françaises sont suffisamment fortes pour supporter le débat, pour écouter un retour d'expérience un peu transgressif, même si, ensuite, les décideurs font d'autres choix.

Hélas, la diffusion d'idées nouvelles n'est plus à l'ordre du jour. Depuis la révocation très brutale de l'ancien CEMA, l'autorité politique ne veut voir qu'une seule tête et exige un silence absolu des membres des forces armées. L'article du colonel Legrier va à l'encontre de cette tendance, et il n'a pas tardé à disparaître. Cette mesure témoigne d'un risque de repli sur soi de la pensée militaire, d'un isolement nuisible à son rayonnement et conduisant à l'exclure des débats académiques. La RDN est ainsi la seconde victime de l'affaire car elle demeurait l'un des rares espaces de débat académique sur les questions défense, ouverte aux militaires mais aussi à tous ceux qui réfléchissent sur les questions de défense, en particulier au sein des Universités. En assumant la décision de retrait, elle accepte d'être considérée comme un simple outil de communication institutionnelle et de perdre la collaboration d'auteurs attachés à la liberté académique.

Sur la liberté de presse : Chapitre 9 section 2 du manuel de Libertés publiques sur internet , version e-book https://www.amazon.fr/Libert%C3%A9s-publiques-2018-Roseline-LETTERON-ebook/dp/B07GN1LC54/ref=sr_1_5?s=books&ie=UTF8&qid=1535493830&sr=1-5&keywords=Libert%C3%A9s+publiques+Roseline+Letteron , ou version papier https://www.amazon.fr/Libert%C3%A9s-publiques-2018-Roseline-LETTERON/dp/1718163126/ref=sr_1_2?s=books&ie=UTF8&qid=1535493830&sr=1-2&keywords=Libert%C3%A9s+publiques+Roseline+Letteron

6 – Actualités internationale

AFRIQUE

Economie

Déclaration de Bamako : à la recherche d'une « alternative crédible » au franc CFA

Politique économique https://www.jeuneafrique.com/ 19 février 2019 à 15h13 | Par Baba Ahmed - à Bamako Mis à jour le 19 février 2019 à 18h33



L'économiste Kako Nubukpo, en 2011. © Ahmed Ouoba pour JA

À l'initiative de l'économiste togolais Kako Nubukpo, des « États généraux du F CFA » se sont déroulés à Bamako les 16 et 17 février. Objectif : trouver une monnaie qui pourrait remplacer l'ancienne devise coloniale et « servir l'intérêt général »

À Bamako, les 16 et 17 février, se sont relayés à la tribune l'économiste camerounais Martial Ze Belinga, l'ancien ministre togolais des Finances Kako Nubukpo, l'ancien président de l'Assemblée nationale ivoirienne Mamadou Koulibaly, le philosophe malien Issa N'diaye ou encore

l'altermondialiste malienne Aminata Dramane Traoré, tous bien connus pour leur opposition au franc CFA.

« La monnaie, ce n'est pas que l'argent, elle a des dimensions politiques, économiques et culturelles. Le CFA vient d'une ancienne puissance coloniale, et qui descend du temps du colonialisme », ont estimé les intervenants lors des « États généraux du F CFA », dans le mythique mémorial Modibo-Keita, du nom du premier président du Mali indépendant, qui avait retiré son pays de la zone CFA avant que le dictateur Moussa Traoré ne l'y ramène, en 1968.

« Nous sommes dans une phase de sensibilisation », a expliqué à *Jeune Afrique* l'économiste Kako Nubukpo.

Pas de transformation structurelle des économies

À l'instar du Modibo Keita, d'autres dirigeants ont poussé leurs pays à s'affranchir du franc CFA, comme l'Algérie, la Tunisie ou encore Madagascar. « Il n'y a que l'Afrique noire qui est restée dans la zone CFA », a ainsi rappelé Mamadou Koulibaly, pour qui « la parité, la garantie de comptabilité, le mouvement de l'économie vers l'Europe profitent essentiellement aux entreprises françaises ».

Les participants ont constitué un Comité provisoire de coordination des états généraux du franc CFA et des alternatives et proposé une déclaration dite de Bamako, lue à la tribune par Kako Nubukpo. « Cette monnaie n'a pas permis la transformation structurelle des économies qui l'utilisent et les échanges intra-communautaires dans les zones CFA demeurent de l'ordre de 15 % contre plus de 60 % dans la zone euro », dit ce texte, qui pointe aussi « la double répression monétaire et financière du fait de la prééminence de l'objectif de défense du taux de change fixe avec l'euro, au détriment du financement de l'économie intérieur en zone franc CFA ».

Un an de débats

Au sujet des réserves de change déposées au Trésor public français, « censées en théorie assurer la stabilité du système, empêchent les États de réinvestir dans leur propre économies dont nombre sont défaillants. Ainsi les pays qui utilisent le Franc CFA sont aujourd'hui en queue de peloton des indicateurs de développement humain (IDH) même si certains pays affichent des taux de croissance au-delà des 5 % » mentionne le même document.

Pour ses auteurs, l'idée n'est pas avoir une monnaie juste pour se débarrasser d'une autre, mais de « trouver une monnaie qui va servir l'intérêt général, ce qui ne nous semble pas le cas du franc CFA, eu égard à un certain nombre de facteurs historiques et institutionnels », précise à *Jeune Afrique* Kako Nubukpo.

L'économiste togolais et ses cosignataires préconisent une année « de débats contradictoires féconds » dans chacun des 14 pays concernés pour « établir un bilan sérieux de cette monnaie », avec une rencontre à mi-mandat, au Mali ou ailleurs.

ALGÉRIE

Politique

Algérie: les supporters de football, farouches opposants au "mandat de la honte" de Bouteflika

L'opposition à la candidature d'Abdelaziz Bouteflika pour un 5e mandat est arrivée de là où la majorité présidentielle ne l'attendait pas : de la rue… et des gradins des stades. Les supporters de différents clubs sont devenus plus audibles que les partis politiques de l'opposition.



Les supporters du club algérois CRB au stade du 5 juillet lors de la finale de la Coupe d'Algérie en 2017 (BILLAL BENSALEM / NURPHOTO)

https://www.francetvinfo.fr/ franceinfo Afrique Rédaction Afrique France Télévisions Mis à jour le 18/02/2019 | 15:52 publié le 18/02/2019 | 14:40

La campagne présidentielle, sans la présence du principal intéressé, victime d'un AVC en 2013 et très diminué physiquement depuis, a commencé dans une indifférence générale. Les promoteurs de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika pour un cinquième mandat font le minimum, sans grand enthousiasme. Une sorte d'apathie a gagné les deux camps, comme un énième remake d'une élection sans possibilité d'alternance, le résultat étant connu d'avance.

Puis, depuis vendredi 15 février, ils sont venus secouer les certitudes et sortir la campagne de sa léthargie : des supporters de football de différents clubs, sans se concerter, scandent dans la rue leur opposition au *"mandat de trop"*.





Inal Ahmed Boukhalfa ☘نال إيـ أحمد فة وخالـ بـ @Inal_Boukhalfa

Les supporteurs de #CRB ....#Algérie #لا_لـ_لعهدة_الـ خامسة

95

23:51 - 15 févr. 2019

(Bouteflika le Marocain (le président algérien est né à Oujda au Maroc en 1937)*, non au cinquième mandat)*

Des supporters à Biskra, 420 km su sud-est d'Alger, ont déployé une banderole pour protester contre le 5e mandat.





Hamdi @HamdiBaala

En réponse à @HamdiBaala

"Pour honorer un mort, il faut l'enterrer, pas l'élire". Une banderole des supporters dans un stade à Biskra ce weekend.

50

15:09 - 16 févr. 2019

En Kabylie, à Kherrata, une marche pacifique a rassemblé plusieurs milliers de personnes avec des slogans propres à la région : *"Pouvoir assassin"*, *"Pas de pardon",* en plus du *"Pas de 5e mandat"*.



La presse algérienne fait état de nombreuses manifestations hostiles au président Boutefllika, dans les différentes wilayas (départements) du pays.





Soufiane Djilali @SoufianeDjilali

Tout mon soutien pour la marche citoyenne du 22. Que les Algériens expriment leur refus de l'humiliation de trop, le 22, le 24 et tous les jours. Soyons citoyens ! #Algérie

167

15:54 - 17 févr. 2019 · Algeria

"Contrairement au quatrième mandat, les Algériens affichent clairement leur rejet de subir un autre mandat présidentiel sans un président présent et capable de s'adresser à eux, dans un contexte de crise économique qui va en s'aggravant", s'inquiète le site Algérie patriotique.

Ces manifestations, non concertées, vont-elles durer ? *"Ce mouvement anti-5e mandat semble spontané. Il tient de ce sentiment d'abattement que l'annonce de la candidature de Bouteflika a provoqué au sein de la société, notamment au sein d'une jeunesse dont la frustration est perceptible chaque jour. Reste à savoir si cette vague anti-5e mandat ira crescendo ou si, au contraire, elle s'estompera les prochains jours",* s'interroge le quotidien francophone Liberté.

ÉGYPTE

Opérations

Égypte. Sept djihadistes présumés tués, 15 militaires morts ou blessés lors d'une attaque

Accueil Monde Egypte https://www.ouest-france.fr/ Publié le 16/02/2019 à 12h55



Les forces égyptiennes sont présentes dans le Sinaï après le lancement d'une rébellion islamiste dans la région | REUTERS

L'armée qui mène une offensive contre le groupe État islamique (EI) dans cette région a annoncé le bilan provisoire d'une attaque « terroriste » contre un check point dans le Nord Sinaï égyptien.

Un check point dans le Nord Sinaï égyptien a été visé par une attaque **« terroriste ».** Sept djihadistes présumés ont été **« éliminés »** et 15 militaires ont été tués ou blessés a annoncé samedi l'armée qui mène une offensive contre le groupe État islamique (EI) dans cette région.

L'Égypte, confrontée à une multiplication d'attaques de groupes extrémistes, a lancé l'année dernière une vaste campagne baptisée **« Sinaï 2018 »** pour déloger l'EI de la péninsule et **« nettoyer »** le pays du **« terrorisme »**.

Des djihadistes présumés ont attaqué un check point dans cette péninsule de l'est du pays et les forces de sécurité ont riposté, conduisant à **« un échange de tirs »**, a indiqué le porte-parole de l'armée, Tamer el-Refai, dans un communiqué.

« Un officier et 14 (soldats) ont été tués ou blessés », a-t-il ajouté, sans détailler. Une source sécuritaire et des sources médicales ont rapporté à l'AFP que 11 membres des forces de sécurité avaient été tués et quatre blessés.

L'attaque a eu lieu au sud d'Al-Arich, capitale du gouvernorat du Nord Sinaï, selon la source sécuritaire. **« Sept takfiris (extrémistes sunnites) ont été éliminés lors de l'accrochage »**, a précisé Tamer el-Refai. Les forces de sécurité ont assuré qu'elles continuaient à **« traquer les éléments terroristes (en fuite) »**.

Les forces de sécurité au premier rang des attaques

Les autorités égyptiennes annoncent régulièrement la mort de jihadistes présumés dans des opérations. Mais les annonces de pertes importantes dans les rangs des forces de sécurité restent très rares. Depuis la destitution par l'armée du président islamiste Mohamed Morsi, des centaines de soldats et de policiers sont morts dans des attaques de groupes extrémistes. Les civils sont également la cible d'attaques, notamment la communauté chrétienne copte orthodoxe.

L'opération **« Sinaï 2018 »** avait été lancée le 9 février 2018 sur ordre du président Abdel Fattah al-Sissi, après un attentat qui avait fait plus de 300 morts dans une mosquée dans le Nord Sinaï. Au total, plus d'une trentaine de soldats et plus de 550 jihadistes présumés sont morts depuis le lancement en février 2018 de **« Sinaï 2018 »**, selon l'armée.

Aucun chiffre de source indépendante n'est disponible. La presse n'est pas autorisée à se rendre librement dans le Nord Sinaï mais l'armée organise de rares visites destinées aux médias étrangers.

LIBYE

Défense

Selon le ministère des Armées, la France va livrer six embarcations rapides aux gardes-côtes libyens

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 21 février 2019



Photo : Sillinger

Lancée en 2015 pour « casser » le modèle économique des trafiquants d'êtres humains opérant depuis le littoral libyen, l'opération européenne EUNAVFOR Sophia a finalement été prolongée jusqu'an 31 mars 2019, alors que son existence était menacée, en raison de désaccords profonds entre l'Italie et d'autres pays européens, dont la France, au sujet d'une possible « rotation » des ports de débarquements des migrants recueillis en mer.

Cela étant, avec un pays comptant deux gouvernements, dont un dit « d'union nationale » [GNA] reconnu par la communauté internationale et un second soutenu par le Parlement issu des élections législatives de 2014, l'opération Sophia n'a pas pu obtenir l'autorisation nécessaire pour intervenir dans les eaux territoriales libyennes. Et, en conséquence, elle a dû revoir son mode d'action en se concentrant sur la formation et l'équipement des gardes-côtes libyens.

Cependant, le mandat de cette opération navale de l'Union européenne ne concerne pas les seuls flux migratoires. En effet, elle est aussi chargée de faire respecter l'embargo des Nations unies sur les armes et de recueillir des informations sur le trafic pétrolier en provenance de Libye.

Quoi qu'il en soit, et s'agissant des gardes-côtes libyens, l'Italie leur a déjà livré des vedettes [il était encore question d'une douzaine d'exemplaires en juillet 2018]. Et la France ne sera pas en reste.

En effet, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, la semaine passé, la ministre française des Armées, Florence Parly, a annoncé au chef du gouvernement d'union nationale, Fayez al-Sarraj, la livraison aux gardes-côtes libyens de six embarcations rapides.

La ministre « a annoncé la cession à la Libye de six embarcations marines, qui seront livrées à partir du printemps prochain », a confirmé, ce 21 février, Yasmine-Eva Fares-Emery, la porte-parole du ministère des Armées, citée par l'AFP.

Ces six embarcations, à coque semi-rigide, seront acquises auprès du fabricant français Sillinger, avant d'être livrées à Tripoli par lots de deux. « Cette action s'inscrit dans le cadre du soutien de la France aux efforts de la marine libyenne pour lutter contre l'immigration clandestine », explique le ministère des Armées.

Toutefois, certaines ONG qui viennent en aide aux migrants critiquent cette politique, estimant qu'elle consiste à « sous-traiter le contrôle de l'émigration ». Ainsi en est-il de Human Rights Watch [HRW].

« Afin de décourager et d'empêcher les arrivées de migrants en Europe en provenance de Libye, l'Union européenne a fourni une formation, de l'équipement et un soutien matériel aux garde-côtes libyens pour accroître leur aptitude à intercepter des embarcations dans les eaux territoriales et internationales et à reconduire les migrants et demandeurs d'asile en territoire libyen. Les migrants et demandeurs d'asile qui sont capturés en mer et refoulés en territoire libyen sont placés en rétention, où beaucoup d'entre eux sont soumis à des conditions de vie inhumaines,

notamment à des passages à tabac, des violences sexuelles, des extorsions de fonds, des travaux forcés, et ne reçoivent pas de soins médicaux adéquats, ni suffisamment de nourriture et d'eau », a ainsi affirmé l'ONG, dans un rapport publié en janvier.

MALI

Terrorisme

Mali. Un des principaux chefs djihadistes au Sahel tué par des militaires français

Accueil Monde Terrorisme https://www.ouest-france.fr/ Modifié le 22/02/2019 à 16h06 Publié le 22/02/2019 à 14h14



Un soldat français de l'opération Barkhane le 17 octobre 2017. Photo d'illustration. | BENOIT TESSIER - REUTERS

L'Algérien Djamel Okacha, alias Yahya Abou El Hamame, chef d'un des principaux groupes djihadistes au Sahel a été tué, jeudi 21 février.

Les militaires français de l'opération Barkhane ont tué, jeudi au Mali, le chef d'un des principaux groupes djihadistes au Sahel, l'Algérien Djamel Okacha, connu sous le nom de Yahya Abou El Hamame. La ministre des Armées Florence Parly l'a annoncé vendredi.

Chef de « l'émirat du Sahara » d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), l'homme était le numéro deux de l'alliance djihadiste dirigée par le Touareg malien Iyad Ag Ghaly, le « Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans » (GSIM).

« Un coup très dur pour les groupes terroristes »

« Cette action spectaculaire concrétise des années de recherche », souligne la ministre en saluant **« l'action des forces françaises »** contre **« le chef d'un des principaux groupes armés terroristes sévissant au Sahel, concepteur et financier de nombreuses attaques contre les valeurs et intérêts communs que nous partageons et défendons avec les pays du G5 Sahel »**.

« C'est un coup très dur pour les groupes terroristes agissant au Sahel », se félicite le ministère français des Armées, en soulignant que le GSIM **« aura perdu trois de ses principaux chefs en l'espace d'une année, tous des adjoints proches de Iyad Ag Ghaly »**.

Jeudi, la force Barkhane a intercepté Yahya Abou El Hamame dans un groupe de véhicules en progression au nord de Tombouctou (centre du Mali), détaille le communiqué.

« Dans cette opération associant moyens terrestres et aériens, les commandos de Barkhane ont neutralisé plusieurs terroristes », est-il précisé. Les Français ont mobilisé des moyens terrestres et aériens, dont cinq hélicoptères et un drone de surveillance Reaper. **« Quand les commandos se sont approchés, les pick-up ont ouvert le feu, déclenchant la riposte des hélicoptères, qui ont mis hors de combat 11 terroristes**, **dont Yahya Abou El Hamame »**, a détaillé le porte-parole.

L'attaque contre l'ambassade de France

Natif de Reghaïa (préfecture d'Alger), Djamel Okacha (alias Yahya Abou El Hamame), était un combattant aguerri. Ancien membre du Groupe islamique armé (GIA) puis du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC, devenu Aqmi), Okacha était soupçonné d'implication dans l'assassinat en juin 2009 à Nouakchott d'un Américain, Christopher Logest, et dans l'attaque

contre l'ambassade de France (deux blessés) en août de la même année dans la capitale mauritanienne.

En 2013, il a succédé à Abdelhamid Abou Zeïd, l'un des principaux chefs d'Aqmi tué lors par l'armée française lors de combats dans l'Adrar des Ifoghas (nord du Mali).

Il était apparu dans une vidéo publiée en novembre 2018 aux côtés de Iyad Ag Ghaly, chef du GSIM, et d'Amadou Koufa, un prédicateur radical peul éliminé par l'armée française fin novembre. Dans cette vidéo, les trois chefs islamistes appelaient à **« poursuivre le djihad »**.

4 500 soldats français déployés au Sahel

Cette annonce intervient le jour de la visite attendue au Mali du Premier ministre Édouard Philippe, accompagné de Florence Parly et du ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian.

Depuis 2014, la France a déployé quelque 4 500 hommes au Sahel dans le cadre de l'opération Barkhane qui vise à lutter contre les groupes djihadistes opérant dans la région et au Sahara.

En dépit du succès de l'intervention militaire française de 2013, qui a permis la reconquête du nord du Mali occupé par les djihadistes, des zones entières du pays échappent encore au contrôle des forces maliennes et étrangères régulièrement visées par des attaques. Les violences se sont progressivement propagées du nord vers le centre et le sud du Mali, puis plus récemment au Niger ainsi qu'au Burkina Faso, où la situation est jugée la plus inquiétante.

MOZAMBIQUE

Politique

Dette cachée du Mozambique : le fils de l'ex-président arrêté pour corruption

Politique https://www.jeuneafrique.com/ 17 février 2019 à 10h49 | Par Jeune Afrique avec AFP
Mis à jour le 17 février 2019 à 10h50



Armando Guebuza en juin 2011. © Rebecca Blackwell/AP/SIPA

Le fils de l'ex-président mozambicain Armando Guebuza a été arrêté samedi dans le cadre de l'enquête sur un réseau de corruption ayant profité de deux milliards de dollars de dette publique cachée, a-t-on appris de sources judiciaires et dans les médias.

Ndambi Guebuza, aîné des quatre enfants de l'ancien chef de l'Etat, a été interpellé à son domicile dans la capitale Maputo.

« C'est l'une des huit personnes arrêtées sur ordre du procureur général », a indiqué à l'AFP une source judiciaire sous couvert de l'anonymat.

D'après la chaîne de télévision indépendante STV, il est soupçonné d'avoir eu un rôle dans ce scandale qui a plongé le pays dans la pire crise financière de son histoire.

Les sept autres suspects arrêtés au cours de la semaine sont des hommes d'affaires et des membres du renseignement.

Détournements de fonds

L'affaire avait été révélée en 2016, un an après la fin des dix ans de présidence de Armando Guebuza.

Elle porte sur des emprunts de deux milliards de dollars pour acheter des bateaux de pêche et de surveillance, somme énorme dissimulée au Parlement et aux bailleurs de fonds internationaux. Un audit a montré qu'un quart de ce total a été détourné, et est impossible à retrouver.

Le scandale avait poussé les donateurs à geler tout versement. D'après les Etats-Unis, au moins 200 millions de dollars de ces emprunts se sont envolés en pots-de-vins et dessous de table, dont 12 millions rien que pour l'ancien ministre des Finances Manuel Chang, soupçonné d'avoir signé les contrats des emprunts.

Ce dernier a été arrêté à l'aéroport de Johannesburg (Afrique du Sud) le 29 décembre sur demande des Etats-Unis, qui demandent son extradition pour des prêts frauduleux à des entreprises publiques du Mozambique. Il est incarcéré depuis.

Ndambi Guebuza, homme d'affaires, aurait quant à lui reçu 9,7 millions de dollars de pots-de-vins, selon les enquêteurs américains.

NIGÉRIA

Sécurité

Nigeria : quatre soldats et cinq jihadistes de Boko Haram tués dans des combats

Sécurité https://www.jeuneafrique.com/ 17 février 2019 à 16h23 | Par Jeune Afrique avec AFP Mis à jour le 17 février 2019 à 16h43



Des soldats nigérians en avril 2015 dans la ville de Gwoza, tout juste libérée de Boko Haram © Lekan Oyekanmi/AP/SIPA

Quatre soldats et cinq jihadistes de Boko Haram ont été tués dans des combats dans le nord-est du Nigeria, a annoncé dimanche l'armée nigériane.

« Un officier et trois soldats ont été tués et cinq autres blessés » dans l'attaque samedi en fin d'après-midi d'une base militaire à Buni Yadi, dans l'Etat de Yobe, a indiqué dimanche un porte-parole de l'armée, Sagir Musa.

Cinq des assaillants, qui ont surgi à bord de quatre camionnettes équipées de mitrailleuses et de deux véhicules blindés, « ont subi leur Waterloo » et ont été abattus, a-t-il précisé.

Des attaques récurrentes

La base de Buni Yadi, située près de la frontière avec l'Etat de Borno, épicentre de l'insurrection jihadiste, avait déjà été visée par une attaque islamiste en janvier, lorsque quatre soldats avaient été tués. Les combattants de Boko Haram avaient été repoussés après l'intervention d'un soutien aérien.

Et en février 2014, les islamistes avaient attaqué le centre universitaire public de la ville, tuant 43 étudiants et détruisant dortoirs, salles de cours et laboratoires.

Le président nigérian Muhammadu Buhari, en campagne pour un second mandat, avait été élu en 2015 après avoir promis de mettre fin à la rébellion islamiste de Boko Haram.

Mais la situation dans le nord-est du pays est alarmante avec des dizaines, voir des centaines de soldats tués au cours des derniers mois par le groupe jihadiste.

Plus de 27 000 personnes sont mortes depuis le début du soulèvement de Boko Haram dans le nord-est du pays, en 2009, alors que 1,8 million de personnes ne peuvent toujours pas regagner leur foyer.

Nigeria : le bilan d'une attaque dans le nord-ouest passe à plus de 130 morts

Politique https://www.jeuneafrique.com/ 19 février 2019 à 20h17 | Par Jeune Afrique avec AFP
Mis à jour le 20 février 2019 à 10h05



L'armée nigériane à Maiduguri, en août 2013. Photo d'illustration. © Sunday Alamba/AP/SIPA

Cette attaque avait été lancée la semaine dernière par des hommes armés dans l'État de Kaduna, dans le nord-ouest du Nigeria. Un mobile ethnique a été avancé par les autorités, qui ont également annoncé 11 arrestations.

« Les dernières informations dont nous disposons font état de plus de 130 personnes tuées », a déclaré le gouverneur de l'État de Kaduna, Nasir El-Rufai, à l'issue d'une réunion du président nigérian Muhammadu Buhari avec des chefs militaires et des responsables de la sécurité.

Le chef de la police de l'État de Kaduna, Ahmad Abdulrahman, qui a participé à cette réunion, a annoncé que onze personnes avaient été arrêtées. Le précédent bilan de l'attaque contre huit villages du district de Kajuru annoncé vendredi était de 66 morts.

« Éviter toute vengeance »

« Le gouvernement demande aux leaders communautaires, traditionnels et religieux dans ce district d'éviter toute vengeance et de faire confiance aux forces de sécurité et à la justice pour retrouver les criminels », avait alors demandé Nasir El-Rufai.

Un représentant de la communauté chrétienne adara, majoritaire dans la région, a déclaré qu'il y avait eu des attaques répétées lancées par des Peuls musulmans ces trois dernières années. Au cours du week-end, le gouverneur avait déclaré que les victimes étaient des Peuls. Mais la communauté chrétienne a démenti qu'il y ait eu des attaques contre les Peuls.

L'État de Kaduna est souvent victime de violences et d'attaques de groupes armés, dans cette région particulièrement instable où s'affrontent des bandits voleurs de bétail ou des groupes religieux extrémistes. En 2018, de nombreux incidents ont ainsi eu lieu dans les États de Zamfara, Kaduna et Katsina. Des bandes organisées y sèment la panique et pratiquent notamment les enlèvements de masse contre rançons.

Tensions avant les élections

Ces violences surviennent alors que le Nigeria se prépare à voter samedi 23 février, avec une semaine de retard, pour élire un président. Le président sortant Muhammadu Buhari affrontera Atiku Abubakar, autre Haoussa du Nord, pour un scrutin qui s'annonce particulièrement serré et sous tension.

En 2011, Kaduna avait été le foyer de très grandes violences électorales en 2011. Des centaines de chrétiens y avaient été tués après la défaite du candidat musulman, l'ex-général Muhammadu Buhari, face au chrétien Jonathan Goodluck.

TCHAD

Opérations

Le Tchad envoie 500 soldats au Nigéria pour combattre le groupe jihadiste Boko Haram

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 23 février 2019



Candidat à un second mandat, le président nigerian, Muhammadu Buhari, a assuré ses compatriotes qu'ils pourraient voter en sécurité lors de l'élection présidentielle organisée de 23 février au Nigéria, après avoir été reportée d'une semaine pour des « raisons logistiques ».

Seulement, dès l'ouverture des bureaux de vote, la ville de Maiduguri, capitale de l'État de Borno, a été la cible de plusieurs attaques lancées a priori simultanément par le groupe jihadiste Boko Haram, lequel avait fait part de son intention de perturber le scrutin. Selon des éléments à confirmer, le quartier général de la 7e division de l'armée nigériane aurait été pris pour cible. Et, selon une source de l'AFP, au moins un soldat a été tué et 20 autres blessés. « Il y a eu d'autres explosions à la caserne de Maimalari mais aucune victime », a-t-elle précisé.

Après avoir été mis sur la défensive, grâce notamment à l'intervention de la Force multinationale mixte [FMM], créée sous l'égide de l'Union africaine avec le concours du Tchad, du Niger, du Nigeria, du Cameroun et du Bénin, Boko Haram a repris de la vigueur au cours de ces derniers mois. Et cela, en dépit d'une scission en deux factions distinctes, dont l'une a pris le nom d'ISWAP, après avoir été reconnue par l'État islamique.

Dirigée par Abou Mosab al-Barnaoui, l'ISWAP a infligé d'importantes pertes aux forces nigérianes. Pertes qu'Abuja a souvent cherché à minimiser, avant d'évoquer, récemment, des « revers » face à cette organisation jihadiste.

Dans le même temps, l'autre faction de Boko Haram, commandée par Abu Bakar Shekau, le chef « historique » du groupe terroriste avant sa scission, s'en prend aux populations civiles. Sans doute est-ce elle qui a été à l'origine de l'attaque de la localité de Rann, qui a fait une soixantaine de tués en janvier dernier.

Cela étant, l'ISWAP [Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique] ne cesse de se renforcer au fil du temps, au point de représenter une menace très sérieuse. Comptant entre 1.500 et 3.000 combattants, ce groupe a « acquis une forte capacité opérationnelle et multiplié les attaques contre des bases militaires et des villes », souligne un récent rapport d'Antonio Guterres, le secrétaire général des Nations unies. « Entre juillet et décembre 2018, il a tué plus de 700 soldats nigérians et s'est emparé de leur matériel », ajoute-t-il.

En outre, l'ISWAP « n'a connu aucun revers important en 2018 » et a même « amélioré sa situation financière », poursuit le document, qui précise que ce groupe est « parvenu à se doter de drones, à accroître la quantité et la qualité de son matériel de propagande, à recruter davantage parmi la population locale et même à attirer un petit nombre de combattants terroristes étrangers. »

Face à cette organisation jihadiste, l'armée nigériane se trouve en grande difficulté, en raison d'un manque de moyens, d'un moral en berne et surtout de l'absence d'une stratégie cohérente.

C’est donc dans ce contexte que le Tchad, qui, comme le Niger, doit faire face à des incursions répétées de Boko Haram sur son territoire, a décidé l’envoi au Nigéria de « plus de 500 soldats. » L’annonce de ce déploiement a été faite auprès de l’AFP par le colonel Azem Bermendoa Agouna, le porte-parole de l’armée tchadienne.

La mission du contingent tchadien, qui dépend du 2e secteur de la Force multinationale mixte, est de « prêter main forte » à l’armée nigériane contre Boko Haram. « Partis de N’Djamena vendredi en fin d’après-midi [22/02], les soldats « sont passés par Kousseri, ville de la région de l’Extrême-Nord du Cameroun frontalière du Tchad, avant d’entrer dans le nord-est du Nigeria », a précisé le colonel Agouna.

La dernière fois que l’armée tchadienne est intervenue dans le nord du Nigéria, en 2015, le groupe Boko Haram avait subi une série de revers qui n’ont finalement pas pu être exploités totalement. Et son retrait, selon un rapport de l’ONU, a coïncidé avec la reprise des activités de l’organisation jihadiste [laquelle a aussi été favorisée par la fin du recours, par Abuja, à des sociétés militaires privées…].

Par ailleurs, la France surveille de près la situation dans la région du Lac Tchad. « Nous soutenons la force multinationale mixte, avec les Britanniques et les Américains », a en effet rappelé Florence Parly, la ministre des Armées, lors de son dernier passage devant la commission de la Défense, à l’Assemblée nationale.

« Nous accompagnons en matière de renseignement, les forces qui sont impliquées dans la lutte contre Boko Haram. Nous le faisons dans le cadre de la coordination entre la France, les États-Unis et le Royaume-Uni au sein de la cellule de coordination et de liaison. Mais nous le faisons aussi de façon bilatérale, en appuyant le Tchad et le Niger », a ajouté la ministre, après avoir estimé que les « les progrès dans la lutte contre Boko Haram étaient insuffisants. »

AMÉRIQUES

BRÉSIL

Défense

La Marine brésilienne prend trois Airbus H135

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Défense Actualité Forces armées Actualité Hélicoptères militaires 21 fév. 2019 | Par Yann Cochennec



La Marine brésilienne commande trois Airbus Helicopters H135. © Jonny Caroll

La Marine brésilienne a décidé de prendre de l'Airbus Helicopters H135 pour remplacer ses AS355. Le calendrier des livraisons n'est pas précisé.

Trois H135 de plus viennent d'être vendus par **Airbus Helicopters**. Le client est la Marine brésilienne qui a décidé du remplacement de ses AS355. Les **Airbus Helicopters** H135 seront utilisés pour de multiples missions : opérations spéciales, transport de troupes ou de fret, surveillance, recherche et sauvetage, évacuation médicale (EMS). Deux des trois H135 seront équipés des "kits" que requiert les opérations EMS, précise **Airbus Helicopters.** Autres équipements installés à bord : crochet de chargement, un treuil, système de flottaison d'urgence.

Les appareils pourraient aussi être utilisés prochainement dans le cadre du programme brésilien Antarctique.

CANADA

Défense

Les premiers F/A-18 australiens arrivent au Canada

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Avions de combat Actualité Défense 20 fév. 2019 | Par Justine BOQUET



Les F/A-18 sont arrivés à Cold Lake (Alberta). © Royal Canadian Air Force

Les deux premiers avions de combat F/A-18 australiens sont arrivés au Canada.

Le 17 février, le Canada a accueilli les deux premiers F/A-18A australiens. Ces appareils ont été acquis afin de renforcer la flotte actuelle d'avions de combat, dans l'attente de l'achat de nouveaux appareils. « La flotte de chasseurs intérimaires est essentielle pour que l'aviation Royale du Canada puisse continuer à remplir sa mission et assurer la sécurité de la population canadienne et du Canada. Nous connaissons bien ces aéronefs et sommes convaincus qu'ils peuvent fournir le soutien supplémentaire dont notre flotte actuelle a besoin », a déclaré le ministre de la Défense canadien, Harjit S Sajjan.

Au total 18 appareils australiens sont attendus par le Canada, dont les livraisons devraient s'étaler jusqu'en 2021. L'objectif est de pouvoir améliorer la disponibilité des chasseurs de la Royal Canadian Air Force (RCAF), qui dispose actuellement de 77 CF-18.

En parallèle, le Canada poursuit le processus visant à doter la RCAF de nouveaux avions de combat. « La demande officielle de propositions pour la future flotte de chasseurs devrait être publiée au printemps 2019, et l'attribution d'un contrat devrait suivre en 2021-22, les livraisons devant commencer en 2025 », rapporte l'armée de l'air canadienne. Jusqu'à 88 appareils pourraient être acquis par le Canada. L'appel d'offres pour le remplacement des CF-18 a été publié en décembre 2017. Suite à l'annonce française, indiquant que le Rafale ne participerait pas à la compétition, quatre appareils restent en concurrence : le Gripen, le F-18, le F-35 et l'Eurofighter.

Le drone Puma renforce les moyens de la marine canadienne

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Défense Actualité Drones Actualité Drones militaires Actualité Systèmes 20 fév. 2019 | Par Justine BOQUET Apps & Drones



Le drone puma est lancé à la main. © Royal Canadian Navy

Les navires de la classe Kingston de la marine canadienne emploient des drones Puma.

La marine canadienne a annoncé le 18 février que des drones Puma étaient employés par les navires de la classe Kingston afin de mener des missions d'observation hors de la portée visuelle des bateaux. Ce drone, développé par AeroVironment, mène ainsi des missions dites ISR (renseignement, surveillance, reconnaissance) afin de collecter des données sur l'environnement maritime et détecter de potentielles menaces. L'emport de caméras électro-optiques et infrarouges permet au drone de réaliser des prises de vues aériennes, transmises ensuite au commandement du navire. Doté d'une autonomie moyenne de deux heures, le drone Puma peut opérer aussi bien de jour comme de nuit et peut évoluer dans un périmètre de 20 km. « Grâce au PUMA, l'équipage peut détecter des navires, obtenir des renseignements et effectuer de la surveillance au-delà de l'horizon afin de voir s'il y a quelque chose de suspect », explique le capitaine de corvette Atkinson. Le drone Puma est également équipé d'un illuminateur infrarouge, permettant de désigner discrètement un objectif. Grâce à ce système il est possible d'observer une scène en détectant les sources de chaleur et ainsi de mettre en évidence la présence humaine à bord d'un bâtiment.

Un des avantages de ce drone consiste en son mode de mise en œuvre. Il est ainsi lancé à la main et n'a pas besoin d'être déployé à l'aide d'une catapulte. Dès lors, aucune infrastructure ou matériel particuliers ne doivent être installés à bord des bateaux.

ÉTATS-UNIS

Défense

Le Pentagone se dit menacé par le changement climatique

Au rapport https://www.liberation.fr/ Par Jules Vincent — 16 février 2019 à 11:26



Vue aérienne du Pentagone, ministère américain de la Défense à Arlington. Photo AFP

Mardi, un haut gradé de l'armée américaine a déclaré au Sénat que le réchauffement climatique est une menace pour le Pentagone, rapport à l'appui.

L'amiral Philip Davidson, interrogé par le Sénat lors de la commission sur les forces armées, a affirmé des faits établis par un rapport du Pentagone publié en janvier : le réchauffement climatique met en péril la majorité des bases militaires sur le sol américain. Ces risques se matérialisent par des inondations récurrentes, des feux de forêt, des désertifications, des sécheresses ou par la fonte du permafrost. *«La manifestation immédiate»* de cette menace *«est le nombre de désastres écologiques qui sont en train d'arriver»* a ajouté l'amiral lors de cette audience. Ce document tire la sonnette d'alarme et dresse une liste de 79 bases de l'armée de terre, de l'air ou de la marine qui pourraient être touchées par différentes menaces environnementales.

De multiples menaces

Plus de deux tiers des 79 bases sont menacées par des inondations récurrentes qui peuvent être le résultat de phénomènes météorologiques extrêmes. Comme ce fut le cas lors de l'Ouragan Michael d'octobre 2018 qui inonda la base aérienne de Tyndall en Floride, où les dégâts ont été estimés à plus de 5 milliards de dollars. Mais le rapport se penche aussi sur la future augmentation du niveau de la mer qui pourrait inonder les bases proches des côtes, comme la base navale de l'île de Guam, avant-poste stratégique dans le pacifique.

Autre danger qui plane sur plus de la moitié de ces bases : les feux de forêt. Ils sont de plus en plus importants et ravageurs pour les populations vivant dans des régions comme la Californie. En plus de mobiliser des soldats pour protéger les populations, ces feux peuvent aussi atteindre les bases militaires. En 2016 un incendie causé par des exercices militaires avait calciné plus de cinq mille hectares de la base de Vandenberg en Californie. Ces feux peuvent être accélérés par d'autres conséquences du réchauffement climatique mis en lumière par le rapport, tel que la désertification qui accroît l'érosion des sols. Mais aussi des sécheresses qui déciment les réserves d'eau des bases, augmentent la consommation énergétique des installations climatisées et entraînent des conséquences sur la santé des soldats.

Dernière menace et non des moindres : le dégel du permafrost. Ce sol censé être gelé tout au long de l'année menace de se liquéfier, fragilisant les fondations des bâtiments et mettant donc en péril la survie des bases présentent dans des régions comme l'Alaska. D'autant plus que le constat pourrait être voué à s'aggraver dans les 20 prochaines années ajoute le pentagone. Dans cette longue liste un seul complexe n'est menacé par aucun risque : le Pentagone lui-même.

Perturbations extérieures et critiques intérieur

Le document met aussi en lumière d'autres impacts, tel que l'augmentation des déploiements de troupes pour répondre aux crises humanitaires causées par des catastrophes naturelles, sur leurs sols et à l'international. Ou encore la perturbation de mission de surveillance, particulièrement dans la zone méditerranéenne qui connaît de plus en plus d'épisodes climatiques extrêmes où aucun avion de surveillance ou drone ne peut voler.

Ce rapport, très critiqué, a été qualifié d'*«incomplet»* par des institutions comme le Centre pour le climat et la sécurité, qui regroupe d'anciens militaires et des experts de l'environnement. D'autres, comme le sénateur démocrate Jack Reed, estiment que le document ne répond pas à la mission initiale confiée par le Sénat. Le Pentagone devait mettre en avant les 10 bases les plus vulnérables au changement climatique et non dresser une liste de 79 bases menacées, ce qui rabaisse ce document à la *«valeur qu'un annuaire téléphonique»* pour le Sénateur Reed. Plusieurs voix s'élèvent aussi pour dénoncer le manque de solutions proposées par le Pentagone qui préconise seulement de mettre à jour les normes de construction selon le risque présent. *«Sous l'administration actuelle, le ministère de la Défense considère le changement climatique comme une question secondaire»* ajoute le sénateur démocrate, faisant référence à Donald Trump, climatosceptique assumé, qui voit son armée menacée par ce qu'il jugeait être une invention chinoise en 2012.

Le président Trump a signé une directive visant à établir une « force spatiale »

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 20 février 2019



Assurer être hostile à l'arsenalisation de l'espace tout en y contribuant : telle est l'ambiguïté [ou l'hypocrisie] de certaines puissances, comme par exemple la Chine, qui a testé une arme anti-satellite en 2007, ou de la Russie, qui développe le missile A-235 Nudol.

Cela étant, le droit international est plutôt flou en la matière. Ou du moins donne-t-il lieu à des interprétations différentes. Ainsi, comme l'a indiqué Henry Hertzfeld, professeur à l'institut d'études spatiales de l'Université George Washington, dans un récent rapport publié par les

députés Oliver Becht et Stéphane Trompille, rien « n'interdit l'arsenalisation de l'espace en soi », seul étant prohibé le placement en orbite d'armes nucléaires [mais pas leur transit].

Aussi, pour beaucoup de spécialistes des questions spatiales, la non-arsenalisation est un mythe car, selon MM. Brecht et Trompille, « rien n'empêche la neutralisation ou la destruction d'objets orbitaux depuis le sol. »

D'où le projet, aux États-Unis, de créer une « force spatiale » qui deviendrait une 6e branche des forces armées américaines. Selon le professeur Hertzfeld, il s'agit ainsi de « faire passer à la communauté spatiale l'idée de warfare dans l'espace », ce qui est une « nouveauté ».

Ce projet de créer une « force spatiale » fut d'abord porté par deux élus du Congrès en juillet 2017. Mais, à l'époque, James Mattis, alors chef du Pentagone, s'y était opposé, tout comme l'US Air Force, actuellement chargée des opérations militaires américaines dans l'espace. Seulement, le président Trump reprit l'idée à son compte. Et il ordonna, en conséquence, de prendre les dispositions nécessaires pour la mettre en oeuvre.

Mais la création de cette 6e branche des forces armées américaines doit se faire par étapes. Ainsi, en décembre dernier, le chef de la Maison Blanche ordonna la réactivation de l'US Space Command, qui avait été dissous en 2002. « Il développera une doctrine spatiale, des tactiques, des techniques et des procédures qui permettront à nos combattants de défendre notre nation dans ce nouveau domaine », précisa Mike Pence, le vice-président américain, à l'occasion d'un discours prononcé au Kennedy Space Center.

Puis, le 19 février, M. Trump a signé la directive sur la politique spatiale n°4 [SPD-4], laquelle précise la structure qu'aura la future US Space Force si jamais la création de cette dernière est approuvée par le Congrès, ce qui est loin d'être gagné dans la mesure où représentants et sénateurs ne sont pas tous convaincus de la nécessité d'aller dans cette direction.

 **Mark Kelly**Compte certifié @**ShuttleCDRKelly**

This is a dumb idea. The Air Force does this already. That is their job. What's next, we move submarines to the 7th branch and call it the "under-the-sea force?"

It's Official: Trump Announces Space Force as 6th Military Branch



President Donald Trump speaks during a meeting of the National Space Council in the East Room of the White House, Monday, June 18, 2018, in Washington. Vice President Mike Pence is left. (AP Photo/Evan Vucci)

18 Jun 2018 Military.com | By Oriana Pawlyk

President Donald Trump has directed the Pentagon to create a "space force" as a new, sixth military branch to oversee missions and operations in the space domain.

"We must have American dominance in space," Trump said during a speech at the National Space Council meeting, held at the White House on Monday. "I'm hereby directing the Department of Defense to immediately begin the process to establish a space force as the sixth branch of the armed forces."

"We are going to have the Air Force, and we are going to have the space force," Trump said. "Separate, but equal. It is going to be something so important."

Trump then directed Gen. Joseph Dunford, the chairman of the Joint Chiefs, to "carry that assignment out."

https://www.military.com/

20:14 - 18 juin 2018

Quoi qu'il en soit, selon cette SPD-4, à l'instar de l'US Marine Corps, qui relève du secrétaire à la marine [Navy], cette force spatiale, qui aura son propre chef d'état-major, dépendra du secrétaire à l'Air Force. Mais il n'est pas exclu qu'elle puisse s'émanciper de cette tutelle à l'avenir.

Actuellement, selon le représentant Mike Rodgers, fervent partisan de cette force spatiale, « 90 % des moyens spatiaux du Pentagone relèvent de l'US Air Force ». Mais ces derniers feraient l'objet d'arbitrages souvent défavorables car, dit-il, « la mission de défense spatiale est et restera toujours secondaire dans les missions de l'Air Force, façonnée par la culture de la supériorité aérienne dans le combat d'aviation, et non sur les enjeux spatiaux. »

Cependant, ce point de vue ne fait pas l'unanimité. Ancien astronaute et pilote de l'US Navy, Mark elly, qui a annoncé sa candidature au Sénat, a estimé que l'idée de créer une force spatiale était « idiote » étant donné qu'elle allait exiger d'importants moyens [le montant de 13 milliards de dollars a été avancé, rien que pour sa mise en place, ndlr] alors que l'US Air Force « fait déjà le travail ». « Quelle est la prochaine étape? Nous déplaçons les sous-marins vers une 7ème branche qu'on appelerait 'force sous-marine'? », demande-t-il.

Quoi qu'il en soit, et comme attendu, la mission de cette force spatiale sera de protéger les satellites américains contre toute attaque et tentative de brouillage ou de piratage ainsi que de développer des capacités offensives afin de « dissuader toute agression » contre les États-Unis et leurs alliés.

« Nous devons être prêts », a fait valoir M. Trump, lors de la signature de cette directive. « Mon gouvernement a fait de la création d'une force spatiale une affaire de sécurité nationale […] Nos adversaires sont dans l'espace, que cela nous plaise ou non. Ils le font, et nous aussi. Et ce sera une grande partie des activités défensives et même offensives de notre pays mais restons gentils et parlons de la défense de notre pays », a-t-il expliqué.

« Nous avons beaucoup d'armes nouvelles défensives et offensives créées spécialement pour cela et nous allons désormais commencer à les exploiter », a encore ajouté M. Trump.

Selon l'ambassadeur des États-Unis en France, cité dans le rapport MM. Becht et Trompille, le projet visant à créer une force spatiale américaine « peut constituer un signal adressé aux compétiteurs stratégiques des États-Unis et comme une façon d'assumer une forme d'arsenalisation de l'espace et des postures offensives plus affirmées » et il « fait immanquablement écho à l'initiative de défense stratégique, ou 'guerre des étoiles', avancée par le président Reagan au temps de la Guerre Froide. » Et d'ajouter : « Ce faisant, il renvoie à une vision clairement non-coopérative des rapports internationaux », c'est à dire une « sorte de nouvelle guerre froide dans laquelle la Chine serait le nouvel adversaire stratégique. »

Reste qu'il faudra encore convaincre le Congrès. Comme les critiques de Mark Kelly le montrent, ce projet de force spatiale ne manque pas d'opposants. Sans doute s'appuieront-ils sur les arguments autrefois développés par James Mattis, qui fit valoir, en 2017, qu'un « service séparé aurait vraisemblablement une conception plus étroite des opérations dans l'espace, voire un esprit de clocher. » De tels débats ne sont pas nouveaux aux États-Unis. Ainsi, au lendemain de la Seconde Guerre, l'US Army [dont l'US Air Force était alors une de ses composantes] avait plaidé pour la dissolution de l'US Marine Corps, au motif que ce dernier empiétait sur ses capacités tout en lui disputant moyens, missions et prestige.

Duel entre Airbus Helicopters et Leonardo pour le contrat US Navy

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Constructeurs Actualité Défense Actualité Hélicoptères militaires 22 fév. 2019 | Par Yann Cochennec



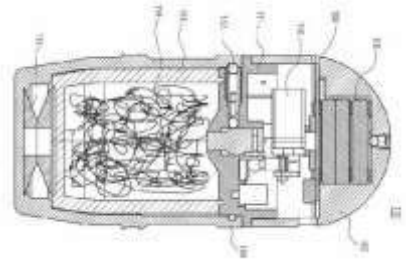
Version de l'Airbus Helicopters H135 commandés par l'Australie. © Airbus Helicopters

Airbus Helicopters propose son H135 tandis que Leonardo pousse son AW119 Koala pour ce contrat qui porte sur 130 appareils pour le remplacement des Bell TH-57 Sea Ranger utilisés pour la formation des futurs pilotes de l'US Navy.

Le remplacement des **Airbus Helicopters** Dauphin des US Coast Guard n'est pas le seul gros contrat stratégique à venir pour les constructeurs d'hélicoptères. Il en est un autre qui est en cours d'appel d'offres : l'US Navy a décidé de remplacer les Bell TH-57 qui assurent la formation de base de ses pilotes. Un contrat qui porte sur 130 appareils et pour lequel **Airbus Helicopters** et **Leonardo** sont en concurrence. Le premier pousse son H135 tandis que le second propose son AW119 Koala. La date de clôture de l'appel d'offres a été fixée au 2 avril prochain et la décision sera annoncée en octobre ou novembre 2019 avec premières livraisons démarrant en septembre 2020 avec un calendrier assez serré puisque 28 livraisons sont programmées pour l'exercice fiscal 2021, 36 sur les deux années suivantes et 30 autres sur la quatrième année. L'enjeu ne se résume donc pas aux qualités techniques et performances des **Airbus Helicopters** H135 et **Leonardo** AW119 Koala. Il est aussi industriel. Pour cela, Airbus Helicopters met en avant la réussite de son programme UH-72 Lakota pour l'US Army dont les exemplaires sont assemblés sur son site de Colombus aux Etats-Unis ainsi que les H125 destinés au marché civil nord-américain. Rendez-vous à la fin de cette année.

L'US Army a mis au point une grenade pour capturer les mini-drones

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 23 février 2019



Survols de centrales nucléaires ou à proximité de sites militaires sensibles, perturbations du trafic aérien près des aéroports [comme à Londres, Dubaï ou, plus récemment, à Dublin], détournement à des fins terroristes, comme l'a montré l'État islamique… Les drones que l'on trouve facilement dans le commerce peuvent poser de gros problèmes en matière de sécurité.

Ce qui fait que le marché des solutions « anti-drones » va croître significativement dans les années à venir. Et, en la matière, nombreux sont les industriels à s'être lancés dans la course, avec des dispositifs qui se veulent toujours plus innovants et efficaces. Ainsi, l'on parle de brouiller les signaux entre un drone et sa station de contrôle, de neutralisation électromagnétique, de

capacités à localiser le propriétaire de l'engin… Ce qui est toujours mieux que d'utiliser les gros moyens.

En effet, en 2017, le général David Perkins, de l'US Army, a raconté qu'un allié des États-Unis avait utilisé le système de défense aérienne Patriot pour abattre un mini-drone. « Ce quadcopter, qui coûte 200 dollars sur Amazon.com n'avait pas une chance contre un missile Patriot […] En revanche, je ne suis pas sûr que le rapport économique soit à son avantage », avait-il dit.

Quoi qu'il en soit, en la matière, l'US Army a mis au point un concept à la fois efficace et peu coûteux. Sans doute que les super héros « Marvel », en particulier Spiderman, ont inspiré les ingénieurs de l'Armament Research, Development, and Engineering Center [ARDEC]… Car ces derniers ont imaginé une grenade de 40 mm qui, une fois tirée par un lance-grenade M320 [ou Mk-19] libère un filet lesté qui permet de capturer un drone suspect, voire plusieurs quand ils évoluent en essaim. Et cela, à condition de le[s] détecter à temps…

Quoi qu'il en soit, cette solution a fait l'objet d'un dépôt de brevet **[.pdf]**. « Les petites unités terrestres mobiles, déjà équipées de lanceurs M320, pourraient facilement transporter des dizaines de grenades de ce type pour éliminer de petits drones à des centaines de mètres de distance », fait ainsi valoir Techlink, une structure chargée de commercialiser les innovations issues des rangs du Pentagone. Comme quoi, il n'est nullement besoin d'un marteau pour écraser une mouche…

Diplomatie

Donald Trump aurait voulu aider l'Arabie Saoudite à se doter de la bombe atomique. C'est un rapport parlementaire qui accuse l'administration.

https://www.businessinsider.fr/ Business Insider 20 Fév 2019, 11:26 Politique



Le président américain Donald Trump et d'autres dirigeants du Centre mondial de lutte contre l'idéologie extrémiste à Riyad, en Arabie saoudite. Reuters / Jonathan Ernst

L'administration du président américain Donald Trump a participé à plusieurs activités secrètes et très suspectes qui suggèrent que les États-Unis ouvrent la voie à la construction d'une bombe nucléaire par le royaume d'Arabie saoudite. Le comité de surveillance et de réforme de la Chambre a publié ce mardi un rapport dans lequel des lanceurs d'alerte déclarent que des responsables de l'administration Trump ont tenté de transférer des secrets nucléaires sensibles à l'une des dernières monarchies du monde.

"Les interactions de l'administration Trump avec l'Arabie saoudite ont été faites dans le secret, ce qui soulève d'importantes questions sur la nature de la relation", indique le rapport, citant les relations étroites du gendre de Donald Trump, Jared Kushner avec la famille royale saoudienne, ainsi que la réponse de Trump à l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi. Trump s'est retiré en 2017 de l'accord sur le nucléaire avec l'Iran, qui empêchait le rival régional de l'Arabie saoudite de mettre au point une arme nucléaire, affirmant qu'il allait à l'encontre des intérêts des États-Unis.

Depuis lors, l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui surveille les programmes nucléaires de l'Iran, a régulièrement signalé que l'Iran ne travaillait pas sur une arme nucléaire. Mais Trump et les hauts responsables de son gouvernement rejettent régulièrement les rapports des services de renseignement américains selon lesquels l'Iran ne travaille pas sur une arme nucléaire.

En réponse à l'assassinat de Khashoggi, Trump s'est montré disposé à accepter la version donnée par l'Arabie saoudite, malgré une évaluation de "grande confiance" de la CIA

selon laquelle le prince héritier Mohammed ben Salman a commandité l'assassinat. "L'Arabie saoudite ne souhaite pas acquérir de bombe atomique, mais il est évident que si l'Iran développait une bombe atomique, nous ferions de même, et dans les meilleurs délais ", avait déclaré le prince héritier saoudien en 2018.

Les plans de Trump pour nucléariser l'Arabie Saoudite remontent au premier jour



George Frey/Getty Images

D'après le rapport:

"Derek Harvey était directeur principal pour les affaires du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord au Conseil de sécurité nationale de janvier à juillet 2017. Il a déclaré au cours de la première semaine de l'administration Trump que la décision d'adopter [un plan d'affaires pour construire des usines d'énergie nucléaire en Arabie saoudite] ... qu'il a appelé le plan Marshall pour le Moyen-Orient, mais également de développer 'des dizaines de centrales nucléaires', avait déjà été prise par le général Flynn pendant la transition — alors qu'il était conseiller de l'IP3 [la société qui a proposé le plan d'affaires]".

L'ancien conseiller à la sécurité nationale, Michael Flynn, a par la suite plaidé coupable d'avoir menti au FBI et est devenu le premier des nombreux responsables de Trump inculpés et condamnés pour des liens non divulgués avec des puissances étrangères. Michael Flynn aurait également omis de divulguer un voyage effectué en 2015 en Arabie saoudite durant lequel il a exploré la construction de centrales nucléaires conjointement avec la Russie.

Les lanceurs d'alerte ont ensuite déclaré que les conseillers de Derek Harvey, ancien directeur principal des affaires du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord au Conseil de sécurité nationale, l'avaient averti que toute technologie nucléaire transférée à l'Arabie saoudite devrait aboutir à un "accord 123" ou une exigence de la loi américaine sur l'énergie atomique qui obligerait les Saoudiens à accepter neuf clauses de non-prolifération nucléaire.

En fait, les États-Unis pourraient légalement transférer la technologie nucléaire en Arabie saoudite si les Saoudiens acceptaient de garder le matériel en sécurité, de laisser les inspecteurs le vérifier et de ne jamais l'utiliser pour fabriquer une arme nucléaire.

Le personnel de Harvey l'aurait prévenu qu'il ne pourrait pas contourner cette loi, mais "M. Harvey aurait ignoré ces avertissements et insisté sur le fait que la décision de transférer la technologie nucléaire en Arabie saoudite avait déjà été prise".

"Les personnels politique et les fonctionnaires de la Maison-Blanche aurait reconnu que la directive de Derek Harvey pouvait être contraire à la loi. Un haut responsable politique a déclaré que la proposition n'était 'pas un plan commercial', mais plutôt 'un stratagème permettant à ces généraux de gagner de l'argent'", toujours selon le rapport.

Après que Flynn a été remplacé au Conseil de sécurité nationale, son successeur, H.R. McMaster, a annulé le plan, selon le rapport.

Fermer les yeux sur les missiles ?



Le système de défense antimissile saoudien intercepte plusieurs missiles tirés par des rebelles houthis. Capture d'écran via Twitter / Rosie Perper

Comme les lanceurs d'alertes l'ont décrit, les responsables de Trump ont essayé de fournir aux Saoudiens un chemin clair vers une tête nucléaire en leur transférant la technologie nucléaire, sans aucune obligation sur la manière dont ils pourraient l'utiliser.

Mais les têtes nucléaires ne représentent que la moitié du puzzle des armes nucléaires pleinement opérationnelles : un pays a également besoin de missiles pour les porter. Et là encore, l'administration de Trump s'est montrée généreuse.

Une analyse d'expert d'images satellites a révélé des sites présumés de production de missiles balistiques, ce à quoi les États-Unis s'opposeraient normalement.

"Dans des circonstances normales, nous ferions tout ce qui était en notre pouvoir pour contraindre et convaincre les Saoudiens de ne pas le faire", a déclaré Michael Elleman de l'Institut international d'études stratégiques au Washington Post. "Les Etats-Unis se sont toujours opposés au transfert de missiles capables de porter des armes nucléaires".

Business Insider US a contacté le Conseil de sécurité nationale, qui n'a pas souhaité faire de commentaires.

Version originale: Alex Lockie/Business Insider

Espace

Pourquoi le mur de Donald Trump serait aussi une très mauvaise nouvelle pour Elon Musk et SpaceX

https://www.businessinsider.fr/ Business Insider 15 Fév 2019, 13:19 Politique, Tech



Un prototype de la fusée Starship de SpaceX au site de lancement de Boca Chica, dans le Texas. Jaime Almaguer

La société spatiale d'Elon Musk, SpaceX, travaille 24 heures sur 24 à la construction d'un site de lancement de fusées à l'extrémité sud de l'état du Texas. Dans l'immédiat, SpaceX prévoit de faire voler un véhicule en acier inoxydable "dans le cadre d'un test en court saut" : un prototype de squat pour un système de lancement beaucoup plus grand qu'Elon Musk a baptisé "Starship". Une fois terminé, ce système — un vaisseau spatial Starship et un propulseur de fusée Super Heavy empilés l'un sur l'autre — pourrait faire environ 39 étages de haut.

Toutefois, le lancement de fusées vers la Lune ou Mars depuis ce site pourrait s'avérer impossible si un mur frontalier traverse l'installation de lancement : le site de SpaceX se trouve à moins de 5 km de la frontière entre les États-Unis et le Mexique. Les législateurs ont déclaré que les cartes proposées par le Département de la sécurité intérieure des États-Unis montraient précisément un mur physique, selon Bloomberg. Cependant, un accord de sécurité frontalière de 1,37 milliard de dollars — de 1159 pages au total — rédigé par un groupe de législateurs bi-partisans épargnerait le nouveau site de lancement de SpaceX des bulldozers DHS.

"Aucun des fonds mis à disposition par la présente loi ou des lois antérieures n'est disponible pour la construction de clôtures pour piétons... à l'intérieur ou à l'est du ranch Vista del Mar du Lower Rio Grande Valley National Wildlife Refuge", peut-on lire dans le texte. Cette région de refuge pour la faune englobe le site de lancement de 20,23 hectares de SpaceX. Toutefois, si le président Donald Trump signe l'accord pour en faire une loi, il reste à voir si l'installation sera épargnée.

Pourquoi le plus récent site de lancement de SpaceX pourrait encore être en danger



Twitter/SpaceX

SpaceX a commencé à explorer sérieusement le site de lancement dans le sud du Texas vers 2012.

Les documents déposés par SpaceX suggèrent que la société spatiale pourrait lancer jusqu'à 12 missions par an à partir de ce site : une dizaine sur les fusées Falcon 9 de l'entreprise, et pas plus de deux avec la Falcon Heavy — actuellement la fusée opérationnelle la plus puissante du monde.

Mais lors d'une conférence de presse en mai 2018, Elon Musk a déclaré que le site de lancement du sud du Texas "sera dédié" au prochain système Starship — anciennement appelé "Big Falcon Rocket".

Aujourd'hui, certaines parties du site, si ce n'est l'ensemble de la zone, risquent d'être prises en charge par le gouvernement, en raison d'une campagne menée par les républicains en faveur d'un mur frontalier.

Donald Trump a fait campagne pour construire un mur à la frontière sud, déclarant que le Mexique paierait pour cela. En tant que président, il a réclamé environ 5,7 milliards de dollars de fonds publics pour la barrière physique — et a affirmé que le Mexique rembourserait plus tard les États-Unis.

La dernière offensive de Donald Trump a conduit à une impasse politique et à la fermeture partielle de l'administration américaine pendant 34 jours — le plus long "shutdown" de l'histoire. Environ deux tiers des Américains s'opposent au financement d'une frontière physique, selon les résultats d'un sondage réalisé début de janvier.

Le nouveau compromis bipartite est loin d'atteindre le niveau de financement souhaité par Donald Trump, et ce dernier a déclaré mercredi qu'il n'était pas satisfait de l'accord, selon l'Associated Press.

"Le mur se construit de toute façon. Cela n'a pas d'importance parce que nous faisons d'autres choses que ce dont nous parlons ici", a déclaré Donald Trump ce mercredi 13 février 2019, faisant référence à sa capacité de pouvoir déclarer une urgence nationale et de réorienter les dépenses gouvernementales. Selon le leader de la majorité au Sénat, Mitch McConnell, il est probable que Donald Trump signera le projet de loi et fera appel à l'urgence nationale en même temps.

"Je lui ai dit que j'appuierai la déclaration d'urgence nationale", a dit Mitch McConnell à Washington jeudi. Il n'est pas clair si un financement d'urgence pourrait être utilisé pour contourner les conditions de l'accord de 1,37 milliard de dollars et construire une clôture sur le site de lancement de SpaceX. La société spatiale d'Elon Musk a refusé de commenter le projet de loi.

L'élu du Congrès américain Henry Cuellar, un démocrate représentant la 28e circonscription du Texas, a revendiqué le mérite d'avoir intégré dans le nouvel accord le libellé qui pourrait protéger les intérêts de SpaceX. "C'est une grande victoire pour la vallée du Rio Grande", a déclaré Henry Cuellar dans un communiqué envoyé par courriel à Business Insider. "J'ai travaillé d'arrache-pied pour inclure cet élément, parce qu'il est essentiel de protéger ces zones éco-sensibles et de veiller à ce que les communautés locales aient leur mot à dire dans le choix des solutions qui

fonctionnent pour elles. Je sais que nous pouvons sécuriser la frontière de façon beaucoup plus efficace, et avec des coûts réduits, en utilisant une technologie de pointe, en augmentant le nombre d'agents et en les équipant correctement à la frontière."

Des clôtures existent déjà près du site de lancement de SpaceX dans le sud du Texas, mais elles "sont pleines de trous", à travers lesquels les agents des douanes et de la police des frontières américaines et les propriétaires "passent tous les jours en voiture", a déclaré à Business Insider un ancien fonctionnaire du gouvernement local qui vivait dans la région. Cependant, un mur physique n'est pas la seule chose qui protège la région. "Il y a des capteurs partout et ils savent quand quelqu'un passe à travers", a dit le fonctionnaire. "La rivière [Rio Grande] en contrebas est surveillée par des patrouilles en bateau, hélicoptère, drone, et surveillée par un dirigeable."

Version originale : Dave Mosher/ Business Insider

Guerre des étoiles: SpaceX se sent discriminé par les Européens face à Arianespace

https://www.bfmtv.com/ BFMTV Economie Entreprises 21/02/2019 à 11h26 Pascal SAMAMA journaliste



Nouveau bras de fer commercial entre SpaceX et Ariane Espace - AFP

Dans un courrier adressé au Département du commerce, le groupe américain accuse Arianespace de concurrence déloyale. SpaceX, qui bénéficie d'une priorité sur les contrats américains, réclame de l'Europe une totale impartialité.

SpaceX vs Ariane prend un virage inattendu. Dans un courrier adressé au département américain du commerce, le groupe fondé par Elon Musk se plaint des méthodes de concurrence déloyales d'**Arianespace**. Dans ce document rédigé en décembre dernier que ***Les Echos*** révèlent aujourd'hui, la société américaine partenaire de la Nasa pointe "les subventions de l'Union européenne et du gouvernement français" qui "réduisent artificiellement le prix des services de lancement d'Arianespace sur le marché international et permettent à leurs fusées d'être déloyalement compétitives".

Cette offensive prend une dimension particulière depuis le dernier rapport de la Cour des comptes pointe le groupe européen de trop dépendre des aides de l'**Agence spatiale européenne** (ESA). Désormais, ce rapport pourrait devenir un élément à charge dans la guerre commerciale qui oppose Ariane à SpaceX.

Le "Buy American Act" qui profite à SpaceX

Dans son courrier, le groupe d'Elon Musk estime qu'entre 1998 et 2021 Ariane aurait reçu 13,2 milliards d'euros. Il reproche aussi les financements publics pour la base de Kourou. Pour SpaceX, Ariane économise les investissements dans des infrastructures et donc de ne pas les facturer. L'Américain réclame que le gouvernement américain prenne des mesures. "Il faudrait un accord qui garantisse qu'Arianespace ne reçoive pas de traitement préférentiel et que les membres de l'Union ne discriminent pas les fournisseurs non européens", demande SpaceX.

La salve du groupe américain a de quoi surprendre. D'abord, parce que ses relations avec l'agence spatiale américaine lui donne une priorité aux contrats avec la Nasa. Comme le rappelle Jean-Yves Le Gall, patron du CNES, les Etats-Unis ont adopté le *Buy American Act*, qui "interdit à tout opérateur américain d'utiliser une fusée étrangère, dès lors qu'un satellite a 51% de sa valeur made in USA".

Manque de clarté

Cette disposition serait impossible en Europe. La commission Européenne est inflexible sur les règles de concurrence à respecter. Cette doctrine est d'ailleurs sous la protection de Margrethe Vestager dont la réputation n'est plus à faire sur la question. C'est d'ailleurs ce que pointe la Cour des comptes : "même si l'ambitieux calendrier de développement d'Ariane 6 est respecté, il y a un risque important que le lanceur ne soit pas durablement compétitif face à SpaceX, qui continue de progresser" en regrettant que contrairement à son concurrent américain Arianespace ne bénéficie pas d'une commande publique "comparable à celle de SpaceX".

Enfin, selon *Les Echos*, le groupe américain, leader mondial dans les lanceurs, manque de clarté dans ses conditions commerciales. Il revendique 60 lancements déjà réalisés et un carnet de commandes d'une quarantaine de tirs pour un chiffre d'affaires de "plus de 12 milliards de dollars de contrats", soit un prix moyen de 120 millions de dollars par lancement. Dans ses brochures, SpaceX avance un tarif de 60 millions de dollars. De quoi peut-être inciter une commission sénatoriale à s'interroger sur les mécanismes financiers du groupe qui a révolutionné le secteur en créant contre toute attente des lanceurs réutilisables.

Politique

L'Amérique ne sera jamais socialiste comme la France !

Publications > Articles (libéralisme & Démocratie) https://fr.irefeurope.org/ par Nicolas Lecaussin, le 11 février 2019



Le discours sur l'état de la nation prononcé par le président Trump n'a pas eu un grand retentissement en France. Pourtant, il y a bien des raisons de lui prêter un peu plus d'attention.

Décriée comme une « dérivé autoritaire » par ses adversaires, la présidence de Trump n'a strictement rien changé au fonctionnement démocratique de l'Amérique (pour une analyse objective, lire l'excellent livre de Drieu Godefridi : Le monde de Trump (saison 1, épisode 2). Les Démocrates ont gagné la Chambre des représentants lors des élections de mi-mandat ainsi que plusieurs postes de gouverneur. L'administration Trump n'a pas montré de « dérives autoritaires » contre les résultats des élections. Au contraire, ce sont bien les Démocrates qui ont essayé de contester une défaite subie en Floride alors qu'il n'y avait pas de raison valable de le faire. Ils ont fini pas accepter le résultat des urnes. Et aujourd'hui, c'est bien Trump qui leur tend la main, d'abord en cédant sur le « shutdown » puis en leur proposant un compromis concernant la construction du mur le long de la frontière mexicaine.

Mais là où Trump se veut inflexible c'est sur les menaces « gauchistes » venant des rangs démocrates. La jeune députée Alexandria Ocasio-Cortez, la coqueluche des médias américains qui voient en elle un symbole anti-Trump, propose un nouveau taux d'imposition des revenus à 70 %. Le sénateur Bernie Sanders veut instaurer une taxe à 77 % sur les successions alors que la sénatrice Elisabeth Warren, elle aussi candidate potentielle à la primaire démocrate pour les présidentielles de 2020, veut deux nouveaux impôts sur la fortune : un à 2 % jusqu'à 50 millions de dollars et le deuxième à 3 % pour les milliardaires. Bien entendu, pour eux, le système de santé devrait être complètement étatisé – Medicare for all – ce qui signifie que 177 millions d'Américains devront renoncer à leur assurance privée.

Le groupe de réflexion de Barack Obama, le Center for American Progress, soutient la création des « emplois d'Etat » "visant à contrer les effets de la réduction du pouvoir de négociation, du

changement et de la mondialisation", et la candidate à la présidence, Kirsten Gillibrand, a tweeté son soutien à cette proposition, une option plus efficace, selon elle, que la réforme fiscale de Trump. Elisabeth Warren souhaite aussi la mise en place d'une nouvelle charte fédérale pour les entreprises générant plus de 1 milliard de dollars de revenus annuels, qui les obligerait à rendre des comptes à leurs employés et à leurs actionnaires. Les employés éliraient 40% des administrateurs. Cette refonte radicale de la gouvernance d'entreprise donnerait aux politiciens et à leurs groupes d'intérêts un nouveau contrôle sur les décisions et les actifs des entreprises privées.

On peut ajouter à cette liste la proposition du gouverneur de la Virginie, Raph Northam, qui demande que l'avortement soir légalisé jusqu'au neuvième mois de grossesse ! Cela s'appelle un infanticide et pourtant on n'a entendu aucune voix critique parmi les donneurs de leçons français, très prompts lorsqu'il s'agit de traiter le président Trump de fou. Heureusement, le « fou » a réagi et tout en rappelant le drame qui se déroule au Venezuela, il a eu le courage de dire : *« Ici, aux Etats-Unis, nous sommes alarmés par de nouveaux appels à adopter le socialisme dans notre pays. L'Amérique a été fondée sur la liberté et l'indépendance – et non sur la contrainte, la domination et le contrôle du gouvernement. Nous sommes nés libres et nous resterons libres. Nous ne serons jamais un pays socialiste. »*

Il aurait pu ajouter : « Nous ne serons jamais comme la France ». Les propositions économiques des démocrates américains ressemblent à ce que la France a connu (emploi jeunes, ISF, taxation lourde, système de santé unique, réglementations excessives...). Avec les conséquences que l'on sait.

En décrétant l'"urgence nationale", Trump s'expose à une féroce bataille judiciaire

Paul HANDLEY AFP 16 février 2019



En décrétant l'"urgence nationale", Trump s'expose à une féroce bataille judiciaire

Washington (AFP) - Les promesses de poursuites en justice ont fusé dès vendredi après la déclaration d'"urgence nationale" décrétée par Donald Trump pour ériger un mur frontalier, un défi qui pourrait escalader jusqu'à une décision historique de la Cour suprême sur l'équilibre des pouvoirs entre la Maison Blanche et le Congrès.

L'Etat de New York suivi par la Californie et par la puissante organisation américaine de défense des libertés civiles (ACLU) ont rapidement annoncé qu'ils comptaient se battre en justice.

Rendez-vous "dans les tribunaux", a écrit Gavin Newsom, gouverneur de Californie.

Au Congrès, la puissante commission judiciaire de la Chambre des représentants --contrôlée par les démocrates-- a annoncé l'ouverture "immédiate" d'une enquête parlementaire.

La décision du président Donald Trump d'employer ces pouvoirs extraordinaires pour outrepasser le refus du Congrès de financer totalement le mur à la frontière avec le Mexique, afin de lutter contre l'immigration clandestine, est "inédite", martèlent ses critiques et certains experts en droit.

"Abus de pouvoir" et "coup de force" pour remédier à une "crise" exagérée, voire "créée de toutes pièces" par le président américain, accusent également les critiques.

Justifiant son initiative en évoquant vendredi une "invasion" de drogue et de criminels, M. Trump leur a peut-être donné des munitions, en déclarant: "Je n'avais pas besoin de le faire mais je préfère le faire beaucoup plus rapidement".

Le président républicain a aussi relevé qu'il s'attendait à ce que les poursuites remontent jusqu'à la Cour suprême, plus haute instance judiciaire américaine.

"Heureusement nous allons gagner", a-t-il lancé, appuyant peut-être son optimisme sur les deux juges conservateurs qu'il a nommé à la Cour suprême.

- Définition d'"urgence" -

Après plus de deux ans passés à la Maison Blanche, des semaines de négociations, un bras de fer acharné avec les démocrates et le plus long "shutdown" de l'histoire des Etats-Unis qui a paralysé une partie des administrations américaines, Donald Trump n'a finalement obtenu du Congrès qu'un quart du budget de 5,7 milliards de dollars qu'il réclamait pour construire le mur.

Il a donc décidé de décréter une situation d'"urgence nationale" en s'appuyant sur une loi votée en 1976 ("National Emergencies Act"), afin d'ajouter à cette enveloppe 6,6 milliards de dollars provenant d'autres sources, notamment des fonds alloués par le Congrès au ministère de la Défense.

"Les actes du président enfreignent clairement le pouvoir exclusif du Congrès de contrôle des cordons de la bourse", ont tonné les chefs démocrates du Congrès, Nancy Pelosi et Chuck Schumer.

L'intense bataille judiciaire qui se profile à l'horizon devrait se focaliser sur la définition d'"urgence".

La loi de 1976 "ne donne aucune limite explicite à ce qui constitue ou pas une urgence nationale", souligne auprès de l'AFP Jennifer Daskal, professeur en droit de l'American University.

Les présidents américains ont certes souvent eu recours à cette procédure mais face à des menaces paraissant plus immédiates, comme le républicain George W. Bush après les attentats du 11 Septembre 2001 ou le démocrate Barack Obama en pleine épidémie de grippe H1N1.

La déclaration d'"urgence nationale" de M. Trump marque un précédent, relève Jennifer Daskal, ajoutant que la loi "n'a jamais été employée de cette façon".

Cette première pourrait permettre à de futurs présidents d'invoquer cette loi dès qu'ils ne parviennent pas à convaincre le Congrès. Pourquoi un président démocrate ne s'en saisirait-il pas pour combattre d'autres "urgences", comme le changement climatique ou la violence par armes à feu, par exemple?

"Cela ne crée en rien de précédent", a affirmé Mick Mulvaney, chef de cabinet de la Maison Blanche par intérim.

Employer des fonds destinés au Pentagone pour un ouvrage civil et désigner l'immigration clandestine comme justification d'une "urgence nationale" pourraient aussi offrir d'autres fondements à des poursuites, selon un expert en droit de l'université du Texas, Bobby Chesney.

Les règles du Pentagone établissent notamment que même s'ils sont redistribués, ces fonds destinés au départ à la construction doivent être employés pour des projets requérant "les forces armées".

"C'est le point le plus vulnérable dans ce contentieux", a-t-il estimé sur Twitter.

Pour Jennifer Daskal, les propriétaires privés des terrains par lesquels doit passer le fameux mur pourraient ouvrir un autre front judiciaire.

Trump s'insurge d'une possible tentative "illégale" de l'écarter du pouvoir

AFP 18 février 2019



L'ancien directeur par intérim du FBI Andrew McCabe, à Washington, le 13 juillet 2017

Washington (AFP) - Le président Donald Trump a estimé lundi que son ministre adjoint de la Justice et l'ancien chef du FBI avaient "l'air d'avoir planifié un acte très illégal" en discutant en 2017 des moyens constitutionnels de l'écarter du pouvoir.

Ces échanges, évoqués en septembre dans la presse, ont été confirmés par Andrew McCabe qui a assuré l'intérim à la tête de la police fédérale américaine après le limogeage de James Comey en mai 2017.

A l'époque, a-t-il dit dans un entretien diffusé dimanche, le numéro deux du ministère de la Justice Rod Rosenstein et lui-même étaient "très inquiets" au sujet du président Trump, soupçonné de vouloir étouffer l'enquête sur une possible collusion entre son équipe de campagne et Moscou.

Dans ce contexte, les deux hommes ont eu "des discussions sur le 25e amendement" de la Constitution qui permet au vice-président et à une majorité du cabinet de démettre le président s'il est jugé "inapte" à exercer ses fonctions, a affirmé Andrew McCabe.

Le président Trump a réagi lundi avec ambivalence à ces révélations, mettant en doute la crédibilité d'Andrew McCabe -- limogé en mars 2018 du FBI pour "manque de sincérité" -- tout en ayant l'air de donner du crédit à ses propos.

"Waou, tellement de mensonges par le directeur du FBI par intérim, désormais déshonoré Andrew McCabe. Il a été viré pour ses mensonges et son histoire devient aujourd'hui encore plus cinglée", a écrit le président républicain.

Avant d'ajouter: "lui et Rod Rosenstein (...) ont l'air d'avoir planifié un acte très illégal et d'avoir été démasqués."

Quand l'affaire était sortie dans la presse, Rod Rosenstein avait nié avoir jamais voulu écarter le président Trump et ses services avaient ensuite évoqué la possibilité d'une blague mal comprise.

Il ne s'est pas exprimé sur l'entretien diffusé ce week-end, dans lequel Andrew McCabe affirme également que Donald Trump s'est parfois montré plus enclin à croire le président russe Vladimir Poutine que ses propres services de renseignement.

L'ancien responsable policier publie prochainement un livre-témoignage sur cette période intitulé "The Threat" ("La menace").

L'urgence nationale décrétée par Trump contestée en justice par 16 États

https://www.huffingtonpost.fr/ INTERNATIONAL 19/02/2019 02:50 CET | Actualisé il y a 4 heures Le HuffPost avec AFP

Décidée par Donald Trump pour construire le mur avec le Mexique, cette ordonnance contreviendrait à deux dispositions constitutionnelles.



ASSOCIATED PRESS Donald Trump sur le tarmac de l'aéroport de West Palm Beach en Floride le 15 février.

INTERNATIONAL - Voilà qui ne devrait pas forcément arranger ses affaires. Seize Etats américains ont déposé un recours en justice lundi 18 février à San Francisco pour contester "l'urgence nationale" que Donald Trump a décrétée pour financer la construction du mur qu'il veut ériger à la frontière avec le Mexique.

La plainte, déposée devant un tribunal fédéral en Californie, estime que l'ordonnance du président contrevient à deux dispositions constitutionnelles, l'une définissant les procédures législatives, l'autre attribuant au Congrès le dernier mot en matière de financement public.

"Crise constitutionnelle"

Elle avance également que le ministère la Sécurité intérieure avait enfreint la loi sur la protection de l'environnement en n'évaluant pas l'impact environnemental du mur en Californie et au Nouveau-Mexique. Selon les plaignants, Donald Trump a ainsi "plongé le pays dans une crise constitutionnelle de son propre fait".

Cette initiative avait été annoncée auparavant par le procureur général de Californie, Xavier Becerra. Il affirmait que son Etat et d'autres étaient dans leur droit car ils risquaient de perdre de l'argent destiné notamment à des projets militaires et à l'aide d'urgence en cas de catastrophe.

Outre la Californie, les Etats en question sont: Colorado, Connecticut, Delaware, Hawaï, Illinois, Maine, Maryland, Michigan, Minnesota, Nevada, New Jersey, Nouveau-Mexique, New York, Oregon et Virginie. Outre les opposants démocrates, plusieurs sénateurs républicains ont critiqué la déclaration d'urgence en affirmant qu'elle créait un précédent dangereux et outrepassait les pouvoirs de l'exécutif.

Donald Trump avait signé vendredi une déclaration d'urgence nationale, procédure qui devrait lui permettre de contourner le Congrès afin de débloquer des fonds fédéraux (notamment destinés au Pentagone) et construire le mur censé endiguer l'immigration clandestine.

Au total, et en comptabilisant les 1,4 milliard de dollars débloqués par le Congrès, il pourrait, selon la Maison Blanche, disposer de quelque 8 milliards pour la construction de cet édifice, une de ses principales promesses de campagne. Le désaccord entre le camp Trump et la majorité démocrate à la Chambre des représentants a entraîné un "shutdown" (fermeture partielle de l'administration) record de 35 jours.

Une dizaine de démocrates sur les rangs pour défier Donald Trump en 2020

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par Roland Gauron Mis à jour le 19/02/2019 à 16:08 Publié le 24/01/2019 à 15:58



Huit candidats ont annoncé la création d'un comité exploratoire, entité qui leur permet de collecter des fonds en vue de l'investiture et de prendre plus précisément la mesure de leurs chances. REUTERS/AFP

VIDÉO - Un jeune maire peu connu, des sénateurs de renom, un ancien ministre d'Obama... Dix candidats se pressent pour décrocher l'investiture démocrate à un peu plus d'un an du début des primaires.

Les primaires débuteront dans un an, avec le «caucus» dans l'Iowa. Cependant une longue liste des candidats briguent déjà l'investiture du parti démocrate en vue de l'élection présidentielle de 2020. Entre ceux qui ont déjà débuté leur campagne ou les autres qui ont créé un «comité exploratoire», entité qui leur permet de commencer à collecter des fonds, une dizaine de démocrates sont sur les rangs. Portraits.



Bernie SANDERS

Sénateur du Vermont, 77 ans

Lorsqu'il s'était présenté aux dernières primaires, Bernie Sanders faisait figure d'outsider quasi inconnu. Le sénateur du Vermont était tout de même parvenu à tenir la dragée haute à Hillary Clinton, suscitant l'enthousiasme inattendu de toute une partie de la jeunesse. «Ensemble, vous et moi, nous avons commencé dans la campagne de 2016 une révolution politique. Maintenant, il est temps d'accomplir cette révolution et de faire triompher les idées pour lesquelles nous nous sommes battus», a-t-il écrit à ses partisans au moment de briguer une seconde fois l'investiture démocrate.

Si les sondages lui donnent de bonnes chances d'y parvenir, le sénateur, qui demeure populaire au sein des démocrates, va cette fois devoir composer avec bien plus de candidats de la sensibilité «progressiste». Son âge, 77 ans, pourrait aussi faire figure de handicap, à l'heure où des voix se font plus pressantes au sein du Parti démocrate pour mettre en avant de nouvelles personnalités, notamment des femmes et des représentants des minorités. Pour ne rien arranger, certaines des employées de sa campagne 2016 ont récemment indiqué avoir été sexuellement harcelées par des collègues plus âgés, ce qui a contraint le candidat à s'excuser publiquement début janvier.



Amy KLOBUCHAR

Sénatrice du Minnesota, 58 ans

«Mauvais moment. Vers la fin de son discours elle avait l'air d'un Bonhomme (femme) de neige!», a ironisé Donald Trump. C'est sous la neige, par près de -10°C, qu'Amy Klobuchar a lancé sa candidature le 10 février à Minneapolis. La sénatrice du Minnesota est sans doute la plus centriste des candidats actuellement déclarés à l'investiture. Elle insiste beaucoup sur son travail au-delà des clivages partisans mais n'en défend pas moins plusieurs principes très polarisants aux États-Unis comme le droit à l'avortement ou la lutte contre le changement climatique.

Malgré des airs affables, la sénatrice a attiré l'attention de l'an dernier pour ses échanges très vifs avec le magistrat conservateur Brett Kavanaugh lors des auditions au Sénat pour confirmer sa candidature à la Cour suprême. Lors des élections de mi-mandat, cette petite-fille d'un mineur est parvenue à se faire réélire confortablement pour un troisième mandat dans le Minnesota que les Républicains espéraient lui ravir. Un atout de poids sachant que cet État du Midwest pourrait devenir en 2020 l'un de ces «Swing States» qui fait et défait les candidats à la présidentielle.



Kamala HARRIS

Sénatrice de Californie

La sénatrice de Californie, l'une des étoiles montantes de son camp, a annoncé sa candidature le 21 janvier, journée fériée en hommage à Martin Luther King. Tout un symbole sachant que la candidate, dont les parents sont nés en Jamaïque et en Inde, a toutes les chances d'axer sa campagne sur les femmes et les minorités ethniques qui exercent une influence croissante sur le parti démocrate.

À 54 ans, la candidate met également en avant son expérience. Kamala Harris a été la première femme noire à occuper le poste de procureur général de Californie. Remarquée par l'Administration Obama, qui l'avait maladroitement qualifiée de plus jolie procureure générale du pays, elle avait vu son nom circuler pour la Cour suprême ou le ministère de la Justice. Finalement, c'est au Sénat où elle a fait son entrée en 2016 qu'elle se fait un nom, s'illustrant à l'automne dernier lors des audiences houleuses de confirmation du juge Brett Kavanaugh.



Cory BOOKER

Sénateur du New Jersey, 49 ans

Sans cravate, col ouvert, c'est en toute décontraction, devant sa maison de Newark, que Cory Booker s'est lancé dans la course à l'investiture démocrate. Au moment d'annoncer sa candidature, le charismatique sénateur du New Jersey, souvent comparé à Barack Obama cultive son image de rassembleur: «L'histoire de notre nation est définie par l'action collective, par les destins entrelacés des esclaves et des abolitionnistes, de ceux qui sont nés ici et de ceux qui ont choisi l'Amérique comme leur maison.»

L'ancien «super maire» de Newark, ex-joueur de football américain à Stanford, s'est rendu célèbre en 2012 après avoir plongé dans une maison en feu pour sauver une voisine. Au Sénat, où il est élu en 2013, il a cultivé une image bipartisane, travaillant récemment avec les républicains à une vaste réforme du système pénal. Celle-ci, ajoutée à ses liens avec les milieux d'affaires, pourrait le pénaliser à l'heure où les militants démocrates aspirent à un virage à gauche.



Elizabeth WARREN

Sénatrice du Massachussetts

Ses intentions en vue de 2020 ne faisaient guère de doutes, la sénatrice du Massachusetts n'aura finalement pas fait durer le suspense très longtemps. Elle a franchi le pas le 31 décembre 2018 sur Twitter, devenant la première tête d'affiche à se présenter. Elle s'est notamment illustrée lors de joutes avec le président. Donald Trump, qui lui a attribué le sobriquet de «Pocahontas», se plaît à moquer les origines amérindiennes qu'elle revendique. «J'adorerais l'affronter», a confié ce dernier.

Elle se fait la championne des classes moyennes, plaidant pour un système de santé universel, un salaire minimum plus élevé et le contrôle des banques. Celle qui siège à la puissante commission des Affaires bancaires est d'ailleurs surnommée la «shérif de Wall Street» en raison de sa pugnacité. Mais son principal atout dans la très onéreuse course à la Maison-Blanche pourrait résider dans sa capacité à lever des fonds auprès de petits donateurs.



Kirsten GILLIBRAND

Sénatrice de New York

En janvier 2009, elle avait succédé à Hillary Clinton au poste de sénateur de l'État de New York. Kirsten Gillibrand, 52 ans, espère désormais l'imiter en décrochant l'investiture du parti démocrate à l'été 2020. La sénatrice, réélue à trois reprises depuis dans cet État très démocrate, s'est illustrée dans sa lutte contre le harcèlement et les agressions sexuelles, notamment dans l'armée. Elle a depuis hérité du surnom de «#MeToo Senator» pour son implication dans le mouvement.

«Je vais briguer la présidence des États-Unis parce que, en tant que jeune maman, je vais me battre pour les enfants des autres aussi dur que je le ferais pour les miens», a-t-elle déclaré au moment d'annoncer sa candidature sur le plateau du Late Show animé par le célèbre humoriste américain Stephen Colbert. Elle prône également une société plus égalitaire: assurance maladie pour tous, congés familiaux universels et payés, réforme du système de justice pénale…



Julian CASTRO

Ancien maire de San Antonio

Julian Castro, ministre du Logement sous Barack Obama, aspire à devenir le premier président hispanique du pays. Julian Castro, 44 ans, a annoncé le 12 janvier 2019 sa candidature dans le quartier de San Antonio dont il a été maire. Avec pour slogan «Une nation, un destin», ce petit-fils d'une immigrée mexicaine a bâti d'ailleurs sa candidature sur sa «success story» personnelle pour séduire l'électorat latino qui avait quelque peu fait défaut à Hillary Clinton.

Le candidat s'est fait connaître du grand public en 2012, devenant le premier Latino à prononcer un discours lors de la convention nationale démocrate. Quatre ans plus tard, son nom figure dans la «short list» des possibles candidats à la vice-présidence aux côtés d'Hillary Clinton. Pour l'instant, il fait seulement figure d'outsider dans la course à l'investiture démocrate. Parmi ses propositions: une couverture santé universelle, des investissements dans l'éducation, la protection des minorités et le changement climatique.



Tulsi GABBARD

Réprésentante d'Hawaï

L'Hawaïenne qui aura 39 ans le jour de l'investiture du prochain président, en janvier 2021, pourrait battre un record de précocité. En 2012, Tulsi Gabbard faisait déjà figure de pionnière, devenant la première Américaine d'origine samoane et le premier parlementaire de confession

hindouiste à faire son entrée au Congrès. Nancy Pelosi avait alors cru déceler en ce vétéran de la guerre en Irak «une étoile montante» au point de devenir dès l'année suivante l'une des vice-présidentes du parti.

Mais la jeune femme a suscité plusieurs controverses dans les rangs démocrates. Dès 2015, elle se joint aux républicains pour critiquer le choix du président Obama de ne pas utiliser le vocable «islam radical». La rupture est consommée un an plus tard, en février 2016, quand elle quitte la direction du parti pour soutenir ouvertement le progressiste Bernie Sanders. Sa rencontre avec Bachar el-Assad en janvier 2017 lors d'un voyage en Syrie, qu'elle a caché à son parti, n'a pas arrangé les choses.



Pete BUTTIGIEG

Maire de South Bend

Peu connu, le jeune maire de la ville de South Bend, dans l'Indiana, part de très loin. La tâche de Pete Buttigieg s'annonce pour le moins ardue: collecter des fonds et former une équipe de campagne dans l'ombre de grands noms du parti et disposant déjà d'un vaste réseau de donateurs. «J'appartiens à un parti dont la caractéristique a toujours été de rechercher de nouvelles voix, de nouveaux dirigeants et de grandes idées, rétorque le candidat, et je pense que ce sera l'objectif de 2020.»

Le «maire millenial», vétéran de l'armée, met en avant son jeune âge, 37 ans, et mise sur un message résolument tourné vers l'avenir, contre-pied au discours sombre de Donald Trump. «Nous sommes la génération qui a vécu les fusillades dans les écoles, qui a combattu dans les guerres après le 11-Septembre et nous sommes la génération qui est partie pour gagner moins que nos parents à moins que nous changions les choses», déclare-t-il dans la vidéo où il annonce sa candidature.



John DELANEY

Ancien représentant du Maryland

Premier à se lancer: John Delaney, ancien élu du Maryland à la Chambre des représentants, s'est porté candidat six mois seulement après l'investiture de Donald Trump, soit dès juillet 2017. «Je ne suis pas particulièrement connu au niveau national, alors je dois agir comme un nageur de longue distance. Je veux d'abord me jeter à l'eau», avait alors justifié le quinquagénaire. Problème: tout le monde l'ignore ou presque malgré 21 déplacements dans l'Iowa et 12 dans le New Hampshire, États qui lanceront dans un an la saison des primaires.

«Je pense avoir un passé idéal pour avoir le privilège de devenir le président des États-Unis», soutient pourtant le candidat. Issu d'un milieu modeste - son père était électricien - l'ancien homme d'affaires est aujourd'hui millionnaire. Il doit cette fortune, estimée en 2013 à 93 millions de dollars, à la revente des deux sociétés financières qu'il a fondées avant de faire son entrée à la Chambre des représentants. Son principal argument de campagne: dépasser le clivage partisan. Il promet par exemple de ne passer que des lois bipartisanes dans les 100 premiers jours de son mandat.



Richard OJEDA

Ancien élu au Sénat de Virginie-Occidentale

Richard Ojeda a suspendu sa campagne fin janvier. «La dernière chose que je veux faire, c'est accepter l'argent de personnes dans le besoin pour une campagne qui n'a pas la capacité de rivaliser», s'est expliqué le candidat. Le vétéran, passé par l'enseignement et aujourd'hui reconverti dans la défense de la classe ouvrière, a démissionné du Sénat de Virginie-Occidentale pour se lancer dans la course à la présidentielle. Richard Ojeda s'est aussi fait connaître l'an dernier pendant une grève des enseignants exigeant une meilleure assurance et de meilleurs salaires.

Déjà candidat lors des élections de mi-mandat, l'homme aux 36 tatouages avait en vain tenté le pari audacieux de ravir l'une des circonscriptions les plus conservatrices des États-Unis. Richard Ojeda était tout de même parvenu à réunir 43% des électeurs, là où Hillary Clinton affichait 50 points de retard sur son adversaire. Dans les faits, Richard Ojeda n'a rien d'un démocrate pur et dur. Il a d'ailleurs confessé avoir lui-même succombé aux charmes de Donald Trump en 2016 et emprunte ses positions à chaque bord politique. Pro-armes à feu et soutien de l'industrie du charbon, il se montre ambivalent en matière de droits reproductifs ou milite encore pour l'usage médical du cannabis.

États-Unis: l'état d'urgence de Trump contesté par des élus démocrates

Actualité International Par Le figaro.fr agence Reuters Publié le 21/02/2019 à 07:38



Donald Trump a déclaré l'état d'urgence nationale le 15 février visant à construire son mur. BRENDAN SMIALOWSKI/AFP

Des élus démocrates vont déposer un texte vendredi pour annuler l'état d'urgence nationale déclaré par Donald Trump pour construire son mur. Le président dispose toutefois d'un droit de véto.

Les démocrates préparent leur riposte. Les élus de la Chambre des représentants devraient déposer un texte vendredi visant à annuler l'état d'urgence nationale décrété par Donald Trump afin de construire son mur à la frontière entre les États-Unis et le Mexique. La présidente de la Chambre, et féroce adversaire du président, Nancy Pelosi, est à la manœuvre. Elle a envoyé une lettre aux élus de son parti et aux républicains mercredi pour qu'ils soutiennent le texte préparé par le démocrate Joaquin Castro.

Pour le moment, le texte est soutenu par 92 parlementaires. Il a de grandes chances d'être rapidement adopté par la Chambre, contrôlée par les démocrates, avant d'être débattu au Sénat, où le Parti républicain est majoritaire. Certains élus du «Grand Old Party» pourraient soutenir l'initiative des élus de l'opposition, à l'image de Mitt Romney, Marco Rubio ou encore Rand Paul, qui ne cachent pas leurs désaccords avec le magnat de l'immobilier.

Coalition de 16 États contre l'état d'urgence

Le texte a toutefois peu de chances de voir le jour même s'il était adopté par le Congrès. C'est en effet au président américain qu'il revient de promulguer ce texte, or celui-ci dispose d'un droit de véto et n'hésitera probablement pas à en faire usage. La seule solution pour outrepasser un véto présidentiel est de réunir deux-tiers des suffrages dans chacune des chambres.

La construction d'un mur à la frontière mexicaine est une promesse phare de la campagne électorale de Donald Trump. Face au refus du Congrès de lui accorder les 5,7 milliards de dollars (5,03 milliards d'euros, environ) nécessaires à ce projet, il a décidé vendredi de recourir à la procédure de l'état d'urgence nationale. Il entend ainsi transférer près de 8 milliards de dollars (7,06 milliards d'euros) de fonds publics, notamment prélevés sur les budgets de construction et de lutte antidrogue du Pentagone.

La Chambre des représentants n'est pas la seule à être montée au créneau. Une coalition de seize États, la Californie en tête, a engagé lundi une procédure judiciaire contre cette décision, dénonçant une «manœuvre illégale et inconstitutionnelle». L'organisation Public Citizen a également porté plainte devant une Cour fédérale de Washington pour défendre les intérêts de groupes environnementaux et de propriétaires terriens texans qui pourraient être directement affectés par l'édification de ce mur. Les recours en justice pourraient encore se multiplier même si le président américain s'est dit confiant quant à l'issue des recours en justice.

Société

Néonazis, Ku Klux Klan: les «groupes de haine» toujours plus nombreux aux États-Unis

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par Etienne Jacob Mis à jour le 21/02/2019 à 18:01 Publié le 21/02/2019 à 16:54



Un membre du Ku Klux Klan, le 8 juillet 2017, lors d'une manifestation à Charlottesville, en Virginie. ANDREW CABALLERO-REYNOLDS/AFP

INFOGRAPHIE - Dans ce rapport annuel du Southern Poverty Law Center publié mercredi, le président Donald Trump est accusé de «banaliser la haine» et de favoriser la recrudescence des mouvements suprémacistes.

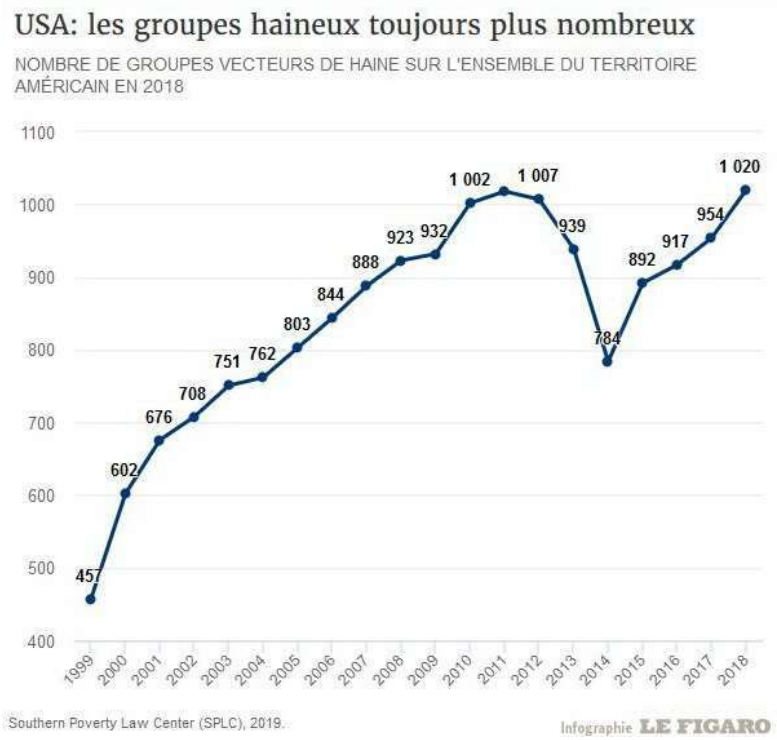
L'éditorial, écrit mercredi par Goodloe Sutton, patron du *Democrat-Reporter*, un hebdomadaire en Alabama, a donné le ton. Dans un brûlot complotiste contre la «classe dirigeante», le journaliste sommait le Ku Klux Klan à «sortir de nouveau la nuit» pour «nettoyer» Washington. Coïncidence ou non, son appel a été publié le même jour que le rapport annuel du Southern Poverty Law Center (SPLC), un centre d'études des mouvements extrémistes aux États-Unis. Ce document de 73 pages dresse un large état des lieux des groupes vecteur de haine dans le pays. On y trouve aussi bien le Ku Klux Klan que des mouvements suprémacistes noirs, néonazis, néoconfédérés, anti-migrants, skinheads ou intégristes religieux.

Le retour du Ku Klux Klan voulu par un patron de journal de l'Alabama



Le patron d'un journal de l'Alabama, le Democrat-Reporter, a publié un éditorial dans lequel il appelle au retour du «Ku Klux Klan» pour «nettoyer» Washington.

Ainsi, en 2018, 1 020 organisations de ce type ont été comptabilisées sur le territoire, une hausse de 7% par rapport à l'année précédente. Jamais un tel chiffre n'avait été atteint depuis 1971, date de la création du SPLC. En constante hausse de 1999 à 2011, les groupes haineux avaient connu une forte baisse de 2011 à 2014. Mais depuis quatre ans, la tendance s'est inversée et leur nombre a augmenté de 30% ces quatre dernières années.



Trump en faute?

Les groupes suprémacistes blancs enregistrent la plus forte croissance, avec une augmentation de près de 50% l'an dernier, dans la lignée des violences survenues à Charlottesville en août 2017. «La colère des suprémacistes blancs a atteint son maximum en 2018, année marquée par leur crainte hystérique de perdre leur majorité blanche au profit d'un changement démographique», indique Heidi Beirich, directrice des projets de renseignement du SPLC. L'entrée au Congrès de deux femmes musulmanes et d'un sénateur bisexuel a «renforcé cette peur», ajoute-t-elle. La volonté de Donald Trump de baisser les impôts des plus riches, son échec à construire le mur, sa défaite aux «midterms» font par ailleurs craindre aux suprémacistes un «génocide blanc orchestré par la SIlicon Valley», explique l'auteure du rapport.

Si les nationalistes sont parfois «déçus de Donald Trump», celui-ci est accusé de «banaliser la haine». «Encouragé par Fox News, le président continue d'injecter ses idées anti-migrants et antimusulmans dans la conscience publique», dénonce le rapport. L'ex-procureur général des États-Unis, Jeff Sessions, est également pointé du doigt pour sa proximité avec les mouvements antimusulmans, de même que le secrétaire d'État Mike Pompeo. Ainsi, le nombre de groupes haineux contre l'immigration illégale et les musulmans sont en augmentation. La présidence Trump aurait en outre favorisé l'apparition de 31 nouveaux groupes nationalistes noirs en 2018.

Un rapport contesté

Classer un mouvement ou une organisation comme haineuse n'est pas chose aisée. Si les auteurs de ce rapport disent avoir fait preuve de prudence, certaines classifications font débat outre-Atlantique. Par exemple, des églises ultraconservatrices ou mouvements politiques très à droite ont été catégorisés comme haineux au même titre que le parti nazi américain ou le Ku Klux Klan. Trois plaintes ont d'ailleurs été déposées à l'encontre du Southern Poverty Law Center.

Terrorisme

M. Trump demande aux Européens de rapatrier leurs ressortissants jihadistes capturés en Syrie

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 17 février 2019



Pour le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, la politique américaine en Syrie est un « mystère ». Et il ne s'est pas privé de le dire lors de la Conférence annuelle de Munich sur la sécurité, le 15 février.

« Il y a pour ma part un point que je ne comprends pas tout à fait dans la politique américaine dans cette région. […] Comment est-ce que l'on peut être très ferme à l'égard de l'Iran et en même temps abandonner le nord-est de la Syrie alors que l'on sait très bien que la fin de l'histoire risque de favoriser la présence iranienne dans la zone? […] Pour moi c'est un mystère », a en effet lancé M. Le Drian à l'adresse du sénateur américain Lindsay Graham.

Ce dernier avait précédemment appelé les alliés des États-Unis à envoyer des troupes dans le nord-est syrien, en promettant que, « en échange, les capacités américaines, uniques, resteraient dans le combat en Syrie. »

Quoi qu'il en soit, M. Trump n'a nullement l'intention de revenir sur sa décision de retirer les forces américaines de Syrie, alors que le « califat » proclamé par l'État islamique [EI ou Daesh] vit probablement ses dernières heures, à mesure de la progression des Forces démocratiques syriennes [FDS, alliance arabo-kurde], appuyées par la coalition dirigée par les États-Unis. Et il l'a d'ailleurs une nouvelle fois réaffirmée, ce 17 février, via Twitter.

Seulement, le départ des troupes américaines ne fera pas seulement le jeu de l'Iran, comme le suppose M. Le Drian, mais aussi probablement celui de la Turquie, qui a l'intention de lancer une offensive contre les milices kurdes syriennes [YPG], considérées comme terroristes à Ankara en raison de leurs liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan [PKK]. Ce qui pose la question de l'avenir des combattants étrangers de Daesh, capturés par les FDS lors des combats de ces derniers mois.

Évidemment, il n'est nullement question de voir ces combattants être relâchés, ce qui ferait perdre leur trace. En outre, a-t-on expliqué à Paris, selon Reuters, ils sont aussi susceptibles de « tomber entre les mains d'un régime qui pourraient les utiliser comme moyen de pression. »

Sur ce point, un responsable du département d'État a officieusement indiqué à l'AFP que la « politique du gouvernement américain était d'encourager les pays à rapatrier et poursuivre en justice leurs ressortissants » capturés par les FDS et à les « prendre sous leur responsabilité » par le « biais de programmes de réinsertion ou d'autres mesures pour éviter qu'ils retombent dans le terrorisme. »

Et ce qui était suggéré est désormais une ligne officielle à en croire les propos de M. Trump. « Les États-Unis demandent au Royaume-Uni, à la France, à l'Allemagne ainsi qu'aux autres alliés européens de reprendre plus de 800 combattants de l'EI que nous avons capturés en Syrie et de les traduire en justice », a-t-il affirmé via Twitter.



Donald J. Trump Compte certifié **@realDonaldTrump**

The United States is asking Britain, France, Germany and other European allies to take back over 800 ISIS fighters that we captured in Syria and put them on trial. The Caliphate is ready to fall. The alternative is not a good one in that we will be forced to release them.....

19:51 - 16 févr. 2019



Donald J. Trump Compte certifié @**realDonaldTrump**

....The U.S. does not want to watch as these ISIS fighters permeate Europe, which is where they are expected to go. We do so much, and spend so much - Time for others to step up and do the job that they are so capable of doing. We are pulling back after 100% Caliphate victory!

20:01 - 16 févr. 2019

Cela étant, le l2 février, le coordinateur du contreterrorisme au département d'État américain, Nathan Sales, avait fait valoir auprès de l'AFP, que « rapatrier les combattants terroristes étrangers dans leurs pays d'origine et les inculper était la meilleure manière d'éviter qu'ils regagnent le champ de bataille. »

Toutefois, il avait aussi prévenu que ce n'était « pas la responsabilité des FDS ou des États-Unis de trouver des solutions pour les centaines de combattants terroristes étrangers » capturés en Syrie, avant d'appeler les pays concernés à « ne pas attendre que d'autres résolvent le problème à leur place. »

En attendant, éloigner la menace d'une intervention turque contre les milices kurdes syriennes permettrait de gagner du temps, à défaut de régler le problème posé par le retour de ces jihadistes. Ainsi, dans une tribune publiée par Le Parisien, la ministre française des Armées, Florence Parly, a prévenu que les Kurdes ne devaient pas faire les frais du retrait américain de Syrie.

« La France […] n'est pas ingrate. Nos partenaires de terrain, les FDS, ont beaucoup donné. Nous leur devons énormément. L'annonce du retrait américain a rebattu les cartes et créé de nouvelles configurations dans la région ; nul ne sait encore quel arrangement en sortira. Notre devoir est de tout faire pour éviter que les FDS en soient les victimes. J'ai moi-même alerté, à l'Otan, mes homologues américain et turc », a en effet écrit Mme Parly.

Etats-Unis: Trump s'oppose au retour d'une femme ayant rejoint Daesh

https://www.bfmtv.com/ **BFMTV** International Amérique du Nord 21/02/2019 à 12h34



Hoda Muthana - HANDOUT / AFP

Hoda Muthana s'est rendue aux forces kurdes et est actuellement détenue dans un camp de réfugiés du nord-est syrien. "On ne peut pas arriver au point où nous privons tout simplement de nationalité ceux qui ont violé la loi", a déclaré son avocat. Washington affirme en effet qu'elle n'est pas citoyenne américaine.

Le président américain Donald Trump s'est prononcé ce mercredi contre le retour aux Etats-Unis d'une femme qui avait rejoint Daesh en Syrie. Washington affirme même qu'elle n'est pas américaine, ce que son avocat dément.

"J'ai ordonné au secrétaire d'Etat Mike Pompeo, et il est complètement d'accord, de ne pas autoriser le retour de Hoda Muthana dans le pays !", a tweeté Donald Trump. Peu de temps avant,

un communiqué du chef de la diplomatie assurait que la jeune femme n'est pas une citoyenne américaine.

I have instructed Secretary of State Mike Pompeo, and he fully agrees, not to allow Hoda Muthana back into the Country!

— Donald J. Trump (@realDonaldTrump) 20 février 2019

La jeune femme a pourtant accordé des entretiens à plusieurs journaux occidentaux dans lesquels elle affirme regretter profondément ses actes.

"Ce n'est pas ça, l'Amérique"

"Elle n'a pas de fondement juridique, ni de passeport américain valide, ni de droit à un passeport, ni aucun visa pour se rendre aux Etats-Unis", a quant à lui déclaré Mike Pompeo.

Maître Hassan Shilby, l'avocat de Hoda Muthana, dont le père a été diplomate yéménite, s'est élevé contre cette argumentation.

"Elle avait un passeport valide" quand elle est partie en Syrie en 2014 rejoindre les rangs de Daesh, a-t-il ajouté. "Il est possible qu'elle ait enfreint la loi, et si c'est le cas, elle est prête à en payer le prix", a poursuivi l'avocat. "On ne peut pas arriver au point où nous privons tout simplement de nationalité ceux qui ont violé la loi. Ce n'est pas ça, l'Amérique."

Le cas de Hoda Muthana intervient au moment où le président américain exhorte les Européens à reprendre leurs ressortissants partis rejoindre les rangs de Daesh et détenus par l'alliance arabo-kurde. Il intervient aussi alors que Londres vient de décider de déchoir de sa nationalité une jeune femme de 19 ans, Shamina Begum, qui avait rejoint le groupe jihadiste en Syrie et souhaitait rentrer au Royaume-Uni.

VÉNÉZUELA

Diplomatie

Le Venezuela refuse l’entrée de députés européens

Accueil Monde Venezuela https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Publié le 18/02/2019 à 06h14



Les parlementaires européens n'ont pas été autorisés à rejoindre le Venezuela. | LEONARDO MUNOZ / EPA-EFE

Le Venezuela n’a pas souhaité permettre l’entrée d’un groupe de députés du Parlement européen. Le gouvernement de Nicolás Maduro a justifié sa décision par la crainte d’une conspiration visant à favoriser son adversaire politique.

L’opposant Juan Guaido a critiqué l’expulsion de cinq eurodéputés par **« un régime isolé et toujours plus irrationnel »** à l’orée d’une semaine décisive au Venezuela, avec l’entrée de l’aide humanitaire fixée à samedi, contre l’avis du président Nicolás Maduro.

« Nous sommes en train de nous faire expulser du Venezuela : on nous a confisqué nos passeports, on ne nous a pas communiqué la raison de l’expulsion, pas plus que nous n’avons de document qui justifie pourquoi on nous renvoie du pays », a affirmé l’Espagnol Esteban Gonzalez Pons, l’un des cinq députés européens (tous du Parti populaire européen, droite et centre droit), dans une vidéo tournée depuis l’aéroport de Caracas-Maiquetia.

« Nous sommes la première délégation internationale qui allait rendre visite au président par intérim Juan Guaido. La question n’est pas qu’on ne nous laisse pas entrer, mais qu’on

ne laisse le président par intérim voir aucune autorité étrangère au Venezuela », a-t-il également déploré.

Provocation de l'Europe

Juan Guaido a aussitôt dénoncé sur Twitter **« l'usurpateur qui fait monter le coût de ce qui est un fait : la transition. Exerçons toute la pression nécessaire pour parvenir à la fin de cette usurpation. Continuons ! »**

Le ministre des Affaires étrangères de Nicolás Maduro, Jorge Arreaza, a expliqué sur le même canal que **« par voies officielles diplomatiques »**, Caracas avait **« notifié il y a plusieurs jours au groupe d'eurodéputés qui prétendaient visiter le pays, à des fins conspiratrices, qu'ils ne seraient pas admis, et il leur a été demandé de renoncer et d'éviter ainsi une autre provocation »**.

Le régime de Nicolás Maduro, soutenu par la Russie, la Chine, la Turquie, l'Iran et Cuba, contrôle les frontières du pays. Juan Guaido, chef du Parlement qui s'est autoproclamé président par intérim le 23 janvier, est pour sa part reconnu par une cinquantaine de pays, dont les États-Unis, sans avoir les leviers du pouvoir exécutif.

« Un million de volontaires »

L'opposant a donné rendez-vous à ses partisans pour convoyer samedi l'aide humanitaire stockée dans des pays frontaliers. Il a promis qu'à cette date, l'aide entrerait **« quoi qu'il arrive »**, **« par la terre ou la mer »**, pour former une **« avalanche humanitaire »**. Au risque d'une épreuve de force avec l'armée loyale à Nicolás Maduro, qui y voit un prétexte pour une intervention militaire des États-Unis.

Dans ce pays en plein marasme économique, miné par l'hyperinflation et les pénuries, l'aide d'urgence est au cœur du conflit entre les deux hommes, et ce samedi pourrait en être le point d'orgue.

Juan Guaido vise **« un million de volontaires »**, **« sur le terrain ou de manière active sur les réseaux sociaux »**, a-t-il écrit aux 60 000 bénévoles qui ont déjà répondu à son appel. Tout en convoquant des manifestations de soutiens ce même samedi.

Constitués en **« caravanes »**, les volontaires se rendront en autocars jusqu'à la ville frontalière colombienne de Cúcuta, à la frontière avec le Brésil, où deux centres de stockage sont installés dans l'État du Roraima, et au point d'arrivée de l'aide qui sera envoyée depuis l'île néerlandaise de Curaçao.

Stockage de l'aide en Colombie

En attendant, des groupes de volontaires s'activaient lors de réunions de préparation. Et dans des installations de fortune baptisées **« campements humanitaires »**, à plusieurs endroits du pays, des personnels médicaux (aides-soignants et médecins généralistes, pédiatres, nutritionnistes etc.) recevaient des patients des alentours.

Mari Tovar, mère de trois enfants, dont l'un souffre de dénutrition, s'est inscrite sur le site internet pour apporter son aide. **« Si vous petit-déjeunez, vous ne déjeunez pas, si vous déjeunez, vous ne dînez pas »**, dit-elle. **« Je veux que mes enfants aient accès à des médicaments et à de la nourriture »**.

Nicolás Maduro nie toute **« urgence humanitaire »**. Il n'est donc pas question pour lui de laisser entrer l'aide, qui n'est que de la **« nourriture pourrie »**, des **« miettes »**.

Assurant que son gouvernement distribue de l'aide alimentaire à six millions de familles, il rejette la responsabilité des pénuries sur les sanctions américaines, dont Caracas évalue l'impact à 30 milliards de dollars par an sur l'économie vénézuélienne.

Vivres et médicaments

Donald Trump mercredi envisageait mercredi **« toutes les options »** pour régler la crise vénézuélienne. M. Maduro a demandé à son armée de préparer un **« plan spécial de**

déploiement » à la frontière colombienne, longue de 2 200 km. Il souhaite évaluer **« quelles nouvelles forces »** sont nécessaires pour que cette frontière **« soit inviolable, imbattable, inexpugnable »**.

Juan Guaido a lui réitéré son appel aux militaires à se mettre **« du côté de la Constitution »**, et à laisser passer l'aide humanitaire.

Des vivres et médicaments envoyés par les États-Unis à l'appel de Juan Guaido sont stockés à Cúcuta depuis le 7 février. Leur entrée est bloquée au moyen de conteneurs déposés sur un pont frontalier par les autorités de Caracas.

Des dizaines de tonnes supplémentaires ont commencé à atterrir vendredi et samedi à Cúcuta, en provenance de bases américaines.

Dons des États-Unis

Des Vénézuéliens de Miami se sont également mobilisés en déposant par dizaines des médicaments et produits de première nécessité dans un dépôt près de la ville floridienne. À la fin de la journée de dimanche, ces dons représentaient **« plus de mille caisses »**, a précisé le représentant de Juan Guaido aux États-Unis, Carlos Vecchio.

Le point de stockage du Roraima, où le gouvernement brésilien a prévu treize centres d'hébergement pour immigrés vénézuéliens, doit être mis en service lundi. Et un avion arrivera mardi à Curaçao en provenance de Miami.

Le sénateur américain Marco Rubio, candidat aux primaires des républicains pour la dernière élection présidentielle, a apporté son soutien au camp Guaido en visitant dimanche le centre de stockage de Cúcuta.

Politique

Venezuela: Guaido part à la frontière colombienne pour faire entrer l'aide humanitaire

Actualité Flash Actu Par Le Figaro avec AFP Publié le 21/02/2019 à 06:58

L'opposant Juan Guaido part jeudi avec un convoi de ses partisans à la frontière avec la Colombie, pour tenter de faire entrer au Venezuela l'aide humanitaire envoyée par les Etats-Unis, bloquée par l'armée fidèle au président Nicolas Maduro.

"Des députés de l'Assemblée nationale (dominée par l'opposition au président Maduro, NDLR) accompagneront le président Juan Guaido au sein du convoi", indique un message envoyé aux journalistes par le service de presse de M. Guaido.

Auparavant, M. Guaido avait affiché sa détermination de briser le blocus militaire du pays imposé par Nicolas Maduro.

"Par mer, par terre (...) Nous devons ouvrir un corridor humanitaire quoi qu'il arrive", avait lancé le chef de file de l'opposition devant des dizaines de routiers et chauffeurs de bus réunis dans l'est de Caracas pour offrir leur appui, samedi, à l'opération d'acheminement de l'aide humanitaire stockée aux portes du Venezuela.

José Figueroa, 60 ans, chauffeur de bus privé, prévoit de quitter Caracas dans les prochains jours dans un convoi d'une trentaine véhicules. "Ce sera très difficile (samedi). Mais une balle vous tue plus vite que la faim", dit-il.

Les brigades de volontaires se rendraient en "caravanes"

Reconnu comme président par intérim par une cinquantaine de pays, Juan Guaido a expliqué que des brigades de volontaires se rendraient en "caravanes" en différents points de l'Etat de Tachira (ouest), frontalier avec la Colombie, et celui de Bolivar (sud), frontalier avec le Brésil.

L'opposant de 35 ans a également mentionné les ports de Cabello et de La Guaira, les deux principaux du pays.

Comme un symbole du bras de fer qui se joue autour de l'entrée de l'aide humanitaire entre Nicolas Guaido et le président Nicolas Maduro, deux concerts, l'un pour demander l'acheminement de l'aide, l'autre pour la refuser, auront lieu la veille du jour "J", à quelque 300 mètres de distance.

Destiné à recueillir des dons pour la population vénézuélienne, l'un des concerts --avec plusieurs vedettes internationales annoncées -- organisé par le milliardaire britannique Richard Branson, aura lieu dans la ville colombienne de Cucuta, non loin du pont de Tienditas, bloqué depuis deux semaines par les autorités vénézuéliennes.

Le président du Paraguay, Mario Abdo, a annoncé mercredi sa présence à ce concert en signe "de solidarité (...) avec la défense de la démocratie au Venezuela".

D'abord annoncé sur un autre pont frontalier, le contre-concert organisé par le gouvernement se déroulera finalement sur ce même pont, du côté vénézuélien, a annoncé mercredi Diaro Vivas, un responsable chaviste. Ce pont assure la liaison entre Ureña (Venezuela) et Cucuta, où de l'aide d'urgence américaine est entreposée depuis le 7 février.

Venezuela : escalade entre Maduro et Guaido autour de l'aide humanitaire américaine

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par AFP agence Coline Vazquez Mis à jour le 22/02/2019 à 10:02 Publié le 21/02/2019 à 23:39



Des forces de sécurité bloquent une route au Venezuela à la demande de Nicolas Maduro Andres Martinez Casares/REUTERS

VIDÉOS - Le chef de l'État a annoncé avoir fermé la frontière avec le Brésil et menace d'en faire de même avec celle de la Colombie alors que son opposant a entamé un périple pour tenter de faire entrer l'aide humanitaire dans le pays.

C'est un nouveau bras de fer qui s'est engagé depuis une dizaine de jours entre Nicolas Maduro et son opposant Juan Guaido autour de l'aide humanitaire envoyée par les États-Unis. Le président a «décidé qu'à partir de 20H00 (00H00 GMT) ce jeudi, la frontière terrestre avec le Brésil restera totalement fermée jusqu'à nouvel ordre», comme il l'a déclaré lors d'une réunion avec le Haut commandement militaire. Il a également menacé de fermer celle avec la Colombie.

Venezuela : le convoi d'aide humanitaire bloqué à la frontière colombienne



Les forces de sécurité envoyées par Nicolas Maduro tentent d'arrêter un convoi de l'opposition qui se dirige vers la frontière entre le Venezuela et la Colombie.

Multipliant les déclarations, le dirigeant socialiste a dénoncé un «show» politique américain et a accusé le président Donald Trump de projeter une intervention militaire pour le renverser. «Ils ont inventé une supposée aide humanitaire de nourriture pourrie, cancérigène et veulent la faire entrer par la force», a-t-il martelé. Il s'en est aussi pris au président Colombien Ivan Duque qu'il tient

pour responsable de toute violence à la frontière». De son côté, le vice-président Brésilien, Hamilton Mourao, a affirmé jeudi à l'AFP qu'une intervention militaire américaine au Venezuela «n'aurait aucun sens» et que les menaces de Washington étaient «de l'ordre de la rhétorique». Une telle intervention «serait prématurée et n'aurait aucun sens. Le problème vénézuélien doit être résolu par les Vénézuéliens», a-t-il ajouté.

En riposte, l'ordre a été donné aux militaires de renforcer le blocage des frontières terrestres et maritimes: le pont de Tienditas, reliant Cucuta à Urena est barré de conteneurs, et les vols et liaisons maritimes sont suspendus avec l'île néerlandaise de Curaçao, autre point de stockage de l'aide. Le gouvernement vénézuélien, qui nie toute crise humanitaire dans le pays a également annoncé, jeudi, l'envoi d'environ 20.000 caisses de vivres à destination de la population de la ville colombienne de Cucuta, transportées par une dizaine de camions. La même ville où est entreposé depuis le 7 février le gros de l'aide d'urgence envoyée par les États-Unis.



Des ouvriers chargent de la nourriture et des médicaments pour le Venezuela LUIS ACOSTA/AFP

Juan Guaido contre-attaque et se rend en Colombie

Opposé à la décision de son adversaire, Juan Guaido a décidé de se mobiliser. «L'aide humanitaire entrera quoi qu'il arrive, par mer, par terre» a-t-il proclamé se lançant dans un périple à la frontière colombienne où est bloquée l'aide humanitaire. Jeudi, il a quitté Caracas pour parcourir, avec des partisans, et par la route, les 900 kilomètres séparant la capitale de la frontière avec son voisin colombien. «C'est confirmé, il est en route», a indiqué à l'AFP un collaborateur de l'opposant. Une caravane d'une dizaine de véhicules a quitté Caracas, précise des journalistes de l'AFP, sans pouvoir dire si l'opposant se trouvait précisément dans ce convoi. Celui-ci était accompagné d'un second composé de plusieurs autocars avec à son bord de nombreux députés d'opposition. Elle a subi des tirs de gaz lacrymogène de la part de militaires qui avait placé des obstacles pour empêcher sa progression sur une route de l'État de Carabobo, mais sans incidents graves. «Nous savons que le régime va dresser tous les obstacles possibles pour nous empêcher d'arriver à la frontière. Mais rien ne va nous retenir, nous allons continuer d'avancer», a déclaré la députée Yanet Fermin.

Dans un deuxième temps, Juan Guaido prévoit que des brigades de volontaires se rendent samedi en «caravanes» en différents points de l'État de Tachira, frontalier avec la Colombie, et celui de Bolivar, frontalier avec le Brésil, où de l'aide d'urgence doit également être stockée.

«L'aide humanitaire entrera quoi qu'il arrive, par mer, par terre» Juan Guaido, autoproclamé président par intérim du Vénézuela

Le chef de file de l'opposition a d'ailleurs choisi, pour l'entrée de l'aide dans le pays, la date symbolique du 23 février, un mois tout juste après s'être autoproclamé président par intérim du pays. Sur l'île néerlandaise de Curaçao, un avion en provenance de Miami avec 50 tonnes de vivres et de médicaments est attendu à 15H30 locales (19H30 GMT), a assuré à l'AFP Carlos Faria, un partisan de Juan Guaido. Il a indiqué que l'aide serait ensuite «chargée sur un bateau» à destination de l'État de Falcon.

Venezuela : impasse politique, surchauffe diplomatique



Les deux présidents, Nicolas Maduro et Juan Guaido, s'écharpent sur l'aide humanitaire bloquée à la frontière colombienne. De nouvelles manifestations sont attendues samedi.

Mais malgré ces déclarations, la façon dont lui et ses partisans comptent rompre le blocus militaire mis en place par le gouvernement reste très floue. Mercredi, il a tenté une énième fois, sans succès, de convaincre les militaires, soutien clé du pouvoir chaviste, de se ranger derrière lui. Mais si l'armée a neutralisé certains points de passage, la frontière de 2 200 km séparant le Venezuela de la Colombie est très poreuse, avec des larges zones contrôlées par les narco-trafiquants, des groupes mafieux qui font régulièrement passer en contrebande des marchandises et de l'essence.

Une journée sous haute tension

L'opposition entre les deux hommes forts du Venezuela a gagné tout le pays. Des manifestations pro-Guaido et pro-Maduro sont prévues sur tout le territoire samedi, une journée qui s'annonce sous haute tension. Comme un symbole du bras de fer qui se joue entre Juan Guaido et le président Nicolas Maduro, deux concerts, l'un pour demander l'acheminement de l'aide, l'autre pour la refuser, auront lieu vendredi à quelque 300 mètres de distance, de part et d'autre du pont de Tienditas. Celui organisé par le milliardaire britannique Richard Branson «Venezuela Aid Live» pour récolter des dons, se tiendra vendredi à Cucuta, en présence des présidents colombien, chilien et paraguayen. Un porte-parole des organisateurs, Fernan Ocampo, espère 250.000 spectateurs pour le concert aux nombreuses têtes d'affiche internationales: les Espagnols Alejandro Sanz et Miguel Bosé, le Dominicain Juan Luis Guerra, les Colombiens Carlos Vives et Juanes, le Portoricain Luis Fonsi, ainsi que plusieurs célébrités vénézuéliennes. Et d'importants moyens ont été mis en place pour accueillir l'événement: une trentaine de vols privés emmenant les artistes sont attendus ces prochains jours à Cucuta, tandis que 1 500 policiers et militaires seront déployés pour assurer la sécurité de l'événement. «Les artistes qui se produiront en Colombie doivent savoir qu'ils commettent un crime, ils donnent leur aval à une intervention militaire», a prévenu Nicolas Maduro.

La liste des participants à «Hand off Venezuela» (Pas touche au Venezuela), le contre-concert organisé dès vendredi et pour trois jours par le gouvernement, s'est en revanche pas encore connue. Sur le front diplomatique, le vice-président américain Mike Pence se rendra lundi en Colombie pour exprimer le «soutien sans faille» des États-Unis à Juan Guaido.

Venezuela. Deux morts dans des heurts avec l’armée à la frontière brésilienne

Accueil Monde Venezuela https://www.ouest-france.fr/ avec Reuters et AFP Publié le 22/02/2019 à 19h05



Le président Nicolas Maduro le 10 février. (photo fournie par le présidence vénézuélienne) | AFP PHOTO/VENEZUELAN PRESIDENCY/HO

Deux personnes sont mortes et quinze ont été blessées, vendredi 22 février, dans des heurts avec l’armée dans le sud-est du Venezuela, à la frontière avec le Brésil, alors qu’elles tentaient d’empêcher des militaires de bloquer une route pour l’entrée de l’aide humanitaire, selon une ONG de défense des droits de l’Homme.

« Une femme indienne et son mari sont morts et au moins 15 autres personnes de la communauté indienne Pemón de la municipalité de Gran Sabana ont été blessées lors d’une attaque par un convoi de la Garde nationale », a déclaré l’ONG Kapé Kapé à l’Agence France presse (AFP). L’affrontement s’est produit, vendredi 22 février au Venezuela, alors que des membres de cette communauté tentaient d’empêcher le passage d’un convoi de véhicules militaires jusqu’à la frontière avec le Brésil.

Craignant que les militaires ne cherchent à empêcher l'entrée de l'aide étrangère au Venezuela, comme l'a ordonné le président Nicolas Maduro, la population a tenté de bloquer ce convoi qui se dirigeait vers la frontière. Le chef de l'État refuse toute entrée d'aide humanitaire dans son pays, un prétexte, selon lui, pour une intervention armée destinée à le renverser.

Dans le secteur de Kumarakapay, les soldats vénézuéliens ont ouvert le feu, ont précisé deux chefs locaux, Richard Fernandez et Ricardo Delgado.

Les militaires doivent « choisir leur camp »

Dénonçant ce **« crime »** sur Twitter, le chef de l'opposition Juan Guaido, qui s'est proclamé en janvier président par intérim, a appelé les militaires à **« choisir leur camp en ces heures décisives »**. **« Entre aujourd'hui et demain, vous devrez décider comment on parlera plus tard de vous »**, a-t-il écrit à l'adresse des soldats.



Juan Guaidó

✔ @jguaido

En réponse à @jguaido

3/3
Decidan de qué lado están en esta hora definitiva.
A todos los militares: entre hoy y mañana ustedes definirán cómo quieren ser recordados. Ya sabemos que están con el pueblo, ustedes nos lo han dejado muy claro. Mañana podrán demostrarlo.

19,7 k

19:36 - 22 févr. 2019

Le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), Luis Almagro, a également condamné **« fermement »** l'attaque. **« Nous exigeons que cessent les attaques contre la population »**, a-t-il écrit sur Twitter.

Le président Maduro a annoncé jeudi soir la fermeture de la frontière avec le Brésil et a menacé de fermer la frontière colombienne où se rend Juan Guaido pour accompagner samedi un convoi d'aide humanitaire qui stationne en Colombie et où se déroule un grand concert humanitaire.

L'armée, qui a réaffirmé sa **« loyauté absolue »** au chef de l'État vénézuélien, s'est dite mardi **« en alerte »** face à toute violation du territoire.

Au Venezuela, l'heure de vérité

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Notre dossier / Crise au Venezuela, l'affrontement entre Maduro et Guaido Par Patrick Bèle Mis à jour le 22/02/2019 à 21:11 Publié le 22/02/2019 à 19:08



La foule arrive, vendredi, à Cucuta, où est organisé le gigantesque concert *Venezuela Aid Live*, monté du côté colombien de la frontière, par le milliardaire britannique Richard Branson. LUIS ROBAYO/AFP

REPORTAGE - Défiant les forces de sécurité fidèles à Nicolas Maduro, l'opposant Juan Guaido faisait vendredi route vers la frontière avec la Colombie. De l'autre côté, près de l'aide humanitaire américaine, des milliers de ses supporteurs participaient à un concert géant.

Envoyé spécial à Cucuta (Colombie)

C'est à coups de décibels que Juan Guaido et Nicolas Maduro se sont affrontés vendredi à la frontière colombo-vénézuélienne. Cette ouverture musicale lançait le grand défi du président intérimaire Guaido, qui veut faire entrer de l'aide humanitaire au Venezuela, que Nicolas Maduro a promis de bloquer.

Juan Guaido a pris l'avantage ce vendredi. Sur la gigantesque scène tournante du *Venezuela Aid Live*, montée à Cucuta, du côté colombien de la frontière où est stocké le gros de l'aide humanitaire américaine, trente groupes étaient annoncés. Des Vénézuéliens, comme Nacho ou Reynaldo Armas, des Colombiens comme Fonseca ou Juanes, ou encore des Mexicains, comme Paulina Rubio. Outre le président colombien, Ivan Duque, et ses homologues chilien et paraguayen, quelque 250.000 personnes étaient attendues pour ce concert gratuit organisé par le milliardaire britannique Richard Branson. Côté vénézuélien, Manos Fuera De Venezuela («Pas touche au Venezuela»), les contre-concerts annoncés par le gouvernement chaviste ont commencé hier vendredi et se tiendront jusqu'à dimanche. La programmation restait toutefois encore floue hier.

Juan Guaido est parti de Caracas en bus jeudi avec un groupe de députés et de volontaires accompagnés par des camions censés permettre le transfert de l'aide humanitaire stockée de l'autre côté du pont Las Tienditas.

Certains policiers ont tenté de bloquer la progression des camions, en crevant les pneus à l'aide de couteaux

Le parcours de la caravane parti de Caracas n'a pas été de tout repos. La Garde nationale bolivarienne avait mis en place de nombreux contrôles et bloqué plusieurs routes et des tunnels, dès la sortie de la capitale vénézuélienne. Les échanges entre les volontaires, les députés et les forces de l'ordre vénézuéliennes ont parfois été vifs. Certains policiers ont tenté de bloquer la progression des camions, en crevant les pneus à l'aide de couteaux. Jointe par téléphone, vendredi matin, la députée de l'Assemblée nationale Delsa Solorzano, ne pouvait prévoir une heure d'arrivée à San Cristobal, la ville du côté vénézuélien de la frontière: «Je ne sais pas ; nous sommes sur le chemin, mais les obstacles, les barrages sont nombreux.» Juan Guaido, qui était annoncé vendredi dans la journée à la frontière, ne pourra de toute façon se rendre au concert, car il est frappé d'une interdiction de sortie du territoire décidée par le Tribunal suprême de justice. À la frontière avec le Brésil, deux personnes sont mortes et quinze ont été blessées dans des heurts avec l'armée, alors qu'elles tentaient d'empêcher des militaires de bloquer une route pour l'entrée de l'aide humanitaire, faisant monter la tention à Cucuta.

La défection du général Hugo Carvajal

La réponse de Maduro a l'envoi d'aide humanitaire par Washington à la demande de Juan Guaido est de plus en plus difficile à comprendre. Il a d'abord affirmé pendant des semaines qu'elle était inutile car «il n'y a pas de crise humanitaire au Venezuela». Pour le prouver, le ministre de la Communication, Jorge Rodriguez, a annoncé mardi l'envoi de 20.000 Clap (nourriture de premières nécessités) en guise d'aide humanitaire à Cucuta. C'est pourquoi les autorités vénézuéliennes ont laissé ouverte la frontière avec la Colombie, alors que celle avec le Brésil est bloquée, comme les ports de Puerto Cabello et La Guaira l'étaient jeudi.

Puis le gouvernement vénézuélien a annoncé l'arrivée de 700 tonnes de matériel médical en provenance de Moscou. Enfin, dernier rebondissement, le président Maduro a officiellement demandé à l'ONU une assistance humanitaire. «Nous avons fait parvenir à l'ONU une liste de médicaments et de denrées alimentaires dont le Venezuela a besoin», a déclaré jeudi Delcy Rodriguez, la vice-présidente.

Nicolas Maduro a enregistré une défection de poids ces derniers jours: le général Hugo Carvajal. Il a occupé le poste de directeur du contre-espionnage militaire de 2004 à 2011 sous Chavez

Alors que 11 des 45 diplomates de l'ambassade du Venezuela à Washington ont fait allégeance à Juan Guaido, Nicolas Maduro a enregistré une défection de poids ces derniers jours: le général Hugo Carvajal, surnommé El Pollo (le poulet) Carvajal. Il a occupé le poste de directeur du contre-espionnage militaire de 2004 à 2011 sous le gouvernement Chavez. À ce titre, il est détenteur de nombreuses informations sur les membres du régime chaviste. Il est député PSUV (Parti socialiste unifié du Venezuela) de l'Assemblée nationale. «Président de la République bolivarienne du Venezuela, Juan Guaido. Ici est un soldat de plus pour la cause de la liberté et de la démocratie», a-t-il déclaré dans une vidéo. Il y appelle les militaires à laisser entrer l'aide humanitaire et interpelle violemment Nicolas Maduro: «Ça suffit Nicolas, assume tes responsabilités, comme l'a fait Chavez… Tu as assassiné des centaines de jeunes dans les rues qui réclamaient leurs droits.»

De nombreux soupçons pèsent sur Hugo Carvajal, qui aurait participé au trafic de drogue, notamment en collaboration avec l'ancienne guérilla colombienne des Farc. Son ralliement à Juan Guaido doit probablement beaucoup à la promesse d'amnistie faite par le président intérimaire, une promesse qui nécessite l'aval de Washington, le département du Trésor américain ayant déjà engagé des enquêtes contre Carvajal.

ASIE

BANGLADESH

Terrorisme

Après le Royaume-Uni, le Bangladesh refuse d'accueillir une djihadiste britannique

http://www.leparisien.fr/ >International|Z.L.| 20 février 2019, 22h54 |25



L'adolescente était partie s'installer en Syrie en 2015. AFP/Laura Lean

Le gouvernement britannique veut retirer sa nationalité à cette jeune femme qui a grandi à Londres avant de partir s'installer en Syrie au sein de l'Etat islamique.

Pour ne pas qu'elle revienne sur son territoire, le gouvernement britannique l'a déchue de sa nationalité. Shamima Begum ne pourra pas se rendre au Bengladesh non plus. Dacca vient en effet d'annoncer que l'adolescente britannique partie rejoindre l'Etat islamique en Syrie en 2015, n'aura pas droit à la nationalité bangladaise.

« Le Bangladesh affirme que Shamima Begum n'est pas une citoyenne bangladaise. Elle est une citoyenne britannique de naissance et n'a jamais demandé la double nationalité avec le Bangladesh, » d'où sont originaires ses parents, a indiqué le ministère bangladais des Affaires étrangères dans un communiqué.

« On peut également rappeler qu'elle ne s'est jamais rendue au Bangladesh dans le passé en dépit des origines de ses parents. Il est par conséquent hors de question qu'elle soit autorisée à entrer au Bangladesh », a poursuivi le ministère bangladais.

« Je n'ai qu'une nationalité… Et si vous me la retirez, je n'ai rien »

« Je ne suis pas née au Bangladesh, je n'ai jamais été au Bangladesh, et je ne parle même pas correctement le bengali, donc comment peuvent-ils prétendre que j'ai la nationalité bangladaise ?»

avait déclaré Shamima Begum à la BBC. « Je n'ai qu'une nationalité. Et si vous me la retirez, je n'ai rien. Je ne crois pas qu'ils puissent faire ça».

La jeune femme avait auparavant jugé « injuste » la décision britannique. « Je suis un peu sous le choc […]. Je trouve que c'est un peu injuste pour moi et mon fils », avait-elle réagi sur la chaîne ITV. « D'autres personnes sont renvoyées au Royaume-Uni, je ne vois pas en quoi mon cas est différent », a ajouté Shamima Begum. L'avocat de la famille de la jeune femme, Tasnime Akunjee, a annoncé examiner « toutes les voies légales pour contester cette décision », qui peut faire l'objet d'un appel.

Shamina Begum est âgée aujourd'hui de 19 ans. Comme des centaines de proches de djihadistes le groupe, la jeune femme a fui les combats. Détenue dans un camp de réfugiés du nord-est de la Syrie, elle veut maintenant revenir au Royaume-Uni.

Peu de chances d'être acceptée aux Pays-Bas

Le sort de la jeune femme est devenu un casse-tête pour son pays. « Une personne ne peut être privée de la citoyenneté britannique que si elle n'est pas apatride, si elle a la double nationalité ou si, dans certaines circonstances limitées, elle a le droit d'obtenir la citoyenneté ailleurs », avait expliqué au Parlement, le ministre de l'Intérieur britannique, Sajid Javid.

Shamima Begum a expliqué également réfléchir à demander la nationalité néerlandaise, son mari épousé en Syrie étant originaire des Pays-Bas. Ce dernier a été fait prisonnier par les Forces démocratiques syriennes (FDS). « S'il est envoyé en prison aux Pays-Bas, je peux simplement l'attendre pendant qu'il est emprisonné », a-t-elle déclaré. Cependant, des experts estiment qu'elle a peu de chances d'être acceptée aux Pays-Bas, car elle devrait remplir une stricte liste de conditions pour entrer dans le pays, et fournir la preuve que son « mariage » est valide.

CHINE

Défense

La livraison à la Chine de missiles intercepteurs pour le système de défense aérienne russe S-400 contrariée

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 19 février 2019



En 2014, et après des hésitations à Moscou en raison du risque de rétro-ingénierie, la Chine devenait le premier client à l'exportation du système de défense aérienne russe S-400 « Triumph ». Aucune précision sur le nombre de batteries commandées et le montant du contrat n'avait été donnée à l'époque. Mais, selon les bruits de coursive, il serait question de 4 à 6 exemplaires pour un montant maximal de 3 milliards de dollars.

En avril 2018, l'agence TASS annonça qu'un premier lot de systèmes S-400 avait été livré à l'Armée populaire de libération. Et cela, « dans les délais impartis par le contrat ». Sauf qu'une partie de la cargaison n'est jamais arrivée à destination. En effet, le navire transportant les missiles intercepteurs 40N6, pris dans une tempête, avait dû faire demi-tour et regagner le port d'Oust-Louga, donnant sur le golfe de Finlande. Et, à l'époque, il fut avancé que ce n'était que partie remise et que cette livraison allait être reportée à plus tard.

Depuis, la Chine attend toujours les missiles intercepteurs en question. Et pour cause : lors du salon de l'armement IDEX 2019, organisé aux Émirats arabes unis, le Pdg du groupe russe Rostec, Serguei Chemezov, a expliqué que les 40N6 avaient tous été détruits lors de la tempête dans laquelle fut pris le navire qui les transportait.



Steve Trimble @TheDEWLine

I asked Rostec CEO Chemezov about S-400 deliveries to China and if it included 40N6 interceptors. He said it did, but a storm struck the ship that was delivering the missiles and destroyed all of them. Almaz-Antey, Rostec's S-400 producer, is now making replacements for China.



02:16 - 18 févr. 2019

« Nous avons un contrat depuis longtemps, nous avons déjà dû fournir tous les missiles, mais malheureusement, il y a eu un accident: le navire qui transportait ces missiles a été pris dans une tempête. Nous avons été obligés de détruire ces missiles et sommes en train d'en fabriquer d'autres », a en effet affirmé M. Chemezov.

Pour rappel, l'achat de systèmes S-400 et celui d'avions de combat Su-35 ont valu à la Chine d'être sanctionnée par les États-Unis, en vertu de leur loi dite CAATSA [Countering America's Adversaries Through Sanctions Act] qui prévoit des mesures de rétorsion à l'encontre de toute entité ayant conclu des contrats avec des entreprises russes du secteur de l'armement.

Espace

Antisatellite : la Chine s'arme avec du laser et des missiles ?

http://www.eastpendulum.com/ Espace By Henri KENHMANN 2019-02-19



Le sujet « Antisatellite », ou encore ASAT, avait fait l'objet de deux articles bien distingues ici, à East Pendulum, en Septembre 2016. Le premier, paru le 4 Septembre 2016, parle d'un éventuel essai de laser antisatellite depuis un site en province du Xinjiang, et le deuxième, publié deux semaines plus tard, fait une tentative d'analyse sur la livraison possible d'un nouveau lot de missile ASAT à l'armée chinoise – une livraison qui a été réalisée par la société *China Sanjiang Space Group* (CSSG), filiale du bien connu groupe missilier chinois CASIC.

Et si le mot Antisatellite n'est depuis associé qu'occasionnellement à la Chine pour des fins de communication bien précises, deux rapports officiels américains rendus publiques récemment semblent être assez affirmatifs sur le fait que la Chine va déployer très prochainement, sinon déjà fait, des dispositifs multiples pour contrer les moyens spatiaux américains, et viendra donc challenger la « supériorité » voir « suprématie » des Etats Unis en ce domaine.

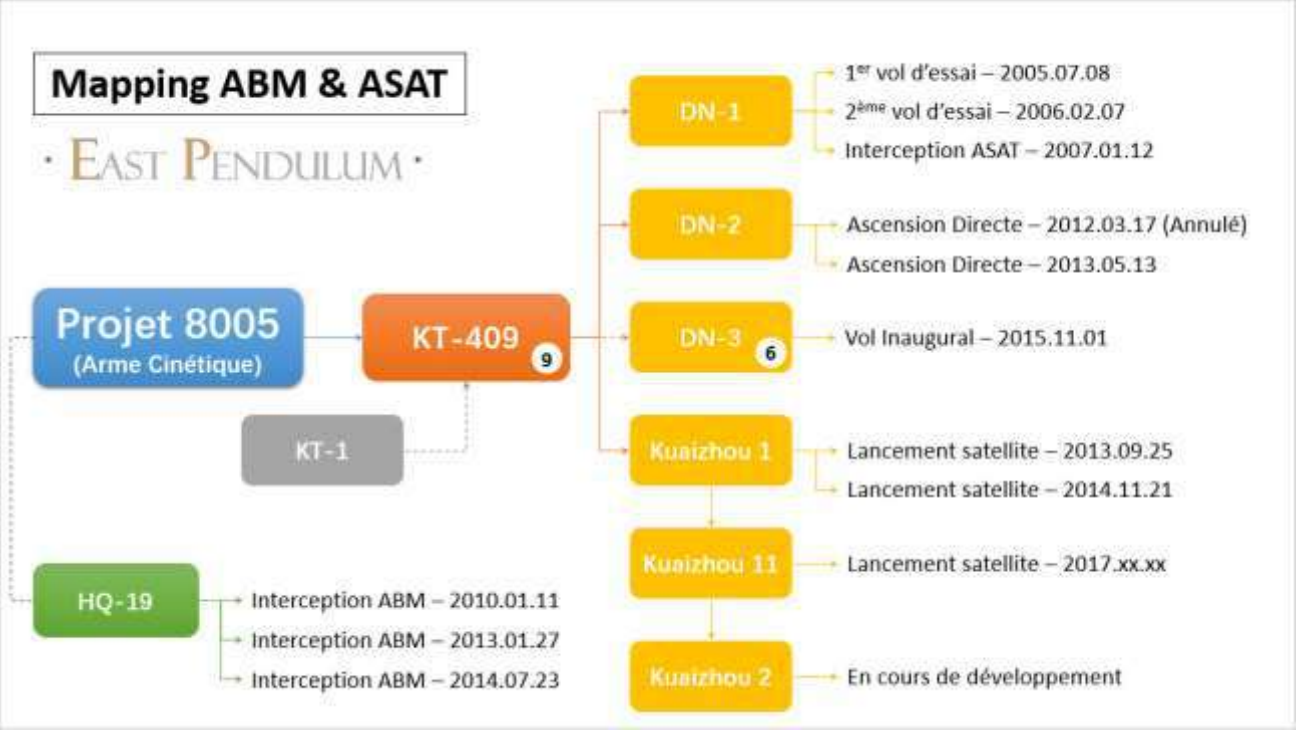
Dans son rapport « *Competing in Space* » de Janvier cette année, le Centre national de renseignement aérien et spatial (*National Air and Space Intelligence Center*, NASIC), entité attachée à l'US Airforce, indique pour la première fois que la Chine dispose désormais des unités qui s'entraînent avec des missiles antisatellite.

« Ces missiles peuvent détruire les systèmes spatiaux des Etats Unis et de ses alliés en orbite basse, rendant vulnérables les satellites de renseignement, de surveillance, et reconnaissance et de communication », souligne le même rapport.

Lorsque l'on parle du missile antisatellite chinois, on se rappelle naturellement du satellite météorologique chinois FY-1C qui a été détruit par impact cinétique direct avec une tête similaire à l'EKV, en Janvier 2007. Si ce que présente dans le rapport de l'USAF s'est effectivement avéré, cela reviendra à dire que la Chine a maintenant franchi l'étape expérimentale pour entrer dans l'application concrète de ses armes antisatellite.

Si plusieurs unités de l'armée chinoise ont commencé à s'entraîner avec un tel vecteur depuis peu (?), alors notre hypothèse selon laquelle CSSG aurait livré un nouveau lot de missiles ASAT en fin Mai 2016 pourrait bien être mise en lien avec l'information révélée par les Américains.

Il veut aussi dire que le « Projet 8005 », nom code d'un vaste programme de développement chinois sur les armes cinétiques, a au moins un descendant qui est entré en service ou en voie de l'être, en plus de plusieurs vecteurs anti-missiles en test depuis une dizaine d'années.



Arbre généalogique partiel du Projet 8005

On notera que le missile antisatellite n'est pas le seul vecteur chinois mentionné dans le rapport de l'USAF : « Armes cybernétiques, électroniques ou d'énergie dirigée, ainsi que d'autres armes spatiales, vont permettre aux adversaires potentiels d'engendrer des effets dommageables. »

A ce sujet, un autre rapport américain, intitulé « *Challenges to Security in Space* » et publié cette fois-ci par l'agence DIA (Defense Intelligence Agency) de la Pentagone au début d'année, suggère que la Chine pourrait mettre en service une arme en laser au sol d'ici 2020, capable d'atteindre les capteurs en orbite basse (c'est-à-dire les satellites de reconnaissance par exemple), et un système de laser suffisamment puissant pour « étendre la menace jusqu'à la structure des satellites non optiques » dans la deuxième moitié des années 2020′.

China's PLA has formed military units and begun initial operational training with counterspace capabilities that it has been developing, such as ground-launched ASAT missiles.

S’il s’agit aussi de la première fois qu’un service de renseignement américain révèle un planning aussi précis sur les armes à énergie dirigée chinoises, les citations utilisées par ce deuxième rapport ont un historique qui remontent pour la plupart à il y a 10 ans, sinon plus.

En effet, les auteurs du rapport semblent avoir analysé plusieurs documents universitaires chinois datant entre 2002 et 2010, tout en s’appuyant sur le rapport et le témoignage du Directeur du renseignement national Daniel Ray Coats devant le Congrès en Février 2018, pour avancer sur les dates écrites.

On notera que dans le rapport de Dan Coats, il a aussi fait mention des unités de l’armée chinoise qui ont commencé leur « entraînement opérationnel initial » autour des moyens contre-espace, notamment des missiles antisatellite.

Mais contrairement au sujet du missile antisatellite où l’annonce est faite de manière affirmative, les différents rapports américains sont plutôt restés sur du conditionnel pour les systèmes laser chinois.

Mis à part les quelques (supposés) essais chinois du laser « pointant vers le ciel » où les messages aux navigants aériens (NOTAM) sont consultables publiquement, les systèmes laser à grande puissance, quant à eux, semble encore rester dans l’ombre malgré un développement qui remonte à il y a près de 60 ans, dans les années 60′, et qui ne demandent qu’à être révélés.



L’un des sites chinois du laser grande puissance au sol

Technologie

La «petite appli rouge»: comment Pékin s'immisce dans les smartphones

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Publié le 15/02/2019 à 14:52



Installation lumineuse représentant le drapeau de la République Populaire de Chine lors des célébrations du Nouvel An chinois, le 29 janvier 2019, à Jining. CHINA STRINGER NETWORK/REUTERS

Un réseau social patriotique conçu par Pékin se classe cette semaine à la tête des téléchargements en Chine. L'application donne des bons points aux «bons» citoyens qui se sentent obligés de l'utiliser.

C'est devenu cette semaine l'application mobile la plus téléchargée en Chine sur l'App Store d'Apple. Conçu par le gouvernement chinois, «Xuexi Qiangguo» se présente comme un mélange de réseau social et d'instrument de glorification du président Xi Jinping. Le nom de l'application constitue un jeu de mots révélateur: s'il se traduit littéralement par «Étudions notre pays puissant», le verbe «xuexi» contient le nom du président, suggérant que c'est avant tout Xi que les citoyens sont invités à étudier.

Cette «petite appli rouge» condense tous les avantages d'un réseau social auxquels s'ajoute la force d'un outil de propagande: on peut à la fois y lire les articles des médias gouvernementaux,

passer des appels vidéos, envoyer de petites sommes d'argent sous la forme d'«enveloppes rouges» à des amis et communiquer sous forme de messages instantanés qui disparaissent lorsqu'ils sont lus, suivant le modèle de Snapchat.

Classer les utilisateurs

Mais c'est avant tout par son quiz que «Xuexi Qiangguo» se démarque de ses concurrents. Chaque jour, les utilisateurs sont invités à répondre à des questions à choix multiples sur la doctrine du Parti ou les faits et gestes du Xi Jinping. Pour réviser, ils peuvent accéder à des séries de vidéos sur la «glorieuse histoire révolutionnaire de la Chine» et sur la pensée politique du président.

Ce quiz, ainsi que l'utilisation régulière de l'application, permet d'obtenir des points dont le nombre est rendu public. Les utilisateurs, obligés de s'inscrire sous leur vrai nom et de renseigner un numéro de téléphone, sont ainsi classés en fonction de leur assiduité et de leurs connaissances. L'application annonce qu'une prochaine mise à jour permettra de transformer ces points en cadeaux. Une manière de valoriser le sentiment patriotique et la maîtrise des dogmes du Parti.

«Si on a un score trop faible, on en a honte. Tout le monde se rend fou à vouloir avoir plus de points: comment peut-on apprendre quoi que ce soit ?» Un utilisateur témoigne de son expérience sur Weibo

Mais l'engouement pour la «petite appli rouge», lancée le 1er janvier, n'est pas uniquement dû à ses nombreuses fonctionnalités. Les directives gouvernementales incitent fortement les membres du Parti à la télécharger et les cadres qui ne l'utilisent pas tous les jours sont vus d'un mauvais œil. Les doyens d'université et les dirigeants d'administrations locales sont sommés d'organiser le fonctionnement de leurs institutions autour de l'application. Dans les entreprises, «Étudions notre pays puissant» permet aux employeurs de se faire une idée de qui sont les «bons» et les «mauvais» citoyens - et, éventuellement, de décider d'une promotion.

La compétition est donc rude, et n'est pas toujours volontaire. Un utilisateur s'en plaint sur Weibo, l'équivalent chinois - et censuré - de Twitter: «Si on a un score trop faible, on en a honte. Tout le monde se rend fou à vouloir avoir plus de points: comment peut-on apprendre quoi que ce soit?»

Si l'application est devenue la plus téléchargée en Chine, rien n'indique cependant ses utilisateurs en soient satisfaits. Le système de notation a été désactivé, de même que les commentaires laissés par les utilisateurs. Cependant, la société d'analyse de marchés spécialisée dans les applications mobiles App Annie a conservé les premiers commentaires postés. Ils ne sont guère positifs. L'application recevait une note de 2,7.

Dans un pays où des instituts de recherche universitaires sont consacrés à la pensée du président, l'application témoigne des récents efforts du gouvernement pour renforcer le sentiment patriotique et la connaissance des dogmes du parti chez les plus jeunes. L'automne dernier, le jeu télévisé «Étudier Xi dans la Nouvelle Ère» faisait s'affronter des participants triés sur le volet qui rivalisaient d'érudition sur leur président. Quelques mois plus tôt, le Parti avait lancé l'application «Apprendre avec Xi» qui donne de nombreux écrits du président en accès libre et montre ses déplacements sur une carte interactive.

CORÉES

Corée du Sud

Défense

"Pyongyang n'est pas l'ennemi": les jeunes Sud-Coréens rejettent le service militaire

Claire LEE AFP 20 février 2019



Un poste de garde sud-coréen à la frontière à Paju fait face à un poste nord-coréen (haut de la photo), le 16 février 2019

Séoul (AFP) - Namgung Jin, étudiant sud-coréen de 19 ans, attend dans l'angoisse le début de son service militaire obligatoire. Il passera près de deux ans sous les drapeaux pour protéger la patrie de son voisin du Nord armé de la bombe nucléaire alors que les deux pays sont toujours techniquement en guerre.

"Si j'avais le choix, je n'aurais absolument pas envie de servir", dit M. Namgung. Le service va lui "gâcher sa jeunesse" et retarder son entrée dans une vie active ultra-concurrentielle.

Quand il sera mobilisé le 5 mars, cinq jours après le second sommet prévu entre Washington et Pyongyang, il se pourrait que la fin de la guerre de Corée (1950-53) ait été déclarée officiellement, selon certains analystes.

Donald Trump rencontre Kim Jong Un à Hanoï dans l'espoir de progrès en matière de dénucléarisation, et d'un éventuel traité de paix.

Si cette hypothèse se concrétise, l'avenir de la conscription en Corée du Sud, où les appelés gardent pendant des mois des sites souvent reculés le long de frontière militarisée qui divise la péninsule, sera mis en question.

Pas trop tôt, aux yeux de beaucoup de Sud-Coréens.

Né en 1999, soit près de 50 ans après l'armistice qui mit fin à la guerre, Namgung Jin explique faire rarement le lien entre service militaire et menaces venues du Nord.

- Harcèlement -

"Je n'ai jamais considéré la Corée du Nord comme une ennemie", dit l'étudiant en sciences informatiques. "Je n'ai aucun ressentiment contre le Nord. Je crois juste que la vie doit être dure pour ceux qui y vivent".

Les quasi-totalité des jeunes Sud-Coréens valides sont tenus de servir sous les drapeaux pendant 21 mois. La plupart des 599.000 soldats sud-coréens sont des conscrits.

Comme M. Namgung, Han Sang-kyu, 18 ans, ne ressent aucune hostilité envers Pyongyang.

"J'ai toujours considéré les Nord et les Sud-Coréens comme un même peuple, j'espère que les deux pays pourront s'unifier un jour", dit celui qui doit commencer son service en 2020.

Selon Lim Tae-hoon, directeur du Centre des droits humains dans l'armée, la guerre de Corée et son héritage sont toujours prégnants dans la culture militaire répressive du pays.

"La guerre de Corée a commencé un dimanche et beaucoup de soldats (sud-coréens) n'étaient pas sur leur base lorsque les chars du Nord ont franchi le 38ème parallèle. Ce fut un traumatisme", explique-il à l'AFP.

Cela explique pourquoi "les soldats du Sud sont confinés sur leur base".

Jusqu'à cette année, les conscrits étaient interdits de téléphones mobiles pour raison de sécurité.

Plus de 25% des soldats ne peuvent prendre leurs vacances simultanément. Les recrues passent en conséquence de longues périodes les uns sur les autres, ce qui est propice au harcèlement.

- Se faire réformer -

Depuis 1953, 60.000 soldats sud-coréens sont morts de causes variées, suicides, accidents impliquant des armes à feux et erreurs médicales, selon les estimations. Aucun n'est mort au champ de bataille.

Song Jun-seo, un étudiant de 18 ans qui entamera son service cette année ou celle d'après, souhaiterait être "dédommagé" si le service national obligatoire venait à être aboli une fois terminé sa période sous les drapeaux.

"Je serais très en colère. Je ne voudrais pas être le dernier à souffrir de ce système".

Kim Dong-yup, analyste à l'Université Kyungnam, juge cependant que les débats sur l'abolition du système sont prématurés. Même si le rapprochement avec le Nord continue de progresser, il faudrait beaucoup du temps à la Corée du Sud pour professionnaliser l'armée.

"La Corée du Nord n'est pas la seule menace militaire sur la péninsule coréenne", dit-il aussi, évoquant d'autres voisins ainsi que la possibilité de crises environnementales.

Certains jeunes ont pris des mesures extrêmes pour se faire réformer. Douze étudiants en musicologie se sont goinfrés de protéines en poudre avant leurs examens médicaux dans l'espoir de peser trop lourd.

D'autres se sont cassés des membres, ou ont subi des opérations chirurgicales inutiles. Par exemple, en 2011, un jeune homme était passé sur le billard pour une intervention sur son ligament croisé antérieur après avoir menti sur un accident de ski.

Song Jun-seo est amer car il a brillamment franchi le cap des tests médicaux, ce qui signifie qu'il ne pourra bénéficier d'un service civil dans un service public.

"J'ai une maladie de peau chronique alors j'espérais faire quelque chose de moins dur physiquement, comme travailler pour les autorités locales".

Il explique avoir peur de l'armée à cause de certaines histoires funestes. En 2016, il avait été horrifié lorsqu'un soldat avait sauté sur une mine. "Au moins, avec un service civil, je n'aurais pas à m'inquiéter de la possibilité de perdre une jambe".

INDE

Défense

Inde : collision d’avions militaires à l’entraînement, un pilote tué

http://www.leparisien.fr/ >Faits divers|Le Parisien| 19 février 2019, 15h12 |



Dans cet accident, un pilote a été tué. Les deux autres qui ont pu s’éjecter ont été blessés. REUTERS

Deux avions Hawk de l'armée indienne se sont percutés lors de la répétition d'un spectacle aérien avant l'ouverture du salon aéronautique de Bangalore.

Deux avions de l'armée indienne qui répétaient un spectacle aérien pour un salon aéronautique Air India sont entrés, mardi, en collision en plein vol. L'un des pilotes a été tué.

Selon des témoins, les deux appareils ont perdu le contrôle après s'être heurtés dans le ciel. Ils se sont écrasés à proximité d'une zone résidentielle, à l'extérieur de la base aérienne de Yelahanka, à Bangalore.



REUTERS

« Deux avions Hawk de l'équipe de voltige Surya Kiran de la FIA se sont écrasés à 11 h 50 alors qu'ils se préparaient pour le spectacle aérien. Alors que deux pilotes se sont éjectés et ont été emmenés dans un hôpital militaire, un troisième pilote a été blessé mortellement », indique un communiqué de l'IAF. Par ailleurs, un civil a été blessé par des débris.





Anantha Subramanyam @Ananthaforu

One more video emerges whervthe exact time if collision is documented according to the source. #AeroIndia #AirCrash#SuryaKiranCrash

3

15:19 - 19 févr. 2019 · Bengaluru South, India

Une enquête officielle a été lancée sur cet accident, qui survient à la veille de l'ouverture du grand salon aéronautique indien Aero India. Les deux appareils devaient participer à un spectacle acrobatique au premier jour du rassemblement.





Anantha Subramanyam @Ananthaforu

Sourced video shows two #SuryaKiran aircrafts approaching the ground from skies in full force.#AeroIndia#AirCrash#SuryaKirans

4

11:24 - 19 févr. 2019 · Bengaluru South, India

Cet accident meurtrier est le deuxième ce mois-ci pour l'armée indienne, qui investit massivement pour renouveler un équipement souvent obsolète.

Au début du mois, un avion de chasse Mirage 2000 modernisé par l'entreprise publique indienne Hindustan Aeronautics Limited (HAL) s'est écrasé peu après son décollage pour un vol d'essai, également à Bangalore.



Ses deux passagers avaient réussi à s'éjecter mais ils étaient morts en atterrissant dans le brasier.

Dans le cadre de la modernisation de sa flotte de combat, New Delhi a conclu en 2016 l'achat de 36 Rafale à la France.

Ce contrat est au centre d'une polémique qui dure depuis plus d'un an en Inde. L'opposition accuse le gouvernement nationaliste hindou d'avoir favorisé un conglomérat privé comme partenaire de la société française Dassault, aux dépens de HAL.





Praveen Sikkapatte🌍 ಪ್ರವೀಣ್ ಸಿಕ್ಕಾಪಟ್ಟೆ @PraveenSikkapte

#BreakingNews

2 #aircraft completely burnt out#Pilot #Bengaluru #Aircraft #AeroIndia2019 #AeroIndia #airshow

5

15:17 - 19 févr. 2019

Lockheed-Martin propose l'avion de combat F-21 à l'Inde

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 21 février 2019



Après avoir mis un terme à la procédure dite « Medium Multi-Role Combat Aircraft » [MMRCA] et commandé 36 Rafale dans le cadre d'un accord intergouvernemental conclu avec la France, l'Inde a lancé un nouvel appel d'offres afin de se procurer 110 avions de combat pour un montant évalué à plus de 15 milliards de dollars.

Comme pour le MMRCA, qui prévoyait l'assemblage de 108 avions [sur 126] en Inde, cette nouvelle procédure favorise le « make in India », c'est à dire les transferts de technologies et le recours à des entreprises du secteur indien de l'aéronautique.

Plusieurs industriels occidentaux ont été conviés à prendre part à cette nouvelle compétition, qui en est encore au stade de la « Request for Information » [RFI]. Outre Dassault Aviation, qui, avec le Rafale, paraît bien placé [d'autant plus que la marine indienne cherche aussi un chasseur multirôle embarqué], le suédois Saab [Gripen E/F], le consortium Eurofighter ainsi que les américains Lockheed-Martin et Boeing sont sur les rangs. De même qu'un avionneur russe [Su-35 ou MiG-35 ?]

Pour espérer l'emporter, certains de ces constructeurs ont conclu des accords de partenariats avec des industriels locaux. Ainsi, Dassault Aviation est déjà engagé avec le groupe Reliance, dans le cadre des « offsets » [compensations industrielles] liés au contrat relatif aux 36 Rafale, tandis que Boeing s'est allié avec Hindustan Aeronautics Limited [HAL] et Mahindra Defense Systems.

En juin 2017, Lockheed-Martin a annoncé avoir noué un partenariat avec Tata Advanced Systems [filiale du groupe Tata] pour proposer à l'Indian Air Force [IAF] la dernière version de son « best-seller », à savoir le F-16V « Viper ». Mais ce n'est pas sous cette appellation que l'industriel américain compte décrocher ce contrat.

En effet, à l'occasion du salon AeroIndia, à Bengalore, Lockheed-Martin a indiqué que le F-16V serait soumis à cet appel d'offres sous le nom de « F-21 » [à ne pas confondre avec le F-21 « Kfir » israélien, qui fut mis en œuvre par l'US Navy et l'US Marine Corps dans les années 1980].

Le coup semble habile sur le plan marketing. Cette appellation fait en effet penser au MiG-21 que ce « F-21 » pourrait éventuellement remplacer s'il est retenu par New Delhi. Et il suggère que ses performances ne sont pas loin de celles du F-22 « Raptor », également conçu par Lockheed-Martin.

D'ailleurs, le constructeur américain ne s'est pas privé d'assurer que ce F-21 « a des composants communs avec le F-22 et le F-35 » et qu'il partagera « une chaîne d'approvisionnement commune pour divers composants » tout en mettant en avant les slogans « make in India » et « India's Pathway to F-35 » [la voie de l'Inde vers le F-35, ndlr].



Cela étant, le F-21 est en réalité un F-16V « Viper » adapté aux besoins de l'Indian Air Force. Il est « différent, à l'intérieur et à l'extérieur », a souligné Vivek Lall, vice-président chargé de la stratégie et du développement commercial de Lockheed Martin Aeronautics.

Ce F-21 serait donc doté d'un radar AESA [Active Electronically Scanned Array, à antenne active] AN/APG-83 fourni par Northrop-Grumman et dérivé des AN/APG-77 et AN/APG-81 [qui équipent respectivement le F-22 et le F-35, ndlr], d'un radar à synthèse d'ouverture [SAR], de la liaison 16, d'un bus de données à haut débit, du système AN/APX-126 Advanced IFF, d'un dispositif anti-collision au sol GCAS [Ground Collision Avoidance System], d'un nacelle de ciblage « Sniper » et d'une perche de ravitaillement en vol rétractable.

Pour convaincre New Delhi, Lockheed-Martin a promis de déménager en Inde ses lignes d'assemblage dédiées au F-16/F-21, ce qui permettrait de créer des « milliers d'emplois » et de soutenir des « centaines de postes d'ingénieurs » aux États-Unis. Reste qu'une telle délocalisation ne serait pas conforme au slogan « America First » du président Trump…

Technologie

Pour réduire la désinformation sur WhatsApp, l'Inde glisse vers «une surveillance à la chinoise»

Tech & Web http://www.lefigaro.fr/ Par Elisa Braun Publié le 20/02/2019 à 19:13



STAN HONDA/AFP

L'Inde souhaite faire passer de nouvelles lois pour éviter la propagation de fausses informations, notamment sur la messagerie WhatsApp.

L'Inde est le plus grand marché de WhatsApp, avec 200 millions d'utilisateurs actifs. Mais il devient aussi une sérieuse épine dans le pied de l'entreprise. En raison de la propagation massive de fausses informations sur la messagerie, qui ont conduit à des heurts violents en Inde, les régulateurs souhaitent imposer un changement radical des lois protégeant la confidentialité sur Internet. Le nouvel ensemble de propositions obligerait les entreprises comme WhatsApp à filtrer les messages des utilisateurs avant leur partage, afin de s'assurer qu'ils ne partagent pas de contenu «illégal». Ces nouvelles dispositions mettent en péril l'un des principes clé de WhatsApp, le chiffrement, et remettent en cause le droit fondamental à la vie privée que la Cour suprême indienne a pourtant sanctuarisé en août 2017.

Surveillance à la chinoise

WhatsApp est devenu très populaire en Inde car il permet d'échanger de manière sécurisée et gratuite, même avec peu de connexion Internet. Mais la messagerie est aussi devenue un moyen de diffuser très largement de fausses nouvelles. Selon le New York Times, en 2017, des rumeurs faisant état d'une bande responsable de l'enlèvement d'enfants ont fait le tour de WhatsApp, conduisant au meurtre de quatre hommes innocents. Plus tard, trois autres hommes ont été tués en raison de ces mêmes accusations, sans qu'aucune preuve ne vienne finalement confirmer qu'il s'agissait, là encore, des ravisseurs.

Pour enrayer le problème, l'Inde cherche à faire passer un projet de loi connu sous le nom de Directives relative aux intermédiaires, présenté comme un moyen de protéger les utilisateurs d'Internet. Il s'appliquera à toutes les sociétés qui hébergent, publient ou stockent des données sur les Indiens. Les réseaux sociaux, les messageries et même les fournisseurs de services Internet comptant plus de 5 millions d'utilisateurs devraient respecter de nombreuses obligations.

Cela inclut la création d'un bureau en Inde avec une adresse physique, mais aussi l'obligation de transmettre toute information demandée par le gouvernement aux forces de l'ordre afin de «permettre de retrouver la trace de l'initiateur de l'information sur sa plateforme». Les entreprises devraient aussi déployer des outils automatisés dans le but «d'identifier a priori et supprimer l'accès public à des informations ou du contenu illicites».

Or, il n'est possible de retracer le partage d'un message qu'en mettant fin au chiffrement bout-en-bout de WhatsApp. Ce niveau de chiffrement signifie que les messages envoyés à l'aide de l'application ne sont visibles que par l'expéditeur et le destinataire du message. WhatsApp ne peut donc pas les lire, ni les surveiller avant même leur partage. Si ce nouveau système est retenu, l'entreprise devra donc mettre fin au chiffrement des messages et surveiller tous les contenus. Elle sera aussi celle à qui revient la responsabilité de choisir quel contenu peut ou non être partagé.

Plusieurs observateurs s'inquiètent d'une surveillance excessive. «Cela pourrait faire de l'Inde un haut lieu de la censure», note auprès de Recode le président de l'association de défense des droits numériques Internet Freedom Foundation, Apar Gupta. Aucun mécanisme de recours n'est en effet prévu pour les utilisateurs qui verraient leurs contenus censurés, ceux-ci étant à la discrétion des plateformes et de l'État. «Nous parlons ici d'une surveillance à la chinoise», dénonce Jayshree Bajoria, de Human Rights Watch. À deux mois des élections, plusieurs observateurs s'inquiètent également du risque de voir Narendra Modi censurer les informations en sa défaveur.

Les géants du Web forment une coalition pour s'opposer à ces nouvelles règles, notamment via leurs associations commerciales. Dans un document déposé auprès du ministère la semaine dernière, Microsoft a déclaré que le respect des nouvelles lois indiennes serait «impossible du point de vue juridique et technologique». WhatsApp, de son côté, a réaffirmé vouloir «créer un espace pour les conversations privées en ligne». Son porte-parole a affirmé que de telles lois «exigeraient que d'archiver WhatsApp pour aboutir à un produit différent, un produit qui ne serait pas fondamentalement privé».

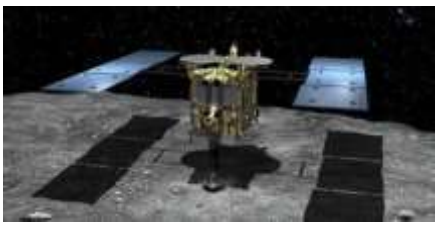
JAPON

Espace

La sonde Hayabusa 2 a réussi à se poser sur l'astéroïde Ryugu pour en ramener des morceaux

https://www.huffingtonpost.fr/ C'EST DEMAIN 22/02/2019 01:59 CET | Actualisé il y a 6 heures Le HuffPost avec AFP

Hayabusa 2 a semble-t-il réussi sa mission sur Ryugu. Elle devrait rapporter des échantillons de l'astéroïde sur Terre fin 2020.



Akihiro Ikeshita / JAXA La sonde Hayabusa 2, ici sur une vue d'artiste, a réussi à se poser sur l'astéroïde Ryugu pour en ramener des échantillons sur Terre.

ESPACE - Le Japon contient encore sa joie, mais il peut vraisemblablement se féliciter d'un grand succès. La sonde Hayabusa 2 a en effet réussi à se poser brièvement ce vendredi 22 février au matin (heure japonaise) sur l'astéroïde Ryugu, selon l'Agence d'exploration spatiale japonaise (Jaxa), qui gère cette mission délicate avec une extrême prudence.

Dans la salle de contrôle, les responsables de la mission sont apparus d'abord anxieux puis se sont mis à applaudir de joie quand la sonde a donné un signal positif, selon des images diffusées sur internet par Jaxa.



NASA's OSIRIS-REx

✔ @OSIRISREx

Congratulations on your successful touchdown, @haya2_jaxa! We're excitedly waiting for the telemetry and confirmation of sample collection.

2 947

03:08 - 22 févr. 2019

"Félicitations pour ton atterrissage réussi, Hayabusa 2 ! Nous attendons avec impatience la télémesure et la confirmation de la récupération des échantillons"

La sonde Hayabusa 2, qui a déjà récolté des données depuis son lancement en décembre 2014, devait cette fois-ci envoyer violemment sur Ryugu un projectile (une sorte de balle) pour provoquer un choc en surface et collecter les poussières ainsi créées. Une autre opération de prélèvement un peu différente est prévue dans plusieurs semaines. Ces échantillons seront ensuite rapportés sur Terre fin 2020.

Que quelques secondes passées sur Ryugu

"Nous sommes vraiment soulagés. Nous avons vraiment trouvé le temps long avant l'atterrissage. Cela s'est bien passé, nous sommes très contents", a dit ensuite un responsable de la mission lors d'une première conférence de presse. Hayabusa "est revenue comme programmé à sa position orbitale autour de Ryugu et a envoyé de premières indications qui montrent que le contact avec l'astéroïde a bien eu lieu", a-t-il poursuivi.

Des photos de la surface de Ryugu prises par la sonde montrent des traces du bref contact entre les deux. "Le tir (de la balle) a apparemment aussi réussi", a précisé un ingénieur de la mission. "On peut dire que c'est un succès", s'est-il félicité.

La sonde devait initialement se poser ailleurs en octobre dernier, mais il a fallu trouver un lieu pas trop accidenté afin de ne pas endommager ce fragile engin, ce qui a pris plus de temps que prévu. *In fine*, c'est un espace de seulement 6 mètres de diamètre qu'il a fallu viser.

La Jaxa doit encore analyser diverses données, mais "nous avons confirmé que la sonde s'est bien posée sur Ryugu et nous pensons que nous avons fait un travail parfait", s'est réjoui un autre membre de l'agence devant les médias.

La descente de Hayabusa 2 vers Ryugu, à quelque 340 millions de kilomètres de la Terre, avait commencé jeudi à 13H15 (5H15 à Paris) avec retard, mais la sonde est finalement entrée en contact avec l'astéroïde près d'une heure plus tôt qu'annoncé. Comme prévu, la sonde ne s'est posée que quelques secondes sur Ryugu. Il faudra ensuite plusieurs jours pour acquérir la certitude que les échantillons de sol ont bien été collectés.

Trois ans et dix mois pour atteindre Ryugu

L'aventure Hayabusa 2 a débuté le 3 décembre 2014. La sonde est alors partie pour un long périple de 3,2 milliards de kilomètres et cette odyssée est loin d'être terminée. Il lui a fallu exactement trois ans et dix mois pour parvenir à destination. En juin 2018, elle s'est finalement stabilisée à 20 kilomètres de Ryugu, astéroïde très ancien en forme de diamant qui date de la formation du système solaire.

La sonde avait largué en octobre sur l'astéroïde un petit robot franco-allemand, Mascot, qui avait travaillé plus de 17 heures pour analyser la composition du sol de ce corps rocheux primitif, dans l'espoir de mieux comprendre la formation du système solaire. Le but ultime est de contribuer à enrichir les connaissances de notre environnement spatial "pour mieux appréhender l'apparition de la vie sur Terre", selon la Jaxa.

Le HuffPost vous résumait il y a quelques mois, **dans la vidéo ci-dessous**, les différentes étapes de la mission de Hayabusa 2 :



L'agence n'en est pas à son coup d'essai. Une précédente mission du même type, Hayabusa, vers l'astéroïde Itokawa, avait permis de collecter des poussières de ce petit corps, mais au prix d'un nombre incroyable de péripéties. Hayabusa s'en est finalement sortie et la mission a été décrétée réussie, ce qui a fait de la sonde un symbole de témérité.

PAKISTAN

Diplomatie

Le Pakistan demande l'aide de l'Onu face aux tensions avec l'Inde

REUTERS Reuters 19 février 2019



Le Pakistan a demandé mardi l'aide des Nations unies pour apaiser les tensions avec l'Inde qui se sont accrues depuis l'attentat suicide contre les forces indiennes qui a fait plus de 40 morts dans la région du Cachemire la semaine dernière. /Photo d'archives//REUTERS/Akhtar Soomro

ISLAMABAD (Reuters) - Le Premier ministre pakistanais Imran Khan a rejeté mardi toute responsabilité de son pays dans l'attentat qui a coûté la vie à 40 paramilitaires indiens la semaine dernière au Cachemire et ravivé les tensions entre les deux puissances d'Asie du Sud.

L'Inde accuse Islamabad de complicité dans cette attaque revendiquée par les islamistes pakistanais de la Jaish-e-Mohammad (JeM).

Imran Khan a lancé un appel au dialogue, déploré que l'Inde ait "porté des accusations contre le Pakistan sans aucune preuve" et ajouté que son gouvernement était prêt à coopérer à l'enquête, tout en prévenant qu'Islamabad riposterait à toute attaque de son voisin et rival historique.

Le Premier ministre nationaliste indien Narendra Modi, en campagne pour les législatives qui doivent avoir lieu d'ici mai et dont la posture de fermeté semble plaire à l'électorat, a donné carte blanche aux forces de l'ordre pour mettre fin aux violences séparatistes dans la région himalayenne.

Le Pakistan s'est inquiété mardi de cette montée des tensions et a demandé aux Nations unies d'intervenir.

"C'est avec un sentiment d'urgence que j'attire votre attention sur la détérioration de la sécurité dans notre région après que l'Inde a menacé de recourir à la force contre le Pakistan", écrit le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Shan Mahmood Qurehsi, dans une lettre adressée au secrétaire général de l'Onu Antonio Guterres.

"Il est impératif de prendre des mesures en vue d'une désescalade. Les Nations unies doivent prendre des mesures pour réduire les tensions", ajoute-t-il.

Les autorités indiennes ont annoncé lundi la mort de l'organisateur présumé de l'attaque lors d'un affrontement avec les forces de l'ordre.

Selon un responsable de l'armée indienne, s'exprimant mardi devant les journalistes, l'attentat a été supervisé depuis une zone frontalière par des commandants de la principale agence du renseignement pakistanais, l'ISI, et des commandants de la JeM.

"La JeM est l'enfant de l'armée pakistanaise et de l'ISI", a encore déclaré le général K.J.S Dhillon.

"Attribuer (l'attaque) au Pakistan avant même d'avoir enquêté est absurde", répond dans sa lettre Shan Mahmood Qurehsi. "Il faut demander à l'Inde de mener une enquête transparente et crédible."

L'Inde et le Pakistan, qui possèdent l'arme nucléaire, se sont livré trois guerres, la première lors de la partition de 1947, puis en 1965 et 1971.

(James Mackenzie à Islamabad, avec Fayaz Bukhari et Zeba Siddique à Srinagar, Inde; Jean Terzian et Jean-Stéphane Brosse pour le service français)

Cachemire/Terrorisme : L’armée pakistanaise lance une mise en garde à New Delhi

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 22 février 2019



Depuis 1947, l’Inde et le Pakistan se disputent le Cachemire, région séparée par une « Ligne de Contrôle » [LoC], le long de laquelle des incidents ont fréquemment lieu. Ainsi, les forces indiennes présentes dans l’État du Jammu-et-Cachemire, c’est à dire la partie de cette région contrôlée par New Dehli, sont régulièrement attaquées par des groupes armés séparatistes ou originaires du Pakistan. Ce fut notamment le cas en septembre 2016 quand l’organisation jihadiste Jaish-e-Mohammad [JeM] revendiqua l’assaut contre la caserne d’Uri, au cours duquel 18 militaires indiens perdirent la vie.

Le 14 février dernier, l’armée indienne a une nouvelle fois été durement éprouvées avec la perte d’une quarantaine de ses soldats, lors d’une attaque commise avec un véhicule rempli d’explosifs contre un convoi circulant sur l’autoroute reliant la ville de Jammu à Srinagar. Cet attentat a ensuite été revendiqué par le JeM.

Le lendemain, le Premier ministre indien, Narendra Modi, a assuré que les responsables de ce carnage auront à en « payer le lourd prix ». Et son ministre de l'intérieur, Rajnath Singh, d'ajouter : « Je garantis au pays qu'une puissante réponse sera apportée. »

Deux jours plus tard, l'armée indienne a indiqué avoir tué deux membres du JeM, lors d'un assaut nocturne lancé dans le district de Pulwama, à quelques centaines de mètres de lieux de l'attentat. Un certain Abdul Gazi aurait été abattu. Ce ressortissant pakistanais ayant combattu aux côtés des taliban afghans passait pour être l'un des chefs du groupe terroriste en question.

« Le temps des discussions est terminé maintenant le monde entier doit s'unir pour prendre des actions contre le terrorisme », a commenté M. Modi, après cet assaut.

Dans le même temps, New Delhi a demandé des comptes à Islamabad… qui a fait la sourde oreille. « Si vous avez des preuves fermes de l'implication de Pakistanais dans cet attentat, je peux vous assurer que j'ordonnerai une enquête contre eux. Car ces terroristes sont aussi les ennemis du Pakistan, ils agissent contre nos intérêts », a ainsi déclaré Imran Khan, le Premier ministre pakistanais.

Effectivement, le Jaish-e-Mohammad est une organisation officiellement interdite au Pakistan depuis 2002, soit un an après son implication dans l'attaque contre le Parlement de New Delhi, laquelle avait failli provoquer une nouvelle guerre entre les deux pays. Mais la réalité est beaucoup plus… nuancée.

En effet, le chef du JeM, Masood Azhar, vit au Pakistan sans être inquiété. Mieux même : en 2017, les États-Unis échouèrent à le placer sur la liste noire des terroristes tenue par les Nations unies… grâce à un veto de la Chine, proche alliée d'Islamabad.

De quoi donner de l'eau au moulin de ceux qui assurent que les groupes armés du Cachemire [comme, du reste, les taliban afghans] sont instrumentalisés par l'ISI, le service de renseignement pakistanais, pour servir les desseins d'Islamabad…



« Nous demandons que le Pakistan arrête de tromper la communauté internationale et prenne une action crédible et visible contre les responsables de l'attaque terroriste de Pulwama », a déclaré le ministère indien des Affaires étrangères, le 19 février. « C'est un fait bien connu que Jaish-e-Mohammed et son dirigeant Masood Azhar sont basés au Pakistan. Cela devrait être une preuve suffisante pour que le Pakistan agisse », a ajouté New Delhi.

Dans ce contexte, il n'est pas exclu que le gouvernement indien ait la volonté de lancer une riposte « musclée » pour répondre à l'attentat Pulwama, qui est le plus meurtrier à avoir été commis dans la vallée de Srinaga depuis 1989… D'autant plus que l'Inde est en période électorale.

D'où la mise en garde lancée par l'armée pakistanaise, ce 22 février. « Nous espérons que vous n'allez pas nous mettre la pagaille », a lancé son porte-parole, Asif Ghafoor, à l'intention des autorités indiennes.

« Nous ne voulons pas entrer en guerre avec l'Inde mais si l'Inde se livre à la moindre agression, elle ne pourra pas nous surprendre », a ensuite prévenu M. Ghafoor. Et c'est nous qui « allons vous surprendre », a-t-il continué, toujours en s'adressant à l'Inde. « Nous défendrons chaque pouce de notre territoire, jusqu'à notre dernier souffle et jusqu'à la dernière balle », a-t-il insisté.

Après l'attaque contre la caserne d'Uri, New Delhi avait mené des « frappes chirurgicales » contre des « camps rebelles » installés de l'autre côté de la LoC. « La notion de frappes chirurgicales

contre de prétendues bases terroristes est une illusion volontairement imaginée par l'Inde pour créer un effet trompeur », avait ensuite répondu Islamabad.

TAÏWAN

Diplomatie

Comment la Chine drague la jeunesse diplômée de Taïwan

Monde http://www.slate.fr/ Damien Durand — 21 février 2019 à 8h32 — mis à jour le 21 février 2019 à 14h20

Pékin n'abandonne pas ses intimidations envers l'archipel, qu'il souhaiterait toujours annexer, mais innove en lançant des programmes pour séduire directement la jeunesse.



Dans une université de Taipei, en 2012 | Mandy Cheng /AFP.

Les menaces pour les uns, la main tendue pour les autres. Dans le balancier diplomatique de la relation entre la Chine et Taïwan, Pékin a défini une stratégie plus subtile que sa diplomatie des «gros bras». L'administration chinoise multiplie en effet les prises de position menaçantes à destination du pouvoir politique de Taipei… tout en ouvrant les bras aux habitants de Taïwan qu'elle considérait encore comme des séditieux il y a quelques années. Et cela alors même que l'électorat taïwanais a élu en 2016 Tsai Ing-wen, une présidente hostile à Pékin.

Côté pile, le discours officiel reste martial, et s'est même durci en début d'année. Dans son programme officiel pour l'année 2019, l'Armée rouge s'est fixée un objectif: *«Se préparer à la guerre».* Xi Jinping a estimé de son côté en janvier que *«la Chine doit être réunifiée»,* ajoutant *«et elle le sera»*. Et le travail de sape diplomatique envers Taïwan continue: réduction du nombre de pays reconnaissant l'indépendance de l'île, pression imposée en 2018 aux compagnies aériennes (y compris Air France) pour qu'elles considèrent que le nom commercial de la destination soit «Taïwan, Chine».

Côté face, Pékin ouvre les bras à la jeunesse diplômée taïwanaise, et a annoncé, début 2018 à l'issue du 19e Congrès du Parti communiste, des dispositifs très attractifs pour les Taïwanais et Taïwanaises voulant s'installer sur le continent: facilités administratives, garanties juridiques et coups de pouce fiscaux. Le document intitulé «Les 31 mesures» (lire ici la version anglaise) n'hésite plus à qualifier de *«compatriotes de Taïwan»* ceux et celles qui, jusqu'en 2008, pouvaient à peine poser pied sur le sol chinois faute de liaison aérienne entre les deux rives. Elles n'ont aujourd'hui même plus besoin de visa.

Salaire et coût de la vie

Pékin joue une autre carte que les facilitations économiques: celle des salaires pour les jeunes diplômés et diplômées taïwanaises qui peinent à trouver un emploi sur une île où, maturité de l'économie oblige, le taux de croissance est trois à quatre fois inférieur au continent.

Difficile en effet pour ces jeunes de se faire une place sur le marché de l'emploi de leur île. Les salaires progressent lentement et un débutant ne peut guère espérer gagner plus de 30.000 dollars taïwanais (environ 860 euros) s'il ne sort pas de l'élite universitaire, alors que l'immobilier a bondi dans les grandes villes de l'île.



Tout cela alors que de l'autre côté du détroit de Formose, des entreprises sont prêtes à accueillir ces salariés et salariées avec la bénédiction des autorités dans des agglomérations plus peuplées que l'ensemble de l'île de Taïwan. Conséquence: selon les derniers chiffres officiels de Taipei, 420.000 Taïwanais et Taïwanaises avaient déjà franchi le pas en 2015, un chiffre qui a probablement grimpé avec les nouveaux avantages offerts, même si les autorités de Taipei ne communiquent pas de données.

Selon une estimation du bureau de Taipei du cabinet RH Manpower Group, les jeunes qui débutent sur le continent peuvent espérer des salaires 30% supérieurs pour un coût de la vie moindre, quand certaines autorités locales ne leur proposent pas purement et simplement une aide financière à l'installation.

«Mais après?»

Du côté des autorités taïwanaises, officiellement, on ne voit pas d'inconvénient à cette situation. *«Certains Taïwanais éduqués ont toujours eu tendance à émigrer, surtout au début de leur carrière que ce soit par opportunité ou par volonté de s'éloigner du pouvoir autoritaire* [la loi martiale était en vigueur dans l'île jusqu'en 1987, ndlr]*»*, explique François Wu, représentant de Taïwan en France et ambassadeur *de facto* même si la France ne reconnaît pas le régime de Taipei.

Mais le diplomate n'est pas dupe sur la main tendue de Pékin aux jeunes diplômés: *«La Chine accueille de jeunes diplômés qui ne trouvent pas d'emploi à Taïwan, aux États-Unis ou en Europe. Mais ce n'est pas une démarche économique, c'est un choix politique. Pékin garantira peut-être pendant trois ou quatre ans ces emplois, mais après?»,* s'interroge celui qui était enseignant à l'université avant de devenir diplomate.

À LIRE AUSSI Taïwan-Chine, une guerre froide sans fin?

Il estime d'ailleurs que cette stratégie, qui n'apportera pas forcément la réussite aux jeunes qui répondront aux sirènes, ne sera pas non plus gagnante pour Pékin: *«La Chine veut attirer des Taïwanais pour qu'ils se sentent Chinois. Mais certains reviennent insatisfaits d'un pays où ils découvrent la réalité du manque de liberté et la non-transparence de l'information. Et c'est souvent après un tel séjour qu'ils se rendent compte qu'ils ont une identité taïwanaise.»*

Les autorités taïwanaises, pour s'en convaincre, font référence au précédent de Hongkong. Selon un sondage de l'université de Hongkong, en 2017, seuls 0,3% des jeunes Hongkongaises et Hongkongais de 18 à 29 ans se sentaient «chinois» (ce qu'ils sont administrativement), un chiffre qui s'est effondré à mesure que la Chine pénétrait de plus en plus l'économie et la société du territoire rétrocédé en 1997.



Mais, malgré cette confiance de façade, les autorités taïwanaises restent inquiètes et communiquent auprès des étudiants sur les risques de débuter une carrière en Chine. Un pays où, pour rappel, ces jeunes gens hyperconnectés n'auront accès ni à Google, ni à Facebook, et feront face à la censure du web chinois sur certaines recherches. Soit autant de limites inexistantes à Taïwan.

Travail de fond

Mais la principale inquiétude sur ce dossier ne réside pas dans une saignée des talents des universités taïwanaises. Il repose surtout dans la crainte que Pékin ne fasse un travail de fond pour que des jeunes de 25 ans considèrent la Chine comme une terre d'opportunités et finissent par ne plus voir le pays, qui affirme ouvertement sa volonté de récupérer l'île par la force si nécessaire, comme une menace. Avec à terme l'épouvantail qui agite les couloirs du pouvoir à Taipei: se retrouver dans dix ou quinze ans avec des classes moyennes supérieures travaillant à Taïwan et favorables à la Chine continentale qui a lancé leur carrière. Quand il ne s'agit pas purement et simplement d'agents de Pékin occupant des postes stratégiques dans l'économie taïwanaise.

«C'est une technique classique d'influence en Chine. Le pays faisait la même chose quand il permettait il y a une quarantaine d'années à de jeunes étudiants français d'obtenir une bourse pour venir en Chine. Le but n'est pas de recruter des espions, mais des gens qui seront capables dans leur carrière d'adapter leur regard à la vision de la Chine», explique Jean-François Di Meglio spécialiste de la Chine et président du centre de recherches Asia Centre. *«Pour l'instant, la démarche vis-à-vis des Taïwanais est maladroite, trop évidente même. Mais toute la question est effectivement de savoir ce que seront les résultats dans quinze ans»,* confirme le chercheur qui rappelle tout de même que *«jusque-là, c'est Taïwan qui jouait au jeu inverse vis-à-vis de la Chine en développant une stratégie d'influence et de soft power».*

À Taïwan, le sujet revêt même une dimension angoissante tant les choses semblent s'accélérer: alors que la présidente Tsai Ing-wen a été élue largement en 2016, son parti a connu un revers cinglant lors des élections locales de 2018, avec d'excellents scores réalisés par les politiciens favorables au rapprochement avec Pékin. En deux ans, c'est donc une partie de l'électorat qui a déjà changé de bord sur fond de rumeurs d'ingérence chinoise sur les réseaux sociaux.

«Taïwan a des lois sur la trahison en faveur d'une puissance étrangère. Nous envisageons de durcir l'arsenal législatif. Quand on veut la liberté, il faut aussi la responsabilité.»
François Wu, représentant de Taïwan en France

«On ne peut pas expliquer la défaite de 2018 par la seule question des salaires des jeunes. Nous n'avons pas assez avancé sur certaines promesses comme le mariage pour les personnes du même sexe», veut croire l'ambassadeur François Wu. Qui confirme à demi-mot que le gouvernement progressiste de Taipei pourrait, passés les conseils à sa jeunesse, durcir le ton pour traquer les ressortissants taïwanais qui reviendraient sur l'île avec l'idée de servir, consciemment ou non, Pékin.

«Taïwan a des lois sur la trahison en faveur d'une puissance étrangère. Nous envisageons de durcir l'arsenal législatif. Quand on veut la liberté, il faut aussi la responsabilité.» Taïwan craint donc bien une menace qui ne viendrait pas des canons chinois à 180 kilomètres de ses côtes, mais d'une partie de ses jeunes, éduqués dans la liberté d'expression et la démocratie, mais qui pourraient faire fi de ces avantages contre la promesse d'une meilleure carrière professionnelle.

THAÏLANDE

Société

Ubolratana de Thaïlande, la princesse qui se voyait déjà première ministre

Accueil Société Portraits http://madame.lefigaro.fr/ Claire Rodineau | Le 22 février 2019



La princesse le jour du transfert des cendres de son père, le roi Bhumibol Adulyadej. (Bangkok, le 27 octobre 2017.)
Getty Images

Il y a dix jours, elle annonçait sa candidature au poste de premier ministre, candidature immédiatement retoquée par son frère, le roi Rama X. Diplômée du prestigieux MIT, mariée (puis divorcée) à un Américain, reine d'Instagram : qui est celle qui fait trembler la monarchie thaïlandaise ? Portrait.

Elle aurait pu se contenter d'une vie ouatée sous les ors des palais de son pays, la Thaïlande. C'était mal connaître la princesse Ubolratana Rajakanya. Prenant les observateurs au dépourvu, à 67 ans, la sœur aînée du roi Rama X a présenté il y a dix jours sa candidature au poste de Premier ministre pour les élections du 24 mars prochain. Un vrai séisme dans un pays où, par tradition, la famille royale doit se tenir éloignée de la vie politique. Et un défi adressé au chef de la junte militaire, au pouvoir depuis 2014.

Cela n'a d'ailleurs pas fait un pli : une poignée d'heures seulement après l'annonce de cette nouvelle, le roi a dénoncé cette candidature, «contraire à la culture thaïlandaise» et «hautement inappropriée», poussant le parti pour lequel la princesse voulait concourir, proche de l'ancien chef du gouvernement, Thaksin Shinawatra, à faire machine arrière.

C'est pourtant en simple citoyenne qu'Ubolratana devait faire campagne pour les législatives. «J'ai abandonné mon titre de noblesse et je vis comme une roturière [...] comme une citoyenne ordinaire au sens de la Constitution», écrivait-elle, le vendredi 8 février, sur Instagram, réagissant pour la première fois à l'annonce de sa candidature.



Par amour, elle a renoncé à ses titres



La princesse Ubolratana et son frère, le futur roi Rama X, en train de jouer, en 1954. Wikimedia

Le roi devrait pourtant savoir que sa sœur n'est pas de celles qui suivent les règles. Première fille du défunt roi Bhumibol Adulyadej, Ubolratana - «lotus de verre», en thaïlandais - naît en 1951 à Lausanne, en Suisse, où son père fait alors ses études. Dès le départ, tout sourit à la petite princesse, qui est la préférée de son père et sa partenaire de tennis favorite. Bonne élève, toujours souriante et très sportive, en 1967, alors qu'elle n'a que 16 ans, elle fait gagner la médaille d'or à son pays lors d'une compétition de voile pendant les Jeux d'Asie du Sud-Est, organisés à Bangkok.

Après une enfance dorée au sein du palais royal de Bangkok, la jeune princesse s'envole pour les États-Unis pour étudier. Elle sort du très prestigieux Massasuchetts Institute of Technology diplômée en sciences et mathématiques, avant un master en santé publique à l'université de Californie. C'est là qu'elle rencontre un Américain du nom de Peter Ladd Jensen, roturier de son état. Pas de quoi dissuader la princesse qui renonce à ses titres royaux - celui de «Votre Altesse Royale» et celui de «Chao Fa» (littéralement «Dame du Ciel») - pour l'épouser, en 1972. Ensemble, ils auront trois enfants avant de divorcer en 1998, au terme de plus de 25 ans de vie commune.

Paillettes et talons hauts



La princesse Ubolratana de Thaïlande au festival international du film de Busan. (Busan, Corée du Sud, le 9 octobre 2012.) Getty Images

De nouveau célibataire, Ubolratana retourne en Thaïlande en 2001, après presque trente ans «d'exil» outre-Atlantique. C'est là qu'en décembre 2004, la tragédie frappe la famille : le fils de la princesse, Bhumi, qui souffre d'autisme, est emporté par le tsunami alors qu'il fait du jet ski à Khao Lak, au sud du pays. À sa mémoire, la princesse créera Khun Poom, une fondation qui vient en aide aux enfants autistes.

De retour dans son pays, la princesse se montre volontiers aux cérémonies royales mais son cœur est ailleurs. Elle se lance alors dans une carrière d'actrice, avec quelques rôles dans de grosses productions thaïlandaises comme *Where The Miracle Happens* - présenté au festival de Cannes en 2008 -, ou *My Best Bodyguard* (2010). Toujours très apprêtée, jamais sans ses faux-cils, Ubolratana affectionne les paillettes et les talons hauts. Une allure qui détonne franchement avec l'austérité traditionnelle des souverains thaï dans les galas et événements de charité.

100.000 abonnés sur Instagram

Ubolratana est également très active sur Instagram, où elle documente volontiers et sans chichis sa vie quotidienne. Dans une vidéo, elle se filme en train de chanter *We Wish You a Merry Christmas,* bonnet de père Noël sur la tête. Dans une autre, elle cuisine, sourire aux lèvres pour ses près de 100.000 abonnés. On est loin de l'image quasi-divine d'habitude associée aux membres de la famille royale thaïlandaise. Elle n'hésite pas, non plus, à donner son avis sur des faits de société comme la pollution ou à s'afficher en maillot de foot pour soutenir l'année dernière l'Allemagne lors de la Coupe du monde.

À la suite de l'annulation de sa candidature, c'est d'ailleurs sur le réseau social qu'elle a décidé de s'exprimer, se disant désolée que son «intention sincère de travailler pour [son] pays et pour les Thaïlandais ait créé des problèmes». Son engagement, Ubolratana n'a pas attendu cette occasion pour le démontrer. Elle est aussi très impliquée dans les œuvres caritatives, notamment au sein de la fondation qui porte son nom et s'occupe des enfants séropositifs. Selon un communiqué publié par le parti Thai Raksa, diffusé dans la foulée de sa candidature aux élections et traduit par *The Guardian,* c'est après avoir «voyagé en Thaïlande» et «vu la souffrance des gens» qu'elle

aurait décidé de s'engager, aussi, en politique. Si les élections du 24 mars sont un rendez-vous manqué, on imagine que ce n'est que partie remise.

EUROPE

Politique

Législatives en Moldavie: on vous explique pourquoi ce scrutin est stratégique

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par Alexis Feertchak Mis à jour le 22/02/2019 à 22:44 Publié le 22/02/2019 à 19:10



Des affiches rouges des socialistes «prorusses» à Chisinau. DANIEL MIHAILESCU/AFP

DÉCRYPTAGE - Dans ce petit pays d'Europe orientale situé entre la Roumanie et l'Ukraine, les élections législatives de ce dimanche voient s'opposer candidats «prorusses» et «pro-européens». Les premiers arrivent en tête des sondages.

Un peu moins de trois millions et demi d'habitants, une superficie de la taille de la Bourgogne. La Moldavie est un petit pays, mais scruté de près par plusieurs acteurs internationaux car située au carrefour d'influences rivales. Les élections législatives, qui se tiennent ce dimanche (101 députés à élire), revêtent une forte dimension géopolitique.

Depuis 1991, la société moldave est scindée entre «prorusses» et «pro-européens», dont une petite minorité souhaite même le rattachement à la Roumanie voisine. La coalition pro-européenne, qui détient depuis 2009 la majorité au Parlement et contrôle le gouvernement, a réussi à signer avec l'Union européenne un accord de libre-échange en 2014. Mais en 2016, le socialiste Igor Dodon, «prorusse» affirmé, a été élu à la présidence de la République. Illustration de la tension à la tête de l'État: il a été suspendu temporairement de ses fonctions à trois reprises par la Cour constitutionnelle pour avoir posé son véto à plusieurs décisions du gouvernement.

Moldavie, entre la Russie et l'Union européenne



Depuis le début de la campagne pour les élections législatives, les «prorusses» sont portés par les sondages. Avec plus de 40% des voix en moyenne, «les socialistes d'Igor Dodon arrivent systématiquement en tête. La question est de savoir s'il pourra obtenir la majorité absolue», explique Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe. D'autres partis sont aussi favorables à un rapprochement avec la Russie, comme les communistes, qui ont gouverné le pays de 2001 à 2009, ou «Șor», parti situé à droite sur l'échiquier politique.

Nostalgie soviétique

«Il y a une incertitude avec les sondages car le mode de scrutin a changé», tempère, prudent, Florent Parmentier, maître de conférences à Sciences Po Paris. Pour l'universitaire, il ne faut pas se tromper lorsque l'on évoque des sentiments «prorusses» ou «pro-occidentaux» en Moldavie: «La situation n'est pas comparable à celle, plus passionnelle, de l'Ukraine. En Moldavie, c'est plus pragmatique qu'idéologique: ils veulent savoir comment s'en sortir au mieux». Les échanges économiques de la Moldavie sont avant tout tournés vers l'Europe et non plus vers la Russie. Avant 1991, ce pays agricole était le premier producteur de vin d'URSS.

Mais «il y a une nostalgie de l'époque soviétique plus forte que dans les autres ex-républiques socialistes car la chute du PIB a été beaucoup plus violente», ajoute Florent Parmentier. L'arrivée au pouvoir en 2009 des «pro-européens» n'a pas changé la donne.

Après la signature de l'accord de libre-échange avec l'UE en 2014, la Russie a voté des sanctions contre les produits agricoles moldaves. En janvier, lors d'une visite du président Igor Dodon à Moscou, Vladimir Poutine a annoncé une levée de ces sanctions pour une durée limitée. «C'est clairement un geste électoral à destination d'une économie très sinistrée», explique Arnaud Dubien qui considère que, «pour Moscou, il y a une carte à jouer pour imposer en Moldavie une *pax russica*. Ce mouvement est suivi de près par les Etats-Unis. Leurs think tank sont très présents en Moldavie».



Igor Dodon et Vladimir Poutine à Moscou en janvier. MAXIM SHEMETOV/AFP

Pour les Occidentaux comme pour les Russes, les enjeux sont moins économiques que stratégiques. Le pays se situe entre la Roumanie, qui accueille une partie des installations du bouclier antimissiles américain que dénoncent régulièrement les Russes, et l'Ukraine, théâtre depuis 2014 d'un violent affrontement entre l'Occident et la Russie. Le conflit avait éclaté précisément en raison d'un accord de libre-échange finalement rejeté entre Kiev et Bruxelles.

Retour de la Transnistrie en Moldavie?

«Je ne crois vraiment pas que les Moldaves se retireront de l'accord de libre-échange, même si le président Dodon le déclare régulièrement. Pour les Russes, ce n'est pas tellement un sujet: le volet sécuritaire est beaucoup plus important», souligne le directeur de l'Observatoire franco-russe. En la matière, le dossier de la Transnistrie pourrait se retrouver sur la table des négociations. La Transnistrie prorusse est une région *de facto* indépendante qui forme une fine bande de terre sur la rive orientale du Dniestr entre la Moldavie et l'Ukraine. Mais son indépendance, qu'elle a déclarée après la chute de l'URSS pour pouvoir rester dans le giron de Moscou, n'a pas été reconnue par la communauté internationale qui considère que ce territoire appartient toujours à la Moldavie. En 2003, avec le mémorandum «Kozak» négocié secrètement avec les Moldaves, les Russes avaient été sur le point de trouver un accord pour réintégrer la Transnistrie à la Moldavie. «Le président moldave avait refusé au dernier moment de signer le document, pressé par les Américains», raconte Florent Parmentier. Pour les Occidentaux, la réintégration de la russophile Transnistrie pose problème: «aux termes de l'accord de 2003, cela

donnait quasiment un droit de véto à Moscou sur toutes les décisions stratégiques de la Moldavie», précise l'universitaire.

Mais le retour des «prorusses» au pouvoir pourrait changer la donne, avec en ligne de mire une possible réintégration de la Transnistrie en Moldavie. Une autre région dispose déjà d'une large autonomie dans le pays, la Gagaouzie, elle aussi prorusse. «Moscou pourrait essayer de faire passer un nouvel accord 'Kozak' pour gagner davantage d'influence avec ce retour de populations prorusses au sein de la Moldavie. Les Russes pourraient aussi négocier l'installation d'une base militaire permanente», estime Arnaud Dubien. Depuis 1991, environ un millier de soldats russes sont toujours présents en Transnistrie, à quelques kilomètres seulement de l'ouest de l'Ukraine. «Une vraie base militaire autorisée légalement et pour longtemps par le gouvernement moldave pourrait être une avancée importante pour Moscou qui redoute les installations militaires américaines dans les Balkans, notamment en Roumanie», précise Arnaud Dubien.

Une oligarchie bien ancrée

La Roumanie est un autre acteur essentiel du jeu moldave. La principauté de Moldavie, qui a existé du XIVe jusqu'au début du XIXe siècle, est passée sous la houlette de l'Empire russe dès 1812, mais l'ouest de celle-ci est l'une des deux composantes qui ont permis de former, en 1859, le Royaume de Roumanie. Une proximité culturelle et linguistique avec Bucarest qui demeure. Une immense majorité des Moldaves déclarent pour langue maternelle le moldave, quand une minorité déclare le roumain. Sauf qu'il s'agit en réalité de la même langue. Depuis l'indépendance de la Moldavie en 1992, une minorité de Moldaves - de 15 à 20% - sont même favorables à un rattachement à la Roumanie, qui mène une politique d'influence en distribuant des passeports roumains en Moldavie. Mais, depuis le XIXe siècle, l'influence russe est aussi forte, à l'image des 80% de Moldavess qui parlent le russe.

Reste une question: les élections législatives en Moldavie seront-elles fiables? «Les observateurs de l'OSCE [Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, ndlr] seront présents dimanche. Le risque de fraude n'est pas massif», note Florent Parmentier. Mais la Moldavie est minée par la corruption. Le dirigeant prorusse de droite, Ilan Șor, est accusé d'une fraude à un milliard de dollars. Il est loin d'être le seul: un autre oligarque moldave, Vladimir Plahotniuc, est considéré comme l'homme le plus puissant du pays et l'un des plus riches. Il possède de nombreux médias et des relais puissants au sein de l'administration et de la justice. Proche des communistes lorsque ceux-ci étaient au pouvoir, il a ensuite créé le «Parti démocrate», pro-occidental et libéral, quand le vent a tourné. Il a depuis été reçu plusieurs fois par la secrétaire d'État américaine pour l'Europe et l'Eurasie, Victoria Nuland. Rien ne peut se faire sans lui, dit-on. «Il est avant tout pro-lui-même. L'Europe et les États-Unis lui servent à sécuriser ses avoirs, mais il ne sera pas forcément antirusse. Ce dont il a le plus peur, ce serait d'un véritable mouvement contre la corruption», conclut Florent Parmentier. Un scénario qui a peu de chance d'advenir que Chisinau se tourne à l'Ouest ou à l'Est.

EUROPE (Union européenne)

BREXIT

Brexit: les discussions patinent, le scénario du report évoqué

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par Anne Rovan Mis à jour le 21/02/2019 à 10:53 Publié le 21/02/2019 à 00:18



Theresa May et Jean-Claude Juncker, mercredi, à Bruxelles. YVES HERMAN/REUTERS

VIDÉO - Theresa May était à Bruxelles mercredi soir pour rencontrer Jean-Claude Juncker. Le rendez-vous n'a débouché sur aucune avancée.

Correspondante à Bruxelles,

Bruxelles aura fait preuve d'une infinie patience vis-à-vis des Britanniques. Tandis que le président du Conseil Donald Tusk publie à intervalles réguliers des messages agacés sur Twitter, Jean-Claude Juncker a endossé le costume du «good cop». À moins de quarante jours du Brexit et alors que la situation est bloquée depuis ce Conseil du 25 novembre dernier au cours duquel les Vingt-Huit avaient avalisé l'accord de retrait et la déclaration politique sur la relation future entre l'Union et le Royaume-Uni, le président de la Commission a reçu mercredi soir Theresa May pour une énième discussion. À l'arrivée de la première ministre britannique, l'ambiance était étonnamment détendue. Aux antipodes de celle qu'elle avait connue quinze jours plus tôt lorsque le président de la Commission lui avait froidement serré la main. Cette fois, Jean-Claude Juncker a expliqué aux journalistes présents que le sparadrap collé sur sa joue était la conséquence d'un problème de rasage. «Je vous le dis pour que vous ne pensiez pas que Mme May m'a infligé cette blessure», a-t-il précisé d'un ton badin, arrachant un sourire à la première ministre britannique qui, dans la journée, avait vu trois députées conservatrices -favorables au maintien du Royaume-Uni dans l'UE- quitter le parti.

Avant de s'envoler pour Bruxelles, Theresa May avait expliqué qu'elle partait là-bas pour renégocier le «backstop», ce filet de sécurité destiné à éviter une frontière dure entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande à propos duquel les dirigeants européens s'égosillent à répéter qu'il n'est pas «renégociable». Dès la veille, Jean-Claude Juncker avait pris les devants, estimant qu'il ne s'attendait pas à une percée au cours de son entrevue avec elle. De fait, les questions restent entières et les marges de négociation infimes, voire inexistantes. «Nous sommes à la recherche du point d'intersection entre ce dont a besoin Theresa May pour faire passer l'accord de retrait et ce que les Vingt-Sept sont prêts à accepter. Nous n'y sommes pas», confie un diplomate européen.

A VOIR AUSSI - Brexit: quel est ce «backstop» qui complique tant les négociations avec l'UE?

Brexit : quel est ce «backstop» qui complique tant les négociations avec l'UE ? - FACE CARTE #1



Au cœur de l'épineux Brexit se trouve la question du statut futur de la frontière entre le Royaume-Uni et la République d'Irlande. Figaro Live vous en dit plus. FACE CARTE épisode #1.

Dans le communiqué publié à l'issue de la rencontre, Juncker et May ne font que répéter d'une autre manière ce qui avait été déjà dit précédemment. Notamment quand ils expliquent que le «backstop» a vocation à être «temporaire» ou encore lorsqu'ils réaffirment «l'ambition des deux parties dans la mise en œuvre du futur partenariat envisagé dans les meilleurs délais». Rien de très nouveau à ce stade. «J'ai eu une réunion constructive avec le Président Juncker ce soir», a pourtant déclaré Mme May, rappelant qu'elle avait demandé «d'apporter des changements juridiquement contraignants au «filet de sécurité». «Nous avons fait des progrès», a-t-elle encore assuré, dans un message adressé à Westminster.

«Toute décision visant à demander davantage de temps relève du Royaume-Uni. Si une telle requête devait être formulée, nul en Europe ne s'y opposerait» Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne

À moins d'un mois et demi du Brexit prévu le 29 mars et alors que la probabilité d'un «no deal» augmente chaque jour un peu plus, le scénario d'un éventuel report de la sortie du Royaume-Uni

s'installe à Bruxelles. «Si la Grande-Bretagne ne prépare pas une option raisonnable dans les temps, il est toujours possible d'étendre ces négociations. Ce serait mieux qu'un divorce sans accord», indiquait mercredi soir le président du Conseil Donald Tusk. Déjà, en début de semaine, Jean-Claude Juncker avait mis l'option du report sur la table. Non sans s'avancer un peu trop. «Toute décision visant à demander davantage de temps relève du Royaume-Uni. Si une telle requête devait être formulée, nul en Europe ne s'y opposerait», déclarait le président de la Commission européenne, dans une interview au quotidien régional allemand, *Stuttgarter Zeintung*.

La formulation avait alors quelque peu surpris, voire agacé certains États membres. Car Juncker ne posait dans cet entretien aucune condition préalable à un éventuel report du Brexit. «Une prolongation n'aurait de sens que s'il y avait de nouvelles idées substantielles sur la table», avait mis en garde le lendemain le ministre allemand des Affaires européennes Michael Roth. «Un report de la date de sortie du Royaume-Uni est possible pour quelques jours ou si une véritable avancée soutenue par une majorité au Parlement britannique est proposée», avait averti son homologue française, Nathalie Loiseau.

Le «no deal», une option crédible

Dans une interview à *La Croix*, le négociateur en chef Michel Barnier cadre les choses. «Si cette question est posée, la première réaction des chefs d'État, qui devraient se prononcer à l'unanimité, serait de dire: pour quoi faire? Combien de temps? Nous devrions vérifier l'impact de cette prolongation éventuelle sur l'ordre institutionnel et le déroulement des élections européennes à la fin du mois de mai».

Une manière d'inviter Theresa May à réfléchir à cette option alors que celle-ci souhaite au contraire agiter le risque du «no deal» pour faire plier les brexiters? Bien évidemment. Michel Barnier aurait même évoqué le sujet en début de semaine avec le ministre britannique en charge du Brexit Stephen Barclay. Mais celui -ci aurait répondu au négociateur en chef que le gouvernement britannique ne voulait pas de report du Brexit.

A ce stade, les Vingt-sept n'ont jamais parlé de ce sujet ensemble et la question n'a été abordée qu'une seule fois et que de manière très technique par leurs diplomates à Bruxelles. «Comme les Britanniques n'ont pas demandé ce report, nous sommes focalisés sur les préparatifs du no deal», confie l'un d'eux. «Le no deal est une option crédible. Tout le monde commence à avoir peur et tout le monde veut l'éviter», réagit une source européenne. Si cet éventuel report devait aller au delà du 2 juillet 2019 -date d'installation du nouveau Parlement européen-, les Britanniques devraient alors participer aux élections européennes.

Les réunions vont se poursuivre dans les prochains jours à Bruxelles. Michel Barnier recevra ce jeudi le chef de file des Travaillistes, Jeremy Corbyn, ainsi que le procureur général britannique, Geoffrey Cox, puis Stephen Barclay. Theresa May et Jean-Claude Juncker ont prévu de se parler avant la fin du mois.

Défense

AIRMEDEVAC : l'UE retient Global Helicopter Service GMBH, Elitaliana S.R.L. et Starlite Aviation Operations Ltd.

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 20.02.2019 Par Philippe Chapleau



Le projet AIRMEDEVAC, soutenu par l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique et les Pays-Bas est entré dans sa phase de réalisation avec l'annonce par l'EDA (*European Defence Agency*) du choix de trois prestataires privés.

Ces prestataires fourniront des hélicoptères, des avions et des équipages pour des missions d'évacuation médicales (Forward AIRMEDEVAC et Tactical AIRMEDEVAC) à réaliser en Europe et en Afrique.

Lire l'annonce de l'EDA **ici**. La Fact Sheet **ici**.

Ont été retenues les sociétés suivantes :
- Global Helicopter Service GMBH,
- Elitaliana S.R.L.
- Starlite Aviation Operations Ltd.

Le contrat d'une valeur de 120 millions d'euros court jusqu'en janvier 2023.



Economie

Guerre commerciale: l'UE ripostera si Washington attaque ses voitures

Économie Conjoncture Par Le figaro.fr Publié le 18/02/2019 à 19:44



Les voitures européennes sont menacées de taxes par les Etats-Unis TIMOTHY A. CLARY/AFP

Un rapport portant sur l'industrie automobile a été remis dimanche soir à Donald Trump. Celui-ci pourrait inciter le président américain à surtaxer les voitures importées.

Bruxelles a promis ce lundi de riposter de manière «rapide et adéquate» si les États-Unis surtaxaient les automobiles européennes, mais espère toujours éviter une escalade commerciale avec Washington, car elle s'avérerait désastreuse. Le ministère américain du Commerce a annoncé dimanche soir avoir officiellement remis à la Maison Blanche un rapport sur l'industrie automobile qui pourrait conduire Donald Trump à surtaxer les voitures importées, comme il menace de le faire depuis des mois. Des sources concordantes ont assuré à l'AFP que les conclusions de cette enquête étaient «positives» sur la question de savoir si les voitures importées constituent une menace pour la sécurité nationale des États-Unis, un raisonnement jugé «effrayant» dès samedi par la chancelière allemande Angela Merkel.

Le président américain, actuellement concentré sur les négociations avec la Chine, dispose désormais de 90 jours pour imposer ou non des taxes sur les automobiles et leurs équipements, un épouvantail pour cette industrie en Europe, en particulier en Allemagne. «La Commission européenne est au courant de la conclusion d'une enquête menée par le ministère américain du Commerce», a déclaré lundi le porte-parole de la Commission européenne, Margaritis Schinas. «Si ce rapport se traduisait par des mesures préjudiciables aux exportations européennes, la

Commission européenne réagirait de manière rapide et adéquate», a-t-il promis, au cours d'un point de presse à Bruxelles.

Margaritis Schinas n'a pas livré le détail de cette riposte, mais les Européens avaient répondu l'an passé à des droits de douane similaires sur leur acier et leur aluminium par une plainte devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), par des mesures dites «de sauvegarde» pour protéger leur industrie, ainsi que par des taxes punitives sur des produits américains emblématiques. Suivant ce même schéma, Bruxelles a préparé une liste de biens américains, à hauteur de 20 milliards d'euros, susceptibles d'être taxés si les États-Unis déclenchaient les hostilités sur les voitures. Outre-Atlantique, le lobby américain des équipementiers automobiles la Motor Equipement Manufacturers Association (Mema), a estimé que d'éventuels droits de douane décidés par Donald Trump «mettraient en péril» leur «sécurité économique», leur «leadership technologique» et entraînerait des licenciements.

«Parole» de Trump

Malgré la menace, la Commission continue d'espérer une issue «positive» dans les échanges avec les Etats-Unis après la trêve conclue en juillet dernier entre son président Jean-Claude Juncker et Donald Trump. Les deux dirigeants s'étaient engagés à travailler en faveur d'un accord de libre-échange exclusivement sur les biens industriels. «Trump m'a donné sa parole qu'il n'y aurait pas, pour l'instant, de taxes douanières sur les voitures. Je juge ces propos fiables», a affirmé Jean-Claude Juncker dans une interview accordée au Stuttgarter Zeitung. Les ministres européens du Commerce se retrouvent vendredi à Bucarest pour décider d'accorder ou non à la Commission le droit d'ouvrir des négociations.

«Certains Etats membres, comme l'Allemagne, veulent aller vite et espèrent un accord de principe dès vendredi sur ce mandat. Mais la France se veut plus prudente», explique une source européenne. Selon cette même source, Paris se montre «très négatif» et ne souhaite «pas ramener le sujet sur le devant de la scène» en pleine crise des «gilets jaunes» et à trois mois des élections européennes. La France veut également s'assurer que l'agriculture ne fera pas partie des négociations -contrairement à ce que souhaitent les États-Unis comme l'a rappelé lundi le secrétaire d'État Jean-Baptiste Lemoyne.

L'ouverture de négociations avec les États-Unis ne semble pas faire l'unanimité au Parlement européen, qui ne dispose cependant que d'un rôle consultatif. Un projet de résolution de l'eurodéputé social-démocrate allemand Bernd Lange, soumis mardi au vote au sein d'une commission parlementaire, recommande aux États membres de «ne pas» autoriser Bruxelles à négocier avec les États-Unis. Ce texte relève que l'UE est toujours sous le coup de sanctions américaines sur son acier et son aluminium, qu'une menace existe désormais sur ses automobiles et que les États-Unis ont en outre quitté l'accord de Paris sur le climat. «Ce mandat, dans sa forme actuelle, n'est pas acceptable», a résumé Bernd Lange.

Environnement

L'Union européenne trouve un accord pour limiter de 30% les émissions des camions

Entreprises & Finance Industrie Energie & Environnement https://www.latribune.fr/ Par Reuters | 19/02/2019, 10:17



(Crédits : Mike Blake)

Le Parlement et le Conseil européens sont parvenus mardi à un accord pour réduire de 30% d'ici à 2030 les émissions de dioxyde de carbone (CO2) des camions et autocars neufs.

C'est une étape importante dans la lutte contre le réchauffement climatique. Le Parlement et le Conseil européens sont parvenus ce mardi à un accord pour réduire de 30% d'ici à 2030 les émissions de dioxyde de carbone (CO2) des camions et autocars neufs. Le compromis, annoncé par la Commission, a été conclu mardi aux premières heures. La baisse de 30% sera calculée par rapport à 2019.

"Pour la première fois, des objectifs contraignants de réduction du CO2 pour les camions au niveau européen, avec une forte incitation pour des camions à zéro ou à faible émission", s'est félicité sur Twitter l'eurodéputé vert néerlandais Bas Eickhout, qui a négocié au nom du Parlement européen. L'UE n'a pour le moment aucune limitation légale des émissions des poids lourds à la différence de pays comme les Etats-Unis, la Chine, le Japon et le Canada. Ces camions représentent près du quart des émissions des Vingt-Huit trouvant leur source dans les transports.

Objectif : une Union européenne neutre en en carbone

Pratiquer des coupes dans ce secteur, le seul dont les émissions continuent d'augmenter, doit aider en principe l'UE à atteindre son objectif d'une réduction des gaz à effet de serre d'au moins 40% d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 1990, conformément à l'Accord de Paris sur le climat. L'UE ambitionne également d'être neutre pour le climat à l'horizon 2050. L'Association des constructeurs européens d'automobiles (Acea) s'était mobilisée pour une baisse des émissions bien inférieure, expliquant que les possibilités d'électrifier les camions sont bien moindres que pour les automobiles, en particulier pour le transport routier longue distance.

MAN, filiale poids lourds de Volkswagen, a estimé que les nouvelles normes d'émission de CO2 coûteraient des dizaines de milliers d'emplois. L'Allemagne abrite aussi Daimler, le premier constructeur de camions européen. Les constructeurs italien Iveco, américain Paccar et suédois Volvo et Scania, qui est aussi filiale de Volkswagen, sont également implantés en Europe.

(Philip Blenkinsop Juliette Rouillon, Wilfrid Exbrayat et Jean-Stéphane Brosse pour le service français)

Espace

Ces astronomes européens ont découvert des centaines de milliers de nouvelles galaxies

Accueil France - Monde Sciences et techniques Espace https://www.ladepeche.fr/ Publié le 19/02/2019 à 09:27 , mis à jour à 11:17 Claire Raynaud



La galaxie NGC 6946 découverte par le radiotélescope. Image DR LOFAR

L'essentiel Des galaxies par milliers et "des choses que l'on ne connait pas" : un radiotélescope européen novateur livre sa première carte de l'univers lointain, révélant plus de trois cent mille objets célestes, pour une grande part inconnus jusqu'alors.

"Nous ouvrons une nouvelle fenêtre sur l'univers", explique Cyril Tasse, astronome à l'Observatoire de Paris, qui a participé à ces travaux publiés mardi. Si l'univers peut être infini, les astronomes estiment que sa partie "observable" hébergerait environ 100 milliards de galaxies.

Dans la revue Astronomy & Astrophysics, une équipe internationale de plus de 200 astronomes et un "instrument révolutionnaire": le radiotélescope LOFAR (Low Frequency Array).

Non content d'être l'un des plus grands radiotélescopes du monde avec ses cent mille antennes réparties en Europe, le LOFAR, inauguré en 2010, a la particularité d'opérer à très basses fréquences (entre 10 et 250 mégahertz), c'est à dire de "voir" l'univers à travers ses particules qui émettent à basse fréquence, les particules ultra-énergétiques.

Pour sonder l'univers, les astronomes disposent aujourd'hui de différents type de télescopes, certains comme LOFAR détectent les ondes radioélectriques émises par les objets célestes, d'autres les rayons X ou les rayonnements optiques, dans le visible ou l'infrarouge...

"Les cartes de LOFAR n'ont rien à voir avec ce que l'on peut voir à plus haute fréquence, c'est totalement nouveau", assure Cyril Tasse. "Devant les premières images, on s'est dit *mais qu'est-ce que c'est que ça*", se souvient l'astronome.

Après des milliers d'heures d'observation, réparties sur plus de 3 ans, explique-t-il, le radiotélescope européen livre sa première carte du ciel où cohabitent "des choses que l'on connait et des choses que l'on ne connait pas, totalement nouvelles et surprenantes".

"Ces images sont maintenant publiques et permettront aux astronomes d'étudier l'évolution des galaxies avec une précision sans précédent", assure dans un communiqué Timothy Shimwell, de l'Institut néerlandais de radioastronomie (ASTRON) qui étudie les données et de l'Université de Leyde.

Le mystère des trous noirs

Outre des centaines de milliers de galaxies, dont 90% n'avaient pas encore été détectées, et quelques objets "énigmes", le radiotélescope a également débusqué un grand nombre d'amas de galaxies. Ces "objets les plus grands de l'univers", en entrant en collision, génèrent des émissions radio qui peuvent s'étendre sur des millions d'années-lumière.

"En astronomie plus on regarde loin plus on observe le passé", explique Cyril Tasse.

"Sur ces centaines de milliers de galaxies détectées, certaines sont très proches et donc très récentes, et d'autres sont très éloignées donc très vieilles", permettant de "dérouler le film" de leur vie.

L'objet le plus lointain cartographié aujourd'hui est à plus de 11 milliards d'années lumière, un témoin de l'univers un milliard d'années après le Big Bang.

Les astronomes espèrent ainsi en apprendre plus sur la formation des trous noirs super massifs, un des grands mystères de l'univers.

Un trou noir est un objet céleste qui possède une masse extrêmement importante dans un volume très petit.
Il en existe deux sortes: les trous noirs stellaires, qui se forment à la fin du cycle de vie d'une étoile et les trous noirs supermassifs logeant au centre des galaxies, qui pèseraient entre un million et des milliards de fois le soleil et dont on ignore l'origine.

Bien d'autres questions persistent: comment les trous noirs grossissent ? Quel est leur rôle dans la formation des galaxies ? Comment libèrent-ils leur énergie ?

Les chercheurs du projet international LOFAR estiment que d'ici à 2024, le télescope aura permis la détection de 15 millions de sources radio et livré 48 pétaoctets de données, "soit l'équivalent d'une pile de DVD d'une hauteur de presque 40 tours Eiffel".

Politique

Les eurodéputés français, ces mal-aimés du gouvernement Macron ?

http://club.bruxelles2.eu/ 19 Fév 2019 Parlement européen

(B2 à Strasbourg) Plusieurs eurodéputés français, de différents groupes politiques, sont mécontents d'être tenus à l'écart des grandes orientations européennes par leur gouvernement. Certains l'expriment directement, d'autres discrètement. Mais tous regrettent la position prise par Paris



(crédit : Parlement européen)

C'est la crise franco-italienne qui a été le révélateur du malaise. Alors que l'ambassadeur français à Rome était rappelé à Paris, pour cause d'incident avec Luigi Di Maio, « *nous n'avons pas été tenus au courant ou reçus les éléments de langage habituels permettant de comprendre la position française* » lance la chef de la délégation socialiste française au Parlement européen, Christine Revault d'Allones-Bonnefoy, à quelques journalistes dont B2 dans l'enceinte du Parlement européen.

Silence dommageable alors que le Premier ministre italien Giuseppe Conte était reçu au Parlement européen mercredi (13 février). Le groupe socialiste a d'ailleurs adressé une lettre formelle à Jean-Yves Le Drian et Nathalie Loiseau pour se plaindre de la situation.

« Eu égard à ce contexte inédit et au caractère historique de cette annonce, les élus de la Délégation socialiste française au Parlement européen regrettent que vous n'ayez pas adressé d'informations aux représentations démocratiques françaises au niveau de l'Union. »

Une non information régulière

Plus généralement, les eurodéputés se plaignent de ne plus avoir de point régulier avec les autorités politiques, de façon collective comme c'était le cas auparavant. « *Pierre Sellal (représentant permanent) nous tenait régulièrement informés, toutes délégations confondues des dossiers* » souligne l'eurodéputée PS (groupe S&D). « *Aujourd'hui, avec le nouveau représentant permanent, Philippe Léglise Costa, ce n'est plus le cas.* » Ce n'est « *pas une question de personne* », précise-t-elle. Puisque l'intéressé était régulièrement en contact avec les eurodéputés « *quand il était au cabinet du président de la République, François Hollande* ». Mais plutôt un positionnement général. C'est la même chose sur les dossiers thématiques : les contacts continuent au niveau technique, au cas par cas, mais dès qu'on atteint le niveau politique, cela bloque.

Une ministre européenne plus partisane que gouvernementale

Point de vue confirmé chez Les Républicains (groupe PPE). « *Cela fait longtemps que nous n'avons pas de contact, sauf quand nous le demandons, de façon individuelle* » souligne Arnaud Danjean, une des têtes de liste aux prochaines élections européennes. Au passage, il égratigne le rôle de Nathalie Loiseau, la ministre des Affaires européennes, qui « *est sortie plusieurs fois de son rôle depuis quelques mois, donnant l'impression que son unique obsession était de stigmatiser Viktor Orban, et par ricochet le PPE, dans une démarche plus partisane que gouvernementale* ».

Le fil interrompu des rencontres régulières

Chez les démocrates (groupe ALDE), le sentiment d'abandon existe, même s'il est moins expressif. « *Je regrette que les rencontres régulières et très intéressantes organisées par P. Sellal n'aient pas perduré suite à son départ* » remarque la députée de l'Est, Nathalie Griesbeck (MODEM/ALDE), interrogé par B2. Les députés se rabattent donc sur l'interlocuteur le plus à même au niveau technique de les renseigner. Le député du Nord, radical social Dominique Riquet (MRSL) voit ainsi « *régulièrement le représentant permanent adjoint qui est le mieux placé sur ses dossiers* » précise son assistante.

Le néant remplace les échanges réguliers

A gauche, Marie-Christine Vergiat (GUE) se souvient du temps où un ministre entretenait les relations avec les députés français. Il s'agissait de Bernard Cazeneuve, alors ministre délégué aux Affaires européennes (sous François Hollande). C'était en 2012. « *Depuis le départ de Philippe Etienne* », représentant permanent de l'époque, le néant a remplacé les échanges réguliers « *appréciés* ».

Une absence difficilement explicable

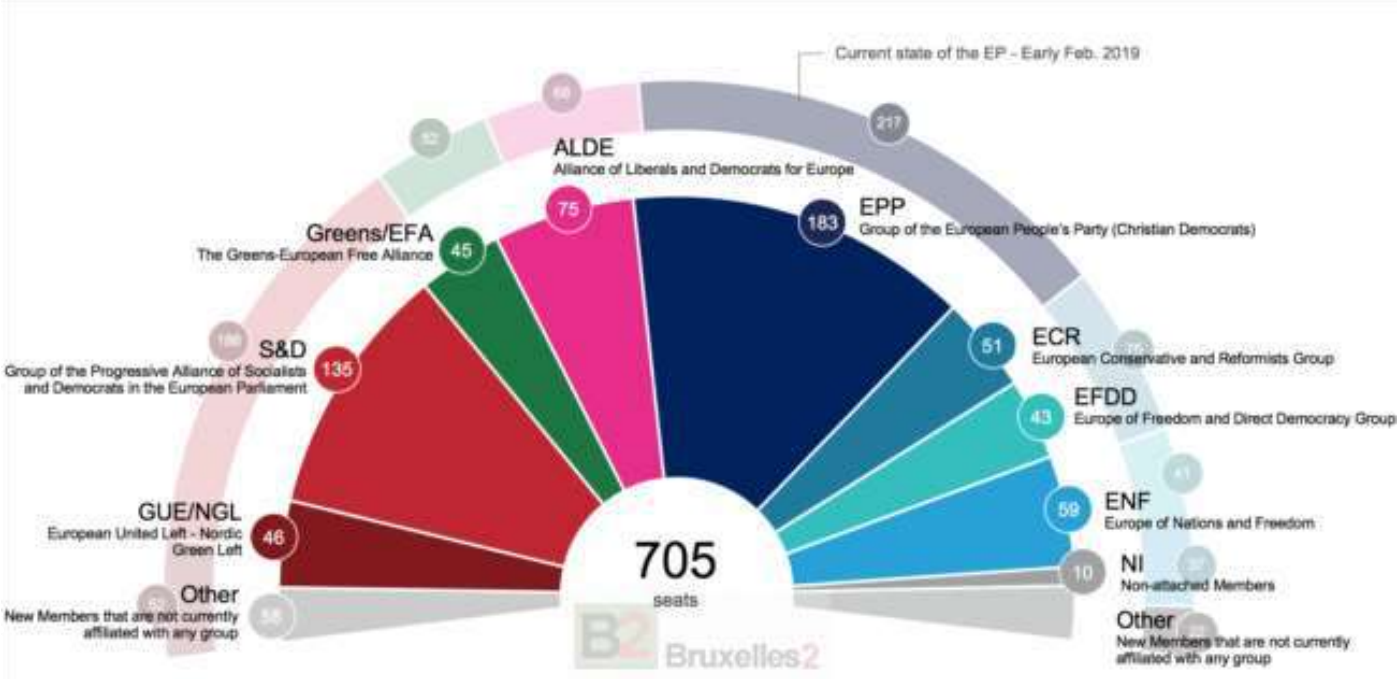
Ces relations difficiles entre les eurodéputés et un gouvernement *a priori* pro-européen étonnent. Elles sont difficiles à expliquer avouent plusieurs eurodéputés, assez interloqués, même si ils ne se rangent pas sous la bannière présidentielle. La proximité avec les élections européennes, et la difficulté à constituer la liste La République en Marche (LREM), semble évidente. Mais au-delà, ce silence tient-il à la volonté affichée par l'équipe Macron de révolutionner les codes, de contourner le corps actuel des eurodéputés (qu'il estime 'ancien monde') ou de se passer des corps intermédiaires, ou tout simplement d'un « *désintérêt pour le Parlement européen* ».

Nicolas Gros-Verheyde, avec Emmanuelle Stroesser

Européennes 2019 : l'axe PPE-S&D perd sa majorité absolue

https://www.bruxelles2.eu/ 19 Fév 2019 Elections 2019, Grande coalition, Groupes politiques, LREM, majorité, Sondages

(B2) Les premières projections en sièges des intentions de vote aux élections européennes ont été dévoilées par le Parlement européen



© Parlement européen, 18 février 2019

Ces premières projections dévoilées, lundi (18 février), seront actualisées tous les quinze jours, jusqu'en avril, puis chaque semaine jusqu'au 23 mai (1)

Premières tendances

Si l'on votait aujourd'hui dans l'Europe des 27 (hors Royaume-Uni), les 705 sièges au Parlement européen se répartiraient comme suit (entre parenthèse le chiffre d'évolution :

183 sièges pour les chrétiens-démocrates du PPE (dont fait partie Les Républicains) – contre 217 aujourd'hui. Le Parti populaire européen (la droite) reste le 1er groupe mais amaigrit de 34 sièges. (- 3 points)

135 sièges pour les socio-démocrates du S&D (dont fait partie le PS) – contre 186. Les socialistes et démocrates maintiennent leur seconde place mais avec 51 sièges en moins. (- 6 points)

75 sièges pour les libéraux et démocrates de l'ALDE (dont fait partie le Modem) – contre 68. Les Libéraux gagnent un rang, en prenant la 3è place d'ECR et 7 sièges. (+1,6 points)

59 sièges pour la droite nationale ENF (dont fait partie le Rassemblement national) – contre 37. Plus forte poussée pour l'extrême droite qui double quasiment ses députés avec 22 de plus, et remonte de la dernière à la 4è place. (+3,4 points)

51 sièges pour les conservateurs ECR – contre 75. Chute de 24 députés pour le groupe des Conservateurs. (-2,7 points)

46 sièges pour la gauche GUE (dont fait partie le Front de gauche ou La France insoumise) – contre 52. Relative stabilité pour les communistes et l'extrême gauche. (-0,4 point)

45 sièges pour les Verts – contre 52. Le groupe ne bénéficie pas du poids pris par les Verts dans certains pays, mais il ne dévisse pas (7 députés en moins, -0,5 point).

43 sièges pour le groupe de démocratie directe EFDD (qui comprend les 'Patriotes' de F. Philippot) contre 41. Malgré la perte des Britanniques anti-européens de l'Ukip ce groupe qui comprend dans ses rangs les Italiens du Mouvement 5 Etoiles augmente de deux sièges (+ 0,6 point)

10 'non-inscrits' – contre 22.

58 'non alignés', ils sont dans la catégorie 'Autres', car non rattachés aujourd'hui à un groupe politique existant

NB : Il faut faire attention aux comparaisons brutes, le Parlement européen, passant de 751 à 705 sièges, perdant une petite cinquantaine de sièges. D'où une nécessaire péréquation entre l'ancien et le nouvel hémicycle. C'est le chiffre que nous indiquons entre parenthèses, permettant d'évaluer la perte en termes réels.

La perte de la majorité de la grande coalition

En première leçon, on voit que les grands partis du parlement européen (S&D et PPE) qui forment la grande coalition ne sont pas seulement qui perdent le plus relativement, mais aussi qu'ils perdent leur majorité absolue. L'extrême droite gagne du terrain, ainsi les libéraux de l'ALDE dans une moindre mesure. Les baisses des autres groupes restent plus relatives.

Pas de grande poussée anti-européenne

Il n'y a cependant pas de grande poussée populiste, anti-européenne, comme certains le prédisent ou le craignent. Mais plutôt à une consolidation du 'bloc' anti-européen, concomitant avec un effritement, lent, des partis pro-européens. A cela deux raisons principales : 1° cette poussée avait déjà eu lieu en 2014 ; 2° on assiste au départ des députés britanniques qui formaient une bonne partie des troupes des groupes eurosceptiques et limitent ainsi cette poussée. Cela correspond de fait à notre première analyse faite en fin d'année dernière (lire : Européennes 2019. Quels changements attendre ?).

Des inconnues en nombre

Cette projection n'est qu'une photographie, à groupes existants. Il existe huit groupes politiques aujourd'hui. Mais qui peut parier sur leur nombre à venir, ainsi que sur leur format ? Quelles

alliances passeront-ils ? Une inconnue importante figure notamment sur le rattachement du Mouvement 5 Etoiles en Italie (le parti de Luigi Di Maio) ?

Un nombre importants de 'non classés'

La catégorie 'autres' est relativement imposante avec 58 membres, soit près de 8% du Parlement européen. De quoi permettre à certains groupes de progresser (ou non). On y trouve les partis qui n'ont pas déclaré expressément leur rattachement à un groupe existant, comme La République en Marche (LREM). Même si le parti du président français Emmanuel Macron, n'a pas manqué d'indiquer son intention de rejoindre le groupe centriste des Libéraux et démocrates de l'ALDE, il n'y a pas encore d'engagement formel. « *Il ne suffit pas d'une déclaration orale de rattachement, il faut un engagement, une déclaration écrite* » précise un expert des questions électorales au Parlement européen.

(Emmanuelle Stroesser, avec NGV)

1. Ces projections ont été élaborées à partir d'une sélection de sondages nationaux réalisés début février 2019 dans les États membres et agrégés par Kantar Public pour le compte du Parlement européen.

Lire notre dossier N°67. Elections européennes 2019

Lire aussi : Conseil européen, Commission, Haut représentant… Qui pour occuper les top jobs européens en 2019 ?

Emmanuelle Stroesser

Entre Juncker et Orban, la guerre des affiches

https://www.bruxelles2.eu/ 20 Fév 2019 Communication, Crise migratoire, Jean-Claude Juncker, PPE, Viktor Orban, Visas humanitaires

(B2) C'est de l'Est qu'est venue la première offensive. Le gouvernement hongrois a annoncé officiellement, via facebook mardi (19 février), avoir lancé une campagne d'affiche visant directement Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, qui appartient pourtant au même parti politique européen (le PPE), ainsi que Georges Soros, le milliardaire américain d'origine hongroise, bête noire du Premier ministre hongrois Viktor Orban et de son parti, la Fidesz.



« *Vous avez également le droit de savoir ce que Bruxelles est sur le point de faire. Ils veulent introduire un quota d'immigration obligatoire. Ils veulent affaiblir la possibilité de protection des frontières des États membres. La migration faciliterait l'immigration* », indique le texte.

La réplique européenne

De manière plutôt inhabituelle, le porte-parole en chef de la Commission européenne, Margaritis Schinas (qui appartient lui aussi au PPE) a réagi de façon sévère, sur les mêmes canaux (facebook et twitter) : « *Les Hongrois méritent des faits, pas de la fiction. La campagne du gouvernement hongrois se moque de la vérité. Il est choquant qu'une théorie aussi ridicule du complot ait atteint [des gouvernements] dans cette mesure.* »



Et d'argumenter : « *il n'y a pas de «ils», mais l'UE et la Hongrie est à la table. L'UE ne soutient pas la protection des frontières nationales. Il n'y a aucun plan pour les « visas humanitaires. Les États membres décident du niveau auquel ils souhaitent accepter la migration légale.* »

Une campagne engagée

Non content d'annoncer la campagne, le gouvernement hongrois a immédiatement joint le geste à la parole, faisant publier dans les principaux journaux hongrois ses placards. Une campagne qui a le don d'irriter au plus haut point au sein de la Commission européenne. « *Ce n'est pas un conflit ouvert, ce n'est pas une guerre. Mais chaque fois que le peuple hongrois n'est pas informé des faits mais de quelques faits ou fictions alternatifs ou de ce genre d'histoires, nous répondrons* » a averti Margaritis Schinas lors du briefing quotidien mercredi (20 février). Et d'ajouter : « *Nous pensons que c'est une obligation* ».

Une bataille homérique et fratricide

Une bataille homérique entre deux tenants d'un même parti à travers les médias, soutenus par une campagne d'affichage publique gouvernementale, c'est rare et même du jamais vu selon mes souvenirs. D'autant plus que le gouvernement hongrois ne s'en prend pas à 'Bruxelles' de façon générique, mais vise aussi photo à l'appui une personne précise, Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne.

Généralement, les coups bas entre 'frères' d'un même parti se faisaient en douce, via des 'confidences' aux médias ou des manœuvres en interne, plus confidentielles. L'objectif étant souvent d'éliminer un concurrent (1). Ici l'affrontement se fait au grand jour, sur des questions hautement politiques. La question officiellement posée par l'ancien Premier ministre luxembourgeois est la même qui se pose, de façon lancinante, depuis des mois : faut-il expulser ou, plutôt, quand et pourra-t-on expulser la Fidesz (le parti de V. Orban) du groupe chrétien-démocrate.

(Nicolas Gros-Verheyde, avec LH)

1. Il ne faut pas négliger l'aspect de politique interne de ce combat. La Fidesz et Viktor Orban ne veulent pas laisser son concurrent direct en Hongrie, le parti d'extrême-droite, qui vire parfois au néo-nazi, Jobbik,

Nicolas Gros-Verheyde

ALLEMAGNE

Diplomatie

La France et l'Allemagne auraient conclu un accord « secret » sur les exportations d'équipements militaires

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 16 février 2019



Conclus au début des années 1970, les accords « Debré-Schmidt » précisent que la France et l'Allemagne ne doivent s'empêcher mutuellement « d'exporter ou de laisser exporter vers des pays tiers des matériels d'armement issus de développement ou de production menés en coopération ». Et d'ajouter que « chacun des deux gouvernements s'engage à délivrer sans retard et selon les procédures prévues par les lois nationales les autorisations d'exportation nécessaires pour la fourniture de ces composants au pays exportateur. »

Cela étant, l'Allemagne ayant une politique restrictive [du moins officiellement] en matière de vente d'armes, des industriels français ayant commandé des composants auprès de leurs homologues allemands ont souvent connu, ces dernières années, des difficultés pour exporter leurs produits vers des pays ne respectant pas certains critères définis par Berlin.

Encore récemment, Emmanuel Levacher, le Pdg du groupe Arquus, s'est plaint de ces pratiques auprès de La Tribune, expliquant qu'il n'y avait pas, à proprement parler, de veto sur l'exportation des composants fabriqués en Allemagne mais « de délais d'instruction extrêmement longs » de la part des autorités allemandes pour donner ou non une autorisation.

Seulement, avec les programmes d'armements lancés ces derniers mois par la France et l'Allemagne [SCAF, MGCS], cette différence d'approche en matière de ventes d'équipements militaires était susceptible de constituer un [très] gros problème.

« Les questions d'exportation sont un sujet important, mais politiquement très sensible en Allemagne. Nous entretenons un dialogue très nourri sur le sujet. Il faut que ces questions soient clarifiées le plus en amont possible. Ces grands projets ont besoin de pouvoir être définis de manière exportable dès l'origine. Il ne doit pas y avoir d'ambiguïté sur ces questions. Le dialogue se poursuit », avait indiqué Florence Parly, la ministre des Armées, lors d'une audition au Sénat, en octobre dernier.

Cependant, le traité franco-allemand d'Aix-la-Chapelle, signé en janvier, évoque une « approche commune […] ce qui concerne les projets conjoints » en matière d'armement.

Mais, à en croire Der Spiegel, cela s'est traduit par un « accord secret » adopté en marge de ce traité. « Les parties ne s'opposeront à aucun transfert ni exportation vers des pays tiers », affirme ce texte, dont le contenu a été rendu public par l'hebdomadaire allemand.

« Il n'est pas question de veto dans ce pacte secret. Ce n'est que si les intérêts directs ou la sécurité nationale sont mis en danger que l'un des partenaires peut exprimer ses préoccupations », avance Der Spiegel.

Cet accord, intitulé « Coopération industrielle franco-allemande en matière de défense. Compréhension commune et principes de vente » indique que les « les partenaires conviennent de s'informer mutuellement « à l'avance » lorsque les exportations d'armes en dehors de l'Otan

sont envisagées ». Et, en cas de différend, Paris et Berlin ont convenu d'organiser dans les deux mois des « discussions de haut niveau pour un échange de vues et la recherche d'alternatives. » Enfin, il est question de créer un « organe permanent » qui fera office de « conseiller pour les questions fondamentales liées aux exportations. »

Export d'armement : vers un seuil franco-allemand de 20%

https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/ 18 Février 2019 à 11h51 Par Jean-Dominique Merchet

Entre la France et l'Allemagne, la question des exportations d'armement devient un enjeu central de la coopération de défense. Comment en effet s'engager dans des programmes communs, comme l'avion de combat (SCAF) ou le char (MGCS) du futur sans un accord politique entre les deux capitales sur l'exportation ? Lors de la conférence de Munich sur la sécurité, la ministre allemande Ursula von der Leyen est revenue sur le sujet de manière assez directe, mais elle ne représente pas à elle seule le point de vue allemand. Le journal Der Spiegel assurait vendredi qu'un accord secret avait été conclu entre les deux pays.

Selon nos informations, les discussions sont toujours en cours entre Paris et Berlin, les deux capitales ayant fait le choix de ne pas préciser les choses dans le traité d'Aix-la-Chapelle, signé le 22 janvier. Il y est simplement écrit ceci : « Les deux États élaboreront une approche commune en matière d'exportation d'armements en ce qui concerne les projets conjoints ».

Une source au cœur du dossier nous confiait récemment que cette « approche commune » pourrait faire l'objet d'un accord bilatéral d'ici à l'été. L'un des points de la discussion actuelle porte sur un seuil de 20% : tout matériel comportant moins de 20% de composants allemands (en valeur) pourrait être exporté librement par la France sans besoin d'un accord de l'Allemagne - et réciproquement.

Reste que cela ne concerne pas les programmes majeurs, comme le SCAF ou le MGCS, la participation de chaque pays étant supérieure à 20%.

En principe, la question entre les deux pays étaient réglée depuis les accords Debré-Schmidt de 1972, mais ceux-ci ont besoin d'être réactualisés.

La question des exportations d'armement se pose différemment des deux côtés du Rhin, tant sur la plan institutionnel que politique. En Allemagne, le Parlement joue un rôle bien plus important qu'en France en matière de défense. Surtout, le sujet ne fait pas consensus dans la société allemande, marquée par un fort courant pacifiste.

Economie

En France, 54 personnes touchent encore une pension du régime nazi

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par AFP agence Coline Vazquez Mis à jour le 23/02/2019 à 00:10 Publié le 22/02/2019 à 20:07

2000 personnes dans le monde touchent une pension pour avoir participé au régime nazi



Ces pensions sont versées en vertu d'une loi allemande de 1951, qui permet aux victimes de guerre allemandes de toucher une indemnité. Elles bénéficient aussi à d'anciens nazis ou collaborateurs étrangers du régime d'Adolf Hitler, mais également

Plus de 2 000 personnes, dont les trois quarts en Europe, ont touché en février des pensions versées à d'anciens collaborateurs du régime nazi ou à des personnes enrôlées de force, a indiqué à l'AFP vendredi le ministère allemand du Travail.

Ils sont 54 en France, 2 033 dans le monde, dont les trois quarts en Europe. Tous ont touché en février une pension pour leur action au sein du régime nazi, a indiqué le ministère allemand du Travail à l'AFP, vendredi. Ces anciens collaborateurs ou enrôlés de force lors de la seconde guerre mondiale ont depuis, touché de la part de l'Allemagne un versement allant jusqu'à environ 1 300 euros mensuels.

Cette gratification controversée remonte à une loi allemande de 1951, qui permet aux victimes de guerre allemandes de toucher une indemnité. Seules les personnes touchées par une invalidité et qui n'ont pas été condamnées pour crimes de guerre sont censées pouvoir en bénéficier. «Mais les critères d'invalidité sont généreux. Quant à la question de la condamnation, dans les années 50, on ne savait pas trop qui avait fait quoi et on ne vérifiait pas avec le même sérieux qu'ensuite. Il y a une zone d'ombre», explique l'historien Christophe Brüll, spécialiste des relations belgo-allemandes à l'université du Luxembourg.

La prime bénéficie donc aussi à d'anciens nazis ou collaborateurs étrangers du régime d'Adolf Hitler et à des personnes enrôlées de force, bien que les ex-membres de la SS en soient exclus, comme toute personne condamnée pour crimes de guerre. Depuis 2008, la loi permet aux Länder allemands, qui versent ces retraites, de les suspendre. Mais cette possibilité a été peu utilisée, selon des données de 2017 du gouvernement fédéral allemand.

La Belgique au centre des critiques

C'est la Belgique qui a été la première pointée du doigt par le quotidien flamand *De Morgen* qui a révélé le 12 février dernier le versement toujours actuel de cette prime pour ««fidélité, loyauté et obéissance», promise par Adolf Hitler en 1941. La nouvelle n'a pas tardé à susciter de vives réactions notamment de la part de certains partis politiques belges. À l'occasion d'une audition devant la Chambre des représentants en 2017, l'ambassadeur d'Allemagne en Belgique à l'époque, Rüdiger Lüdeking, a affirmé que 27 personnes en Belgique touchaient encore cette pension. Mais le nombre total et l'identité des bénéficiaires sont inconnus à ce jour, l'Allemagne n'ayant jamais communiqué cette liste à la Belgique.

La presse nationale estime que plusieurs milliers d'anciens engagés en ont bénéficié, mais «personne n'a jamais fait de recherches approfondies sur le sujet», précise Christophe Brüll. «Les privilégiés étaient les habitants des Cantons de l'Est et d'Alsace, qui ont acquis la nationalité allemande après l'invasion nazie, mais aussi les Belges qui ont rejoint les Waffen SS pendant la guerre», détaille de son côté le chercheur, Alvin de Coninck, de l'association de survivants et de rescapés des camps de concentration nazis Remembrance, cité par De Morgen.

Suite à ces révélations, des députés belges ont décidé de s'attaquer à cette prime et ont voté jeudi un texte demandant au gouvernement de mettre fin à ce système de pensions versées par l'Allemagne.



Olivier Maingain @OlivierMaingain

Notre proposition visant à plaider auprès du gouvernement allemand la fin du régime des pensions accordées aux collaborateurs belges durant le régime nazi vient d'être adoptée à l'unanimité. Quelle satisfaction de voir les démocrates s'entendre en l'absence de la NVA et du VB !

88

19:19 - 19 févr. 2019

Un privilège mondial

La Belgique n'est pas le seul pays concerné. En Europe, 1532 personnes perçoivent la pension, dont 573 personnes dans la seule Pologne, le pays le plus représenté, selon des chiffres transmis à l'AFP. Suivent la Slovénie (184), l'Autriche (101), la République tchèque (94). Quelque 54 personnes la perçoivent en France, 34 en Grande-Bretagne, 71 en Croatie ou 48 en Hongrie.

On trouve aussi des bénéficiaires en Afrique. Ils sont 13 au total, dont 9 en Afrique du Sud et 4 en Namibie. Les États-Unis comptent sur leur sol 250 personnes concernées par cette prime contre 121 au Canada, 18 au Brésil et 8 en Argentine. En tout, 409 personnes disposent de cette prestation sur le continent américain. L'Asie compte une trentaine de bénéficiaires, dont 12 en Thaïlande. Enfin, 44 personnes la touchent en Australie.

Environnement

«Sauver les abeilles», la pétition qui ouvre la voie à un référendum en Allemagne

Économie Consommation Par Le figaro.fr Mis à jour le 16/02/2019 à 11:25 Publié le 16/02/2019 à 11:18



PATRICK PLEUL/AFP

Le succès historique d'une pétition pourrait engendrer un référendum, en Bavière. Le texte de la pétition demande que 20% des terres arables en Bavière respectent les normes biologiques en 2025.

Quelque 1,75 million d'électeurs de Bavière, un record historique, ont signé jeudi une pétition pour «Sauver les abeilles» qui pourrait déboucher sur un référendum et avoir d'importantes conséquences sur l'agriculture et l'industrie. Le texte de la pétition, lancée par le petit parti écologiste et conservateur ÖDP, demande que 20% des terres arables respectent les normes biologiques en 2025, avant d'atteindre 30% en 2030. 10% des espaces verts en Bavière devraient également être transformés, réclame le texte, en prairies fleuries, et rivières et ruisseaux devraient être mieux protégés des pesticides et engrais.

Le nombre de personnes qui ont décidé de signer la pétition dans les mairies du Land, selon les chiffres communiqués par la direction des élections du Land, a largement dépassé le million requis pour obtenir un référendum dans les six mois, selon le système de démocratie directe en vigueur en Bavière. Les organisations d'agriculteurs ont pourtant fait campagne contre cette pétition et mis en garde contre les coûts financiers potentiels pour l'agriculture.

La moitié des espèces d'insectes sont en péril

La pétition met également en porte-à-faux le gouvernement bavarois dirigé par le parti de droite conservatrice CSU - parti frère de la CDU de la chancelière Angela Merkel - qui compte les exploitants agricoles parmi son électorat traditionnel. Avec ce futur référendum, la Bavière pourrait «devenir pionnière en Europe en matière de protection de l'environnement», se réjouit jeudi le quotidien Süddeutsche Zeitung.

Près de la moitié des espèces d'insectes, essentiels aux écosystèmes comme aux économies, sont en déclin rapide dans le monde entier, a alerté lundi une étude qui met en garde contre un «effondrement catastrophique» des milieux naturels. A l'origine de la perte des insectes, les chercheurs désignent le bouleversement de leur habitat et le recours aux pesticides de synthèse, au coeur de l'intensification de l'agriculture dans le monde ces soixante dernières années.

Sécurité

À Munich, les superpuissances confrontent leurs visions

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par Nicolas Barotte Publié le 16/02/2019 à 15:42



Le vice-président américain Mike Pence et la chancelière allemande Angela Merkel ont tous les deux pris la parole ce samedi, lors de la Conférence sur la sécurité de Munich. CHRISTOF STACHE/AFP

La Conférence sur la sécurité a débuté ce vendredi à Munich. Cette année, c'est le rapport de force entre les superpuissances américaine, russe et chinoise qui domine les débats.

Envoyé spécial à Munich

À l'issue de l'exposé d'Angela Merkel, une partie de la salle s'est levée pour l'applaudir. «C'était l'un des meilleurs discours que j'ai entendu», lui lance l'expert en relations internationales François Heisbourg, un habitué de la Conférence sur la sécurité qui se tient depuis 55 ans à Munich.

Cette année, le rapport de force entre les superpuissances américaine, russe et chinoise domine les débats et les arrières pensées. Leur compétition met à mal l'architecture de l'ordre mondial. Alors en l'absence d'Emmanuel Macron, qui a annulé sa participation pour se concentrer sur la crise des «gilets jaunes» en France, la chancelière allemande est le seul leader européen de premier plan à encore pouvoir plaider en faveur du multilatéralisme.

«Nous devons nous battre pour le multilatéralisme, pour l'Europe, contre ceux qui pensent qu'ils peuvent agir seuls», a-t-elle insisté. Elle pense sans doute à ceux qui prendront la parole après elle: le vice-président américain Mike Pence, le membre du Politburo chinois Yang Jiechi, un influent interlocuteur en matière de politique étrangère, et le ministre des Affaires étrangères russe Serguei Lavrov.

Si l'autorité d'Angela Merkel est forte quand elle s'exprime, les divisions européennes ne lui permettent pas d'imposer sa voix

Avec son style si particulier mêlant pragmatisme et exemples concrets, Angela Merkel s'est livrée à une démonstration quasi-scientifique. Elle a d'abord énuméré quelques-uns des défis mondiaux: la fin du traité INF sur les missiles moyenne portée, l'approvisionnement de l'Europe en gaz russe, l'accord sur le nucléaire iranien, le retrait américain de Syrie, la guerre commerciale menée par les États-Unis… À chaque fois, elle prône le dialogue. La seule façon de ramasser les pièces «d'un puzzle international» fragmenté, c'est de le faire «seulement tous ensemble», a-t-elle dit. Alors que la fin de son mandat approche en Allemagne, la chancelière semble de plus en plus libérée de ses préventions habituelles.

Mais si l'autorité d'Angela Merkel est forte quand elle s'exprime, les divisions européennes ne lui permettent pas d'imposer sa voix. Après la chancelière, le micro s'ouvre aux représentants des trois superpuissances. Leurs discours dessinent les contours d'une rivalité mondiale. «Grâce au président Trump, les États-Unis sont le leader du monde libre», assène Mike Pence après avoir rappelé à l'ordre et tancé ses interlocuteurs. Le vice-président a fermement invité ses partenaires européens à reconnaître Juan Guaido comme président du Venezuela, à rejeter l'accord sur le nucléaire iranien, puisque Téhéran prépare «une nouvelle Shoah» ou à s'opposer au projet de gazoduc Nord Stream 2.

«Nous n'accepterons pas que nos alliés (européens) deviennent dépendants» au gaz russe, a-t-il prévenu comme s'il n'avait pas entendu les arguments d'Angela Merkel: «une molécule de gaz russe reste une molécule de gaz russe, peu importe le pipeline», avait-elle observé en rappelant que la Russie livrait déjà du gaz à l'Europe du temps de la Guerre froide. «Est-ce que l'époque est

pire?» a-t-elle interrogé en recommandant de ne pas rompre toutes les relations avec Moscou. Depuis l'invasion de la Crimée en 2014, les relations se sont dégradées.

Prise en étau entre les États-Unis et la Russie, l'Europe s'inquiète pour sa sécurité. La pression de Washington sur l'Otan met mal à l'aise ses alliés. Et même si Mike Pence a rappelé l'attachement américain envers l'alliance atlantique, le dialogue semble de plus en plus difficile. Angela Merkel a ainsi critiqué le futur retrait des troupes américaines de Syrie. «Est-ce une bonne idée de se retirer soudainement et rapidement de Syrie? Cela ne renforcera-t-il pas encore la capacité de l'Iran et de la Russie d'exercer leur influence?» a-t-elle demandé. Même interpellation faussement interrogative à propos de la guerre commerciale livrée par les États-Unis. Angela Merkel a jugé «effrayante» l'idée que les importations d'automobiles construites en Europe puissent être considérées comme une «menace nationale» par l'administration Trump.

Après avoir critiqué la Russie ou les Européens, Mike Pence s'est tourné vers la Chine. Les États-Unis défendront leurs infrastructures des menaces d'espionnage, a-t-il prévenu en faisant référence au dossier Huawei. Washington soupçonne l'entreprise chinoise de capter des informations au profit de Pékin. Le vice-président américain n'a pas attendu les réponses des autres intervenants pour quitter la salle.

Face au choix d'un rapport de force revendiqué par les États-Unis, le Chinois Yang Jiechi a préféré une autre approche. Ce personnage clé de la politique étrangère de Pékin s'est fait le chantre du multilatéralisme et des relations internationales fondées «sur le respect» et le principe du gagnant-gagnant. «Le dialogue et la consultation doivent être les principes pour résoudre les conflits», a-t-il insisté. Si le discours est censé plaire aux oreilles européennes, c'est une façon de plaider la cause des intérêts chinois. Pékin réclame sa place dans l'ordre mondial. Jiang Jiechi prend d'ailleurs soin d'énumérer les endroits du monde où la Chine joue désormais un rôle: en Afrique ou en Asie.

Yang Jiechi s'est dit opposé à l'élargissement à la Chine du traité INF tout en conseillant à la Russie et aux États-Unis, qui ont dénoncé le traité, d'y revenir

Il ne fait aucune concession sur le fond. La Chine rejette les soupçons qui pèsent sur Huawei et conseille aux Européens de choisir «la voie de la sagesse», c'est-à-dire de se désolidariser du bras de fer américain. En ce qui concerne le contrôle des armements, Yang Jiechi a poliment repoussé la proposition d'Angela Merkel de se joindre aux discussions. Le conseiller s'est dit opposé à l'élargissement à la Chine du traité INF tout en conseillant à la Russie et aux États-Unis, qui ont dénoncé le traité, d'y revenir! À en croire le think tank IISS, 95% des armements chinois seraient interdits par le traité INF s'il leur était appliqué…

Dernier à prendre la parole à Munich, le ministre des Affaires étrangères russe Serguei Lavrov se contente du strict minimum. Rapidement expédié, son discours revient sur l'intervention militaire au Kosovo dans les années 1990, les tentatives d'extension de l'Otan aux portes de la Russie, autant de provocations à l'égard de Moscou. Il se désole aussi de la faiblesse du dialogue entre l'Union européenne et la Russie. Il s'agit selon lui d'autant d'arguments qui prouvent la logique à géométrie variable de l'Occident. Dialogue de sourd. D'ailleurs quand on lui demande comment la Russie exercera son influence en Syrie, il ne cherche même pas à répondre. «Peu importe ce que je dirais, vous écrirez ce que vous voudrez», assène-t-il.

En ouvrant la conférence de Munich, vendredi, son président Wolfgang Ischinger avait prévenu fataliste: beaucoup d'intervenants ont prévu de discuter «des uns et des autres plutôt qu'entre les uns et les autres». Illustration donnée samedi avec la série de quatre discours aux points de vue divergents.

A Münich le nom de Donald Trump suscite un grand blanc

https://www.bruxelles2.eu/ 17 Fév 2019 Conférence de Munich, Donald Trump, Mike Pence, UE-USA

(B2) Dans le discours du vice-président américain Mike Pence lors de la conférence de sécurité de Münich (MSC 2019) … après les mots « … *the 45th President of the United States of America, President Donald Trump*. » il était prévu des applaudissements. Du moins, c'est que retranscrit le texte officiel diffusé par la Maison blanche.

> it's my great honor to speak to you today, on behalf of a champion of freedom and a champion of a strong national defense, the 45th President of the United States of America, President Donald Trump. (Applause.)

La réalité a été légèrement différente. Il y a eu un grand blanc ! Le vice-président en a été réduit à continuer son discours après s'être interrompu quelques secondes le temps de grappiller un ou deux applaudissements sourds dans le fond de la salle, qui n'ont pas vraiment réussi à déchaîner l'enthousiasme…

La différence entre la théorie et la réalité vaut le détour.



Axios

✔ @axios

Addressing U.S. allies at the Munich Security Conference, Mike Pence is met with silence as he tells the audience: "I bring greetings from the 45th president of the United States of America, President Donald Trump."

10,3 k

18:48 - 16 févr. 2019

Ce qui dans une enceinte acquise à la force du lien transatlantique traduit bien le fossé qui sépare aujourd'hui Europe et États-Unis et le malaise européen à la vue de la politique américaine de Donald Trump.

(NGV)

NB : au passage notons que celui qui pourfend les fake news en est le premier émetteur. Qualifiez d'applaudissements ce qui ressort d'un bide est une 'fausse information'.

Nicolas Gros-Verheyde

BELGIQUE

Environnement

Anuna et Kyra, 17 et 19 ans, les deux activistes écolos qui mettent la jeunesse belge dans la rue

Accueil Société Actu société http://madame.lefigaro.fr/ Mooréa Lahalle | Le 18 février 2019



Anuna De Wever et Kyra Gantois tout sourires lors d'un rassemblement organisé en Belgique. (Bruxelles, 31 janvier 2019.) Yves Herman

Dans la lignée de Greta Thunberg, Anuna De Wever et Kyra Gantois font entendre leur voix en Belgique. Du haut de leurs 17 et 19 ans, ces deux lycéennes appellent à manifester tous les jeudi en faveur de l'écologie.

«13 degrés en février, ce n'est pas normal !», scande Anuna De Wever, perchée sur un poteau électrique ce jeudi 14 février à Bruxelles. Depuis le mois de décembre, cette lycéenne flamande de 17 ans mobilise plusieurs milliers de jeunes sur le thème de l'urgence climatique. Kyra Gantois, 19 ans, son bras droit «depuis un an», précise-t-elle au *Madame Figaro*, n'est jamais très loin. En l'espace d'un mois, elles sont devenues le visage d'une jeunesse engagée. Portrait express.

"On devait faire la même chose en Belgique"



Anuna De Wever et Kyra Gantois en tête du cortège lors du rassemblement organisé à Bruxelles le 24 janvier dernier. (Bruxelles, 24 janvier 2019.) Yves Herman / Reuters

En décembre dernier, les deux lycéennes apprennent que, faute de consensus, les représentants de leur pays n'ont pu approuver deux directives européennes sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables lors de la COP24 de Katowice, en Pologne. Persuadées que c'est «de leur avenir dont il est question», elles décident de passer à l'action et créent, le 29 décembre, Youth for climate, une page Facebook sur laquelle elles appellent les jeunes à descendre dans la rue.

Dix jours plus tard, ils sont plus de 3 000 à répondre présent et réclament des actions concrètes de la part des politiques en matière d'écologie. Initialement flamand, le mouvement prend peu à peu de l'ampleur et passe de 10.000 à 35.000 manifestants. Gagne Bruxelles, puis la Wallonie et va jusqu'à rassembler plus de 70.000 personnes lors de la Marche pour le climat le 27 janvier dernier.

"Je n'ai pas confiance dans le système politique"

Un mouvement qui résonne jusque dans la classe politique du pays. À l'approche des élections européennes - qui auront lieu le 26 mai prochain - les partis politiques belges s'arrachent les deux lycéennes, espérant attirer des voix. Anuna De Wever, elle, préfère garder ses distances : «Je n'ai pas vraiment confiance dans le système politique», confiait-elle à Brut le 7 février. «Lorsque nous parlons aux politiciens, ils disent "oui, nous voulons faire ceci ou cela mais on ne peut pas à cause de ceci et cela"», s'insurgeait-elle avant d'ajouter : «Si ce système vous empêche de pendre soin de cette planète, alors c'est un mauvais système».

En vidéo, le discours de Greta Thunberg lors de la COP24

«Je parle au nom de la justice climatique», le discours percutant d'une Suédoise de 15 ans à la COP 24



Le succès de la COP24 de Katowice (Pologne) a beau être tout relatif, un discours a été particulièrement salué : celui de la jeune Greta Thunberg, une Suédoise de 15 ans déjà très active dans la défense de la planète.

"Défendre ses principes"

La planète, la lycéenne s'en soucie depuis longtemps. «C'est quelque chose dont on nous parle sans cesse», explique Anuna De Wever au *Soir.* Au quotidien belge, elle confie «faire attention» en prenant sa douche, trier ses déchets et «surveiller» ce qu'elle achète. Mais c'est le discours de la jeune activiste Greta Thunberg qui lui a donné envie de s'engager. «On a trouvé que son action avait du sens, alors on s'est dit qu'on devait faire la même chose en Belgique», poursuit-elle. Un combat encouragé par une mère sociologue et un père architecte urbaniste qui lui ont appris à «défendre ses principes». Principes qu'elle entend bien étendre jusqu'aux Nations Unies, dont elle s'imagine «secrétaire générale» dans quelques années, rapporte-t-elle au *Monde*.

"Nous devons agir maintenant"

Kyra Gantois est l'organisatrice de l'ombre. Celle qui informe les autorités des manifestations à venir et gère «une grande partie de l'agenda», précise CNN. Un travail chronophage, pour lequel elle a dû reléguer ses examens au second plan, nous explique-t-elle. «Contrairement à mes études, la planète ne peut pas attendre. C'est pour ça que nous devons agir maintenant.» Un discours salué par ses parents - aujourd'hui retraités - qui la «soutiennent», précise-t-elle. «Ils savent que j'apprends énormément depuis que j'ai commencé à m'impliquer dans l'écologie.» Un activisme né - comme pour d'autres - dans les petits gestes du quotidien. «Jamais de douche interminable, ni de chauffage à outrance. Si j'ai froid, je préfère enfiler deux pulls», détaille-t-elle. Pour ce qui est de l'avenir, Kyra Gantois ne sait pas encore ce qu'elle veut faire. Si ce n'est «changer le monde.»

FRANCE

BREXIT

Brexit : HSBC se renforce tout doucement en France

Entreprises & Finance Banques / Finance https://www.latribune.fr/ Par Delphine Cuny | 20/02/2019, 5:00



Le siège de HSBC à Paris. (Crédits : Jacky Naegelen)

La banque britannique HSBC a transféré toutes ses succursales européennes (sauf l'allemande) à sa filiale française, qui a augmenté la taille de son bilan. Mais les 1.000 emplois transférés tardent à se matérialiser.

L'annonce tonitruante par le précédent directeur général, Stuart Gulliver, avait des airs de menaces pour les gouvernants britanniques : le géant bancaire HSBC avait évoqué dès 2016 la possibilité de transférer 1.000 emplois de la City vers Paris du fait du Brexit. Son successeur avait

pris ses distances avec ce chiffre qui ne figure plus dans les communications officielles. A cinq semaines de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, on est loin du compte : selon nos informations, HSBC France, qui emploie 8.000 personnes, contre 9.500 il y a trois ans, après une restructuration, vient de renforcer ses effectifs d'une centaine de personnes (traders et vendeurs en salle de marchés, etc) seulement, plutôt par des recrutements sur place que des transferts.

Le sujet du Brexit semble un peu tabou chez le groupe britannique, le terme même est banni des communiqués au profit de formules plus évasives sur "*l'incertitude prolongée autour de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne*". Comme annoncé en 2016, la France sera pourtant bien la base de repli post-Brexit dans l'UE, car HSBC y possède une banque de plein exercice depuis le rachat du CCF en 2002, avec toutes les licences nécessaires. Toutes les succursales européennes doivent lui être rattachées - sauf l'allemande, cotée en Bourse et détenue à 80% par la maison-mère.

"**Dans un contexte d'évolution politique et réglementaire en Europe**, HSBC ajuste ses activités de manière à conforter sa proposition paneuropéenne pour les clients. Pour ce faire, HSBC France a acquis ou va acquérir d'ici au 1er mars 2019 certains actifs et passifs de 9 entités européennes de HSBC Bank plc, (Grèce, Pologne, Irlande, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Espagne, Italie, République Tchèque)" explique la banque dans un communiqué publié mardi 19 février, sans mentionner là non plus le terme de Brexit.

Capital renforcé, équipe légèrement musclée

Filiale à 99,99% de HSBC Bank Plc, HSBC France a dû renforcer son bilan et a procédé à deux augmentations de capital d'un total de 1,4 milliard d'euros en janvier et février 2019. Son bilan pèse désormais plus de 17,6 milliards d'euros. Les effectifs ajoutés de ces entités européennes représentent plus d'un millier d'emplois mais HSBC ne communique pas de chiffre exact. Le point sur les relocalisations ou créations de postes en Europe continentale est un sujet balayé comme trop sensible.

"2019 ouvre une nouvelle page pour HSBC France" fait valoir son directeur général, Jean Beunardeau. "Les transferts futurs d'équipes depuis Londres se feront au gré des décisions de nos clients, les grandes entreprises européennes [non françaises]. Pour l'instant, très peu de clients ont transféré leur activité et ils sont toujours servis depuis Londres » observe-t-il.

"*Le chiffrage est un piège*" soupire un cadre du groupe. Trop d'aléas demeurent selon la banque sur les termes d'un accord - la direction ne croit pas à un "hard Brexit" - et sur l'étendue des opérations qui seraient concernées par la perte du "passeport européen" donnant accès au marché unique : les opérations de change ne sont pas des services financiers mais celles de couverture de change, oui. La période de transition espérée d'un an devrait donner du temps pour des ajustements. HSBC France a créé une activité de gestion notionnelle de trésorerie, une autre de conservation de titres et va créer par la suite une activité actions et une autre de dérivés d'actions. Ce qui devrait encore muscler les équipes françaises.

A Bercy, les dirigeants du groupe britannique ont dû clarifier leurs intentions auprès des ministres. Selon une source au fait des échanges, ils auraient revu en baisse leur estimation à « *quelques centaines* » de postes en mettant en avant le cash injecté et les bénéfices taxables futurs, qui rapporteront de l'argent à l'Etat.

HSBC, dont la filiale suisse avait négocié avec le parquet national financier une amende 300 millions d'euros pour éviter un procès en France pour blanchiment de fraude fiscale en octobre 2017, a fait valoir que son empreinte fiscale et sociale en France s'élève à 520 millions d'euros en 2018, en comprenant l'impôt sur les sociétés, les charges sociales employeur, les taxes sur les salaires et la contribution au Fonds de résolution unique (FRU), qui n'est cependant pas versée à l'Etat français mais in fine au Conseil de résolution unique européen (Single Resolution Board).

La banque britannique, qui a publié jeudi un bénéfice avant impôts de 19,9 milliards dollars, en hausse de 16% en 2018, mais inférieur aux attentes, a prévenu qu'elle allait repousser certains investissements cette année, sur les 15 à 17 milliards de dollars envisagés sur trois ans dans la technologie et en Chine, en raison d'un ralentissement de sa croissance sur ses deux principaux

marchés, le Royaume-Uni et la Chine, justement. Dans ce contexte, le groupe cherche aussi à limiter le coût de la réorganisation post-Brexit en conservant des équipes centralisées à Londres pour les économies d'échelle. Si cela demeure possible après le 29 mars.

Brexit: «En se brouillant avec les Anglais, la France fait le jeu de Vladimir Poutine»

VOX Vox Monde http://www.lefigaro.fr/ Par Laurent Chalard Publié le 19/02/2019 à 09:55



De gauche à droite: Theresa May, Jean-Claude Juncker et Emmanuel Macron. LUDOVIC MARIN/AFP

FIGAROVOX/TRIBUNE - Laurent Chalard critique la position de la France sur le Brexit. Selon le géographe, notre intérêt est de maintenir des liens étroits avec les Britanniques, sans quoi l'Europe serait fragilisée au profit des Russes.

Laurent Chalard est géographe à l'European Centre for International Affairs. Retrouvez-le sur son blog personnel.

Le Brexit n'en finit plus de faire la Une de l'actualité, se transformant en mauvais feuilleton, dont tout le monde aimerait voir la fin le plus rapidement possible car il est source d'une grande instabilité concernant le futur politique et économique du continent européen. Dans ce cadre, le rôle de la France apparaît particulièrement problématique puisque nos actions depuis le vote britannique du 23 juin 2016 visent plus à déstabiliser le Royaume-Uni qu'à le soutenir dans cette difficile épreuve, une aberration géopolitique dans le contexte international actuel.

En effet, pour bien comprendre les enjeux de ce «divorce», il faut prendre de la hauteur et se plonger dans l'ouvrage phare du géopoliticien russe, Alexandre Douguine: *Fondamentaux de la géopolitique. L'avenir de la géopolitique de la Russie*, publié en 1997, dont Monsieur Macron devrait avoir lu un résumé. Dans cet essai, qui expose une stratégie devant permettre à la Russie de retrouver sa grandeur sur l'échiquier international, pendant oriental d'une certaine manière du *Grand Échiquier* de l'américain Zbigniew Brzezinski paru la même année, le programme concernant l'Europe est d'une clarté limpide. Il s'agit de dissocier le Royaume-Uni du reste de l'Europe et d'inciter la France à s'allier plus fortement avec l'Allemagne, les deux pays ayant une forte tradition anti-atlantiste, c'est-à-dire anti-anglo-saxonne.

La position d'Emmanuel Macron apparaît complètement alignée sur les desideratas russes.

Dans ce cadre, le vote pour le Brexit a constitué la première phase de réalisation de cet objectif, permettant de mettre définitivement en-dehors de l'Union européenne le Royaume-Uni, perçu par les Russes, à raison il est vrai, comme le cheval de Troie des Américains sur le continent. La deuxième phase du projet est la promotion d'un Brexit dur à l'origine de l'émergence de tensions fortes entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, dans l'optique d'accentuer le fossé entre les deux, voire de créer une certaine animosité. Celle-ci conduirait à une troisième et dernière phase, la mise en place d'une armée européenne dissociée de l'OTAN. La stratégie des Russes apparaît très bien ficelée, mais aussi très claire: elle devrait, en théorie, conduire nos dirigeants à ne pas tomber dans le piège tendu par Vladimir Poutine.

Or, à notre grand désarroi, la position d'Emmanuel Macron apparaît complètement alignée sur les desideratas russes. Notre président, comme de nombreux autres dirigeants politiques hexagonaux, se ravit de la situation, espérant profiter du Brexit pour damer le pion à la perfide Albion. En particulier concernant le renforcement de la place financière parisienne, d'où une position favorable à un Brexit dur pour punir les Britanniques d'avoir quitté le navire (avant qu'il ne coule?). On sent que le vieil antagonisme contre les Anglais, hérité d'une relation séculaire qui fut

tumultueuse, fait perdre la raison à nos dirigeants, qui se disent européistes mais demeurent finalement très nationalistes sur le fond. Par ailleurs, sur le plan économique, la France suit largement les préconisations de l'Allemagne d'Angela Merkel, qui impose son modèle au reste du continent en se plaçant donc sous la domination de l'ennemi d'hier. Enfin pour enfoncer le clou, le projet d'armée européenne promu à la fois par la France et l'Allemagne s'inscrit pleinement dans une dissociation vis-à-vis de l'OTAN et donc des Anglo-saxons. Or à l'heure actuelle, on voit mal comment cette pseudo-armée pourrait faire face à la puissance militaire russe aux frontières orientales de l'Europe, sans parapluie américain.

Il s'ensuit que, probablement à son insu (son parcours politique ne laissant guère à penser à un tropisme spécifique vers l'Est), Emmanuel Macron fait le jeu de Vladimir Poutine, sa politique s'inscrivant pleinement dans l'agenda du Kremlin. Peu expérimenté en politique internationale, avec des compétences limitées voire inexistantes en géopolitique au moment de sa prise de pouvoir, mal conseillé car mal entouré, notre président ne fait pas le poids jusqu'ici dans l'arène internationale, face aux renards que sont la chancelière allemande Angela Merkel et le dirigeant russe Vladimir Poutine.

À l'heure actuelle, le seul grand gagnant des dissensions entre l'Union européenne et le Royaume-Uni est la Russie.

Comme il n'est jamais trop tard pour redresser la barre, il conviendrait donc que Monsieur Macron change de politique étrangère. Une alliance trop poussée avec l'Allemagne, s'apparentant à un alignement total sur le plan économique, n'est probablement pas une bonne chose. Il vaudrait mieux garder les meilleures relations possibles avec les Britanniques, alliés fiables depuis l'Entente cordiale (en 1939-40, seuls les Anglais avec les Belges et les Néerlandais étaient à nos côtés face aux troupes d'Hitler), en faisant preuve de compréhension vis-à-vis de leur choix de quitter l'Union européenne, qu'ils assument. Ce n'est pas parce qu'ils ne sont plus dedans que les relations doivent être mauvaises, que des barrières frontalières doivent être instaurées ou que la coopération militaire ne doit plus se faire. Les Britanniques ont leurs raisons, tout à fait honorables. Sans doute ne souhaitent-ils pas se faire dicter leur politique par Berlin.

S'il est légitime de lutter contre l'hégémonisme culturel anglo-saxon dans notre pays, à l'origine d'une mise à mal de notre identité nationale, ou de ne pas suivre aveuglément l'aventurisme militaire américain, cela ne doit pas nous conduire à nous éloigner d'alliés solides et puissants, qui partagent un minimum de valeurs communes avec les nôtres. À l'heure actuelle, le seul grand gagnant des dissensions entre l'Union européenne et le Royaume-Uni est la Russie, qui continue d'avancer son agenda et propose un modèle politique autoritaire inacceptable pour tout vrai démocrate.

Economie

Loi Pacte : quatre points d'achoppement majeurs

Économie France https://www.latribune.fr/ Par Grégoire Normand | 19/02/2019, 18:05



Bruno Le Maire a déclaré que "l'intérêt des PME est que ce texte très attendu entre en vigueur le plus rapidement possible, pour libérer les capacités d'investissement et d'innovation". (Crédits : TT News Agency)

La loi Pacte doit être débattue en commission mixte paritaire (CMP) par les députés et sénateurs à partir de ce mercredi 20 février. Faute d'accord, l'Assemblée nationale devrait reprendre la main sur le texte en mars. Privatisations, seuils, objet social des entreprises, transparence des salaires dans les entreprises... retour sur les quatre sujets de crispation autour de ce texte de loi tentaculaire.

« Les probabilités d'échec sont fortes. » À la veille d'une réunion de la commission mixte paritaire (CMP) qui doit se tenir ce mercredi 20 février, le député et rapporteur général de la loi Pacte, Roland Lescure, semble peu optimiste. Les sénateurs et députés ont exprimé un certain nombre de désaccords sur des points fondamentaux du texte de loi. *« À la base, c'était un texte équilibré mais le Sénat a mis quatre coups de canif »,* poursuit l'élu. La commission mixte paritaire, composée de 14 députés et sénateurs titulaires et autant de suppléants, sera chargée de proposer un texte sur toutes les dispositions du projet de loi restant en discussion.

Soutenu par le ministre de l'Économie Bruno Le Maire depuis l'automne 2017, le plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (Pacte) semble prendre du retard. L'ouverture de cette commission sur fond de profondes divisions entre députés et sénateurs, ne risque pas d'arranger les choses. Les chances de déboucher sur un accord devraient être maigres. Roland Lescure espère *« tout de même une adoption avant l'été ».*

1- Les privatisations au centre des divisions

Les privatisations d'aéroports de Paris (ADP), de la Française des jeux (FDJ) et de Engie, suscitent depuis la présentation du projet de loi de nombreuses polémiques. Le 12 février dernier, le Sénat a adopté en première lecture par 207 voix contre 117 et 22 abstentions, le texte de loi amputé des articles prévoyant notamment la privatisation d'ADP et de la FDJ. Pour le député des Français d'Amérique du Nord, cela *« correspond à une vision anachronique du rôle de l'État alors que le texte prévoyait des garanties ».*

De son côté, Bruno Le Maire avait de nouveau affirmé que ces cessions d'actifs étaient *« une nécessité absolue »* soulignant que leur produit doit alimenter un fonds de 10 milliards d'euros destiné à financer des projets innovants. Il a aussi exprimé l'espoir que *« certaines des propositions »* du Sénat, *« en particulier tous les dispositifs d'encadrement et de renforcement des garanties autour des privatisations (...), pourront être reprises dans le texte définitif ».* Sur la question de la privatisation d'ADP, la durée de la concession sur 70 ans a soulevé une vague d'oppositions.

Pour le sénateur socialiste du Doubs Martial Bourquin, *« ces privatisations sont une aberration économique et une erreur politique [...] Les citoyens nous le disent dans le cadre du Grand débat : ils reprochent le bradage d'intérêts stratégiques et l'abandon de notre industrie. En privatisant ces entreprises, la France perd la maîtrise de son destin. »*

L'opposition socialiste dénonce notamment un texte *« fourre-tout »,* qui traduit *« une vision ultra-libérale du gouvernement ».*

2 - Les seuils dans les entreprises relevés

La question du relèvement des seuils est un sujet de préoccupation majeur pour tous les syndicats professionnels. Sur ce point, le député Roland Lescure précise que *« les députés avaient trouvé un compromis avec les organisations syndicales qu'ils ne souhaitent absolument pas remettre en cause par les amendements des sénateurs ».* Quelques jours auparavant, le groupe des Républicains du Sénat, comme il le précise dans un communiqué, a voulu aller encore plus loin que le gouvernement *« en relevant les obligations liées au passage de 50 à 100 salariés pour l'ensemble du code du travail à partir du premier janvier 2021. »*

Pour la CFDT, cette version du texte est *« inacceptable [...] Cela affecte directement de nombreux aspects du droit du travail, au niveau individuel ou collectif : la représentation des salariés et les activités sociales et culturelles, les règles de la négociation collective et donc les conditions de travail des salariés. En relevant le seuil de mise en place du local syndical, les sénateurs s'attaquent aussi directement aux représentants du personnel. »*

3 - Le rôle social de l'entreprise écarté

La chambre haute a également retiré l'article 61 consacré aux enjeux sociaux et environnementaux des entreprises.

« La suppression de l'intérêt social de l'entreprise, la suppression de la raison d'être dans les statuts, la modification sensible du fonds de pérennisation de l'entreprise en supprimant son caractère philanthropique et en rejetant l'encadrement de la transmission » ont vidé le texte de loi d'une bonne partie de sa substance, regrette M. Lescure.

Le principal syndicat réformiste français regrette également ce geste. En supprimant l'article 61, *« les sénateurs cantonnent les entreprises dans la seule rentabilité économique et financière ».*

4- La transparence des salaires

Le manque de transparence des salaires à l'intérieur des entreprises et les inégalités suscitent régulièrement de vifs débats. Lors de son intervention le 29 janvier dernier au Sénat, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a expliqué que *« pour la justice, afin que les écarts de rémunération entre salariés et chefs d'entreprise ne soient pas excessifs, nous instaurerons un rapport d'équité au sein des entreprises sur la transparence des niveaux de rémunération, en nourrissant l'espoir que cela devienne non seulement une règle nationale, mais aussi une règle européenne. »*

De son côté Roland Lescure précise que à l'Assemblée, *« on avait beaucoup travaillé sur la transparence sur les rémunérations pour que les entreprises publient la rémunération des principaux dirigeants, la moyenne et la médiane [...] Sans transparence, le risque est d'avoir du contrôle mais je suis contre le contrôle ».*

Le président de la commission des affaires économiques note *« un vrai retour en arrière sur la question de la transparence des revenus des dirigeants ».*

En France, les hauts fonctionnaires gagnent en moyenne 7850 euros net

Économie Conjoncture http://www.lefigaro.fr/ Par Cécile Crouzel Mis à jour le 22/02/2019 à 09:57 Publié le 21/02/2019 à 18:24



Les salariés du privé les mieux rémunérés sont souvent dans la finance, l'assurance et le conseil. Yves Roland 2012/Food photo - Fotolia

INFOGRAPHIE - Dans le privé, les 1 % de salariés les mieux payés perçoivent un salaire environ 30 % plus élevé que les agents les mieux lotis de la fonction publique, selon une étude de l'Insee.

Ils sont la bête noire des «gilets jaunes», qui les accusent d'être trop payés. Les hauts fonctionnaires sont certes des privilégiés sur l'échelle des salaires en France ; mais ils sont moins bien lotis que dans le privé. C'est ce qui ressort d'une étude de l'Insee publiée jeudi. Les données portent sur 2016, mais les ordres de grandeur varient peu en ce domaine. Les 1% des agents les mieux rémunérés de la fonction publique - soit 48500 emplois - gagnent au moins 6410 euros nets par mois. Et leur salaire moyen est de 7850 euros. C'est 4 fois le salaire médian des 5,5 millions d'agents du public (le salaire médian étant le niveau où la moitié gagne plus et l'autre moitié gagne moins).

Dans les entreprises, les 1% de salariés les mieux payés perçoivent, eux, au moins 8280 euros nets par mois. Soit 30% de plus que dans le public. Ces dirigeants, cadres, ingénieurs travaillent surtout dans la finance, l'assurance et le conseil, selon l'Insee. L'écart est encore plus net avec les indépendants: les 1% les plus favorisés gagnent plus de 23700 euros par mois (auxquels il faut toutefois enlever 2300 euros de CSG et CRDS pour une vraie comparaison). «Ils sont souvent

médecins, dentistes, pharmaciens ou exercent des activités juridiques et comptables», précise l'étude.

C'est dans la fonction publique territoriale que les hauts cadres sont le moins bien récompensés. Les 1% des agents les mieux payés des communes, départements et régions gagnent au moins 4 580 euros par mois, alors que le seuil est à 6 370 euros pour leurs homologues de l'État et à 7 560 euros pour ceux de la fonction publique hospitalière. L'hôpital concentre de fait un nombre important d'agents bien payés car très qualifiés: ses médecins.

En revanche, c'est bien au sein de l'État que se retrouvent les plus hautes rémunérations moyennes, mais avec des cohortes moins nombreuses. Les ambassadeurs et autres dirigeants dans les représentations de la France à l'étranger occupent le haut du podium, avec un salaire moyen de près de 14000 euros par mois. Outre leur rémunération statutaire, ces personnes perçoivent des indemnités pour service à l'étranger, qui compensent les lourdes charges, voire les dangers de leur mission. L'Ambassadeur français en Afghanistan, par exemple, gagne 29.000 euros par mois.

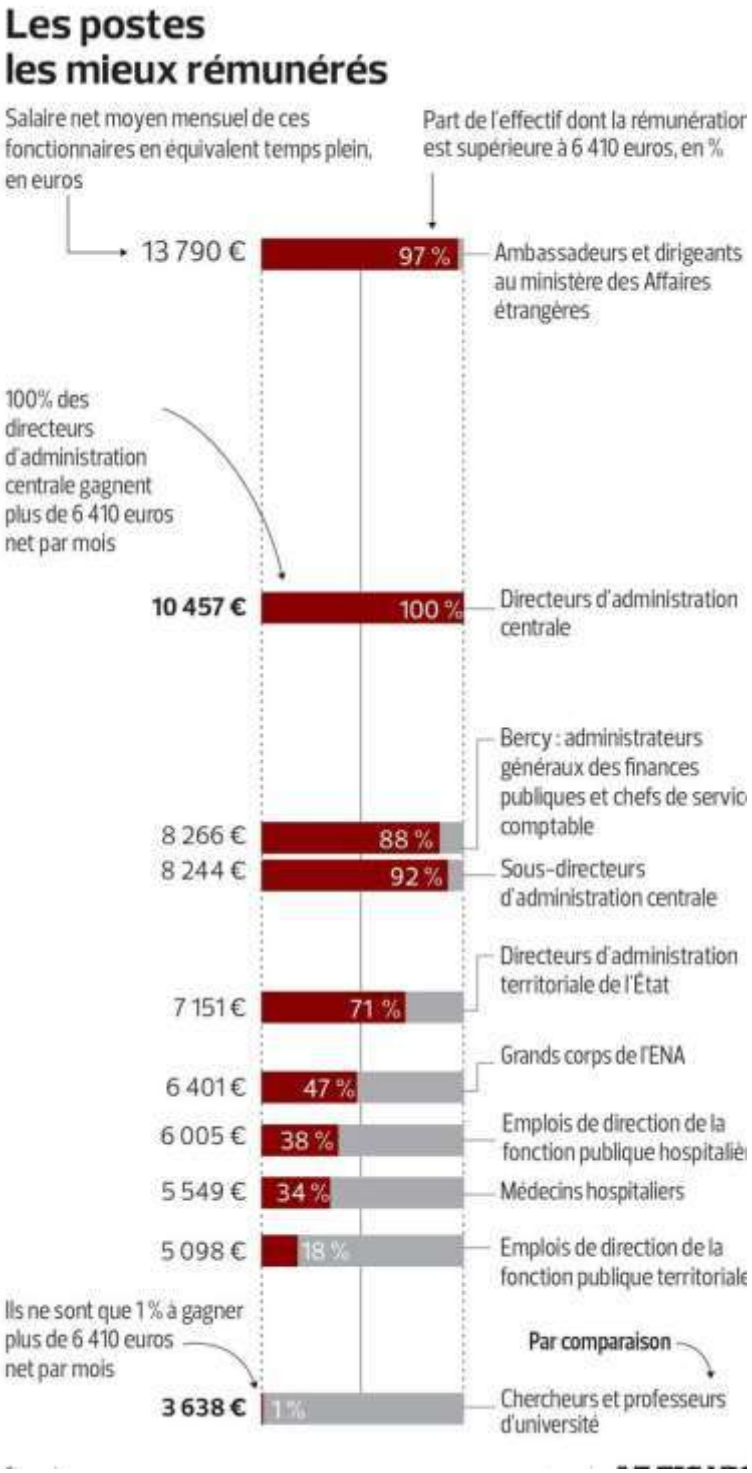
Viennent ensuite, selon l'étude, les «corps et emplois à la décision du gouvernement» au sein de l'État, qui émargent à près de 10.500 euros nets par mois. Il s'agit des directeurs généraux et directeurs d'administration centrale. Ils sont suivis par les hauts cadres des Impôts et de Bercy, qui gagnent en moyenne quelque 8 200 euros par mois.

La puissance publique n'abuse pas du recours aux contrats pour accorder des rémunérations élevées : les contractuels ne représentent que 7% des agents les mieux rémunérés

Ces rémunérations, correctes, sont néanmoins très éloignées des salaires des cadres dirigeants des grandes entreprises françaises, alors que ces fonctionnaires ont eux aussi de considérables responsabilités. Le directeur général des finances publiques est par exemple à la tête de plus de 100.000 agents des impôts et a piloté la réforme du prélèvement à la source. Ce sont d'ailleurs ces écarts de salaires qui expliquent le départ de hauts fonctionnaires vers le privé.

Et si les diplômés de l'ENA ou des grandes écoles d'ingénieurs sont bien payés en début de carrière, la fonction publique dans son ensemble est peu généreuse avec ces hauts profils. C'est particulièrement le cas des chercheurs et professeurs de l'université, qui ne gagnent en moyenne que 3 600 euros par mois.

Enfin, la puissance publique n'abuse pas du recours aux contrats pour accorder des rémunérations élevées: les contractuels - par opposition aux fonctionnaires - ne représentent que 7% des agents les mieux rémunérés. En revanche, les inégalités hommes-femmes restent prégnantes: parmi ces personnels les mieux lotis de la fonction publique, on ne trouve que 33% de femmes. Pas sûr que le récent accord sur l'égalité hommes-femmes signé par le gouvernement et certains syndicats résolve rapidement le problème...



Mystères autour de la réforme de la haute fonction publique

Le 12 décembre dernier, Emmanuel Macron devait réunir les 1 800 plus hauts cadres de l'État et leur présenter une réforme de la haute fonction publique. La crise des «gilets jaunes» a conduit à l'annulation de cette grand-messe. Depuis, aucune nouvelle date n'a été fixée. L'idée de réunir les managers publics reste toutefois d'actualité. La rencontre pourrait avoir lieu une fois que le grand débat national sera bouclé, au printemps. Reste à savoir ce qui pourrait y être annoncé. Le sujet est très sensible et rien ne filtre. En ces temps de récriminations contre les élites, certains craignent de faire les frais de mesures démagogiques.

En 2018, le premier ministre avait déjà annoncé que des élèves de l'ENA sortis dans les grands corps seraient affectés, deux ans après leur sortie, vers des postes opérationnels liés aux chantiers prioritaires du gouvernement (plan pauvreté, énergies renouvelables…). Une première salve est partie en septembre 2018 et selon nos informations, 25 postes seraient proposés pour septembre 2019, essentiellement en province.

Promis par Emmanuel Macron lors de la campagne présidentielle, le renouvellement massif des directeurs d'administration centrale n'a en revanche pas eu lieu. Par ailleurs, le projet de loi de transformation de la fonction publique, présenté la semaine passée, améliore le fonctionnement de la commission de déontologie, afin qu'elle traite notamment du cas de fonctionnaires partis dans le privé et voulant revenir dans le public.

Fin de l'annuaire téléphonique : « Même les plus âgés se sont mis à Internet ! »

Accueil Économie https://www.ouest-france.fr/ Thibaut CHÉREAU Publié le 22/02/2019 à 17h17



C'est la fin de l'annuaire téléphonique. Dès l'an prochain, les annuaires des pages jaunes et blanches ne seront plus distribués. | HUGO SMAGUE

L'annuaire téléphonique paraît pour la dernière fois cette année. La concurrence d'Internet a été fatale à cet objet bien connu des Français.

« Tu n'as qu'à regarder dans le bottin ! » Nous avons tous eu droit à cette réponse en cherchant le disquaire ou le vidéoclub le plus proche. Autre époque, autres mœurs, les pages blanches vont disparaître cette année. Le célèbre annuaire téléphonique est victime de la concurrence des moteurs de recherche et du réseau social Facebook. Cousines proches, les pages jaunes disparaîtront l'année prochaine, pour les mêmes raisons.

« Même les plus âgés se sont mis à Internet, explique, pas plus inquiète que cela, Isabelle Lascombe, la directrice de l'annuaire. **En Ile-de-France, nous avons arrêté de distribuer les pages blanches en 2015 et nous n'avons pas eu de réclamations particulières »**.

Un objet du quotidien

Renommée Solocal en 2013, l'entreprise tourne la page après dix ans d'une douloureuse restructuration marquée par les plans sociaux et la suppression d'un quart des effectifs en 2018, soit 1 000 postes sur les 4 500 que compte l'entreprise. **« Notre activité principale consiste désormais à créer des sites Internet et à mieux les référencer »**, précise Isabelle Lascombe.

Les annuaires faisaient, jusqu'à récemment, partie du quotidien. Dans les cabines téléphoniques, à La Poste ou dans les bureaux de police, ils permettaient de trouver le numéro d'un ancien camarade du lycée, de caler un meuble ou même d'allumer la cheminée.

Des racines royales

L'annuaire est une vieille histoire qui remonte à Louis XIV. C'est sous son règne qu'est créé l'Almanach royal, un registre où l'on retrouve les noms des princes et officiers royaux, par ordre de préséance bien sûr. À la Révolution, un certain Sébastien Bottin créé l'Almanach du commerce ou il répertorie les artisans de Paris. Le nom est ainsi resté dans le langage courant.

D'ailleurs, pourquoi les pages « jaunes » ? En 1883, un imprimeur américain en rupture de papier blanc imprime les annuaires sur un support jaune. La couleur plaît et s'impose. Trois ans plus tard, un autre américain a l'idée de séparer les adresses des professionnels et des particuliers entre les pages blanches et jaunes. Le système s'exporte ensuite dans 76 pays. En France, il faudra attendre 1968 pour que le jaune remplace le rose dans l'annuaire des professionnels.

L'activité imprimée de Solocal représente encore 15 % de son chiffre d'affaires. Isabelle Lascombe assure que les annuaires sont encore rentables grâce aux publicités. Mais que va donc faire la directrice de l'annuaire quand il aura disparu ? **« Ne vous en faites pas**, répond-elle amusée. **J'ai encore beaucoup d'autres projets. »**

Environnement

Les compteurs Linky de nouveau en accusation

Économie Consommation Par Le figaro.fr agence Reuters Mis à jour le 19/02/2019 à 09:38 Publié le 19/02/2019 à 06:00

Compteurs Linky : pourquoi l'UFC-Que Choisir saisit le Conseil d'État



Le 29 janvier, l'UFC-Que Choisir a saisit le Conseil d'État. Elle dénonce le retard pris dans l'installation des afficheurs déportés permettant aux ménages les plus précaires de suivre leur consommation en direct.

VIDÉOS - Un regroupement de plus de 120 personnes dénonce ce mardi au tribunal de Paris l'usage qu'envisagerait de faire Enedis des données recueillies par les compteurs Linky.

Plus de 120 personnes demandent ce mardi au tribunal de Paris des mesures conservatoires contre les compteurs électriques Linky «communiquants», en dénonçant notamment l'usage que la filiale indépendante de distribution d'EDF Enedis envisagerait de faire des données recueillies par ces appareils.

De nombreuses procédures du genre ont déjà été lancées. Mais ce type d'actions, qu'elles émanent de collectivités locales ou d'usagers, n'a guère été jusqu'ici couronné de succès. Les deux avocats des requérants espèrent franchir un premier pas vers une jurisprudence en faveur des consommateurs, si le juge des référés leur donne raison. «Si cette action prospère, ce sera un moyen pour ceux qui ne veulent pas de Linky chez eux de se placer sous la protection de la justice», explique ainsi Me Christophe Léguevaques.

Me Léguevaques et son confrère Arnaud Durand comptent notamment mettre en avant le fait qu'Enedis envisage d'utiliser sur une grande échelle les données captées grâce à ces compteurs de nouvelle génération. «Enedis est aujourd'hui un distributeur d'énergie mais ambitionne de devenir un courtier en information et un acteur du big data», explique Me Christophe Léguevaques. Un aspect de son activité qu'Enedis fait miroiter auprès des investisseurs, soulignent les deux avocats, qui s'appuient notamment sur un document de présentation de l'entreprise et sur une décision de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Dans le premier, Enedis souligne que si 35 millions de compteurs intelligents sont déployés en France, ils permettront notamment de recueillir, au rythme d'une mesure toutes les dix minutes, quelque 1.800 milliards de lignes de données par an et d'avoir une «vision 360 (degrés) du client».

Une collecte «particulièrement intrusive»

Dans sa décision du 5 mars 2018, la CNIL juge pour sa part «particulièrement intrusive» cette collecte de données «susceptibles de révéler des informations sur la vie privée des personnes concernées». Selon les deux avocats, pour «communiquer» et recueillir ces données, Enedis utilise des «courants porteurs en ligne» (CPL) générant des radiofréquences situées entre 35 et 95 kHz, qui transforment le circuit électrique des clients en antenne. Or, dans un avis de juin 2017, l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) recommande d'étudier la possibilité d'installer des filtres «permettant d'éviter la propagation des signaux CPL» dans les logements et fait état d'»incertitudes sur les effets sanitaires» des fréquences mises en œuvre, font valoir les deux avocats.

Ils dénoncent enfin le fait que l'«évaluateur officiel» du compteur Linky, le groupe Capgemini, ait été en quelque sorte juge et partie dans cette affaire. Cette entreprise de conseil dans la haute

technologie a recommandé à la Commission de régulation de l'énergie (CRE) de poursuivre le déploiement de ces appareils. Mais elle s'est aussi vue confier en 2011 deux contrats liés au déploiement de Linky par ERDF, devenue Enedis en 2016: l'un d'assistance à maîtrise d'ouvrage, l'autre de maîtrise d'œuvre, expliquent Me Léguevaques et Durand.

Ils demandent notamment au tribunal d'enjoindre à Enedis de ne pas installer de compteur Linky chez leurs clients, de leur fournir une électricité exempte de tout courant CPL et de leur communiquer toutes une série d'informations, notamment sur la nature des données collectées par cet appareil.

Lutte contre la fraude: des hauts fonctionnaires pointent une situation catastrophique

Économie Conjoncture http://www.lefigaro.fr/ Par Luc Lenoir Mis à jour le 19/02/2019 à 09:38 Publié le 19/02/2019 à 05:45



Le débat public a eu lieu au Sénat. Charles Prats

VIDÉOS - Réunis ce lundi pour un débat au Sénat, plusieurs responsables d'administrations publiques ont dressé un portrait inquiétant de la lutte contre la fraude sociale, ou encore contre les arnaques à la TVA. Un diagnostic qui met en évidence de nombreux manquements, sinon un déni d'État.

Une indolence coupable. C'est en substance le verdict du débat, organisé ce lundi matin au sénat par Nathalie Goulet, sénateur de l'Orne, sur le thème de la fraude à l'argent public, et des moyens que l'État met en œuvre pour la combattre. Les invités, policiers, magistrats, responsables de services administratifs ou experts de la fraude, ont en effet dressé un panorama inquiétant de nos services administratifs, et de la sécurité du système social français. Principaux sujets d'inquiétude: la fraude sociale et la fraude à la TVA, deux types d'abus moins médiatiques que la fraude fiscale classique, où la France se situe au contraire parmi les pays efficaces.

La fraude sociale, un «déni d'État»?

Parmi les sujets les plus brûlants, dans le contexte politique actuel: la fraude sociale, c'est-à-dire la recherche de versements de prestations sociales indues. Le magistrat Charles Prats revient sur l'affaire des faux numéros de compte de sécurité sociale, qui avait fait réagir le gouvernement en décembre dernier. L'ancien responsable à la délégation de lutte contre la fraude avait alors fait état d'un stock de plus d'1,8 million de comptes de sécurité sociale «frauduleux», avec à la clé, une fraude annuelle de 14 milliards d'euros. En réponse à une question de Nathalie Goulet sur le sujet, la ministre de la Santé Agnès Buzyn avait dénoncé des «chiffres totalement erronés», évoquant un «système de contrôle de gestion des risques», plutôt que des comptes frauduleux. Pour le gouvernement, ces comptes, basés sur des papiers d'identité imparfaits, n'impliquent pas forcément de fraude aux prestations sociales.

Une réponse qui n'a visiblement pas satisfait l'intéressé. Pour Charles Prats, qui réemployait ce lundi matin le terme de «frauduleux», toujours rien n'a été entrepris pour régler le problème. Il pointe en outre un manque d'efforts de la Cour des comptes sur le sujet. La tâche est immense: pour éliminer les dossiers d'escroquerie, il faudrait vérifier l'ensemble des comptes, une procédure qui pourrait prendre «5 à 6 ans». Charles Prats se dit partisan d'une remise à plat du système d'identité: «des données biométriques permettraient de réenrôler tous les citoyens français sur une base beaucoup plus sûre. On abandonnerait l'ancien système et avec lui, la fraude sociale».

Aucune prise de conscience à l'horizon? Pour Nathalie Goulet, de façon surprenante, c'est la lutte contre le terrorisme qui a permis quelques avancées en matière de lutte contre la fraude sociale. Les réseaux djihadistes français ayant constitué une priorité, certaines règles ont été revues pour permettre des actions sur les aspects financiers. Une évolution qui a profité au reste de la lutte anti-fraude. Toutefois, les choses ont mis du temps à changer. Pour Luc Retail, commissaire divisionnaire honoraire de la police nationale, «de nombreux djihadistes français ont continué à toucher des allocations alors qu'ils étaient partis combattre»...

«De nombreux djihadistes français ont continué à toucher des allocations alors qu'ils étaient partis combattre». Luc Retail

Pour le spécialiste, qui fut aussi directeur de la sécurité des opérations à la Banque postale, c'est tout le système documentaire français qui pêche depuis de nombreuses années: «6,5% des pièces d'identité en circulation en France sont fausses»! La réglementation, qui impose à la Banque postale d'ouvrir des comptes à tous ceux qui le demandent, facilite la vie des fraudeurs. Si les mouvements d'argent sont très précisément contrôlés (tous les transferts de plus de 10.000 euros d'espèces mensuels sur un compte bancaire font l'objet d'une «communication financière systématique»), les services administratifs n'ont pas les moyens d'intervention nécessaires, de même que la justice.

Minima sociaux: vraiment "trop de pognon" ?



Débat sur le plateau de "Points de Vue" après la vidéo de l'Elysée où Emmanuel Macron déplore l'ampleur des dépenses pour les aides sociales en France.

Un sous-dimensionnement qui ne permet pas de comprendre précisément l'ampleur des phénomènes de fraude. Nathalie Goulet souligne d'ailleurs que les services administratifs, outre une capacité d'action, ont besoin d'outils de mesure plus modernes et perfectionnés. L'élue pointe un autre problème: l'absence de volonté politique. Sur le terrain, bien sûr, mais aussi au niveau diplomatique. Car si la fraude documentaire prospère, c'est grâce aux manquements d'autres pays, dans lesquels les pièces d'identité sont difficilement authentifiables: «remettre en cause la sécurité de l'information dans d'autres pays, par exemple en Afrique, cela nécessite une vraie volonté de porter le problème sur la scène internationale».

Fraude à la TVA: Bercy paralysé?

Autre sujet d'ampleur, les escroqueries à la TVA, et les réseaux criminels qui y sont associés. Jean-Marie Favre, officier de douane judiciaire et secrétaire général adjoint de l'UNSA Douane, reste prudent sur la part d'escroquerie dans l'écart annuel de 20 milliards d'euros entre TVA due et TVA distribuée. Pour le spécialiste, l'État laisse néanmoins filer 10 à 15% sur ce qui constitue sa première recette fiscale (145 milliards en 2016). Si l'Union Européenne envoie des signaux à la France pour sécuriser ses flux, rien n'est pour l'instant fait pour moderniser la lutte dans ce domaine, à l'heure où de nombreux pays ont réussi à quasiment éradiquer le phénomène. Parmi ceux-ci, la Belgique. Yannick Hulot, conseiller général à l'inspection spéciale des impôts du royaume, témoigne: «le pays, qui était devenu la plaque tournante des arnaques intracommunautaires à la TVA, a mis en place une douzaine de recettes et a immédiatement obtenu des résultats». Le pays a notamment mis en place un logiciel édité par une entreprise privée qui détecte rapidement les fraudes.

De l'aveu des participants, un tel système pourrait rapidement être mis en place en France, les organisations fiscale et juridique des deux pays étant relativement proches. Pourtant, la direction générale des Finances publiques (DGFiP) a refusé le système en 2011. Laurent Daculsi, spécialiste informatique et éditeur du logiciel, détaille d'autres «réticences» de l'administration:

«récemment, nous avons présenté le logiciel au ministre concerné [Gérald Darmanin, ndlr], et conclu l'ouverture d'une expérimentation de deux mois. Mais l'administration fiscale ne s'est pas montrée convaincue, et le projet n'a pas abouti».

«Nous avons présenté un logiciel [antifraude] au ministre, et conclu l'ouverture d'une expérimentation. Mais l'administration fiscale ne s'est pas montrée convaincue, le projet n'a pas abouti». Laurent Daculsi, éditeur du logiciel de lutte antifraude à la TVA

Charles Prats, par ailleurs ancien secrétaire général d'une fédération syndicale à Bercy, hausse la voix et livre son analyse: «c'est un tout, et plusieurs raisons expliquent notre inaction. Mais si le logiciel était mis en place, en appliquant les règles juridiques, les services des douanes pourraient d'un coup détecter environ 8 milliards de fraude, soit deux fois plus que l'ensemble de la fraude fiscale détectée par la DGFIP, qui compte pourtant sept fois plus de fonctionnaires»... Un déséquilibre qui entraînerait des redéploiements d'effectifs et de moyens au profit de la douane. Inacceptable pour la DGFIP, ayant entamé «un véritable processus d'hégémonie sur Bercy», selon Charles Prats. Si l'on en croit les participants, et en attendant les éventuelles réponses des administrations concernées, l'argent public semble continuer de filer dans les mauvaises mains.

Plusieurs records de chaleur battus pour un mois de février, selon Météo-France

actu métropole par Paris (AFP) le 22 février 2019 à 22:30



© AFP - CHARLY TRIBALLEAU

Plusieurs records de chaleur pour un mois de février ont été battus en France vendredi, en particulier sur les côtes méditerranéenne et atlantique, a indiqué Météo-France sur Twitter.

Ainsi, dans l'Hérault, il a fait 24,7°C à Béziers, battant largement le précédent record à 23,1°C de février 2012, 24,1°C à Saint-Martin-de-Londres (précédent record à 23,1°C en février 2012) et 23,6°C à Montpellier (22,5°C en février 2012).

Dans le Gard, le thermomètre a atteint 23,8°C à Vic-le-Fesq (23°C en février 1989) et 23,1°C à Aigues-Mortes (21,6°C en février 2012), dans les Bouches-du-Rhône, Saint-Chamas a battu son tout récent record de la semaine dernière avec 22,2°C.

Sur la côte atlantique, le mercure a grimpé à 20,5°C à La Rochelle, battant de loin le précédent record de février 2009 (17,8°C).

Et en Vendée, les records ont été battus à Noirmoutier avec 19,9°C et à l'île d'Yeu avec 16,7°C.

L'ensoleillement de ce mois de février est également "excédentaire", a indiqué Météo-France dans un communiqué, évoquant la possibilité de records.

Ces "anomalies" sont plus marquées des frontières belges à l'Alsace et au nord de la Franche-Comté, entre le sud de la Bourgogne et le nord de la région Auvergne-Rhône-Alpes, ou encore entre les côtes nord de la Bretagne et le Cotentin.

"Sur ces régions, l'ensoleillement, du 1er au 21 février, est nettement supérieur à une fois et demi l'ensoleillement moyen sur cette période", a précisé le communiqué.

Par exemple, 110 heures d'ensoleillement ont été enregistrées à Strasbourg, soit 76% de plus que la normale, 110 heures également à Nevers (*72%) ou encore 98 heures à Paris (*67%) et 97 heures à Saint-Brieuc (+71%).

Gilets jaunes

Que risque Chalençon avec ses propos sur les "paramilitaires prêts à intervenir"?

https://www.bfmtv.com/ BFMTV Société 15/02/2019 à 16h17 Mis à jour le 15/02/2019 à 17h00
Esther Paolini



Le gilet jaune Christophe Chalençon - Capture d'écran BFMTV

La figure des gilets jaunes du Vaucluse a également ciblé le président de la République, en déclarant: "Macron il sera passé à la guillotine."

"Des paramilitaires prêts à intervenir." Depuis jeudi soir, les propos tenus par Christophe Chalençon, figure populaire des gilets jaunes dans le Vaucluse, ne cessent de faire parler. Le ministre de l'Intérieur lui-même a rapidement réagi, dénonçant, avec ironie "une comédie à l'italienne ou un nouveau délire personnel". Un discours, pour lequel il peut en tout cas être poursuivi.

C'est lors d'une interview sur la télévision italienne La 7, dans l'émission *Piazzapulita,* que le gilet jaune a déclaré:

"Je sais que je risque beaucoup. Je peux me prendre une balle dans la tête à n'importe quel moment. Mais j'irai au bout de mes convictions, parce que s'ils me mettent une balle dans la tête, Macron il sera passé à la guillotine", affirme-t-il, avant de poursuivre:

"On est arrivé à un tel point de confrontation, que s'ils m'abattent, il est mort aussi. Parce que le peuple il rentre dans l'Elysée et il démonte tout (...) On est plusieurs comme ça. S'ils en touchent un, on a des paramilitaires qui sont prêts à intervenir parce qu'ils veulent aussi faire tomber le pouvoir."

Provocation directe

Cette séquence a été filmée en off par les journalistes italiens en fin d'interview, avec la caméra baissée. Ce qui ne change rien à la teneur de ses déclarations, selon l'avocate Delphine Meillet. "Ces propos sont suffisamment dangereux et provocateurs pour que des malfaiteurs s'en inspirent", assure-t-elle à BFMTV.com. À ce titre, il peut être poursuivi pour "provocation directe non suivi d'effet", précise la pénaliste.

L'article 24 sur la liberté de la presse punit "de cinq ans d'emprisonnement et de 45.000 euros d'amende ceux qui (...) auront directement provoqué, dans le cas où cette provocation n'aurait pas été suivie d'effet, à commettre [des] atteintes volontaires à la vie". Les faits étant d'autant plus condamnables, assure l'avocate, que la personne visée est le président de la République.

Toujours selon notre interlocutrice, Christophe Chalençon ne pourrait pas poursuivre les journalistes italiens pour la diffusion de ces propos en "off", car "l'intérêt général prime sur l'atteinte à la vie privée".

Des propos "dévoyés"

Parmi les paramilitaires potentiels, Victor Lenta, membre des "brassards blancs" des gilets jaunes, a été interrogé par *Le Parisien*. Il déclare ne "pas avoir connaissance de tels réseaux paramilitaires structurés et organisés". Les propos de Christophe Chalençon n'engagent de toute façon que lui, aucune enquête ne pourrait donc s'ouvrir en se reposant uniquement sur ses déclarations.

Vendredi, le gilet jaune a quelque peu fait marche arrière. Interrogé par France 3 Provence-Alpes-Côte-d'Azur, il a déclaré que ses affirmations avaient étaient "dévoyées", avant d'ajouter:

"Je ne fais pas partie de groupes paramilitaires, j'appelle simplement le gouvernement à se poser les bonnes questions."



Les gilets jaunes à un vrai tournant de leur mouvement après leur anniversaire

https://www.huffingtonpost.fr/ POLITIQUE 18/02/2019 04:11 CET | Actualisé il y a 2 heures Par Anthony Berthelier

Alors que l'opinion publique semble se retourner, les gilets jaunes n'arrivent toujours pas à expulser les militants les plus radicaux de leurs rangs.



Getty Images Les gilets jaunes à un vrai tournant de leur mouvement après leur anniversaire (photo prise le 17 février à Paris).

POLITIQUE - Ce n'était sans doute pas la mobilisation attendue. Quelque 50.000 gilets jaunes se sont retrouvés dans les rues des plus grandes villes de France ces samedi 16 et dimanche 17 février pour célébrer les trois mois de cette fronde sociale historique. Une affluence en léger repli par rapport à la semaine dernière, et ce malgré des appels à manifester étalés sur tout le week-end, alors que dans le même temps deux sondages montrent le retournement inédit de l'opinion publique qui souhaite désormais majoritairement l'arrêt du mouvement.

Délicat pour une contestation qui puisait sa force dans l'écrasant soutien rencontré parmi la population. Les gilets jaunes semblent en effet payer au prix fort les débordements qui émaillent désormais chaque journée de mobilisation, ou presque.

Ce samedi 16 février aura notamment été marqué par l'agression verbale violente d'Alain Finkielkraut, traité de "sale sioniste de merde" par une poignée de militants radicalisés, et la vidéo embarquée effrayante dans un fourgon de gendarmes caillassé et pris à partie par des manifestants lyonnais. Autant de débordements qui viennent une nouvelle fois brouiller le message d'une contestation de plus en plus décriée.

Une majorité de Français veut l'arrêt du mouvement

Une majorité de Français (52%) estime en effet que les gilets jaunes "doivent maintenant cesser leur mouvement et leurs actions (manifestations, blocages etc.)", selon un sondage Ifop pour le *Journal du dimanche* ce 17 février. Une hausse spectaculaire de 15 points alors qu'ils étaient seulement 37% à penser la même chose un mois plus tôt. À l'inverse, 38% estiment que les contestataires doivent continuer, soit une baisse de 14%.

Des chiffres qui viennent confirmer la tendance déjà amorcée au milieu de la semaine dernière. Selon un sondage Elabe diffusé mercredi 13 février, 56% des Français souhaitent l'arrêt du mouvement. Une première depuis le 17 novembre. Pire encore, deux personnes interrogées sur

trois (64%) estiment que les manifestations du samedi sont désormais "éloignées des revendications initiales du mouvement", contre 36% qui pensent qu'elles portent au contraire "toujours les revendications à l'origine du mouvement".

Deux enquêtes d'opinion qui -bien que réalisées avant les débordements de l'Acte XIV- viennent montrer un tournant dans le soutien des Français à cette fronde inédite et qui placent les gilets jaunes encore mobilisés au pied du mur. Car même si la majorité des militants se dit absolument révoltée face aux injures antisémites adressées à Alain Finkielkraut, comme vous pouvez **le voir ci-dessous**, ces séquences témoignent de l'impossibilité des gilets jaunes modérés de bannir de leurs rangs les manifestants radicaux.



Même certaines figures du mouvement, qui ont certes pris assez rapidement leurs distances avec les manifestants qui souhaitaient descendre dans la rue tous les samedis, condamnent les dérives de la contestation. Pour Jacline Mouraud, figure historique de la fronde en rupture de ban, le mouvement est "dénaturé de ses fondamentaux initiaux et perverti par les extrêmes".

Flou total sur la suite

Et la lente montée de cette défiance se retrouve également dans la rue. Malgré l'appel à manifester sur deux jours, l'acte anniversaire des gilets jaunes n'aura pas été le grand soir tant attendu par les leaders du mouvement.

Ils étaient seulement entre 1000 et 2000 gilets jaunes à défiler ce dimanche 17 février dans le calme à Paris au lendemain du premier volet de l'acte 14 et trois mois jour pour jour après le début du mouvement. Partis des Champs-Élysées vers midi, les manifestants ont vu leurs rangs grossir progressivement en se dirigeant vers le Champ-de-Mars, destination finale de cette manifestation déclarée en préfecture et encadrée par un imposant dispositif policier.

La veille, le ministère de l'Intérieur avait dénombré 41.500 manifestants en France et 5000 à Paris, des chiffres en recul par rapport à la semaine précédente mais contestés par les gilets jaunes qui en ont compté plus du double (104.070). Mais malgré cet écart important, "le nombre Jaune", la page Facebook qui recense les manifestants, admet qu'ils étaient moins nombreux que les 120.000 contestataires mobilisés le samedi précédent.

Une nouvelle déception en forme d'échec pour les porte-voix du mouvement qui tentent de remobiliser les troupes face à une affluence qui s'érode samedi après samedi. Cela vient s'ajouter à la difficulté pour la fronde de se réinventer après le fiasco des nuits jaunes ou l'anecdotique "référendum des percepteurs."

Autre signe d'un mouvement qui s'essouffle lentement: les interactions en baisse sur les pages Facebook dédiées à la mobilisation, véritable agora des gilets jaunes. Depuis plusieurs jours, les publications ultra-populaires se font plus rares et les prises de parole des leaders de la contestation, à l'image d'Éric Drouet ou Maxime Nicolle, ne rencontrent pas autant de succès que les semaines précédentes. Une perte d'influence certaine qui s'ajoute aux difficultés perpétuelles du mouvement à se structurer et à choisir des porte-voix unanimes. L'expulsion ce dimanche du cortège parisien d'Ingrid Levavasseur, une gilet jaune conspuée pour avoir tenté de lancer sa liste en vue des élections européennes, révèle bien cette impossibilité de trouver un représentant incontestable.

Reste désormais à savoir si les gilets jaunes seront capables de trouver un nouveau mot d'ordre unitaire pour faire de l'Acte XV une étape décisive après douze semaines de lutte. Pour l'instant, les quelques événements créés sur les réseaux sociaux pour une journée d'action samedi 24

février ne vont pas dans le sens de la convergence. Le plus populaire, baptisé "ACTE XV: Tous Gilets Jaunes ! #Toulouse", réunit pour le moment 400 participants et 2000 internautes "intéressés."

Didier Guillaume: «L'extrême droite et l'extrême gauche ont pris le dessus sur les gilets jaunes»

Le Scan http://www.lefigaro.fr/ Par François-Xavier Bourmaud Mis à jour le 18/02/2019 à 21:30 Publié le 18/02/2019 à 20:05

Didier Guillaume : "il faut que le mouvement des gilets jaunes s'arrête"



Didier Guillaume, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation est l'invité d'audition publique dans les studios du Figaro

LE SCAN POLITIQUE - Le ministre de l'Agriculture était l'invité lundi soir d'Audition publique, une émission produite par l'AFP, LCP, Public Sénat et Le Figaro.

Samedi après samedi, la crise des «gilets jaunes» se prolonge. À chaque «acte» ses débordements de violence. Après les pillages, les émeutes et les agressions contre les forces de l'ordre, c'est désormais la vague d'antisémitisme charriée par ces cortèges qui est pointée du doigt. «Lorsque l'on voit ces flots de haine, ces flots d'antisémitisme, on se dit oui “ça suffit”. Ce n'est pas ça la France des lumières», s'est indigné le ministre de l'Agriculture Didier Guillaume lors de l'émission Audition publique réalisée par l'AFP, LCP, Le Figaro et Public Sénat. «Le mouvement que nous avons aujourd'hui dans les rues, ce n'est plus les «gilets jaunes» du 17 novembre», a assuré le ministre selon qui «l'extrême droite et l'extrême gauche ont pris le dessus» avec «d'un côté l'islamo-gauchisme, de l'autre une sorte de néo-nazisme».

Pour autant, Didier Guillaume n'est pas favorable à un nouveau texte pour lutter contre l'antisémitisme. «Est-ce qu'il va encore falloir passer par la loi, je n'en sais rien mais on ne peut pas faire des réponses législatives à chaque événement», a-t-il plaidé. Le ministre s'est toutefois prononcé pour la levée de l'anonymat sur les réseaux sociaux qui occupent, selon lui, «une place terrible dans notre société». Il participera mardi au rassemblement contre l'antisémitisme place de la République à Paris auquel a appelé le premier secrétaire du PS Olivier Faure. Emmanuel Macron a fait savoir de son côté qu'il ne se rendrait pas sur place. «Le président de la République ne répond pas à l'appel des partis politique», a expliqué Didier Guillaume en rappelant que le chef de l'État tiendrait un discours mercredi soir lors du dîner annuel du Crif.

Au-delà du rassemblement de mardi, Didier Guillaume en appelle aux «gilets jaunes» eux-mêmes pour qu'ils prennent position dans les dérives antisémites de leurs cortèges. «Il faut qu'il y ait une prise de conscience, que ceux qui se revendiquent comme les leaders des gilets jaunes prennent position. Ils devraient s'exprimer clairement», a demandé le ministre en dénonçant au passage l'ambiguïté de certains leaders politiques qui, comme Jean-Luc Mélenchon, ont condamné à demi-mot le lynchage public dont fut victime samedi le philosophe et académicien Alain Finkielkraut. «Il n'y a pas de “oui mais”, a tranché Didier Guillaume. Je me fiche de qui est concerné. On doit condamner purement et simplement l'antisémitisme. C'est honteux».

Malgré la tournure de plus en plus insurrectionnelle que prennent les manifestations des «gilets jaunes», Didier Guillaume ne croit pas le pays menacé. Pour le ministre, «la république n'est pas mise en péril. La république elle est forte, elle est résistante, elle est résiliente». En revanche, «ce qui est mis en péril, c'est notre “vivre ensemble”». Et ce sera le rôle d'Emmanuel Macron de le

sauver, même si pour l'heure, la crise des «gilets jaunes» semble insoluble dans le «grand débat national».

«À situation exceptionnelle, réponse exceptionnelle, promet le ministre. On ne pourra pas en sortir par des bouts de réformettes». Lui veut une sortie de crise en trois temps. «Il faudra redonner la parole au peuple. C'est pour ça qu'une des réponses sera d'interroger les Français», explique-t-il sans s'avancer plus avant sur la question du référendum. Deuxième temps, une expression forte du président de la République pour expliquer les conclusions qu'il tire du grand débat. Troisième temps enfin, une réponse législative à l'Assemblée nationale et au Sénat. «C'est une réponse d'ampleur qu'il faudra apporter et je pense que le président de la République l'apportera», assure Didier Guillaume qui évacue l'idée d'un départ du chef de l'État: «Macron a été élu pour cinq ans, il remettra son mandat en jeu en 2022».

Quand l'inflation prédit les hauts et les bas du mouvement des «gilets jaunes»

Économie Conjoncture http://www.lefigaro.fr/ Par Guillaume Guichard Mis à jour le 22/02/2019 à 10:14 Publié le 22/02/2019 à 06:00



Manifestation de gilets jaunes à Lyon, le 9 février. ALEX MARTIN/AFP

Le mouvement social est concomitant à l'explosion de la hausse des prix de l'automne 2018, elle-même tirée par la flambée des cours du pétrole. Depuis, l'inflation s'est assagie.

En même temps que la marée jaune fluo reflue, la hausse des prix à la consommation se tasse. En janvier, l'inflation a reculé de 0,4% sur un mois, a indiqué l'Insee jeudi. Après avoir, entre juillet et octobre, dépassé les 2% de hausse annuelle, l'indice des prix à la consommation s'établit désormais à +1,2% sur un an en janvier.

Le reflux de janvier est dû au «ralentissement des prix de l'énergie», précise l'Institut national de la statistique. Ces mêmes prix de l'énergie qui, conjugués à la hausse de la taxe carbone, ont contribué à pousser les «gilets jaunes» à occuper les ronds-points en novembre. Les chiffres sont spectaculaires. La hausse des prix de l'énergie est passée de +11,2% sur un an en novembre, à seulement +1,9% en janvier. Et l'Insee de rappeler que «en janvier 2018, ils augmentaient de 7,1 % à la suite d'une hausse des cours du pétrole et de la taxation des carburants»...

En clair, l'énergie a presque retrouvé en janvier 2019 ses niveaux de prix d'avant la flambée des cours de pétrole... mais pas d'avant la hausse de la taxe carbone du 1er janvier 2018. En effet, celle-ci n'a pas été annulée. Pour éteindre la crise des «gilets jaunes», Emmanuel Macron a en effet simplement annulé l'augmentation qui devait survenir en janvier 2019, puis chaque année jusqu'en 2022.

Bons indicateurs

Le ralentissement de l'inflation n'a pas été la seule bonne nouvelle sur le front des statistiques économiques jeudi matin. Le climat des affaires est resté stable en janvier, grâce au meilleur moral des chefs d'entreprises du commerce, qui ont vécu une très mauvaise fin d'année 2018. De plus, l'indice PMI, indicateur avancé de l'activité économique publié également jeudi, s'est redressé en février. Il est remonté de 48,2 à 49,9 points en février, et frôle désormais les 50 points, seuil sous lequel l'économie se contracte. De quoi faire dire à certains, comme l'économiste de HSBC Olivier Vigna, que pour la première fois depuis 2013, l'économie française pourrait croître plus fortement que l'allemande en 2019 et en 2020.

Politique

Une "France en morceaux" : une enquête révèle le regard que portent les Français sur leur territoire et leur cadre de vie

L'enquête inédite que révèle franceinfo mardi a été menée par Elabe et l'Institut Montaigne. Elle décrit quatre catégories de Français et leur rapport aux mobilités personnelles, professionnelles, sociales et géographiques.



L'enquête menée par Elabe et l'Institut Montaigne décrit quatre catégories de Français et leur rapport aux mobilités personnelle, professionnelle, sociale et géographique (illustration). (NICOLAS KOVARIK / MAXPPP)

https://www.francetvinfo.fr/ franceinfo Radio France Mis à jour le 19/02/2019 | 15:37 publié le 19/02/2019 | 06:18

Une *"France en morceaux",* avec quatre groupes de Français qui *"se côtoient, voire se croisent au sein des mêmes territoires" :* c'est le diagnostic dressé par le Baromètre des territoires, une enquête menée par Elabe avec l'Institut Montaigne que révèle franceinfo, mardi 19 février. Cette enquête* nourrie de 120 questions a mesuré les opinions de 10 010 Français et le regard qu'ils portent sur leur territoire et leur cadre de vie. Voici le portrait qu'elle dresse de la France et des Français.

Les Français heureux dans leur vie privée mais touchés par la crise

73% des Français se déclarent *"heureux"*, dont 33% *"très heureux"* et 40% *"plutôt heureux".* 67% assurent qu'ils ont trouvé un équilibre entre *"temps de vie personnelle, familiale, sociale et professionnelle".* Et 75% estiment qu'en cas de *"problèmes graves",* ils auront *"dans leur entourage des personnes sur qui vraiment compter".*

Ce bonheur dans la sphère privée est décrit par les auteurs de l'étude comme un *"cocon personnel".* Et 66% des Français estiment qu'il fait *"bon vivre"* dans leur quartier ou leur commune.

Ce *"bonheur privé"* contraste avec les questions de pouvoir d'achat et la souffrance sociale. 48% des Français vivent des fins de mois difficiles et seuls 19% déclarent avoir une capacité d'épargne *("Je boucle facilement mes fins de mois et j'arrive à mettre de l'argent de côté").* 37% ont été à découvert au moins à plusieurs reprises ces douze derniers mois. Et un Français sur deux reconnaît avoir retardé ou renoncé à des soins de santé en 2018.

Cette précarité au quotidien se double du sentiment que la situation se dégrade. 43% des Français affirment que la situation de leur foyer a empiré en 2018, et ce sentiment grimpe à 60% chez les retraités. À ce ressenti s'ajoute le sentiment que les fractures de la société française produisent *"relégation et exclusion".* 78% des Français jugent la société actuelle injuste, et 70% sont pessimistes sur l'avenir de la société française.

Une situation contrastée selon quatre profils de Français

Le baromètre des territoires révèle quatre profils de Français en fonction du rapport *"subi ou choisi"* avec leur territoire et la mobilité sociale. Ces trajectoires sociales et territoriales *"qui coexistent dans l'espace national"* modulent, atténuent ou amplifient la tendance nationale.

>> "Affranchis", "enracinés", assignés" ou "sur le fil" : quels sont les profils de Français révélés par le Baromètre des territoires

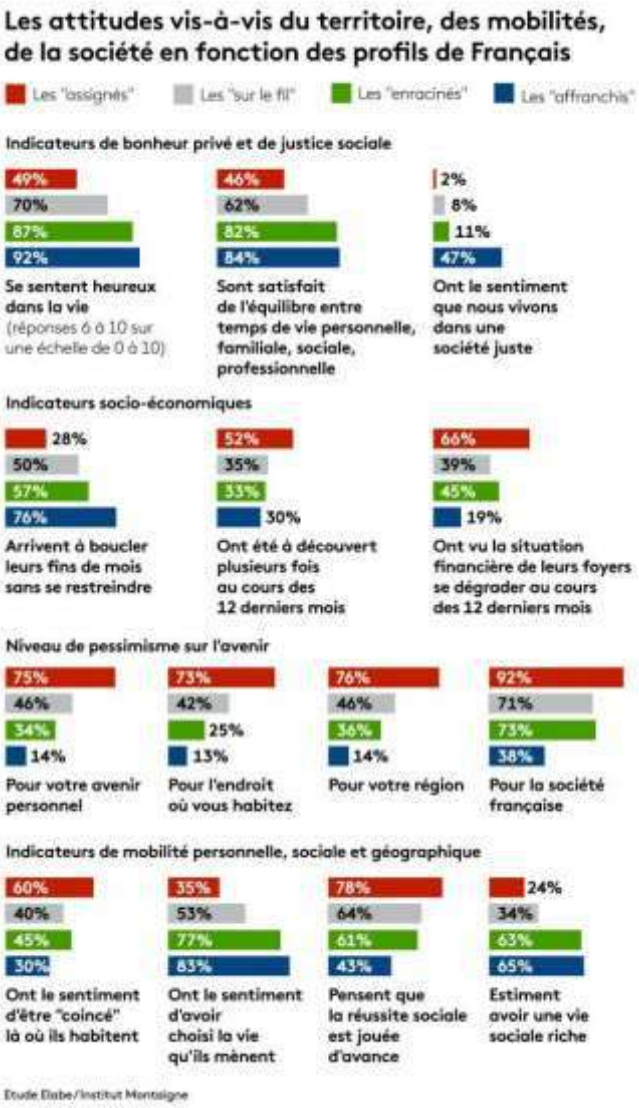
Les "Français affranchis". 21% des Français sont *"affranchis des contraintes territoriales et sociales".* Ils réalisent leurs projets de vie *"sans entrave",* ont *"les moyens socioculturels de*

surmonter les obstacles (…) et de tirer parti des évolutions de notre société". Ils sont les plus heureux (92%) et ceux qui manifestent le sentiment d'avoir choisi la vie qu'ils mènent (61%).

Les "Français enracinés". Ils sont 22% à faire *"le choix résolu d'un enracinement"* dans leur territoire. Pour eux, la *"bulle personnelle"* est *"un bouclier qui les protège de la violence sociale".* Ces Français goûtent au bonheur de *"vivre au pays"* et n'aspirent pas à la mobilité, ni géographique, ni sociale. 90% considèrent qu'il fait *"bon vivre"* dans leur quartier ou leur commune. Et 77% ont le sentiment d'avoir choisi leur vie.

Les "Français assignés". 25% sont *"bloqués géographiquement et socialement"* par un faible capital économique, social et culturel. Assignés à leur territoire, ils subissent de plein fouet les inégalités sociales et territoriales. Leur quotidien est sous contrainte constante, ils vivent à l'euro près. 72% bouclent leurs fins de mois avec difficulté, 73% ont renoncé à des soins médicaux en 2018. Un sur deux est malheureux et 64% ont le sentiment de ne pas avoir choisi leur vie. Enfin, 97% d'entre eux estiment que la société est injuste, 78% que la réussite sociale est jouée d'avance et 92% sont pessimistes sur l'avenir de la société française.

Les "Français sur le fil". Ils représentent 32% de la population. Ils expriment une envie de mobilité sociale et territoriale mais sont confrontés à la difficulté d'y arriver. Et à s'affranchir de leur situation socio-économique et des inégalités territoriales. C'est le groupe le plus partagé, entre les hauts niveaux de bonheur des "affranchis" et des "enracinés" et le mal-être des "assignés". Un peu plus de la moitié se dit pessimiste. L'enquête conclut que, *"plus jeunes et plus mobiles',* les "sur le fil" peuvent *"basculer dans une des trois autres catégories en fonction des obstacles ou des opportunités".*

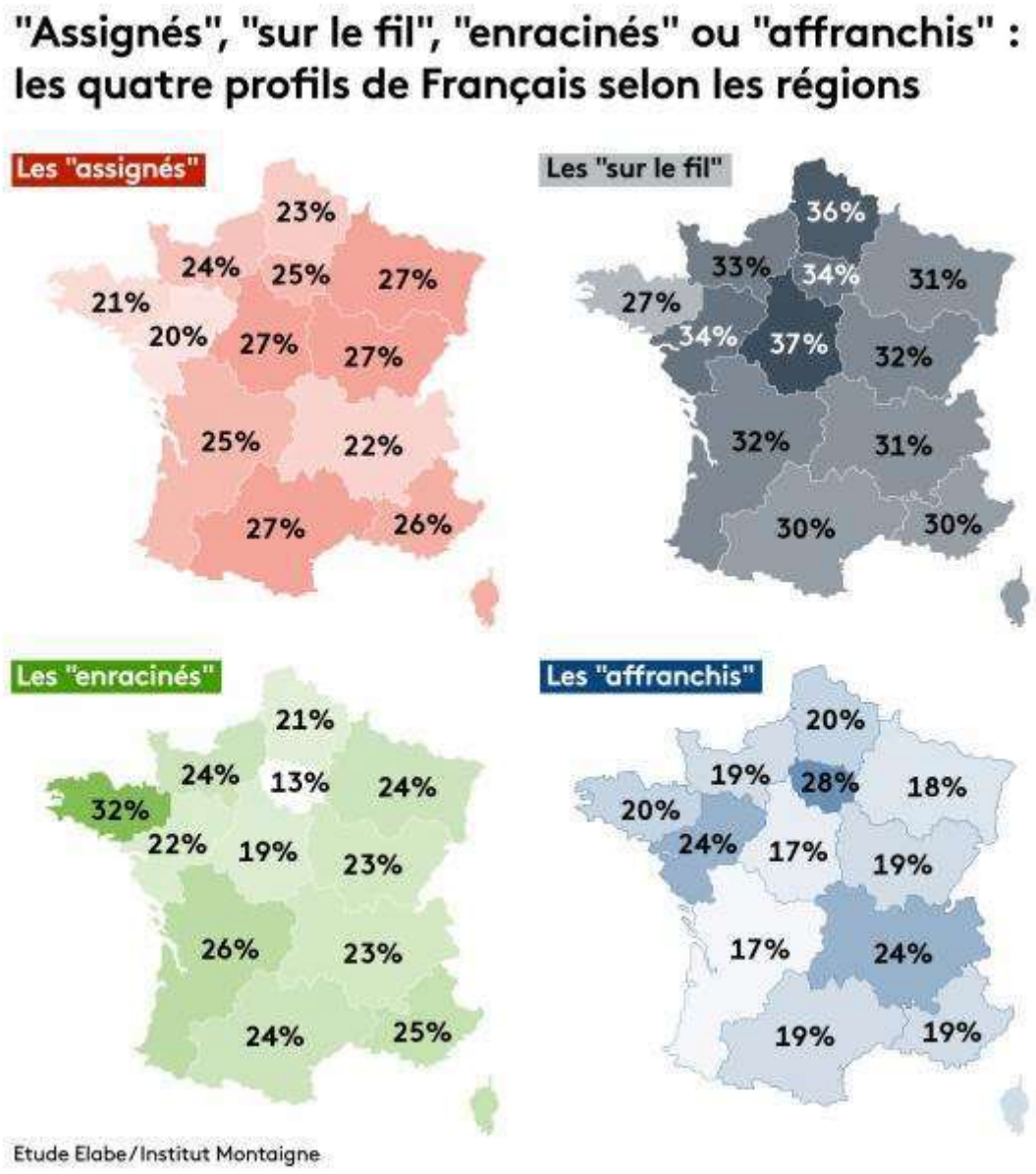


Baromètre des territoires Elabe / Institut Montaigne. (FRANCEINFO / RADIOFRANCE)

Des tendances par région mais pas "d'effet territoire"

L'enquête Baromètre des territoires permet d'identifier des tendances propres à certaines régions, même si les quatre profils de Français coexistent au sein d'une même région. Par exemple, l'Ile-de-France compte 28% de "Français affranchis" alors qu'ils ne sont que 17% en Nouvelle-Aquitaine ou en Centre-Val de Loire. Les "enracinés", eux, sont 32% en Bretagne alors qu'ils sont 13% en Île-de-France.

Les "Français sur le fil" sont 37% en Centre-Val de Loire, région où ils sont en plus grande proportion. Enfin, les régions Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire, Grand-Est et Occitanie comptent 27% de "Français assignés".



Baromètre des territoires Elabe / Institut Montaigne. (FRANCEINFO / RADIO FRANCE)

La distribution des quatre catégories de Français fait ressortir qu'il n'y a pas *"d'effet territoire".* D'abord, aucun d'entre eux ne concentre de manière écrasante une des quatre catégories. Ensuite, *"le ressenti de sa propre qualité de vie n'est pas lié à une meilleure situation objective du territoire (...). Le territoire n'assigne pas lui-même à résidence". "C'est davantage le sentiment d'avoir choisi la vie que l'on mène et son niveau de vie qui façonnent la relation des Français à leur territoire que l'inverse",* conclut l'enquête.

** Enquête Baromètre des territoires 2019 menée sur un échantillon de 10010 personnes représentatifs de la population résidente de chaque région administrative métropolitaine âgée de*

18 ans et plus. Les régions Corse et Provence-Alpes-Côte d'Azur ont été regroupées. Représentativité de l'échantillon assurée par la méthode des quotas appliqués par région aux variables de genre, âge, catégorie socio-professionnelle et taille d'agglomération. Interrogation par internet entre le 14 décembre 2018 et le 8 janvier 2019.

La pénalisation de l'antisionisme est très largement rejetée

REUTERS Reuters 19 février 2019



Emmanuel Macron s'est prononcé mardi contre une loi punissant l'antisionisme au même titre que l'antisémitisme demandée par certains députés de sa majorité et qui, compte tenu des réactions à l'Assemblée, a peu de chances de voir le jour. /Photo prise le 4 décembre 2018/REUTERS/Gonzalo Fuentes

PARIS (Reuters) - Emmanuel Macron s'est prononcé mardi contre une loi punissant l'antisionisme au même titre que l'antisémitisme demandée par certains députés de sa majorité et qui, compte tenu des réactions à l'Assemblée, a peu de chances de voir le jour.

L'idée de lancer une résolution ou une proposition de loi en ce sens, notamment portée par le député La République en marche (LaRem) Sylvain Maillard, a été examinée mardi en réunion de groupe.

"Je ne pense pas que pénaliser l'antisionisme soit une bonne solution", a dit le chef de l'Etat lors d'une conférence de presse avec la présidente géorgienne Salomé Zourabichvili.

"Ceux qui aujourd'hui dans le discours veulent la disparition d'Israël sont ceux qui veulent s'attaquer aux Juifs", a-t-il reconnu. "Je pense néanmoins que lorsqu'on rentre dans le détail, la condamnation pénale de l'antisionisme pose d'autres problèmes."

En marge des commémorations du 75e anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv en 2017, Emmanuel Macron avait pourtant fait un parallèle entre les deux notions.

"Nous ne céderons rien à l'antisionisme car il est une forme réinventée de l'antisémitisme", avait-il dit, en présence du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Ferrand appelle à la "prudence"

Mardi matin en réunion de groupe LaRem, Sylvain Maillard "a rappelé deux objectifs : mieux sanctionner ceux qui tiennent des propos antisémites et mieux travailler à la définition de l'antisémitisme", a rapporté le député Jean-Baptiste Djebbari.

"La proposition en l'état n'est pas reprise par le groupe. Nous aurons des discussions dans les prochaines semaines", a ajouté le porte-parole du groupe, qui se dit "à titre personnel réservé" sur la question d'un nouveau texte.

Comme lui, des députés de tous bords ont fait part de leur scepticisme quant à l'idée de punir l'antisionisme, soulignant notamment la difficulté de définir ce mot.

"Je suis réservé, j'appelle à la prudence et surtout à la réflexion très approfondie avant de faire des annonces intempestives", a déclaré sur BFM TV le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand.

"Nier le droit d'Israël à exister est évidemment inacceptable et dissimule bien souvent une forme d'antisémitisme, c'est indéniable", a-t-il dit.

"Ensuite, faut-il pour autant prendre une loi qui pourrait laisser entendre que critiquer la politique d'Israël (...) pourrait être assimilé à un délit ?" s'est-il interrogé, redoutant des "problèmes de discussion interminables".

Le premier secrétaire du Parti socialiste Olivier Faure, à l'initiative des rassemblements contre l'antisémitisme prévus ce mardi soir, a fait part lui aussi de ses doutes.

"Le problème est que la définition de l'antisionisme est très difficile à donner. Est-ce qu'il s'agit de nier l'existence d'Israël, de condamner la politique menée dans les colonies, la politique menée par la droite israélienne de Netanyahu ? Toute la difficulté est là : ne pas créer un délit d'opinion."

La députée La France insoumise Clémentine Autain a souligné pour sa part le danger de "mélanger deux questions" dans "un moment politique où il y a beaucoup de brouillage des repères, où on a besoin d'une très grande clarté."

"Il y a un arsenal juridique assez complet qui permet de sanctionner les propos antisémites", a considéré pour sa part le député communiste Sébastien Jumel. Christian Jacob président du groupe Les Républicains, s'est déclaré lui aussi opposé à un nouveau texte sur le sujet.

(Elizabeth Pineau avec Julie Carriat, édité par Yves Clarisse)

Comité interministériel des Outre-mer Un premier bilan 8 mois après la fin des Assises des Outre-mer

actu Réunion par www.ipreunion.com le 22 février 2019 à 18:05



POOL/AFP - BERTRAND GUAY

Le Comité interministériel des Outre-mer (CIOM) s'est réuni ce matin à l'hôtel de Matignon afin de réaliser un premier point d'étape sur les actions de l'État menées en outre-mer depuis la clôture des Assises des Outre-mer et la publication du Livre bleu Outre-mer, le 28 juin 2018.

Un comité interministériel pour maintenir la dynamique des Assises et s'assurer de la bonne mise en œuvre du Livre bleu

Le Comité interministériel des Outre-mer a permis de réunir sept membres du Gouvernement aux côtés d'Edouard Philippe, Premier ministre, et d'Annick Girardin, ministre des Outre-mer.

Cet engagement, structuré, au plus haut niveau, en faveur des outre-mer traduit le caractère prioritaire pour le Gouvernement de l'action publique en faveur de ces territoires. Le Premier ministre a notamment rappelé que l'ensemble des actions se mettent progressivement en place. 66% des actions et projets prévus dans le Livre bleu outre-mer sont ainsi réalisés ou engagés.

Les ministres présents ont pu présenter l'état d'avancement de nombreuses actions emblématiques issues du Livre bleu outre-mer.

Ces actions sont complémentaires de celles menées dans le cadre de plans spécifiques : plan d'urgence Guyane, plan pour l'avenir de Mayotte, reconstruction de Saint-Martin après le passage d'Irma, plan de lutte contre les sargasses, feuille de route sur le chlordécone, etc.

Une dynamique qui s'inscrit dans une ambition : la trajectoire outre-mer 5.0

L'ensemble de ces actions participent d'une ambition : faire des outre-mer des territoires pionniers en termes de développement durable, les inscrire dans une trajectoire visant à se rapprocher : • du " zéro déchets ", pour des sociétés économes et préservatrices des ressources ;
• du " zéro carbone ", en intégrant davantage d'énergies renouvelables dans leur mix énergétique ;

• du " zéro intrants chimiques ", pour des populations protégées des substances chimiques dans leur quotidien ;
• du " zéro exclusion ", pour des sociétés plus inclusives, luttant contre toutes formes de discrimination et d'inégalité ;
• du " zéro vulnérabilité ", pour des territoires résilients face au changement climatique et aux risques naturels qui en découlent. Cette trajectoire outre-mer 5.0 résume, en 5 objectifs, les principales orientations du Livre bleu.

Un dispositif de suivi prévu sur le temps long

Le suivi de la mise en œuvre du Livre bleu est assuré par le ministère des Outre-mer, en liaison avec les autres départements ministériels. Un autre CIOM sera réalisé au deuxième semestre 2019, avant un troisième point d'étape qui sera établi par le président de la République au premier semestre 2020. 20 actions emblématiques pour les outre-mer

Au cours du Comité interministériel des outre-mer, les ministres ont pu échanger plus précisément sur l'état d'avancement de 20 actions emblématiques qui s'inscrivent pleinement dans le quotidien des ultramarins et sont facilement identifiables par tous, que ce soit sur des sujets relatifs à la santé, à la sécurité, à l'éducation ou au développement des territoires.

Parmi ces différentes actions :
1. Une éducation pour tous : renforcer la lutte contre le décrochage scolaire
2. Une éducation pour tous : le plurilinguisme dans les apprentissages
3. Déploiement du programme Action cœur de ville dans les outre-mer
4. Déploiement de l'outil de territorialisation des besoins en logement
5. Soutenir et accompagner l'inclusion dans l'emploi des jeunes en outre-mer
6. Élaboration et mise en œuvre des pactes ultramarins d'investissement dans les compétences
7. Développer l'accès au microcrédit professionnel
8. Inclusion bancaire : promouvoir " l'offre spécifique " outre-mer
9. Renforcement des moyens et des effectifs dans le cadre du déploiement de la Police de sécurité du quotidien en outre-mer
10. Réduction du cout du travail : réforme du dispositif d'exonération de charges patronales
11. Renforcer l'offre locale de médecins outre-mer
12. Améliorer le parcours de santé des personnes âgées
13. Protéger les populations face aux substances chimiques
14. Énergie : fin du charbon dans les départements et régions d'outre-mer
15. Infrastructures numériques : déployer le très haut débit fixe et mobile outre-mer
16. Favoriser l'inclusion numérique des populations
17. Développer les plateformes de recherche en outre-mer
18. Pratique sportive : construction et rénovation des équipements sportifs
19. Assurer une meilleure connaissance des pratiques culturelles ultramarines
20. Expérimentation du pass Culture en Guyane.

Santé

En France, 7% des décès sont attribuables à l'alcool

Actualités Santé Santé publique http://sante.lefigaro.fr/ Par Soline Roy Mis à jour le 19/02/2019 à 10:48 Publié le 18/02/2019 à 23:59

L'alcool tue 41.000 personnes en France par an



Les épidémiologistes Christophe Bonaldi et Catherine Hill se sont attelés à comptabiliser le nombre de morts attribuables à l'alcool chaque année.

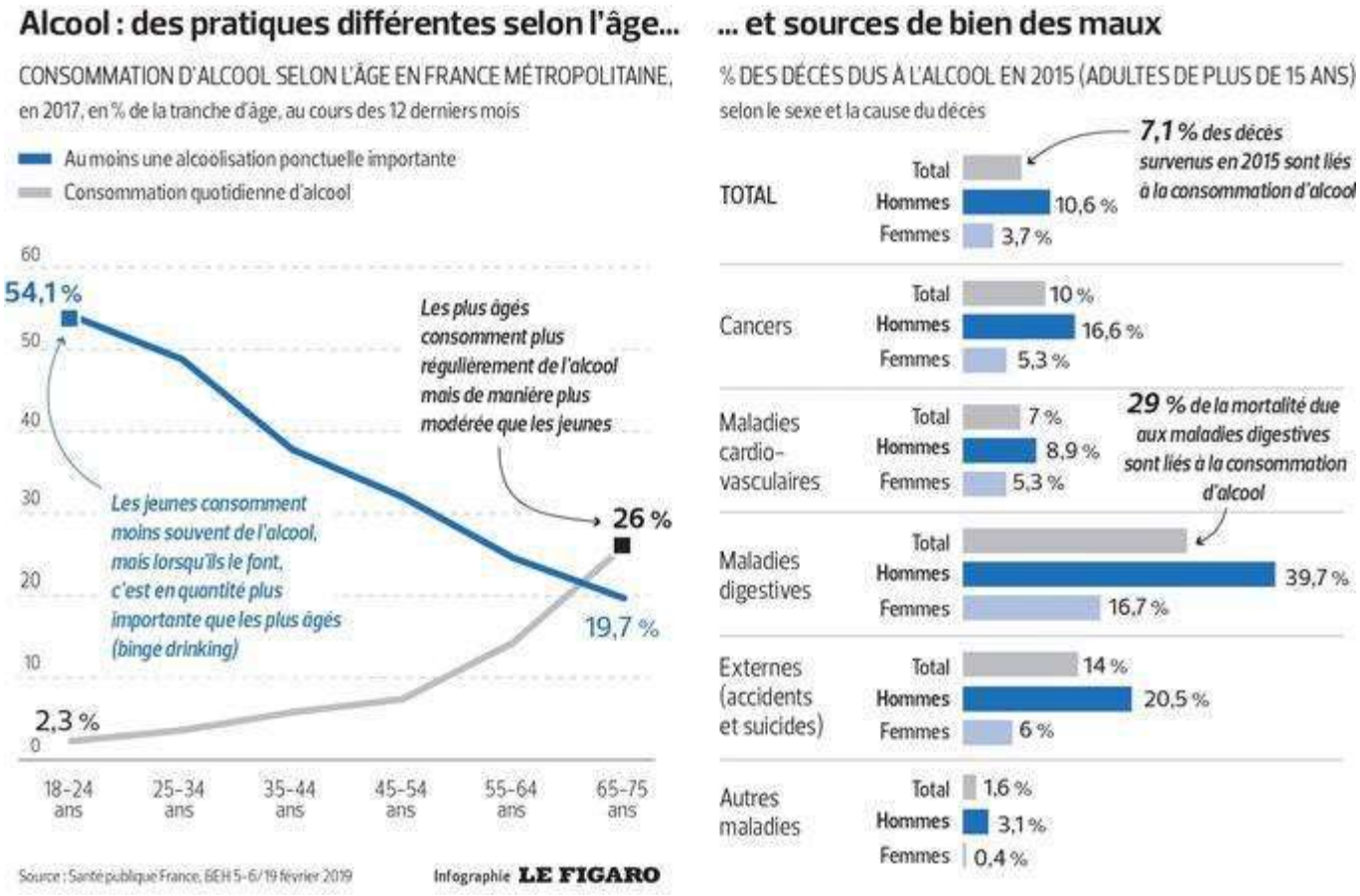
INFOGRAPHIE - Après un siècle de diminution, la consommation stagne et représente encore un lourd fardeau sanitaire.

Les chiffres sont têtus: n'en déplaise à ses défenseurs, l'alcool tue. 41.000 personnes par an, selon le dernier Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH) publié ce mardi. Si la consommation d'alcool a énormément baissé en quatre-vingts ans - elle est passée de 65 grammes d'alcool pur* par adulte et par jour à la fin des années 1930, à 26 grammes en 2013, selon les données de vente -, elle reste désormais stable. Et les Français demeurent parmi les plus gros consommateurs au monde.

Un impact «considérable»

L'alcool, en particulier le vin rouge, a longtemps été présenté comme un produit à consommer certes «avec modération», mais bénéfique si pris en petites quantités. Or «les minimes et très sélectifs effets protecteurs de l'alcool sont réduits à néant par ses effets délétères», insiste dans l'éditorial du BEH François Bourdillon, directeur général de Santé publique France. Il cite le P^{r} Emmanuela Gakidou, épidémiologiste à l'université de Washington et auteur d'une étude sur le fardeau sanitaire mondial de l'alcool publiée en août 2018 dans *The Lancet* : en matière d'alcool, il ne fait plus aucun doute que «moins c'est mieux, rien du tout c'est encore meilleur».

Les épidémiologistes Christophe Bonaldi et Catherine Hill se sont donc attelés dans ce BEH à comptabiliser le nombre de morts attribuables à l'alcool chaque année en France. En combinant les fractions de risques pour diverses maladies, aux prévalences de consommation, ils ont estimé que 30.000 hommes et 11.000 femmes étaient morts à cause de l'alcool en 2015 ; dont 16.000 décès par cancers, 9900 par maladies cardiovasculaires, 6800 par maladies digestives, 3000 par d'autres maladies (diabète, maladie mentale, épilepsie, etc.) et 5400 par accident ou suicide.



«Soit, respectivement, 11 et 4 % de la mortalité» des hommes et des femmes, écrivent les auteurs, avec une moyenne globale de 7 %. L'alcool a donc un impact sanitaire «considérable». Et «même à la dose relativement modérée de moins de 18 grammes d'alcool pur consommé par jour»(moins de 2 verres), certains risques sont réduits mais «le risque global est augmenté», avec 500 décès. Des chiffres qui montrent bien que les repères de consommation (maximum 2 verres par jour avec au moins deux jours par semaine sans consommation) sont à comprendre comme

une quantité offrant un risque, non pas nul, mais «acceptable pour un individu qui choisit […] en connaissance de cause», plaide François Bourdillon.

Des mesures efficaces

Les auteurs précisent cependant que 90 % de ces décès sont liés à une consommation de plus de 5 verres par jour. Le BEH nous apprend par ailleurs que 10 % des buveurs sont à l'origine de 58 % de la consommation d'alcool. «Ces gros consommateurs sont ceux qui font la richesse des alcooliers, et qui subissent l'essentiel des dommages», rappelle le P[r] Michel Reynaud, psychiatre et addictologue, président du Fonds actions addictions. «On connaît les mesures efficaces: d'abord, il faut augmenter le prix minimum de l'alcool, ce qui retarde la consommation des jeunes et diminue celle des gros buveurs.» Entre autres urgences, insiste l'addictologue, il faut «dénormaliser l'ivresse. Derrière le mythe du bon vivant, ce cache le gros buveur excessif et dépendant».

** Quelle que soit la boisson alcoolisée, un verre (25 cl de bière à 5°, 10 cl de vin à 12°, 2,5 cl de whisky à 40°…) contient environ 10 grammes d'alcool pur*.

Comment mieux aider ceux qui souffrent du décès d'un proche ?

Actualités Santé Psychologie http://sante.lefigaro.fr/ Par Hélène Lalé Marie Tournigand Publié le 17/02/2019 à 07:00



Selon une étude Crédoc de 2016, 4 Français sur 10 se déclarent en deuil. Kzenon/Kzenon - stock.adobe.com

AVIS D'EXPERT - Contrairement à certains pays du Nord et aux pays anglo-saxons, la France ne dispose pas de données exhaustives sur les conséquences du deuil. Afin d'alerter, mobiliser et agir, l'association Empreintes organise les premières Assises du deuil le 12 avril prochain.

Par Hélène Lalé et Marie Tournigand, présidente et déléguée générale de l'association Empreintes.

Chaque année, plus de 3 millions de Français vivent la mort d'un proche et entrent dans un processus de deuil. Ils sont alors fragilisés, vulnérables, ont besoin d'être reconnus, écoutés, informés, voire protégés. Or dans notre pays, ils se sentent seuls, incompris.

Selon une étude Crédoc de 2016, 4 Français sur 10 se déclarent en deuil. Parmi eux, on compte environ 5 millions de veufs et veuves de moins de 55 ans, 800.000 orphelins (soit en moyenne un élève par classe) et près de 20% des enfants placés à l'aide sociale à l'enfance. L'absence de dispositif pour soulager la souffrance du deuil nous interroge.

Le deuil, un «processus de cicatrisation»

« Le deuil est un parcours qui permet d'intérioriser la relation à l'autre et lui permet d'exister encore, en nous. »

Le deuil est vécu de manière intime. C'est un processus de cicatrisation qui se fait dans la durée, naturellement, sans que nous le décidions. Un parcours qui permet d'intérioriser la relation à l'autre et lui permet d'exister encore, en nous. Ce n'est pas l'oubli. Le mot «deuil» vient du latin dolere qui signifie «douleur», «affliction». Il est souvent employé, mais son sens, sa temporalité, son processus sont méconnus. Chacun est amené à le vivre, mais sa réalité reste taboue. Notons que la maladie, le handicap, la dépendance touchent aussi les individus dans leur intimité. Cela n'empêche pas notre société de penser leur prise en charge!

Le deuil est aussi un événement social. Il se vit au quotidien, dans nos relations familiales, amicales et professionnelles. Il dérange notre société de la performance dans laquelle la solidarité et l'entraide ont peu de place. La vulnérabilité est écartée ou rejetée. Vivre aux côtés d'une personne en deuil est difficile - sans connaissances, sans savoir quelles réactions sont «normales» ou «pathologiques», ce qui aide ou blesse.

Ainsi Mattéo, 14 ans, témoigne de la mort de son père dans le documentaire *Destins d'orphelins*, d'Élisabeth Bost et Karine Dusfour: «Deux mois plus tard, je suis entré en sixième. Comme je ne connaissais personne, j'ai caché mon histoire à tout le monde. Je me suis inventé une vie dans laquelle mon père était vivant. Même avec mes amis les plus proches, j'avais du mal à en parler. Cela nous mettait tous mal à l'aise. Je me sentais seul.» Nous devons protéger nos enfants. Pourrait-on concevoir une campagne nationale de sensibilisation et d'information ?

Un impact sur la scolarité, l'emploi, la santé

Le deuil est, enfin, un enjeu de société. Il a un impact sanitaire, familial et économique dont les politiques publiques doivent prendre la mesure. On ne connaît ni son poids ni son coût sur la santé, le travail, le logement, la précarité, l'autonomie. Contrairement à certains pays du Nord et aux pays anglo-saxons, la France ne dispose pas de données exhaustives sur les conséquences du deuil. Pourrait-on mettre en place un rapport annuel sur le sujet, comme celui sur le mal-logement ?

Prenons ici quelques exemples. Le deuil impacte le retour et le maintien dans l'emploi: lorsqu'ils sont frappés par la mort d'un proche, 58% des Français actifs sont en arrêt de travail une semaine, 29% plus d'un mois. Le deuil impacte la scolarité: 77% des élèves orphelins déclarent un effet négatif sur leur attention et leurs résultats. Oui, le deuil altère le fonctionnement cognitif, les capacités de concentration. Cela n'étonne personne, mais qui en tient compte?

À la mort d'un proche, l'idée de mourir pour ne plus souffrir, pour le ou la rejoindre, est extrêmement fréquente

Il impacte aussi la santé. On observe une morbidité liée au deuil: maladies cardio-vasculaires, diabète, addictions notamment. Des études ont montré 80% de surmortalité la première année de veuvage pour les hommes, 60% pour les femmes ; 20 à 30% de majoration du taux d'hospitalisations (patients de 50 à 70 ans) ; des conséquences psychologiques durables. Le deuil est un facteur de risque suicidaire majeur.

Le 5 février, lors de la Journée nationale de prévention du suicide tenue au ministère de la Justice, Santé Publique France a présenté des données épidémiologiques: les antécédents personnels et familiaux de suicide, le veuvage, les pertes parentales précoces, les épisodes dépressifs exposent les personnes en deuil au risque suicidaire. En effet, à la mort d'un proche, l'idée de mourir pour ne plus souffrir, pour le ou la rejoindre, est extrêmement fréquente. Combien faut-il de passages à l'acte pour qu'un accompagnement préventif du deuil soit proposé?

Afin d'alerter, mobiliser et agir, l'association Empreintes organise les premières Assises du deuil * le 12 avril prochain, au Palais du Luxembourg à Paris, sous la présidence du sénateur Bernard Jomier. Nous y présenterons une nouvelle étude Crédoc/CSNAF/Empreintes. Avec professionnels, dirigeants, associations, pouvoirs publics et médias, il s'agit de valoriser les initiatives innovantes, de penser des dispositifs pour systématiser l'information aux professionnels et l'aide aux personnes en deuil. C'est une belle occasion pour que nos gouvernants s'engagent pour amorcer des politiques publiques et des projets législatifs. Créons ensemble une Journée nationale du deuil, pour soutenir et informer les millions de Français concernés. Chacun de nous peut y contribuer.

** Sous le haut patronage du ministère des Solidarités et de la Santé et du ministère de l'Éducation nationale. Journée soutenue par nos partenaires: Chambre nationale syndicale de l'art funéraire, Action sociale de Klésia, Fondation d'entreprise Ocirp.*

Arrêts maladie: vers un jour de carence obligatoire pour tous

Économie Conjoncture http://www.lefigaro.fr/ Par Marie-Cécile Renault Mis à jour le 21/02/2019 à 11:12 Publié le 20/02/2019 à 18:08

Arrêts maladie : vers la généralisation du jour de carence ?



Trois experts, missionnés par Matignon pour enrayer la hausse des arrêts maladie, ont émis une proposition inédite. Ils prônent l'instauration d'une journée de carence obligatoire dans le secteur privé, à l'instar de la fonction publique.

Cette mesure, inscrite dans le rapport d'experts remis mercredi au premier ministre, pénaliserait une partie des salariés du privé. Pour la faire accepter, le rapport préconise des contreparties.

C'est un rapport qui va faire du bruit! Les trois experts (Jean-Luc Bérard, DRH du groupe Safran; Stéphane Seiller, magistrat à la Cour des comptes; et Stéphane Oustric, professeur de médecine), missionnés en septembre dernier par Matignon pour trouver les moyens d'enrayer la hausse des arrêts maladie, ont remis mercredi une vingtaine de propositions.

Parmi ses 20 recommandations, la plus sensible est l'instauration d'un jour de carence obligatoire pour tous, c'est-à-dire non payé, en cas d'arrêt-maladie. C'est déjà le cas dans la fonction publique. Dans le privé, les salariés ont théoriquement trois jours de carence, mais ceux-ci sont souvent pris en charge par leur employeur dans le cadre d'un accord de branche ou d'entreprise. Par équité avec la fonction publique, les trois experts recommandent d'appliquer la même règle au privé. Le jour de carence sera «d'ordre public», c'est-à-dire que les entreprises auront interdiction de le compenser.

Conscients de la difficulté de faire accepter une telle mesure, les experts proposent des contreparties. Car tous les salariés du privé ne sont pas logés à la même enseigne. Certaines entreprises maintiennent le salaire de leur collaborateur lorsqu'il est en arrêt et se font ensuite rembourser par la Sécurité sociale: c'est le principe de subrogation de salaire. Cependant, toutes les entreprises ne le font pas. Dans ce cas, leurs salariés malades doivent attendre, parfois plus d'un mois, pour obtenir le versement de leurs indemnités journalières maladie par la Sécu. En contrepartie du jour de carence obligatoire, les experts recommandent donc de généraliser le principe de la subrogation, donc du maintien de salaire. Selon le rapport, 9 millions de salariés seraient gagnants.

Favoriser la reprise d'emploi: télétravail, temps partiel

D'autre part, en cas de maladie, la Sécurité sociale verse 50% du salaire dans la limite de 1,8 smic, et l'entreprise verse un complément de salaire obligatoire (couvrant 90% du salaire pour 1 mois d'arrêt, et 66% pour le mois suivant). Mais là encore, tous les salariés n'ont pas droit à ce complément. C'est le cas par exemple des CDD ou ceux ayant moins d'un an d'ancienneté, saisonniers, des salariés à domicile... En contrepartie du jour de carence, les experts recommandent là encore une meilleure prise en charge des salariés non couverts par le complément de salaire versé par l'employeur.

Le rapport contient beaucoup d'autres recommandations, visant par exemple à renforcer la coopération entre médecins traitants, médecins du travail et médecins-conseil de la Sécu. Il préconise aussi de remplacer les contrôles auxquelles sont astreints les malades qui ne doivent pas sortir entre certaines heures par des contrôles médicaux sur convocation. Ou encore de favoriser le télétravail et le temps partiel comme alternative à l'arrêt pur et simple, afin de

«prévenir la désinsertion professionnelle». Car «au bout de 6 mois d'arrêt, c'est difficile de reprendre le travail, au bout d'un an c'est foutu», constate Jean-Luc Bérard.

Ouverture prochaine d'une négociation avec les partenaires sociaux

Il ne s'agit pour l'heure que d'un rapport. Il sera soumis, avec celui de la députée Charlotte Lecocq sur la santé au travail, aux partenaires sociaux dans les prochains mois. L'objectif étant, après une phase de consultation, d'ouvrir une négociation d'ici l'été.

Le gouvernement reste plus que jamais déterminé à faire baisser les arrêts-maladie dont le coût pour la collectivité augmente de 4% par an. L'enjeu est important: les dépenses d'arrêt maladie ont augmenté de 19% entre 2010 et 2017, ce qui représente 1,1 milliard d'euros de plus sur la période. «En trois ans, le nombre de journées indemnisées est passé de 11 à 12 par an et par salarié du privé. C'est comme si notre pays avait instauré un jour de congé supplémentaire!», avait déclaré Édouard Philippe fin août, dans le JDD. Et la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, d'enfoncer le clou en affirmant «quand nous contrôlons les arrêts de travail, 15 % sont inappropriés, sont des abus. Il y a quelqu'un qui paye pour tout le monde, c'est la Sécu. Le médecin prescripteur, ce n'est pas lui qui paye».

Sécurité

Aéroport Roissy-Charles de Gaulle: les «emballeurs» dans le viseur de la police

LifeStyle Voyages http://www.lefigaro.fr/ Par François Delétraz Publié le 23/02/2019 à 07:00

Les images de l'opération de police contre les «emballeurs» clandestins de Roissy



Le 21 Février, la Police aux frontières (PAF) a mené une opération contre des «emballeurs» clandestins qui sévissent à l'Aéroport de Paris-Charles de Gaulle.

VIDÉO - Exceptionnellement, Le Figaro a été autorisé à suivre la police aux frontières dans une opération coup de poing contre le trafic des «emballeurs» de bagages à l'aéroport.

Sortie du RER à l'arrêt Aéroport Charles de Gaulle. En vous dirigeant vers l'enregistrement avant de prendre votre avion, peut-être vous a-t-on approché pour vous proposer d'emballer vos bagages à moindre prix. Enrouler ses valises sous plusieurs couches de film plastique est en effet devenu une habitude des voyageurs, surtout sur les vols vers l'Afrique, afin d'éviter que les bagages ne soient visités et volés sur le tarmac à l'arrivée. Une société, Selfbag, a obtenu l'exclusivité de ce service sur les aéroports parisiens.

Mais elle subit quotidiennement la concurrence acharnée d'«emballeurs» clandestins. Ces derniers vantent un service prétendument équivalent et moins cher. En réalité, les produits d'emballage qu'ils utilisent sont de piètre qualité et occasionnent la défaillance des systèmes automatiques de tri des bagages. Conséquence: les compagnies aériennes accusent des retards d'avion. Sans parler des nombreuses plaintes des passagers face à l'insistance de ces démarcheurs hors la loi.

Trouble à la sérénité des voyageurs

L'an dernier, Air France avait eu recours à une société privée de sécurité pour tenter stopper cette activité. Mais le coût de l'opération l'a contrainte d'y renoncer. Depuis, la police a pris les devants. Conjointement à une surveillance quotidienne, elle mène des opérations coup de poing pour endiguer le phénomène. Bien qu'il s'agisse d'une petite délinquance «pas très dangereuse», selon

un responsable de la préfecture de police, elle représente selon lui «un trouble à la quiétude, à la sérénité des voyageurs et à la sécurité des personnes».

Les aéroports sont en effet des territoires très sensibles où les trafics ont vite fait de prendre de l'ampleur. À preuve, la police réalise régulièrement des opérations d'envergure contre les vols à la sauvette savamment organisés par certains réseaux venus des pays de l'Est. Si les emballages clandestins étaient au départ le fait de quelques individus isolés, l'activité s'est vite développée en une entreprise de groupes souvent très communautaires. Ainsi, en octobre dernier, une grosse opération a permis de démanteler un réseau béninois comprenant sept organisateurs et une vingtaine de petites mains.

Voici comment opèrent les emballeurs. La plupart des compagnies aériennes autorisent, sur les vols en classe économique vers l'Afrique, deux bagages de 23 kg. Dès lors, si l'un des bagages pèse 28kg et l'autre 15 kg, les emballeurs proposent... Une «répartition». Car ils ont le sens du service: équipés de petites balances à main, ils pèsent les bagages pour qu'ils ne dépassent pas le poids réglementaire. Et si l'une des deux valises s'avère trop petite, on vous propose même de vous en vendre une plus grande qu'ils emballent ensuite avec de la cellophane transparente achetée en grande surface professionnelle type «Metro».

«La caméra est votre amie, l'aéroport en est truffé»

Mais le business va plus loin: les emballeurs repèrent les passagers n'ayant qu'un seul bagage et vont leur proposer d'en embarquer un second contre une rémunération. Ces valises «bonus» préemballées attendent en effet, sur des caddies dissimulés sous les escalators, d'être convoyées vers la destination adéquate. En termes de sûreté, cela pose évidemment problème car le passager embarque dans l'avion un bagage dont il ne connaît pas le contenu. Généralement, les douanes constatent que ces bagages complémentaires sont surtout remplis de produits alimentaires, de vêtements de marque ou d'appareils électroniques de seconde main.

Pour préparer l'opération coup de poing à laquelle Le Figaro a exceptionnellement été autorisé à assister, les activités délictueuses sont scrutées sur les écrans vidéo depuis les bureaux de la police aux frontières. D'abord, il s'agit d'établir les rôles de chaque membre en observant leurs allées et venues. Puis, toutes ces informations sont consignées dans un rapport avec la copie de la vidéo pour le procès-verbal d'audition. Enfin, une fois l'intervention ordonnée, les policiers se réunissent tous au cinquième étage du bâtiment pour passer en revue les détails de l'opération.

Les responsables leur rappellent certaines règles: «Ne pas intervenir dans la précipitation, figer la situation, ne pas répondre aux intimidations. La caméra est votre amie, l'aéroport en est truffé et tous les passagers ont des smartphones, donc soyez très professionnels.» Enfin, ils ne manquent pas de préciser que «se promener avec un rouleau de cellophane sous le bras n'est pas en soi une infraction».

Discrètement, la vingtaine de policiers part se positionner à l'extérieur du terminal sous la direction du capitaine Gérard R.. Ils attentent le feu vert du capitaine Régis B., responsable de l'unité judiciaire, resté derrière les écrans de surveillance afin d'avoir une meilleure vue d'ensemble pour coordonner la manœuvre. Alors, le top départ est donné: les différentes équipes doivent agir vite et intervenir simultanément en plusieurs endroits du terminal 1.

Ce soir-là, l'opération cible le couloir d'arrivée de la navette automatique CDGVAL, et la zone d'enregistrement à l'étage supérieur. Les équipes de police interpellent une dizaine de personnes, parmi lesquelles plusieurs récidivistes, qui déjà avaient interdiction d'être présents sur la plate-forme avec ce que l'on appelle «une interdiction de paraître». Ceux-là seront immédiatement placés en garde à vue avant d'être présentés devant le tribunal de grande instance de Bobigny.

Société

Retraites: Delevoye veut réformer l'actuel système d'indexation des salaires

Économie Social Par Le figaro.fr Mis à jour le 16/02/2019 à 14:41 Publié le 16/02/2019 à 14:38



Le système actuel d'indexation sur l'inflation présente «l'avantage de ne pas dévaloriser les droits acquis par rapport à l'évolution générale des prix et permet en outre d'octroyer un taux de remplacement à la liquidation plus élevé», souligne M. Delevoye dans ce document. didier Salou/didier salou - stock.adobe.com

Dans un document d'une vingtaine de pages intitulé «Vers un système universel de retraite», le Haut-commissaire à la réforme des retraites explique pourquoi il serait «cohérent» d'indexer les retraites sur les salaires.

Jean-Paul Delevoye, le Haut-commissaire à la réforme des retraites, se montre favorable à une indexation des retraites sur les salaires et non sur l'inflation, selon un document de travail soumis aux organisations patronales et syndicales dont l'AFP a obtenu copie samedi. Dans ce document d'une vingtaine de pages intitulé «Vers un système universel de retraite», il évoque également la possibilité de mettre en place une «règle d'or» pour ajuster les comptes du système des retraites de manière à garantir leur équilibre «sur un horizon pluriannuel», et estime qu'il faut prendre en compte les évolutions démographiques (espérance de vie, fécondité, migration).

Le système actuel d'indexation sur l'inflation présente «l'avantage de ne pas dévaloriser les droits acquis par rapport à l'évolution générale des prix et permet en outre d'octroyer un taux de remplacement à la liquidation plus élevé», souligne M. Delevoye dans ce document. Toutefois, cette indexation peut être un facteur «d'inéquité», en ne valorisant pas «de la même façon les droits acquis en début, au milieu ou en fin de carrière». Une indexation tenant compte de l'évolution des salaires «permettrait de maintenir constant le rythme d'acquisition des droits au cours de la carrière pour un individu moyen», entre autres.

Elle permettrait «de faire profiter aux assurés ayant des carrières plates ou heurtées d'une revalorisation des droits tenant compte de l'évolution globale des salaires» et serait «également favorable à une moindre dépendance du système à la croissance». Il s'était déjà prononcé sur le sujet en octobre, estimant qu'il serait «cohérent» d'indexer les retraites sur les salaires.

Prise en compte des variations du cycle économique

Une telle réforme ouvre deux questions, selon le Haut-commissaire: les retraites doivent-elles être indexées sur le salaire moyen par tête ou sur la masse salariale? Que faire pendant la période de transition entre les deux systèmes? En outre, les variations du cycle économique doivent être prises en compte dans le cadre de la réforme, selon lui. Il faut donc se demander si une «règle d'or de retour à l'équilibre» pour encadrer le pilotage financier du système est nécessaire, et s'il faut prévoir un «fonds de lissage des évolutions économiques».

En ce qui concerne la prise en compte de l'espérance de vie, elle «pourrait se présenter comme le fait d'indiquer que, pour atteindre un taux de remplacement équivalent, il est nécessaire pour chaque génération de partir un peu plus tardivement». Enfin, le document de travail pose aussi la question de ce qu'il convient de faire des réserves de la quinzaine de régimes (Agirc-Arrco, MSA complémentaire...): quel niveau elles doivent atteindre, pour quel objectif et avec quelle stratégie d'utilisation. En 2016, les réserves accumulées par l'ensemble des régimes complémentaires français de retraite obligatoire représentent un montant de 118 milliards d'euros, soit 5,3% du PIB, rappelle le document

Antisémitisme. Des milliers de personnes rassemblées à Paris et en régions contre la haine

Accueil Société Antisémitisme https://www.ouest-france.fr/ Modifié le 19/02/2019 à 23h02 Publié le 19/02/2019 à 20h32



Place de la République à Paris, des milliers de citoyens se sont rassemblés contre l'antisémitisme. | AFP.

Dans un contexte de recrudescence des actes antisémites, des milliers de Français se sont réunis ce mardi 19 février, place de la République à Paris, pour dire « ça suffit ». Quelque 20 000 personnes ont répondu à l'appel de ce rassemblement au sein de la capitale. Un mouvement qui a été suivi à Nantes, Lille ou encore Marseille.

Des milliers de personnes ont commencé à affluer mardi soir place de la République à Paris pour dire non à l'antisémitisme, à l'appel d'une cinquantaine de partis, associations et mouvements.

Dans une ambiance calme, voire recueillie, chacun a voulu témoigner de son indignation après les saillies antisémites proférées samedi lors d'une manifestation de Gilets jaunes, de la profanation mardi d'un cimetière juif en Alsace, dans un contexte de hausse généralisée des actes antisémites.

Dans la foule, des pancartes **« Ça suffit »** - le mot d'ordre du rassemblement -, **« non à la banalisation de la haine »**. Un périmètre de sécurité a été délimité par des barrières au centre de la place noire de monde, où les responsables politiques ont commencé à se presser vers 19h.

« Il fallait aujourd'hui dire ça suffit, dire que tout n'est pas possible, et quand on voit ces actes qui se multiplient, il est temps de réagir ensemble et de la meilleure des manières », a déclaré le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, à l'origine de cette mobilisation massive.

« L'affaire de tous les Français », selon François Hollande

Anne Hidalgo, Benoît Hamon, Valérie Pécresse, Fabien Roussel, des députés LREM et des représentants de la France insoumise ont notamment été aperçus.





Anne Hidalgo

✔ @Anne_Hidalgo

Ce soir, place de la République, tous ensemble pour dire NON à l'antisemitisme. #ÇaSuffit #Paris

802

23:35 - 19 févr. 2019

L'ancien président socialiste François Hollande, arrivé vers 19H30, a fait valoir que **« l'antisémitisme, c'est un fléau, c'est une attaque contre la République »**.

« Nous devons ici, au-delà des sensibilités, des fonctions occupées, des responsabilités exercées, être là pour que les Français puissent être eux-mêmes là. Car l'antisémitisme, ça n'est pas l'affaire des juifs, c'est l'affaire de tous les Français », a-t-il poursuivi. Le président de LR, Laurent Wauquiez, a pour sa part lancé : **« Ça suffit les croix gammées, les insultes ».**

Un rassemblement qui a été suivi en province

Du côté de Nantes, 800 personnes étaient rassemblées pour chanter la Marseillaise sur la place où est érigé un monument aux 50 otages. **« Lutter contre l'antisémitisme c'est l'affaire de tous. C'est défendre notre République »**, a souligné Alain Bunford, le président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme à Nantes.

À Lille, ils étaient plus d'un millier à se rassembler. La maire socialiste Martine Aubry et le président des Hauts-de-France Xavier Bertrant, étaient également présents. **« On est heureux de se retrouver côte à côte »**, au-delà des partis politiques, pour dénoncer **« les actes ignobles, abjects, insupportables »** observés ces derniers mois, a déclaré Mme Aubry devant des journalistes, déplorant **« les insultes, les graffitis, les profanations »**.

Dans le Sud, à Marseille, environ 1 500 personnes s'étaient donné rendez-vous sur le Vieux-Port. Parmi eux, le chef de file de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon. **« Toute forme de discrimination de racisme, d'antisémitisme, de sexisme et d'homophobie, incarnent ce que nous pouvons appeler le mal »,** a-t-il déclaré. **« C'est un grand moment de fraternité ».**

Antisémitisme. « Des actes et des lois » : les réponses d'Emmanuel Macron

Accueil Société Antisémitisme https://www.ouest-france.fr/ avec AFP et REUTERS Modifié le 21/02/2019 à 09h09 Publié le 20/02/2019 à 21h49



Emmanuel MAcron devant le CRIF | LUDOVIC MARIN / AFP

Emmanuel Macron, qui a promis « des actes » et « des lois » contre l'antisémitisme, était mercredi soir, à l'invitation des représentants de la communauté juive, au dîner du Crif. Face à la recrudescence des actes anti-juifs, le chef de l'Etat a annoncé une nouvelle définition de l'antisémitisme et des mesures qui seront prises à l'école et sur internet.

Emmanuel Macron, qui a promis **« des actes »** et **« des lois »**, est présent ce mercredi soir au dîner du Conseil représentatif des institutions juives de France, où a prononcé un discours fort et fait plusieurs annonces. **« L'antisémitisme n'est pas le problème des Juifs, c'est le problème de la République »**, a martelé le chef de l'Etat.

Après avoir honoré **« cette part juive de l'âme française […] qui a contribué à faire notre Nation belle et grande »**, Emmanuel Macron a déploré que **« notre pays, comme l'ensemble de l'Europe, est confronté à une résurgence sans doute inédite de l'antisémitisme depuis la Seconde guerre mondiale. À nouveau, l'antisémitisme tue en France. »**

Une nouvelle définition de l'antisémitisme

Emmanuel Macron a annoncé que la France allait mettre en oeuvre une nouvelle définition de l'antisémitisme intégrant l'antisionisme, sans toutefois modifier le Code pénal, dans un discours prononcé lors du dîner du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) à Paris. **« La France, qui l'a endossée en décembre avec ses partenaires européens, mettra en œuvre la définition de l'antisémitisme adoptée par l'Alliance internationale pour la mémoire de la Shoah »** (qui intègre l'antisionisme, NDLR), a dit le chef de l'État, en martelant que **« l'antisionisme est une des formes modernes de l'antisémitisme »**.



franceinfo

✔ @franceinfo

"L'antisionisme est une des formes modernes de l'antisémitisme. Je confirme que la France mettra en œuvre la définition de l'antisémitisme adoptée par l'Alliance internationale pour la mémoire de la Shoah", annonce E. Macron au dîner du Crifhttps://bit.ly/2IsgnVH

197

00:41 - 21 févr. 2019

Cette définition a été rédigée par l'institution comme suit : **« l'antisémitisme est une perception des personnes juives dans laquelle s'exprime de la haine. Sa manifestation rhétorique et physique est dirigée contre les personnes juives ou non-juives et leurs propriétés, envers la communauté juive et les institutions et infrastructures religieuses. »**

L'alliance internationale de la mémoire de l'Holocauste précise par ailleurs que : **« la manifestation de l'antisémitisme peut prendre pour cible l'État d'Israël, perçu comme une communauté juive. Cependant, la critique de l'État d'Israël exprimée de la même façon que la critique de n'importe quel autre État ne peut être considérée comme de l'antisémitisme. »**

L'anonymat sur Internet en débat

Abordant la question des réseaux sociaux, Emmanuel Macron a prévenu que, s'il ne s'agissait pas d'interdire partout l'anonymat sur Internet, une réflexion était en cours. **« Il y a aujourd'hui encore des plateformes comme Twitter qui attendent des semaines et des mois pour donner les identifiants qui permettent de lancer des procédures judiciaires contre ceux qui appellent à la haine, au meurtre. »**

Une proposition de loi pour lutter contre la haine sur internet sera déposée **« dès le mois de mai »**, a confirmé le président de la République. Le texte sera déposé par la députée La République en marche Laetitia Avia et reprendra les propositions de son rapport sur le sujet.

Déplorant un **« échec »** français dans la lutte contre l'antisémitisme, le président avait prévenu mardi qu'il voulait **« frapper les consciences »**, lors d'un recueillement au Mémorial de la Shoah à Paris. **« Le niveau atteint par l'antisémitisme est intolérable. L'urgence de la situation impose des décisions fortes qui vont au-delà des déclarations »**, a déclaré Francis Kalifat, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), qui organise ce mercredi son raout annuel à Paris.

Un audit contre la déscolarisation des enfants juifs

Emmanuel Macron a également annoncé ce mercredi soir le lancement d'un **« audit »** des établissements scolaires touchés par la **« déscolarisation »** des enfants de confession juive, lors du dîner du Conseil représentatif des organisations juives de France (Crif).

Déplorant que des élèves de certains quartiers soient **« trop souvent »** obligés de **« quitter l'école publique »**, le chef de l'État a chargé son ministre de l'Éducation d'évaluer ce phénomène pour que l'école joue à plein **« son rôle de rempart républicain »**.

Dissolution de groupes racistes ou antisémites

Emmanuel Macron a demandé la dissolution d'**« associations ou groupements »** racistes ou antisémites, à commencer par les organisations d'extrême droite Bastion social, Blood and Honour Hexagone et Combat 18.

« Parce que la période met en cause ce que nous sommes, la France doit tracer de nouvelles lignes rouges [...]**. J'ai demandé au ministre de l'Intérieur d'engager des procédures visant à dissoudre des associations ou groupements qui par leur comportement nourrissent la haine, promeuvent la discrimination ou appellent à l'action violente »**, a déclaré le chef de l'Etat.

« La honte doit changer de camp », a martelé le chef de l'État, ajoutant, ému : **« Nous sommes chez nous. Nous tous. »** La France a connu récemment une multiplication d'actes antisémites. Mardi, 96 tombes ont été découvertes profanées dans un cimetière juif alsacien.

Ce que contient la proposition de loi pour lutter contre la haine sur internet

Actualité Société http://www.lefigaro.fr/ Par Coline Vazquez Mis à jour le 21/02/2019 à 10:20 Publié le 21/02/2019 à 00:09



Emmanuel Macron avait déjà abordé ce sujet lors de son précédent discours au dîner annuel du Crif en 2018. POOL/REUTERS

Lors de son discours au dîner annuel du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Emmanuel Macron a précisé les contours de cette proposition de loi, déjà évoquée depuis plusieurs mois.

Le gouvernement l'a promis, Emmanuel Macron l'a officialisé. Lors de son discours au dîner annuel du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), le président de la République a annoncé qu'une proposition de loi pour lutter contre la haine sur internet sera déposée «dès le mois de mai» par la députée LREM Laëtitia Avia. Emmanuel Macron précise ainsi les annonces du premier ministre Édouard Philippe et des secrétaires d'État Marlène Schiappa et Mounir Mahjoubi. «La France doit tracer de nouvelles lignes rouges et nous le ferons, par des mesures concrètes», a-t-il déclaré.

Emmanuel Macron a précisé que ce texte s'appuiera largement sur le rapport remis en septembre dernier par Laetitia Avia et qui formulait 20 propositions dans le cadre d'un renforcement de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme sur internet, déjà promis lors du discours d'Emmanuel Macron au dîner du Crif en 2018. Une meilleure modération, une plus grande responsabilisation des plateformes, la création d'une taxe Gafa... *Le Figaro* détaille en quoi va consister ce projet de loi tant attendu.

• Un allongement du délai de prescription du cyberharcèlement

Dans une interview donnée au *Figaro* en compagnie de Mounir Mahjoubi le 13 février, la secrétaire d'État à l'Égalité femmes-hommes a déclaré possible d'«étudier l'allongement du délai de prescription du cyberharcèlement», confirmant ses propos tenus quelques jours plus tôt sur Twitter. Elle avait également précisé qu'elle aborderait le sujet avec la ministre de la Justice, Nicole Belloubet. Cette mesure fait directement écho à l'affaire de la Ligue du LOL qui a éclaté mi-janvier, mettant en lumière des faits de harcèlement et cyberhacèlement, parfois d'une extrême violence, orchestrés par des journalistes, des publicitaires et des communicants.



Florence Porcel

✔ @FlorencePorcel

· 10 févr. 2019

En réponse à @MarleneSchiappa

Merci pour ça. Mais ça ne résoud pas le problème de la prescription...



MarleneSchiappa

✔ @MarleneSchiappa

Oui. Rien n'empêche d'étudier l'allongement des délais de prescription, on vient de l'allonger de 10 ans pour les viols sur mineurs. Je vais aborder le sujet avec @NBelloubet

87

15:30 - 10 févr. 2019

• Obliger les plateformes à retirer les contenus haineux

Autre ambition majeure de ce projet de loi: obliger les réseaux sociaux, qui ont une «responsabilité particulière» comme Facebook, Twitter, YouTube mais aussi Webedia, à supprimer rapidement les contenus haineux qui circulent sur leurs plateformes, comme l'expliquait le secrétaire d'État au numérique au *Figaro*. Des propos confirmés par Emmanuel Macron lors de son discours expliquant que ce retrait devra se faire «dans les meilleurs délais». Les plateformes devront également «mettre en oeuvre toutes les techniques permettant de repérer l'identité» de leurs auteurs. Le président a accusé «des plateformes comme Twitter, pour citer des mauvais exemples, qui attend des semaines ou des mois pour donner les identifiants qui permettent de lancer les procédures judiciaires» et «parfois prend des jours, des semaines pour retirer les contenus ainsi identifiés».

Cette mesure s'appuie, elle aussi, sur le rapport commandé par Édouard Philippe en mars dernier à l'enseignant franco-algérien Karim Amellal, à la députée (LREM) Laetitia Avia et au vice-président du Conseil représentatif des institutions juives (Crif) Gil Taïeb qui préconise «la fixation d'un délai maximal pour le retrait des contenus haineux». Selon le rapport ce délai pourrait être de 24 heures «s'il est entouré des garanties juridiques appropriées». Lors du précédent dîner du Crif, Emmanuel Macron évoquait déjà une loi pour «contraindre les opérateurs à retirer dans les meilleurs délais» les contenus haineux.

Certaines dispositions existent déjà comme l'obligation pour les hébergeurs en ligne de supprimer des contenus dits «manifestement illicites» dès leur connaissance et celle de fournir aux internautes un mécanisme de signalement, explique au *Figaro* , le juriste Marc Rees, du site Next Inpact. Mais trop compliquées les mesures actuelles n'entraînent que très peu de condamnations.

•Un nouveau statut pour les plateformes numériques

Responsabiliser les plateformes sur le plan juridique est un des enjeux majeurs de ce projet de loi comme l'a expliqué le président de la République ce mercredi. Au *Figaro*, Mounir Mahjoubi a détaillé la volonté du gouvernement de créer «un nouveau statut, par exemple celui «d'accélérateur de contenus». Cette mesure reprend également une des vingt propositions du rapport Avia Taieb Amellal. Cela «reconnaîtrait leur responsabilité et renforcerait l'efficacité de la régulation des contenus sur ces plateformes», explique le secrétaire d'État au numérique.

C'est aussi l'ambition affichée par Édouard Philippe lors du discours inaugural de la première cérémonie de remise du prix Ilan Halimi le 12 février comme l'explique le site Ozap. Le premier ministre a expliqué vouloir travailler directement avec Facebook pour lutter contre ces contenus haineux qui se propagent sur les réseaux sociaux. «Nous allons lancer avec Facebook une expérimentation pour concevoir des règles de droit plus innovantes et plus adaptées afin de réguler les contenus sur les plateformes et les réseaux», a déclaré le premier ministre.

Pour penser le volet consacré à la modération dans le projet de loi, un groupe d'experts français issus de différents ministères a rencontré des membres de Facebook pour comprendre le fonctionnement de la modération, outil essentiel pour empêcher la propagation de contenus insultants sur internet.

• Une possible levée de l'anonymat sur internet

La possible levée de l'anonymat sur internet fait l'objet de vives interrogations depuis quelques semaines. La question «sera posée», a déclaré Emmanuel Macron ce mercredi au dîner du Crif avant de s'opposer à son interdiction générale qui reviendrait à aller «vers le pire». Le 18 janvier, le président avait déjà abordé ce sujet lors d'une assemblée de maires à Souillac dans le Lot, appelant à une «hygiène démocratique du statut de l'information». «Si on fait circuler l'information véritable, la parole des experts, ceux qui sont en situation de responsabilité, chacun s'exprimant en disant d'où il parle et qui il est, donc pas de manière anonyme, nos concitoyens partage(ro)nt beaucoup mieux la décision publique», avait-il déclaré, ajoutant: «le processus qui doit permettre de distinguer le vrai du faux se confond avec le processus qui permettra de savoir d'où les gens parlent et pourquoi ils disent des choses».

Levée de l'anonymat sur internet : «Notre problème c'est de faire appliquer la loi»



Olivier Itéanu, avocat à la Cour d'appel de Paris, spécialiste du numérique estime qu'une nouvelle loi pour lever l'anonymat sur internet serait inutile pour. Interrogé par Julien Jeffredo, il juge crucial de faire appliquer la législation actuelle.

• Interdire la présence sur un réseau social de personnes coupables de propos racistes et antisémites

Il faudra aussi «nous donner les moyens aussi de pouvoir interdire la présence sur un réseau social de personnes coupables de propos racistes et antisémites comme on interdit hooligans dans les stades, ou à tout le moins, faire en sorte que les condamnations pour actes racistes et antisémites soit publiées». «La honte sur ces sujets d'urgence doit changer de camp», a-t-il affirmé ce mercredi.



MarleneSchiappa

✔ @MarleneSchiappa

Ce texte exigera le retrait des contenus dans les meilleurs délais. Nous interdirons la présence sur les réseaux sociaux de personnes coupables de propos antisémites et racistes ou haineux, annonce @EmmanuelMacron au #dinerducrif

MarleneSchiappa

✔ @MarleneSchiappa

Le Président annonce au dîner du @crif que @LaetitiaAvia va déposer une proposition de loi pour lutter contre la haine en ligne 💪#LoiAvia #antisémitisme #sexisme #homophobie @FPotier_Dilcrah

228

00:45 - 21 févr. 2019

• La création d'une taxe GAFA

Pour lutter contre les propos haineux sur les réseaux sociaux, il faut travailler avec ces derniers, expliquait Mounir Mahjoubi au *Figaro:* «Aujourd'hui, ce sont eux qui font 100 % de la régulation des contenus haineux, en décidant quelles règles s'appliquent en ligne». Le secrétaire d'État au numérique prévoit également de mettre en place une taxe GAFA (...). L'objectif est à la fois d'«accélérer le processus de modification des règles de taxation et éviter que cette réforme ait un impact négatif sur les acteurs émergents du numérique européen», détaille-t-il. Un projet qu'il mène de front avec le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire et déjà bien avancé selon le secrétaire d'État. C'est une question sur laquelle s'est aussi penchée l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE) D'autant que les États-Unis et «les gafa eux-mêmes» soutiennent cette mesure «souhaitant une règle unique dans le monde», explique-t-il.

Ce jeudi, interrogé sur France Info, Mounir Mahjoubi a martelé «la détermination est claire et nette et nous serons prêts pour le mois de mai»

Pourquoi un agriculteur se suicide tous les deux jours en France?

VOX Vox Société http://www.lefigaro.fr/ Par Etienne Campion Mis à jour le 22/02/2019 à 20:50 Publié le 17/08/2018 à 19:15



Des agriculteurs bloquant une route aux abords de Rennes, le 17 février 2016, pour protester contre la chute des prix du lait et de la viande. afp.com/JEAN-SEBASTIEN EVRARD

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - Tous les deux jours, un paysan se donne la mort en France. Cette statistique interpelle au moment où s'ouvre le Salon international de l'agriculture ce samedi 23 février. À cette occasion, nous republions notre entretien avec Éric de la Chesnais, à la fois journaliste au Figaro et agriculteur.

Diplômé de l'École supérieure d'agriculture d'Angers, Eric de la Chesnais est agriculteur dans une ferme en Mayenne. Il est par ailleurs journaliste au Figaro, chargé de la rubrique Agriculture, et l'auteur de «Agriculteurs, les raisons d'un désespoir» *(Plon, 2017).*

FIGAROVOX.- La vie des agriculteurs français paraît si difficile que nombre d'entre eux en viennent à commettre l'irréparable: comment en sommes-nous arrivés là ?

Éric DE LA CHESNAIS.- Au-delà des problèmes économiques, le monde paysan souffre d'un grand manque de reconnaissance. On a progressivement délaissé les campagnes et avec elles notre considération pour l'agriculteur, qui a pourtant un rôle fondamental. Mais notre société préfère accorder plus d'importance à des considérations futiles dont on peut se passer pour vivre, ce qui n'est pas le cas de notre nourriture: un besoin primaire par excellence! N'oublions pas que, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la France était en situation de pénurie dans certaines régions. Beaucoup de gens ne mangeaient pas à leur faim. Aujourd'hui la situation s'est inversée. Nous mangeons démesurément en occultant d'où viennent la nourriture et ce que sa production demande: le travail physique, la besogne, les suées par temps brûlant ou glacial, le stress de ne pas pouvoir récolter en quantité suffisante…

Puisque nous ne reconnaissons plus la valeur morale et matérielle du travail des agriculteurs, ceux-ci sont désemparés et perdus. D'autant que les campagnes ne donnent plus le sens qu'elles donnaient autrefois à leurs vies. On s'y rencontre moins et, même là-bas, il devient difficile de se parler et d'entretenir des relations sociales. Le mal-être de nos agriculteurs tient aussi à la solitude - morale, charnelle.

Comme leurs bêtes, les paysans meurent en silence. Les suicides à la Poste ou chez Orange émeuvent à juste titre. Les paysans, eux, sont gommés, effacés.

On évoque souvent les problèmes d'endettement des agriculteurs: est-ce aussi une cause de ce nombre très élevé de suicides dans la profession ?

Une des causes principales de leur désespoir tient aussi au surendettement auquel nombre d'entre eux sont sujets. Un agriculteur qui élève des porcs en Normandie m'a un jour confié que le fait que je me sois intéressé à lui pour le reportage que j'effectuais dans son village avait fonctionné chez lui comme une thérapie, que ce geste lui avait permis d'éviter le suicide. Ce dernier m'avait avoué qu'il avait pris la décision de mettre fin à ses jours s'il atteignait le cap des 150 000 euros d'endettement: seuil à partir duquel il devient impossible de rembourser sa dette. Cet homme portait en lui un profond sens de l'honneur et un sentiment de culpabilité à l'endroit de sa ferme que son père lui avait transmis. Il était pour lui insupportable d'échouer là où ses ancêtres avaient réussi, sans même comprendre qu'il n'était pas responsable de sa situation, que les raisons de son échec lui étaient bien étrangères.

Puis, en mettant des mots sur sa situation, il a compris qu'il était possible de trouver une solution sans recourir au pire, en parlant, notamment aux médecins et aux psychologues, en comprenant que cette faute n'était pas la sienne. Mais ce n'est pas le cas de tous.

La permanence de prévention du suicide des agriculteurs, «Agri'écoute», a reçu 1 700 appels au premier semestre 2016, pour une moyenne de 285 appels par mois: trois fois plus qu'en 2015. Reste qu'un agriculteur se suicide en moyenne tous les deux jours en France. Comme leurs bêtes, les paysans meurent en silence. Les suicides à la Poste ou chez Orange émeuvent à juste titre le public. Les paysans, eux, sont gommés, effacés.

Quelle est l'urgence principale? Est-ce une question de rapport de force dans la chaîne de production?

Si on se cantonne à la France, et considérant la production «de la fourche à la fourchette», qui supporte l'effort économique et physique le plus important sinon l'agriculteur? On lui achète son lait entre 30 et 35 centimes le litre pour le revendre aux alentours de 65 centimes. Or, il n'est pas normal de travailler à perte pour un agriculteur. Ce n'est pas normal non plus d'accepter d'être dans l'incertitude quant à son salaire, qui plus est quand il est payé le quinze du mois suivant.

Ce n'est qu'à 44 centimes par litre qu'un producteur de lait peut se verser l'équivalent d'un SMIC.

Certains agriculteurs travaillent pour des laiteries qui, certes, achètent en grande quantité mais payent le lait excessivement bas, et poussent les agriculteurs à vendre à perte. Le même lait qui servira pour produire du chocolat de grande marque qui, lui, est loin d'être vendu à perte: cette situation est inique. Pour le lait, certains producteurs se sont engagés à payer au-dessus du prix de revient des agriculteurs: 34 centimes par litre de lait, seuil à partir duquel les agriculteurs arrivent à vivre. Mais ce n'est qu'à 44 centimes par litre de lait qu'ils peuvent se verser l'équivalent d'un SMIC. C'est seulement avec des achats à prix décents que les agriculteurs pourront vivre dignement de leur métier. C'était l'enjeu des États généraux de l'alimentation: inverser la formation du prix pour que ce ne soit plus la grande distribution qui dicte sa loi mais pour partir du coût de revient de l'agriculteur. À ce jour, nous en sommes bien loin.

Le monde agricole semble particulièrement sensible aux aléas de la conjoncture mondiale et au contexte global de déréglementation et de globalisation. N'est-ce pas aussi là une des sources du problème ?

On a en effet mis fin aux quotas de production dans le lait en faisant en sorte que les agriculteurs s'illusionnent sur l'effective quantité supplémentaire de lait qu'ils pourraient produire. Or, le marché se mettant à réguler la production par la loi de l'offre et la demande, la production fut certes plus élevée mais les prix ont chuté et les agriculteurs se sont appauvris. Grands producteurs, industriels et supermarchés ont profité de cette situation. La loi du marché s'est appliquée, mais

au détriment des agriculteurs: le dernier outil qui encadrait la protection des prix était celui des quotas, il a désormais disparu.

Les secteurs de production sophistiqués vont profiter du libre-échange, la production agricole française sera, elle, exposée à ce qui se fait de pire au Brésil ou au Canada.

La crise de notre monde agricole vient du fait que ce qu'il produit constitue systématiquement la variable d'ajustement des accords mondiaux de libre-échange. À ce titre le CETA pose bien plus de problèmes qu'il n'en résout. Les secteurs de production sophistiqués vont profiter du libre-échange, la production agricole sera, elle, exposée à ce qui se fait de pire au Brésil ou au Canada: de la viande produite avec un cahier des charges largement différent du nôtre. Dans ces conditions, pourquoi lutter contre le glyphosate et le poulet aux hormones chez nous alors qu'une grande partie de nos importations seront produites avec ce type de procédés via le CETA? En France, on produit avec une meilleure qualité: il faut l'assumer, en être fiers, en revalorisant notre processus de production. Ce qui impliquerait en premier lieu de mettre des clauses dans les traités de libre-échange qui, sur le modèle de l'exception culturelle, instituerait une exception agricole: on ne peut pas importer n'importe quel produit. On ne peut pas, non plus, brader notre agriculture.

Quelle est l'influence de la politique agricole commune (PAC) dans la crise de l'agriculture française ?

La PAC n'a aucun ancrage dans le monde réel, elle est dissociée de la réalité. Elle a détricoté tous les outils de régulation qui permettaient d'avoir une vision à long terme et de composer avec la nature. Le métier d'agriculteur est un des rares métiers qui soit météo-sensible: l'agriculteur doit pouvoir voir à long terme, investir et s'engager. Or la PAC empêche cela tant elle est dissociée de la réalité et applique des schémas rigides à des situations différentes, notamment en rémunérant à l'hectare plutôt qu'à la production. Ce qui crée des absurdités et des effets d'aubaines pour certains exploitants déjà privilégiés, qui touchent des aides démesurées par rapport aux revenus de leur exploitation. Car une politique publique doit pouvoir être en mesure d'amortir les inégalités de ressources au sein d'une même profession. Il faudrait en revenir à une politique agricole proche du terrain, par exemple en rémunérant les agriculteurs en fonction du nombre d'emplois qu'ils ont dans leur ferme. Et pourquoi ne pas donner des primes à ceux qui recourent à une agriculture vertueuse?

Les paysans étaient les derniers à avoir les valeurs du travail bien fait, de la conscience de la terre et de la famille. En mettant à mal notre agriculture nous avons affaibli ces valeurs.

Il semble que la crise du monde agricole soit aussi de nature culturelle, morale et spirituelle. Les valeurs paysannes et le rapport à la terre n'ont-elles pas aussi été battus en brèche par l'époque ?

Certes, mais le retour de bâton ne saurait tarder à se faire sentir. Les paysans étaient les derniers à avoir les valeurs du travail bien fait, de la conscience de la terre et de la famille. En mettant à mal notre agriculture nous avons affaibli ces valeurs. Loin d'un monde caricatural et du tas de fumier au milieu de la ferme qu'on imagine souvent, les paysans sont des gens qui évoluent avec des repères solides. Produire du blé demande de passer des journées accroupi à ramasser des pierres, à composer avec le cycle de la nature, des saisons et du climat.

Or nous avons oublié toutes ces valeurs pour l'immédiateté, le court terme et l'éphémère. On a demandé à l'agriculteur de s'adapter et d'être polyvalent lors de différentes réformes (la révolution verte, les traitements phytosanitaires…). Il s'y est empressé, a joué le jeu, mais n'a rien reçu en contrepartie.

En outre, devant lui se sont dressés la société de consommation et un ouragan de virtualité avec internet. Et la greffe n'a jamais pris. Mais le phénomène n'est pas que français: en Amérique aussi bien qu'en Inde et en Afrique, les paysans se suicident également. Un pan de nos sociétés n'a pas pris le train en marche, et nous peinons encore à le voir.

Pourtant les Français aiment leurs agriculteurs, chose qu'on constate quand on voit l'audience du Salon de l'agriculture. Toutes les origines sociales et toutes les générations s'y retrouvent. Heureusement que cette grand-messe existe encore, mais il en faudrait bien plus pour résoudre nos problèmes. Et dépasser les séquences de communication ne serait pas de trop: Hollande était venu pour tenir 12 heures dès 7 heures du matin, Macron a voulu battre son record... Qu'importe ?

Une pénurie de nourriture conduirait notre société à se rappeler aussitôt de l'importance de nos agriculteurs.

On constate aussi l'attrait des Français pour le monde paysan à travers le succès de l'émission «L'amour est dans le pré»: dans un épisode, l'un des candidats pleure au moment de recevoir des encouragements et explique son émotion par le fait qu'il s'agit des premiers encouragements de sa vie. Ces gens sont passés à côté des gratitudes que notre société offre, elle les a oubliés. Quand bien même ce sont les paysans qui assurent la satisfaction de nos besoins primaires. Une pénurie de nourriture conduirait notre société à se rappeler aussitôt de l'importance de nos agriculteurs.

Sport

Courir à jeun, un petit effort pour de grands bénéfices

Accueil Sport Running https://www.ouest-france.fr/ Modifié le 18/02/2019 à 10h42 Publié le 18/04/2017 à 12h05



Courir à jeun fait-il progresser ? | FOTOLIA

Les "on-dit" fusent sur le sujet. Qu'en est-il vraiment ? Courir à jeun, est-ce bénéfique pour le coureur ? Des médecins du sport nous éclairent.

Partir courir le ventre vide, au réveil, peut en effrayer plus d'un. Pourtant, la course à jeun aurait plusieurs vertus. La première concerne la perte de poids, même si les trois médecins que nous avons contactés ne s'accordent pas sur ce point.

Persuadé de ce bénéfice, Jean-Jacques Menuet, médecin nutritionniste du sport à Saint-Malo, s'explique : **« Habituellement, les glucides (sucres) sont le carburant des muscles pour courir. Mais au réveil, l'organisme n'en a pas en réserve et va se retrouver piégé. À défaut de glucides disponibles, il va devoir puiser dans les lipides et donc brûler des graisses. »**

Perte de poids ?

Martine Duclos, médecin du sport au CHU de Clermont-Ferrand, ne partage pas cet avis. **« Pour maigrir, l'objectif est d'utiliser les lipides (graisses) plutôt que le glycogène (sucre) stocké dans les muscles,** enseigne Martine Duclos. **Mais il ne faut pas oublier que l'activité physique n'est pas uniquement l'effort. Elle est aussi composée de la phase de récupération, et lors de cette phase, d'environ 22 h, nous refaisons nos réserves. »** En glycogène dans les muscles et en lipides dans les tissus adipeux.

La médecin va plus loin : **« Il faut partir d'un postulat de base : l'activité physique en général ne permet pas de perdre du poids. Pour perdre ne serait-ce qu'un kilo, il faudrait (pour une personne de taille et poids moyen) courir « plus de vingt heures »**. Selon François Carré, médecin du sport à Rennes, **« aucune étude n'a montré que le footing à jeun avait des effets sur le poids. De plus, nous avons davantage faim après, donc cela n'a pas vraiment d'intérêt ! »**

Intéressant pour les marathoniens



Lorsqu'une personne court à jeun, son organisme s'habitue à une situation difficile. | SQUEEZE/PIXABAY

Si les avis des professionnels divergents quant au lien entre footing à jeun et perte de poids, tous s'accordent sur l'intérêt de la course à jeun pour les coureurs de longues distances, tels que les marathoniens ou ultra-trailers. **« Courir à jeun permet de resynthétiser le glycogène dans le muscle et augmente la capacité du muscle à en stocker. Or, plus nos muscles en contiennent, plus on est capable de courir longtemps à une vitesse élevée »**, révèle Martine Duclos. De quoi gagner quelques minutes.

Par ailleurs, lorsqu'une personne court à jeun, son organisme s'habitue à une situation difficile. Il met en place des systèmes d'adaptation et **« quand il se retrouvera dans cette situation lors d'une course de longue distance, comme un marathon, il n'aura qu'à remettre en place ce procédé qu'il aura assimilé »**, expose François Carré. Ainsi, le « mur du 30e kilomètre » sera plus aisé à affronter sur un marathon.

Des footings lents et longs



Il est conseillé de courir à faible allure à jeun. | PIXABAY

Courir à jeun, oui, mais comment ? « **L'allure recommandée est un train d'endurance d'environ 10 km/heure, voire moins »**, conseille François Carré. Autant dire, un faible rythme **« à lequel l'athlète est en capacité de parler »**, image Jean-Jacques Menuet. Seul le footing lent est utile, à jeun. **« Le risque, sinon,** poursuit-il, **est de taper dans la matière même des muscles, c'est-à-dire dans les protéines. »** Le fractionné à jeun, jugé trop traumatisant, est de ce fait à bannir.

Il est conseillé de boire suffisamment avant, pendant et après les footings à jeun et d'emporter avec soi une barre de céréales ou un morceau de sucre en cas de fringale, le principal risque du footing à jeun étant l'hypoglycémie. Les diabétiques, notamment de type 2, doivent de ce fait éviter ce type d'effort, tout comme les coureurs débutants. Seuls les runners aguerris sont invités à courir à jeun.

« La durée idéale d'un footing à jeun est d'environ 45 minutes à une heure, à hauteur de deux à trois fois par semaine maximum, et jamais deux jours à suivre », explique le médecin malouin qui conseille également aux sportifs la marche rapide à jeun ou encore le vélo à jeun. On se lance ?

Biathlon : le petit globe sur la mass-start pour Fourcade malgré une 19e place

https://sport.francetvinfo.fr/ Publié le 25/03/2018 à 14:42 , modifié le 18/02/2019 à 14:13 Clément Pons



La frustration du biathlète français, Martin Fourcade. | Alexey Filippov / Sputnik

Pour la dernière course de la saison, Martin Fourcade a fini loin (19e place) du vainqueur Maxim Tsvetkov. Le Français récupère néanmoins le petit globe de la spécialité, après celui de la poursuite hier. Un changement de crosse, pour préparer la saison prochaine, semble expliquer les fautes inhabituelles du vainqueur du gros globe de cristal plus tôt cette semaine. Il termine à une minute et 11 secondes du Russe. Erlend Bjoentegaard et Johannes Boe complètent le podium. Il s'agit de la première victoire en carrière pour Tsvetkov.

Il suffisait à Martin Fourcade de finir dans les 27 premiers - sur 30 coureurs - pour le voir s'octroyer le petit globe de la spécialité à Tyumen, en Russie. En finissant à la 19e place, le Français a rempli le contrat et réalise un quatrième Grand Chelem consécutif. Monstrueux.

20 podiums en 21 courses individuelles pour Fourcade cette saison

Bien sûr, les quatre fautes au tir de Fourcade nourrissent quelques regrets - peut-être plus pour les spectateurs que pour lui, en réalité. Le champion olympique de la spécialité avait fait le choix de changer la partie en bois sur sa crosse, en vue vraisemblablement de préparer la saison prochaine. Un changement qui peut permettre d'expliquer la contre-performance du jour. Le Français finit donc la saison avec 20 podiums en 21 courses individuelles en Coupe du monde (et hors Jeux Olympiques). Une statistique stratosphérique qu'il convient - quand même ! - de rappeler.

Il termine à une minute et 11 secondes du vainqueur du jour, Maxim Tsvetkov. Le Russe a signé sa première victoire en carrière après un sans-faute au tir et une course solide sur les skis. Erlend Bjoentegaard et Johannes Boe complètent le podium. Simon Desthieux, Quentin Fillon-Maillet et Antonin Guigonnat terminent respectivement aux 12e, 17e et 22e places.

Emilien Jacquelin rookie de la saison en Coupe du monde

Un autre tricolore a été mis à l'honneur lors de la cérémonie de remise des trophées. Emilien Jacquelin, 22 ans, a été nommé rookie de la saison. Avec deux top 10 en individuel et une troisième place en relais, le Grenoblois a montré de belles promesses pour l'avenir.

Les classements à l'issue de la mass start de Tyumen :

1. Maxim Tsvetkov (RUS) (0 faute au tir) 37:37.3
2. Erlend Bjoentegaard (NOR) (0) à 2.7
3. Johannes Boe (NOR) (2) à 16.6
4. Benedikt Doll (GER) (2) à 22.1
5. Henrik L'Abee-Lund (NOR) (2) à 22.1
6. Tarjei Boe (NOR) (1) à 22.2
7. Lukas Hofer (ITA) (1) à 22.9
8. Johannes Kuhn (GER) (2) à 34.3
9. Erik Lesser (GER) (2) à 34.6
10. Arnd Peiffer (GER) (2) à 35.3

Terrorisme

Les djihadistes rapatriés au « cas par cas », assure Nicole Belloubet

Accueil Monde Terrorisme État islamique https://www.ouest-france.fr/ Publié le 18/02/2019 à 09h31



La garde des Sceaux (ici le 23 janvier à l'Assemblée nationale), répond ce lundi matin que le rapatriement des djihadistes continue « au cas par cas ». | PHOTO D'ILLUSTRATION/ARCHIVES AFP/ERIC FEFERBERG

Alors que Donald Trump a demandé aux Européens de récupérer leurs ressortissants détenus pour djihadisme en Syrie, la garde des Sceaux répond ce lundi matin que leur rapatriement continue « au cas par cas ».

La politique de rapatriement des ressortissants français partis rejoindre l'Etat islamique (EI) en Syrie continue pour l'instant à se faire au **« cas par cas »**, a déclaré ce lundi la ministre de la Justice, Nicole Belloubet. Donald Trump a exhorté samedi soir sur Twitter ses alliés européens à **« reprendre »** les centaines de combattants de l'EI capturés en Syrie pour les traduire en justice.

« Il y a une situation géopolitique nouvelle qui vient d'être établie avec le retrait des américains. Pour le moment, nous ne changeons pas de politique », a déclaré la ministre de la Justice sur France 2. **« Nous nous sommes préparés au cas où quelque chose interviendrait de nouveau. Et, à ce stade, la France ne répond pas aux injonctions et garde la politique qu'elle avait, c'est-à-dire un accueil au cas par cas »**. Elle précise que, **« lorsque des personnes de retour des terrains de combat arrivent, nous les judiciarisons »**. **« Pour le moment nous restons sur cette politique-là. »**

150 djihadistes français

On estime de sources françaises à environ 150 le nombre de ressortissants français, dont une cinquantaine d'adultes, détenus ou retenus dans le nord-est de la Syrie par les Forces démocratiques syriennes, alliées de la coalition internationale contre Daech. **« Les Etats-Unis demandent au Royaume-Uni, à la France, à l'Allemagne et aux autres alliés européens de reprendre plus de 800 combattants de l'EI que nous avons capturés en Syrie et de les traduire en justice »**, a écrit Donald Trump sur Twitter.

« Le califat est sur le point de tomber. L'alternative n'est pas bonne, car nous serons obligés de les relâcher (...) », a-t-il poursuivi. L'Allemagne a fait savoir dimanche qu'elle ne rapatrierait les individus soupçonnés d'avoir appartenu à l'EI qu'à la condition qu'ils disposent d'un accès consulaire.

«On n'est pas des animaux» : deux Françaises détenues en Syrie espèrent rentrer au pays

http://www.leparisien.fr/ >Faits divers|Le Parisien avec AFP| 18 février 2019, 20h03 |



Les deux femmes disent avoir vécu une vie pacifique avec leurs maris employés dans le civil sous l'Etat islamique. (Illustration) LP / Philippe de Poulpiquet

Deux Françaises, qui ont vécu dans l'Etat islamique et ont été capturées par les forces kurdes, racontent leur envie de rentrer en France pour être jugées «équitablement».

Elles ont fui le groupe Etat islamique (EI) agonisant dans l'Est syrien, plus poussées par la faim que par les remords : Chloé et Chaïma, deux Françaises, sont prêtes à rentrer au pays. Mais sans sacrifier leur islam rigoriste et pour y être jugées équitablement, pas comme « des animaux », disent-elles.

Derrière le grillage de l'immense camp de déplacés d'Al-Hol dans la province de Hassaké (nord-est), les jeunes prisonnières, dont les noms ont été changés, sont drapées dans un long niqab ne laissant voir que leurs yeux et flanquées de trois petits enfants crasseux.

Comme les quelque 500 autres étrangères qui y sont arrivées ces derniers mois, elles sont suivies de près par des membres des forces kurdes sur la plaine ocre et sèche : capturées dans les derniers villages tenus par l'EI le long de l'Euphrate, elles sont soupçonnées d'en avoir conservé l'idéologie radicale et violemment antioccidentale.

« On a un cœur, on a une âme »

D'entrée de jeu, elles préviennent l'équipe de l'AFP qu'elles ne fourniront aucun détail permettant de les identifier, pour éviter de voir leur nom diffusé et leurs familles stigmatisées en France.

La plus volubile, Chloé, 29 ans et originaire de la région lyonnaise, tient à faire passer un message, son regard bleu vif planté dans celui de ses interlocuteurs : « On n'est pas des animaux. On est des êtres humains. On a un cœur, on a une âme, voilà ».

Chacune sait qu'en France, le gouvernement hésite à rapatrier les femmes et enfants de djihadistes, un sujet sensible dans un pays encore profondément marqué par les attentats perpétrés à partir de 2015. Avec un regard encore plus suspicieux sur celles et ceux qui ont accompagné l'EI jusque dans ses derniers retranchements.

« Les combattants de l'EI nous faisaient peur »

« On n'était pas d'accord » avec les combattants de l'EI, affirme Chaïma, la trentaine, qui a pris la fuite il y a une quinzaine de jours avec son mari et ses enfants pour se rendre aux forces kurdes.

« Mais on ne pouvait rien dire, on devait se taire », dit-elle, la voix teintée d'un léger accent du sud. Chloé, à l'unisson : « Les combattants de l'EI nous faisaient peur, ils nous disaient "On va vous égorger, vous violer" ». Elle dit s'être enfuie avec l'aide d'un passeur, pour 50 dollars (44 euros).

Après ces dernières semaines d'angoisse, encerclée par les Kurdes à éviter les bombardements et sans rien avoir à donner à manger à ses trois enfants, Chaïma dit vouloir rentrer en France, pour sa famille notamment.

Chloé également, mais à une condition : qu'elle puisse y « vivre (son) islam en toute liberté, et près de (ses) enfants ». La voix soudain plus lasse, elle raconte avoir perdu il y a un an et demi deux filles de deux ans et demi et six ans dans un bombardement.

Mais aucun esprit de vengeance, assure-t-elle, considérant que ses souffrances extrêmes l'en empêchent : « On m'a tué des enfants, ce n'est pas demain que j'irai tuer quelqu'un ».

Les récits des prisonnières difficiles à vérifier

Quelle part de vérité accorder aux récits des deux Françaises ? Ils fourmillent de détails invérifiables sur leurs parcours, leurs mariages, leur vie décrite comme pacifique avec leurs maris employés dans le civil, un classique chez les prisonnières de l'EI.

Un récit hétéroclite, où elles expriment à la fois leur déception vis-à-vis de l'EI, d'abord vu comme idéal pour « vivre son islam librement », mais qui a fini par « exécuter beaucoup de personnes pour rien, sans preuve, même des musulmans », selon Chloé.

Mais où elles se gardent aussi de condamner en bloc les attentats de 2015 à Paris. « Les gens qui ont fait ça ont voulu se venger » des bombardements de la France en Syrie, explique la même.

Elles se disent aujourd'hui guidées par deux choses : l'attachement persistant à un islam rigoriste et la protection de leurs enfants. Et elles redoutent déjà ce qui est prévu pour les enfants de djihadistes une fois rentrés en France, qui seront séparés de leurs parents car ceux-ci seront arrêtés pour leur appartenance à l'EI.

« J'espère qu'on sera jugés équitablement »

« Ils vont nous arracher nos enfants, les mettre dans des foyers ou familles d'accueil, ils vont être séparés les uns des autres et vont grandir (de façon) contraire à l'éducation qu'on veut leur donner », s'inquiète Chloé. « Et il y a beaucoup de choses en France qui sont contraires à notre religion, par exemple l'homosexualité, c'est interdit dans la religion ».

Elles espèrent également, en cas de retour en France, écoper d'une peine assez légère. « J'espère qu'on sera jugés équitablement, au cas par cas, pas pour tout ce que le groupe a fait », dit Chloé.

Chaïma voudrait « une peine de prison pas trop longue, aménageable », qui lui permette de « profiter de (ses) enfants » car « ce sont eux qui me restent », son mari ayant lui aussi été arrêté.

Sans doute un vœu pieux : l'an dernier, une Française jugée à Paris pour avoir séjourné au printemps 2015 avec trois de ses enfants en Syrie, où elle avait épousé un membre de l'EI, avait écopé de sept ans de prison.

La mort du djihadiste Fabien Clain en Syrie en cours de vérification

Accueil Monde Terrorisme https://www.ouest-france.fr/ Modifié le 22/02/2019 à 10h23 Publié le 22/02/2019 à 06h18



La ville de Baghouz, dans l'est de la Syrie, le 19 février 2019. Le djihadiste français Fabien Clain y aurait été tué le mercredi 20 février dernier. | MURTAJA LATEEF - EPA/MAXPPP

Le djihadiste français Fabien Clain aurait été tué en Syrie où les derniers combattants du « califat » de l'État islamique sont acculés dans une poche de résistance dans l'est du pays. Ce Toulousain âgé de 41 ans était considéré comme la « voix » ayant revendiqué au nom de Daech les attentats du 13 novembre 2015 à Paris. Des vérifications sont en cours pour confirmer son décès par une frappe de la coalition internationale.

Des vérifications sont en cours pour établir si Fabien Clain, djihadiste français lié à la revendication des attentats du 13 novembre 2015, a été tué mercredi 20 février en Syrie par une frappe aérienne de la coalition, a-t-on appris jeudi de sources proches du dossier et des milieux officiels.

À Washington, un responsable américain ayant requis l'anonymat a indiqué que la coalition internationale sous commandement américain pensait que Fabien Clain avait été tué mercredi dans un raid aérien.

Des vérifications en cours

La ministre française des Armées, Florence Parly, s'est montrée prudente, évoquant sur Twitter une **« information pas confirmée »**. **« Au cours des opérations de reconquête du dernier**

bastion de Daech menées par la coalition, il est possible en effet que Fabien Clain ait été tué », a-t-elle écrit.

« Si c'est bien le cas, les Français qui se souviennent de ses appels au meurtre et de son rôle dans le pseudo-Etat islamique, en seront sûrement soulagés ».



Florence Parly

✔ @florence_parly

· 21 févr. 2019

Au cours des opérations de reconquête du dernier bastion de Daech menées par la coalition, il est possible en effet que Fabien Clain ait été tué. 1/2



Florence Parly

✔ @florence_parly

Si c'est bien le cas, les Français qui se souviennent de ses appels au meurtre et de son rôle dans le pseudo-Etat islamique, en seront sûrement soulagés. Nous restons vigilants, cette information n'est pas confirmée. 2/2

216

23:17 - 21 févr. 2019

Radio France a annoncé jeudi 21 février le décès du djihadiste français et rapporté que son frère Jean-Michel avait également été gravement blessé dans une frappe aérienne à Baghouz, dernier bastion de l'organisation terroriste État islamique en Syrie.

« Pour nous l'information est vraie. Il a été tué dans une opération aérienne de la coalition hier », dit-on de source proche des milieux officiels. **« Son frère Jean-Michel aurait été grièvement blessé »**, ajoute-t-on. **« Il n'était pas ciblé mais il y a eu une opération et il était là »**, dit-on de même source. **« Il y a un processus de vérification mais il est assez difficile d'envoyer des gens sur place »**, précise-t-on. **« Il faut être prudent parce que ça peut être une opération d'intox. Mais ce n'est pas un truc très pratiqué jusqu'ici par ces gens-là. »**

La bombe qui a possiblement tué Fabien Clain est tombée **« à un endroit où il y avait du monde »** et il y a **« probablement d'autres tués »**, outre les deux djihadistes touchés considérés comme les Français parmi les plus élevés dans la hiérarchie de Daech, poursuit-on.

« Il n'y a pas de confirmation encore (de sa mort) », a dit séparément à Reuters une autre source française proche du dossier. **« Des vérifications sont en cours »**. Le Quai d'Orsay n'a pas souhaité faire de commentaire.

Il avait rejoint la Syrie en 2015

Des mandats d'arrêts internationaux ont été émis en juillet à l'encontre des deux djihadistes dans le cadre de l'enquête sur les attentats du 13 novembre 2015 à Paris et Saint-Denis. À l'automne 2015, les policiers ont reconnu dans une revendication audio de l'État islamique des attentats le phrasé de Fabien Clain et distingué, derrière lui, le chant de Jean-Michel.

Les deux frères d'une famille d'origine réunionnaise étaient au cœur d'un groupe de jeunes salafistes toulousains au sein duquel ils ont notamment côtoyé Mohammed Merah, qui a assassiné sept personnes à Toulouse en mars 2012. Lié à la cellule djihadiste d'Artigat, Fabien Clain avait été condamné en juillet 2009 à cinq ans de prison pour y avoir participé. Sorti de prison en 2012, il s'était installé à Alençon (Orne), puis Toulouse, avant de regagner la Syrie avec son frère en 2015.

800 combattants étrangers capturés

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) appuyées par la coalition internationale sous commandement américain assiègent depuis plusieurs jours le village de Baghouz, ultime vestige du « califat » proclamé par l'EI en 2014, où elles estimaient à environ 2 000 le nombre de civils encore présents avant le début de l'évacuation.

Les FDS détiennent déjà quelque 800 combattants étrangers capturés lors des combats et regroupés, de même que 700 femmes et 1 500 enfants, dans des camps installés dans les zones sous contrôle kurde du nord de la Syrie.

GRANDE-BRETAGNE

BREXIT

Amender le "backstop", seule alternative au Brexit dur le 29 mars (Hunt)

AFP 20 février 2019



Le chef de la diplomatie britannique Jeremy Hunt a estimé que des changements au "backstop" étaient la "seule voie" pour éviter un Brexit dur, lors d'un discours à Berlin le 20 février 2019

Berlin (AFP) - Des changements contraignants au "filet de sécurité", ou "backstop", censé éviter le retour d'une frontière physique en Irlande, sont la "seule voie" pour éviter un Brexit dur, a déclaré mercredi le chef de la diplomatie britannique.

"C'est vraiment la seule voie pour sortir de cette situation", a dit Jeremy Hunt lors d'un discours à Berlin, ajoutant : "je pense que le problème avec une extension (du délai au-delà du 29 mars) est que cela ne résoudrait rien".

Pour M. Hunt, il revient à l'UE d'accepter "un changement simple mais important" au filet de sécurité pour que la Royaume Uni puisse avoir la garantie qu'il ne se retrouvera pas indéfiniment coincé dans une union douanière avec l'Union européenne.

"Si nous pouvons faire ce changement, alors nous sommes confiants en notre capacité à faire passer l'accord" au Parlement, a-t-il dit, alors que la Première ministre Theresa May est à Bruxelles pour plaider sa cause.

La Parlement britannique a rejeté en début d'année l'accord de sortie de l'UE négocié pendant deux ans par Bruxelles et Londres en raison du "filet de sécurité", et Mme May réclame en conséquence des changements contraignants à celui-ci.

"Je pense que les gens veulent passer à autre chose, et veulent prouver que l'on peut avoir un Brexit qui respecte le résultat du référendum et qui garantisse que l'on reste amis avec nos voisins en Europe", a souligné M. Hunt.

Le "filet de sécurité" ("backstop" en anglais) ne serait déclenché qu'en dernier recours, si les deux parties ne trouvaient pas de meilleure solution après le Brexit pour éviter le retour redouté d'une frontière physique entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande.

Au Royaume-Uni, les partisans d'une rupture nette avec l'UE y voient un "piège" qui risque de garder leur pays arrimé éternellement au bloc continental. Mme May cherche donc à les rassurer

en obtenant des garanties de Bruxelles sur le caractère conditionnel et temporaire de cette mesure qu'elle avait acceptée.

Mais le négociateur en chef de l'UE, Michel Barnier, "a réitéré que les 27 ne rouvriraient pas le traité de retrait" négocié avec Mme May, mais rejeté par les députés britanniques.

Brexit: cette institution devra payer deux loyers pendant 20 ans

Actualité Par Le Figaro Immobilier Mis à jour le 22/02/19 à 10:50 Publié le 22/02/19 à 06:01



Le futur ex-siège de l'agence européenne du médicament à Londres. Crédits photo : Alessandro Zappalorto Shutterstock

VIDÉO - L'Agence européenne du médicament, qui déménage de Londres à Amsterdam à cause du Brexit, voulait résilier son bail et de ne plus avoir à payer ses 2 millions d'euros de loyer mensuel pour son siège londonien. La justice lui a donné tort.

Le Brexit peut coûter cher aux entreprises qui souhaitent quitter le Royaume-Uni. L'Agence européenne du médicament (AEM) l'a appris à ses dépens. Elle vient de perdre une bataille judiciaire qui l'opposait à son propriétaire. La justice britannique a donné raison à Canary Wharf Group qui possède le quartier financier londonien de Canary Wharf, où l'AEM a son siège.



Brexit : Michel Barnier «n'exclu[t] pas un report» de la date du divorce - Regarder sur Figaro Live

Ce puissant groupe immobilier, partiellement détenu par le fonds souverain qatari (QIA), contestait en justice la possibilité pour l'AEM de mettre fin à son bail de location afin de déménager de Londres vers Amsterdam, le 30 mars 2019, en raison de la sortie du Royaume-Uni de l'UE. L'agence européenne, qui a emménagé dans ces bureaux londoniens en 2014, soutenait que le Brexit lui permettait de mettre prématurément fin à son contrat, censé courir jusqu'en 2039 pour une valeur totale de 500 millions de livres (575 millions d'euros). Un long bail qui est assez fréquent à Londres. «Plus les baux sont longs, plus les incitations proposées aux locataires sont intéressantes comme un loyer initial gratuit qui, dans le cas du bail à Canary Wharf, pourrait aller jusqu'à 40 mois, ou une aide financière pour les frais d'aménagement, explique Angus Goswell, chef du bureau de Knight Frank à Londres. En outre, un long bail permet aux locataires d'étaler dans le temps les coûts élevés d'aménagement».

L'agence faisait appel à une doctrine juridique britannique selon laquelle un événement inattendu est de nature à modifier fondamentalement les conditions d'exécution d'un contrat. Or, cette doctrine ne s'applique pas dans le cas du Brexit, a estimé le juge Marcus Smith: «L'AEM reste obligée d'honorer ses engagements prévus par le bail». Conséquence: l'agence va devoir continuer à payer son loyer pendant encore 20 ans. Soit environ 460 millions d'euros! Une sacrée facture pour un siège qu'elle n'occupera plus.

Les nouveaux locaux d'Amsterdam ne seront pas prêts avant 2020

Cette affaire était suivie de près par le secteur immobilier au Royaume-Uni, car elle aurait pu créer un précédent et encourager des demandes similaires de la part d'entreprises affectées par le Brexit. Le président du conseil d'administration de Canary Wharf Group a salué la décision de

justice: «Si l'AEM l'avait emporté, cela aurait pu remettre en cause l'un des principes fondamentaux de la loi britannique et créer un précédent malheureux».

De son côté, l'AEM a expliqué dans une déclaration qu'elle allait prendre le temps d'étudier le jugement et d'envisager les étapes suivantes. «Le jugement confirme la possibilité pour l'AEM de sous-louer des locaux (...) sous réserve de l'accord du propriétaire», souligne l'agence, qui espère trouver une solution avec Canary Wharf Group avant la fin mars. Et comme une mauvaise nouvelle n'arrive jamais seule: les nouveaux bureaux de l'agence à Amsterdam ne seront pas prêts avant 2020. Voilà un déménagement qui est en train de virer au cauchemar.

Economie

Porsche met en garde contre une hausse des prix en cas de Brexit «dur»

Économie Conjoncture Par Le figaro.fr AFP agence Publié le 18/02/2019 à 21:14



Le prix d'un modèle Porsche Macan passerait de 46.344 à 50.978 livres si les 10% de taxes s'appliquaient. LEON NEAL/AFP

Le constructeur de voitures de luxe Porsche a prévenu ses clients britanniques que les prix de ses voitures pourraient augmenter de 10% en cas de Brexit «dur» donnant lieu à l'introduction de taxes douanières.

Porsche ne perd pas le nord. Inquiet de la mise en place d'un Brexit «dur», le constructeur qui prévoit que des «taxes douanières allant jusqu'à 10%» sont «une suite possible des négociations de Brexit», selon un porte-parole de cette filiale de Volkswagen, ne compte pas les prendre a son compte. Le groupe a informé «de manière préventive» ses clients, dont les véhicules commandés seront livrés après le 29 mars, date prévue du Brexit, qu'ils «pourraient être concernés par ces taxes» pour leur permettre «d'ajuster leurs commandes», indique le constructeur. Selon l'agence Bloomberg, le prix d'un modèle Porsche Macan passerait de 46.344 à 50.978 livres si les 10% de taxes s'appliquaient.

Censé quitter l'Union européenne le 29 mars, le Royaume-Uni est en plein flou quant à la forme que prendra ce divorce historique. Une sortie désordonnée du Royaume-Uni de l'UE se traduirait notamment par l'introduction de taxes douanières. «Comme toute l'industrie, nous avons très rapidement besoin de clarifications concernant la nature des relations futures entre le Royaume-Uni et l'Union européenne», note Porsche. Le Royaume-Uni était en 2017 le marché le plus important du constructeur en Europe après l'Allemagne, avec quelque 14.000 unités vendues.

Honda crée la consternation au Royaume-Uni avec la fermeture de son usine de Swindon

AFP 19 février 2019





Le directeur général de Honda Motor Takahiro Hachigo lors d'une conférence de presse à Tokyo le 19 février 2019

Londres (AFP) - Le constructeur automobile japonais Honda a annoncé mardi la fermeture en 2021 de son usine de Swindon au Royaume-Uni, à la stupeur du gouvernement britannique en plein brouillard du Brexit.

Cette usine, la seule en Europe du géant nippon, est le principal employeur de la ville du sud-ouest de l'Angleterre, avec 3.500 personnes.

"C'est une décision terrible pour Swindon et le Royaume-Uni", a réagi le ministre britannique des Entreprises Greg Clark, affirmant vouloir se battre avec les élus locaux et les syndicats pour limiter les dégâts en termes d'emplois.

Un porte-parole de Downing Street a ajouté que la Première ministre Theresa May avait échangé avec le président de Honda pour "lui exprimer sa déception".

La nouvelle tombe d'autant plus mal que le gouvernement conservateur de Theresa May se bat pour maintenir l'attractivité du pays malgré le Brexit et a fait du secteur automobile l'un des axes majeurs de sa stratégie industrielle.

Bien que Honda n'ait pas lié sa décision à la prochaine sortie du Royaume-Uni de l'UE, Greg Clark a admis que cela avait pu peser dans la balance dans une intervention devant le Parlement. "L'industrie automobile, les investisseurs japonais et Honda en particulier ont été clairs depuis de nombreux mois sur le fait que le Brexit est une inquiétude supplémentaire", a-t-il dit.

Syndicats et habitants y voient aussi l'ombre du Brexit.

Pour Des Quinn, un responsable du puissant syndicat Unite, c'est le flou entretenu par Mme May sur la future relation avec l'UE qui agit comme un repoussoir pour les investisseurs.

"Ce n'est pas bon vraiment. Ils ne vont jamais l'avouer mais la raison c'est qu'ils partent à cause du Brexit", renchérit Michael Barkley, 32 ans, gérant d'un commerce dans le centre-ville de Swindon, où l'heure était à la consternation mardi.

"C'est le plus gros employeur de la ville. C'est terrible", résume Jason Foster, 46 ans, fonctionnaire, également interrogé par l'AFP.

Honda a justifié sa décision par la nécessité de revoir son modèle de production dans un contexte mouvant du marché mondial de l'automobile. Le siège européen du groupe restera toutefois au Royaume-Uni.

"Ce n'est pas le Brexit, mais le choix du principal lieu de production de la prochaine Civic qui a présidé à cette décision", a insisté le directeur général de Honda, Takahiro Hachigo, lors d'une conférence de presse à Tokyo.

- 150.000 voitures/an -

La production dans l'usine de Swindon a débuté en 1989 pour les moteurs et 1992 pour l'assemblage d'automobiles. Elle fabrique actuellement les Civic Hatchback et Civic Type R, selon les précisions données par le groupe, à raison de 150.000 voitures par an.

"Compte tenu des changements sans précédent qui affectent notre secteur, il est essentiel que nous accélérions notre stratégie d'électrification des véhicules et que nous restructurions nos activités mondiales", a déclaré Katsushi Inoue, patron de Honda en Europe, cité dans un communiqué.

Honda va aussi cesser de produire en 2021 des Civic en Turquie, où 38.000 véhicules sortaient chaque année des lignes.

Ces véhicules seront à l'avenir exportés depuis le Japon et la Chine. En revanche, pour le marché américain la Civic continuera d'être produite aux Etats-Unis.

- Décisions "douloureuses" -

Pour Peter Wells, professeur à l'Université de Cardiff, interrogé par la BBC, la décision de Honda est liée au fait qu'il "n'est pas vraiment parvenu à s'installer sur les marchés européens comme il le souhaitait".

La décision de fermer le site de Swindon est un nouveau camouflet pour Londres.

Début février, un autre constructeur japonais, Nissan, avait renoncé à produire le crossover X-Trail, dans son usine de Sunderland (nord-est de l'Angleterre). Il a lui évoqué indirectement le Brexit même si le secteur de l'automobile au Royaume-Uni est aussi secoué par de nombreux autres défis, avec la désaffection du diesel face à une réglementation plus dure, ou encore le ralentissement du marché chinois.

Fin janvier, Airbus avait averti de décisions "très douloureuses" en cas de Brexit sans accord, une mise en garde également exprimée par le Premier ministre nippon, Shinzo Abe.

Politique

Royaume-Uni: Corbyn désavoué par une scission au Labour

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par Florentin Collomp Mis à jour le 19/02/2019 à 11:05 Publié le 18/02/2019 à 17:47

Royaume-Uni : Sept députés quittent Corbyn pour créer un parti



Des élus travaillistes quittent le parti de Corbyn et dénoncent, entre autres, sa gestion du Brexit. Sept députés du Labour décident de créer un nouveau groupe indépendant au Parlement.

VIDÉO - Une poignée d'élus travaillistes quittent le parti pour dénoncer sa gestion du Brexit, l'idéologie d'extrême gauche et l'antisémitisme.

Serait-ce l'acte fondateur d'une recomposition de la politique britannique, tant attendue après le séisme du Brexit? À moins qu'il ne s'agisse que d'un hoquet dans la vie parlementaire. L'histoire le dira. Sept députés du Labour ont démissionné de concert, lundi matin, en protestation contre la gestion de Jeremy Corbyn, pour former un nouveau groupe indépendant au Parlement. Ils n'ont pas eu de mots assez durs pour condamner la dérive du Parti travailliste sous sa houlette. Antisémitisme, «complicité» dans le chaos du Brexit, noyautage du parti par son aile gauche, climat d'intimidation et d'agression contre les dissidents à la ligne officielle, trahison des valeurs traditionnelles de la gauche modérée: la liste des griefs est longue.

«J'en suis venue à avoir honte de rester au sein du Labour, et je suis arrivée à la conclusion écœurante qu'il est devenu institutionnellement antisémite.» Mike Gapes, membre du Labour depuis cinquante ans

Avec une émotion visible, les sept mutins se sont succédé à la tribune d'une salle de conférences de Westminster pour détailler leurs raisons respectives de quitter un navire dans lequel ils ne se retrouvent plus. La députée de Liverpool Luciana Berger a été la cible d'une violente campagne de sa base locale cherchant à la destituer pour avoir dénoncé les attaques antisémites dont elle fait l'objet. «J'en suis venue à avoir honte de rester au sein du Labour, et je suis arrivée à la conclusion écœurante qu'il est devenu institutionnellement antisémite», explique-t-elle, dénonçant la complaisance de sa direction sur le sujet. Mike Gapes, membre du parti depuis cinquante ans, se dit lui aussi «dégoûté de constater que le Labour est devenu un parti raciste et antisémite». «Jeremy Corbyn est du mauvais côté de l'histoire sur tant de questions internationales, dont la Russie, la Syrie ou le Venezuela, estime-t-il. Un gouvernement dirigé par lui menacerait notre sécurité.»

«Nous ne pouvons plus faire campagne pour un parti mené par Jeremy Corbyn. Trop c'est trop!» renchérit Chris Leslie, élu de Nottingham. Le Labour «est noyauté par l'appareil politique de l'extrême gauche», déplore-t-il. Les désaccords dépassent le Brexit. Ils vont de la défiance à l'égard de l'Otan et «l'hostilité envers notre propre pays» à une idéologie de lutte contre des «ennemis de classe» et autres «oppresseurs».

Le plus célèbre des renégats, Chuka Umunna, député de Londres, avait renoncé au dernier moment à se lancer dans la course pour la tête du Labour quand Jeremy Corbyn a été élu en 2015. Depuis le vote pour le Brexit, il mène une inlassable campagne en faveur d'un nouveau référendum, aux côtés d'élus d'autres partis. Il appelle à «faire de la politique autrement» pour réparer un «système cassé».

L'état-major du parti appelle les démissionnaires à remettre leur mandat en jeu dans des élections partielles.

Selon les félons, nombre de leurs collègues partagent en silence leur diagnostic. C'est plus ou moins le cas d'une centaine de députés de tendance blairiste, vivant sous la menace d'être écartés par l'entourage de Corbyn des listes de candidatures lors des prochaines élections. Combien seront prêts à franchir le Rubicon ? Beaucoup s'interrogent sur les finalités et le timing de la rupture fracassante.

Dans tous les esprits, la précédente scission d'un groupe de dissidents du Labour pour créer le Social Democratic Party en 1981 avait conduit à seize ans de gouvernements conservateurs. Représentante de la nouvelle génération d'élus travaillistes, qui avait quitté l'équipe de direction en désaccord avec Corbyn, Lisa Nandy regrette un «jour horrible pour notre parti». Son chef se dit pour sa part «déçu que ces députés se soient sentis incapables de continuer à œuvrer ensemble pour le programme qui a inspiré des millions de personnes aux dernières élections et nous a permis d'atteindre le plus grand nombre de voix depuis 1945». Bravaches, les jeunes du Labour promettent: «Quand les lâches tressaillent et les traîtres ricanent, nous ferons flotter le drapeau rouge.» L'état-major du parti appelle les démissionnaires à remettre leur mandat en jeu dans des élections partielles.

En miroir à la crise au Parti travailliste, les tories modérés sont furieux de la mainmise des brexiters jusqu'au-boutistes sur Theresa May.

La scission risque de pénaliser les travaillistes au Parlement et lors des prochaines élections, en raison d'un système électoral qui ne laisse aucune place aux petits partis. Les conservateurs modérés tentés de rejoindre les mutins du Labour vont donc y réfléchir à deux fois.

En miroir à la crise au Parti travailliste, les tories modérés sont furieux de la mainmise des brexiters jusqu'au-boutistes sur Theresa May. Mais l'avènement d'un mouvement social-démocrate d'ampleur, réuni au centre de l'échiquier par son opposition au Brexit, semble prématuré. Les quelque dix frondeurs conservateurs notoires vont sans doute préférer attendre de voir comment leur leader gère les dernières semaines cruciales jusqu'à la sortie prévue de l'UE, avant de décider quoi que ce soit.

Terrorisme

Une jeune Britannique de l'État Islamique voulant rentrer au Royaume-Uni met au monde un bébé

Accueil Europe Royaume-Uni https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Publié le 17/02/2019 à 15h22



Renu Begum, sœur de l'adolescente britannique Shamima Begum, tient dans sa main une photo de la jeune femme, en février 2015. | POOL / REUTERS.

Une jeune Britannique, ayant rejoint le groupe État islamique en Syrie en 2015, a annoncé son désir de rentrer au Royaume-Uni après avoir donné naissance à un garçon.

Une jeune Britannique qui avait rejoint le groupe djihadiste État islamique (EI) en Syrie en 2015 et a annoncé son désir de rentrer au Royaume-Uni, a **« donné naissance à un bébé »**, a annoncé ce dimanche sa famille, qui n'a toutefois pas eu de contact direct avec elle.

« Nous avons appris que Shamima avait donné naissance à son enfant, nous comprenons qu'elle et son bébé sont en bonne santé », a déclaré la famille de Shamima Begum dans un communiqué diffusé sur Twitter par son avocat, Mohammed Akunjee.

« Aucun contact direct » avec la jeune femme

La famille a souligné qu'elle n'avait **« aucun contact direct »** avec la jeune femme de 19 ans, actuellement cantonnée dans un camp de réfugiés en Syrie, et qu'elle tentait encore de confirmer la nouvelle de la naissance.

Mohammed Akunjee a précisé que cette information avait été obtenue par l'intermédiaire d'un traducteur présent au camp de réfugiés d'Al-Hol, dans le nord-est de la Syrie, où se trouve Shamima Begum. Il a annoncé sur Twitter que le nouveau-né était **« un garçon »**.

« Je ferai tout pour pouvoir rentrer »

Shamima Begum avait confié jeudi, dans un entretien au quotidien *The Times*, son intention de revenir au Royaume-Uni, tout en n'exprimant aucun regret. **« Je ferai tout ce qui est nécessaire pour pouvoir rentrer et vivre tranquillement avec mon enfant »**, avait-elle affirmé. Ses deux premiers bébés sont morts de maladie et de malnutrition.

Ce dimanche, le gouvernement britannique est apparu divisé sur la réponse à adresser aux ressortissants ayant rejoint l'EI et souhaitant désormais rentrer, alors que le président américain Donald Trump a appelé les pays européens, au premier rang desquels le Royaume-Uni, ainsi que la France et l'Allemagne, à les rapatrier et à les juger.

« Ma priorité est d'assurer la sécurité du pays »

Le ministre britannique de l'Intérieur, Sajid Javid, a publié une tribune dans le *Sunday Times* intitulée **« Si vous fuyez pour rejoindre l'État islamique, j'utiliserai tous mes pouvoirs pour vous empêcher de revenir »**.

« Ma priorité est d'assurer la sécurité du pays - et je ne laisserai rien la compromettre », a-t-il affirmé. **« Les décisions que nous pouvons prendre incluent d'interdire l'accès au Royaume-Uni à des non-Britanniques, ainsi que retirer la citoyenneté britannique à des individus dangereux »**.

Il a néanmoins souligné que son ministère ne créerait pas d'apatrides. La convention de New-York du 30 août 1961, ratifiée par le Royaume-Uni, interdit la création d'apatrides.

« Elle devra répondre de ses actes »

Le ministre de la Culture, Jeremy Wright, ancien Attorney general (conseiller juridique du gouvernement), a souligné que Londres était **« obligé »** d'autoriser le retour des personnes n'ayant pas de double nationalité.

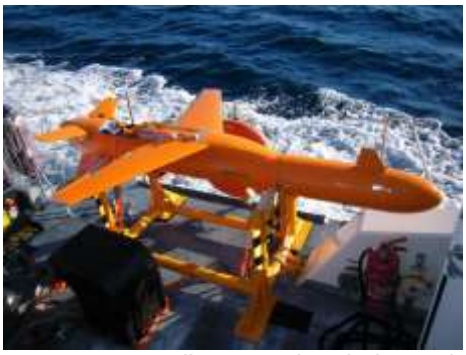
« C'est une question de droit international », a-t-il déclaré à la BBC. **« Mais le droit peut aussi obliger les citoyens à assumer la responsabilité de leurs actes »**. **« Nous devons nous préoccuper de la santé de ce bébé »**, et de celle de Shamima Begum, a-t-il ajouté. **« Mais elle devra répondre de ses actes »**.

ITALIE

Défense

Première mission pour le drone M-40 de Leonardo

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Défense Actualité Drones Actualité Drones militaires Actualité Systèmes 18 fév. 2019 | Par Justine BOQUET Apps & Drones



Le M-40 a été mis en œuvre au cours d'un exercice de la marine italienne. © Leonardo

L'industriel italien Leonardo a annoncé que son drone M-40 avait réalisé sa première mission opérationnelle lors d'un exercice de la marine italienne.

Leonardo a annoncé que son drone-cible, le M-40, avait été mis en œuvre lors d'un exercice de la marine italienne. Le M-40 a permis de simuler des attaques aériennes et d'entraîner les forces italiennes à faire face à des menaces variées. Lors de cet exercice, le porte-avions Cavour, des avions de combat AV8B+ et le destroyer Mimbelli étaient mobilisés. Plusieurs drones M-40 ont joué le rôle de l'agresseur en simulant différents types d'attaques. « Au cours de l'exercice, le M-40 a joué le rôle d'un missile en simulant une attaque contre des navires de la marine italienne puis a ensuite opéré comme le ferait un avion ennemi dans le cadre d'un scenario de combat air-air », rapporte Leonardo.

Afin de neutraliser l'aéronef, la marine italienne a notamment employé des missiles Aspide. Des missiles SM1 et Aster 12 ont également été mis en œuvre, mais cette fois ci-contre le Mirach 100/5, qui sera donc remplacé progressivement par le M-40, nouvelle version du drone cible.

Diplomatie

L’industrie italienne de la défense prend ombrage du projet d’avion de combat franco-allemand

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 20 février 2019



Comme annoncé, la semaine passée, la ministre espagnole de la Défense, Margarita Robles, a signé une lettre d’intention officialisant ainsi la participation de son pays au projet de Système de combat aérien du futur [SCAF], lancé en juillet 2017 par la France et l’Allemagne.

« Membre historique de toutes les coopérations européennes récentes dans le domaine de l’aéronautique, l’Espagne devient un nouveau partenaire dans le projet du système de combat aérien du futur. Dans les prochaines semaines, les forces espagnoles rejoindront ainsi l’équipe franco-allemande conduisant les travaux déjà lancés. Des discussions sont par ailleurs engagées pour fixer les modalités de participation de l’industrie espagnole », a ainsi résumé un communiqué du ministère français des Armées.

Relation de cause à effet ? Toujours est-il que ces trois pays ont [pour le moment] le point commun de ne pas avoir acquis l’avion de combat américain F-35, lequel « remet en cause les normes établies au sein de l’Otan en matière d’interopérabilité », avait expliqué Éric Trappier, le Pdg de Dassault Aviation, lors d’une audition parlementaire en 2018.

Cela étant, Guido Crosetto, qui a la casquette de président de la Fédération des entreprises italiennes pour l’aérospatiale, la défense et la sécurité [AIAD] et celle de député, n’a pas ménagé ses critiques à l’endroit de la France et de l’Allemagne, qu’il accuse d’avoir voulu tenir l’Italie à l’écart du programme SCAF.

« L’accord sur un nouveau avion de combat européen entre l’Allemagne et la France laisse tous les autres en marge et, le seul autre pays à capacité industrielle égale étant l’Italie, l’accord est clairement contre lui », a ainsi déclaré M. Crosetto, dans un entretien donné à Defense News.

« Est-ce que la France et l’Allemagne ont essayé d’impliquer l’Italie ? En outre, si deux grands pays européens concluent des accords sur ces questions, comment les autres partenaires de l’UE devraient-ils réagir ? a-t-il ensuite demandé. Aussi, a-t-il enchaîné, « le risque évident est un affaiblissement de l’Union elle-même sur un sujet stratégique, tel que celui de la Défense. »

Il est vrai que l’industrie aéronautique italienne est dynamique, au point, d’ailleurs, de jouer un rôle relativement important dans le programme F-35. En outre, Leonardo fait partie du consortium Eurofighter et prend part au projet de drone européen MALE RPAS, mené en coopération avec la France, l’Allemagne et l’Espagne.



Aussi, pour le président de l'AIAD, Rome devrait se tourner vers Londres et faire fi des conséquences du Brexit. « L'Italie pourrait facilement suivre le Royaume-Uni dans le projet Tempest », a-t-il en dit.

Si Leonardo est déjà impliqué aux côtés de BAE Systems pour ce programme d'avion de combat de 6e génération, annoncé en juillet 2018, à l'occasion du salon de Farnborough, aucun accord entre Londres et Rome n'a pour le moment été passé.

Ce qui devrait sans doute être fait prochainement, à en croire les propos tenus récemment par Angelo Tofalo, le sous-secrétaire d'État au ministère italien de la Défense. En effet, ce dernier a estimé que l'Italie devait « entrer dans le programme [Tempest] immédiatement ». Quant au Brexit, il ne posera « qu'un problème bureaucratique et administratif, les relations entre les deux pays resteront excellentes », a assuré M. Crosetto.

Par ailleurs, ce dernier a également estimé que le gouvernement italien devrait « investir davantage dans le secteur de la défense » afin de gagner en compétitivité et de « peser davantage » à Bruxelles. Sous-entendu : pour bénéficier du Fonds européen de défense [FED].

SUÈDE

Environnement

Climat : Stockholm mise sur le charbon végétal et le train

Entreprises & Finance Industrie Energie & Environnement https://www.latribune.fr/ Par Dominique Pialot | 22/02/2019, 8:00



La municipalité veut inciter les habitants de Stockholm à profiter de la ville et moins voyager. (Crédits : Reuters)

A Paris pour l'événement "Women4climate"organisé par le C40, l'adjointe au maire de Stockholm en charge de l'environnement détaille à La Tribune les pistes poursuivies par la municipalité suédoise pour devenir neutre en carbone d'ici 2040. Voire, absorber plus de CO2 qu'elle n'en émettra alors.

« *Nous sommes sur la bonne voie en ce qui concerne nos émissions propres* », se réjouit Katarina Luhr, marie adjointe de Stockholm (Suède) en charge de l'environnement et du climat. En effet, cette ville de quelque 910.000 habitants est parvenue à réduire ses émissions de 58% depuis 1990. Pionnière européenne dans l'instauration d'un péage urbain dès 2006, qui a permis d'abaisser les émissions liées aux transports de 22% dès la première année, elle entend se libérer totalement des énergies fossiles d'ici à 2040, et devenir une ville absorbant plus de CO2 qu'elle n'en émet.

Mais ce calcul ne tient compte que des gaz à effet de serre émis dans la ville même. « *Malheureusement, nous sommes aussi de gros consommateurs* », reconnaît Katarina Luhr. Autrement dit, les émissions importées, celles émises lors de la fabrication de produits achetés par les habitants de Stockholm, sont, elles, en croissance continue. « *4,2 planètes seraient nécessaires pour supporter un mode de vie comparable à l'échelle de la planète* » se désole l'élue.

Charbon végétal

De multiples initiatives sont mises en place pour inciter les stockholmois à réparer, échanger, ré-utiliser les objets. Des ateliers de réparation mobiles s'installent dans un quartier pour deux jours ; des bourses d'échanges aux jouets sont organisées ; des forfaits de réparation de bicyclettes en deux heures sont proposés...

Mais pour atteindre l'objectif d'absorber plus de gaz à effet de serre qu'elle n'en émet, la ville compte sur une technologie particulière : la pyrolyse de déchets végétaux. Ces derniers, issus des parcs et jardins urbains, sont transformés en un « charbon végétal, ou biochar, qui non seulement peut être brûlé pour produire de la chaleur, mais demeure aussi dans le sol pour des millénaires, ce qui en fait le premier puits de carbone urbain du monde. Le projet, soutenu par la fondation Bloomberg, est encore au stade du pilote. Mais la ville prévoit de produire 7.000 tonnes de biochar à l'horizon 2020, de quoi produire 25,000 MWh de chaleur pour le réseau urbain (de quoi chauffer 400 appartements) et absorber les émissions de 3.500 voitures.

Haro sur l'avion

Mais la principale préoccupation, à l'heure actuelle, concerne les déplacements en avion. Ils ajoutent, en moyenne, une tonne de CO2 aux 2,2 tonnes émises chaque année par les habitants de la capitale suédoise. « *Nous essayons d'instaurer une nouvelle politique de déplacements* », explique Katarina Luhr, en commençant par les quelque 50.000 agents municipaux : plus d'avion pour des déplacements domestiques, une obligation de compenser ses vols afin d'alimenter un fonds pour subventionner l'achat de billets de train, etc. Un journal suédois a récemment publié un comparatif entre deux personnes voyageant de Stockholm à Göteborg (470 kilomètres) l'une en train, l'autre en avion. La première est arrivée une heure plus tard, mais avait pu travailler quasiment non-stop pendant le trajet. « *Ce genre d'information est très utile pour faire évoluer l'état d'esprit* », se réjouit-elle.

Mais la municipalité ne se contente pas d'agir par la contrainte et la taxe. Afin d'inciter les habitants à rester plus souvent dans leur (magnifique et très verte) ville, elle travaille sur le concept de « staycation », qui consiste à offrir aux habitants d'une ville des opportunités de se sentir en vacances sans quitter la ville. *« Par exemple, cite en exemple l'élue, en aménageant plus de plages dans la ville, qui en compte déjà plusieurs, puisque Stockholm se situe au cœur d'un archipel »*.

UKRAINE

Opérations

Ukraine : Un système russe d'écoutes électroniques « TORN » repéré par l'OSCE dans une zone séparatiste

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 19 février 2019



Adoptés en février 2015 par Kiev, Moscou et les séparatistes du Donbass [région du sud-est ukrainien], sous l'égide de la France et de l'Allemagne, les accords de Minsk n'ont jamais été véritablement appliqués. Ce qui fait que, encore récemment, le président français, Emmanuel Macron, et la chancelière allemande, Angela Merkel, ont de nouveau appelé à un « un cessez-le-feu solide, complet et durable dans l'est de l'Ukraine ».

En outre, les tensions en mer d'Azov, plus particulièrement au niveau du détroit de Kertch, désormais sous le contrôle de la Russie, ne font qu'envenimer la situation entre Kiev et Moscou, comme l'a montré, en novembre, l'arraisonnement de trois navires de la marine ukrainiennes par les gardes-côtes russes.

À Kiev, on redoute que la Russie ait l'intention de lancer une offensive russe en direction du port de Marioupol, ce qui lui donnerait un contrôle total de la mer d'Azov étant donné que le Donbass est tenu par les séparatistes pro-russes.

Or, même si elle s'en défend, tout porte à croire que la Russie apporte un soutien militaire à ces derniers. En effet, déployé sur la ligne de front séparant les forces gouvernementales ukrainiennes et les séparatistes des républiques populaires autoproclamées de Louhansk et de Donetsk, la Mission spéciale de surveillance [MSS] de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe [OSCE] a, à plusieurs reprises, repéré dans ce secteur des équipements militaires russes souvent de conception récente ou n'ayant jamais été livrés à l'Ukraine.

Ainsi, en septembre 2015, un Lance-roquettes multiple de type TOS-1 Buratino, utilisant des munitions thermobariques, fut repéré par les observateurs de l'OSCE dans les environs du village de Krouhlik, une zone contrôlée par les rebelles de la République populaire de Lougansk [LPR].

Plus récemment, quatre systèmes de guerre électronique récents, d'origine russe, furent découverts par la SMM dans des « territoires non contrôlés par le gouvernement » ukrainien, dont des dispositifs Leer-3 [dédié à la surveillance des réseaux GSM], RB-109A Bylina, Krasoukha-2 et Repellent-1 [pour la lutte anti-drone, présenté pour la première fois en Russie en 2016].

La semaine passée, les observateurs de l'OSCE ont fait une nouvelle découverte grâce leurs drones d'observation. En effet, dans leur compte-rendu 12 février, ils ont fait état de la présence d'un système de renseignement radio TORN, monté sur un camion KamAZ, près d'une maison d'habitation située à Novohryhorivka, dans la région de Donetsk.

La MSS n'a en réalité fait que confirmer ce qu'avançait depuis l'ONG ukrainienne « InformNapalm », spécialisé dans le recueil d'informations en source ouverte [OSINT]. En effet, dès 2015, elle avait signalé la présence d'un système TORN à l'aéroport de Donetsk.

Les informations concernant ce système sont rares. On en trouve cependant une mention dans un article publié en 2013 sur le site Internet de la chaîne russe Vesti.ru. Ainsi, ce dispositif sera

capable de repérer un adversaire jusqu'à 2.000 km de distance. Ce dispositif « a considérablement augmenté l'efficacité des mission de renseignement électronique. Il est capable de mener des opérations de reconnaissance et de localisation des sources HF et VHF », y expliquait un officier russe.

Cependant, un rapport sur les capacités russes en matière de guerre électronique, publié par le ministère estonien de la Défense en septembre 2017 **[.pdf]**, expliquait que le système Torn servait à brouiller les signaux électroniques.

Quoi qu'il en soit, la Russie a déployé des moyens de guerre électronique importants dans la région, notamment en Crimée, dont le puissant système Mourmansk BN, lequel repose sur 7 camions équipés d'antennes pour intercepter ou de brouiller les signaux jusqu'à 3.000 km de distance. Il a été « spécialement conçu pour s'attaquer aux systèmes de communication haute fréquence », assurait Vladimir Mikheev, un responsable de l'entreprise Radio-Electronic Technologies Concern [KRET].

MOYEN-ORIENT

ARABIE SAOUDITE

Diplomatie

Le prince héritier saoudien entame sa tournée asiatique au Pakistan

Amélie HERENSTEIN AFP 17 février 2019



Des portraits du Premier ministre pakistanais Imran Khan (d) et du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane (g) avant son arrivée au Pakistan, le 15 février 2019 à Islamabad

Islamabad (AFP) - Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane est arrivé dimanche au Pakistan, première étape d'une tournée asiatique dont il espère de juteux contrats et la démonstration qu'il demeure un acteur-clé sur la scène diplomatique, cinq mois après l'affaire Khashoggi.

Le prince, surnommé "MBS", a été accueilli avec les honneurs à sa descente d'avion à Islamabad par le Premier ministre Imran Khan, selon des images de la télévision publique.

Les deux hommes ont assisté à la signature de plusieurs protocoles d'accord entre leurs deux pays dans différents secteurs dont la pétrochimie, les minéraux et l'agriculture, selon M. Khan. Leur montant est de l'ordre "de 20 milliards de dollars. C'est beaucoup, pour la première phase", a souligné le prince, promettant qu'il allait encore augmenter à l'avenir.

La visite, qui s'achève lundi, intervient dans un contexte régional très tendu, marqué par des frictions avec l'Inde et l'Iran voisins, qui accusent tous deux le Pakistan de soutien à des groupes insurgés impliqués dans de sanglants attentats-suicides commis cette semaine sur leur territoire. Islamabad a rejeté dimanche les "affirmations absurdes" de New Delhi, réaffirmant vouloir "une normalisation de ses relations avec l'Inde".

Le prince poursuivra son voyage en Inde, où il rencontrera le Premier ministre Narendra Modi, puis en Chine jeudi et vendredi. Deux courtes étapes prévues en Indonésie et en Malaisie ont été annulées.

Cette visite sous très haute sécurité intervient cinq mois après l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, féroce critique du prince héritier, dans l'enceinte du consulat saoudien à Istanbul.

Après avoir nié le meurtre, Ryad avait avancé plusieurs versions contradictoires et soutient désormais que M. Khashoggi a été tué lors d'une opération non autorisée par le pouvoir.

La Turquie a affirmé vendredi n'avoir pas encore révélé tous les éléments dont elle dispose dans cette affaire hors norme, qui avait suscité une vague mondiale d'indignation et profondément terni l'image de la pétromonarchie, en particulier celle du prince.

- "Pas un paria" -

Mais pour les analystes, la tournée asiatique de "MBS", sa plus importante sortie sur la scène internationale depuis sa participation au sommet du G20 en Argentine en décembre, tombe à point nommé pour prouver à l'Occident qu'il a encore des alliés.

Il "veut démontrer qu'il n'est pas un paria international", souligne James M. Dorsey, chercheur rattaché à la S. Rajaratnam School of International Studies à Singapour.

Li Guofu, spécialiste du Moyen-Orient au China Institute of International Studies, un centre de recherches lié au gouvernement chinois, note qu'"il aurait été très malaisé pour le prince héritier de se rendre en Occident" à la suite du scandale.

"Mais ne pas aller en Occident ne signifie pas qu'il ne peut pas venir en Orient. L'Arabie saoudite conduit des ajustements stratégiques et la diplomatie saoudienne se tourne à présent vers l'Asie", souligne-t-il.

"Les pays asiatiques ont une caractéristique spéciale et importante: nous n'interférons pas dans les affaires intérieures des autres pays", relève-t-il.

- Report "taliban" -

Le voyage du prince comporte en outre un important volet économique : "La Chine est le plus important acheteur de brut saoudien et ses principaux autres clients sont tous asiatiques: l'Inde, le Japon, la Corée du Sud", souligne M. Dorsey.

"L'Asie est une source d'investissements dans l'énergie et les infrastructures du Golfe. Et la croissance future de l'économie mondiale se fera en Asie", renchérit Karen Young, analyste auprès de l'American Entreprise Institute.

Le Pakistan pour sa part espère de son vieil allié une bouée de sauvetage pour son économie, mal en point et confrontée à une grave crise de sa balance des paiements. "L'Arabie saoudite a toujours été une amie quand le Pakistan avait besoin d'amis", a lancé dimanche M. Khan, qui s'y est déjà rendu à deux reprises depuis son élection l'été dernier.

La visite du prince intervient en outre alors que les talibans ont annoncé dimanche le "report" d'une visite annoncée pour lundi à Islamabad.

Ils y prévoyaient de nouvelles négociations sur l'Afghanistan avec les Etats-Unis ainsi qu'une rencontre avec Imran Khan. Ni Washington, ni Islamabad n'avaient confirmé la tenue de ces rencontres.

L'Arabie saoudite et le Pakistan sont tous deux très impliqués dans les discussions de longue haleine visant à mettre un terme au conflit afghan et certains médias locaux avaient un temps spéculé sur la possibilité d'une rencontre entre MBS et les représentants talibans.

Les talibans ont attribué leur changement de programme au fait que certains de leurs négociateurs font l'objet de sanctions internationales et se trouvent par conséquent "dans l'incapacité de voyager".

Economie

Arabie saoudite : Mohamed Ben Salman en quête d'alliés et de contrats en Asie

Économie https://www.jeuneafrique.com/ 17 février 2019 à 16h50 | Par Jeune Afrique avec AFP
Mis à jour le 17 février 2019 à 18h16



Le prince héritier, Mohamed Ben Salmane, lors d'une réunion du Conseil de coopération du Golfe (CCG), le 27 avril 2017 à Riyad. © Uncredited/AP/SIPA

Le prince héritier saoudien Mohamed Ben Salman entame dimanche au Pakistan une tournée asiatique dont il espère de juteux contrats et la démonstration qu'il demeure un acteur-clé sur la scène diplomatique, cinq mois après l'affaire Khashoggi.

Le prince, surnommé « MBS », est attendu en fin d'après-midi dans la capitale pakistanaise, où il doit rester jusqu'à lundi.

Le contexte régional y est très tendu, marqué par des frictions avec l'Inde et l'Iran voisins, qui accusent tous deux le Pakistan de soutien à des groupes insurgés impliqués dans de sanglants attentats-suicide commis cette semaine sur leurs territoires.

Islamabad a rejeté dans un communiqué dimanche les « affirmations absurdes » de New Delhi, réaffirmant vouloir « une normalisation de ses relations avec l'Inde ».

Le prince poursuivra son voyage en Inde, où il rencontrera le Premier ministre Narendra Modi, puis en Chine jeudi et vendredi. Deux courtes étapes prévues dimanche et lundi en Indonésie et en Malaisie avaient été annulées samedi sans explication.

Cette visite sous très haute sécurité intervient cinq mois après l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, féroce critique de MBS, dans l'enceinte du consulat saoudien à Istanbul.

Après avoir dans un premier temps nié le meurtre, Ryad avait avancé plusieurs versions contradictoires et soutient désormais que Khashoggi a été tué lors d'une opération non autorisée par le pouvoir.

La Turquie a affirmé vendredi n'avoir pas encore révélé tous les éléments dont elle dispose dans cette affaire hors norme, qui avait suscité une vague mondiale d'indignation et profondément terni l'image de la pétromonarchie, en particulier celle du prince.

« Pas un paria »

Mais pour les analystes, la tournée asiatique de MBS, sa plus importante sortie sur la scène internationale depuis sa participation au sommet du G20 en Argentine en décembre, tombe à point nommé pour prouver à l'Occident qu'il a encore des alliés.

Il « veut démontrer qu'il n'est pas un paria international », souligne James M. Dorsey, chercheur rattaché à la S. Rajaratnam School of International Studies à Singapour.

Il s'agit d'apporter la preuve qu'il a toujours « accès (à la scène) internationale et qu'il peut opérer (…) en tant que plus haut représentant d'Arabie saoudite à part le roi », souligne-t-il.

Li Guofu, spécialiste du Moyen-Orient au China Institute of International Studies, un centre de recherches lié au gouvernement chinois, note qu' »il aurait été très malaisé pour le prince héritier de se rendre en Occident » à la suite du scandale.

« Mais ne pas aller en Occident ne signifie pas qu'il ne peut pas venir en Orient. L'Arabie saoudite conduit des ajustements stratégiques et la diplomatie saoudienne se tourne à présent vers l'Asie », souligne-t-il.

« Les pays asiatiques ont une caractéristique spéciale et importante: nous n'interférons pas dans les affaires intérieures des autres pays », relève-t-il.

Le voyage du prince comporte aussi un important volet économique: « La Chine est le plus important acheteur de brut saoudien et ses principaux autres clients sont tous asiatiques : l'Inde, le Japon, la Corée du Sud », souligne Monsieur Dorsey.

« L'Asie est une source d'investissements dans l'énergie et les infrastructures du Golfe. Et la croissance future de l'économie mondiale se fera en Asie », renchérit Karen Young, analyste auprès de l'American Entreprise Institute.

Négociations avec les talibans

Le Pakistan, où MBS débutera sa tournée, espère de son vieil allié une bouée de sauvetage pour son économie mal en point. Elle pourrait prendre la forme de milliards de dollars d'investissements dans une raffinerie et un complexe pétrolier dans le sud du pays et une série d'autres contrats.

Son Premier ministre Imran Khan s'est déjà rendu à deux reprises en Arabie saoudite depuis son élection l'été dernier.

La visite du prince à Islamabad pourrait en outre coïncider avec de possibles nouveaux pourparlers entre talibans et Etats-Unis sur l'Afghanistan. L'Arabie saoudite et le Pakistan sont tous deux très impliqués dans ces discussions de longue haleine visant à mettre un terme au conflit afghan.

Les talibans avaient annoncé plus tôt cette semaine un nouveau round de négociations ainsi qu'une rencontre avec Imran Khan lundi dans la capitale, ce que ni Washington, ni Islamabad n'ont toutefois confirmé. Quant à l'émissaire américain pour la paix en Afghanistan, Zalmay Khalilzad, il se trouvait dimanche à Kaboul, selon le gouvernement afghan.

IRAN

Attentats

Après l'attentat qui a fait 27 morts, l'Iran accuse le Pakistan

Accueil Monde Iran https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Publié le 16/02/2019 à 10h13



Les dépouilles des victimes ont été rapatriées à l'aéroport d'Isaphan, en Iran, le 14 février. | REUTERS

Lors d'une cérémonie d'hommage aux victimes de l'attaque contre des Gardiens de la révolution, un général iranien a mis en cause les forces de sécurité pakistanaises.

Le chef des Gardiens de la Révolution iraniens a accusé **« les forces de sécurité du Pakistan »** de soutenir le groupe armé derrière un attentat suicide ayant tué 27 de ses soldats mercredi, selon des déclarations diffusées samedi par la télévision d'Etat iranienne.

« Le gouvernement pakistanais, qui a abrité ces contre-révolutionnaires et menaces pour l'islam, sait où ils se trouvent et qu'ils sont soutenus par les forces de sécurité du Pakistan », a déclaré le général de division Mohammad Ali Jafari, à propos du groupe séparatiste jihadiste Jaïch al-Adl (**« Armée de la justice »**).

Le gouvernement pakistanais **« doit répondre de ce crime. S'il ne les punit pas, nos représailles viseront cette force contre-révolutionnaire et le Pakistan assumera les conséquences de son soutien à ce groupe »**, a ajouté le général Jafari, commandant en chef de l'armée idéologique de la République islamique.

L'Iran promet des « représailles »

L'officier a tenu ces propos vendredi soir lors d'une cérémonie d'hommage aux victimes de l'attentat, qui doivent être inhumés samedi dans la province d'Ispahan après une célébration de funérailles religieuses devant avoir lieu en début d'après-midi dans cette ville du centre de l'Iran.

Le général Jafari a également mis en cause le **« soutien d'Etats réactionnaires »** comme **« l'Arabie saoudite et les Emirats »** arabes unis aux **« complots »** ourdis par **« les Israéliens et les Américains »** contre la République islamique d'Iran.

« Nous prendrons assurément des mesures de représailles », a-t-il ajouté, sans plus de précisions.

Défense

La marine iranienne met un nouveau type de sous-marin en service

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 18 février 2019



Deux mois après avoir reçu son premier « destroyer » de la classe Sahand [qui n'affiche qu'environ 2.000 tonnes de déplacement, ce qui est « léger » pour un navire de ce type, ndlr], la marine iranienne a mis en service un sous-marin d'un nouveau type, lors d'une cérémonie organisée à Badar-Abbas, le 17 février.

Appelé « Fateh » [le « conquérant » en farsi], ce nouveau sous-marin de 600 tonnes serait en mesure de plonger jusqu'à 200 mètres de profondeur et de rester en mer pendant près de cinq semaines. Selon les informations données par la presse iranienne, il serait doté d'un suite de guerre électronique, d'un sonar, de systèmes « sécurisés » de télécommunications.

Pouvant naviguer à la vitesse de 11 noeuds en immersion [14 noeuds en surface], le Fateh emporterait des missiles de croisière [dont le type n'a pas été précisé, pas plus que leur portée], au moins quatre torpilles de 533 mm ainsi que des mines navales.

L'essentiel de la flotte sous-marine iranienne repose sur des sous-marins à faible tonnage, de conception locale. Tel est le cas de ses 23 Ghadir [120 tonnes] et de son Nahang [350/400 tonnes]. Leur mission consisterait surtout à bloquer le détroit d'Ormuz, qui est vital pour les exportations pétrolières des monarchies sunnites du golfe arabo-persique [GAP].

En outre, la marine iranienne dispose également de trois sous-marins de type Kilo, qui, d'origine russe, sont les plus imposants de tous ceux qu'elle met en œuvre. Et elle attend la mise en service du premier exemplaire de la classe Besat [environ 1.200 tonnes], dont la construction aurait dû être achevée en 2015.

Press TV Compte certifié @**PressTV**

#**Iran** to unveil its cruise missile-equipped submarine #**revolution40yrs**



0:07 / 0:50

0:43

00:49 - 17 févr. 2019

Selon l'agence Tasnim, le Fateh serait en mesure d'assurer des missions de reconnaissance et d'embarquer des forces spéciales pour « des opérations de guérilla dans les ports et les zones côtières ».

Si l'on se réfère à des navires du même tonnage ayant existé dans le passé, comme les « sous-marins de chasse » français des classes « Argonaute » et « Aréthuse », le Fateh affiche des performances comparables. Et on peut supposer, par comparaison, que son équipage compte entre 30 à 40 sous-mariniers.

Avec ce nouveau sous-marin, « la région [du GAP] dispose des capacités nécessaires pour assurer sa sécurité sans que des puissances hégémoniques extérieures ne soient nécessaires », a commenté le général Amir Hatami, le ministre iranien de la Défense. Pour rappel, l'Iran est le seul pays de la région à être doté d'une flotte sous-marine.

« Aujourd'hui, la République islamique devient complètement autosuffisante sur terre, dans les airs et sur la mer », a fait valoir le président iranien, Hassan Rohani. « Notre puissance défensive est destinée à défendre nos intérêts et nous n'avons jamais cherché à attaquer aucun pays », a-t-il ajouté, avant d'expliqué que « la pression des ennemis, la guerre [contre l'Irak, entre 1980 et 1988] et les sanctions internationales avaient poussé l'Iran à developper sa propre industrie de l'armement.

ISRAËL

Défense

Israël commande des hélicoptères d'entraînement

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Défense Actualité Hélicoptères militaires 21 fév. 2019 | Par Justine BOQUET



Israël se dote de sept hélicoptères AW119Kx. © IAF

Israël et l'Italie ont signé un accord afin de fournir à l'Israeli Air Force de nouveaux hélicoptères d'entraînement.

L'Israeli Air Force (IAF) a annoncé le 17 février la signature d'un accord entre les Ministères de la Défense israélien et italien. Celui-ci prévoit l'acquisition par l'IAF de sept hélicoptères AW119Kx. En contrepartie, l'Italie se dotera d'équipements militaires développés par l'industrie israélienne pour un montant équivalent, lequel n'a pas été précisé. La date de livraison des AW119Kx n'a pas non plus été annoncée.

Les AW119Kx, de Leonardo, viendront remplacer les hélicoptères Bell 206 actuellement en service et acquis en 1970. L'industriel italien fournit également les avions d'entraînement M-346 à l'IAF. Trente appareils ont ainsi été acquis par Israël en 2011. Ce contrat passé entre le gouvernement italien et israélien prévoyait également l'acquisition par l'Italie de « technologies aérospatiales, dont des satellites et des avions de surveillance », pour une valeur équivalente à celle des avions d'entraînement, détaille l'IAF.

Flotte d'avions d'entrainement de l'IAF

Modèles	**Nombre d'appareils en service**
G 120	17
M-346	30
T-6A Texan II	20

Diplomatie

Propos controversés de Netanyahu : le Premier ministre polonais annule une visite en Israël

Accueil Europe Pologne https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Publié le 17/02/2019 à 18h08



Le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu observent le sommet du Moyen-Orient à Varsovie, en Pologne, le 14 février 2019. | KACPER PEMPEL / REUTERS.

Mateusz Morawiecki, le Premier ministre polonais, a annulé la visite qu'il devait effectuer en Israël, a-t-on appris ce dimanche auprès d'un de ses conseillers qui évoque des propos tenus par Benjamin Netanyahu sur l'Holocauste et sur la complicité de certains Polonais.

Le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki a annulé une visite en Israël pour le sommet des pays du groupe de Visegrad, après des propos attribués par des médias israéliens à Benjamin Netanyahu sur le rôle des Polonais dans la Shoah.

Le Premier ministre a informé son homologue israélien par téléphone que la Pologne **« serait représentée à ce sommet par le ministre des Affaires étrangères Jacek Czaputowicz »**, a déclaré dimanche la porte-parole du gouvernement, Joanna Kopcinska.

Le groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République Tchèque et Slovaquie) tient un sommet avec Israël à Jérusalem lundi et mardi.

« Des propos accusant faussement l'État polonais »

La porte-parole a précisé que l'entretien avait eu lieu à la demande du chef du gouvernement israélien. **« M. Morawiecki a souligné dans son entretien que les questions de la vérité historique et du sacrifice que la Pologne a payé durant la Seconde guerre mondiale avaient pour la Pologne une valeur fondamentale »**, a-t-elle ajouté.

« Ces derniers jours, il y a eu des propos dans les médias accusant faussement l'Etat polonais », a déclaré Michal Dworczyk, le chef de cabinet du chef du gouvernement, **« d'où la décision du Premier ministre »**.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a assuré vendredi que la presse de son pays avait déformé des propos qu'elle lui attribuait sur le rôle des Polonais dans la Shoah et qui ont suscité l'émoi à Varsovie.

Des paroles « mal citées et présentées sous un faux jour »

Au cours de discussions avec les journalistes israéliens qui l'accompagnaient à Varsovie mercredi et jeudi, M. Netanyahu **« a parlé de Polonais, et non pas du peuple polonais ou de la Pologne »**, ont dit ses services dans un communiqué. Ces paroles **« ont été mal citées et présentées sous un faux jour, et le journaliste qui, le premier, a publié ces informations fausses les a depuis corrigées »**, ont-ils indiqué.

La presse israélienne a rapporté différemment les mots prononcés par M. Netanyahu en marge de la conférence internationale sur le Moyen-Orient, et les services gouvernementaux israéliens n'ont pas précisé à quelle version ils faisaient référence.

Nétanyahou: «L'épidémie antisémite en France et en Europe met tout le monde en danger»

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par Thierry Oberlé Mis à jour le 19/02/2019 à 18:55 Publié le 19/02/2019 à 18:05

Cimetière de Quatzenheim : Netanyahou dénonce l'acte "choquant" de "sauvages antisémites"



Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou a réagi à la profanation d'un cimetière juif en Alsace. Il appelle les dirigeants français et européens à "condamner fermement" ces actes antisémites.

Un appel à l'immigration des Juifs français en Israël a été lancé par le ministre israélien de l'Aliyah et de l'intégration.

Correspondant à Jérusalem

Les actes de vandalisme commis sur les tombes du cimetière juif de Quatzenheim en Alsace provoquent de nombreuses et vives réactions parmi les responsables politiques israéliens. L'antisémitisme est «une épidémie qui met tout le monde en danger» affirme le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou. «Il est choquant de constater que 80 tombes juives ont été profanées avec des symboles nazis par des antisémites sauvages. J'appelle tous les dirigeants français et européens à s'opposer fermement à l'antisémitisme», a poursuivi le chef du gouvernement. «C'est une épidémie qui met tout le monde en danger, pas seulement nous, et elle doit être condamnée partout et à chaque fois qu'elle se manifeste».

«Il est temps que les gouvernements se réveillent !» Isaac Herzog, président de l'Agence Juive

Isaac Herzog, président de l'Agence Juive et ancien président du parti travailliste, a condamné la profanation des sépultures, la décrivant comme «un indice supplémentaire de la propagation rampante de l'antisémitisme en Europe qui menace les Juifs jusque dans les rues». «Il est temps que les gouvernements se réveillent!» a-t-il tweeté. L'organisme qu'il dirige est en charge de l'immigration au sein de la diaspora, et de l'accueil des nouveaux immigrants.

Appel à ne pas minimiser l'événement

Le ministre de l'Aliyah et de l'Intégration, Yoav Gallant, a, pour sa part, appelé les Juifs de France à immigrer en Israël, en réaction à la multiplication d'actes antisémites et condamné «fermement l'antisémitisme en France». La profanation des tombes du cimetière de Quatzenheim est, selon

lui, un rappel «des images de périodes sombres dans l'histoire du peuple juif». «L'État d'Israël est une maison nationale sûre pour les Juifs du monde entier» estime-t-il.

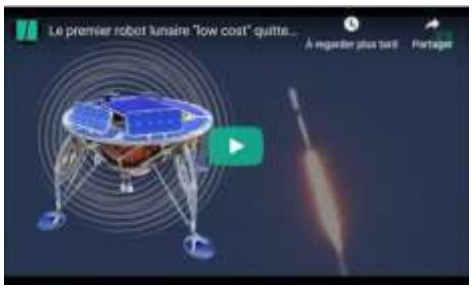
Dans la classe politique, l'un des chefs de l'opposition, Yair Lapid, a fustigé un «acte antisémite horrible» dans un tweet. «L'Europe doit mettre fin à cette vague d'attaques» écrit-il. De son côté, le chef du parti travailliste, Avi Gabbay, a appelé à ne pas minimiser l'événement. «Il est interdit de se taire!» lance-t-il.

Espace

Beresheet, le premier robot lunaire "low cost", a quitté la Terre

https://www.huffingtonpost.fr/ C'EST DEMAIN 21/02/2019 20:12 CET | Actualisé il y a 4 heures Par Matthieu Balu

Le robot Beresheet, créé par une fondation israélienne, est financé par des dons privés et vise la Lune... sans gros budget.



ESPACE - La première sonde israélienne à destination de la lune s'est élancée sans incident de Cap Canaveral en Floride vers 20H45 heure locale (02h45 heure française ce vendredi), un tir suivi en direct depuis Israël, en pleine nuit, par de nombreux ingénieurs et soutiens de la mission, et par le Premier ministre Benjamin Netanyahu. Le robot Beresheet, conçu par la fondation SpaceIL, se veut être un symbole: premier engin à visiter notre satellite naturel qui ne soit ni Américain, ni Russe, ni Chinois, il est aussi le seul à être financé par des donateurs privés. Mais le "petit" robot de 180 kilos a encore de la route à faire, ***comme vous pouvez le découvrir dans la vidéo en tête de cet article*.**

Après son lancement par une fusée Falcon 9 depuis la base américaine de Cap Canaveral, l'envoyé lunaire doit utiliser la gravitation pour arriver à bon port. Il va donc orbiter trois fois autour de la Terre, chaque fois avec une ellipse plus ample, avant de s'arracher à la gravitation terrestre...pour tourner encore deux fois autour de la Lune. Après cet incroyable périple, il ne restera à Beresheet qu'à déployer son parachute pour atterrir, le 11 avril, sur le sol de notre satellite.

Chargé d'un appareil servant à étudier les ondes magnétiques lunaires, le robot israélien ne compte faire uniquement de la figuration...même si SpaceIL, avec le soutien appuyé des autorités de Tel-Aviv, met d'abord en avant l'aspect pédagogique, plus que le projet de recherche, de cette aventure. On peut ainsi lire sur le site de la fondation que l'objectif de SpaceIL est de "faire avancer la cause des études scientifiques et d'ingénierie [...] et donner le goût à la jeunesse des opportunités que leur offre le futur".

Viser la Lune, sans budget

Fondé en 2011 par trois jeunes ingénieurs et présentée comme une vitrine de la réussite des start-ups israéliennes, SpaceIL a pourtant lié son sort à une initiative bien peu couronnée de succès. Beresheet faisait en effet partie des finalistes du concours Lunar XPrize, lancé par Google il y a un peu plus de dix ans. À la clé, une récompense de 20 millions de dollars pour l'équipe qui arriverait à faire atterrir un robot sur la Lune. Mais en mars 2018, le géant américain a annoncé qu'aucun des cinq projets finalistes n'était suffisamment prêt pour lancer son robot dans les temps impartis...et annulé le défi.

Une décision qui n'a pas fait renoncer les ingénieurs de SpaceIL. Financé par des donateurs privés, en majorité des grandes fortunes israéliennes ou étrangères, et avec l'aide technique d'Israel Aerospace Industries, le projet s'est poursuivi jusqu'à son aboutissement. Avec un budget de moins de 100 millions de dollars, Beresheet fait figure de robot "low cost" en comparaison avec ses cousins chinois et américains. Par exemple, Pékin, qui a posé en 2013 son premier robot lunaire, investit 8 milliards de dollars par an pour la conquête spatiale...dans quelques semaines pourtant, Israël sera peut-être la quatrième nation a avoir foulé le sol de l'astre mort grâce à cette initiative privée.

Opérations

Un radar de conception chinoise a-t-il été détruit par une frappe effectuée par un F-35I israélien?

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 22 février 2019



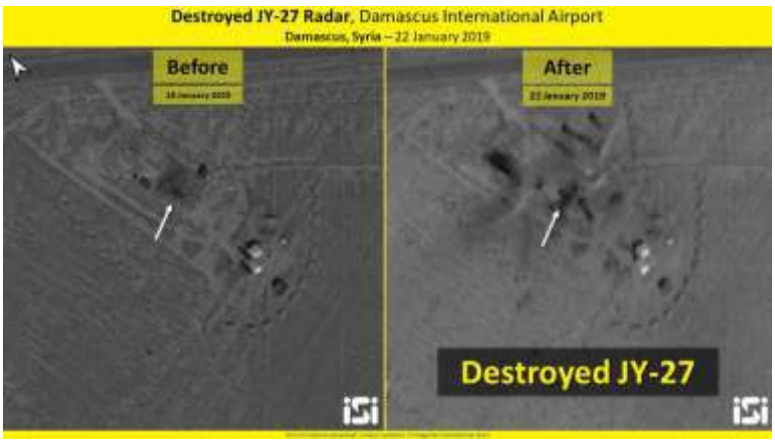
Conçu par le chinois CETC, le radar JY-27A est un système d'alerte précoce à « longue portée » dont il est dit qu'il peut détecter les cibles aériennes « furtives », dont les avions de combat F-22A Raptor et F-35 Lightning II. D'après le SIPRI, l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, cinq exemplaires ont été livrés à la défense aérienne syrienne, qui en aurait installé un près de l'aéroport de Damas.

Or, le 20 janvier dernier, l'aviation israélienne a effectué une série de frappes contre des unités iraniennes installées en Syrie, en riposte à un tir de missile en direction d'Israël. Des batteries de défense aérienne alors mises en œuvre par les forces syriennes ont également été visées.

Et une emprise militaire, située près de l'aéroport de Damas, a fait partie des cibles de Tsahal. Deux jours plus tard, l'entreprise israélienne ImageSat International, qui exploite les satellites d'observation EROS B et C à des fins commerciales, a indiqué qu'un radar JY-27A qui y était installé avait été détruit au cours de ces frappes. Restait à savoir comment.

ImageSat Intl. @ImageSatIntl

Before and after the strike: JY-27 radar in **#Damascus** **#International** **#Airport**, **#Syria**, 20 January 2019.



11:32 - 22 janv. 2019

Pour certains experts militaires, ce radar JY-27A aurait été touché par un « drone kamikaze » de type Harop, justement conçu par Israel Aerospace Industries pour mener des missions SEAD [Suppression of Enemy Air Defenses, suppression des défenses aériennes ennemies].

Mais selon une source du site « Defence Blog », le radar syrien aurait été en réalité détruit par une frappe effectuée par un F-35I « Adir ». Cependant, aucun détail supplémentaire n'a été donné et l'état-major israélien s'est refusé à tout commentaire.

Actuellement, la force aérienne israélienne dispose de 14 F-35I Adir, mis en œuvre par l'escadron 140 « Aigle Doré » depuis décembre 2017. « Nous faisons voler le F-35 dans tout le Proche-Orient et nous avons déjà attaqué deux fois sur deux fronts différents », avait assuré le général Amikam Norkin, son chef d'état-major, en mai 2018.

Pour le moment, et faute de confirmation officielle, l'on ne peut que faire des suppositions sur l'implication réelle d'un F-35I dans la frappe ayant détruit le radar JY-27A syrien…

En tout cas, la destruction de ce système par l'aviation israélienne vise deux objectifs. En premier lieu, il s'agit d'envoyer un message aux Syriens et aux Iraniens [voire aux Russes] pour leur faire comprendre que leurs radars, aussi puissants soient-ils, ne l'empêcheront pas d'agir comme elle l'entend. Enfin, le second est de préparer, sans doute, le terrain à de possibles raids aériens encore plus massifs contre les positions iraniennes en Syrie.

Société

A Jérusalem, des Palestiniens expulsés de chez eux au profit de colons israéliens

AFP 17 février 2019



Des policiers israéliens arrêtent un membre de la famille palestinienne Abou Assab, qui proteste contre son éviction de leur maison dans la Vieille ville de Jérusalem-est, le 17 février 2019

Jérusalem (AFP) - Une famille palestinienne a été expulsée dimanche de sa maison dans la Vieille ville de Jérusalem au profit de colons israéliens, a constaté un photographe de l'AFP.

Des affrontements ont éclaté entre les habitants du quartier, situé dans la partie palestinienne de Jérusalem, et la police peu après qu'une dizaine de colons israéliens ont investi la bâtisse, protégés par les forces de l'ordre.

La maison était habitée par sept membres de la famille Abou Assab qui avait reçu un ordre d'éviction lui laissant jusqu'au 12 février pour quitter les lieux, selon l'ONG israélienne Ir Amim. Les Abou Assab y vivaient depuis les années 1960, d'après l'ONG.

Le bâtiment appartenait à une famille juive avant la guerre de 1948, date de la création d'Israël, selon l'ONG israélienne La Paix Maintenant, qui lutte contre la colonisation par Israël des Territoires palestiniens.

Expulsée de leur maison dans un autre quartier de Jérusalem en 1948, la famille Abou Assab s'était alors installée dans cette maison dont les habitants juifs avaient fui, a indiqué l'ONG dans un communiqué.

Grâce à une loi israélienne permettant le retour des Juifs dans leurs propriétés à Jérusalem-Est, partie palestinienne de la ville occupée et annexée par Israël, des colons israéliens ont pu

s'installer après un recours en justice au nom de la famille juive propriétaire avant 1948, selon l'ONG.

L'annexion de Jérusalem-Est n'a jamais été reconnue par la communauté internationale. D'après la loi israélienne, les Palestiniens ne peuvent pas réclamer les propriétés qu'ils ont abandonnées ou dont ils ont été chassés en 1948.

"On habite là. C'est ma maison, c'est toute ma vie", s'est écriée devant les journalistes Rania Abou Assab, tandis que les colons, surplombant la foule, hissaient déjà des drapeaux israéliens tout autour de la terrasse.

"Ils ont tout pris", a-t-elle ajouté avant de s'effondrer en pleurs, ses effets personnels se trouvant toujours dans le domicile auquel elle ne peut plus accéder.

Mme Abou Assab a indiqué que son fils de 15 ans et son mari avaient été arrêtés après leur éviction. La police israélienne a confirmé l'arrestation de deux personnes pour "avoir perturbé les activités de la police", ne précisant pas si elles avaient été libérées depuis.

A Jérusalem-Est, "presque toutes les propriétés qui appartenaient à des Juifs avant 1948 sont menacées" de voir leurs occupants palestiniens expulsés, a indiqué Hagit Ofran de La Paix Maintenant, assurant que des dizaines de maisons dans la Vieille ville avaient fini par aboutir depuis les années 1980 aux mains de colons israéliens.

A Jérusalem-Est, environ 70 familles palestiniennes dans le quartier de Sheikh Jarrah et quelque 700 personnes dans le quartier de Silwan sont menacées d'expulsion car leurs propriétés appartenaient à des Juifs avant 1948, selon Mme Ofran.

SYRIE

Diplomatie

Syrie: les Européens s'inquiètent des menaces voilées de Donald Trump

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par Isabelle Lasserre Mis à jour le 18/02/2019 à 06:18 Publié le 17/02/2019 à 19:48

Donald Trump veut que les Européens rapatrient leurs djihadistes prisonniers



Le président américain a appelé plusieurs pays européens à rapatrier leurs ressortissants djihadistes en Syrie. Cette demande arrive alors que les États-Unis doivent retirer 2000 soldats de la lutte contre Daech.

Le président américain appelle ses alliés à rapatrier leurs djihadistes, faute de quoi ils pourraient être libérés.

En général, le chaos sur le terrain se traduit par un désordre diplomatique dans les grandes enceintes internationales. Surtout s'il s'agit de la Syrie et du Moyen-Orient. L'édition 2019 de la conférence sur la sécurité de Munich n'aura pas échappé à cette règle. Loin d'avoir éclairci les esprits et dégagé des pistes pour l'avenir, la bataille finale en cours contre Daech met une nouvelle fois en lumière les antagonismes et la confusion qui règne entre les forces et les puissances engagées directement ou indirectement en Syrie.

L'annonce, faite en décembre par Donald Trump, du retrait prochain des troupes américaines de Syrie, où elles étaient la colonne vertébrale de la coalition internationale contre les djihadistes, a

rebattu les cartes maintes fois tournées et retournées du Levant, semé le doute et l'inquiétude parmi les responsables et les diplomates.

Les alliés européens de l'Amérique n'ont pas caché leur incompréhension vis-à-vis de la stratégie américaine. «Je ne comprends pas: comment pouvez-vous avoir une attitude ferme contre l'Iran et vouloir quitter la Syrie» où grandit l'influence iranienne, s'est interrogé Jean-Yves Le Drian, le ministre français des Affaires étrangères, face au sénateur Lindsey Graham. L'Iran a d'ailleurs été au cœur du discours prononcé par le vice-président américain, Mike Pence, qui le considère comme «le principal sponsor du terrorisme» dans le monde. «Le temps est venu pour nous d'agir», a-t-il affirmé, exhortant au passage les Européens à se retirer à leur tour de l'accord nucléaire! Le ministre des Affaires étrangères iranien, Mohammad Javad Zarif, lui a répondu le lendemain en déplorant que son pays soit devenu «la cible d'une obsession américaine».

Le sentiment de confusion a été aggravé par les déclarations contradictoires des responsables américains

Le sentiment de confusion a été aggravé par les déclarations contradictoires des responsables américains. «Nous changeons de tactique mais pas de stratégie au Moyen-Orient», a assuré Mike Pence, qui promet que les États-Unis maintiendront une présence militaire dans la région, qu'ils continueront à travailler avec leurs alliés pour lutter contre les djihadistes et empêcher qu'ils ne redressent la tête. La différence, selon lui, tient en une phrase: «Nous aborderons chaque nouveau défi les yeux ouverts. Nous voulons voir le monde tel qu'il est et pas tel que nous aimerions qu'il soit.»

Le lendemain, le représentant spécial des États-Unis en Syrie, l'ambassadeur James Franklin Jeffrey, a tenté de rassurer ses alliés inquiets en promettant que le retrait de Syrie ne serait pas «abrupt» mais «bien ordonné» et «progressif».

Mais au même moment, dans un tweet nocturne, Donald Trump a prié les Européens de rapatrier leurs djihadistes prisonniers en Syrie pour les juger à Paris, Berlin ou Londres. L'État islamique étant sur le point de perdre le dernier territoire de son califat, l'alternative, selon le président américain, serait de les voir se répandre dans le désordre en Europe… Ce dont bien sûr personne ne veut.

À part Angela Merkel, qui avec son discours sincère et inspiré a été saluée par une standing ovation, les responsables européens n'étaient guère en force pour apporter la contradiction à l'Administration américaine sur le sujet syrien ni pour dénoncer l'unilatéralisme américain. Avec le Brexit, les Britanniques ont perdu leur voix et leur énergie diplomatiques. Quant à Emmanuel Macron, pourtant engagé sur le dossier syrien et sur celui de l'Iran, il a annulé son déplacement à Munich pour demeurer sur la scène nationale.

Étalage des divergences

La conférence de Munich, au sein de laquelle les démocrates occidentaux ont longtemps dominé, s'adapte aux changements des rapports de force dans le monde et enregistre la percée de plus en plus forte des puissances émergentes ou non démocratiques.

Est-ce une bonne nouvelle pour la Syrie? Le nouvel envoyé spécial de l'ONU dans le pays, Geir O. Pedersen, voudrait croire que la nouvelle réalité sur le terrain permettra la réconciliation de toutes les parties. Mais entre les Turcs qui ne veulent pas quitter la Syrie, la Russie qui peine à imposer une solution politique, l'Iran qui pousse les murs du Levant, le régime de Damas qui croit toujours à la force, le sort de Bachar el-Assad qui continue à opposer les acteurs, le ministre de la Défense libanais, Elias Bou Saab, préfère parler d'une «bombe à retardement» pour la région. D'un panel à l'autre, d'une conférence à l'autre, les puissances qui se font la guerre par procuration au Levant - Russie, Turquie, Iran, États-Unis, pays du Golfe… - ont fait étalage de leurs divergences. Au lieu d'amener la paix, les changements sur le terrain - effacement occidental et fin du califat - pourraient au contraire raviver d'anciens conflits et porter en eux les germes de nouvelles guerres.

Kurdes

Les Kurdes syriens demandent aux Européens de ne « pas les lâcher »

Accueil Monde Syrie https://www.ouest-france.fr/ Modifié le 18/02/2019 à 11h11 Publié le 18/02/2019 à 11h00



Des soldats du YPG sur cette photo prise en 2015 en Syrie. | AFP/DELIL SOULEIMAN.

Les Kurdes syriens demandent aux Européens de ne pas les abandonner une fois que le groupe Etat islamique sera vaincu et de contribuer à la création d'une force internationale pour les protéger face à la Turquie.

Les Kurdes syriens exhortent les Européens à ne pas les abandonner une fois que le groupe Etat islamique (EI) sera vaincu et de contribuer à la création d'une force internationale dans le nord-est syrien face à la Turquie.

« Ces pays ont des engagements politiques et moraux (...) S'ils ne les tiennent pas, ils nous lâchent », avertit un haut responsable kurde syrien, Aldar Khalil, dans une interview à l'AFP dimanche soir. Il a appelé en particulier la France, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, à œuvrer en faveur du déploiement d'une force internationale une fois les troupes américaines parties de Syrie.

« Entre nous et les Turcs »

« La France peut faire une proposition au Conseil de sécurité pour notre protection : elle peut proposer une force internationale entre nous et les Turcs, dont elle fasse partie, ou protéger notre ciel », suggère Aldar Khalil.

La milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG) domine l'alliance arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS) qui s'apprête à proclamer la victoire sur l'EI, mais avec le retrait des troupes américaines annoncé par le président Donald Trump, elle apparaît paradoxalement plus fragile que jamais.

Depuis l'annonce en décembre du prochain départ des 2 000 soldats américains déployés dans les zones sous contrôle kurde, dans le nord-est de la Syrie, Ankara multiplie les menaces d'intervention.

Ankara considère les YPG comme la branche syrienne du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui livre une sanglante guérilla à l'Etat turc depuis 1984.

Ultime réduit pour les djihadistes

« Si les pays européens, les Etats-Unis ne font rien, on sera obligé de s'entendre avec le régime (syrien) pour qu'il envoie ses forces militaires sur les frontières et les protège », avertit le responsable de l'administration semi-autonome mise en place par les Kurdes depuis le début du conflit syrien en 2011. Les FDS assiègent les djihadistes dans un ultime réduit d'un demi-kilomètre carré à Baghouz, près de la frontière irakienne.

Elles sont soutenues dans leur offensive par une coalition internationale sous commandement américain qui leur fournit un puissant appui aérien mais ne compte que quelques forces spéciales au sol.

L’alliance arabo-kurde demande le maintien en Syrie d’au moins 1.000 soldats de la coalition et lance un appel à la France

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 19 février 2019



À la merci d’une éventuelle offensive turque quand le retrait des 2.000 soldats américains du nord-est de la Syrie sera achevé, les Kurdes syriens ont exhorté les Européens à ne pas les abandonner une fois que le « califat » de l’État islamique [EI ou Daesh] aura complétement disparu.

« Ces pays ont des engagements politiques et moraux […] S’ils ne les tiennent pas, ils nous lâchent », a ainsi estimé Aldar Khalil, haut responsable de l’administration semi-autonome kurde mise en pace dans le nord-est de la Syrie. « Si les pays européens, les Etats-Unis ne font rien, on sera obligé de s’entendre avec le régime [syrien] pour qu’il envoie ses forces militaires sur les frontières et les protège », a-t-il ensuite prévenu dans un entretien donné à l’AFP, le 17 février.

Le même jour, la ministre française des Armées, Florence Parly, a assuré dans une tribune publiée par Le Parisien que la France n’allait « pas être ingrate » à l’égard des Forces démocratiques syriennes [FDS], dont les milices kurdes syriennes font partie.

« Nos partenaires de terrain, les FDS, ont beaucoup donné. Nous leur devons énormément. L’annonce du retrait américain a rebattu les cartes et créé de nouvelles configurations dans la région ; nul ne sait encore quel arrangement en sortira. Notre devoir est de tout faire pour éviter que les FDS en soient les victimes », a écrit Mme Parly, assurant avoir alerté ses « homologues américain et turc » lors de la dernière réunion des ministres de la Défense de l’Otan.

Aussi, le responsable kurde prend la France au mot, en l’appelant, avec sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unis, à prendre une initiative en faveur d’un déploiement d’une force internationale dans le nord de la Syrie.

« La France peut faire une proposition au Conseil de sécurité pour notre protection : elle peut proposer une force internationale entre nous et les Turcs, dont elle fasse partie, ou protéger notre ciel », a en effet affirmé M. Khalil.

Plus tard, le commandant des FDS, Mazloum Kobani, a lancé un appel identique, sans toutefois se référer particulièrement à un rôle que serait susceptible de tenir la France aux Nations unies.

« Nous aimerions une couverture aérienne, un soutien aérien et une force au sol pour se coordonner avec nous », a déclaré M. Kobani, journalistes à l’issue d’une réunion avec des généraux américains sur une base aérienne dans le nord-est de la Syrie, rapporte l’agence Reuters. Et, selon lui, il faudrait un contingent de 1.000 à 1.500 soldats de la coalition pour continuer à appuyer les FDS contre les jihadistes.

Toujours selon lui, des discussions seraient en cours afin de « voir si des soldats français et britanniques pourraient appuyer éventuellement les FDS. »

En tout cas, les États-Unis ne sont pas disposés à donner une suite favorable à cette requête. « Nous comprenons très bien ce que les FDS aimeraient nous voir faire mais ce n’est de toute évidence pas la voie sur laquelle nous sommes », a expliqué le général Joseph Votel, le chef de l’US CENTCOM, le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient et l’Asie centrale.

« La discussion ne porte donc pas sur le maintien de forces américaines ici », a-t-il insisté, avant d'ajouter que la coalition « étudie ce qu'elle pourrait faire ».

Par ailleurs, s'agissant des jihadistes capturés par les FDS lors des derniers combats contre l'EI, Abdulkarim Omar, co-responsable des relations internationales du Rojava [région autonome kurde, nldr], a évalué leur nombre à 800. Un total auquel il faut ajouter 700 femmes et 1.500 enfants se trouvant actuellement dans des camps pour déplacés. « Ces prisonniers sont une « bombe à retardement » et pourraient s'évader à la faveur d'une attaque contre la zone autonome », a-t-il prévenu.

Opérations

Syrie. Des civils toujours pris au piège dans le dernier réduit de l'État islamique

Accueil Monde Syrie https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Publié le 21/02/2019 à 12h59



Les Forces démocratiques syriennes escortent des camions de combattants de l'État islamique identifiés et qui se sont rendus mercredi 20 février. | DELIL SOULEIMAN / AFP

Les djihadistes du groupe État islamique défendent toujours leur dernier réduit dans l'est de la Syrie à la frontière avec l'Irak où se trouvent encore des civils pris au piège. Les forces démocratiques syriennes travaillent à leur évacuation.

Des civils restent pris au piège ce jeudi 21 février dans l'ultime poche du groupe État islamique dans l'est de la Syrie, les forces anti-EI soutenues par Washington travaillant à leur évacuation pour ouvrir la voie à une victoire face aux derniers djihadistes.

Des centaines d'hommes, femmes et enfants avaient été évacués mercredi à bord d'une dizaine de camions remorques, abandonnant l'ultime poche djihadiste dans le village de Baghouz, tout près de la frontière irakienne.

Désormais les combattants kurdes et arabes des Forces démocratiques syriennes (FDS) se concentrent sur ces évacuations, qui ouvriraient la voie à une reconquête de l'ultime réduit djihadiste, et permettraient d'annoncer en grande pompe la fin du **« califat »** autoproclamé en 2014 par l'EI sur de vastes régions en Syrie et en Irak.

« La majorité des civils étaient des familles de l'EI »

« On a été surpris d'apprendre qu'il y avait encore de nombreux civils à l'intérieur, en plus des combattants de l'EI », a dit mercredi soir un porte-parole des FDS, Adnane Afrine. **« Chaque jour nous nous attendons à ce que des civils sortent pour trouver refuge chez les FDS »**.

Depuis une position des FDS, une journaliste de l'AFP a vu passer mercredi une dizaine de gros camions et remorques recouverts de bâches.

Elle a aperçu dans ce convoi des dizaines d'hommes, certains le visage dissimulé par un keffieh rouge et blanc ou une écharpe. Mais aussi des femmes en niqab et des enfants, dont des fillettes voilées. Évoquant le convoi, Adnane Afrine a expliqué que **« la majorité des civils étaient des familles de l'EI »**, et qu'il y avait des étrangers parmi eux.

Il a précisé que certains djihadistes s'étaient **« dissimulés »** parmi les civils mais avait été démasqué, tandis que d'autres **« s'étaient rendus »** aux FDS.

« La situation alimentaire était très difficile »

À Baghouz, l'EI ne tient plus que quelques pâtés de maisons. Les irréductibles du **« califat »** sont retranchés dans des tunnels, au milieu d'un océan de mines enfouies pour entraver l'avancée des FDS, qui leur donne le choix entre se rendre ou être tués au combat.

« Les forces de la coalition, notamment américaines, continuent de soutenir les FDS alors qu'elles négocient la libération de civils innocents » a indiqué jeudi son porte-parole, Sean Ryan.

Mardi déjà, quelques dizaines de personnes étaient sortis de Baghouz, parmi elles, une famille française et une famille égyptienne, rapportait Paul Bradley, un volontaire des Free Burma Rangers, une ONG d'aides américaine.

« Ils ont dit que la situation alimentaire était très difficile. Ils nous ont montré du pain, en gros du blé écrasé avec de l'eau et brûlé des deux côtés. 15 dollars le kilo. Et le sucre coûtait 60 dollars le kilo à l'intérieur » de la poche djihadiste, précisait-il mercredi.

Depuis début décembre, près de 40 000 personnes, principalement des familles de djihadistes, ont fui le secteur, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

200 soldats américains resteront en Syrie

Actualité International Par Le figaro.fr AFP agence Mis à jour le 22/02/2019 à 09:19 Publié le 22/02/2019 à 07:46



Des militaires américains dans l'est de la Syrie, le 21 février 2019 DELIL SOULEIMAN/AFP

Quelques semaines après l'annonce du retrait des troupes américaines de Syrie par Donald Trump, les États-Unis ont indiqué qu'ils maintiendraient finalement environ 200 soldats dans le pays «pour un certain temps».

«Nous avons gagné contre le groupe EI, il est temps de rentrer. Nos garçons, nos jeunes femmes, nos hommes, ils rentrent tous, et ils rentrent maintenant», avait déclaré Donald Trump le 20 décembre dernier en évoquant les soldats américains stationnés en Syrie. Une décision qui avait suscité stupeur et critiques aux États-Unis comme en Europe.

Deux mois plus tard, une annonce vient en partie contredire ces déclarations. Jeudi, Sarah Sanders, porte-parole de l'exécutif américain, a ainsi indiqué qu'«un petit groupe de maintien de la paix d'environ 200 soldats resterait en Syrie pour un certain temps». Cette déclaration, sans autres précisions, est intervenue après un échange téléphonique entre Donald Trump et le président turc Recep Tayyip Erdogan.

L'EI sur le point d'être vaincu en Syrie

Le départ des soldats américains de Syrie devrait intervenir dans les prochaines semaines, alors que le groupe État islamique est sur le point d'être vaincu dans son dernier réduit en Syrie. «Est-ce une bonne idée pour les Américains de se retirer soudainement et rapidement de Syrie?», s'est interrogée la semaine dernière la chancelière allemande Angela Merkel, estimant que cela risquait de renforcer l'influence dans ce pays de la Russie et de l'Iran, l'ennemi juré de Washington.

Tout en promettant de poursuivre des opérations antiterroristes, Washington a demandé à ses alliés au sein de la coalition internationale anti-EI de constituer une «force d'observateurs» dans le nord-est syrien pour garantir la sécurité des alliés kurdes syriens, qui ont mené au sol les combats contre les djihadistes en Syrie et sont menacés par Ankara. La proposition américaine a toutefois reçu une fin de non-recevoir de la part des membres de la coalition, dont Paris et Berlin.

Les États-Unis vont maintenir 200 soldats dans le nord de la Syrie

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 22 février 2019



Lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, la semaine passée, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, s'était en effet demandé comment Washington pouvait « être très ferme à l'égard de l'Iran et en même temps abandonner le nord-est de la Syrie ». Et d'ajouter : « pour moi, c'est un mystère ».

Et cela d'autant plus qu'il faut veiller à éviter toute résurgence de l'État islamique [EI ou Daesh], dont un rapport du Pentagone estime qu'il lui faudrait entre 6 et 12 mois pour reconquérir des territoires dans le cas où la pression anti-terroriste serait amoindrie, et que les Forces démocratiques syriennes [FDS, alliance arabo-kurde], partenaires de la coalition dirigée par les États-Unis, seraient à la merci d'une offensive turque.

La chancelière allemande, Angela Merkel avait posé la même question que le ministre français. « Est-ce une bonne idée pour les Américains de se retirer soudainement et rapidement de Syrie? » s'était-elle interrogée à Munich, estimant que ce retrait allait favoriser la Russie et l'Iran.

Dans le même temps, le chef du Pentagone par intérim, Patrick Shanahan, avait proposé l'envoi d'une « force d'observateurs » dans une zone tampon située dans le nord-est de la Syrie afin de protéger les Kurdes syriens et de veiller à empêcher la reconstitution de cellules jihadistes.

« Si le temps est venu de réduire le nombre de troupes américaines au sol dans le nord-est de la Syrie, les États-Unis restent engagés en faveur de la cause de la coalition : la défaite permanente de l'EI au Moyen-Orient et au-delà », avait assuré M. Shanahan, en faisant la promesse que Washington resterait « au côté des alliés et partenaires », sans plus de précision.

Seulement, cette proposition fut fraîchement accueillie par les homologues européens de M. Shanahan. « C'est un sujet sur lequel les ministres ont des vues différentes », confirma un haut responsable du Pentagone à l'AFP. « Il est totalement hors de question d'avoir des Français au sol sans les Américains » sur le terrain, avait-on affirmé côté français. Surtout que pour mettre en place une zone tampon devant s'étendre sur 400 km de long sur 30 km de large, il faudrait « 20.000 hommes », avait-on également expliqué.

Finalement, la Maison Blanche a annoncé, le 21 février, que 200 militaires [sur 2.000] resteraient en Syrie pour « un certain temps ». C'est en effet ce qu'a confirmé, auprès de l'AFP, Sarah Sanders, la porte-parole de la présidence américaine, sans donner plus de détails.

Cette annonce, faite après un entretien téléphonique entre le président Trump et son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, va-t-elle convaincre les autres membres de la coalition, d'en faire de même ?

Via une tribune publiée par Le Parisien, le 17 février, la ministre française des Armées, Florence Parly, a assuré qu'il fallait « tout faire pour éviter que les FDS soient les victimes » du retrait américain. Et pour le chef militaire de l'alliance arabo-kurde, cela pourrait passer par le maintien de 1.000 à 1.500 soldats de la coalition anti-jihadiste.

EI : Un influent sénateur américain estime que les Européens pourraient déployer un millier de soldats en Syrie

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 23 février 2019



« Je ne fais pas machine arrière », a assuré le président Trump, après l'annonce du maintien, « pour un certain temps », de 200 soldats américains [sur 2.000] dans le nord-est de la Syrie.

En réalité, cette décision vise essentiellement à convaincre les partenaires européens de la coalition anti-jihadiste, dirigée par les États-Unis, de prendre le relai des troupes américaines déployées aux côtés des Forces démocratiques syriennes [FDS, alliance arabo-kurde], lesquelles mènent actuellement une offensive contre les dernières positions tenues par Daesh [EI ou Daesh] près de Baghouz, localité située sur la rive orientale de l'Euphrate, dans la province syrienne de Deir ez-Zor.

Le maintien de forces terrestres dans le nord de la Syrie a deux objectifs : empêcher que les milices kurdes syriennes [YPG], qui constituent l'ossature des FDS, soient la cible d'une offensive de la Turquie, laquelle les assimile à des organisations terroristes, et éviter une résurgence de l'EI qui, sans pression anti-terroriste, pourrait mettre entre 6 et 12 mois pour conquérir de nouveaux territoires, selon un rapport de l'inspection générale du Pentagone.

Opposé à un retrait total des forces américaines de Syrie, comme l'avait initialement annoncé le président Trump, le très influent sénateur républicain Lindsey Graham, s'est félicité de la décision de la Maison Blanche, lors d'un passage sur le plateau de Fox News.

« C'est un très bon plan. Ces 200 soldats vont probablement attirer 1.000 Européens », a en effet estimé M. Graham. « Des milliers d'Européens ont été tués par des combattants de l'EI venus de Syrie en Europe », donc « maintenant, la tâche incombe à l'Europe. 80% de l'opération devrait être européenne et peut-être 20% pour nous », a-t-il ensuite expliqué, en exagérant le nombre de victimes européennes causées par les attaques terroristes de ces cinq dernières années.

Lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, la semaine passée, le sénateur Graham ainsi que le chef du Pentagone par intérim, Patrick Shanahan, ont défendu l'idée de déployer une « force d'observateurs » dans une zone tampon située dans le nord-est de la Syrie… Mais visiblement sans succès, les Européens ayant rechigné à envoyer des troupes sans soutien américain. Mais l'annonce de la Maison Blanche pourrait faire bouger les lignes.

En tout cas, le chef d'état-major interarmées américain, le général Joseph Dunford, le pense. En effet, il s'est dit « convaincu » que les Européens pourraient contribuer à cette « forces d'observateurs » maintenant qu'il est acquis que les États-Unis maintiendront des effectifs en Syrie. « Les ressources sont ajustées parce que la menace a changé », a-t-il dit devant la presse, selon un compte-rendu de l'AFP.

Évidemment, quand M. Graham parle des « Européens », on suppose qu'il désigne les pays du Vieux Continent qui ont été les plus touchés par des actes de terrorisme planifiés ou inspirés par Daesh. Tel est le cas de la France, du Royaume-Uni, de la Belgique, de l'Espagne, de l'Allemagne et, dans une moindre mesure, de la Suède, de la Finlande et du Danemark. Pour rappel, et officieusement, les forces spéciales françaises et britanniques sont actuellement présentes dans le nord-est de la Syrie.

Politique

Les questions qui se posent après la défaite annoncée de l'État islamique en Syrie

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par Alexis Feertchak Mis à jour le 18/02/2019 à 09:34 Publié le 16/02/2019 à 14:32



Des combattants des FDS le 13 février dernier. FADEL SENNA/AFP

FOCUS - Dans l'Est syrien, la coalition arabo-kurde devrait annoncer sa victoire contre Daech d'ici «quelques jours». Mais la défaite du «Califat» ne signifie ni la fin du groupe terroriste, qui conserve des cellules clandestines dans de nombreux pays, ni celle de la guerre en Syrie avec une inquiétude sur le devenir des Kurdes.

Le village de Baghouz restera dans les mémoires. Situé dans le sud-est de la Syrie à proximité de l'Irak, sur la rive orientale de l'Euphrate, le dernier réduit de Daech était presque repris samedi 16 février par la coalition arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS) qui combat depuis 2015 les djihadistes de l'État islamique. La victoire sera annoncée «dans quelques jours», a annoncé un commandant des FDS à l'AFP.

Une dernière poche de résistance subsiste encore. «Il y a toujours de nombreux civils à l'intérieur» du confetti d'un demi-kilomètre carré encore tenu par les djihadistes «et c'est une surprise de taille pour nous», a indiqué Adnane Afrine, porte-parole des FDS sur le terrain. Vendredi, le président américain Donald Trump promettait des annonces imminentes sur la fin du «califat». La défaite tant attendue de Daech, amorcée dès 2017 avec la chute de ses deux capitales - Raqqa en Syrie et Mossoul en Irak - comporte d'ores et déjà son lot d'interrogations.

● Est-ce vraiment la fin de Daech?

Non, Daech prépare depuis plusieurs années son retour à la clandestinité, comme Al-Qaïda ou d'autres groupes djihadistes. Sa défaite marque l'aboutissement d'un processus de «déterritorialisation» de l'organisation terroriste qui avait réussi dès 2014 à s'emparer de très vastes territoires dans l'est de la Syrie et dans l'ouest de l'Irak. De nombreux djihadistes pourraient tenter de se fondre dans la masse des civils et opter pour des actions de guérilla plus discrètes ou des attentats-suicide pour maintenir un climat de terreur. Mi-janvier, un attentat a frappé la ville syrienne de Manbij, tuant quatre Américains, quelques jours seulement après que Donald Trump a annoncé le retrait des troupes américaines.

Daech possède aussi des cellules clandestines dans de nombreux pays du monde, principalement en Afrique, mais aussi en Asie. C'est notamment le cas en Afghanistan, en Ouzbékistan, en Libye, en Égypte (dans le Sinaï notamment), au Nigeria avec Boko Haram et plus largement dans une large partie de l'Afrique de l'ouest. Certains djihadistes de la zone irako-syrienne rejoignent depuis plusieurs mois ces pays.

Djihadistes français : faut-il les rapatrier ?



Débat sur le plateau de Points de Vue autour du traitement à réserver aux djihadistes français qui pourront revenir en France après le départ des Américains de Syrie .

● Est-ce la fin de la guerre en Syrie?

Non, même si les différents fronts se sont stabilisés ces derniers mois. Le pays se décompose en trois zones. La principale, qui représente près des deux tiers du territoire, mais une part plus importante de la population, est tenue par le gouvernement central de Damas, appuyé par ses alliés russe et iranien. Bachar el-Assad contrôle les principales villes du pays (Damas, Alep, Homas, Hama, Deir Ezzor) et voit son isolement réduit par la réouverture des frontières avec le Liban et la Jordanie. À l'Est de l'Euphrate, les FDS occupent une part importante du territoire. Il s'agit des cantons traditionnellement kurdes du Nord, mais également de territoires arabes au sud.

Reste enfin au nord-ouest du pays le gouvernorat d'Idleb qui demeure la dernière région tenue par la rébellion: il s'agit de divers groupes islamistes voire djihadistes placés sous influence turque, le principal étant le front Fatah al-Cham (ex-Al-Nosra) lié plus ou moins directement à Al-Qaïda. Cette dernière zone, située à proximité de lieux stratégiques (Lattaquié, fief de la famille Assad, ou Alep, ancienne capitale économique du pays) fait l'objet d'intenses tractations diplomatiques entre la Russie, l'Iran et l'Irak. Alors qu'Ankara continue d'appuyer certains groupes rebelles pour conserver son influence dans le jeu syrien et pouvoir s'opposer aux Kurdes, Damas souhaite au contraire reprendre cette province pour éradiquer le dernier bastion de la rébellion. Une reprise des combats en cas d'échec des négociations entre Moscou, Téhéran et Ankara est dès lors une possibilité.

● Que vont devenir les Kurdes?

Difficile à dire. Donald Trump a annoncé en janvier le départ des troupes américaines de Syrie, qui soutenaient les FDS dans leur lutte contre Daech, mais servaient aussi pour Washington à endiguer l'influence de l'Iran, bête noire des néoconservateurs américains. Avec la défaite territoriale du Califat, le retrait américain devrait s'accélérer, même si, comme l'a rappelé ce samedi le vice-président américain Mike Pence, «les États-Unis garderont une forte présence dans la région» et «continueront de traquer les vestiges de l'EI, partout et à chaque fois qu'ils sortiront leur sale tête». Washington conserve notamment des forces en Irak et au Qatar.

Reste que, privés de leur principal soutien en Syrie, les Kurdes se retrouvent à la merci des Turcs qui ont déjà mené contre eux deux opérations en Syrie (Bouclier de l'Euphrate d'août 2016 à mars 2017 puis Rameau d'Olivier en janvier 2018, qui a conduit à la chute d'Afrin). Dans leur lutte contre l'influence régionale de l'Iran, les Américains sont tentés de renouer avec les Turcs qui, bien que dans l'OTAN, se sont considérablement rapprochés de Téhéran et de Moscou ces derniers mois, formant un «trio» qui dérange Washington au plus haut point.

Face au péril turc, les Kurdes n'ont d'autre choix que de se rapprocher du gouvernement central de Damas et de la Russie. Des négociations ont déjà lieu depuis l'annonce de Trump en janvier. Moscou pourrait obtenir de la Turquie qu'elle n'intervienne pas militairement contre les Kurdes en échange de garanties de sécurité, notamment le contrôle par Ankara d'une bande de terre d'une trentaine de kilomètres de large le long de la frontière turco-syrienne. La Turquie craint plus que tout que les Kurdes turcs du PKK se servent de la Syrie comme d'une base arrière. Dans ces tractations, le gouvernement de Damas pourrait reprendre le contrôle de l'Est syrien - notamment les champs de pétrole et de gaz - actuellement tenu par les FDS, tandis que les Kurdes pourraient tenter d'arracher à Damas quelques concessions pour essayer d'obtenir un embryon d'autonomie. Mais, clairement, leur pouvoir de négociation est faible. L'une des inconnues reste la position de la France, qui dispose sur le terrain de forces spéciales. La ministre française de la Défense avait annoncé en janvier leur maintien après la décision de Donald Trump d'un retrait américain.

Syrie: un colonel français critique les opérations contre l'EI

Le commandant des artilleurs français appuyant les forces kurdes contre le groupe Etat islamique (EI) en Syrie affirme que la victoire aurait pu être obtenue plus vite et avec moins de destructions si les Occidentaux avaient engagé des troupes au sol. Le colonel François-Régis Legrier, qui commande depuis octobre le détachement d'artillerie français (Task Force Wagram) en Irak, se livre à ce constat cinglant dans un article de la Revue Défense nationale (RDN). Selon *Le Monde*,

une sanction pourrait être prise contre lui. A l'état-major des armées, on juge «contestable le fond autant que la méthode» de l'officier qui doit achever sa mission en Irak fin février.

Assad met les Syriens en garde contre les projets des Etats-Unis

REUTERS Reuters 17 février 2019



Les Américains ne défendront pas les populations qui dépendent d'eux, a prévenu dimanche le dirigeant syrien Bachar al Assad (photo), visant notamment les combattants kurdes qui tiennent l'essentiel du nord du pays. /Photo d'archives/REUTERS/SANA

BEYROUTH (Reuters) - Les Américains ne défendront pas les populations qui dépendent d'eux, a prévenu dimanche le dirigeant syrien Bachar al Assad, visant notamment les combattants kurdes qui tiennent l'essentiel du nord du pays.

"Nous disons à ces groupes qui comptent sur les Américains, les Américains ne vous protégeront pas", a-t-il déclaré.

Donald Trump souhaite retirer les 2.000 militaires américains déployés en Syrie d'ici la fin avril, projet qui inquiète fortement les alliés européens de Washington ainsi que les Forces démocratiques syriennes (FDS) que le Pentagone a soutenues dans la lutte contre le groupe Etat islamique.

Les FDS, majoritairement composées de combattants kurdes, sont perçues comme une menace par Ankara qui les considère comme l'émanation syrienne des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui opèrent dans le Sud-Est turc.

Le retrait américain a conduit les dirigeants kurdes à se rapprocher de Damas et de la Russie, principal allié du régime syrien, espérant ainsi préserver leurs gains territoriaux.

"Personne ne vous protégera à par votre Etat", a déclaré dimanche Bachar al Assad".

"Si vous n'êtes pas prêts à défendre votre pays, vous ne serez rien d'autre que des esclaves de la Turquie."

(Ellen Francisj Nicolas Delame pour le service français)

Terrorisme

Les questions qui se posent après la défaite annoncée de l'État islamique en Syrie

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par Alexis Feertchak Mis à jour le 16/02/2019 à 19:30 Publié le 16/02/2019 à 14:32



Des combattants des FDS le 13 février dernier. FADEL SENNA/AFP

FOCUS - Dans l'Est syrien, la coalition arabo-kurde devrait annoncer sa victoire contre Daech d'ici «quelques jours». Mais la défaite du «Califat» ne signifie ni la fin du groupe terroriste, qui conserve des cellules clandestines dans de nombreux pays, ni celle de la guerre en Syrie avec une inquiétude sur le devenir des Kurdes.

Le village de Baghouz restera dans les mémoires. Situé dans le sud-est de la Syrie à proximité de l'Irak, sur la rive orientale de l'Euphrate, le dernier réduit de Daech était presque repris samedi 16 février par la coalition arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS) qui combat depuis 2015 les djihadistes de l'État islamique. La victoire sera annoncée «dans quelques jours», a annoncé un commandant des FDS à l'AFP.

Une dernière poche de résistance subsiste encore. «Il y a toujours de nombreux civils à l'intérieur» du confetti d'un demi-kilomètre carré encore tenu par les djihadistes «et c'est une surprise de taille pour nous», a indiqué Adnane Afrine, porte-parole des FDS sur le terrain. Vendredi, le président américain Donald Trump promettait des annonces imminentes sur la fin du «califat». La défaite tant attendue de Daech, amorcée dès 2017 avec la chute de ses deux capitales - Raqqa en Syrie et Mossoul en Irak - comporte d'ores et déjà son lot d'interrogations.

● Est-ce vraiment la fin de Daech?

Non, Daech prépare depuis plusieurs années son retour à la clandestinité, comme Al-Qaïda ou d'autres groupes djihadistes. Sa défaite marque l'aboutissement d'un processus de «déterritorialisation» de l'organisation terroriste qui avait réussi dès 2014 à s'emparer de très vastes territoires dans l'est de la Syrie et dans l'ouest de l'Irak. De nombreux djihadistes pourraient tenter de se fondre dans la masse des civils et opter pour des actions de guérilla plus discrètes ou des attentats-suicide pour maintenir un climat de terreur. Mi-janvier, un attentat a frappé la ville syrienne de Manbij, tuant quatre Américains, quelques jours seulement après que Donald Trump a annoncé le retrait des troupes américaines.

Daech possède aussi des cellules clandestines dans de nombreux pays du monde, principalement en Afrique, mais aussi en Asie. C'est notamment le cas en Afghanistan, en Ouzbékistan, en Libye, en Égypte (dans le Sinaï notamment), au Nigeria avec Boko Haram et plus largement dans une large partie de l'Afrique de l'ouest. Certains djihadistes de la zone irako-syrienne rejoignent depuis plusieurs mois ces pays.

● Est-ce la fin de la guerre en Syrie?

Non, même si les différents fronts se sont stabilisés ces derniers mois. Le pays se décompose en trois zones. La principale, qui représente près des deux tiers du territoire, mais une part plus importante de la population, est tenue par le gouvernement central de Damas, appuyé par ses alliés russe et iranien. Bachar el-Assad contrôle les principales villes du pays (Damas, Alep, Homas, Hama, Deir Ezzor) et voit son isolement réduit par la réouverture des frontières avec le Liban et la Jordanie. À l'Est de l'Euphrate, les FDS occupent une part importante du territoire. Il s'agit des cantons traditionnellement kurdes du Nord, mais également de territoires arabes au sud.

Reste enfin au nord-ouest du pays le gouvernorat d'Idleb qui demeure la dernière région tenue par la rébellion: il s'agit de divers groupes islamistes voire djihadistes placés sous influence turque, le principal étant le front Fatah al-Cham (ex-Al-Nosra) lié plus ou moins directement à Al-Qaïda. Cette dernière zone, située à proximité de lieux stratégiques (Lattaquié, fief de la famille Assad, ou Alep, ancienne capitale économique du pays) fait l'objet d'intenses tractations diplomatiques entre la Russie, l'Iran et l'Irak. Alors qu'Ankara continue d'appuyer certains groupes rebelles pour conserver son influence dans le jeu syrien et pouvoir s'opposer aux Kurdes, Damas souhaite au contraire reprendre cette province pour éradiquer le dernier bastion de la rébellion. Une reprise des combats en cas d'échec des négociations entre Moscou, Téhéran et Ankara est dès lors une possibilité.

● Que vont devenir les Kurdes?

Difficile à dire. Donald Trump a annoncé en janvier le départ des troupes américaines de Syrie, qui soutenaient les FDS dans leur lutte contre Daech, mais servaient aussi pour Washington à

endiguer l'influence de l'Iran, bête noire des néoconservateurs américains. Avec la défaite territoriale du Califat, le retrait américain devrait s'accélérer, même si, comme l'a rappelé ce samedi le vice-président américain Mike Pence, «les États-Unis garderont une forte présence dans la région» et «continueront de traquer les vestiges de l'EI, partout et à chaque fois qu'ils sortiront leur sale tête». Washington conserve notamment des forces en Irak et au Qatar.

Reste que, privés de leur principal soutien en Syrie, les Kurdes se retrouvent à la merci des Turcs qui ont déjà mené contre eux deux opérations en Syrie (Bouclier de l'Euphrate d'août 2016 à mars 2017 puis Rameau d'Olivier en janvier 2018, qui a conduit à la chute d'Afrin). Dans leur lutte contre l'influence régionale de l'Iran, les Américains sont tentés de renouer avec les Turcs qui, bien que dans l'OTAN, se sont considérablement rapprochés de Téhéran et de Moscou ces derniers mois, formant un «trio» qui dérange Washington au plus haut point.

Face au péril turc, les Kurdes n'ont d'autre choix que de se rapprocher du gouvernement central de Damas et de la Russie. Des négociations ont déjà lieu depuis l'annonce de Trump en janvier. Moscou pourrait obtenir de la Turquie qu'elle n'intervienne pas militairement contre les Kurdes en échange de garanties de sécurité, notamment le contrôle par Ankara d'une bande de terre d'une trentaine de kilomètres de large le long de la frontière turco-syrienne. La Turquie craint plus que tout que les Kurdes turcs du PKK se servent de la Syrie comme d'une base arrière. Dans ces tractations, le gouvernement de Damas pourrait reprendre le contrôle de l'Est syrien - notamment les champs de pétrole et de gaz - actuellement tenu par les FDS, tandis que les Kurdes pourraient tenter d'arracher à Damas quelques concessions pour essayer d'obtenir un embryon d'autonomie. Mais, clairement, leur pouvoir de négociation est faible. L'une des inconnues reste la position de la France, qui dispose sur le terrain de forces spéciales. La ministre française de la Défense avait annoncé en janvier leur maintien après la décision de Donald Trump d'un retrait américain.

Syrie: un colonel français critique les opérations contre l'EI

Le commandant des artilleurs français appuyant les forces kurdes contre le groupe Etat islamique (EI) en Syrie affirme que la victoire aurait pu être obtenue plus vite et avec moins de destructions si les Occidentaux avaient engagé des troupes au sol. Le colonel François-Régis Legrier, qui commande depuis octobre le détachement d'artillerie français (Task Force Wagram) en Irak, se livre à ce constat cinglant dans un article de la Revue Défense nationale (RDN). Selon *Le Monde*, une sanction pourrait être prise contre lui. A l'état-major des armées, on juge «contestable le fond autant que la méthode» de l'officier qui doit achever sa mission en Irak fin février.

Le jihadiste toulousain Fabien Clain tué par un drone en Syrie

Accueil France - Monde Terrorisme International https://www.ladepeche.fr/ Publié le 21/02/2019 à 16:32 , mis à jour le 22/02/2019 10:43 Frédéric Abéla



Fabien Clain. / Archives

L'essentiel Vétéran du jihad, le Toulousain Fabien Clain a été tué par une frappe aérienne de drone ce mercredi en Syrie selon plusieurs sources. Son frère serait gravement blessé. Ils étaient retranchés à Baghouz, le dernier bastion de Daech. Le gouvernement français attend une confirmation ADN pour officialiser sa mort.

Vétéran français du jihad, le Toulousain Fabien Clain aurait été tué ce mercredi 20 février à Baghouz.

Son frère, Jean-Michel, aurait été grièvement blessé par la même frappe aérienne de la coalition internationale qui mène actuellement une offensive sur Baghouz, le dernier bastion de Daech en Syrie, où depuis peu, les services de renseignements les savaient retranchés.

Les voix du message de revendication des attentats de Paris

Convertis à l'islam dans les années 2000, les frères Clain sont les voix qui, au nom de Daech, avaient revendiqué les attentats du 13 novembre 2015 à Paris.

Fabien, 41 ans, alias « frère Omar » avait lui-même prononcé le message diffusé au lendemain des attaques perpétrées dans la capitale, tandis que son frère cadet, Jean-Michel, 38 ans, avait été reconnu dans des chants religieux de l'enregistrement.

Un membre "du réseau d'Artigat"

Parti en Syrie, probablement en cours d'année 2014, Fabien Clain était l'une des figures de proue du salafisme en région toulousaine avec ses comparses Sabri Essid, Thomas Barnouin, Miloud Chachou et Mohamed Megherbi. Tous ont été condamnés en 2009 pour leur participation active à l'envoi de jihadistes en Irak. C'était le fameux réseau d'Artigat (Ariège), soudé à l'époque autour de l'idéologue d'origine syrienne, Olivier Corel, dit l'Emir Blanc (lire ci-dessous), filière démantelée en 2007 par la sous-direction antiterroriste.

Après avoir passé une partie des années 90 sur l'île de La Réunion, dans le quartier populaire du Moufia, à Saint-Denis, où il poursuit des études professionnelles, Fabien Clain rentre en métropole. C'est à Toulouse, pour des raisons familiales, qu'il s'établit avec son frère Jean-Michel. Dans les cités de la Ville rose, les frères Clain fréquentent assidûment les mosquées toulousaines. En 2000, Fabien Clain, issu d'une famille chrétienne pratiquante, se convertit à l'Islam. A l'époque, ceux qui le côtoient parle d'un homme charismatique avec beaucoup d'aisance dans la parole, chaleureux et qui met très vite en confiance ses interlocuteurs. Lors de sa rencontre avec Sabri Essid, ils suivent les traces d'un des premiers prédicateurs toulousains, dont Larbi Moulaye expulsé vers l'Algérie en 2003. Très vite Fabien Clain fréquente l'ancienne mosquée du Mirail située dans un ancien dojo, dans un parking souterrain, quartier Bellefontaine à Toulouse. Dans ce lieu de culte, il tente de déstabiliser l'imam auquel il reproche d'être trop "tendre" dans ses prêches. Lui et Essid sont alors éconduits et poursuivent leur propagande sur les marchés des cités toulousaines. Clain vend des livres et des vidéos sur le coran. Il fait alors la connaissance de Mohamed Merah – auteur des tueries de Toulouse et Montauban en mars 2012- et de son frère Abdelkader.

Un proche de Mohamed Merah

Fabien Clain devient «Omar» «Abou Adam». Il est repéré par les services du renseignement intérieur pour son prosélytisme religieux sur les marchés des cités toulousaines. L'appareil à recruter se met en marche. «C'était un homme affable, qui avait le contact facile avec les autres», se souvient encore Mamadou Daffé. Tous ces individus forment un noyau dur qui se désolidarise peu à peu de la communauté musulmane traditionnelle. «Omar», Essid, Chachou, Megherbi participent à des entraînements physiques autour du lac de La Reynerie, au Mirail.

En Syrie depuis 2014

Tous évoquent le jihad et leur combat pour «lutter contre les infidèles au nom d'Allah» et organisent, par le biais d'une association, des séjours dans des campings, dans les Ardennes, pour parfaire leur condition physique. En 2003, ils sont en lien avec la Belgique et des individus liés à la communauté islamique. En 2006, «Omar» s'envole pour l'Egypte, il fréquente les écoles coraniques. Selon une note du renseignement, il aurait joué à cette époque «un rôle essentiel dans la radicalisation des membres de la communauté salafiste de Toulouse».

Condamné à 5 ans de prison en 2009 pour sa participation à la filière d'acheminement de jihadistes, «Omar», derrière les barreaux, reçoit des lettres de soutien de Mohammed Merah. En 2013, et alors qu'il est interdit de séjour dans 22 départements français, il s'établit en Normandie avant que l'on ne perde sa trace à 2014.

Le dernier jihadiste originaire de la région toulousaine en activité

Les services de renseignement le situeront en Syrie avec le reste de l'ex-filière d'Artigat, dont il était, si l'on peut dire, le dernier jihadiste en activité. Sabri Essid, le demi-frère de Mohammed Merah, a été exécuté en Syrie en février 2018, tandis que l'Albigeois Thomas Barnouin, 38 ans a été capturé le 17 décembre 2017 par les Unités de protection du peuple kurde (YPG) dans la région d'Hassaké, au nord-est de la Syrie

Une frappe de drone US déterminante

http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 21 février 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

C'est une frappe de drone qui va peut-être clore le dossier Fabien Clain : d'après ma consœur Nathalie Hernandez qui développe cette information sur les chaînes de Radio France (notamment France Info, depuis 16h), le terroriste est mort hier matin dans l'est de la Syrie. La frappe est intervenue dans la région de Baghouz, une des dernières enclaves de Daech où les dernières informations le donnaient réfugié.

L'identification aurait été concluante, ajoute la consœur, même s'il faut la confirmer par des prélèvements ADN. Son frère Jean-Michel a également été touché par une frappe, sans qu'on sache s'il s'agit de la même. L'opération a été menée par les forces spéciales américaines et confirme le besoin, pour la France, de posséder des drones armés, et en nombre suffisant, pour les guerres asymétriques, dans lesquelles la supériorité aérienne est par nature assurée.

A ce stade, le gouvernement français n'a pas donné de réaction à la nouvelle.

OCÉANIE

AUSTRALIE

Environnement

L’Australie veut planter un milliard d’arbres pour lutter contre le réchauffement climatique

Accueil Monde Australie https://www.ouest-france.fr/ Modifié le 21/02/2019 à 15h31 Publié le 21/02/2019 à 08h47



Des programmes de plantations d'arbres ont déjà commencé en Australie, mais le gouvernement veut passer à une vitesse largement supérieure. | PURPROJET.COM / GREENING AUSTRALIA

Un milliard d’arbres vont être plantés en Australie, a annoncé le Premier ministre Scott Morrison, ce samedi 16 février. D’un coût d’environ 8 millions d’euros, cette mesure spectaculaire est destinée à lutter contre le changement climatique.

L’Australie connaît depuis plusieurs semaines un épouvantable épisode de canicule et de sécheresse, notamment au sud-est, avec des températures dépassant les 45°C, la mort de plus d’un demi-million de bovins, et des dégâts estimés à près de 900 millions d’euros.

Devant l’ampleur de la catastrophe, le Premier ministre australien tente de trouver une parade qui soit à la hauteur du défi - et des objectifs climatiques ambitieux signés par le pays lors de l’accord de Paris à la fin de la Cop21 : réduire de 26 à 28 % les émissions de gaz à effet de serre d’ici à 2030.



Ce samedi 16 février, alors qu'il visitait une pépinière en Tasmanie, Scott Morrison a ainsi annoncé que son pays allait planter un milliard d'arbres d'ici à 2050. Ce spectaculaire programme devrait **« contribuer à éliminer de l'atmosphère 18 millions de tonnes de gaz à effet de serre par an »**. Pour fixer les idées, l'Australie émet actuellement 500 millions de tonnes d'équivalent CO2 chaque année.

Le Pakistan et l'Inde ont déjà fait de même

D'un coût évalué aujourd'hui à près de 9 millions d'euros, ce projet s'inscrit par ailleurs au sein d'un programme visant à stimuler l'industrie forestière du pays et créer neuf centres forestiers régionaux.

Il est vrai que cet immense pays possède la septième couverture forestière la plus importante au monde, qui occupe 17% de sa surface. Et l'industrie associée contribue de façon non négligeable à l'économie nationale à hauteur de 14,5 milliards d'euros.

L'Australie n'est pas le premier pays à se lancer dans un programme aussi ambitieux. Depuis 2015, le Pakistan a planté des centaines de millions d'arbres pour lutter contre la déforestation. Même chose en Inde, qui a au passage battu un record mondial, avec 66 millions d'arbres plantés en 12 heures.

Immigration

Vente de sous-marins à la Malaisie. L'Australie refuse l'asile à un ex-policier malaisien condamné à mort dans son pays

Accueil Monde Australie https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Publié le 21/02/2019 à 08



Le KD Tunku Abdul Rahman, de fabrication française commandé par la Malaisie accoste à Port Klang, près de Kuala Lumpur, le 3 septembre 2009. | AZUKI MUHAMMAD / REUTERS

Le policier a été reconnu coupable, en 2009, du meurtre en 2006 d'une jeune femme de 28 ans qui aurait servi d'interprète lors des négociations commerciales lors de la vente en 2002 de sous-marins français à la Malaisie pour près d'un milliard d'euros.

L'Australie a refusé le statut de réfugié à un ex-policier malaisien condamné à mort dans son pays pour le meurtre d'une mannequin dans une retentissante affaire de pots-de-vin présumés liés à l'achat de sous-marins français. Le rejet de sa demande a été confirmé lundi 18 février par la cour administrative d'appel de Sydney.**« Il y a des raisons sérieuses de considérer que le demandeur a commis en Malaisie un crime grave non politique avant d'entrer en Australie »**, a indiqué la cour.

En 2009, le policier Sirul Azhar Umar avait été reconnu coupable avec un complice du meurtre en 2006 d'une jeune femme de 28 ans. Ce mannequin mongol aurait servi d'interprète lors des négociations commerciales qui avaient précédé la vente en 2002 de deux sous-marins Scorpène et d'un sous-marin Agosta à la Malaisie pour près d'un milliard d'euros.

La mannequin, Altantuya Shaariibuu, avait été tuée par balles et son corps avait été pulvérisé à l'explosif, dans la jungle près de Kuala Lumpur. La condamnation des deux hommes avait été confirmée en 2015 par la plus haute juridiction malaisienne. Sirul Azhar Umar avait cette même année fui la Malaisie et est depuis détenu en Australie.

Des dizaines de millions de dollars de pots-de-vin

Le contrat des sous-marins a été l'objet de plusieurs controverses. L'opération avait été conclue par la DCNI, filiale de la Direction française des constructions navales (DCN), alliée au groupe français d'électronique et de défense Thales. DCN a depuis été rebaptisé Naval Group, contrôlé par l'État français et par Thales.

La justice soupçonne que des dizaines de millions de dollars de pots-de-vin, dissimulés derrière des contrats de consultants, ont pu servir à corrompre l'ex-ministre de la Défense Najib Razak - qui fut ensuite Premier ministre de 2009 à 2018 - via un ex-associé, Abdul Razak Baginda. Selon les opposants à M. Razak, Sirul Azhar Umar et son complice, membres d'une unité d'élite chargée de la protection des ministres, ont servi de victimes expiatoires dans cette affaire de commissions occultes présumées. Altantuya Shaariibuu était la maîtresse d'Abdul Razak. Elle aurait été tuée parce qu'elle en savait trop sur les pots-de-vin présumés, toujours selon les opposants de M. Razak.

M. Sirul, qui promet de tout révéler en échange d'une grâce des autorités malaisiennes, demandait l'asile en Australie en dénonçant une condamnation politique. Najib Razak a été interrogé en novembre par la commission anti-corruption malaisienne sur l'affaire des sous-marins. Le dossier fait aussi l'objet d'une information judiciaire en France. Abdul Razak Baginda et quatre anciens industriels français ont été mis en examen par les juges parisiens.

Canberra n'extrade pas les personnes risquant la peine de mort dans leur pays. Mais M. Sirul pourrait être renvoyé dans son pays si le nouveau gouvernement malaisien abolit la peine capitale, comme il s'y est engagé à l'automne.

Sécurité

Australie : Une cyberattaque contre des parlementaires menée par un pays étranger, selon le Premier ministre

reuters.com | 18/02/2019, 8:02



(Crédits : Kacper Pempel)

SYDNEY (Reuters) - Un gouvernement étranger a vraisemblablement mené une cyberattaque visant les parlementaires australiens en s'introduisant dans les réseaux informatiques des principaux partis politiques du pays, a déclaré lundi le Premier ministre Scott Morrison, sans désigner de suspect.

En amont des élections fédérales prévues en mai prochain, il a été demandé ce mois-ci aux parlementaires de modifier en urgence leurs mots de passe informatiques après que les services du renseignement ont décelé une cyberattaque contre le réseau informatique du Parlement.

Les pirates informatiques ont pu ainsi s'introduire dans les réseaux des principaux partis politiques du pays, a dit Scott Morrison en dévoilant les conclusions initiales des enquêteurs.

"Nos experts informatiques estiment qu'un acteur étatique sophistiqué est responsable de cette activité malveillante", a-t-il déclaré devant le Parlement.

Le chef du gouvernement n'a pas précisé quelles informations avaient été piratées, mais il a souligné qu'aucun élément ne suggérait une ingérence dans les élections.

Plusieurs analystes ont désigné la Chine, la Russie et l'Iran comme les plus probables commanditaires de cette attaque informatique.

(Colin Packham; Jean Terzian pour le service français)

Sport

Australie. Un surfeur de 41 ans grièvement blessé à la jambe par un requin

Accueil Sport Surf https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Modifié le 17/02/2019 à 11h51 Publié le 17/02/2019 à 11h36



Un surfeur de 41 ans blessé à la jambe par un requin en Australie. | @7NEWSADELAIDE

Un surfeur de 41 ans a été grièvement blessé à une jambe ce dimanche peu après l'aube par un requin à Byron Bay, dans l'est de l'Australie, a annoncé la police.

L'attaque a eu lieu sur la plage de Belongil Beach, dans l'État de Nouvelle-Galles du Sud. **« J'ai flippé »**, a raconté à la chaîne publique australienne ABC un autre surfeur qui se trouvait dans la zone. **« Quand j'ai entendu ses cris dans l'eau et que j'ai vu un morceau de son surf qui flottait, c'est là que j'ai réalisé que c'était grave ».**

La victime a réussi à regagner la plage sur sa planche. **« Il a reçu les premiers soins sur place avant d'être évacué par hélicoptère jusqu'à l'Hôpital universitaire de Gold Coast »**, a précisé la police. Il serait dans un état grave mais stable, selon des médias.

Byron Bay est un site prisé des surfeurs et des touristes. Les attaques de requins demeurent relativement peu fréquentes en Australie. Vingt-sept ont été recensées en 2018 par les services du Zoo de Taronga, à Sydney. Une de ces attaques a été mortelle.






7 News Adelaide

✔ @7NewsAdelaide

Byron Bay Shark Attack: Pictures of the damage dealt to a surfboard after a man was bitten by a shark near Belongil Beach this morning. #7News

4

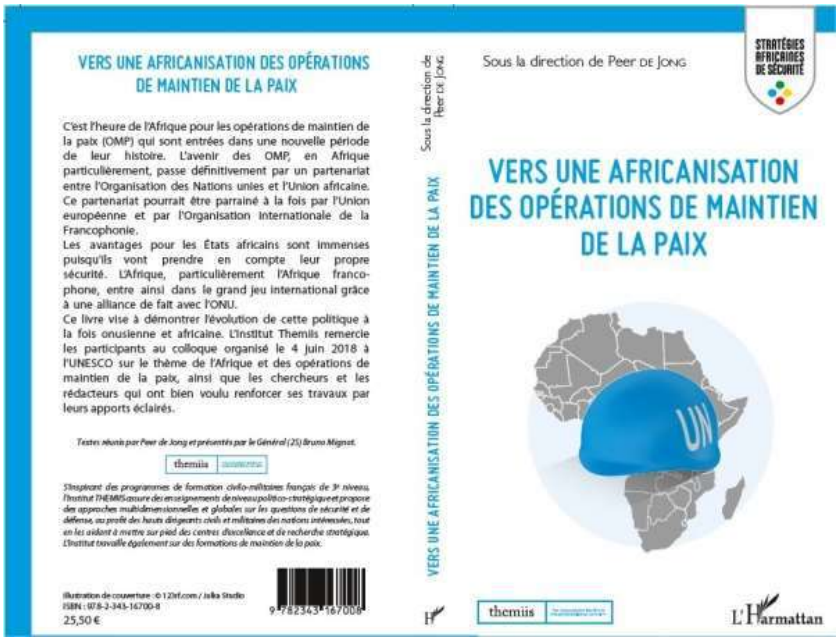
09:03 - 17 févr. 2019

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

"Vers une africanisation des opérations de maintien de la paix"

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 18.02.2019 Par Philippe Chapleau



Voici le dernier ouvrage paru dans la Collection Stratégies Africaines de Sécurité lancée par l'Institut Themiis et publiée par L'Harmattan. Il s'intitule "Vers une africanisation des opérations de maintien de la paix". Cet ouvrage rassemble des contributions du colloque du 4 juin 2018, à l'Unesco, auxquelles s'ajoutent quelques textes de chercheurs.

On notera, outre les apports de chercheurs comme Sonia Le Gourriellec ou Arthur Boutellis, quelques textes écrits par d'anciens Casques bleus, comme le général Jean Baillaud, numéro 2 de la Minusco de 2013 à 2016 ou le général Babacar Gaye, ex-représentant spécial du Secrétaire général de l'Onu en RCA.

Le sujet mérite bien cet ouvrage puisque de nombreuses OMP ont eu lieu ou se déroulent encore sur le continent africain et puisque les Etats africains contribuent notablement à ces opérations en déployant des contingents. A la problématique de cette africanisation s'ajoute celle de la "francophonisation" des opérations, comme il l'a été abordé lors de la formation parisienne de formateurs Onu (*training of trainers* – ToT) destinée à des officiers supérieurs de pays contributeurs en troupes aux opérations de maintien de la paix (OMP). Lire mon post **ici** http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2019/02/01/la-france-l-onu-et-l-oif-forment-des-instructeurs-pour-les-c-20004.html

RUSSIE

Défense

La menace poutinienne ou le retour d'expérience de Syrie ?

http://www.bruxelles2.eu/ 23 Fév 2019 conflit Syrien, Vladimir Poutine

(B2) Devant l'assemblée fédérale russe, mercredi (20 février), le président russe a menacé assez directement les occidentaux. Mais l'essentiel n'est-il pas ailleurs ?



(photo : Kremlin)

Si les missiles américains sont déployés sur le continent européen, « *la Russie sera obligée de créer et de déployer des armes pouvant être utilisées non seulement dans les zones directement menacées, mais également dans les zones comportant des centres de décision pour les systèmes de missiles qui nous menacent* » lance un Vladimir Poutine un rien vindicatif. L'installation de « *lanceurs en Roumanie et en Pologne »* emportant des *« missiles de croisière Tomahawk* […] créera une *« menace sérieuse pour la Russie, car certains de ces missiles peuvent atteindre Moscou en seulement 10 à 12 minutes* » (1). Mais, dans le même temps, l'homme fort du Kremlin lance un appel à « *l'Union européenne* » de prendre « *enfin les mesures qui s'imposent pour rétablir les relations politiques et économiques avec la Russie* ».

Le classique russe

Ce 'chaud et froid' est plutôt classique, dans le chef des dirigeants russes. Et le propos de Vladimir Poutine n'est ni plus ni moins celui que peuvent proférer les dirigeants russes depuis plusieurs années. S'en émouvoir et menacer de prendre des mesures de rétorsion est un jeu non seulement dangereux, mais ridicule. Etre conscient de la menace potentielle russe ne signifie pas se précipiter tête baissée dans tous les chiffons rouges agités au Kremlin…

Les innovations russes

L'élément essentiel de ce discours semble être ailleurs. On peut lire ainsi un long énumératif des différents projets de l'armée russe, notamment l'annonce de la mise au point d'un « *missile hypersonique pouvant atteindre une vitesse de Mach 9 environ et toucher une cible à plus de 1000 km, sous l'eau et au sol* ». Missile pouvant être lancé « *à partir d'eau, de navires de surface et de sous-marins* », précise Vladimir Poutine. De quoi atteindre, sûrement, le territoire européen.

L'expérience en Syrie : précieuse pour toute l'armée russe

Mais c'est surtout le retour d'expérience de la Syrie, qui mérite l'attention. « *Nous continuons à développer nos forces armées et à améliorer l'intensité et la qualité de l'entraînement au combat, en partie grâce à l'expérience acquise lors de l'opération anti-terroriste en Syrie* » précise le président russe. Et d'ajouter : « *Pratiquement tous les commandants des forces terrestres, les forces d'opérations secrètes et la police militaire, les équipages de navires de guerre, l'aviation militaire, tactique, stratégique et le transport militaire ont acquis une grande expérience »* écrit-il. Avis aux amateurs…

(Nicolas Gros-Verheyde)

1. Ce qui a amené l'OTAN à réagir, indiquant que ces missiles sont « *uniquement défensifs* ».

Nicolas Gros-Verheyde

Diplomatie

Poutine menace de déployer ses nouveaux missiles contre les Occidentaux

Maria PANINA, Germain MOYON AFP 20 février 2019





Le président russe Vladimir Poutine lors de son discours annuel devant le Parlement, le 20 février 2019



Moscou (AFP) - En chute dans les sondages, Vladimir Poutine a assuré mercredi vouloir améliorer la qualité de vie de ses compatriotes mais aussi menacé de déployer les nouvelles armes de la Russie contre les pays occidentaux.

Moins d'un an après avoir été réélu pour un quatrième mandat avec un score sans précédent en près de 20 ans de pouvoir, le président russe voit sa cote de confiance dégringoler à ses plus bas niveaux depuis l'annexion de la Crimée en 2014, sous l'effet de la chute continue du niveau de vie depuis cinq ans, du relèvement de l'âge de la retraite et de la hausse de la TVA.

Après avoir assuré au début de son discours annuel au Parlement vouloir se concentrer sur la situation sociale, il s'est lancé, comme l'an dernier, dans une tirade très menaçante envers les Etats-Unis, leur reprochant le déploiement de nouveaux systèmes d'armement en Europe.

"S'ils sont déployés et livrés sur le continent européen, cela envenimera gravement la situation et créera de graves menaces pour la Russie", a déclaré le président russe, relevant que certains de ces engins pouvaient atteindre "Moscou en 10-12 minutes".

"Je vais le dire clairement et ouvertement : la Russie sera contrainte de déployer des armements qui pourront être utilisés non seulement contre les territoires d'où peut provenir une menace directe, mais aussi contre les territoires où se trouvent les centres de décision d'usage de missiles nous menaçant", a-t-il poursuivi.

L'Otan a qualifié d'"inacceptables" ces menaces de déployer de nouveaux missiles en mesure de frapper les territoires des Alliés, accusant le président russe de "tentative flagrante de détourner l'attention de sa violation du traité INF".

- Washington doit "calculer" -

Washington a suspendu sa participation à ce traité de la Guerre froide interdisant les missiles sol-sol d'une portée de 500 à 5.500 km, accusant la Russie d'enfreindre les dispositions de ce document signé en 1987. En retour, Moscou a fait de même et, sauf coup de théâtre, le traité deviendra caduc en août.

Vladimir Poutine a accusé les Etats-Unis d'utiliser des "accusation imaginaires envers la Russie pour motiver leur sortie unilatérale", avertissant que si la Russie était "prête aux négociations", elle ne comptait pas "frapper à une porte close".

Listant les progrès des nouveaux missiles russes, présentés comme hypersoniques, invisibles ou invincibles, il a appelé les Américains à "calculer la portée et la vitesse de nouveaux armements à venir" avant de "prendre leurs décisions".

Ces nouvelles armes avaient été présentées en détail l'an dernier dans son discours au Parlement, deux semaines avant sa réélection avec 76% des voix.

Moins d'un an après, la cote de popularité du chef de l'Etat, aujourd'hui âgé de 66 ans, était, selon le centre indépendant Levada, de 64% en janvier, son plus bas niveau depuis l'annexion de la Crimée il y a tout juste cinq ans, contre encore 80% au moment de sa réélection. Selon le même organisme, la proportion de Russes pessimistes sur la situation de leur pays (45%) dépasse celle des optimistes pour la première fois depuis fin 2013.

- "Trop" de pauvres -

Malgré la reprise économique, le pouvoir d'achat de la population, déjà très faible, reste orienté à la baisse, d'où la colère qui a suivi l'annonce de la réforme des retraites et le passage de la TVA de 18% à 20%.

"La pauvreté écrase littéralement les gens (...) 19 millions de personnes vivent aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté. C'est trop", a lâché Vladimir Poutine. "Il ne faut pas attendre mais améliorer la situation dès maintenant. (...) Dès cette année, (les Russes) doivent sentir une amélioration".

Il s'est longuement attardé sur la situation des familles, "ossature morale" de la Russie, qui peine à sortir de la crise démographique dans laquelle elle s'est enfoncée après l'effondrement de l'URSS.

"Plus d'enfants, moins d'impôts", a résumé le président, promettant notamment des aides pour la naissance d'un troisième enfant, mais aussi pour les retraités les plus démunis.

Pour soutenir l'activité économique, le gouvernement a dévoilé début février son plan de plus de 340 milliards d'euros avec de grands projets d'infrastructures, mais la croissance économique devrait ralentir cette année.

M. Poutine a fixé comme objectif plus de 3% de hausse du PIB en 2021, contre 2,3% en 2018.

S'exprimant quelques jours après l'arrestation du fondateur américain du fonds d'investissement Baring Vostok, qui a créé un choc dans les milieux d'affaires, il a par ailleurs appelé les forces de l'ordre au respect de la "liberté d'entreprendre". "Les entreprises honnêtes ne doivent pas se sentir constamment menacées, constamment risquer des sanctions pénales ou administratives", a-t-il dit.

Traité FNI : Le président russe lance un avertissement aux États-Unis et aux Européens

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 20 février 2019



Signé en 1987 par les États-Unis et l'Union soviétique afin de mettre un terme à la crise des Euromissiles, le traité sur les Forces nucléaires intermédiaires, qui interdit tout missile ayant une portée comprise entre 500 et 5.500 km, vit, sauf coup de théâtre d'ici août prochain, ses derniers mois.

En effet, accusant Moscou, depuis au moins 2014, d'avoir enfreint ce traité en développant et en déployant le missile Novator 9M729 [ou SSC-8], Washington a fini par annoncer son intention de suspendre ses obligations prévues par ce texte. Rejetant les allégations américaines, la Russie a ensuite fait de même. Ce qui ouvre la voie à une possible nouvelle course aux armements en Europe.

Cependant, l'Otan, qui soutient la position américaine, indiqué qu'elle prendrait des mesures visant à renforcer sa « dissuasion », sans pour autant en donner le détail. En tout cas, pour les Européens, il est hors de question que le Vieux Continent « redevienne un champ de bataille pour d'autres puissances comme il l'a été dans le passé ».

Pour autant, lors d'un discours prononcé ce 20 février devant le Parlement, le président russe, Vladimir Poutine, assuré que la Russie se tiendrait prête dans le cas où des missiles de portée intermédiaire seraient envoyés en Europe par les États-Unis.

« La Russie n'a pas l'intention de déployer la première de tels missiles en Europe. S'ils sont déployés et livrés sur le continent européen, cela envenimera gravement la situation et créera de graves menaces pour la Russie », a en effet affirmé M. Poutine.

« Je vais le dire directement et explicitement afin que personne ne puisse nous reprocher quoi que ce soit et que tout le monde comprenne de quoi nous parlons ici. La Russie sera contrainte de développer et de déployer des armements qui pourraient être utilisés non seulement contre les territoires d'où peut provenir une menace directe, mais aussi contre ceux abritant les centres où des décisions sont prises quant à l'utilisation des systèmes de missiles qui nous menacent », a continué le chef du Kremlin.

Pour le moment, de tels missiles ne sont pas déployés en Europe… Et il n'est pas prévu d'en déployer. « La Russie tente de détourner l'attention en dénonçant les missiles cibles [de l'Otan] utilisés pour tester les intercepteurs des systèmes de défense. Mais ces derniers ne violent pas le traité », avait expliqué, fin janvier, Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Alliance atlantique. Et d'insister : « Il n'y a pas de nouveaux missiles américains en Europe, mais des nouveaux missiles russes qui sapent le traité. »

Si les propos de M. Poutine portaient sur le traité FNI, Moscou voit également une menace dans la défense antimissile de l'Otan, qui reposera, à terme, sur deux sites AEGIS Ashore [l'un en Roumanie, l'autre en Pologne], des destroyers Arleigh Burke américains et un centre de commandement installé à Ramstein [Allemagne].

« Nous le disons depuis le début […], nous en sommes convaincus : le déploiement du système antimissile est en soi une menace pour la sécurité de la Russie », avait en effet affirmé Dmitri

Peskov, le porte-parole du Kremlin, après l'inauguration d'un premier site AEGIS Ashore, à Deveselu, en 2016.

Quoi qu'il en soit, et ayant annoncé l'installation de missiles de croisière hypersoniques « Zircon » à bord des sous-marins nucléaires russes, M. Poutine a assuré que la Russie était toujours prête à discuter au sujet du traité FNI mais qu'elle ne comptait pas « frapper à une porte close », après avoir dénoncé les « accusations imaginaires » des États-Unis pour s'affranchir de ce texte.

Economie

Russie: une arrestation "électrochoc" pour les milieux d'affaires

Andrea PALASCIANO AFP 18 février 2019



Le financier Américain Michael Calvey (g), créateur et directeur du fonds d'investissement Baring Vostok, poursuivi pour fraude en Russie, comparaît devant un tribunal à Moscou, le 15 février 2019

Moscou (AFP) - "Electrochoc", "signal très négatif".... Après la récente arrestation d'investisseurs occidentaux, accusés de fraude, les milieux d'affaires en Russie redoutent des conséquences désastreuses sur les financements étrangers, dont le pays a désespérément besoin pour doper sa croissance.

Alors que le gratin de l'économie russe était réuni pour un forum dans la station balnéaire de Sotchi, les forces de l'ordre, saisies par les services spéciaux du FSB, procédaient vendredi à un coup de filet au sein du très respecté fonds d'investissement Baring Vostok.

Soupçonnés de fraude, l'Américain Michael Calvey, créateur et directeur de Baring Vostok, ainsi que quatre autres employés du fonds dont le Français Philippe Delpal, ont depuis été placés en détention provisoire dans l'attente d'un éventuel procès.

Ils sont accusés d'être à l'origine d'une fraude d'au moins 2,5 milliards de roubles (environ 33 millions d'euros) à l'encontre de la banque Vostotchny. Tous clament leur innocence et se disent victimes de représailles à la suite d'un conflit entre actionnaires.

Dans une tribune publiée par le quotidien économique Vedomosti, Maxime Bouïev, vice-recteur de la New Economic School de Moscou, y voit la preuve de ce que "les investisseurs savent depuis longtemps: si tu veux investir en Russie, il faut être prêt à finir sur le banc des accusés".

Cette affaire est la dernière d'une longue liste de poursuites visant des dirigeants d'entreprises en Russie, souvent accusées d'être motivées par des règlements de comptes commerciaux, voire politiques.

Les réactions ont été vives dans les milieux économiques russes, y compris proches des autorités, en raison de la bonne réputation de Baring Vostok qui a permis d'attirer plus de 3 milliards de dollars de capitaux depuis sa création il y a 25 ans, y compris ces dernières années malgré les tensions géopolitiques et les sanctions occidentales.

Ce fonds d'investissement a "toujours constitué un standard de probité pour le marché", souligne Arkady Voloj, patron du géant numérique Yandex, dans lequel Baring Vostok a investi.

- "Image détestable" -

Au-delà de la probité de Baring Vostok, le monde économique craint un coup porté au climat des affaires, déjà miné, selon de nombreux experts, par le manque d'indépendance de la justice, surtout vu les méthodes musclées employées.

"Cela donne une image détestable de la Russie à l'étranger", a résumé Emmanuel Quidet, président de la chambre de commerce franco-russe, interrogé par l'AFP.

Dans une démarche rare de la part d'entreprises habituées à la discrétion, cet organisme franco-russe et l'Association of European Businesses, fédération des multinationales implantées en Russie, se sont dit "très préoccupées" d'une arrestation qui "pourrait nuire gravement (...) à l'attractivité de la Russie en matière d'investissement direct à l'étranger."

Dans leur déclaration commune, elles "estiment également que les différends commerciaux devraient être résolus dans la mesure du possible par le biais de procédures civiles telles que l'arbitrage et que l'application immédiate de procédures pénales telles que la détention devrait être évitée."

Le Kremlin s'est voulu rassurant, affirmant que ces évènements ne "doivent pas affecter" le climat des affaires, et a salué l'apport à l'économie russe de M. Calvey, qui a rencontré Vladimir Poutine à de nombreuses reprises.

- "Qui sera le suivant?" -

Pour un connaisseur des investissements étrangers en Russie cependant, le mal est fait: "Cette nouvelle secoue les banquiers occidentaux en Russie", a-t-il déclaré sous couvert d'anonymat. "Le timing est mauvais".

Le gouvernement a dévoilé début février son plan de plus de 340 milliards d'euros pour atteindre ses objectifs économiques, et soutenir une croissance qui devrait ralentir cette année, ce qui nécessite d'importants investissements privés.

"C'est un électrochoc", assure à l'AFP une source au sein de l'Association of European Businesses. "On a l'impression que des concurrents instrumentalisent la justice et les services russes pour régler leurs comptes. Mais que les autorités se laissent instrumentaliser donne un signal très négatif. On se demande qui sera le suivant".

Dans le journal indépendant Novaï Gazeta, l'éditorialiste Ioulia Latynina y voit plus qu'un simple conflit commercial, dans un contexte de tensions Est-Ouest marquées par des affaires d'espionnage et d'ingérence: "Pour les responsables de la sécurité, les hommes d'affaires sont des criminels et les étrangers, des espions".

Politique

Quand Poutine soutient les entrepreneurs en détention préventive

Économie Conjoncture http://www.lefigaro.fr/ Par Pierre Avril Publié le 20/02/2019 à 19:21



Vladimir Poutine, Alexander Zemlianichenko/AP

Alors que l'arrestation de cinq membres, dont un banquier français, du fonds Baring Vostok inquiète la communauté d'affaires à Moscou, le président russe a critiqué des procédures parfois aléatoires.

Correspondant à Moscou

Cinq jours après l'arrestation et le placement en détention préventive de cinq collaborateurs du fonds d'investissement Baring Vostok, dont le banquier français Philippe Delpal, Vladimir Poutine demande aux forces de sécurité de «limiter strictement les motifs de prolongation à répétition des durées de détention». «Les entreprises honnêtes ne doivent pas se sentir constamment menacées, constamment risquer des sanctions pénales ou administratives», a ajouté mercredi le chef du Kremlin à l'occasion de son discours annuel devant les corps constitués.

L'offensive visant Baring Vostok est vue par la communauté d'affaires comme une opération commanditée auprès des forces de sécurité russes par un chef d'entreprise proche du pouvoir, afin de nuire à ses actionnaires concurrents. «Le type reste derrière les barreaux et personne ne l'interroge pendant plusieurs mois. Le procureur s'en inquiète. On lui répond : “L'enquêteur était en vacances.” Ceci n'est pas admissible», a illustré Vladimir Poutine.

Philippe Delpal, responsable des services financiers au sein de Baring Vostok, un ancien de BNP Paribas et Société générale, très respecté à Moscou, et le chef du fonds, l'Américain Michael Calvey, sont en détention préventive jusqu'au 13 avril. Nombre de leurs soutiens craignent que ce délai ne soit prolongé. Le président russe est coutumier des déclarations visant à dénoncer l'arbitraire dont se disent victimes les chefs d'entreprise russes, sans que la situation ne s'améliore. Selon le dernier bilan du conseiller des PME auprès du Kremlin, Boris Titov, 5 200 chefs d'entreprise seraient aujourd'hui en détention préventive en Russie.

Terrorisme

La Russie, pionnière dans le rapatriement des enfants de djihadistes

Accueil Europe Russie https://www.ouest-france.fr/ Publié le 17/02/2019 à 08h18



Des enfants passent devant un véhicule de patrouille américain à Hassaké, dans le nord de la Syrie (Photo d'illustration). | RODI SAID / REUTERS

De nombreux citoyens russes ont rejoint les rangs de l’État islamique. La Russie s’évertue à rapatrier les enfants et parfois les femmes des djihadistes, après avoir tout fait pour « tuer sur place » ces derniers.

Avec les défaites subies par l’organisation djihadiste, aujourd’hui acculée dans une dernière poche de l’est syrien et en passe d’être vaincue, le retour des familles de combattants est devenu un casse-tête auquel sont confrontés de nombreux pays. Moscou a, pour sa part, organisé les premiers retours massifs il y a un peu plus d’un an.

Du Proche-Orient au froid hivernal russe

Dernier en date, début février, un avion Iliouchine-76 du ministère russe des Situations d’urgence s’est posé à l’aéroport Ramenskoïe, non loin de Moscou, et débarqué devant les caméras de télévision 27 enfants dont les mères sont détenues dans des prisons irakiennes pour leur appartenance présumée à l’EI.

Âgés de 4 à 13 ans, beaucoup d’entre eux n’ont jamais connu le froid hivernal de la capitale russe, étant nés dans les territoires sous contrôle de l’organisation djihadiste ou emmenés en Irak et en Syrie par leurs parents alors qu’ils étaient encore en bas âge.

Ces filles et garçons doivent passer à leur retour une série d’examens médicaux avant d’être remis à des membres de leurs familles : des oncles, des tantes, des grands-parents, la plupart originaires des républiques russes à majorité musulmane du Caucase. **« Ils vont à l’école et au**

jardin d'enfants. Des volontaires travaillent et discutent avec eux de ce qu'ils ont traversé et leur expliquent comment ils ont été endoctrinés », raconte Kheda Saratova, l'une des conseillères du dirigeant tchétchène Ramzan Kadyrov, au cœur du dispositif russe de rapatriement des familles de djihadistes.

« Les enfants sont innocents »

Si les autorités russes ont fourni des chiffres parfois contradictoires sur ces retours, au moins 200 femmes et enfants ont été rapatriés, tandis que près de 1 400 enfants sont encore bloqués sur place, selon Kheda Saratova.Protégé du Kremlin, l'autoritaire Ramzan Kadyrov a été chargé par le président Vladimir Poutine du rapatriement des femmes, enfants et parfois djihadistes repentis, s'affichant à plusieurs reprises à la télévision à leurs côtés.

« Les femmes et les enfants doivent être rapatriés en Russie, et les coupables doivent répondre de leurs actes devant la loi russe. Les enfants sont innocents. Personne ne leur a demandé, où ils voulaient naître », a déclaré en décembre Ramzan Kadyrov sur la messagerie Telegram.

« C'est très positif pour l'image de Kadyrov. Il apparaît comme quelqu'un qui ne lutte pas seulement contre les terroristes, mais qui construit des mosquées et s'occupe d'aide humanitaire », souligne Grigori Chvedov, rédacteur en chef du portail spécialisé Caucasian Knot.

En intervenant militairement en Syrie en septembre 2015, Vladimir Poutine avait fixé le cap : **« détruire »** les djihadistes sur place, pour **« ne pas attendre qu'ils arrivent chez nous »**. Des dizaines de djihadistes repentis sont néanmoins parvenus à revenir en Russie ces dernières années, selon les autorités. Certains ont écopé de peines de prison ferme malgré de timides tentatives de réintégration au sein de la société russe.

Des femmes perçues comme un « danger »

Le retour en Russie des femmes de djihadistes est, lui, compliqué par l'absence d'accord d'extradition entre la Russie et l'Irak, où elles ont été condamnées, parfois à la perpétuité, et par les réticences des puissants services de sécurité russes, le FSB. **« Le FSB voit en elles un danger, mais beaucoup de ces femmes ont acheté leur liberté aux Kurdes et elles reviendront de toute façon un jour ou l'autre »**, souligne Kheda Saratova.

L'arrivée des anciennes femmes de djihadistes dans leurs régions natales ne se fait pas sans encombre, la loi russe considérant tout soutien à l'EI comme un crime passible de lourdes peines de prison. **« Une sorte d'amnistie a été promise à beaucoup, mais dans les faits, cela ne se produit pas. Il y a des procès, parfois montés de toutes pièces, parfois réels »**, explique le journaliste Gregori Chvedov.

L'année dernière, deux Daguestanaises de retour de Syrie ont ainsi été condamnées à 8 ans de prison, mais ont convaincu le tribunal de retarder l'application de leur peine en raison de leurs enfants en bas âge.

Une réintégration difficile

Les enfants rescapés du **« Califat »** de l'EI doivent, eux, faire face à une difficile réintégration à la vie en Russie, un pays qu'ils n'ont presque pas connu.

Les autorités espèrent que le retour de ces enfants auprès de membres de leur famille va minimiser le risque de radicalisation une fois à l'âge adulte, dans des régions du Caucase russe où une insurrection armée islamiste est encore active.

SANTÉ

CANCER

Cancer: l’immunothérapie donne un résultat durable chez un quart des patients

Actualités Santé Médecine Par AFP agence Le figaro.fr Mis à jour le 15/02/2019 à 19:14 Publié le 15/02/2019 à 19:14



AMELIE-BENOIST / BSIP/RFBSIP - stock.adobe.com

Contrairement à la chimiothérapie, qui cherche à détruire la tumeur, l’immunothérapie aide le système immunitaire à reconnaître les cellules cancéreuses et à s’en débarrasser.

L’analyse de 19 essais cliniques testant l’efficacité de traitements du cancer par immunothérapie montre que ce nouvel arsenal thérapeutique donne des résultats durables chez un quart des patients en moyenne, a indiqué vendredi l’Institut Curie.

Les médicaments d’immunothérapie, qui cherchent à déclencher une réponse immunitaire du corps contre les cellules cancéreuses, ont bouleversé la prise en charge des cancers depuis quelques années. Mais ils ne sont souvent efficaces que chez une minorité de patients, avec de fortes disparités d’un type de cancer à l’autre.

«Nous avons cherché à quantifier la proportion de patients qui répondent de façon durable aux traitements par inhibiteur de point de contrôle immunitaire et à la comparer avec d’autres familles de médicaments», expliquent des chercheurs de l’Institut Curie (Paris) et d’autres centres français de recherche sur le cancer, dans un article publié dans la revue *JCO Precision Oncology* .

L’immunothérapie par inhibiteur de point de contrôle (ou «checkpoint») fait appel à des anticorps qui bloquent les points de régulation du système immunitaire, utilisés par la tumeur pour échapper aux défenses de l’organisme.

Durée de survie trois fois supérieure

L’analyse de 19 études internationales menées sur 11.640 patients atteints par différents types de cancers montre que 25% de ceux traités par immunothérapie ont présenté une «réponse durable», contre seulement 11% chez ceux qui ont reçu une autre famille de traitements (chimiothérapie ou thérapie ciblée). Une réponse durable est le fait d’avoir une durée de survie sans progression du cancer plus de trois fois supérieure à la durée médiane de survie sans progression du cancer de l’ensemble des patients.

Selon les études analysées, la proportion de réponse prolongée à l’immunothérapie variait entre 12% et 39%, a précisé à l’AFP Christophe Le Tourneau, cancérologue responsable des essais cliniques précoces à l’Institut Curie. Parmi les patients traités par immunothérapie, 30% ont par ailleurs eu une survie globale plus de deux fois plus longue que la moyenne de tous les patients, contre 23% chez ceux traités par d’autres médicaments.

«Ces travaux soulignent également que plus l’immunothérapie est donnée tôt, plus la probabilité d’avoir une réponse prolongée est élevée», ce qui confirme «l’intérêt des médecins à prescrire l’immunothérapie à des stades plus précoces de cancers», note l’Institut Curie.

Ces résultats pourront servir de référence à la communauté scientifique «en vue de comparer l’efficacité des nouvelles stratégies thérapeutiques en cours d’évaluation», souligne le Pr Le

Tourneau. De nombreux essais cliniques sont en cours - 30 rien qu'à l'Institut Curie -, testant différentes approches d'immunothérapie.

DENGUE

Les principaux foyers sont situés dans le sud de l'île
Dengue : 219 cas signalés, la circulation du virus s'intensifie

actu Réunion par www.ipreunion.com le 19 février 2019 à 16:57



photo RB imaz press reunion

Depuis début 2019, la circulation du virus s'intensifie avec une augmentation continue du nombre de cas. Du 4 au 10 février, 219 cas de dengue ont été signalés, soit un total de 723 cas depuis le 1er janvier 2019. "Le nombre de cas hebdomadaire augmente à présent nettement sur les 2 dernières semaines, et la dispersion des cas est toujours très importante" indiquent les autorités sanitaires. Les principaux foyers sont localisés dans le sud de l'île, notamment à Saint-Louis, Rivière Saint-Louis, Les Avirons, Piton Saint-Leu et Etang Salé.

Situation épidémiologique au 19 février 2019

Du 4 au 10 février 2019, 219 cas de dengue ont été confirmés.

Les foyers les plus actifs sont situés à : • La Rivière Saint-Louis (53 cas) • Saint-Louis (50 cas) • Les Avirons (15 cas) • Piton Saint-Leu (13 cas) • L'Etang-Salé (11 cas) • Saint-Pierre (10 cas)

ATTENTION : Une dispersion de l'épidémie à partir de ces foyers est notable (augmentation des signalements à Ravine des Cabris, Saint-Pierre, Saint-Joseph et la Possession), ainsi qu'une dispersion des cas signalés au sein même de ces communes.

Au total, depuis le début de l'épidémie, on enregistre : • 7 596 cas autochtones (dont 723 cas depuis le 1er janvier 2019) • 173 hospitalisations pour dengue (dont 20 hospitalisations depuis le 1er janvier 2019) • 512 passages aux urgences (le nombre de passages hebdomadaires est en hausse depuis la 2ème semaine de Janvier – on enregistre 10 passages aux urgences du 4 au 10 février 2019) • 6 décès dont 3 ont été considérés, après investigations, comme directement liés à la dengue

Il faut réduire les populations de moustiques

La lutte contre la dengue relève de la responsabilité des pouvoirs publics, par la mise en œuvre d'actions de lutte anti-vectorielle et de répression visant à éliminer les foyers naissants de dengue pour contenir l'épidémie. Cependant, ces actions ne sont pleinement efficaces que si elles s'accompagnent d'une mobilisation collective. La lutte contre les moustiques est l'affaire de tous. Aujourd'hui plus que jamais, les autorités attendent une prise de conscience collective pour empêcher la prolifération des moustiques.

Que faut-il faire ?

Supprimez les eaux stagnantes : les mesures de prévention contre la dengue reposent avant tout sur l'engagement de chacun dans l'élimination des gîtes larvaires au quotidien autour de son domicile. C'est une action à mener par tous chaque semaine car elle permet de diminuer les densités de moustiques adultes et ainsi, les risques de transmission de la maladie.

Rappel des bons gestes : • Coupelles : Vider les sous-pots • Pneus : Vider les pneus, les mettre à l'abri ou les recouvrir afin d'éviter la stagnation de l'eau à l'intérieur. • Petits déchets : Les jeter dans une poubelle fermée par un couvercle • Jouets : Ranger les jouets à l'abri de la pluie. S'assurer qu'ils ne sont pas remplis d'eau • Fts, arrosoirs et seaux : Les vider ou couvrir et les

ranger à l'abri de la pluie. Les récipients de récupération d'eau de pluie doivent être recouverts d'un tissu à maille fine afin d'éviter que les moustiques ne pondent à l'intérieur. • Gouttières : Vérifier la pente et les nettoyer régulièrement pour que le conduit ne s'encombre pas de feuilles mortes.

Débarrassez-vous des déchets : quotidiennement, il est important de jeter les déchets et encombrants dans les containers prévus à cet effet ou en déchetteries (jamais dans la nature, dans les ravines ou sur la voie publique) et de respecter les jours de collectes.

Il faut se protéger

Utilisez des répulsifs et protégez-vous des piqures de moustiques : la protection contre les piqures de moustiques est une mesure à mettre en œuvre en utilisant des diffuseurs, répulsifs, vêtements couvrants ou des moustiquaires en journée pour les jeunes enfants. Les produits répulsifs sont le moyen le plus efficace de se protéger contre les piqures de moustiques.

Consultez immédiatement un médecin en cas d'apparition de symptômes (forte fièvre, douleurs articulaires, maux de tête, grande fatigue).

DIVERS

Manger du gras est (aussi) bon pour la santé

https://www.huffingtonpost.fr/ C'EST LA VIE 14/02/2019 18:26 CET | Actualisé 14/02/2019 18:26 CET Rédaction du HuffPost

Toutes les matières grasses ne sont pas mauvaises pour votre silhouette.



https://www.huffingtonpost.fr/2019/02/14/manger-du-gras-est-aussi-bon-pour-la-sante_a_23669718/?utm_hp_ref=fr-cest-la-vie

RÉGIMES - Les glucides et les matières grasses sont souvent les premiers ciblés par les régimes restrictifs. On préconise de supprimer le beurre, l'huile, certains types de viande afin de perdre du poids ou au moins de s'affiner. Mais les courants healthy suivent souvent différentes modes dont certaines peuvent même s'opposer et se contredire. Parmi ceux-ci les régimes cétogènes ou ketodiet, qui peuvent se traduire très grossièrement par un régime qui consiste à manger des matières grasses en grande quantité.

Car non, toutes les matières grasses ne sont pas mauvaises pour votre silhouette, et certaines peuvent même vous aider à perdre du poids, ***comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête d'article***.

Si vous devez continuer à éviter le beurre, le porc, la margarine ou les huiles végétales, il existe de nombreuses sources de matières grasses qui sont non seulement bénéfiques pour la santé mais également essentielles au bon fonctionnement de votre organisme.

Contre la toux, les alternatives naturelles au Pneumorel retiré du marché

https://www.huffingtonpost.fr/ LE BON CHOIX 14/02/2019 19:04 CET | Actualisé 15/02/2019 11:55 CET Par Jeanne Massé

Des huiles essentielles aux tisanes en passant par le grog: il existe de nombreuses alternatives naturelles pour apaiser la toux.



Madeleine_Steinbach via Getty Images Des huiles essentielles aux tisanes en passant par le grog: il existe de nombreuses alternatives pour apaiser la toux.

SANTÉ - Les sirops et pastilles Pneumorel n'auront plus leur place en pharmacie. Le médicament, vendu sur ordonnance mais non-remboursé par la Sécurité Sociale est retiré de la vente par l'Agence du Médicament depuis le vendredi 8 février.

En cause, son principe actif, le fenspiride, qui serait responsable de troubles du rythme cardiaque. Pour autant, pas de risque sur le long terme sur la santé précise l'agence sanitaire à l'AFP: "Pour les patients qui auraient déjà utilisé ces médicaments, il n'y a plus aucun risque dès lors que le traitement est arrêté, et ce, que le patient ait ou non présenté des symptômes cardiaques lors de son traitement par Pneumorel". Les patients qui en posséderaient sont invités à retourner les lots en pharmacie.

En plein période d'épidémie de grippe, mieux vaut donc être prudent et se tourner vers des remèdes naturels quand c'est possible. La toux, sèche ou grasse, peut être apaisée facilement grâce à des remèdes plus naturels, conseillés par Alexia Blondel, spécialiste en aromathérapie, et Hélène Comlan, naturopathe.

Attention, une toux qui dure plus de 5 à 6 jours doit faire l'objet d'une consultation chez le médecin. La posologie des huiles essentielles citées ci-dessous est à respecter strictement, et ces produits sont à tester au creux du coude avant toute autre utilisation, pour prévenir un risque d'allergie. Sauf contre-indication, ces remèdes ne sont pas à utiliser chez la femme enceinte et l'enfant de moins de trois ans.

Distinguer la toux sèche de la toux grasse

Pour Alexia Blondel, spécialiste en aromathérapie et autrice du livre "Ma boîte à outils des huiles essentielles", il est déjà important de faire la distinction entre toux sèche et toux grasse pour en adapter son traitement. "La toux sèche reste la plus complexe en terme de traitement, c'est celle qui irrite, fait monter des larmes et provoque des quintes incontrôlées", rappelle-t-elle.

La toux grasse témoigne quant à elle de mucosités à éliminer, et on peut la traiter en les fluidifiants. "Attention toutefois, elle peut aussi être signe d'une infection plus sévère", prévient-elle. Au cours d'une maladie, le patient alterne d'ailleurs souvent entre ces deux types de toux, d'où l'importance de faire la distinction.

Les traitements alternatifs et naturels contre la toux sèche

Il va s'agir ici de pouvoir humidifier au maximum la zone ORL pour faire cesser l'irritation de la gorge. Plusieurs plantes sont ici utiles, l'important étant de savoir comment les utiliser.

- **Le thym**

Remède universel connu de tous, le thym peut s'utiliser de différentes manières pour traiter la toux. Alexia Blondel préfère l'hydrolat de thym à linalol, un type de thym doux dont l'on pourra ingérer une cuillère à soupe diluée dans un verre d'eau, trois fois par jour. "Il permet d'humidifier, d'assainir et de traiter l'infection de la gorge", nous apprend la spécialiste. Pour les enfants, on ajuste le dosage avec seulement une cuillère à café.



Hydrolat de thym linalol

Pour les partisans de la bonne vieille tisane de grand-mère, Hélène Comlan conseille d'utiliser tout simplement celui qui pousse sur son rebord de fenêtre ou que l'on trouve au rayon épices de supermarchés, pour une tisane efficace. "Le thym est un antitussif naturel, et on peut l'associer à la plante de guimauve", ajoute la naturopathe. "On fait alors bouillir pendant 10 minutes, une demi-cuillère à café de thym avec une cuillère à café de racine de guimauve, que l'on fait ensuite infuser pendant 10 minutes avant de filtrer et de boire".

Cette plante miracle peut aussi être utilisée en inhalation, en plaçant une branche dans un bol d'eau chaude que l'on recouvre d'une serviette, ou via un inhalateur comme ceux trouvés en pharmacie.



Inhalateur Vicks

- **La mauve**

Une plante qui fait partie de la catégorie des "mucilages", c'est à dire qui permet de tapisser la gorge et cesser momentanément l'irritation désagréable. Alexia Blondel recommande de s'en faire une tisane, de préférence avec un mélange de fleurs et de feuilles dans une cuillère à café à faire infuser dans un bon mug d'eau chaude.



Tisane fleurs de mauve

- **L'huile essentielle de pin sylvestre**

Une essence à mélanger dans une cuillère à café de miel avant de recouvrir d'eau chaude, pour une tisane apaisante au niveau du larynx, conseille Alexia Blondel. À éviter toutefois pour les enfants de moins de sept ans et les femmes enceintes.



Huile essentielle de pin sylvestre

Les traitements alternatifs et naturels contre la toux grasse

- **L'huile essentielle de cyprès vert**

Attention, cette huile tout comme le niaouli est à éviter en cas de cancer hormono-dépendant.



Huile essentielle de cyprès vert

Nos deux expertes des remèdes naturels nous la conseillent en cas de toux spasmodique, sur un mode d'utilisation différent. Alexia Blondel la préfère en application cutanée, associée à trois autres essences: la myrtre rouge du Maroc, le saro et le niaouli. "On va mettre cinq gouttes de chaque dans 10 millilitres d'une huile végétale de son choix, à masser sur le thorax. Pour les enfants de plus de trois ans, on applique le mélange sous la plante des pieds, un endroit où la peau est 400 fois plus épaisse, et éloigné des bronches. L'huile essentielle va freiner le réflexe désagréable de la toux, sans la stopper complètement", continue-t-elle.

Pour Hélène Comlan, c'est plutôt en ingestion qu'elle conseille le cyprès vert en cas de toux. "Une goutte à mélanger dans une cuillère à café de miel à avaler deux à trois fois par jour", détaille la spécialiste.

- **L'huile essentielle de menthe verte**

Cette plante (à ne pas confondre avec les autres types de menthe, comme la menthe poivrée) permet d'aider à l'expectoration des glaires selon Alexia Blondel. Elle s'utilise en ingestion, mélangée à une cuillère à café de miel, ou en tisane avec la même posologie.



Huile essentielle de menthe verte

- **L'huile essentielle d'eucalyptus globulus**

Là encore, Hélène Comlan prévient: c'est le seul type d'eucalyptus qui va aider en cas de toux grasse. C'est en inhalation qu'elle préfère la conseiller, en mélangeant cinq gouttes à un inhalateur, plus conseillé dans ce cas précis car l'eucalyptus irrite facilement les yeux.



Huile essentielle d'eucalyptus globulus

Les traitements alternatifs et naturels quelle que soit la toux

Pour adoucir la gorge et détendre le corps dans cet épisode de toux souvent éprouvant, Hélène Colman recommande plusieurs remèdes.

- **Camomille, mélisse, lavande: des plantes apaisantes pour calmer l'organisme**

Épuisé à force de subir des quintes de toux, votre corps a besoin de se détendre. La naturopathe conseille alors de se tourner vers ce trio de plantes relaxantes: "je préfère la lavande en huile essentielle, avec une ou deux gouttes dans une cuillère à café de miel. Pour la camomille, on peut se faire des tisane de sa plante".



Huile essentielle de lavande



Tisane à la camomille

- **Le grog d'épices et rhum**

Les bons vieux remèdes de grand-mère sont généralement les meilleurs. Pour un bon grog apaisant, la naturopathe conseille de faire bouillir pendant 5 minutes un clou de girofle et un bâton de cannelle qu'il faudra ensuite boire filtré, ajouté d'un peu de jus de citron, d'une bonne cuillère à café de miel et éventuellement de rhum. "Dans ce cas-là, l'alcool va permettre de vraiment combattre l'infection. Attention toutefois à ne pas mélanger avec du paracétamol!", prévient-elle. *Le HuffPost* rappelle d'ailleurs l'importance de consommer de l'alcool avec modération.

"Non diagnostiqué à temps, le décès est fréquent": l'échinococcose, maladie parasitaire due au ténia, se répand dans l'Hexagone

Actualités Santé Maladie https://www.francetvinfo.fr/

Autrefois limitée à la Franche-Comté, l'echinoccocose alvéolaire, une maladie parasitaire provoquée par le ténia, est désormais recensée dans toutes les régions de France. À Cappelle-en-Pévèle, dans le Nord, des habitants alertent sur les dangers de la maladie, sous-diagnostiquée.



Un renard fouille dans une poubelle. (STEPHEN DALTON / MAXPPP)

https://www.francetvinfo.fr/ Solenne Le Hen Radio France Mis à jour le 15/02/2019 | 06:34 publié le 15/02/2019 | 06:30

La France est de plus en plus menacée par l'echinoccocose alvéolaire. Si le nom n'évoque rien pour vous, parlons du ténia : plus familier de notre langage, ce ver vient se loger dans le foie, provoquer la maladie et entraîner la mort. Promeneurs, chasseurs, jardiniers, enfants qui jouent dans les bacs à sable ou les pelouses souillées par les renards, l'échinococcose guette tout le monde. Autrefois limitée à la Franche-Comté, avec l'augmentation de la population de renards, le ténia s'étend et on le recense désormais recensé dans toutes les régions de France.

"Je demande aux enfants de ne pas prendre les fruits trouvés au sol"

Nous sommes à Cappelle-en-Pévèle, dans les Hauts-de-France, dans le jardin de Jean-Jacques De Keyser. Il pointe le verger qui borde sa clôture. *"Il y a une tanière, là-bas… On a même vu des renardeaux !"* Pour ramasser les framboises, groseilles et cassis du jardin. Jean-Jacques de Keyser a établi des règles strictes avec ses enfants : *"C'est moi qui prélève les fruits, et en hauteur. Ils sont sensibilisés sur le sujet et je leur demande de ne pas prendre de fruits trouvés au sol."*

Les premiers cas sont apparus il y a trois ans dans les Hauts-de-France. À l'origine, des campagnols contaminés, puis mangés par les renards. *"Le renard attrape un ver qui s'appelle le ténia*, explique Philippe Wartelle, président de l'association de soutien et de défense des

personnes contaminées par l'échinococcose alvéolaire. *Un renard contaminé lâche environ deux cent œufs tous les dix jours."*

Ces œufs contaminent l'homme lorsqu'il met les mains à la bouche… C'est la maladie des mains sales, en fait ! Philippe Wartelle à franceinfo

Des œufs microscopiques dans les crottes, dans les poils de renard, mis à la bouche et qui au bout de 5 à 10 ans dans l'organisme humain attaquent le foie. *"Si vous n'êtes pas diagnostiqué à temps, vous aggravez la maladie et le décès est fréquent"*, prévient Frédéric Musy, vice-président de l'association de soutien aux personnes contaminées. De 40 cas par an en France il y a quelques années, surtout limités à la Franche-Comté, on est passé à 70 cas.

Souvent confondue avec le cancer du foie ou la cirrhose

L'échinococcose se répand dans toutes les régions de France et est sous diagnostiquée, alerte Philippe Wartelle. En effet, la maladie est très peu connue des médecins et souvent confondue avec le cancer du foie ou la cirrhose. *"Prenons l'exemple d'une femme enceinte, qui va faire son échographie, et que son médecin accuse de boire*, explique Philippe Wartelle. *Or elle ne buvait pas, mais son médecin ne voulait pas la croire. On l'avait traitée d'alcoolique, alors qu'elle était atteinte d'échinococcose."* Les consignes sont simples pour se prémunir de l'échinococcose : ne jamais toucher de renard à mains nues, après une sortie dans la nature, toujours se laver les mains et bien laver et bien cuire les aliments comme les champignons ou les légumes du potager.

Alerte sur deux produits prétendument «brûle graisse» vendus sur Internet

Actualités Santé Par Le figaro.fr Mis à jour le 18/02/2019 à 17:13 Publié le 18/02/2019 à 16:14



Michelle Lee Arnold/Michelle - stock.adobe.com

Les comprimés de marque Clenox et Stanox-10 de la marque Malay Tiger sont des produits dopants qui contiennent des substances «dangereuses pour la santé», selon l'Agence du médicament.

Deux produits prétendument «brûleurs de graisse» vendus sur Internet contiennent des substances «dangereuses pour la santé» et ne doivent pas être consommés, a averti lundi l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM).

Il s'agit de comprimés de marque Clenox et Stanox-10 de la marque Malay Tiger, «utilisés par les sportifs mais aussi pour la perte de poids». «Ces produits sont présentés comme ayant des propriétés anabolisantes ou brûleuses de graisse», selon l'ANSM, qui met en garde les consommateurs sur les risques de ces produits et «recommande vivement de ne pas les consommer ou les administrer».

L'Agence conseille «aux personnes qui en auraient absorbé de consulter leur médecin pour un examen de contrôle».

L'analyse des comprimés de marque Clenox a montré la présence de clenbutérol à une teneur de 0,22 mg, alors qu'elle est censée être de 0,04 mg selon les indications figurant sur la boîte. Or le clenbutérol «est une substance dangereuse qui présente des risques cardiaques graves» et est interdit dans la composition de médicaments à usage humain en France depuis 2012.

Les comprimés de marque Stanox-10, eux, contiennent du stanozolol, «une substance qui n'est pas autorisée dans la composition de médicaments à usage humain», souligne l'ANSM. En outre,

clenbutérol et stanozolol sont interdits par l'Agence mondiale antidopage (AMA). Ces deux produits anabolisants ont été impliqués dans de nombreux scandales de dopages, dont Ben Johnson, le sprinteur canadien condamné et déclassé après être arrivé en tête de la finale du 100 m aux Jeux Olympiques de Séoul en 1988.

«Seul le circuit des pharmacies d'officine et de leurs sites internet (...) apporte des garanties sur la qualité, l'efficacité et la sécurité des médicaments achetés», insiste l'ANSM, qui «déconseille vivement» d'acheter des médicaments par un autre biais.

L'élimination de l'hépatite C possible d'ici 2025 en France

Actualités Santé Médecine http://sante.lefigaro.fr/ Par Pierre Kaldy Mis à jour le 15/02/2019 à 18:05 Publié le 15/02/2019 à 17:53



Le laboratoire de virologie du Centre de référence national des Hépatites virales, à l'hôpital Henri Mondor, à Créteil. GARO/PHANIE/phanie

Désormais, l'un des principaux obstacles n'est plus le coût du traitement mais le dépistage des personnes infectées par le virus à leur insu.

Depuis l'introduction en 2014 des antirétroviraux à action directe (AAD) qui guérissent l'hépatite C, l'optimisme règne chez les hépatologues au point que de nombreux pays envisagent maintenant d'éliminer la maladie à moyen terme.

«Trente ans après la découverte du virus, l'hépatite C est devenue la première maladie chronique que l'on peut guérir dans pratiquement 100 % des cas» Pr Patrick Marcellin, président de la Paris Hepatitis Conference

Actuellement, tous les patients infectés par le virus de l'hépatite C peuvent être guéris en trois mois par la prise quotidienne d'un seul comprimé, quel que soit le degré d'avancement de la maladie. Cette situation contraste avec celle d'il y a vingt ans où, sans traitement efficace à l'époque, le nombre de décès dus à la maladie était estimé à plus de 3 600 par an. « Trente ans après la découverte du virus, l'hépatite C est devenue la première maladie chronique que l'on peut guérir dans pratiquement 100% des cas», s'est réjoui le P^{r} Patrick Marcellin, président de la dernière Paris Hepatitis Conference qui a réuni 1000 experts du monde entier en janvier à Paris.

Un premier signe important des effets des AAD est que l'hépatite C n'est plus une cause majeure de greffe de foie en Europe selon une étude faite à partir des registres européens de greffes hépatiques. Leur nombre a chuté de moitié depuis 2014 et plus de 600 foies sont désormais libérés chaque année pour d'autres indications comme la cirrhose alcoolique ou le cancer primaire du foie.

Aux États-Unis, l'hépatite C n'est plus aussi la première cause de greffe hépatique depuis 2016, supplantée par les cirrhoses alcooliques et maintenant la NASH, une inflammation du foie liée à la surcharge pondérale qui peut causer une cirrhose du foie. De plus, la possibilité de traiter les patients greffés avec un organe infecté par le virus élargit encore le vivier de foies et d'autres organes disponibles.

L'objectif des hépatologues français est maintenant d'éliminer tous les cas d'hépatite C d'ici 2025. Le remboursement à 100% du traitement depuis 2016 pour tout patient infecté et le dépistage renforcé auprès de populations cibles telles que les usagers de drogues, les prisonniers et les personnes infectées par le VIH devraient y contribuer.

La tâche est immense car seulement 4 millions de patients ont été traités par les AAD sur plus de 70 millions de porteurs chroniques du virus dans le monde

«Après avoir traité les cas les plus graves, nous avons rappelé les patients qui n'avaient pu être guéris par les traitements antérieurs ou qui les avaient refusés en raison de leurs effets indésirables», indique Patrick Marcellin. Cette démarche de rappel est aussi entamée au Royaume-Uni, pays qui rationnait le traitement en raison de son coût mais qui a finalement débloqué l'an passé un milliard de livres sterling pour traiter d'ici 2025 ses 160.000 patients estimés.

Plusieurs pays dans le monde sont déjà bien placés pour respecter l'objectif fixé par l'Organisation mondiale de la santé de réduire d'ici à 2030 de 65% la mortalité et de 80% le nombre d'infections par rapport aux chiffres de 2015. Outre la France et le Royaume-Uni, l'observatoire Polaris cite notamment l'Australie, la Géorgie, la Suisse, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas, l'Égypte, l'Islande, le Japon et la Mongolie.

L'un des principaux obstacles n'est plus le coût du traitement, qui chute avec l'arrivée de nouveaux AAD et de génériques dans les pays en développement, mais le dépistage des personnes infectées par le virus à leur insu. La tâche est immense car seulement 4 millions de patients ont été traités par les AAD sur plus de 70 millions de porteurs chroniques du virus dans le monde.

Vers un dépistage universel

«En France, un peu plus de 100.000 personnes resteraient à traiter, dont environ 75.000 qui ignorent leur statut et vont être les plus difficiles à sensibiliser car sans facteurs de risque connus», précise le président de SOS Hépatites, le médecin Pascal Mélin. De plus, le nombre de patients traités (et guéris) a baissé pour la première fois depuis trois ans. Il est passé de 18.000 en 2017 à 14.000 en 2018, signe que les cas les plus visibles sont désormais pris en charge.

Pour retrouver les patients infectés qui s'ignorent, un dépistage universel pourrait-il être efficace? L'ouverture envisagée par le ministère de la Santé de la prescription du traitement par les généralistes peut-elle les aider à convaincre plus de personnes de se faire traiter ? Ces mesures ont un coût, est-il encore nécessaire quand le traitement reste efficace au stade de la cirrhose et que les personnes infectées ont peu de chances d'en contaminer d'autres ? «Dans tous les cas, sensibiliser le grand public aux problèmes de santé chroniques causés par l'infection est indispensable, conclut Pascal Mélin, car toute personne dépistée peut maintenant bénéficier de cette révolution thérapeutique.»

Le scandale des antidouleurs qui tuent 200 personnes chaque jour aux Etats-Unis

Accueil France - Monde International https://www.ladepeche.fr/ Publié le 20/02/2019 à 12:28 , mis à jour à 20:19 Lionel Laparade



Le fentanyl fait des ravages aux Etats-Unis. / Capture écran

L'essentiel C'est une crise gravissime qualifiée "d'urgence de santé publique" par Donald Trump. En vente libre et prescrits abusivement par les médecins américains, les antidouleurs dérivés de l'opium tuent 200 personnes chaque jour aux Etats-Unis. Les consommateurs s'écroulent subitement en pleine rue, en faisant leurs courses ou au volant de leur voiture. "Envoyé spécial" consacre son prochain numéro de ce jeudi à ce fléau.

C'est l'une des plus graves crises sanitaires de l'histoire des Etats-Unis. Chaque jour, 200 personnes meurent outre-Atlantique pour avoir consommé des médicaments antidouleur dérivés de l'opium. Et toutes les vingt minutes, un bébé naît intoxiqué par ces substances qui provoquent

des retards de développement, des problèmes moteurs et une forte dépendance. C'est à ce fléau que l'émission "Envoyé spécial" consacrera son prochain numéro, ce jeudi sur "France 2", sous le titre: "Antidouleurs: l'Amérique dévastée".



Envoyé spécial

✔ @EnvoyeSpecial

Mort sur ordonnance aux Etats-Unis : les médicaments antidouleurs tuent plus que les armes à feu.

💊Antidouleurs : l'Amérique dévastée

📺 #EnvoyeSpecial jeudi 21h00https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/video-mort-sur-ordonnance-aux-etats-unis-les-medicaments-antidouleur-tuent-plus-que-les-armes-a-feu_3195941.html#xtor=CS2-765-[twitter]- …

87

17:24 - 19 févr. 2019

Terrassés en pleine rue, au supermarché ou au volant de leur voiture

Nos confrères évoquent des cas de mort subite à répétition, des consommateurs terrassés soudainement en pleine rue, en faisant leurs courses au supermarché, au volant de leur véhicule. Il ne s'agit pas de toxicomanes mais de citoyens ordinaires qui se sont procurés ces médicaments auprès de leur médecin, car ces antidouleurs sont vendus légalement et prescrits pour traiter l'arthrose ou le mal de tête.



30 à 50 fois plus puissant que l'héroïne

C'est le cas du fentanyl, un antalgique extrêmement dangereux, 50 à 100 fois plus puissant que la morphine, 30 à 50 fois plus puissant que l'héroïne. Mis au point pour soulager les malades du cancer en fin de vie, ce médicament est trop prescrit par les médecins américains, selon une étude publiée mardi par des chercheurs qui accusent les autorités sanitaires et les laboratoires de laxisme. Disponible sur le marché noir, il est devenu la drogue la plus tueuse par overdoses aux Etats-Unis. 18 000 morts lui sont attribués en 2016, si bien qu'outre-Atlantique, le fentanyl tue davantage que les armes.

En France, quatre décès par semaine liés à la consommation d'opioïdes

Sur les milliers de patients ayant reçu une ordonnance de fentanyl, entre un tiers et la moitié n'auraient pas dû en recevoir. La moitié ignorait que le fentanyl n'était indiqué que pour certains malades du cancer. Un médecin sur cinq l'ignorait aussi.

La crise est tellement grave qu'en octobre dernier, Donald Trump l'a qualifiée "d'urgence de santé publique".



Donald J. Trump

✔ @realDonaldTrump

One of the very exciting things to come out of my meeting with President Xi of China is his promise to me to criminalize the sale of deadly Fentanyl coming into the United States. It will now be considered a “controlled substance.” This could be a game changer on what is.....

65,8 k

17:44 - 5 déc. 2018

Pour autant, l'ASNM (Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé) met en garde contre tous les antidouleurs opioïdes. Depuis 10 ans, "l’ANSM observe une augmentation du mésusage, ainsi que des intoxications et des décès liés à l’utilisation des antalgiques opioïdes", alerte l’agence sanitaire. "Le nombre de décès liés à la consommation d’opioïdes a augmenté de 146%, entre 2000 et 2015, avec au moins 4 décès par semaine", écrit l'ASNM dans son rapport publié ce mercredi.

"Les opioïdes ont un intérêt majeur et incontestable dans la prise en charge de la douleur... Cependant, la consommation des antalgiques opioïdes peut s’accompagner de complications graves" dues à un mésusage du médicament prévient l'agence qui tente d'alerter les patients et les professionnels de santé.

Dans ce même rapport, l'ASNM, qui tire la sonnette d'alarme, rappelle tout de même que la situation n’est pas comparable avec celle observée aux Etats-Unis et au Canada.

7 – OPEX

Le suivi des OPEX peut se faire sur le site de l’état-major des armées : http://www.defense.gouv.fr/operations

En 2018, 164 millions d’euros économisés par les Armées sur des contrats d’armement ont servi à payer les surcoûts OPEX

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 22 février 2019



L’automne dernier, et afin de financer le surcoût des opérations extérieures [OPEX] et des missions intérieures [MISSINT] au-delà des 750 millions d’euros initialement prévus, le ministère de l’Action et des Comptes publics annonçait une annulation de 404,2 millions d’euros de crédits, supportée, pour l’essentiel, par le programme 146 « Équipements des forces ». Et, dans le même temps, il créditait d’un montant équivalent le programme 178 « Préparation et Emploi des forces ».

Cette décision fut l’objet de vifs débats à l’Assemblée nationale, lors de l’examen du projet de loi de finances rectificative [PLFR] et le ministre des Comptes publics, Gérald Darmanin, dut s’employer à convaincre certains députés, y compris sur les bancs de la majorité, du bienfondé de cette approche. Et plusieurs amendements visant à rétablir les crédits annulés furent déposés, au nom du respect de l’article 4 de la Loi de programmation militaire 2014-19, qui prévoit la prise en

charge financière des surcoûts OPEX et MISSINT par un financement interministériel. Âprement discutés, aucun ne fut adopté.

Au Sénat, la commission des Affaires étrangères et des Forces armées dénonça un « coup de rabot » portant « en particulier sur les investissements, avec plus de 3 % des crédits d'équipements rayés d'un trait de plume, retardant l'indispensable modernisation des armées. » Et son président, Christian Cambon, lança une charge virulente contre « les vieilles habitudes de la technostructure de Bercy, qui contredisent le vote du Parlement » tout en dénonçant des « pratiques intolérables ».

Lors d'une récente audition devant la commission de la Défense, à l'Assemblée nationale, la ministre des Armées, Florence Parly, est revenue sur cet épisode. Ainsi, a-t-elle rappelé, le montant des surcoûts OPEX et MISSINT s'est élevé « à 1,37 milliard d'euros, dont 1,22 milliard au titre des opérations extérieures et 156 millions d'euros pour les missions intérieures », soit 11% de moins par rapport à 2017, notamment en raison d'une réduction des coûts liés à l'opération Chammal, au Levant.

Au passage, la ministre a précisé que les opérations menées contre Daesh [État islamique ou EI] en Syrie et en Irak ainsi que les groupes jihadistes du Sahel représentent « 86 % des coûts OPEX. » En outre, ceux des MISSINT a également baissé de 59 millions d'euros, grâce à « la rénovation du dispositif Sentinelle, à l'automne 2017 », a-t-elle ajouté.

Pour couvrir ces dépenses, 650 millions d'euros avaient été prévus par la loi de finances initiale 2018, de même que 100 millions d'euros au titre de la masse salariale des MISSINT et 40 millions d'euros de contributions internationales.

« Ce sont donc 790 millions d'euros qui avaient été pré-identifiés pour assurer le financement des surcoûts. Ce n'est pas rien : avant même les travaux de fin de gestion, nous disposions de près de 60 % de la facture – nous savions comment payer 60 % des OPEX et des MISSINT. En 2017, nous n'avions pré-identifié que 30 %, puisque la provision était de 450 millions d'euros : il avait fallu, en gestion, trouver un milliard d'euros », a fait valoir Mme Parly.

Pour trouver l'argent nécessaire au financement des OPEX et des MISSINT, le ministère des Armées a trouvé des marges de manœuvre sur sa masse salariale. « Je le dis tout de suite : ce n'est pas une bonne nouvelle » car « cela montre que […] la fidélisation et l'attractivité des carrières des personnels militaires, dont les compétences sont très recherchées par les entreprises et le secteur privé, n'est pas théorique », a commenté la ministre. En clair, le recrutement n'a pas été à la hauteur de ce qui était espéré… « Mais on ne peut pas non plus se dissimuler le fait que cette sous-consommation a facilité les conditions du bouclage pour 2018. J'espère ne pas avoir à me présenter devant vous l'année prochaine avec une sous-consommation équivalente », a-t-elle ensuite ajouté.

Ensuite, une partie des 404,2 millions manquants a été financée par « environ la moitié de la réserve de précaution que nous avions constituée en début de gestion, précisément pour faire face aux aléas […] en mobilisant des lignes budgétaires considérées comme les plus indolores « , a enchainé Mme Parly, avant de préciser que le « reste de cette réserve, soit 272 millions, a bénéficié d'un dégel en novembre. »

S'agissant de ces « lignes budgétaires » considérées comme « indolores », la participation du ministère des Armées à la trésorerie de l'Organisme conjoint de coopération en matière d'armement [OCCAr], laquelle est excédentaire, en fait partie.

« Il n'y a pas de raison que le budget de l'État verse par anticipation des sommes qui ne lui sont pas utiles », a justifié la ministre, qui a dit étudier « les modalités pour reprogrammer ces dépenses, en prévision du jour où l'OCCAr aura besoin de cette contribution. »

Enfin, 164 millions ont pu être trouvés grâce à des « moindres dépenses en gestion », lesquelles résultent, a souligné « avec fierté » Mme Parly, de « gains sur des négociations qui ont été menées sur le missile à moyenne portée [MMP], sur des drones tactiques [Patroller] et sur les véhicules blindés de combat d'infanterie [VBCI]. » À noter que cette somme ainsi économisées

représente environ la moitié des 319 millions de crédits annulés sur le programme 146 « Équipement des forces »

Cela étant, Mme Parly a décoché quelques flèches en évoquant des « remarques malveillantes » et des « contre-vérités » formulées lors des débats sur le projet de loi de finances rectificative. « Il ne s'agissait pas de 800 millions d'euros, comme j'ai pu parfois l'entendre, mais bien de 404 millions, qui ont été redéployés », a-t-elle dit.

« La mission 'Défense' en 2018 n'a pas subi d'annulation dans le cadre du projet de loi de finances rectificative, qui prévoyait 600 millions d'euros d'annulations sur le budget de l'État. La mission 'Défense' n'a pas non plus contribué aux dépenses exceptionnelles des autres ministères », a souligné la ministre qui, sous réserve des résultats du bilan de la gestion 2018, a indiqué que les Armées ont bénéficié d'un budget de 34,65 milliards d'euros l'an passé [contre 34,2 milliards annoncés].

POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS

Point de situation des opérations du 15 au 21 février

Mise à jour : 22/02/2019

Point de situation des opérations du 15 au 21 février

TERRITOIRE NATIONAL

OPERATION NARCOPS AUX ANTILLES

- *Saisie NARCOPS du Germinal*



Le samedi 09 février, la frégate de surveillance *Germinal* a intercepté une embarcation rapide, de type go-fast, se livrant à du trafic de stupéfiants en haute mer, en dehors des eaux territoriales des pays de l'arc antillais.

Le go-fast de type pirogue de pêche a été détecté par des moyens militaires. Refusant d'obtempérer, il a été arraisonné par la force nécessaire et légale.

Deux ballots de marijuana d'un poids total d'environ 44 kg ont pu être saisis. 5 autres ballots de cocaïne parfaitement identifiés et dont le poids total est estimé à 150 kg ont été rejetés à la mer par les trafiquants avant l'action.

9 individus ont été remis aux autorités judiciaires le 11 février et condamnés par le tribunal correctionnel de Fort de France le 13 février, à 4 ans d'emprisonnement, dont 18 mois avec sursis, ainsi qu'à une interdiction définitive du territoire français.

CHAMMAL

SITUATION MILITAIRE DU THÉÂTRE

- *Offensive contre les dernières poches de Daech en Syrie*

En moyenne vallée de l'Euphrate, les combats menés par les Forces démocratiques syriennes, appuyées par la coalition, sont toujours en cours. Ils visent en particulier à obtenir la reddition des derniers combattants de Daech retranchés dans leur ultime bastion autour de la ville de Baghouz.

- *Poursuite des actions en Irak*

Les Forces de sécurité intérieures poursuivent leur effort dans la lutte contre Daech en étant engagées dans plusieurs opérations qui peuvent combiner pour certains des moyens de l'armée, de la police, de milices et solliciter l'appui des moyens de la coalition.

ACTIVITÉ DE LA FORCE

Le dispositif français déployé au Levant a été renforcé récemment avec le déploiement d'un Atlantique 2 ainsi que d'un avion de détection et de contrôle de type Awacs.

Ce dernier, déployé au Qatar début février, est parfaitement intégré au sein de la coalition et a effectué sa première mission de détection et de commandement aéroporté au profit de celle-ci le 15 février dernier. Il s'agit du 12e détachement d'AWACS à être déployé dans le cadre de l'opération Chammal.

- *La Task Force Wagram en appui de l'offensive contre les dernières poches de Daech présentes dans la vallée de l'Euphrate*

La Task Force (TF) *Wagram* continue d'appuyer les forces démocratiques syriennes contre Daech au sud de la ville d'Hajin.

La TF *Wagram* a réalisé, depuis le territoire irakien 5 missions de tir (soit 2 missions d'éclairement, 3 missions d'aveuglement – bilan du 13 au 19 février inclus).

- *Les bases aériennes en Jordanie et aux EAU en appui des opérations*

Les aéronefs français basés en Jordanie et aux Émirats arabes unis poursuivent leurs actions contre Daech, au sein de la coalition.



Cette semaine, les aéronefs de l'opération Chammal ont réalisé 23 sorties aériennes (bilan du 13 au 19 février inclus). Les *Rafale* français n'ont pas conduit de frappe cette semaine.

BARKHANE

ACTIVITÉ DE LA FORCE

- *Situation sécuritaire*

La situation sécuritaire de la bande sahélo-saharienne reste sous contrôle. Barkhane poursuit en ce sens son effort de sécurisation dans les zones ou la force est déployée, en particulier dans le Liptako, en coopération avec les forces armées partenaires.

Le 09 février la force Barkhane a localisé plusieurs pickups à l'attitude suspecte à proximité immédiate de la plateforme de Tombouctou, puis d'autres se déplaçant feux éteints sur un axe proche. La force a ordonné à une patrouille de Mirage 2000 d'effectuer un *show of presence* sur ce regroupement suspect de véhicules. Quelques instants après, un SVBIED a explosé à proximité d'éléments de la force Barkhane sans faire de victimes ni de dommages.

- *Poursuite des opérations dans le LIPTAKO*

Du 02 au 10 février, Barkhane a mené une importante opération aéro-terrestre dans le Liptako, opération à dominante renseignement pour laquelle un poste de commandement tactique a été déployé à proximité de Ménaka.



Des commandos ont été engagés dans des actions aéroterrestres successives sur des points d'intérêts déjà identifiés, jusqu'à plus d'une centaine de kilomètres de Ménaka. Déposés au sol, ils ont pu mener des infiltrations et conduire des opérations de surveillance et de recueil d'informations de jour comme de nuit.

L'utilisation de la 3ème dimension pour des opérations de ce type permet de diversifier les modes d'action de la force. Elle montre que Barkhane peut agir aussi bien à partir d'un dispositif terrestre déployé dans la durée qu'à partir d'un dispositif aéroterrestre plus mobile.

Ce mode d'action permet de maintenir une pression constante sur les groupes armés terroristes et contribue à les dissuader de faire de la région du Liptako une zone de prédation et une zone refuge.

- *Sorties air hebdomadaires (bilan du 13 au 19 février inclus)*

Les avions de la force Barkhane ont réalisé 112 sorties, parmi lesquelles 47 sorties de chasse, 19 sorties de ravitaillement/ISR, et 46 missions de transport. 100 sorties avaient été réalisées la semaine dernière.

DÉPLOIEMENT DU GAN

MISSION CLEMENCEAU

- *Un déploiement imminent*

Le groupe aéronaval multinational (GAN), constitué autour du porte-avions Charles de Gaulle, s'apprête à être déployé en Méditerranée, dans le nord de l'océan Indien et en en zone Asie-Pacifique. Il marque l'intérêt que la France porte à ces zones, définies comme des priorités lors de la dernière loi de programmation militaire (LPM) et de la revue stratégique de défense et de sécurité nationale 2017.

Prévu depuis plusieurs mois, ce déploiement opérationnel est le premier depuis la refonte à mi-vie du porte-avions entamée en février 2017, qui s'est achevée en novembre 2018.

Ce déploiement opérationnel prendra l'appellation de Task force 473 et sera baptisé « Mission Clemenceau ».

- *Composition du GAN*

Le GAN est un pilier de la force navale française. Il est constitué du porte-avions Charles de Gaulle qui comprend désormais une chasse embarquée « tout Rafale », à laquelle s'ajoutent des avions de guet arien E2C Hawkeye. Le groupe aérien embarqué comprend également des hélicoptères de la Marine nationale.

Il est ensuite constitué d'une frégate de type FREMM dotée de capacités de frappes dans la profondeur, d'une frégate de défense aérienne, d'un sous-marin nucléaire d'attaque, d'un bâtiment pétrolier-ravitailleur (type BCR). Il sera ponctuellement renforcé dans certaines zones d'une autre frégate de type FREMM ainsi que d'une frégate anti-sous-marine et bénéficiera régulièrement du concours d'un avion de patrouille maritime Atlantique 2.

L'intégration de moyens alliés dans ce dispositif permettra d'en optimiser les capacités dans le cadre d'un engagement conjoint, tout en renforçant l'interopérabilité entre les différentes marines.

- *Le GAN, vecteur reconnu d'intégration des moyens européens et américains.*



Au cours de cette mission le GAN va démontrer qu'il est un vecteur reconnu d'intégration des moyens européens et américains : la TF 473 pourra en effet s'appuyer sur la présence en son sein, sur différentes périodes, de nombreux bâtiments alliés :

Ainsi, les frégates, HDMS Niels Juel de la marine royale danoise, HMS Duncan de la Royal Navy et NRP Corte Real de la marine portugaise contribueront à ce déploiement en assurant la protection et la défense du GAN, aux côtés des bâtiments français.

Des bâtiments américains et australiens renforceront également le groupe aéronaval au long de sa mission. Cette dimension internationale du GAN témoigne ainsi du haut niveau de coopération et de confiance entre les marines alliées et notre Marine nationale.

- *Le GAN, une capacité de projection de puissance reconnue*

Ce déploiement de longue durée entend donc s'appuyer sur les capacités uniques offertes par le porte-avions pour contribuer à :

- Renforcer notre appréciation de situation des zones d'intérêts,
- Développer l'interopérabilité et la coopération militaire,
- Renforcer des partenariats stratégiques,
- Réaffirmer la présence de la France dans ces zones,
- Intervenir pour faire face aux enjeux de sécurité régionaux le cas échéant.

Cette mission s'inscrit en complémentarité avec le déploiement régulier de moyens navals et aériens français dans ces zones. Pour rappel, la France déploie un dispositif naval quasi-permanent pour l'océan Indien et la Méditerranée, régulier en Asie du Sud-est, assurant un engagement dans la lutte contre les menaces qui pèsent sur ses intérêts (piraterie et trafics liés au terrorisme), et contribuant au renforcement de ses partenariats régionaux.

- *Le GAN, levier de coopération avec les pays partenaires de la région*

Le GAN est également un levier de coopération indéniable avec les pays partenaires régionaux qui pourra s'appuyer sur son expertise reconnue en matière d'opérations aéromaritimes.

Ainsi, au cours du déploiement plusieurs entraînements opérationnels auront lieu avec différents pays partenaires comme notamment l'Egypte, l'Inde, l'Australie et le Japon. Ces exercices permettront de renforcer notre interopérabilité et consolider nos liens avec nos partenaires stratégiques.

Le déploiement de la TF 473 s'inscrit donc dans les grandes fonctions stratégiques définies par le livre blanc sur la défense : « connaissance et anticipation », « prévention » et bien entendu « intervention ».

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE (SAHEL)

BARKHANE : Action médicale au profit de la population de Ménaka

Mise à jour : 18/02/2019

Le 17 janvier 2019, les équipes médicales des forces armées maliennes (FAMa) et de la force Barkhane ont réalisé une aide médicale à la population (AMP) au sein du centre de santé de référence (CSREF) de Ménaka.

Arrivées tôt le matin, les équipes françaises et maliennes ont réalisé plus de 20 consultations et une dizaine de soins au profit des habitants de Ménaka et de sa région. Ce centre a été établi suite au pillage de l'hôpital en 2012. Il est l'unique centre de santé de Ménaka et est soutenu par l'association Médecins du monde.

Pour le médecin Nicolas, chef de l'équipe médicale française basée à Ménaka, ces petites actions permettent de renforcer le lien entre les forces armées déployées à Ménaka et la population. « C'est important de montrer que nous agissons directement à leur profit », souligne-t-il. « Nous leur offrons des soins auxquels beaucoup n'auraient pas accès, faute de moyens ou de temps ». A ses côtés, l'infirmier FAMa Moussa, est également présent. Pour lui, cette présence est tout aussi importante. « Soigner mes compatriotes, sous l'uniforme, c'est quelque chose qui représente beaucoup pour moi. Je suis très fier de pouvoir les aider ».

Si les forces de sécurité françaises et maliennes agissent directement pour la sécurité dans la région de Ménaka, elles veillent également à conduire en permanence des actions médicales et des actions civilo-militaires afin de contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations de la zone.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : L'équipe légère d'intervention de Ménaka se déploie

Mise à jour : 19/02/2019

Sur la base temporaire de Ménaka, des véhicules du groupement tactique désert (GTD) sont soigneusement alignés, prêts à partir. Parmi ces véhicules, trois soldats s'affairent autour du camion de dépannage du groupement, le porteur polyvalent lourd de dépannage (PPLD) et se préparent à partir : l'équipe légère d'intervention vient d'être mise en alerte.

Commandée par le sergent Guillaume, l'équipe est composée de deux autres soldats : le sergent Joachim, conducteur du PPLD et le caporal-chef Sébastien, mécanicien spécialiste des véhicules

terrestres. Leur rôle est de soutenir le GTD dans la maintenance de ses véhicules, à partir de la base de Ménaka ou directement déployés en opération avec les détachements.

Aujourd'hui, l'équipe est appelée pour un engin blindé en panne. « Une patrouille vient de franchir un oued desséché et l'engin s'est arrêté net juste après. Il ne redémarre plus », annonce le chef d'équipe. « C'est donc à nous d'aller le dépanner ». Après s'être équipés avec les gilets pare-balles, les casques et leur armement, les trois mécaniciens chargent les caisses techniques d'intervention dans le camion.

Escortée par des véhicules blindés légers, l'équipe rejoint le blindé à l'arrêt, bien protégée par le reste de son peloton. « La chaleur et le terrain sablonneux mettent le matériel à rude épreuve. Ici, le convertisseur, la pièce qui permet de transmettre le mouvement entre le moteur et la boite, a lâché. Le léger départ de feu provoqué par l'échauffement de l'huile a été éteint grâce à l'extincteur automatique » constate le sergent Guillaume après avoir établi un premier diagnostic.

Ce type de panne ne pouvant pas être réparé sur le terrain, le blindé doit être remorqué vers la base, déclenchant toute une procédure technique. Une fois le moteur inspecté, la tourelle doit être stabilisée et la boîte de transmissions débrayée. Les mécaniciens attellent alors l'engin au porteur polyvalent lourd de dépannage et reprennent la route en direction de Ménaka.

Sur la base, le travail de l'équipe n'est pas fini pour autant. Le véhicule est déposé au niveau de la zone technique et l'équipe s'attelle immédiatement à changer les pièces défectueuses pour permettre à l'engin blindé de retrouver sa disponibilité et de repartir au plus vite en opération.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Formation au profit des GATA maliens

Mise à jour : 19/02/2019

Le 12 février 2019, le groupement tactique désert (GTD) Griffon a conduit une action de formation à destination de huit guetteurs aériens tactiques avancés (GATA) maliens.

Organisée par les JTAC (Joint Terminal Attack Controller, les contrôleurs aériens avancés chargés de guider les aéronefs depuis le sol) du groupement, cette formation visait à perfectionner les savoir-faire des jeunes sous-officiers et militaires du rang maliens par des exercices théoriques et pratiques.

Les différentes sessions d'instructions ont abordé la topographie (estimation des distances, relève des coordonnées, etc.) avant de s'attacher dans un second temps à développer les capacités des soldats à désigner des objectifs et à respecter la procédure radio avec les aéronefs en vol. Chaque soldat a par la suite conduit un exercice complet de restitution de ces différents domaines.

Amenés, pour certains d'entre eux, à être engagés rapidement en opération, la détention de cette qualification permettra effectivement aux GATA de guider un appui aérien de la force Barkhane au profit des unités des forces armées maliennes déployées au sol.

Le capitaine Philippe, chef de groupe JTAC, explique les ambitions, de cette formation. « *Dans un contexte opérationnel où l'appui aérien est quasi-permanent, la capacité des troupes au sol à dialoguer correctement avec les avions ou les hélicoptères en appui est essentiel. Dans le processus de développement de leurs qualifications opérationnelles, ce sont des avancées qui peuvent sembler minimes mais qui sont en réalité très importantes* ».

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Patrouille souriante à Ménaka

Mise à jour : 20/02/2019

Tous les jours, les soldats français du groupement tactique désert (GTD) Griffon patrouillent aux côtés des soldats des forces armées maliennes (FAMa) dans la ville de Ménaka, dans la région du Liptako, au nord-Mali. Ces patrouilles permettent de renforcer la sécurité dans la ville et d'aller directement à la rencontre des populations.

Ce samedi, en milieu de matinée, les véhicules des forces françaises et maliennes s'arrêtent à proximité d'un terrain vague. Ils sont aussitôt entourés d'enfants qui viennent les saluer, ravis de cette présence imprévue. Le sergent-chef Samba, chef de l'équipe d'actions civilo-militaire des forces armées maliennes à Ménaka profite de leur présence pour distribuer, avec son homologue français, l'adjudant David, des biscuits et autres friandises aux enfants réunis.

Au même moment, un jeune garçon lance un ballon de football en direction d'un soldat de la force Barkhane. Ce dernier le contrôle spontanément, réalise quelques dribles puis fait la passe aux jeunes footballeurs en herbe maliens. Une série de passes, plus ou moins maitrisées et ponctuées de nombreux éclats de rires, s'enchaîne alors pendant une dizaine de minutes entre petits et grands, français et maliens.

Les échanges terminés, les militaires rejoignent alors leurs véhicules et reprennent leur patrouille dans Ménaka.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Encore un HVT neutralisé au Sahel

http://lemamouth.blogspot.com/ vendredi 22 février 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

C'est **Florence Parly** qui l'annonce : le numéro deux du RVIM, **Yahia Abou Hamman**, est mort l'après-midi du 21 février, au nord de Tombouctou, dans une "zone surveillée" a expliqué à Paris le porte-parole de l'EMA. "Cette action spectaculaire concrétise des années de recherche" explique même la ministre des armées.

Manifestement, la zone d'évolution du convoi du RVIM était déjà sous observation, depuis des jours. Peut-être sous celle d'un Reaper parti de Niamey, puisque le vecteur est référencé comme contributeur de l'opération. La zone n'est pas explicitement citée, mais pourrait se situer à une assez grande distance de la ville comme il peut en être déduit par la suite de la chronologie.

Grâce au renseignement collecté "depuis des mois", l'identification positive a pu être faite, déclenchant un décollage express d'une QRF héliportée. L'EMA évoque une action de Barkhane, sans citer la TF **Sabre**, habituée de ces missions. Trois hélicoptères Tigre et Gazelle étaient mobilisés, avec deux hélicoptères de manœuvre. Un segment terrestre motorisé était aussi à l'œuvre.

A l'arrivée des Français, les trois pickups ont "ouvert le feu" assure l'EMA, déclenchant une riposte nourrie des hélicoptères. Les onze occupants ont été neutralisés. Un Transall a été utilisé pour réaliser un poser d'assaut dans la zone, peut-être pour ravitailler les hélicoptères, et rapatrier le matériau saisi sur les pickups ou ce qu'il en reste, voire des véhicules.

Florence Parly évoque "un coup très dur pour les groupes terroristes agissant au Sahel. Concernant le RVIM, il aura perdu trois de ses principaux chefs en l'espace d'une année. Tous étaient des adjoints proches de **Iyad Ag Ghaly**, rappelle-t-elle. Sans chef, plus de direction ni de coordination : les combattants sont désemparés. C'est ce à quoi l'opération Barkhane s'emploie depuis des mois".

Sahel : Le numéro deux d'un important groupe jihadiste tué lors d'une opération de la force française Barkhane

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 22 février 2019



En octobre 2012, l'algérien Djamel Okacha, alias Yahia Abou al-Hamman, fut désigné pour devenir l'émir d'al-Qaïda au Maghreb islamique [AQMI] pour la Sahara, suite à la mort de Nabil Makhloufi, dit Nabil Abou Alqama, dans un accident de voiture.

Si plusieurs de ses subordonnés, dont Abou Zeïd, furent tués ou mis hors de combat lors de l'opération Serval [janvier 2013 – août 2014], ce haut responsable de l'organisation jihadiste parvint toujours à passer entre les mailles du filet. Y compris le 10 août 2014, quand la force française Barkhane captura, non loin de Tombouctou, « Abou Tourab », l'un de ses lieutenants.

En janvier 2016, Yahia Abou Hamman donna un signe de vie en disant saluer les attentats du 13 novembre 2015 commis à Saint-Denis et à Paris par l'État islamique [EI ou Daesh], lors d'un entretien donné à l'agence mauritanienne Al-Akhbar.

Puis, un peu plus d'an après il apparut aux côtés d'Iyad Ag Ghali [le chef d'Ansar Dine], d'Amadou Koufa [de la Katiba Macina], de Hassan Al Ansari [al-Mourabitoune] et d'Abou Abderrahman El Senhadji, le « cadi » d'AQMI, à l'occasion de l'annonce de la création du « Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans » [GNIM ou JNIM pour Jamāʿat nuṣrat al-islām wal-muslimīn], dont il devait être le numéro deux.

Parmi les cadres du JNIM figurant sur cette photo de groupe, Hassan Al Ansari et Amadou Koufa ont été éliminés lors d'opérations menées par Barkhane en février et en novembre 2018. Et Yahia Abou Hamman vient de les rejoindre.



En effet, ce 22 février, la ministre des Armées, Florence Parly, a salué « l'action des forces françaises ayant abouti au décès de Yahia Abou Hamman, numéro deux » du JNIM et « chef de l'Émirat de Tombouctou » et « remercié tous ceux qui y ont contribué. »

« Il était le chef d'un des principaux groupes armés terroristes sévissant au Sahel, le concepteur et le financier de nombreuses attaques contre les valeurs et intérêts communs que nous partageons et défendons avec les pays du G5 Sahel : le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad », a rappelé Mme Parly dans son communiqué.

Selon l'État-major des armées [EMA], ce chef jihadiste a été éliminé le 21 février, lors d'une opération conduite au nord de Tombouctou, après la détection de trois véhicules au « comportement suspect », probablement par un drone MALE MQ-9 Reaper.

L'EMA explique qu'il a alors été décidé de les intercepter par « la combinaison de moyens motorisés et héliportés appuyés par un drone Reaper. » Quand les commandos français se sont approchés des véhicules, leurs occupants ont ouvert le feu. Mais un hélicoptère d'attaque en appui les a neutralisés.

Lors de cette action, 11 terroristes ont été « mis hors de combat », dont Yahia Abou Hamman, ainsi que ses deux principaux adjoints. « Des pick-ups et de l'armement ont également été saisis », précise l'EMA.

Dix jour plus tôt, plusieurs pickups suspects avaient été aussi repérés dans la région de Tombouctou, dont certains se déplaçaient « feux éteints ». Une patrouille de Mirage 2000 fut envoyée sur place pour un « show of force » afin de disperser ce « regroupement ». Seulement, selon le dernier compte-rendu des opérations, « quelques instants après, un SVBIED a explosé à proximité d'éléments de la force Barkhane sans faire de victimes ni de dommages. » L'opération menée le 21 février s'inscrit-elle à la suite de cette dernière?

Quoi qu'il en soit, fait valoir l'état-major, « la neutralisation de ce chef terroriste, responsable d'une organisation à l'origine de nombreuses attaques contre les pays de la région du Sahel, constitue

un revers majeur pour le groupe dirigé par Iyad ag Ghali qui, en l'espace d'une année, aura vu disparaitre ses trois principaux adjoints. »

« C'est un coup très dur pour les groupes terroristes agissant au Sahel. Concernant le JNIM, il aura perdu trois de ses principaux chefs en l'espace d'une année. Tous étaient des adjoints proches de Iyad Ag Ghaly », a rappelé Mme Parly, pour qui la « disparition d'un chef de premier plan permet de démanteler les réseaux et d'enrayer la dynamique du terrorisme dans la région. »

L'élimination de Yahia Abou Hamman a été annoncée au lendemain de celle, probable, du français Fabien Clain, un autre jihadiste de premier plan, membre de l'État islamique [EI ou Daesh]. A priori, il aurait été tué lors d'une frappe de la coalition effectuée dans les environs de Baghouz, en Syrie. Pour rappel, ce fut lui qui, depuis Raqqa, revendiqua les attentats du 13 novembre 2015. Son frère, Jean-Michel, aurait été gravement blessé lors de ce même raid.

BARKHANE : Neutralisation d'un important chef terroriste

Mise à jour : 22/02/2019

Dans l'après-midi du 21 février, les forces armées françaises de l'opération Barkhane ont conduit une opération dans la région Nord de Tombouctou au Mali. Cette opération a été déclenchée suite à la détection de trois véhicules au comportement suspect qu'il a été décidé d'intercepter par la combinaison de moyens motorisés et héliportés appuyés par un drone Reaper. Lors de l'approche des commandos, les occupants des véhicules ont ouvert le feu avant d'être neutralisés par les hélicoptères en appui. Le bilan de cette action est de onze terroristes mis hors de combat, des pick up et de l'armement ont également été saisis.

Il est confirmé que parmi les terroristes tués figure Yahia Abou el Hamman, responsable de l'organisation terroriste connue sous le nom d'« émirat du Tombouctou » et considéré comme le numéro deux du RVIM. Ses deux principaux adjoints figurent également parmi les terroristes tués lors de l'opération.

La neutralisation de ce chef terroriste, responsable d'une organisation à l'origine de nombreuses attaques contre les pays de la région du Sahel, constitue un revers majeur pour le groupe dirigé par Iyad ag Ghali qui, en l'espace d'une année, aura vu disparaitre ses trois principaux adjoints.

Cette action illustre l'efficacité de la force Barkhane, aux côtés des forces partenaires locales et de la MINUSMA, et ses capacités à agir en tout temps et tout lieu contre les groupes terroristes. Elle montre que ces groupes ne disposent d'aucun sanctuaire au Mali.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL (IRAK)

Les bombardements de la coalition en Irak : victoire tactique, défaite stratégique ?

https://www.bruxelles2.eu/ 17 Fév 2019 Opération Chammal, Retex, Revue de Défense nationale

(B2) Alors que les forces arabo-kurdes (FDS) livrent une des dernières batailles contre l'État islamique, un officier français présent sur place avertit : la bataille est gagnée, la guerre… ce n'est pas sûr



artillerie (Task Force Wagram) de l'opération Chammal (crédit : DICOD / EMA)

Dans un article paru dans la Revue de défense nationale, un des organes de réflexion stratégique de l'armée française, le colonel François-Régis Legrier décortique un aspect de l'opération française et américaine en Irak : *La bataille d'Hajin : victoire tactique, défaite stratégique ?* ». L'auteur sait de quoi il parle. Chef de corps du 68e régiment d'artillerie d'Afrique, il a été le commandant de la *Task Force Wagram* au Levant depuis octobre 2018.

L'article serait sans doute passé inaperçu du plus grand nombre, malgré sa qualité, s'il n'avait pas donné lieu à un échauffement politique, révélé par Michel Goya dans son blog La voie de l'épée. L'article a été déprogrammé du site internet de la Revue de défense nationale sur intervention de l'état-major des armées et du cabinet de la ministre Florence Parly. Au nom d'un principe : « *on ne parle pas des opérations en cours sans autorisation* » au plus haut niveau.

Une remise en cause de la stratégie actuelle

Le propos du colonel est en effet implacable pour la stratégie de la France et de la coalition militaire en Irak. Il vient poser un désaveu 'technique' à toutes les démonstrations politiques tendant à prouver que la bataille contre Daech est en passe d'être gagnée. Au passage, il fustige la tactique américaine, et occidentale du zéro perte dans les rangs des militaires, et d'une campagne essentiellement de bombardement qui est particulièrement destructrice.

Daech n'est pas vaincu

L'ennemi (alias Daech) n'a pas été détruit par les frappes aériennes « *autant qu'on a bien voulu le faire croire* ». Les compte-rendus réguliers d'estimation des pertes ennemies (BDA comme Battle Damage Assessment) sont « *impressionnants* » mais ils restent « *calculés de façon statistique et non par observation visuelle* ».

Le mouvement terroriste peut avoir gardé certains forces au chaud. La défaite devenue inéluctable, « *il s'est exfiltré vers des zones refuges pour poursuivre la lutte en mode insurrectionnel ne laissant sur place qu'une poignée de combattants étrangers.* »

Une illusion de l'efficacité aérienne

La 'projection de puissance', « *c'est-à-dire la projection de destruction, sans 'projection de forces', de soldats sur le terrain ne fonctionne pas* » dénonce le colonel. « *Elle détruit sans maîtriser la reconstruction et crée le chaos. Il y a une vraie illusion de l'efficience aérienne : certes, elle permet quelques économies initiales mais elle ne conduit jamais au résultat espéré. À la fin des fins, il est toujours nécessaire, d'une manière ou d'une autre, de contrôler l'espace*. »

Une stratégie qui fait davantage de victimes civiles pour épargner les militaires

Pire… si la bataille d'Hajin a été gagnée, sur le terrain, elle n'a pas été sans conséquences pour les populations. *« En refusant l'engagement au sol*, *nous avons prolongé inutilement le conflit et donc contribué à augmenter le nombre de victimes au sein de la population. Nous avons détruit massivement les infrastructures et donné à la population une détestable image de ce que peut être une libération à l'occidentale laissant derrière nous les germes d'une résurgence prochaine d'un nouvel adversaire*. »

Des dommages collatéraux surexploités par Daech

Le mouvement « *Daech a su exploiter le moindre succès tactique pour le valoriser et en faire un succès stratégique. De même, les frappes occidentales et leurs dommages collatéraux réels ou fictifs ont aussi été largement médiatisés avec succès. »* De quoi s'interroger sur « *le décalage des perspectives : là où Daech, dans une vision stratégique, s'adresse aux opinions publiques occidentales, la Coalition, outil militaire sans réelle pensée politique, est contrainte de rester au niveau tactique et ne peut exploiter ses succès dans le champ informationnel avec la même réactivité que l'ennemi* ».

Une interrogation stratégique

La façon dont le discours officiel mettant en avant la réduction des poches qui a traîné à une question sur la « *stratégie suivie depuis des années. Où est le véritable enjeu ? Détruire Daech ou contenir l'Iran ?* » Au final, l'officier s'interroge : « *Nous n'avons en aucune façon gagné la guerre faute d'une politique réaliste et persévérante et d'une stratégie adéquate. Combien d'Hajin faudra-t-il pour comprendre que nous faisons fausse route*. »

Commentaire : se taire ou débattre

On peut comprendre que le ministère et l'état-major des armées se soit émus d'une remise en cause aussi féroce de l'intervention en Irak, alors que celle-ci n'est pas terminée. Mais le propos est argumenté, et les questions posées sont légitimes. On peut même se demander si cela ne nécessiterait pas un vrai débat, plus large, au sein du parlement national sur les contours de l'intervention française en Irak.

Nicolas Gros-Verheyde

Pouquoi l'article du colonel Legrier agace

http://lemamouth.blogspot.com/ lundi 18 février 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

C'est un article qu'il faut prendre la peine de lire avant de lancer boulets rouges ici ou là par goût unique de la polémique, ou de prendre parti (je ne fais ni l'un ni l'autre ici). L'article du colonel Legrier, patron du **68e RAA** et de la TF **Wagram** n'est pas un total brûlot, ni un texte de thuriféraire, mais un texte sur des opérations en cours, qui n'a pas subi le processus normal de validations. Facteur aggravant, il a été publié dans la revue défense nationale, une association loi 1901, mais avec une proximité non dissimulée avec l'institution. Même si cette dernière sait garder une distance : dans les mois à venir, elle veut par exemple mieux jouer un rôle d'agitatrice d'idées, provoquer des "réflexions en anticipation", plus stratégiques, sur des choix très futurs qui ne sont pas encore tranchés par les armées.

Le patron de la TF Wagram a choisi un sujet de plus court terme, et de niveau opératif (donc pas de son niveau, qui est, lui, tactique). Il a commandé la TF Wagram, a opéré en Irak (ce qui n'est pas mon cas) mais sa hiérarchie lui reproche d'avoir pensé trop tôt, sans validation, sur une opération en cours. Le général **Serge Cholley**, un aviateur qui a commandé la composante française d'OIR, a lui aussi écrit sur Chammal, mais a pris la précaution de faire valider son texte.

Rien n'empêche un militaire d'écrire -l'intéressé a d'ailleurs commis un livre sans difficulté- mais il faut assez mal connaître l'institution militaire pour penser qu'il est possible d'y écrire sans un minimum de limites gauche et droite -apprise dès la scolarité, pour les officiers directs-. L'un des objectifs, dans ce cas précis, étant de ne pas mettre le commandement en porte-à faux avec sa

ministre, et la ministre, avec ses homologues de la coalition. Pas besoin d'avoir fait de grandes écoles pour le comprendre.

En outre, même si l'article est rangé au chapitre des opinions et de la contribution au débat, des plus expérimentés et aussi sans doute plus informés que lui s'interrogent aussi sur le fond de son article, qui présente plusieurs points de critique. Sans compter qu'il ouvre aussi le questionnement sur les frappes aériennes sans le faire pour l'artillerie elle-même -ni l'une ni l'autre n'ont démérité, mais l'une et l'autre ont leurs limites-. Peut-être beaucoup trop d'audace pour un seul texte.

Après une mobilisation en faveur de l'artilleur sur quelques réseaux sociaux, la RDN a reconnu ce week-end avoir retiré le texte de l'officier du site internet de la revue, sans pour autant évoquer de manque de discernement d'avoir publié l'article, que la hiérarchie constate, de son côté.

La revue dispose pourtant d'un comité de lecture et d'un rédacteur en chef qui n'ont pas joué leur rôle de prévenir l'auteur des risques contenus dans son article, et de temporiser sa parution, vu qu'il ne répondait pas à quelques canons du genre autorisé dans les armées.

Ces précautions systémiques n'auront pas suffi, manifestement. D'autant plus que la "déontologie", brièvement évoquée dans un communiqué ce weekend, revient précisément à refuser des textes qui n'ont pas été préalablement validés par l'EMA, voire le cabinet de la ministre dès qu'il s'agit d'opérations en cours.

CHAMMAL : Immersion aux côtés d’un équipage de combat

Mise à jour : 21/02/2019

Le pilote et le navigateur officier système d’armes forment un binôme inséparable sur Rafale biplace. Sur la base aérienne projetée au Levant, ils partent quotidiennement en missions opérationnelles.

Deux métiers, deux fonctions, un seul avion. Sur le Rafale biplace, pilote et navigateur officier système d’armes (NOSA) forment un binôme indissociable : ils volent en équipage constitué, aussi appelé « équipage de combat ».

Le pilote et le navigateur occupent chacun une fonction complémentaire. « *Évoluer en équipage de combat, en mission de guerre, c’est surtout avoir une confiance absolue l’un envers l’autre* » explique le pilote. Chaque mission requiert un investissement total et une formation particulièrement exigeante.

Au départ de la base aérienne débute une première phase appelée domestics. Le pilote assure la gestion de la position et de la trajectoire de l’aéronef. Il réalise également toutes les communications avec l’avion-leader et gère les ravitaillements en vol. Pendant cette étape, le navigateur assiste le pilote en anticipant notamment la gestion de la mission à moyen-long terme et la préparation du système de navigation et d’attaque. Après un ravitaillement en vol, le Rafale arrive sur la zone de mission.

La phase tactique débute. Le navigateur dialogue par radio avec le Joint Terminal Attack Controller (JTAC), le contrôleur aérien avancé qui assiste les pilotes depuis le sol. « *Mon rôle est de créer une relation de confiance avec le JTAC et de répondre à ses demandes* » détaille le navigateur. Pendant ce temps, le pilote gère minutieusement la trajectoire de son avion dans un espace aérien occupé par les nombreux aéronefs de la coalition. « *Pendant une mission d’appui aérien rapproché (close air support ou CAS), nous sommes entourés de nombreux drones et autres chasseurs, ajoute le pilote. Il faut être extrêmement vigilant aux altitudes de vol* ».

Au sol, le JTAC des forces démocratiques syriennes demande la surveillance de la zone. « *Il me demande d’observer et de lui décrire une zone d’intérêt* », détaille le navigateur. Grâce à la paire de jumelles, du pod Damoclés (nacelle de désignation d’imagerie infrarouge) et de l’OCAD (outil connecté d’aide à la décision), l’équipage assure l’observation de la zone. Un véhicule remonte par le sud. Il s’arrête et se poste. A son bord, trois individus armés. Ce sont des combattants ennemis identifiés. « Immédiatement, je décris la situation au JTAC, indique le navigateur. Il positionne un drone sur l’objectif ». Quelques minutes plus tard, l’ordre de tir est donné pour

neutraliser ces combattants qui menacent une position des FDS. Plus un bruit dans l'avion, l'équipage connaît ses procédures par cœur. Le navigateur prépare le système pendant que le pilote positionne l'avion sur la trajectoire de tir. « Au moment où le JTAC nous annonce une cible, il n'y a plus une seule communication dans le cockpit, décrit le navigateur. Le pilote rentre les coordonnées de la cible, je vérifie les données. Avant le tir, je relis une dernière fois les coordonnées au JTAC depuis la visualisation du système d'armes. » Le pilote tire la bombe et le NOSA la guide vers l'objectif ennemi. Mission accomplie.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation» au profit d'unités de sécurité nationales irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

MISSIONS MARITIMES

Corymbe

CORYMBE : Escale au Togo et patrouille commune

Mise à jour : 21/02/2019

Déployé dans le cadre de la mission Corymbe, le *Task Group* 451.04, composé du porte-hélicoptères amphibie (PHA) *Mistral* et du patrouilleur de haute mer (PHM) *Commandant Birot,* a passé quatre jours en escale à Lomé au Togo, du 8 au 11 février.

Au cours de cette escale, le *Mistral* et le *Commandant Birot* ont pu préparer la patrouille opérationnelle « Sagne ». Conduite avec le patrouilleur togolais *Oti*, à l'issue de l'appareillage le 11 février, cette patrouille s'inscrit dans le cadre de la coopération engagée avec le Togo et les autres partenaires du golfe de Guinée pour préserver la sécurité maritime.

Cette patrouille, mettant également en œuvre l'hélicoptère Alouette III engagé sur le *Mistral*, a couvert près de 4 000 nautiques carrés, soit près de 7 500 km^2 et a permis de renforcer la coopération entre les deux marines dans le domaine de la surveillance des pêches. La pêche illicite et la surpêche constituent en effet des enjeux majeurs pour le Togo.

La patrouille s'est clôturée par un exercice d'évolution tactique (EVOLEX) conduit par les trois bâtiments.

Par ailleurs, cette escale, a permis à une trentaine de marins du *Task Group* de prendre part à une action civilo-militaire au profit de l'orphelinat *Mother Charity*. Ils ont ainsi contribué à la remise en état des installations électriques et effectué des travaux sur le bâtiment.

Cette escale a été marquée par l'accueil chaleureux réservé par la Marine togolaise à leur partenaire français. Un cross a notamment été organisé avec les deux équipages ainsi qu'un match de football. Des activités officielles organisées à bord du *Mistral* ont également permis de renforcer les liens qui unissent les deux marines.

Depuis 1990, la France déploie un à deux bâtiments en mission Corymbe de façon quasi permanente dans le golfe de Guinée. La mission a deux objectifs majeurs : participer à la protection des intérêts français dans la zone ainsi et contribuer à la diminution de l'insécurité maritime, en aidant notamment au renforcement des capacités des marines riveraines du golfe dans le domaine de sécurité maritime, dans le cadre du processus de Yaoundé. Le déploiement de bâtiments français en mission Corymbe complète le dispositif français prépositionné en Afrique occidentale (Gabon, Côte d'Ivoire, Sénégal) et participe au volet maritime des coopérations opérationnelles mises en œuvre régionalement par ces forces de présence.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

MISSIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

Mali

La mission EUCAP Sahel Mali prolongée. Mandat élargi au Tchad, Burkina Faso et Mauritanie

http://club.bruxelles2.eu/ 21 Fév 2019 EUCAP Sahel Mali, G5 Sahel, Missions PSDC, OpPlan, prolongation, Zone d'opération

(B2) L'Union européenne a conforté, ce jeudi (21 février), le mandat de sa mission de renforcement des capacités au Mali (EUCAP Sahel Mali). La mission est prolongée d'un an supplémentaire, jusqu'au 14 janvier 2021. Son budget est renforcé, atteignant près de 67 millions d'euros

La décision, adoptée par voie de procédure écrite, et annoncée aujourd'hui par voie de communiqué, a pris quelques jours de plus que prévu, afin de permettre à certains États de remplir leurs procédures nationales internes de consultation, selon un diplomate européen consulté par B2. Mais les éléments principaux décrits précédemment restent valables (lire : La mission EUCAP Sahel Mali prolongée. Rayon d'action élargi, budget augmenté).

Une prolongation qui ressemble aussi à une extension géographique

Cette prolongation n'est pas une prolongation tout à fait ordinaire. On assiste à une extension, géographique et politique de la mission. La mission civile EUCAP Sahel Mali conserve son mandat, d'assister et de conseiller, d'assurer des formations aux trois forces de sécurité intérieure — police, gendarmerie et garde nationale —, ainsi qu'aux ministères compétents du Mali. Mais elle reçoit en plus, dans le cadre de la régionalisation des missions PSDC au Sahel, le pouvoir de dispenser des activités ponctuelles et ciblées de conseil stratégique et de formation aux pays du voisinage, membres du G5 Sahel — notamment la Mauritanie, le Burkina-Faso et le Tchad —, comme le prévoit son plan opérationnel (OpPlan) révisé le 18 décembre dernier.

Lancée le 15 avril 2014, la mission a depuis plus d'un an (octobre 2017) un chef français, Philippe Rio, issu de la gendarmerie nationale. Elle devrait grossir et compter d'ici mars 2019, jusqu'à 144 agents internationaux et 65 agents locaux.

(Nicolas Gros-Verheyde)

Lire aussi : Des États entre déni et incapacité, un G5 Sahel à la peine. Le résultat de l'engagement européen au Sahel est mitigé

Nicolas Gros-Verheyde

MISSIONS ONU

DAMAN (Liban)

DAMAN : De l'eau potable sur la base

Mise à jour : 19/02/2019

Chaque jour, l'unité de traitement de l'eau de la Force Commander Reserve (FCR) produit entre 120 et 150 m3 d'eau potable pour les soldats de l'opération Daman. Grâce à un système de haute technicité et des contrôles quotidiens, le Sud-Liban est le seul théâtre d'opération où les militaires français peuvent boire directement l'eau du robinet.

Au Liban, comme sur tous les théâtres d'opérations, le sujet de l'eau est essentiel. Le lieutenant Michel, responsable de la section énergie a notamment sous sa responsabilité l'unité de traitement de l'eau, gérée au quotidien par un sergent et un soldat de 1re classe du 31e régiment de génie. « L'eau est une denrée stratégique », explique-t-il, « sans eau potable, le quotidien deviendrait rapidement très compliqué. » Pour la FCR, la production d'eau potable à l'intérieur du camp est un atout majeur qui permet d'être indépendant des aléas liés aux prestataires extérieurs et de simplifier la logistique. Pour les soldats, la consommation de cette eau permet un apport en minéraux plus équilibré qu'avec l'eau en bouteille que l'on trouve sur place.

Au camp de 9-1, l'eau est puisée dans une rivière souterraine à 480 mètres de profondeur. Ce système permet de fournir de l'eau potable à l'ensemble des militaires français et finlandais de la FCR. Après pompage, l'eau suit un long processus de purification. L'ajout de chlore détruit les micro-organismes, elle passe ensuite au travers de filtres à sable puis à charbon actif afin d'enlever toutes les particules en suspension qu'elle pourrait contenir. Enfin, une membrane d'osmose inverse purifie l'eau des dernières substances qu'elle contenait (chlore, impuretés et minéraux), la rendant quasiment pure. Elle passe ensuite par un processus de reminéralisation suivant des critères très précis. Enfin, comme en métropole, elle est légèrement chlorée afin d'éviter tout risque de contamination lors de son stockage ou sa distribution. Un système de pompes et de canalisation aux normes françaises permettent finalement de la distribuer à l'ensemble des robinets et douches du camp.

Cette méthode de purification de l'eau entraine le rejet d'une certaine quantité d'eau. En lien avec les autorités locales et après d'importants contrôles vétérinaires de la FCR, il a été décidé de collecter cette eau dans des citernes situées à l'extérieur du camp. Les paysans des villages alentours peuvent ainsi venir se servir gratuitement en eau pour arroser leurs cultures, notamment pendant l'été où il ne pleut pas pendant plusieurs mois.

Dans le cadre de l'opération Daman, près de 700 militaires français et une compagnie d'infanterie finlandaise contribuent à la force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) en armant une partie de son état-major et la Force Commander Reserve de l'opération. Cette unité de réserve et d'intervention de la FINUL réalise ses missions sur l'ensemble de la zone du Sud-Liban en étroite coopération avec les forces armées libanaises.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Mali

Une possible méprise entre soldats allemands et maliens fait un blessé grave

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 18 février 2019



Que s'est-il exactement passé dans la région de Gao, le 16 février au soir? Ce jour-là, une patrouille allemande a été envoyée à une cinquantaine de kilomètres de Camp Castor pour aller récupérer un véhicule de transport de troupe belge de la Mission des Nations unies au Mali [MINUSMA].

Si la première partie de cette mission s'est bien passée, les choses se sont compliquées au retour. En effet, a expliqué un porte-parole de la Bundeswehr, le convoi « a essuyé des tirs dans l'obscurité » alors que la « situation était incertaine ». Les soldats allemands ont riposté avant de poursuivre sans encombre leur route vers Gao.

Ce n'est que plus tard qu'il s'est avéré que les échanges de tirs avaient apparemment impliqué la patrouille allemande et un détachement des Forces armées maliennes [FAMa].

« Nous ne pouvons pas encore confirmer si le soldat [malien] a été touché par les forces allemandes », a déclaré le porte-parole des opérations de la Bundeswehr, depuis Potsdam. Une enquête a été ouverte pour déterminer les raisons qui auraient pu conduire les soldats maliens à ouvrir le feu sur le convoi allemand.

Pour rappel, environ 1.000 soldats allemands sont actuellement déployés au Mali au titre de la MINUSMA ou de la mission européenne EUTM Mali. Depuis Gao, ils patrouillent dans les environs du Camp Castor sans prendre part aux opérations anti-terroristes.

8 – MISSINT

9 – Défense de par le Monde

Air2030 : la Suisse reçoit les offres industrielles pour le remplacement de son système de surveillance de l'espace aérien

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Défense Actualité Systèmes 21 fév. 2019 | Par Justine BOQUET



La Suisse cherche à remplacer son système de surveillance aérienne Florako. © DDPS

Dans le cadre du programme Air2030, la Suisse a réceptionné les offres de trois industriels pour le remplacement de son système de surveillance de l'espace aérien.

Le 11 février, Thales, Saab et Raytheon ont remis à la Suisse leurs offres respectives afin de fournir un nouveau système de surveillance de l'espace aérien. Armasuisse va désormais pouvoir débuter l'évaluation de ces différentes offres, qui conduira à terme à la sélection d'un nouveau système. Le rapport prendra en compte les offres industrielles ainsi que le résultat des évaluations opérationnelles qui ont été conduites au cours des six derniers mois. Celles-ci « portaient essentiellement sur la fonctionnalité des calculateurs de la trajectoire de vol ainsi que sur les capacités de gestion du trafic aérien civil et militaire », rapporte le DDPS (département fédéral de la défense, de la population et des sports).

Le remplacement du système de surveillance aérienne suisse, actuellement articulé autour des sous-systèmes Ralus et Lunas, s'inscrit dans le cadre de programme Air2030 visant à moderniser les moyens aériens du pays. Plusieurs appels d'offres ont ainsi été publiés par la Suisse, dont l'un porte sur le remplacement de la flotte d'avions de combat et l'autre sur la modernisation du système de défense sol-air à longue portée.

10 – Nos Forces Armées

Le club Phoenix veut favoriser l'insertion professionnelle des jeunes chercheurs liés au MinArm

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 16.02.2019 Par Philippe Chapleau

Jeudi, le Club Phoenix a été officiellement créé lors d'une cérémonie présidée par Martin Briens, directeur du Cabinet civil et militaire du ministère des Armées, et par le vice-amiral d'escadre Hervé de Bonnaventure, directeur général adjoint de la DGRIS.

Le Club Phoenix constitue une plate-forme d'échanges réunissant des représentants institutionnels, privés (think tanks, grandes entreprises, start up, instituts de recherche, etc.) et académiques (doctorants).

Son objectif est de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes chercheurs des sciences humaines et sociales soutenus par le ministère des Armées et de développer les échanges thématiques entre ces acteurs de manière décloisonnée (sciences humaines et sociales/ sciences « dures » ; approche duale défense /civil ; privé/public…).

Il réunit d'ores et déjà plus de 80 partenaires privés. Il se concrétisera sous la forme d'ateliers qui se tiendront au sein du nouvel Innovation Défense Lab. Ses prochaines séances de travail porteront notamment sur les enjeux cyber, les questions énergétiques, les enjeux sécuritaires en Afrique et les stratégies d'influence.

Pour tout renseignement, contacter la direction générale des relations internationales et de la stratégie au (+33) 09 88 68 59 18.

Camouflage: le ministère des Armées veut réduire la signature des grands véhicules

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 17.02.2019 Par Philippe Chapleau



Les FEM? Ce sont des filets-écrans multispectraux (comme l'ULCAS de Saab, photo ci-dessus) dont veut s'équiper le ministère des armées. L'avis de marché a été mis en ligne le 13 février (merci à Nathan de FOB pour l'avoir repéré).

L'objectif est de disposer de "capes d'invisibilité" pour camoufler ou réduire la signature des shelters et autres véhicules imposants.

Cet avis précise que "face aux capteurs de plus en plus performants sur le champ de bataille, et afin de prendre en compte le besoin de camouflage statique des grands véhicules et des grands shelters postes de commandement de l'armée de terre, ces FEM seront utilisés pour décaractériser la silhouette et réduire la signature globale de ces matériels, en leur permettant de se confondre avec l'environnement afin d'échapper à la surveillance ennemie. Ils fourniront une réponse adaptée et modulable en fonction :
-de la taille des matériels à camoufler (surface des filets de l'ordre de la centaine de m²),
-des conditions et contraintes d'emploi (théâtres européens, zones désertiques ou enneigées),
-des caractéristiques des capteurs de la menace, en permettant une dissimulation dans les différentes longueurs d'onde de la menace, dont visible, proche infrarouge, infrarouge thermique et radar."

Autre point mis en avant: "Un des enjeux de ce marché est également de définir de nouveaux motifs et couleurs de bariolage, dans le visible et le proche infrarouge, permettant de remplacer le bariolage actuel des filets de l'armée de Terre".

Le marché porterait sur la fourniture d'une "quantité globale de 1 500 à 6 000 filets-écrans multispectraux".



L'US Army, dans le cadre du programme ULCANS (Ultra-Light Camouflage Netting System), a attribué un marché assez similaire en novembre dernier à Fibrotex USA, HDT Expeditionary Systems et Saab (lire aussi **ici**).

Ce contrat de 10 ans, d'une valeur de de 480 millions de $, remplacera les camouflages "forêt" et "désert " par de nouvelles variantes "forêt" sombre et clair, "neige", "montagne", "désert" et "environnement urbain".

Emprises militaires : Entre rénover et faire du neuf, le Service des infrastructures de la Défense s'interroge

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 21 février 2019



Photo : Caserne Brune – 126e RI à Brive, via Wikimedias

Créé en 2005, le Service d'infrastructure de la Défense est chargé de la gestion et de l'entretien de l'ensemble du patrimoine immobilier du ministère des Armées, lequel représente 40% de celui de l'État, avec 4.100 immeubles, 2,8 milliards de mètres carrés de terrain et plus de 27 millions de mètres carrés de surface bâties « actives ». Ce qui représente 34 milliards d'euros de valeur « actualisée ».

Cela étant, et comme l'avait souligné le rapport du sénateur Dominique de Legge sur le parc immobilier du ministère des Armées, ce patrimoine est hétérogène, étant donné que l'ancien, voire le très ancien [comme par exemple l'Hôtel national des Invalides], côtoie le neuf, à l'image du Centre d'analyse de lutte informatique défensive qui sera prochainement inauguré à Rennes.

« Ce patrimoine, très dispersé, souffre d'un retard d'entretien considérable, marqué par des décennies de sous-investissements et de défaut d'entretien des réseaux et des équipements techniques », a ainsi indiqué le général Bernard Fontan, le directeur central du SID, lors d'une récente audition à l'Assemblée nationale. Et des constructions relativement récentes sont aussi concernées. « Beaucoup d'emprises ont été construites ou reconstruites dans les années 1950 et 1960 et présentent toutes les mêmes stigmates et pathologies de sous-entretien », a-t-il ajouté.

La remise en état des emprises militaires est l'une des priorités de la Loi de programmation militaire [LPM] 2019-25, qui prévoit d'augmenter les crédits de maintenance « immobilière » de près de 200 millions d'euros par an sur sa durée.

Au regard du sous-investissement passé, le général Fontan a prévenu qu'il s'agirait de mener des opérations de maintenance « lourde » sur ce « patrimoine parfois historique comportant des casernes du XIXe siècle mais aussi des bâtiments des années 1970 ». Et d'ajouter, au sujet de ces derniers : « Le vieillissement et le sous-entretien depuis plusieurs années font que les réseaux électriques, de chauffage, d'eau et d'évacuation sont aujourd'hui à bout de souffle. Or, changer un bloc sanitaire sans reprendre les réseaux n'a pas de sens. »

En outre, il faut prendre en considération l'application de nouvelles normes, comme celles relatives à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite [PMR], à l'énergie et à l'environnement.

D'où la question d'un député : dans ces conditions, ne vaudrait-il mieux pas céder les casernes anciennes [du moins celles qui ne font pas partie du patrimoine historique] et en construire de nouvelles, qui seraient « normes actuelles et dotées d'énergies renouvelables »?

A priori, le SID n'y serait pas hostile par principe. « En ce qui concerne les bâtiments du XIXe siècle [dont les casernes construites selon un modèle en U et en carré, nldr], il est certain que s'il est nécessaire de reprendre tous les réseaux – eau, électricité, chauffage –, remettre aux normes

thermiques en isolant des toitures et en posant de nouvelles huisseries, éventuellement mettre aux normes PMR [s'ils ne sont pas réservés à des troupes opérationnelles, ndlr], le coût de réhabilitation peut aisément atteindre celui du neuf », voire le dépasser, a relevé le général Fontan. Qui plus est, « il ne faut pas omettre de citer les problématiques liées à l'amiante qui représentent un coût non négligeable dans de nombreuses opérations INFRA », a-t-il précisé.

Aussi, le directeur du SID a dit « ne pas écarter la solution » suggérée par le député, dans la mesure, toutefois, « où les bâtiments ne sont pas classés. » Et d'ajouter : « Quand on engage une restauration/restructuration lourde, on compare toujours son coût à celui du coût d'une déconstruction et de la construction sur site d'une INFRA neuve. »

Pour autant, il ne s'agirait pas de construire de nouvelles emprises ailleurs. « Il faut avoir conscience que les casernes de l'armée de Terre occupent souvent une place centrale dans les petites villes où elles sont implantées », a expliqué le général Fontan. « L'aspect économique est intégré aux réflexions du ministère mais il a aussi une dimension économique et sociale locale non négligeable », a-t-il fait valoir.

En outre, a-t-il poursuivi, « on ne trouverait pas forcément un acquéreur pour reprendre les emprises cédées et nous conserverions de facto le coût du gardiennage des emprises 'abandonnées' tout en devant assumer les responsabilités en cas d'incident, de vol ou d'incendie. »



L'une des solutions passerait donc par celle mis en application au 3e Régiment de Parachutistes d'Infanterie de Marine [RPIMa], à Carcassonne. Les « marsouins » ont en effet été logés « pendant deux ans dans des bungalows, le temps de reprendre et de rehausser l'ancien bâtiment. On a en quelque sorte fait du neuf sur l'ancien, tout en augmentant la capacité d'accueil et le niveau de confort », a relaté le directeur du SID.

Et le Bâtiment modulaire durable [BMD] de type Catalpa, dont la durée de vie va de 35 à 40 ans, pourrait en constituer une autre. Il répond aux « besoins de mise aux normes, tout en permettant une mise en service rapide » et il s'inscrit « dans la manœuvre de développement durable puisqu'il est conforme à la réglementation thermique de 2012 », tout en assurant un « confort acoustique performant » et en étant « très peu énergivore », a assuré le général Fontan.

Initialement, le SID devait livrer 13 BMD à l'armée de Terre, dans le cadre de la remontée en puissance de se Force opérationnelle terrestre [FOT]. Mais, visiblement, cette solution est séduisante puisque, selon le général Fontan, il a déjà été livré « plus de trente ouvrages au profit des trois armées, des directions et des services. »

a – Armée de Terre

À la sueur du front

Mise à jour : 15/02/2019

Le sport sur le front émerge en 1915 pendant la guerre de position. Encouragé par la hiérarchie, il est mis en sommeil avec l'intensification des combats. En 1916, la pratique est relancée par les soldats britanniques, avant d'être popularisée par les soldats américains en 1918.

Le 3 août 1914, l'Allemagne déclare la guerre à la France. Les soldats se trouvent engagés dans une guerre de mouvement éreintante et meurtrière. Après la première victoire de la Marne, les Alliés poursuivent l'armée allemande qui opère un repli défensif. De ces affrontements va résulter un front long de 750 kilo-mètres, allant de la mer du Nord à la frontière suisse. Les tranchées se creusent de part et d'autre, la guerre de position se met en place. Pendant les durs combats de 1915 les soldats mobilisent toutes leurs énergies.Mais entre deux assauts, l'inaction est pesante. Les idées noires plombent le moral. Loin de leur famille, de leur travail, de leur village, les soldats s'ennuient. C'est là que tout commence et que l'activité s'organise. Sportifs avant la guerre, des soldats impulsent spontanément des matchs amicaux près du front. Devant l'engouement et l'adhésion des Poilus, des officiers encouragent cette initiative. Dès lors, de nombreux comptes rendus apparaissent dans les journaux de tranchées, montrant un foisonnement et une diversification de cette activité naissante.





« *À l'arrivée au cantonnement, la troupe doit être laissée au repos absolu [...], pour qu'elle puisse se détendre moralement et physiquement* ».

Général Nivelle, directive du 3 juin 1917.

Influence britannique

Au début de l'année 1916, on constate une régression de la pratique sportive en raison de l'intensification des combats. La bataille de Verdun fait rage. Le 1er juillet, la bataille de la Somme est engagée avec les Alliés. La relance du sport découle de cette bataille. Élément inhérent et complémentaire de leur culture, le sport représente pour les soldats britanniques un bienfait moral et physique, un renforcement de l'esprit de groupe, une préparation aux combats. Il est, pour les Français, une distraction, un moment d'oubli de la guerre et de ses atrocités. Au contact de leurs alliés, les Poilus découvrent cette nouvelle pratique consolidée pendant les premiers mois de l'année 1917.

Le 16 avril, l'offensive Nivelle, qui devait être décisive, est un désastre total et déclenche les premières mutineries. Nivelle est destitué et Pétain prend sa place à la tête du grand quartier général le 15 mai. Il va utiliser le sport pour gérer les mouvements d'insubordination. Sa directive du 3 juin 1917 précise qu'« à l'arrivée au cantonnement, la troupe doit être laissée au repos absolu pendant le temps voulu, pour qu'elle puisse se détendre moralement et physiquement ». Sans être explicitement cité, le sport occupe une place essentielle dans le règlement de la grave crise morale que traverse alors l'armée française. L'initiative spontanée prise par quelques Poilus au début du conflit est maintenant relayée par le ministère des Armées.

Étonnante progression

En 1918, les Sammies font découvrir aux Poilus le basket-ball, le volleyball, le base-ball grâce, en grande partie, aux foyers américains YMCA (Young Men's Christian Association). L'idéologie et les énormes moyens financiers dont dispose cette organisation permettent de sceller solidement l'étonnante progression du sport sur la totalité du front. La généralisation de sa pratique permet de toucher un nombre considérable de soldats issus en grande majorité des couches populaires du pays. Si le 11 novembre 1918 marque l'arrêt des combats, les soldats constituant l'ensemble des forces alliées restent mobilisés. Ces millions d'hommes représentent un moyen de pression sur l'Allemagne avant la signature de la paix, le 28 juin 1919 à Versailles. L'ensemble des états-majors choisit alors d'utiliser le sport pour rendre cette période de démobilisation plus supportable aux soldats. Si le terme n'existe pas encore, il s'agit bien là d'un soutien psychologique. Dès lors, la présence et la disponibilité des troupes alliées sur le territoire français vont favoriser les échanges sportifs régionaux, nationaux et internationaux. Cette période reste à jamais la plus intense que la France ait connue en matière de rencontres sportives : la dynamique est lancée. Dès le retour de la paix, le sport s'enracine définitivement dans notre pays, héritage inattendu de la Grande Guerre.

Droits : Armée de Terre 2019

Le TIM 301 est sorti

Mise à jour : 18/02/2019

Le nouveau Terre information magazine (TIM N°301) est accessible en ligne. Ce numéro 301 met à l'honneur la reconversion à travers un dossier détaillé sur le dispositif mis en place par l'armée de Terre.



Au programme de ce numéro spécial, une plongée au cœur du renseignement en milieu aquatique avec le groupement d'aide à l'engagement amphibie (GAEA). Unité interarmes créé en 2015, et fort de 150 hommes, elle permet aux forces débarquées d'obtenir du renseignement dans un délai très court.

L'immersion de ce mois est consacrée à l'exercice Extel Marne, un entraînement en terrain libre réalisé en décembre dernier. Sur une semaine, les trois sous-groupements de la 7e BB ont pu se confronter au combat de haute intensité, à un exercice NRBC et ponctué de plusieurs franchissements.

Le magazine nous invite également à découvrir les modalités pour scolariser son enfant en lycée militaire. Enfin, pour la rubrique historique, il revient sur le sport dans la Grande Guerre émergeant sur le front en 1915 encouragé par le commandement.



TIM 301 - FEV 2019 Publish at Calameo

PDF du TIM 301

Abonnements payants : ECPAD – 2 à 8 rue du Fort, 94205 Ivry-sur-Seine cedex Tél. : 01 49 60 52 44

TIM 301 (format pdf, 18.94 MB) https://www.defense.gouv.fr/terre/actu-terre/le-tim-301-est-sorti

Droits : Armée de Terre 2019

Quel impact économique après l'implantation de la 13e DBLE au Larzac ?

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 18.02.2019 Par Philippe Chapleau

Une étude a été menée par l'INSEE et le ministère des Armées pour mesurer l'impact économique et humain de l'implantation de la 13e DBLE à la Cavalerie, sur le plateau du Larzac. Les données de cette étude seront présentées mardi à Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées.

L'arrivée de la Légion a évidemment dynamisé la vie de la Communauté de Communes Larzac et Vallées (16 communes) où l'on observait depuis 2007, un ralentissement global de la croissance démographique (avec une population vieillissante):



Implantée depuis 2016 sur le camp du Larzac, la 13e DBLE compte actuellement près de 1 300 militaires et civils.

Son installation devrait générer l'accueil progressif d'environ 2 200 habitants (selon la Région) et booster la croissance économique.

En outre, les nombreux chantiers déjà menés, en cours ou en projet sur le site de la Cavalerie ont largement profité aux entreprises de l'Aveyron et de la Région. Il sera intéressant de voir les données de l'INSEE pour confirmer l'apport de la Légion tant sur le plan humain que sur le plan du développement des infrastructures locales (écoles, crèches, équipements sociaux etc).

Pour voir l'impact de l'installation de la 13e DBLE, lire mon reportage de juin 2018 https://www.ouest-france.fr/politique/defense/reportage-la-legion-etrangere-seduit-l-antimilitariste-larzac-5860132

La préparation opérationnelle des unités logistiques de l'armée de Terre évolue

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 18 février 2019



Fin janvier, le groupement tactique logistique [GT-LOG] « Phénix » de la force Barkhane a accompli un périple de 800 km pour ravitailler, depuis Gao, les militaires françaises déployés à Tombouctou. Pour ce type de mission, un convoi [d'une quarantaine de véhicules, en l'occurrence] est systématiquement accompagné par un détachement de sapeurs chargé de l'ouverture d'itinéraire, d'un peloton de circulation et d'escorte [PCE], d'unités de blindés ou d'infanterie et d'un contrôleur aérien avancé [JTAC – Joint Tactical Air Controller] pour coordonner les moyens aériens susceptibles de venir en appui.

De telles précautions sont indispensables pour écarter la menace d'une embuscade et/ou d'explosion d'engins explosifs improvisés. En 2016, quatre soldats de régiments du Train ont perdu la vie au cours de telles missions logistiques.

En avril 2017, la préparation opérationnelle des unités logistiques de l'armée de Terre a évolué avec la mise en place, à Mourmelon, du Centre d'application logistique [CAL], ce dernier ayant alors succédé au Centre d'entraînement logistique [CENTLOG], dissous quelques mois plus tôt. L'objectif était de permettre aux sous-groupements logistiques [SGL] de s'entraîner dans un environnement interarmes.

Le commandant la logistique des forces [COMLOG], le général Jean-Marc Bacquet, avait tiré un bilan positif du CAL quelques mois plus tard, en soulignant son rapport « coût-efficacité ».

« La principale évolution est la recherche systématique d'une participation de l'interarmes et de l'interarmées afin de se conformer à la réalité des opérations extérieures. Nous avons attiré les premiers trains de combat de niveau 2. Quant aux modes d'actions techniques et tactiques joués, ils tiennent bien évidemment compte des derniers enseignements de nos déploiements », avait expliqué le général Bacquet.

Et ce dernier d'ajouter : « Le CAL constitue une étape importante dans la préparation opérationnelle des sous-groupements logistiques qui agrègent à cette occasion des modules logistiques complémentaires comme des capacités de transport, des capacités de soutien du combattant, des équipes médicale et de maintenance, sans oublier un peloton de circulation pour l'escorte. »

Pour aller encore plus loin dans la recherche d'une meilleure coordination interarmes et en soulignant que la « préparation opérationnelle » de ses unités reste « sa préoccupation constante », l'armée de Terre a récemment fait évoluer l'entraînement de ses unités logistiques afin de « mieux répondre aux besoins actuels ».

Ainsi, les 12 et 13 février, un sous-groupement à dominante interarmes [SGTIA], armé par le 2e Régiment Étranger d'Infanterie [REI], et un sous-groupement logistique fourni par le 515e Régiment du Train [RT] ont participé à la dernière rotation du Centre d'entraînement au tir interarmes [CETIA] Symphonie.

Selon l'armée de Terre, un tel « exercice de synthèse était donc inédit, par la présence d'une unité logistique. »

Cet exercice, organisé par le centre d'entraînement interarmes et du soutien logistique, situé sur les camps de Suippes et Mourmelon, a donc permis de plonger les « tringlots » dans des conditions proches de celles qu'ils connaitront une fois projetés en opération.

« Le SGTIA a particulièrement développé la combinaison de feux » tandis que le SGL « s'est focalisé sur l'extraction d'un blessé sous le feu, la réaction face à des engins explosifs improvisés ou lors d'une embuscade », explique l'armée de Terre.

Et cette dernière d'insister : « Ce sont des compétences que les SGL doivent maîtriser afin de mener à bien leur mission en opération. Particulièrement exposés, ils doivent être parfaitement formés. La rotation au CETIA s'inscrit dans ce sens et a pour objectif de préparer au mieux les unités logistiques dans le domaine du combat. »

Y avez-vous pensé ? Scolariser son enfant dans un lycée militaire

Mise à jour : 19/02/2019

Les lycées de défense relevant de l'armée de Terre, plus communément dénommés lycées militaires, portent une ambition d'excellence tournée vers l'aide à la famille (toutes catégories de personnel du Ministère des Armées) et l'aide au recrutement. Les lycées militaires permettent, d'une part, d'accompagner les familles de militaires qui en expriment le besoin pour faire face aux sujétions de la vie militaire et, d'autre part, de recru-ter et fidéliser une ressource humaine compétente.

Loin de rester sur des schémas traditionnels de formation, les lycées militaires s'adaptent à leur époque et aux besoins de l'armée de Terre tout en maintenant les fondamentaux. Ces derniers reposent sur l'excellence comportementale et académique, la famille et les valeurs.





Offres de formation

Dans le secondaire, l'offre de formation d'aide à la famille évolue continuellement pour prendre en compte les différentes réformes mises en place par l'Éducation nationale et pour donner aux élèves et aux familles les clefs de la réussite au baccalauréat mais surtout de l'accès à l'enseignement supérieur. Les formations dédiées à l'aide au recrutement pour la plupart post-bac proposent un large spectre de possibilités incluant les traditionnelles classes préparatoires aux grandes écoles militaires (550 places), et des classes préparatoires à l'enseignement supérieur (80 places). Pour rester à l'avant-garde des métiers du XXIe siècle, un BTS dans le domaine de la cyberdéfense (35 places) et de la maintenance des matériels terrestres (10 places) sont désormais disponibles pour les étudiants souhaitant embrasser une carrière professionnelle technique au sein du ministère des Armées.

Le domaine aéronautique est également couvert avec l'ouverture depuis la rentrée 2018 d'un baccalauréat professionnel dans le domaine de la maintenance aéronautique (30 places).

Admissions

La sélection s'appuie sur des critères académiques renforcés par des critères familiaux et professionnels pour le secondaire (lycée et collège).

Les procédures d'admission pour la rentrée scolaire 2019 sont disponibles sur le site Internet : https://rh-terre.defense.gouv.fr.

Pour tout renseignement, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : drhat-tours.lyceesmilitaires.cmi.fct@def.gouv.fr

Droits : Armée de Terre 2019

L'arrivée des légionnaires sur le plateau du Larzac est une bouffée d'oxygène pour l'économie locale

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 19 février 2019



Dans mon esprit l'armée, ça assure la sécurité de la nation, pas l'aménagement du territoire », avait lancé le président Sarkozy, pour justifier la réforme de la carte militaire que son gouvernement venait de lancer, en 2008, ainsi que la suppression massive de postes au sein du ministère de la Défense [des Armées aujourd'hui].

Depuis, dans un contexte marqué par le terrorisme et le retour de la « menace de la force », les armées ont revu leurs effectifs à la hausse. C'est notamment vrai pour l'armée de Terre, qui, après avoir fermé bon nombre de casernes, a dû pousser les murs de celles qui avaient échappé à la dernière vague de restructurations pour accueillir les 11.000 soldats supplémentaires de sa Force opérationnelle terrestre [FOT].

Cela étant, les villes moyennes qui ont dû se résoudre à voir fermer leur caserne ou leur base aérienne, la réforme de la carte militaire menée entre 2008 et 2014 a été vécue douloureusement, même si des plans visant à dynamiser la vie économique locale furent mis en place [ce qui n'a pas été non plus neutre sur le plan financier…]. En effet, quand un régiment est dissous, le marché immobilier en pâtit, de même que les commerçants et les entrepreneurs locaux. Et cela va même jusqu'à impacter les services publics de proximité.

Aussi, l'arrivée de la 13e Demi Brigade de Légion étrangère [DBLE] sur le plateau du Larzac, annoncée en 2015, est une bouffée d'oxygène pour l'économie du bassin de vie de Millau. Tel est le constat, peu surprenant, fait par l'Institut national de la statistique et des études économiques [INSEE], dans une étude publiée ce 19 février, à l'occasion d'un déplacement de Geneviève Darrieussecq, la secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées, à La Cavalerie [Aveyron].

Dans un premier temps, les travaux majeurs d'infrastructure nécessaires pour l'installation de la 13e DBLE dans son nouveau camp, d'un montant total de 11,8 millions d'euros, ont surtout profité aux entreprises locales, quelle que soit leur taille. Et ce n'est pas fini puisque le chantier doit durer jusqu'en 2023.

Plus généralement, poursuit l'INSEE, la « 13e DBLE génère des revenus, directement pour ses effectifs militaire et civil, et indirectement pour les personnes travaillant dans les établissements sollicités pour les travaux d'infrastructure du camp ou pour les dépenses courantes. À son tour, chacun consomme et investit pour lui-même et sa famille : alimentation, habillement, logement, services, autant de besoins qui trouvent satisfaction à proximité des lieux de résidence et induisent de nouveaux emplois. »

« L'emploi généré par la consommation des familles [de militaires, ndlr] se localise surtout dans le bassin de vie de Millau, là où les trois quarts habitent : légionnaires et sous-officiers logés sur le camp, familles des autres personnels militaires et civils et des salariés des établissements sollicités par le camp. Ce sont ainsi 1.700 personnes en 2017 (respectivement 1 200 en 2016) qui

vivent dans ce bassin de vie et dont un membre de la famille bénéficie directement ou indirectement de l'activité de la 13e DBLE », souligne l'étude.

Cela étant, plusieurs facteurs font que les bénéfices de l'installation de la 13e DBLE sur le Larzac pourraient être encore plus élevés. En effet, précise l'INSEE, « une grande partie des dépenses nécessaires pour faire fonctionner le camp et répondre aux besoins du personnel relèvent […] de marchés publics nationaux. »

Tel est par exemple le cas de l'alimentation, « dont 80 % du budget est régi par un marché national. » Une manne qui échappe donc en grande partie aux établissements locaux susceptibles d'approvisionner le mess de la 13e DBLE. En outre, de nombreux légionnaires, de part le règlement, ne peuvent pas se loger en ville. Aussi, ils « consomment en partie les produits fournis par le camp » et « en conséquence, les dépenses effectuées auprès d'établissements locaux s'en trouvent atténuées », souligne l'INSEE.

Mais il n'en demeure pas moins que les effets de l'arrivée des légionnaires sont tangibles.

« Au total, l'emploi généré par le camp correspond à l'équivalent de 953 salariés en 2016 et 1 408 en 2017. Le bassin de vie de Millau regroupe 93 % des effectifs en 2016 et 91 % en 2017. L'influence économique de la 13e DBLE sur ce territoire est significative : en 2016, ces emplois générés par la présence du camp représentent 8 % de l'emploi salarié du bassin de Millau et 11 % en 2017. À l'échelle du département, ils correspondent à 1 % de l'emploi salarié total en 2016 et 2 % en 2017 », avance l'INSEE.

Par ailleurs, l'implantation de la 13e DBLE sur le plateau du Larzac a aussi des effets sur le plan social. « Elle a tout d'abord été le déclencheur de la construction d'un collège sur le secteur sud de l'Aveyron, qui accueillera les enfants des populations nouvellement installées […] tout en allégeant les effectifs du collège de Millau. Elle a ensuite un impact mesurable sur l'activité de la maternité de Millau. Ainsi en 2017, 14 naissances sont recensées au sein des familles de légionnaires sur les 260 de la maternité, soit 5,4 % », fait valoir l'INSEE.

Et, ajouté l'institut, « l'arrivée de la Légion a accéléré le projet de création d'une maison de santé à La Cavalerie dont la livraison est prévue courant 2019. »

Enfin, l'INSEE souligne également l'introduction, par le ministère des Armées, de clauses sociales dans les marchés relatifs aux infrastructures. Ces dernières fixent un objectif de 50.000 heures d'insertion sur la durée des travaux « afin d'offrir des opportunités d'accès ou de retour à l'emploi à des personnes rencontrant des difficultés [travailleurs handicapés, demandeurs d'emploi de longue durée, etc.].

Le suivi des conséquences économiques de l'arrivée de la 13e DBLE sur le Larzac n'est pas terminé : l'INSEE a en effet précisé que deux deux études complémentaires seront menées pour suivre la « montée en charge sur l'année 2019 » et « l'atteinte d'un régime de croisière » en 2023.

Laustaunau-Lacau : « Nous avons choisi d'obéir »... en gilet jaune

https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/ 20 Février 2019 à 09h43 Par Jean-Dominique Merchet



La lecture du Casoar, revue de la Saint-Cyrienne, réserve parfois d'étonnantes découvertes. Ainsi le numéro de janvier 2019 revient sur l'affaire Loustauna-Lacau, c'est-à-dire la décision prise par le chef d'état-major de l'armée de terre (Cemat) de ne plus utiliser ce nom de baptême.

Le moins que l'on puisse dire est que cela passe mal auprès des principaux concernées, à savoir la promotion désormais sans nom. Son « père système », le sous-lieutenant Maxime Decourteix, publie un article illustré par un cyrard un gilet jaune, avec ces mots «#Je suis LL », comprendre Loustauna-Lacau.

« Nous avons choisi de sauvegarder la dignité de notre promotion et d'obéir aux ordres du Cemat » écrit crânement ce jeune officier. Evoquant « notre tristesse » et « le piétinement de nos idéaux », l'article s'en prend à « l'amateurisme » du Service Historique de la Défense, qui n'a pas averti la promotion des problèmes politiques qu'un tel personnage, célèbre pour ses idées d'extrême-droite pouvait représenter. « Les questions de politique ne sont même pas rentrées en ligne de compte » dans le choix initial du nom de baptême, assure le jeune officier. Comme si la politique ne comptait pas dans une démocratie...

« Révoltés d'assister à un tel déferlement d'outrages et d'agressivité », le Père Système dénonce pourtant « le calomnieux procès en droitisation des saint-cyriens » qui serait inspiré par des « logiques carriéristes ou partisanes ».

Rappelons que cette promotion sans nom n'a pas été débaptisée : elle ne peut plus porter son nom de baptême, au moins de manière publique.

Il existe une autre promotion « sans nom » à Saint-Cyr, mais cette fois-ci de manière officieuse : la « Général de Gaulle » (1970). Le nom avait été imposé par les autorités à la suite du décès du général De Gaulle. La vigueur de l'antigaullisme fit que certains refusèrent longtemps, en privé, de la porter. Avec la LL, on joue aujourd'hui à fronts renversés.

Préparer le terrain : le renseignement en milieu aquatique

Mise à jour : 21/02/2019

Depuis 2015, le groupement d'aide à l'engagement amphibie est la capacité renforcée de renseignement de la 6e brigade légère blindée (6e BLB) et de la 9e brigade d'infanterie de marine (9e BIMa). Sa modularité et son autonomie en font un atout pour la prise de décision du chef avant l'engagement.





Créé en 2015, le groupement d'aide à l'engagement amphibie (GAEA) s'appuie sur un constat simple : **la nécessité de disposer d'une unité interarmes de circonstances, modulable et aguerrie, pour permettre aux forces débarquées d'obtenir du renseignement à fin d'actions immédiates.** Le général Nicol, commandant de la 6e BLB explique ainsi le rôle du GAEA : « *Nous bénéficions de la capacité des équipes de reconnaissance de plage et des forces avancées de la Marine nationale pour mener l'opération amphibie proprement dite [...]. Mais le chef d'une unité interarmes doit avoir une vision claire des premiers kilomètres alentour, dans tous les compartiments de terrain, pour prendre la bonne décision tactique. La modularité du GAEA, sa petite taille et sa capacité d'infiltration sont autant d'atouts pour obtenir une information fiable, immédiate et exploitable dans un temps très court* ». Le GAEA est intégré dans le **groupement tactique interarmes, et lui permet d'être renseigné par ses propres moyens avant et pendant le débarquement des forces.** Il participe donc activement à la **préparation opérationnelle** des forces terrestres.



Mise en place du GAEA

Interarmes, le GAEA est placé sous les ordres du *commander landing force,* le commandant des opérations terrestres dans le cadre des manœuvres amphibies. **La 6e et la 9e BIMa, les deux brigades à vocation amphibies de l'armée de Terre, ont travaillé de concert** pour s'accorder sur l'emploi et la formation de cette nouvelle entité. Elle est composée d'environ **150 hommes, issus d'unités variées :** trois sections d'aide à l'engagement débarqué de régiments d'infanterie, deux pelotons des régiments de cavalerie, plongeurs et militaires de la fouille opérationnelle spécialisée du régiment de génie, équipe de guidage aérien et de coordination des feux des régiments d'artillerie, transmetteurs, et spécialistes santé en fonction du besoin.

Le GAEA s'entraîne au sein des brigades durant **18 mois,** période entre deux cycles de projection. L'entraînement est composé de modules spécifiques (tir, infiltration, transmission, santé, photo, identification, etc) ainsi que de formations individuelles et collectives. Le GAEA participe également de façon systématique **aux exercices amphibie, ce qui lui permet de prendre toute sa place au sein des brigades.**



Un appui tactique lors d'opérations amphibies

Le GAEA joue un rôle essentiel : il **favorise l'arrivée en premier sur une zone de débarquement.** Il effectue un **travail préparatoire de reconnaissance et de déminage terrestre** de la plage et de ses environs afin d'évaluer les zones sur lesquelles les chalands vont débarquer, et permettre ainsi la mise à terre des militaires et de leurs véhicules en toute sécurité. Le groupement est également en mesure de **renseigner sur la praticabilité des axes qui seront utilisés à l'issue du débarquement.** Il apporte un **appui tactique spécifique lors d'opérations amphibies.** Les zones concernées sont les zones littorales, mais également les **zones fluviales et portuaires.** Le GAEA a la capacité de mettre en œuvre ces missions rapidement (généralement en moins de 96 heures).

Le GAEA est ainsi capable d'agir de manière autonome, en toute discrétion, et d'acquérir un renseignement de proximité. Il répond à un besoin qui était essentiel : « *c'est un atout indéniable pour le commandant de brigade ou le chef du GTIA. La maturité du groupement est presque atteint* », souligne le général Nicol. Après sa mise en place et sa formation, l'objectif est maintenant le déploiement en opération du groupement, prévu dès 2020.

Droits : Armée de Terre 2019

b – Marine Nationale

Premiers tirs de missile METEOR réussis

Mise à jour : 20/02/2019 – Direction : Sirpa Marine

Le mercredi 13 février, à 13h30, une patrouille composée de deux *Rafale* a décollé de la base aérienne de Cazaux (Gironde) pour effectuer le premier tir d'un missile METEOR. A 20h00, un second tir a été réalisé, de nuit. Ces expérimentations ont été encadrées par la DGA, avec l'activation d'un dispositif d'essai complet, combinant la sécurité, l'instrumentation, la mise en œuvre des cibles, et la restitution des tirs, depuis son centre de contrôle situé sur l'île du Levant, au large d'Hyères.

Les avions ont été configurés et pilotés par du personnel du Centre d'expertise aérienne militaire (CEAM) de l'armée de l'Air et du Centre d'expérimentations pratiques de l'aéronautique navale (CEPA/10S) de la Marine nationale, en étroite collaboration avec la DGA, témoignant du très haut niveau de technicité des forces en milieu interarmées.

Destiné à des missions de supériorité aérienne, le missile air-air METEOR est propulsé par statoréacteur et capable d'intercepter des cibles à très longue portée. Acquis par la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la Suède, il est doté d'une zone d'interception assurée nettement supérieure à celle des missiles de même gamme actuellement en service.



Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

La Bretagne admise au service actif

Mise à jour : 21/02/2019 – Direction : Sirpa Marine

Cinquième d'une série de huit, la frégate multi-missions (FREMM) Bretagne vient d'être admise au service actif par le chef d'état-major de la Marine (CEMM), l'amiral Prazuck. Cette décision marque l'entrée dans le cycle opérationnel de ce bâtiment ultra-moderne.



Construite à Lorient, la Bretagne a réalisé ses premiers essais à la mer avant de rejoindre Brest, son port-base, le 14 mai 2018. Elle a été officiellement réceptionnée le 18 juillet dernier.

Le 30 août, la *Bretagne* a quitté Brest pour entamer son Déploiement Longue Durée (DLD). Il s'agit de la première mission du bâtiment qui, déployé pendant plusieurs mois, est testé en conditions extrêmes afin de le confronter à ses missions futures. Durant ce déploiement, la Bretagne a participé à de nombreux exercices avec les marines alliées : exercices de lutte anti-sous-marine au large des États-Unis ou encore participation à l'exercice OTAN Trident Juncture au large de la Norvège.

Après trois mois de navigation en Atlantique nord, la Bretagne a retrouvé son port-base de Brest à la fin de l'année 2018. Aujourd'hui admise au service actif, elle intègre la flotte de surface de la marine nationale et s'apprête à prendre pleinement part aux opérations. La Bretagne est la deuxième FREMM de la flotte du Ponant, après l'Aquitaine.

En 2030, la Marine nationale disposera de quinze frégates de premier rang dont 8 FREMM, 2 FDA et 5 FDI. La FREMM Bretagne est la cinquième d'une série de huit, après l'Aquitaine, la Provence, le Languedoc et l'Auvergne. Elle sera suivie entre 2019 et 2023 par la Normandie, l'Alsace et la Lorraine. Les deux dernières FREMM auront des capacités de défense aérienne renforcées (FREMM DA).

Navires furtifs de nouvelle génération, polyvalents, endurants et souples d'emploi, dotés d'automatismes poussés et d'un équipage à effectif optimisé, les FREMM ont vocation à assurer des missions telles que la sureté de la force océanique stratégique, la frappe de précision dans la profondeur avec le missile de croisière naval (MdCN), les luttes antinavires, anti-sous-marine et anti-aérienne, la projection de commandos embarqués, la protection et l'escorte d'une force aéronavale, ou encore la participation aux missions de sauvegarde maritime.

En savoir plus sur ses capacités techniques et ses missions https://www.defense.gouv.fr/portail/enjeux2/plf-2019/les-materiels-missions-caracteristiques-industriels/admission-le-20-fevrier-2019-au-service-actif-de-la-fregate-multi-missions-fremm-bretagne



Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Admission le 20 février 2019 au service actif de la Frégate multi-missions (FREMM) Bretagne

Mise à jour : 21/02/2019 – Direction : DICoD

5e FREMM admise au service actif après *l'Aquitaine, la Provence, la Languedoc, et l'Auvergne*, sur les 8 prévues. Dans le cadre du renouvellement des équipements de la Marine nationale et dans le cadre des engagements de la LPM 2019-2025, qui verra le programme FREMM arriver à son terme.



Admission au service actif de la Frégate multi-missions (FREMM) Bretagne. (format pdf, 211.85 KB).

Sources : Ministère des Armées

c – Armée de l'Air

L'armée de l'air se met aux drones en boîte

http://lemamouth.blogspot.com/ lundi 18 février 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Après des débuts un peu longs, l'armée de l'air a pris sa vitesse de croisière en matière de drones de toutes tailles. Dernière acquisition, un minidrone aérien déclenchable sur alerte, logé dans un caisson où il peut aussi se recharger automatiquement à l'issue de la mission. Ce type d'appareil est optimisé pour la force protection des bases aériennes, mais peut aussi convenir à d'autres usages militaires.

C'est la société DPS qui a gagné les faveurs du centre d'expertise aérienne militaire (**CEAM**). Au bout de six mois d'expérimentations, les aviateurs pourraient acquérir cinq autres systèmes, assure la direction de la startup, qui emploie désormais 10 salariés.

D'autres drones caissons ont déjà été vendus à un industriel et des sociétés de sécurité, assure-t-elle aussi.

La station de contrôle peut assurer la mise en œuvre de plusieurs drones aériens, mais aussi de robots terrestres. DPS dit s'être allié pour cela avec la référence en matière d'engins de ce type, le Rochelais Shark Robotics.

Campagne de tir air-sol : avec les tireurs embarqués de la MASA

Mise à jour : 18/02/2019 – Direction : Armée de l'air

Une campagne de tir air-sol, de jour et de nuit, a été organisée sur le champ de tir de Captieux les 22 et 23 janvier 2019. Les équipes de tireurs embarqués qui interviennent dans le cadre des mesures actives de sûreté aérienne (MASA) ont réalisé leurs tirs depuis un hélicoptère Fennec de l'escadron d'hélicoptères (EH) «Alpilles» de la base aérienne 115 d'Orange. Embarquement avec le directeur de l'exercice, l'adjudant-chef Michel, qui revient sur cette campagne.

«L'objectif de cette campagne de tir est de valider la licence opérationnelle du personnel MASA embarqué, explique l'adjudant-chef Michel, directeur de l'exercice et chef du plot MASA de la base aérienne 120 de Cazaux. *Ce tir air-sol est à effectuer tous les six mois et concerne les quatre plots MASA de Villacoublay, Saint-Dizier, Cazaux et Orange. Pour acquérir la licence, les tireurs doivent valider le tir de jour et le tir de nuit.»*

Au total, douze binômes se sont succédé à bord du Fennec. Un binôme étant composé d'un tireur embarqué à la porte de l'hélicoptère et d'un chef d'équipe. «*La difficulté du tir embarqué est surtout l'aisance en vol,* précise le directeur de l'exercice. *Par ailleurs, il faut connaître toute une sémantique concernant la sécurité de l'armement et éviter de parler quand les pilotes échangent.»*



Campagne de tir air-sol : avec les tireurs embarqués de la MASA

Le chef d'équipe : relais essentiel entre le commandant de bord et le tireur

À bord de l'appareil, «*le chef d'équipe collationne les ordres du commandant de bord et les répercute au tireur par des gestes spécifiques»,* détaille-t-il. Le dialogue est essentiel dans cet exercice très technique et le binôme parfaitement coordonné : «*Le rôle du chef d'équipe est aussi de sécuriser le tireur en le tenant ; c'est lui également qui doit manipuler l'arme, l'approvisionner et l'armer pour que le tireur soit dans les meilleures conditions. De plus, il doit demander au pilote de*

passer à une vitesse précise et lui indiquer le nombre de cartouches à tirer, puis lui rendre compte des munitions qui restent dans l'arme. En effet, une arme chargée ne rentre jamais dans l'appareil.»

La sécurité est maximale à l'intérieur du Fennec, le personnel est évidemment attaché avec un harnais et les armes par des sangles. De nuit, l'exercice est encore plus difficile : «*En plus du casque, de l'arme et du harnais de sécurité, on ajoute une paire de jumelles de vision nocturne ainsi qu'un désignateur laser,* détaille l'adjudant-chef Michel. *On doit faire beaucoup plus attention à la sécurité, il y a systématiquement un briefing, de jour comme de nuit, mais le briefing de nuit est plus approfondi.»*



Campagne de tir air-sol : avec les tireurs embarqués de la MASA

«Nous formons une équipe complète quand nous sommes dans l'hélicoptère»

La licence opérationnelle obtenue au terme de la campagne permet aux tireurs de prendre les permanences opérationnelles MASA. «*Nous sommes en alerte et, sur déclenchement, l'équipe embarque dans l'hélicoptère pour neutraliser des objectifs de petite taille, lents et à basse altitude*», poursuit-il. «*Nous formons une équipe complète quand nous sommes dans l'hélicoptère,* confie l'adjudant-chef. *C'est un petit monde, on se connaît tous et on connaît tous les pilotes.»* Malgré une météo défavorable, le directeur de l'exercice affirme que cette campagne a été «*concluante pour tout le monde, car tous les tireurs ont validé leur licence opérationnelle. C'était un exercice très fluide avec du personnel confirmé.»*



Campagne de tir air-sol : avec les tireurs embarqués de la MASA

Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

Première convention Armées-université signée à Bordeaux

Mise à jour : 20/02/2019 – Direction : Armée de l'air

Pour la première fois, une convention interarmées a été signée jeudi 31 janvier 2019 entre la zone de défense Sud-Ouest et l'université de Bordeaux. Elle doit permettre aux deux entités de développer leur collaboration à travers différentes actions.



Première convention Armées-université signée à Bordeaux

«Cette convention contribue à faire rayonner l'esprit de défense et doit permettre à nos deux mondes de mieux se connaître, explique le général de corps aérien Jean Rondel, officier général

de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest et commandant des forces aériennes. *Pour les armées, c'est un atout afin de recruter des réservistes opérationnels dans des spécialités dans lesquelles on ne forme pas. Et pour les étudiants, c'est une véritable expérience formatrice, qui peut déboucher sur un recrutement comme officier sous contrat.»*

Pour le général Jean Rondel, cette signature est aussi l'occasion «*d'intervenir à l'université afin d'expliquer ce qu'est vraiment l'armée. L'intérêt pour les militaires est de découvrir des formations qu'ils pourraient suivre dans la perspective d'une reconversion après leur carrière au sein de l'institution.»*

«Permettre aux armées d'aller à la rencontre des élèves»

Des propos que le colonel Vincent, corédacteur de la convention, confirme : «*Elle doit jouer le rôle de lien entre deux mondes qui ne se connaissaient pas suffisamment et elle permettra aux militaires d'aller dans des masters pour rencontrer les élèves et présenter les possibilités qui existent dans notre institution. Les étudiants pourront faire des stages et des années de césure pour acquérir de l'expérience.»* Olivier Pujolar, vice-président de l'université de Bordeaux en charge des partenariats et des territoires, va dans le même sens : «*Nous avons des intérêts communs : nos étudiants pourront bénéficier des stages, nous allons partager les expériences et également réaliser des interventions croisées de professeurs et chercheurs sur les bases aériennes, par exemple, et de militaires à l'université.»*

Un des projets que la signature de la convention doit encourager consiste à «*regrouper l'ensemble des stages que les étudiants peuvent effectuer dans les armées dans un même flux, pour leur permettre de trouver rapidement des offres et un interlocuteur à qui s'adresser,* précise le colonel Vincent. *C'est une idée à développer avec l'université, il reste à définir les modalités d'accès.»*



Première convention Armées-université signée à Bordeaux

«Nous avons des intérêts croisés»

Olivier Pujolar rappelle que «*beaucoup de choses étaient déjà en place avec le milieu militaire, mais cette convention vient confirmer notre désir d'accélérer le mouvement depuis trois, quatre ans, avec l'Armée de l'air notamment.»* L'idée d'une convention plus globale et interarmées a alors germé après plusieurs réunions. «*La signature de ce jour doit lancer une dynamique, c'est un point de départ, pas une finalité»,* confie-t-il. Selon-lui, «*il y a forcément un manque si une université ne s'intéresse pas au domaine de la Défense. Il faut sortir des visions caricaturales, ne pas laisser d'angle mort car nous avons tous à y gagner. Les liens anciens tissés avec l'Armée de l'air dans la région nous permettent aujourd'hui de nous appuyer sur une convention globale au niveau de la zone de défense avec les trois armées.»*



Première convention Armées-université signée à Bordeaux

Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

L’armée de l’Air se dote de drones de surveillance autonomes

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 20 février 2019



Pendant que l’entreprise Drone Azur se voyait attribuer une autorisation de la Direction générale de l’aviation civile [DGAC] pour faire voler son drone autonome Skeyetech au-dessus des sites privés, hors vue directe, de jour comme de nuit et en agglomération, son homologue girondine DPS [Drone Protect System] a obtenu un marché pour le même type d’appareil auprès du ministère des Armées.

« L’armée de l’Air retient la solution ‘3S’ de Drone Protect System pour la protection de ses installations sensibles. Le dispositif se déploie début d’année 2019 sur le territoire national », a en effet annoncé l’entreprise, via son site Internet.

Cette dernière n’a donné aucune précision sur le montant du marché, ni sur le nombre d’appareils livrés.

« Pionnier dans le domaine des drones automatiques, DPS est à l’origine de la technologie de surveillance par drone automatisé et détient un brevet depuis mai 2017. Nous avons reçu une première autorisation particulière d’exploitation de la DGAC pour un site client en décembre 2017 », rappelle Philippe Gabet, le fondateur de l’entreprise.

« Ces drones sont également sous la supervision d’un agent de sécurité que nous avons formé suivant un programme élaboré par la DGAC. Les autorisations annuelles sont en cours de renouvellement, et nous sommes en train de dupliquer le système sur d’autres sites », ajoute encore M. Gabet.

Le système « 3S » [Smart Surveillance System] repose sur une station d’accueil et de rechargement d’environ 60 kg et un drone autonome « C2 » qui, assure DPS, est un appareil « robuste, fiable, efficace, facile d’emploi et capable de s’intégrer et de renforcer l’ensemble des dispositifs de protection, statiques passifs, actifs ou dynamiques. »

D’une masse de 3,2 kg, ce drone autonome de surveillance [DAS] affiche une autonomie de 20 à 25 mn [pour sa version civile] et dispose d’une caméra HD 1080p gyrostabilisée. Il est possible de le programmer à l’avance pour effectuer des rondes ou de le faire fonctionner en mode semi-automatique [navigation clic sur la cartographie depuis le PC].

Un tel système permet de faire rapidement un point de situation dans le cas d’une intrusion présumée ou de reconnaître une zone suspecte. Et cela, sans avoir à envoyer une patrouille « humaine », ce qui prendrait cinq fois plus de temps pour accomplir la même tâche. Enfin, il permet de surveiller les angles morts, ce que ne permet pas une caméra de surveillance, par ailleurs plus vulnérable.

Réouverture de «Planète Pilote» au musée de l’Air et de l’Espace

Mise à jour : 21/02/2019 – Auteur : © Lieutenant Lise Moricet – Direction : Armée de l'air

Mardi 19 février 2019, le général Philippe Lavigne, chef d’état-Major de l’Armée de l’air, a inauguré «Planète Pilote», un espace dédié aux enfants au sein du musée de l’Air et de l’Espace.



Après plusieurs mois de travaux, l'espace ludo-éducatif dédié aux enfants depuis 2010 rouvre ses portes. Les enfants âgés de 6 à 12 ans peuvent désormais découvrir un parcours ludique et pédagogique sur 1 000 m2. Espace unique en France, il propose aux enfants plus de 40 manipulations interactives réparties en quatre zones : l'homme se donne des ailes ; l'homme voyage en avion ; atteindre l'espace ; vivre et travailler dans l'espace. *«Conçu afin d'accompagner dans la découverte de l'environnement aéroportuaire, aéronautique et spatiale, «Planète Pilote» assure un lien fort avec les collections patrimoniales du musée»,* a notamment déclaré Anne-Catherine Robert-Hauglustaine, directrice du musée de l'Air et de l'Espace. *«C'est inviter le visiteur à rêver en entrant dans la peau d'un (ou d'une) pilote, mécanicien, chercheur ou encore astronaute et, pourquoi pas, à susciter des vocations.»*

Près de 300 visiteurs étaient présents en ce premier jour de réouverture. Cette première manifestation ouvre le cycle des événements programmés en 2019, année du centenaire du musée.





Réouverture de « Planète Pilote » au musée de l'Air et de l'Espace (format pdf, 14.3 MB). https://www.defense.gouv.fr/air/actus-air/reouverture-de-planete-pilote-au-musee-de-l-air-et-de-l-espace

Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

d – Gendarmerie Nationale

A Dijon, élèves gendarmes et gardes civils frères d'armes sous le Drapeau

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 18 février 2019 A la une, L'actualité Bourgogne-Franche-Comté, Vie des personnels JF Cortot



Laurent Nunez, d'origine espagnole, a pris plaisir à discuter avec les gardes civils (Photo JF Cortot)

L'école de Gendarmerie de Dijon a vécu une journée particulière le 13 février avec une présentation au Drapeau des 1ère et 2ème compagnies de l'école.

Jusque-là rien d'extraordinaire, si ce n'est que la deuxième compagnie est composée de 120 élèves de la Guardia civil en formation à l'école de Dijon pendant 5 mois !



Accompagné du général d'armée Richard Lizurey, directeur général de la Gendarmerie, et de Félix Vicente Azón Vilas, directeur général de la Guardia civil, M. Laurent Nuñez a rappelé *"la fraternité d'arme entre gardes civils espagnols et forces de l'ordre françaises notamment dans la lutte contre le terrorisme qu'il s'agisse de la lutte contre les djihadistes ou par le passé contre l'organisation terroriste ETA."*

S'adressant aux élèves français et espagnols, il a salué l'engagement de ces jeunes.

"Vous avez fait le choix du courage, d'une vie de partage et de fraternité, le sens du dévouement pour l'autre quelles que soient les difficultés en ces temps difficiles ou les menaces s'additionnent ".

Le Général Bertrand François, commandant de l'école, a présenté la formation conjointe des élèves gendarmes français de la première compagnie et des élèves gardes civils et rappelé que les élèves de la Guardia civile et les élèves gendarmes de Tulle qui avaient suivi leur formation à Valdemoro en Espagne avaient défilé le 14 juillet 2018 sur les champs Elysées.



Les élèves espagnols reçoivent une formation spécifique et ont des activités communes avec les élèves gendarmes français, comme le tir, le combat et l'intervention professionnelle. Les futurs gardes civils se rendront prochainement dans les unités de la région Bourgogne-Franche-Comté et seront aux côtés des élèves gendarmes français pour un stage au Centre national d'entraînement des forces de gendarmerie (CNEFG) à Saint-Astier.

En marge de la cérémonie, Laurent Nuñez s'est rendu à Quetigny afin d'évoquer la police de sécurité du quotidien et a rencontré les gendarmes locaux.









Ces surprenants auxiliaires des gendarmes venus du monde animal (vidéo)

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 18 février 2019 A la une, L'actualité Île-de-France, Opérationnel, Vidéos G.T.



Chiens, chevaux, ou insectes : le musée de la Gendarmerie se penche dans une nouvelle exposition temporaire sur les animaux, ouverte au public jusqu'en septembre 2019. A Melun, les curieux pourront découvrir cette singulière relation à travers trois salles riches de nombreuses pièces.

Dans le cœur des gendarmes, le chien et le cheval ont une place particulière. Mais ces deux animaux sont loin d'être les seules relations des militaires. Les explications en vidéo du directeur du musée, le capitaine Richard Filmotte.

Informations pratiques : Exposition "Des animaux et des gendarmes, que croyez-vous savoir?", du 1er février au 22 septembre 2019; Entrée exposition temporaire: 3 euros; Horaires : du lundi au dimanche, sauf le mardi.

Le très beau défi social de l'école de Dijon au profit d'un gendarme de l'Hérault atteint de la maladie de Charcot

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 18 février 2019 A la une, L'actualité Occitanie, Vie des personnels




1000 euros ont été récoltés au profit de l'association d'ici Espoir SLA et plus particulièrement pour David Ledun, qui souffre de la sclérose latérale amyotrophique -SLA-, la terrible maladie de Charcot. (Photo JMA / Métropolitain)

Le chef David Ledun entouré des deux élèves gendarmes de Dijon (Photo JMA/Métropolitain)

Les défis sociaux organisés dans les écoles de Gendarmerie sont l'occasion de procéder à de belles actions. Comme aider des gendarmes malades ou leurs proches.

L'action qui a été conduite par les élèves gendarmes de la 13ème promotion de l'école de Dijon est, à ce titre, exemplaire.

Les élèves gendarmes ont réalisé une collecte sur la plateforme Leetchi au profit de l'association Espoir SLA et plus particulièrement pour David Ledun. Ce gendarme, maréchal des logis-chef à la brigade motorisée de Castelnau-le-Lez (escadron départemental de sécurité routière de l'Hérault) souffre de la sclérose latérale amyotrophique (SLA), la terrible maladie de Charcot, contre laquelle il n'existe à ce jour aucun remède.

1 000 euros ont ainsi été collectés et le chèque a donc été remis ce samedi 16 février dans l'enceinte de la caserne de gendarmerie Lepic, à Montpellier, en présence de David Ledun et de ses trois enfants, Simon, Maxime et Grégoire. (*). Ce sont les élèves-gendarmes Kévin Cellier et Théo Raccosta à l'origine de cette démarche solidaire qui ont remis le chèque, relate le site Métropolitain.



Les 3 enfants de David Ledun étaient présents ainsi que Comme le chef d'escadron Claire Rzetelny, commandant la troisième compagnie (Photo JMA/Métropolitain)

Les enfants de David Ledun, cloué sur son fauteuil roulant, ont lu son message aux élèves gendarmes : "*Je vous remercie énormément pour ce geste, ces 1 000 euros vont me permettre d'acheter un magnifique vélo et de retrouver ainsi les sensations de l'air sur mon visage, comme avant ".*

L'association Espoir SLA est basée dans l'Hérault et est animée par les enfants de David Ledun afin de faire avancer la recherche.

"Pour l'heure, il n'y a aucun remède pour vaincre cette maladie. Loin de baisser les bras, nous avons décidé de nous battre en nous mobilisant dans plusieurs projets", écrivent sur le site de l'association les fils de Daniel Ledun qui multiplient les manifestations sportives "*afin de communiquer sur cette maladie orpheline encore méconnue du grand public".*

(*) En présence du colonel François Rougier, du groupement de l'Hérault, du capitaine Sébastien Bruche, commandant l'EDSR 34 et de gendarmes de la brigade motorisée de Castelnau-le-Lez, des camarades de David Ledun qui ont mis en vente un écusson et un tee-shirt au profit de l'association Espoir SLA.

Les gendarmes des antennes GIGN vont bénéficier du respect de l'anonymat

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 18 février 2019 A la une, Officiel P-M.G



L'antenne du GIGN d'Orange (Illustration /JPA/L'Essor)

Des personnels, appartenant à plusieurs unités ou services de la Gendarmerie vont désormais bénéficier du respect de l'anonymat, selon un arrêté paru le 15 février au Journal officiel.

Ce respect de l'anonymat déjà du aux gendarmes du GIGN, est étendu aux six antennes GIGN de métropole (Toulouse, Reims, Dijon, Orange, Nantes, Tours) et aux sept antennes GIGN outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie Française).

Les personnels de la sous-direction de l'anticipation opérationnelle (SDAO), de la sous-direction de la police judiciaire, du service central de renseignement criminel (SCRC) ou des 41 sections de recherches (SR) seront également protégés par l'anonymat.

Le respect de l'anonymat se traduit par l'interdiction de publier l'identité ou la photo de policiers ou de gendarmes concernés.

Comment les enquêteurs de la Gendarmerie veulent capitaliser sur la cellule Ariane

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 18 février 2019 A la une, Société Gabriel Thierry



La une du Dauphiné Libéré à la suite des aveux de Nordahl Lelandais dans l'affaire Maëlys (Crédit photo: AV/L'Essor).



Le pôle judiciaire de la Gendarmerie, à Pontoise.

La cellule Ariane essaime. Le bon travail du groupe d'enquêteurs du service central de renseignement criminel (SCRC) du pôle judiciaire de la Gendarmerie a donné des idées à la sous-direction de la police judiciaire de l'Arme. Dans la foulée de la cellule Ariane, créée en janvier 2018 pour étudier le parcours de vie de Nordahl Lelandais, mis en cause dans deux affaires criminelles, l'Institution a décidé de créer une unité permanente dédiée aux *cold-case*.



Le général Lecouffe (Photo Mario Sinistraj/Gendarmerie Nationale)

“Nous nous sommes rendus compte qu’il y avait du travail pour une cellule permanente” sur ces affaires non élucidées, explique le général Jean-Philippe Lecouffe, le sous-directeur de la police judiciaire. Le nom de cette structure dédiée aux investigations d’affaires non-résolues, placée au sein du SCRC, est toujours à l’étude. Elle devrait rassembler des enquêteurs permanents, comme ceux d’Ariane, pressentis pour la rejoindre. La nouvelle unité devrait aussi pouvoir compter, en cas de besoin, sur le renfort de nombreux enquêteurs de la Gendarmerie.

Retour d’expérience

En un an de travail, le retour d’expérience des sept enquêteurs de la cellule d’Ariane, supervisée par le colonel Laurent Chartier, est précieux. Les gendarmes estiment par exemple qu’il faut ouvrir la réflexion sur la durée de conservation des données au vu des enquêtes de plus en plus anciennes qui sont rouvertes. Enfin, les militaires finalisent la rédaction d’un guide de bonnes pratiques à destination des enquêteurs travaillant sur des disparitions. Il s’agit de pouvoir faciliter un éventuel travail, des années après la première enquête, sur un dossier.



Avis de recherche de la section de recherches d’Orléans.

Au quotidien, la nouvelle unité sera saisie par un magistrat ou des enquêteurs, par exemple à la suite d’avancées technologiques permettant un nouveau regard dans un dossier. L’an dernier, l’affaire de la petite martyre de l’A10 avait ainsi été résolue grâce à de nouvelles avancées autour de l’ADN.

Selon la Gendarmerie, la création d’une telle unité ne devrait pas faire doublon avec l’Office central pour la répression des violences aux personnes (OCRVP), chargé lui d’enquêtes toujours ouvertes, qui abrite également un groupe dédié aux *cold-case*. L’association Assistance et recherche de personnes disparues (ARPD), impliquée dans les enquêtes autour de Nordahl Lelandais, militait elle aussi pour la création d’une structure pérenne après Ariane. Mais à travers une structure commune “*entre la Police, avec l’Office central pour la répression des violences aux personnes, et la Gendarmerie”*, nous avait expliqué son vice-président, Bernard Valezy.

Quarantaine de dossiers retenus

Aujourd’hui, les enquêteurs de la cellule Ariane ont épluché près de 900 dossiers, des homicides non résolus, des disparitions inquiétantes et des affaires de cadavre non identifié. Une quarantaine d’affaires les ont intrigués et retransmis aux enquêteurs ou signalés à la justice. *“On est revenus leur dire que nous estimions qu’il y avait des choses intéressantes à retravailler,* précise Jean-Philippe Lecouffe*. Mais aucun dossier n’amène formellement et judiciairement Nordahl Lelandais à être mis en cause.”*

Ces affaires variées ont toutes en commun d’être relativement récentes, jusqu’au début des années 2010 et proches des lieux où Nordahl Lelandais a vécu, en Rhône-Alpes. Un quart d’entre elles concerneraient des mineurs. Les enquêteurs d’Ariane ont également retracé le parcours du maître-chien, poursuivi dans l’affaire de la petite Maëlys et du caporal Arthur Noyer, dans un rapport transmis à l’automne aux deux juges d’instruction en charge des affaires où il est mis en cause. La création de la nouvelle unité dédiée aux *cold-case* ne sonne toutefois pas le glas de la cellule Ariane. Même un peu moins nombreux, les enquêteurs poursuivent leur travail de fourmi.

Le Centre National d'Entraînement des Forces de Gendarmerie a 50 ans

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 19.02.2019 Par Philippe Chapleau



Le 15 mars 2019, le Centre National d'Entraînement des Forces de Gendarmerie (CNEFG) de Saint-Astier (24) célébrera le cinquantenaire de sa création (photos CNEFG).

C'est en effet en 1969 que la gendarmerie décide d'implanter en Dordogne un centre de perfectionnement de la gendarmerie mobile afin de permettre aux unités de Gendarmerie Mobile de parfaire leur instruction et d'acquérir la cohésion nécessaire à l'exécution des missions de maintien de l'ordre.



En effet, la crise de 1968 a révélé une forte disparité entre les escadrons, les temps d'instruction étant jusqu'alors laissés à la discrétion du commandant d'unité.

Le CNEFG reçoit donc comme mission originelle de préparer les escadrons à l'engagement opérationnel en harmonisant la formation et les techniques au maintien de l'ordre.

Aujourd'hui, en 2019, la vocation du centre n'a pas changé. Saint-Astier demeure la maison mère de la gendarmerie mobile où un tiers des 109 escadrons de GM vient se recycler annuellement sur des infrastructures dédiées aux exercices de rétablissement de l'ordre.

Avec le temps, le CNEFG a également développé son expertise dans le domaine de l'intervention et forme tous les instructeurs et moniteurs en intervention professionnelle de la gendarmerie nationale. Reconnu comme un centre d'excellence européen en matière d'ordre public, il accueille de nombreux gendarmes, policiers et militaires étrangers, ainsi que des représentants de différents services et administrations partenaires (corps préfectoral, magistrature, éducation nationale, sapeurs-pompiers, journalistes, administration pénitentiaire, ...).

Près de 15 000 stagiaires auront foulé le sol de Saint-Astier en 2018.

Rapport Benalla : des conclusions qui épinglent la Gendarmerie (actualisé)

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 20 février 2019 A la une, Société G.T.



Généraux Illustration (MG/L'Essor).



Le Sénat (SD/L'Essor).

Article actualisé à 16h avec la réaction de Gendarmes & citoyens.

Après sept mois de travaux, la commission des Lois du Sénat a livré sa copie sur l'affaire Benalla. Réunie en commission d'enquête, elle a entendu 48 personnes et recueilli trente documents complémentaires pour aboutir à son rapport de 160 pages. Ses conclusions épinglent la Gendarmerie.

Deux recommandations, la neuvième et la dixième, sur les treize préconisations, visent directement l'Arme. Les sénateurs appellent ainsi à renforcer la transparence des recrutements dans les réserves de la Gendarmerie et à rendre obligatoire l'établissement d'une liste des activités professionnelles exercées par les réservistes du commandement militaire de l'Elysée.

La Contrescarpe

Ces propositions sont somme toute très éloignées des violences de la place de la Contrescarpe, le fait divers à l'origine de l'affaire. Alexandre Benalla, et son ami Vincent Crase avaient été filmés en train de malmener des individus en dehors de tout cadre légal.

Elles font suite, pour les sénateurs, à la nomination "*atypique*" d'Alexandre Benalla au grade de lieutenant-colonel au titre des spécialistes dans la réserve opérationnelle. De même, ils ont été interpellés par le contrôle insuffisant des affectations des réservistes au sein du dispositif de sécurité de l'Elysée – ici, ce sont les activités privées de Vincent Crase, l'ancien chef d'escadron dans la réserve, qui ont attiré l'attention des sénateurs.

Un officier visé

Un officier de Gendarmerie est nommément visé. Dans une lettre adressée au président du Sénat Gérard Larcher, la commission des Lois met en cause le témoignage du général de brigade Lionel Lavergne, commandant le Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR) qui assure la sécurité rapprochée du chef de l'Etat. Elle le soupçonne de *"d'omissions, incohérences et contradictions"*.

Outre ce général de brigade, auditionné en juillet, la commission des Lois a également entendu le patron des gendarmes, Richard Lizurey au cours du même mois. Celui-ci, interrogé sur le grade dans la réserve opérationnelle au titre des spécialistes d'Alexandre Benalla, avait assumé la nomination de l'ancien chargé de mission.

Le commandant militaire de l'Elysée, le général Éric Bio-Farina, avait été auditionné en septembre, après un premier oral devant les députés. A cette occasion, la presse s'était fait l'écho d'une contradiction dans ses propos sur le port d'arme d'Alexandre Benalla.

Par contre, si quatre fédérations de syndicats de police, soit seize policiers, ont été entendus par la commission, aucune association professionnelle nationale militaire de gendarmes. Un manque regrettable : ces militaires auraient eu sans aucun doute des suggestions intéressantes à faire aux

sénateurs, sensibles par exemple à la demande de transparence au sujet des spécialistes de la réserve opérationnelle portée par le syndicat des cadres de la sécurité intérieur (SCSI-CFDT).

"*Nous déplorons l'absence de convocation des associations professionnelles de gendarmes,* déclare à *L'Essor* le capitaine (ER) Jean-François Charrat, de Gendarmes & citoyens. *C'est un dossier où sont mis en cause deux anciens réservistes de la Gendarmerie. La sécurité du président, via le GSPR, est également pour moitié prise en charge par les gendarmes. Nous aurions pu apporter un éclairage et éviter que des amalgames soient faits dans l'opinion sur la réserve."*

Comment Alexandre Benalla est-il devenu lieutenant-colonel à 26 ans ?

https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/ 21 Février 2019 à 11h11 Par Jean-Dominique Merchet

Le rapport sénatorial fait le point sur cette nomination « peu convaincante »

Le rapport de la commission du Sénat sur l'affaire Benalla, rendu public le 20 février, revient sur *« la nomination atypique »* de l'ancien conseiller de l'Elysée au grade de lieutenant-colonel dans la gendarmerie.

« L'utilité d'une telle nomination a été défendue par la gendarmerie nationale et par l'intéressé avec des justifications variables et qui demeurent peu convaincantes» estiment les rapporteurs, *« pas convaincus de la pertinence de cette nomination »*. « *Pour qu'une telle anomalie ne se reproduise plus »*, ils jugent *« nécessaire que la gendarmerie nationale renforce la transparence de ses recrutements et la rigueur des règles de sélection dans la composante « spécialiste » de sa réserve ».*

Pour bien comprendre comment un tel *« saut de grade »* dans la réserve a pu être possible, il faut savoir que, dans la gendarmerie, *« la réserve opérationnelle de niveau 1 se subdivise entre les réservistes de « sécurité publique » (environ 30 000) et les réservistes « spécialistes » (au nombre de 87 en octobre 2018). Ces spécialistes sont recrutés pour exercer des fonctions déterminées correspondant à une expérience ou qualification professionnelle civile, sans formation militaire spécifique. Le grade du réserviste spécialiste est temporaire (il dure le temps de la mission correspondante) et n'emporte aucune prérogative de puissance publique, ni de commandement, ni – pour la gendarmerie nationale – le port d'insignes ou de tenue »*, rappellent les sénateurs.

« Alexandre Benalla a intégré la réserve opérationnelle « de sécurité publique » à l'issue d'une préparation militaire gendarmerie (PMG), le 25 juin 2009, dans le département de l'Eure, où il a effectué pendant six ans comme gendarme-adjoint, au gré de ses convocations, un travail de sécurité publique générale. Entre 2009 et 2015, il a ainsi servi au total pendant 194 jours. Ayant donné satisfaction, il a été promu brigadier le 1er décembre 2015 », indique le rapport.

« Il a été radié à sa demande en novembre 2017, ayant intégré sous un autre statut, cette fois comme « spécialiste ». Il a obtenu cette intégration le 20 octobre 2017 au grade de lieutenant-colonel, à l'initiative du directeur général de la gendarmerie nationale, alors que les services instructeurs avaient, eux, envisagé un grade, inférieur, de commandant ». Il s'agissait de le faire participer à *« un groupe de travail et de réflexion sur l'amélioration de la sécurité des emprises militaires de la gendarmerie »*. Plusieurs attaques avaient récemment eu lieu et le Directeur général de la gendarmerie, Richard Lizurey, avait rencontré Alexandre Benalla dans l'avion de retour du voyage présidentiel aux Antilles.

« Cette nomination souffre ainsi particulièrement de la comparaison avec les profils habituellement intégrés comme officiers supérieurs à la réserve opérationnelle en tant que spécialistes. Selon les informations transmises par la DGGN, le vivier de la réserve opérationnelle des « spécialistes » de la gendarmerie nationale est particulièrement resserré : on ne compte actuellement que 87 personnes sous contrat à ce titre (17 au grade de commandant ou chef d'escadron et seulement 10 au grade de lieutenant-colonel). Les profils recherchés sont titulaires de compétences techniques rares ou pointues ou de diplômes universitaires ou d'études supérieures– juristes,

psychologues, experts en sécurité, en intelligence économique, en hautes technologies, ingénieurs en informatique, en travaux cartographiques... » lit-on dans le rapport. Alexandre Benalla a expliqué que *« ses diplômes (Master 1), son parcours (dans les métiers de la sécurité) et son poste (à l'Élysée) le qualifiaient pleinement pour ce grade d'officier supérieur ».*

« Le Général Richard Lizurey a admis devant votre commission qu'un tel recrutement se justifiait en réalité moins pour des raisons de fond que pour des raisons d'affichage : l'octroi d'un grade militaire élevé était simplement le moyen de faire accepter un jeune chargé de mission de l'Élysée de 27 ans {En réalité, 26 ans à l'époque de sa nomination - jdm} *à la table des haut gradés qu'il allait être amené à fréquenter »,* poursuit le rapport. En langage militaire, il a été « zingué », une pratique relativement courante, mais sans doute pas avec un tel saut de grade et à cet âge...

Non sans ironie sénatoriale, les rapporteurs constatent enfin que *« Alexandre Benalla a admis lui-même n'avoir finalement quasiment jamais participé aux travaux du groupe de réflexion pour lesquels il était si important de le doter du grade de lieutenant- colonel... »*

L'inspection générale de la Gendarmerie se réorganise

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 21 février 2019 A la une, Officiel Gabriel Thierry



Le siège de l'Inspection générale de la Gendarmerie nationale, au fort de Vanves (Crédit photo: Capture d'écran Google maps).

Les "bœufs-carottes" des gendarmes se réorganisent. Un arrêté du 15 janvier, paru ce jeudi 21 février, reprend en main l'organisation de l'Inspection générale de la Gendarmerie nationale (IGGN), commandée par le général de corps d'armée Michel Labbé. La précédente réforme d'ampleur datait de 2009 avec la création de l'IGGN en remplacement de l'Inspection générale de la Gendarmerie (IGN).

Désormais, l'IGGN comprendra trois divisions. Deux d'entres elles, celle *"des audits, des inspections et des études*", et celle "*des enquêtes internes*", succèdent aux fonctions dévolues aux deux généraux adjoints assistant le chef de l'inspection. La troisième division est dédiée au recueil et à l'analyse des renseignements, une évolution logique au vu de la nouvelle mission confiée à l'IGNN, chargée désormais d'assurer "*le recueil et le traitement des signalements émis par les lanceurs d'alerte*". Une plateforme de signalement en ligne, accessible aux particuliers, a été à ce sujet mise en place à la fin de l'année 2013.

De six à huit bureaux

Conséquence de la création de ces trois divisions: le nombre de bureaux augmente, de six à huit. Trois nouveaux bureaux (protection et gouvernance des données, qui prend acte du nouveau règlement général de la protection des données mis en place par l'Union européenne; signalements et réclamations; déontologie autorités administratives indépendantes) sont créés tandis qu'un, consacré au contrôle et à l'évaluation des fichiers, disparaît.

La division des audits, des inspections et des études chapeaute désormais les bureaux d'audit financier, de la sécurité des systèmes d'information, de la protection et gouvernance des données, et de la santé et la sécurité au travail. Enfin, cette division dirige également le département des inspecteurs, des chargés d'études et de mission, et le groupe des inspecteurs santé et sécurité au travail.

La division des enquêtes internes regroupe deux bureaux, celui des enquêtes judiciaires et des enquêtes administratives. L'IGGN ouvre systématiquement une enquête en cas d'ouverture du feu. Elle est également saisie dans les cas de blessures graves ou d'accident mortel à la suite de

l'utilisation d'une arme intermédiaire, comme par exemple les grenades ou les lanceurs de balles de défense.

Quant à la nouvelle division du recueil et de l'analyse des signalements, elle rassemble désormais deux bureaux, celui des signalements et des réclamations, en charge des plateformes de recueil et de traitement, et de celui consacré à la déontologie et aux autorités administratives indépendantes.

Mission de conseil

Le nouvel arrêté est également l'occasion de réformer à la marge les missions de l'IGGN. L'arrêté signale désormais que l'inspection *"informe l'autorité judiciaire lorsque les manquements constatés sont susceptibles de constituer une infraction pénale*". A ce sujet, l'article 40 du code de procédure pénale oblige déjà toute autorité constituée, officier ou fonctionnaire à donner avis au procureur en cas de connaissance d'un crime ou d'un délit.

De même, le nouvel arrêté organisant l'IGGN mentionne pour la première fois la mission de conseil de l'inspection. Cette dernière *"apporte conseil à tout personnel à sa demande, notamment en matière de conflit d'intérêts et anime le réseau de correspondants déontologues au sein de l'Institution*", une nouvelle mission qui fait suite à la loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires.

En 2017, selon le bilan social du ministère de l'Intérieur, 3.551 sanctions disciplinaires, dont 36 du second et troisième groupe, synonymes d'exclusion temporaire ou définitive, ont été prononcées à l'encontre de militaires de la Gendarmerie.

Justice des mineurs: les pistes des députés pour les gendarmes

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 21 février 2019 A la une, Société G.T.



A l'Assemblée nationale, mercredi 30 janvier (Capture d'écran: Assemblée nationale).

Alors que le gouvernement s'apprête à réviser l'ordonnance de 1945 sur la justice des mineurs, les députés viennent de boucler leur rapport sur ce sujet. La mission d'information sur la justice des mineurs de la commission des Lois a publié son rapport, ce mercredi 20 février, après huit mois de travaux. Trois propositions sur les vingt-six développées par la mission vont particulièrement intéresser les gendarmes.

Si la plupart des recommandations des députés, conduits par Jean Terlier (LREM, Tarn) et Cécile Untermaier (Socialistes et apparentés, Saône-et-Loire), s'adressent à la justice, les élus préconisent également de nouvelles pistes pour le traitement de cette délinquance pour les gendarmes et les policiers. Ils recommandent ainsi de former spécifiquement les enquêteurs et les agents au traitement des mineurs délinquants, et de développer les pôles psycho-sociaux dans les commissariats et les gendarmeries.

Deux gendarmes auditionnés

Quatre professionnels du ministère de l'Intérieur avaient été auditionnés en octobre 2018 par la mission d'information, dont deux gendarmes. Il s'agissait du général de division Jean-Pierre Lecouffe, sous-directeur de la police, et du chef d'escadron Erik Salvadori, chef de la section prospective pénale et pratique judiciaire.

Les députés proposent également d'améliorer le partage d'informations entre justice et services de sécurité sur ce sujet. Si ces derniers sont généralement informés lorsque des décisions

judiciaires sont prises juste après les investigations, "*dans les autres cas, l'absence de retour de la part de la justice est une source d'incompréhension et de frustration qui nourrit un sentiment, injustifié, d'inutilité*".

Si des magistrats assurent informer systématiquement les gendarmes et les policiers ayant procédé à l'arrestation d'un mineur, le ministère de l'Intérieur appelle à la généralisation de ce partage d'information. "*Certaines mesures prises à l'encontre des mineurs mériteraient d'être parfaitement, notamment l'application de sanctions éducatives telles que l'interdiction de paraitre dans les lieux où l'infraction reprochée a été commise ou encore l'interdiction de rencontrer ou recevoir la victime*", souligne la place Beauvau.

En baisse, la délinquance des mineurs a représenté en 2017 près de 134.000 affaires pour le ministère de la Justice. Pour la Gendarmerie, ce type de délinquance s'établit à une part d'environ 17% rapportée à la délinquance totale. Les gendarmes ont déjà mis en place plusieurs dispositifs innovants, comme le rappel à la responsabilité des mineurs ou l'accueil de mineurs récidivistes.

e – Service de Santé

Formation à l'Institut de Recherche Biomédicale des Armées (IRBA)

Mise à jour : 18/02/2019 – Direction : DCSSA

Du 11 au 15 février 2019, 7 élèves pilotes koweitiens ont été accueillis à l'IRBA (Brétigny-sur-Orge puis Mont de Marsan) dans le cadre de leur formation de pilote de chasse, suivie intégralement en France.



IRBA - Centrifugeuse

Dans le cadre du programme de coopération *Pilkow* initié en 2014, le Koweït a confié à l'Armée de l'Air française la formation d'un certain nombre de ses futurs pilotes de chasse. C'est le SSA qui dispense les formations relevant du domaine de la médecine aéronautique.

L'IRBA intervient en tant qu'expert dans le domaine de l'exposition du militaire aux environnements opérationnels particuliers tels que les accélérations très élevées de l'aéronautique de combat et l'hypoxie d'altitude.

Sur Brétigny-sur-Orge, les élèves pilotes ont suivi une instruction aéromédicale portant sur les effets physiologiques des accélérations, les risques associés et les moyens de s'en protéger. Après une partie théorique, ils se sont exercés aux manœuvres anti-G dans la centrifugeuse humaine sous contrôle médical.

À l'issue, ils ont rejoint l'Equipe Résidente de Médecine Aéronautique Opérationnelle de Mont-de-Marsan pour se former sur les illusions sensorielles et les effets de l'hypoxie.

En savoir plus :

L'IRBA est l'établissement du SSA dédié à la recherche de défense et de sécurité nationale. Outre les activités de recherche et de formation, il réalise des expertises.

Voir le film institutionnel :



Droits : © Service de santé dse armées

Expression d'hier et d'aujourd'hui : mettre quelqu'un en quarantaine

Mise à jour : 20/02/2019 – Direction : DCSSA

Mettre à l'écart, isoler, refuser les contacts avec quelqu'un, être exclu d'un groupe… De nos jours, si votre entourage décide de vous mettre en quarantaine, vous devriez certainement revoir votre comportement ! Quelques explications sur l'origine de cette expression.

Celle-ci date XVII^{e} siècle. La quarantaine désignait alors une période d'isolement dont le but était d'empêcher la propagation d'une épidémie. Au cours de ces quarante jours, les personnes soupçonnées d'être contaminées étaient isolées et avaient interdiction de se déplacer. Les marchandises en provenance de pays ou de régions où régnait une épidémie ne pouvaient entrer sur le territoire (les bateaux à ne pas approcher étaient signalés par un drapeau particulier.).

Il y avait toutefois de nombreux manquements à cette règle, car on ignorait comment se propageait réellement une maladie contagieuse. Pour exemple, la peste de Marseille de 1720 (dernière grande épidémie de peste enregistrée en France) qui fut propagée à partir d'un bateau en provenance de Syrie et qui accosta à Marseille le 25 mai 1720.



Visuel quarantaine

Droits : © Service de santé des armées

Stage d'aguerrissement aux EMSLB : repousser ses limites

Mise à jour : 22/02/2019 – Direction : DCSSA

Durant 5 jours, les aspirants médecins et pharmaciens ont suivi le premier stage d'aguerrissement organisé aux EMSLB. L'objectif : développer la rusticité, l'endurance et la cohésion, nécessaires dans l'exercice de leur futur métier.



Les activités se sont enchaînées sans temps mort de jour comme de nuit pour nos 15 élèves : marche course, techniques d'intervention opérationnelle rapprochée (TIOR), natation utilitaire, bivouac, marche de nuit et sauvetage au combat étaient soigneusement organisés et encadrés

par les sous-officiers du 2e bataillon, du bureau des sports et de la cellule secourisme. Les élèves ont également pratiqué la piste d'audace de la base aérienne 942, des séances de tir et de franchissement au fort de Vancia.

Le chef Fabien leur a donné tous les conseils en cas de blessure : *« Ce qui va sauver la vie sur le terrain : le sauvetage, le bon sens et l'adaptation à l'environnement »*. Ces conseils ont été mis en pratique lors d'un exercice de prise en charge d'un blessé réalisé aux EMLSB qui s'est poursuivi jusque tard dans la nuit. Ces 5 jours intensifs se sont terminés par une cérémonie des couleurs et la remise des attestations de stage. *« Vous avez appréhendé la force du groupe et de la cohésion. Cela vous servira toute votre vie, à la fois dans votre carrière de militaire, car vous serez des chefs, mais aussi dans les moments difficiles. Il faudra garder la force mentale et guider vos subordonnés. En tant que médecin, vous serez confrontés à des patients avec des pathologies parfois lourdes »* a conclu le MC Rémi, coordonnateur des formations.



Les élèves, fatigués, mais motivés, ont particulièrement apprécié cette mise à l'épreuve : *« Ça nous permet de repousser nos limites »*, explique l'aspirant médecin Morgan en 2e année. « Ça nous sera utile dans notre futur métier, car on est médecin, mais aussi militaire » ajoute aspirant médecin Erwan de 4e année. Tous ont choisi de troquer leurs vacances contre ce stage sur le terrain. En plus de leurs études à la faculté de Lyon 1, les élèves préparent différents brevets militaires et souhaitent être dans les meilleures conditions physiques et mentales pour réussir. Cet été, une trentaine d'élèves médecins, pharmaciens et infirmiers s'envoleront pour la Guyane pour réaliser le stage du centre d'entraînement à la forêt équatoriale (CEFE) du 3e REI au cœur de la jungle amazonienne.





Droits : © Service de santé des armées

f – Renseignement

g – Cybersécurité

Les hackers de Vladimir Poutine mettent moins de 20 minutes pour infester un réseau

https://www.01net.com/ **01net** Actualités Sécurité 20/02/2019 à 17h16 Gilbert KALLENBORN Journaliste



Le temps que mettent les pirates pour se répandre dans une infrastructure est très variable. Selon Crowdstrike, cela peut aller de quelques dizaines de minutes à plusieurs heures.

Quels sont les états qui disposent des hackers les plus rapides ? Le dernier rapport annuel de la société Crowdstrike donne un premier élément de réponse avec la mesure du « breakout time », c'est-à-dire le temps entre l'infection initiale (le « patient zéro ») et le premier mouvement latéral dans le réseau ciblé. Autrement dit, c'est le temps que mettent les hackers pour commencer à se répandre dans l'infrastructure de la victime.

D'après les données de Crowdstrike, les hackers pilotés par le Kremlin sont les plus rapides. En moyenne, ils n'ont besoin que de 18 minutes et 49 secondes pour réaliser leur premier « pivot ». A titre de comparaison, les hackers de la Corée du nord prennent deux heures de plus pour faire la même chose. Avec les hackers chinois et iraniens, le « breakout time » monte respectivement à quatre et cinq heures. Quant aux pirates du cybercrime, ils jouent clairement en seconde ligue, avec un délai de compromission interne supérieur à neuf heures. Le niveau professionnel est donc beaucoup plus bas.



Crowdstrike -

Tous ces chiffres ne sont que des moyennes. Une attaque peut aussi aller beaucoup plus vite. Interrogé par *Wired*, Dmitri Alperovitch, directeur technique de Crowdstrike, a déjà observé des attaques menées par le groupe russe Cozy Bear, alias APT29, où les droits d'accès au domaine réseau ont été récupérés en l'espace de 10 minutes.

Pour les organisations, ces données sont intéressantes, car elles leur permettent d'ajuster le niveau de leurs défenses. Une agence gouvernementale qui est potentiellement en ligne de mire des hackers russes, a intérêt à disposer d'un centre de réaction aux attaques très rapide et efficace. Une banque qui pense être confrontée uniquement aux cybergangs peut se donner plus de marge de manœuvre.

A noter toutefois que les données de Crowdstrike n'intègrent aucune donnée sur les hackers des états occidentaux, et notamment des Etats-Unis ou du Royaume-Uni, qui sont les plus en avance

dans ce domaine. *« Je pense qu'ils se placeraient en tête de la liste »*, estime Dmitri Alperovitch. Voilà qui laisse rêveur…

Internet et ses noms de domaine sous le coup d'une attaque inédite

Accueil High Tech Internet https://www.ouest-france.fr/ Modifié le 23/02/2019 à 07h19 Publié le 22/02/2019 à 23h43



Ces attaques informatiques consistent à « effectuer des changements non autorisés » dans les adresses. | ERIC PIERMONT / AFP

L'internet mondial fait actuellement l'objet d'attaques informatiques massives d'une ampleur inédite. Les adresses des noms de domaine sont modifiées dans l'objectif d'être piratées. L'un d'entre eux estime en outre que ces attaques ont pour origine l'Iran.

L'internet mondial est actuellement visé par une vague d'attaques informatiques d'une ampleur inédite, qui consistent à modifier les adresses des sites internet pour les pirater, a alerté vendredi l'organisme international qui attribue les adresses internet (ICANN).

Selon des experts extérieurs à l'ICANN interrogés par l'AFP, les pirates ciblent aussi bien des gouvernements que des services de renseignements ou de police, des compagnies aériennes ou l'industrie pétrolière et ce, au Moyen-Orient ou en Europe. L'un d'entre eux estime en outre que ces attaques ont pour origine l'Iran.

Ils **« s'attaquent à l'infrastructure internet elle-même »**, a indiqué vendredi à l'AFP David Conrad un des responsables de l'ICANN, qui évoque une campagne **« inédite à très grande échelle »**, qui s'est extraordinairement intensifiée très récemment. **« Il y a déjà eu des attaques ciblées mais jamais comme ça »**, a-t-il ajouté après une réunion d'urgence de l'organisation vendredi.

Fouiller dans les données

Pour l'essentiel, ces attaques consistent **« à remplacer les adresses des serveurs »** autorisés **« par des adresses de machines contrôlées par les attaquants »**, a expliqué l'organisme. Ce qui permet aux pirates de fouiller dans les données (mots de passe, adresses mail etc...) sur le chemin voire de capter complètement le trafic vers leurs serveurs.

Basé en Californie, l'ICANN gère le système des noms de domaines en ligne que le grand public connaît sous formes d'adresses de sites en .com ou .fr mais aussi .gov etc. par exemple. C'est précisément au système des noms de domaine (**« Domain name System »**, DNS) -qui permet de relier un ordinateur à un site internet- que s'attaquent les pirates, non identifiés.

Ces noms fonctionnent un peu à la façon des opératrices téléphoniques d'antan, qui connectaient les interlocuteurs entre eux en branchant des câbles sur un circuit. Les attaques contre les DNS, surnommées **« DNSpionnage »**, **« c'est en gros comparable à quelqu'un qui va au bureau de poste, ment sur votre adresse, lit votre courrier puis le met lui-même dans votre boîte aux lettres »**, expliquait aussi il y a peu le ministère américain de la Sécurité intérieure (DHS) à propos de ces attaques, dont les premières remontent semble-t-il au moins à 2017.

Protocole de protection

« Beaucoup de choses néfastes peuvent vous arriver (ou à l'expéditeur) en fonction du contenu du courrier », ajoutait le DHS. Avec l'intensification récente des attaques, l'ICANN **« estime qu'il y a un risque en cours important sur des parties importantes de**

l'infrastructure des noms de domaine », a-t-il dit vendredi, appelant les responsables informatiques à prendre des mesures adéquates.

Précisément, il appelle à déployer un protocole de protection appelé **« Domain Name System Security Extensions »** (DNSSEC). Pour autant, **« il n'y pas d'outil unique pour régler cela »**, a prévenu David Conrad, de l'ICANN. **« Nous devons améliorer la sécurité globale du DNS si nous voulons avoir un espoir d'empêcher ce genre d'attaques »**, a-t-il ajouté.

Selon Ben Read, de la firme spécialisée dans le cyber-espionnage FireEye, la liste des cibles du **« DNSpionnage »** contient notamment des organisations qui enregistrent les noms de domaine (elles-mêmes validées par l'ICANN) ou des fournisseurs d'accès internet, en particulier au Moyen-Orient. Les attaques cherchent en priorité à récupérer adresses mail et mots de passe, a précisé M. Read, qui affirme **« qu'il y a des preuves que cela vient d'Iran ou est fait pour soutenir l'Iran »**.

Multiplication à vitesse exponentielle

Selon un autre expert, Adam Meyers de la firme CrowdStrike, les **« hackers »** cherchaient notamment à voler des mots de passe au Liban et aux Emirats arabes unis. **« Avec cet accès, ils pourraient faire cesser de fonctionner des pans d'internet. Ils ont choisi d'intercepter (les données) et d'espionner les gens »**, a-t-il ajouté.

Les attaques informatiques, de toute ampleur et de toute nature, se multiplient à une vitesse exponentielle ces dernières années. Selon les experts, les pirates appartiennent le plus souvent à deux catégories principales : des individus ou des groupes de **« hackers »** qui veulent gagner de l'argent (rançongiciels, revente de données personnelles sur la partie cachée d'internet surnommée +darknet+...) ou bien des Etats, qui souhaitent espionner d'autres pays et/ou y semer des dissensions politiques.

Selon experts et autorités de nombreux pays (en particulier les Etats-Unis), la Chine, la Russie, l'Iran ou la Corée du Nord sont particulièrement actifs en matière de piratage, ce que démentent les intéressés.

h – Service du commissariat des armées

i - Service des essences des armées

j - Forces Prépositionnées

Forces de Souveraineté

FORCES ARMÉES EN GUYANE (FAG)

Évacuation sanitaire au large de la Guyane

Mise à jour : 20/02/2019 – Direction : Armée de l'air

Dans la nuit du 28 au 29 janvier 2019, l'escadron de transport (ET) 68 «Antilles-Guyane» a été sollicité pour mener une évacuation sanitaire sur un porte-conteneurs, au large de la Guyane. Les blessures de deux marins nécessitant des soins chirurgicaux d'urgence, l'hélicoptère Puma constituait le seul moyen de leur porter assistance.



Évacuation sanitaire au large de la Guyane

Appelés au milieu de la nuit, les membres de l'équipe d'alerte de recherche et sauvetage et d'évacuation sanitaire se retrouvent pour évaluer le risque présenté par cette mission particulière. Le navire se trouve à plus de 100 nautiques des côtes et l'autonomie sur zone doit être calculée finement pour optimiser le temps de travail sur le navire. Le treuillage sur un bâtiment de cette taille (260 x 40 m et plus de 30 mètres de haut), en pleine nuit et au beau milieu de l'océan, requiert un savoir-faire spécifique. Ce soir-là, l'équipage peut s'appuyer sur une expérience solide pour ce type d'opérations et les conditions de vol sont relativement clémentes pour la saison.

Les «ploufs», «*un atout essentiel*»

Vers 7h00, le Puma décolle pour rejoindre le porte-conteneurs et récupérer les deux blessés. Pendant une heure, l'hélicoptère va enchaîner les treuillages de personnel et de matériel. Dès son arrivée sur le pont, l'équipe médicale rend son diagnostic et évalue les priorités. Les sauveteurs plongeurs héliportés de l'Armée de l'air (surnommés «ploufs») sont alors le trait d'union indispensable entre les pilotes et les médecins. Leur double culture de secouriste et de spécialiste du milieu aéronautique et des interventions en milieu hostile leur assure cette capacité unique de coordination des deux équipes. «*Ils sont un atout essentiel dans ce genre d'intervention où chaque minute compte, non seulement pour les blessés, mais aussi au regard de l'autonomie de l'appareil,* confie le commandant d'escadron*. Pour cette mission, le commandant de bord leur avait donné 60 minutes et pas une de plus*.» Au bout d'une heure, le dernier plongeur remonte à bord après avoir récupéré les blessés.

Cap sur le continent

Après plus de deux heures passées en survol maritime, les lumières de la ville qui se dessinent à l'horizon sont un soulagement pour chacun. Les blessés et l'équipe médicale sont déposés au centre hospitalier de Cayenne, où ils sont immédiatement pris en charge par le personnel de l'hôpital. Le Puma de l'ET 68 peut alors rentrer sur la base pour retrouver les mécaniciens qui, fidèles au poste, ont guetté son retour pendant de longues heures. À peine une heure après qu'il s'est posé, l'appareil est prêt à répondre à une nouvelle mission. Cette intervention souligne une nouvelle fois la permanence de l'engagement des aviateurs de l'ET 68 «Antilles-Guyane» et la technicité des missions qui leur sont confiées pour «*combattre et sauver*».



Évacuation sanitaire au large de la Guyane

Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

FORCES ARMÉES EN NOUVELLE-CALÉDONIE (FANC)

FANC : Le Vendémiaire à la tête de l'exercice Cagou

Mise à jour : 18/02/2019

Du 4 au 6 février, la frégate de surveillance (FS) *Vendémiaire* a participé à l'édition annuelle de l'exercice « Cagou » qui a rassemblé les quatre bâtiments de la Marine nationale stationnés en Nouvelle-Calédonie : la FS *Vendémiaire*, le bâtiment de soutien et d'assistance outre-mer *d'Entrecasteaux*, et les patrouilleurs *La Glorieuse* et la *Moqueuse*.

Lors de cet exercice, la frégate a conduit de nombreuses manœuvres en coordination avec les autres navires (assistance mutuelle, ravitaillement à la mer, remorquage, évolution tactique…). Enfin un entraînement à la défense anti-aérienne contre un avion Gardian de la flottille 25F a clos cette séquence opérationnelle.

Cet exercice fut aussi l'occasion de faire découvrir les missions de la Marine nationale à trois autorités civiles amenées à travailler avec les forces françaises en Nouvelle-Calédonie. Le vice-procureur du tribunal de première instance, Mme Céline Fortesa, l'adjoint au maire de Nouméa, la ville marraine, Mme Patricia Van Ryswick et M. Louis Barnabé, président du cluster maritime de Nouvelle-Calédonie, organisation rassemblant tous les acteurs de l'écosystème maritime de la région, ont ainsi pu prendre la mesure du savoir-faire des marins durant ces quelques jours.

Le capitaine de vaisseau Jean-Louis Fournier, commandant de la zone maritime de Nouvelle-Calédonie, a embarqué à bord des différents bâtiments pendant l'exercice, et a félicité l'ensemble des équipages pour leur professionnalisme et le dynamisme dont ils ont fait preuve au cours de l'exercice.

A l'issue des trois jours d'entraînement, la frégate de surveillance a débuté sa patrouille en direction de la Nouvelle-Zélande, où elle fera escale à Auckland. Elle y effectuera un exercice avec un bâtiment de la marine néo-zélandaise avant de retourner à son port-base de Nouméa. Le D'*Entrecasteaux* a, pour sa part, pris la route de Brisbane, en Australie, pour une interaction avec la 7^{e} brigade australienne.

Au sein de leur zone de responsabilité permanente, les 1 450 militaires des forces armées en Nouvelle-Calédonie ont pour principales missions d'assurer la souveraineté de la France, d'animer la coopération régionale et d'entretenir des relations privilégiées avec l'ensemble des pays riverains. Les FANC engagent régulièrement leurs moyens pour des opérations d'aide aux populations, en appui des autres services de l'État.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FORCES ARMÉES EN POLYNÉSIE (FAP)

FAPF : Le Gardian et le Bougainville en mission d'assistance aux Kiribati

Mise à jour : 22/02/2019

Le 2 février, il est 3 h 30 du matin lorsque le *Joint rescue coordination centre* (JRCC) à Tahiti reçoit une alerte de détresse par satellite du voilier US *Respite*, en difficulté aux abords de l'île corallienne de Flint, dans l'archipel des îles de la Ligne, dans la République des Kiribati. Située à environ 390 miles nautiques (720 km) au nord-ouest de Papeete, cette île se trouve dans la zone de responsabilité SAR (*Search And Rescue*) attribuée à la France dans le Pacifique.

L'information est rapidement confirmée par le JRCC Juneau (Canada) et un mail, adressé par le voilier, précise qu'il est échoué sur le récif et que trois personnes sont à bord. Les premiers messages de sécurité sont diffusés pour alerter les navires naviguant à proximité, et le JRCC Tahiti engage rapidement l'aéronef Gardian de la flottille 25F basée à Faa'a pour rallier cette île inhabitée, et faire un point de situation depuis la zone.

A l'aube, le Gardian prend contact avec l'équipage du voilier en détresse dont l'équipage a rejoint l'île pour se mettre à l'abri. Il dispose de moyens de communication ainsi que des vivres pour environ trois jours. En l'absence de navires de commerce ou de pêche à proximité, le bâtiment d'assistance et de soutien outre-mer (BSAOM) *Bougainville*, alors en mission de surveillance des pêches au large des Marquises, sous l'autorité du délégué du gouvernement pour l'action de l'État en mer, est dérouté pour porter assistance aux naufragés.

Après deux jours de mer, le *Bougainville* arrive à l'ouest de l'île de Flint, où il réalise quelques relevés bathymétriques pour évaluer la profondeur des eaux et réévalue la situation avec les naufragés. Il met alors une embarcation à l'eau et réalise une délicate opération de récupération des trois infortunés, sur cet atoll aux approches particulièrement difficiles. Au soir, les trois marins sont à bord du bâtiment militaire, accueillis par un équipage fier d'avoir répondu avec succès à cet appel au secours.

Le *Bougainville* peut quitter les abords de Flint à destination de Rangiroa, avant de reprendre ses missions opérationnelles jusqu'à la fin du mois.

Les moyens aériens et maritimes des Forces armées en Polynésie française participent ainsi activement aux opérations de secours et d'entraide dans le Pacifique.

Les 900 militaires des forces armées de Polynésie française constituent un dispositif interarmées à dominante maritime prépositionné qui, avec les Forces armées en Nouvelle Calédonie (FANC), a pour principale mission d'assurer la souveraineté de la France sur le « théâtre Pacifique ». Il permet à la France de pouvoir assurer sa souveraineté, y compris sur ses territoires éloignés, d'intervenir en cas de catastrophe naturelle, mais également de lutter contre les menaces grandissantes comme les trafics illégaux et d'animer la coopération militaire régionale avec l'ensemble des pays riverains de la zone pacifique.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FORCES ARMÉES DANS LA ZONE SUD DE L'OCÉAN INDIEN (FAZSOI)

FAZSOI : Évacuation sanitaire d'une ressortissante mauricienne

Mise à jour : 19/02/2019

Le dimanche 27 janvier 2019, une mission d'évacuation sanitaire (EVASAN) a été conduite avec succès au profit d'une ressortissante mauricienne sur l'île d'Agalega.

Suite à une demande urgente d'EVASAN de la part des autorités mauriciennes à l'ambassade de France, les Forces Armées dans la Zone Sud de l'Océan Indien (FAZSOI) ont répondu favorablement à cette demande exceptionnelle, faute de moyens mauriciens et seychellois disponibles.

L'évacuation a été réalisée par un avion CASA médicalisé de l'Escadron de Transport 50 (ET50) du Détachement Aérien 181 rattaché aux FAZSOI. A l'arrivée sur l'île d'Agalega, l'équipe médicale a été conduite au dispensaire local auprès de la patiente afin de la prendre en charge. Après presque trois heures de vol, le SAMU mauricien a pris le relais.

La qualité des échanges entre l'Ambassade et le bureau du Vice-Premier ministre de Maurice, mais également la réactivité de l'état-major des FAZSOI et de la chaîne militaire nationale, ont permis de répondre à temps à cette demande urgente.

Bien qu'inhabituelle pour la direction interarmées du service de santé (DIASS) et pour les pilotes de l'ET50, cette opération a été réalisée avec succès et a permis de renforcer le lien de confiance entre les deux pays.

Les 1 700 militaires déployés aux FAZSOI garantissent la protection du territoire national et animent la coopération régionale depuis La Réunion et Mayotte. Les FAZSOI constituent le point d'appui principal du théâtre « océan Indien » pour lutter contre de nouvelles menaces comme la piraterie ou l'immigration illégale, assurer la surveillance des zones économiques exclusives (ZEE) associées à l'ensemble des îles de la zone de responsabilité et conserver une capacité régionale d'intervention rapide.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FAZSOI : Visite du COMSUP aux volontaires RSMA-R déployés dans le cadre de la lutte contre la dengue

Mise à jour : 21/02/2019

Le jeudi 14 février 2019, le général de brigade Éric Vidaud, commandant supérieur des Forces Armées dans la Zone Sud de l'océan Indien (FAZSOI), a rendu visite aux jeunes volontaires du RSMA-R (Régiment de Service Militaire Adapté de La Réunion) venus en renfort dans le cadre de la lutte contre la dengue sur l'île de La Réunion.

Comme l'an passé, le préfet de La Réunion, en concertation avec le directeur général de l'Agence Régionale de Santé (ARS) de l'océan Indien, a fait une demande de concours auprès du Centre

de Planification et de Conduite des Opérations (CPCO) et des FAZSOI pour lutter contre l'épidémie de dengue qui touche l'île.

Pour cette première action de l'année, les volontaires du RSMA ont suivi une semaine de formation avant d'être engagés trois semaines sur le terrain. Pendant les deux prochains mois, le RSMA-R ira au contact de la population pour mener des actions de prévention et aider à la détection et à la destruction de gîtes larvaires. Chaque équipe est composée de deux binômes qui effectuent deux missions simultanées : la sensibilisation auprès des habitants aux bonnes pratiques et l'application de l'insecticide.

Le régiment produit un effort important en déployant ses équipes sur le terrain. Les jeunes engagés au sein du service militaire adapté en ont également retiré une expérience positive et porteuse des valeurs de service, d'intérêt général et de dépassement de soi.

Les 1 700 militaires déployés aux FAZSOI garantissent la protection du territoire national et animent la coopération régionale depuis La Réunion et Mayotte. Les FAZSOI constituent le point d'appui principal du théâtre « océan Indien » pour lutter contre de nouvelles menaces comme la piraterie ou l'immigration illégale, assurer la surveillance des zones économiques exclusives (ZEE) associées à l'ensemble des îles de la zone de responsabilité et conserver une capacité régionale d'intervention rapide.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Forces de Présence

FORCES FRANÇAISES A DJIBOUTI (FFDj)

FFDJ : Visite d'étude de l'IHEDN

Mise à jour : 19/02/2019

Au mois de janvier 2019, les forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj) ont accueilli le voyage d'étude de la 71e session nationale « politique de défense » et la 55e session nationale « armement et économie de défense » de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale (IHEDN).

Après avoir assisté à une première série de conférences autour des enjeux de la région, les 170 auditeurs civils et militaires, français et étrangers, et leurs cadres ont rejoint le site de Koron pour assister à un parcours de tir interarmées. Cette manœuvre aéroterrestre a engagé un sous-groupement tactique interarmes - du 5e RIAOM, appuyé par les avions de la base aérienne et les hélicoptères du détachement de l'aviation légère de l'armée de Terre.

Après un déplacement vers le désert du Grand Bara, les auditeurs ont pu apprécier la puissance et la réactivité des moyens aériens des FFDj au cours de présentations dynamiques : interception d'un aéronef, posé d'assaut d'un avion Transall C 160, mise en place d'une équipe de forces spéciales par corde lisse depuis un hélicoptère. À l'issue de ces présentations, un bivouac dans le désert attendait les auditeurs et les représentants de chaque unité des FFDj pour un repas en commun, favorisant ainsi les échanges et le partage d'expérience.

Le lendemain, après une cérémonie des couleurs, les convois se sont déplacés vers Arta-plage pour une dernière démonstration aéromaritime avec les commandos Marine. De retour à Djibouti, les auditeurs ont visité les emprises françaises.

Les auditeurs de l'IHEDN ont ensuite poursuivi leur cycle de conférences centrées sur les enjeux économiques, politiques et sécuritaires à Djibouti et dans la région.

« *C'est extrêmement important pour les FFDJ de montrer nos missions, nos capacités interarmées et nos savoir-faire, y compris dans le domaine du soutien. Il s'agit également d'exposer le contexte de notre présence et d'expliquer les enjeux dans la corne de l'Afrique* » a conclu le commandant des forces françaises.

Les 1 450 militaires des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj) sont implantés à Djibouti conformément au traité de coopération de défense signé en 2011 avec ce pays. La base opérationnelle avancée (BOA) qui les accueille, offre aux armées, à l'instar de la BOA de Côte d'Ivoire, des capacités diverses : véritable réservoir de forces, elle participe à la défense des intérêts français, au soutien logistique des opérations sur le continent, tout en contribuant aux actions de coopération militaire au profit notamment de plusieurs pays africains. Par ailleurs, les forces françaises stationnées à Djibouti soutiennent leurs partenaires de la communauté économique régionale de l'Afrique de l'Est en vue de consolider leurs capacités militaires, notamment dans le cadre de leur participation aux opérations de maintien de la paix.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

ÉLÉMENTS FRANÇAIS AU GABON (EFG)

EFG : Formation au secours routier et à la désincarcération pour les sapeurs-pompiers gabonais

Mise à jour : 21/02/2019

Au mois de décembre 2018, les sapeurs-pompiers militaires des éléments français au Gabon (EFG) ont dispensé une formation au secours routier et à la désincarcération au profit d'une dizaine sapeurs-pompiers gabonais de la caserne d'Owendo.

Cette formation avait pour objectif de maitriser les compétences techniques et tactiques requises dans la prise en charge de victimes d'un accident de la route, d'acquérir les connaissances du matériel utilisé à cet effet et de le mettre en œuvre en respectant les règles de sécurité.

Les sapeurs-pompiers stagiaires ont simulé une opération de secours routier afin d'éprouver leur capacité à réagir et à anticiper la manœuvre pour dégager le plus rapidement possible une victime. Ils ont notamment dû réaliser un balisage de la zone d'intervention, des gestes de premiers secours, une désincarcération par les méthodes de découpes spécifiques, un brancardage de la victime vers le véhicule sanitaire et enfin une évacuation de la victime vers un centre hospitalier.

En 2018, ce sont près de 115 sapeurs-pompiers gabonais (et 48 soldats tchadiens) qui ont pu bénéficier d'instructions techniques dispensées par le détachement d'appui opérationnel (DAO) pompiers des EFG.

Pôle opérationnel de coopération, les EFG complètent la formation des militaires des pays partenaires de la communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) durant leur mise en condition avant engagement dans des opérations intérieures ou extérieures. Près de 8 400 stagiaires sont répartis chaque année au sein de plus de 200 stages hautement spécialisés. Les EFG sont également un point d'appui opérationnel et logistique (Base de Soutien Interarmées de

Théâtre – BSIAT) en Afrique centrale pour la conduite éventuelle d'une opération par l'armée française ou pour le transit des forces.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

ÉLÉMENTS FRANÇAIS AU SÉNÉGAL (EFS)

EFS : une coopération opérationnelle et innovante

Mise à jour : 18/02/2019

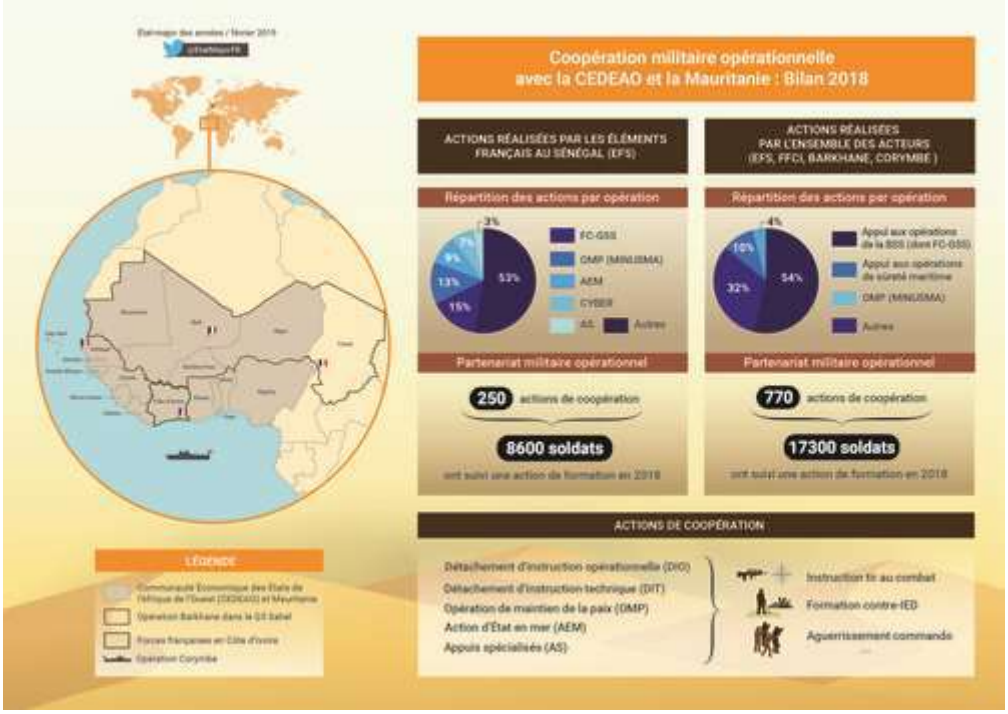
Au cours de l'année 2018, les éléments français au Sénégal (EFS) ont participé à la formation et à l'entrainement de 8 600 soldats venus de nations africaines en réalisant 250 actions de partenariat militaire opérationnel (PMO).

Les EFS ont ainsi activement contribué à l'opérationnalisation de la Force Conjointe du G5 Sahel (FC-G5S) en amorçant notamment des formations plus techniques.

En plus de cette activité de coopération spécifique au profit de la FC G5S, les EFS ont poursuivi leur contribution aux opérations de maintien de la paix (OMP) par la préparation de contingents francophones issus des pays de leur zone de responsabilité permanente (ZRP), dont la plupart sont déployés au sein de la mission multidimensionnelle intégrée des Nations-Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMa). Ils ont également participé à la consolidation des forces armées de RCI, en liaison avec les Forces françaises stationnées dans ce pays.
Le Sénégal qui accueille les forces françaises conformément au traité signé en 2011, reste un partenaire privilégié des missions de coopération menées par les EFS. Conformément au plan de coopération décidé et mis en œuvre chaque année au profit de ce pays, les EFS réalisent des instructions destinées à répondre à leurs besoins particuliers en appliquant les standards français, reconnus et appréciés de notre partenaire, en vue de développer son outil de défense (forces spéciales marine, section d'aide à l'engagement direct…). Mais en tant que pôle opérationnel de coopération régionale, les EFS réalisent également de nombreuses actions de formation au profit des pays de sa ZRP, qui couvre les 15 pays de la CEDEAO et la Mauritanie qui a le statut de membre associé. Cette mission consiste à renforcer les capacités de leurs forces armées, notamment dans le cadre de la lutte contre l'insécurité maritime dans le golfe de Guinée, qui demeure un enjeu de stabilité régionale partagé.

De plus, les EFS ont expérimenté en 2018 de nouveaux concepts comme le Mobile Training Teams (MTT) et la formation conjointe. Ce dispositif de conseil dans la durée, directement sur la zone de déploiement d'un bataillon formé par les instructeurs français, est une véritable réussite. Enfin, dans le but de gagner en autonomie, les partenaires ont fourni pour l'ensemble des instructions techniques des formateurs préalablement formés par des instructeurs des EFS, créant ainsi une saine émulation.

En 2019, les EFS poursuivront leurs actions de formation en veillant à rester innovants. Ils mèneront cette année des actions dans 12 des 16 pays de la ZRP et continueront d'étendre leur influence dans les pays anglophones (Gambie, Libéria, Nigéria) désireux de découvrir l'expertise française dans de nombreux domaines.



Créés le 1er août 2011, par le traité signé entre la France et le Sénégal, les 350 éléments français au Sénégal (EFS) constituent, à Dakar, un « pôle opérationnel de coopération » (POC) à vocation régionale, dont les principales missions consistent à assurer la défense et la sécurité des intérêts et des ressortissants français, appuyer nos déploiements opérationnels dans la région et contribuer à la coopération opérationnelle régionale. Les EFS disposent par ailleurs de la capacité d'accueillir, de soutenir voire de commander une force interarmées projetée.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

EFS : Formation « blindé » au Bénin

Mise à jour : 19/02/2019

En décembre 2018, un détachement de l'unité de coopération régionale (UCR) des éléments français au Sénégal (EFS) a mené une action de formation à l'emploi des blindés à Ouidah, au Bénin, au profit de 40 stagiaires cavaliers issus de deux groupements blindés et du 24e escadron blindé béninois.

Il s'agissait, dans le cadre du partenariat opérationnel liant la France et le Bénin, de dispenser à des cadres de l'arme blindée béninoise une formation technique et tactique sur l'utilisation de la patrouille blindée mixte en zone urbaine.

Ce stage a ainsi permis de développer chez les stagiaires les savoir-faire fondamentaux nécessaires à la mise en œuvre d'une patrouille blindée et à la réalisation de missions opérationnelles. Cela fut l'occasion de souligner les capacités au combat et la complémentarité entre le blindé roue-canon et le blindé léger, plus particulièrement dans le cadre du milieu urbain.

Le Bénin a montré qu'il souhaitait s'investir dans les actions de partenariats réalisées avec les formateurs français. Lors de la cérémonie de fin de stage, le chef d'escadron Antoine S. Dossouho, chef de corps du 2e groupement blindé, a ainsi rappelé la plus-value de ce type d'action sur les capacités opérationnelles de ses hommes.

Créés le 1er août 2011, par le traité signé entre la France et le Sénégal, les 350 éléments français au Sénégal (EFS) constituent, à Dakar, un « pôle opérationnel de coopération » (POC) à vocation régionale, dont les principales missions consistent à assurer la défense et la sécurité des intérêts et des ressortissants français, appuyer nos déploiements opérationnels dans la région et contribuer à la coopération opérationnelle régionale. Les EFS disposent par ailleurs de la capacité d'accueillir, de soutenir voire de commander une force interarmées projetée.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

k - Réserves

l - D.G.A.

L'Espagne rejoint le projet d'avion de combat du futur

Mise à jour : 18/02/2019 https://www.defense.gouv.fr/dga/

La ministre des Armées, Florence Parly, a signé, jeudi 14 février 2019, avec ses homologues allemande, Ursula von der Leyen, et espagnole Margarita Robles, une lettre d'intention commune officialisant l'entrée de l'Espagne dans le projet d'avion du futur.



Florence Parly et ses homologues allemande, Ursula von der Leyen, et espagnole, Margarita Robles, ont signé une lettre d'intention de l'entrée de l'Espagne dans le projet SCAF

Membre historique de toutes les coopérations européennes récentes dans le domaine de l'aéronautique, l'Espagne devient un nouveau partenaire dans le projet du système de combat aérien du futur (SCAF). Dans les prochaines semaines, les forces espagnoles rejoindront ainsi l'équipe franco-allemande conduisant les travaux déjà lancés. Des discussions sont par ailleurs engagées pour fixer les modalités de participation de l'industrie espagnole.

Projet inédit, le SCAF apportera aux pays concernés - à l'horizon 2040 - un avion de chasse doté de technologies de rupture et d'escortes de drones. Il est une pierre essentielle de la construction de l'Europe de la défense et constituera un apport majeur à la sécurité des Européens ainsi qu'au développement d'une Alliance atlantique moderne et adaptée. Il incarne la construction d'une Europe de la défense soucieuse de garantir une pleine interopérabilité entre partenaires et Alliés et laisse la porte ouverte à des coopérations plus larges.

> En savoir plus sur le SCAF https://www.defense.gouv.fr/portail/enjeux2/plf-2019/les-materiels-missions-caracteristiques-industriels/syste-me-de-combat-ae-rien-du-futur-scaf

Protocole d'accord entre le groupement aéromobilité de la STAT et DGA Essais en vol

Mise à jour : 22/02/2019 https://www.defense.gouv.fr/dga/

L'ingénieur général hors classe de l'armement François Coté, directeur technique de la Direction générale de l'armement (DGA), et le général de brigade Rémi Fouilland, directeur de la Section

technique de l'armée de Terre (STAT) ont signé le 8 janvier 2019 le protocole d'accord permettant de renforcer la coopération entre DGA Essais en vol et le GAMSTAT*.



Ce protocole a été remis le 7 février 2019 à l'ingénieur général de l'armement Arvind Badrinath, directeur de DGA Essais en vol, par le colonel Alexis Durand, chef de corps du GAMSTAT, et le lieutenant-colonel Christophe Lèbre, directeur des expérimentations du GAMSTAT.

En effet, à l'heure de la recherche de synergies entre les centres d'essais de la DGA et les centres d'expérimentation des armées, cet accord permet à ces deux organismes d'optimiser l'utilisation de leurs moyens et compétences dans le cadre des travaux de qualification et d'expérimentation opérationnelle des équipements aéronautiques de l'armée de Terre.

A brève échéance des travaux communs d'essais et d'expérimentation seront engagés dans le cadre du couplage du futur système de visée du Tigre STRYX NG avec le viseur de casque TopOwl. De même, les essais d'un démonstrateur de caméra grand champ infrarouge en tant que FLIR** de pilotage couplé à un viseur de casque destiné aux Caïman des forces spéciales (opération MIRANDA) ou encore des essais d'interopérabilité de liaison de données tactiques entre hélicoptères de l'ALAT (opération NUMALAT) seront programmés à Istres et Valence.

*GAMSTAT : groupement aéromobilité de la STAT

**FLIR : Forward Looking Infra Red

11 – France : Armements & Industries

Généralités

2019, nouvelle année record pour le recrutement des cadres

Décideurs Emploi http://www.lefigaro.fr/ Par Manon Malhère Mis à jour le 20/02/2019 à 00:04 Publié le 20/02/2019 à 00:01



C'est en Ile-de-France (ici, La Défense) que le marché de l'emploi des cadres devrait, une fois encore, être le plus dynamique. © Raphaël HELLE / SIGNATURES/SIGNATURES

Entre 270.700 et 292.000 embauches sont attendues. Une progression toutefois plus faible qu'en 2018.

L'optimisme reste de mise sur le marché de l'emploi cadre. Entre 270.700 et 292.000 embauches sont envisagées par les entreprises cette année, selon l'Association pour l'emploi des cadres (Apec), qui publie ses prévisions de recrutement ce mercredi. «L'emploi cadre continue sa progression pour la sixième année consécutive et on devrait atteindre le record des 300.000 recrutements de cadres à l'horizon 2021», s'est félicité Bertrand Hébert, le directeur général de l'association - qui a mené son enquête auprès de 10.000 sociétés fin 2018.

Ce dynamisme va conforter un peu plus la situation de quasi plein-emploi que connaît cette catégorie de travailleurs, avec un taux de chômage estimé à 3,8 % alors que le taux global s'établit à 8,8 % en France. Et ce, même si «le chômage de longue durée des cadres [un an et plus, NDLR] n'est pas une abstraction. Ils sont environ 100.000 personnes», a nuancé le directeur général.

Cette progression des embauches s'annonce toutefois moins importante que les années précédentes. En 2018, l'emploi cadre a connu des résultats insolents avec une hausse de 11 % des recrutements par rapport à 2017. Cette hausse est estimée à «seulement» 6 % en 2019 puis 4 % en 2020 et 3 % en 2021, pronostique l'Apec. «On a atteint un tel niveau de recrutements de cadres ces dernières années que c'est presque impossible de poursuivre sur ce rythme», explique Gaël Bouron, responsable adjoint du pôle études de l'Apec. «En outre, même si le marché des cadres n'est pas trop sensible aux soubresauts conjoncturels, la croissance économique plus modérée est à prendre en compte», précise le responsable. Le marché de l'emploi cadre devrait d'ailleurs rester en tension. Bon nombre d'entreprises continuent en effet de rencontrer d'importantes difficultés à recruter des profils qui collent à leurs besoins.

Dynamisme dans les services

Dans le détail, les recrutements attendus cette année devraient principalement s'observer dans le secteur des services avec des intentions d'embauches qui oscillent entre 196.290 et 211.080. Plus spécifiquement, les domaines les plus porteurs devraient rester l'informatique et les télécommunications, le conseil et l'ingénierie en recherche et développement. La construction devrait également demeurer dynamique.

En revanche, le nombre de recrutements devrait ralentir dans le secteur du commerce de détail qui pâtit d'une baisse de la consommation des ménages et qui doit faire face au développement du commerce en ligne. Les intentions d'embauches s'annoncent également moins dynamiques du côté des entreprises de formation. Elles doivent en effet affronter une année de transition incertaine avec la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle engagée par le gouvernement. Enfin, les recrutements devraient également être moins nombreux dans certains secteurs de l'industrie qui rencontrent des difficultés, à l'instar du textile.

Sans surprise, c'est en Île-de-France que le marché de l'emploi cadre devrait, une fois encore, être le plus dynamique. La région concentre à elle seule près de la moitié des intentions d'embauches. Auvergne-Rhône-Alpes arrive en deuxième position, suivie de près par les Hauts-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi qu'Occitanie.

Assurance-chômage: une dernière tentative

Sous pression maximale, les syndicats et le patronat se réunissent, ce mercredi, pour une séance de négociation de la dernière chance sur la réforme de l'assurance-chômage. La probabilité que les deux parties scellent un compromis reste faible. Les trois organisations patronales (Medef, U2P, CPME) prévoient de présenter de nouvelles et ultimes propositions pour lutter contre le recours excessif aux contrats courts et plus largement à la précarité de l'emploi.

Des propositions toujours «alternatives» à l'établissement du fameux bonus-malus sur les cotisations patronales défendu par les syndicats. Selon un représentant d'employeurs, le patronat devrait notamment proposer que les entreprises paient un forfait fixe pour chaque contrat court conclu. Ce forfait permettrait alors d'alimenter un fonds dédié au financement de la formation ou encore d'une complémentaire santé des salariés en situation de précarité. Pas sûr que cela suffise à convaincre les syndicats…

Paris et Berlin veulent changer les règles pour bâtir l'industrie européenne de demain

Économie Conjoncture http://www.lefigaro.fr/ Par Nicolas Barotte Mis à jour le 19/02/2019 à 21:52 Publié le 19/02/2019 à 20:42



Bruno Le Maire, ministre des Finances, ,et son homologue allemand, Peter Altmaier, lors d'une conférence de presse mardi à Berlin. JOHN MACDOUGALL/AFP

Après l'échec Alstom-Siemens, face à la Chine et aux États-Unis, Le Maire et Altmaier plaident pour l'union.

À Berlin

En signant un «manifeste», Bruno Le Maire et Peter Altmaier espèrent frapper les esprits. Les deux ministres de l'Économie, français et allemand, ont présenté mardi à Berlin leurs ambitions en matière de politique industrielle européenne. Ils réclament un changement de paradigme et de stratégie. «Si l'Europe veut rester une puissance industrielle en 2030, écrivent-ils, le choix est simple: unir nos forces ou laisser notre base et notre capacité industrielles disparaître progressivement.» Les deux pays veulent «investir dans l'innovation», «revoir les cadres réglementaires européens» et mieux «protéger leurs technologies».

Pour le dire plus clairement, il est question d'agir et non plus de subir la concurrence de la Chine et des États-Unis. «L'Asie avance, la Chine progresse, les routes de la soie sont en train de tout emporter sur leur passage et, de l'autre côté, l'Europe est immobile», a lancé le ministre français, qui s'inquiète aussi en coulisses des risques catastrophiques d'une guerre commerciale avec Washington.

Électrochoc

Si l'idée d'une stratégie industrielle est familière à la pensée française, c'est une petite révolution en Allemagne où l'État, normalement, ne se mêle pas de politique. Mais l'échec de la fusion de Siemens et d'Alstom pour former un champion du rail a servi d'électrochoc. La France et l'Allemagne veulent reprendre la main pour imposer leur vision franco-allemande. Bilingues, Bruno Le Maire et Peter Altmaier ont d'ailleurs alterné chacun le français et l'allemand pour présenter leurs projets.

Les deux ministres veulent notamment modifier «et non pas adapter», insiste le Français, les règles de concurrence, celles qui ont empêché la fusion Siemens-Alstom. La France et Berlin proposent de mettre en place un «droit d'évocation», comme cela existe en France, au niveau européen. Pour certaines décisions économiques, le conseil des ministres européens - les États - pourrait avoir le dernier mot et non pas la Commission. Pour sceller leur volonté politique, la France et l'Allemagne ont aussi choisi l'une des technologies d'avenir: les batteries électriques.

Le choix n'est pas innocent, puisque l'industrie automobile est au cœur de la puissance industrielle allemande. Elle est aussi la plus menacée par les bouleversements industriels à venir. Berlin veut la sauver. Or, pour l'instant, l'Asie et principalement la Chine ont pris un avantage décisif dans la conception des batteries.

La France et l'Allemagne ont donc confirmé les grandes lignes d'un projet de coopération, englobant «toute la chaîne de production», de l'extraction des métaux rares à la fabrication de véhicules. Pour le financer, l'Allemagne a posé un milliard d'euros sur la table et la France 700 millions. Le nom des entreprises sollicitées n'est pas encore public. Mais Paris et Berlin ont

besoin d'une réponse de la Commission européenne avant le mois d'avril. Il restera ensuite à s'attaquer à l'intelligence artificielle ou au stockage des données, deux autres secteurs clés du XXI^{e} siècle pour rester dans la course.

Finances

EDF : l'Etat va renoncer à son dividende en "cash" jusqu'en 2020

Économie France https://www.latribune.fr/ Par AFP | 17/02/2019, 18:00



(Crédits : Regis Duvignau)

L'Etat renonce à 400 millions d'euros de cash en prenant le solde de son dividende en titres pour l'exercice 2018. Il s'était déjà abstenu de prélever un dividende en cash en 2015, 2016 et 2017.

Le géant de l'énergie obtient de l'Etat un nouvel effort financier. L'Etat, actionnaire à 83,66% d'EDF, va renoncer pendant trois ans à son dividende en "cash" et le recevra sous forme d'actions, indique dimanche aux *Echos* le président de l'entreprise Jean-Bernard Lévy, dont le mandat a été renouvelé la semaine dernière.

"L'Etat nous soutient à nouveau en prenant son dividende sous forme d'actions nouvelles jusqu'en 2020. C'est une immense marque de confiance, concomitante avec la décision sur mon deuxième mandat", indique-t-il dans un entretien publié sur le site du quotidien économique.

L'Etat renonce à 400 millions d'euros de cash

"En prenant le solde de son dividende en titres pour l'exercice 2018, l'Etat renonce à 400 millions d'euros de cash. Personne ne connaît aujourd'hui le montant des dividendes 2019 et 2020, mais cela représente au final des montants importants", poursuit M. Lévy.

Selon lui, *"en soutenant ainsi l'entreprise, l'Etat montre aussi qu'il confie à EDF le rôle de leader de la transition énergétique"*.

L'Etat s'était déjà abstenu de prélever un dividende en numéraire pour les exercices 2015, 2016 et 2017, mais devait reprendre par la suite ses prélèvements en "cash".

Poursuite du programme de cessions

"Nous sommes aujourd'hui dans une meilleure période, mais avec des investissements encore très importants devant nous. Nous avons donc la nécessité de poursuivre notre programme de cessions", déclare également M. Lévy.

Le géant énergétique avait annoncé en novembre 2018 qu'il avait bouclé en avance son plan de cessions d'actifs de 10 milliards d'euros, initialement prévu sur la période 2015-2020.

La semaine dernière, EDF a fait état d'un bénéfice net 2018 en chute de 62,9% à 1,2 milliard d'euros, en raison d'une base de comparaison défavorable après un gain exceptionnel en 2017 (avec la cession de parts dans le gestionnaire du réseau RTE) et d'une charge comptable.

Dans son entretien, Jean-Bernard Lévy souligne également que *"le prix auquel nous sommes tenus de vendre notre électricité à nos concurrents n'a pas évolué depuis huit ans"*, et plaide pour (Accès régulé à l'électricité nucléaire historique).

Ce mécanisme oblige EDF à revendre à ses concurrents une partie de son électricité nucléaire produite en France, à un prix fixé à 42 euros le mégawattheure, actuellement bien inférieur aux prix du marché.

Gilets jaunes : les tarifs bancaires ont bien été gelés

Entreprises & Finance Banques / Finance Banque https://www.latribune.fr/ Par Delphine Cuny | 21/02/2019, 6:00



La moitié des lignes tarifaires de l'extrait standard des grilles des 109 banques étudiées sont stables en ce début d'année. (Crédits : AF et JC)

Une étude du Comité consultatif du secteur financier (CCSF) montre que les banques ont bien annulé les hausses prévues et même diminué certains tarifs. Un engagement pris à l'Elysée en décembre, en réponse à la crise des "Gilets jaunes".

« *Engagement pris, engagement tenu* », s'est félicitée Marie-Anne Barbat-Layani, la directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF). Convoquées à l'Elysée le 11 décembre, au lendemain de l'allocution du chef de l'Etat qui avait appelé à la mobilisation de tous les acteurs économiques pour le pouvoir d'achat, plus de trois semaines après le début de la crise des "Gilets jaunes", les banques s'étaient en effet engagées à geler leurs tarifs en 2019. Une étude réalisée par le cabinet Sémaphore Conseil pour le compte du Comité consultatif du secteur financier (CCSF), publiée mercredi 20 février, révèle que 52 banques sur les 109 passées au crible (dont 8 en ligne) ont publié une nouvelle grille tarifaire début janvier annulant les hausses initialement applicables au 1er janvier et sept autres n'avaient pas prévu d'augmentation.

« Pour les 50 autres banques du panel ayant changé leurs tarifs en cours d'année 2018, le respect de cet engagement ne nécessitait pas de publication en début d'année 2019 » indique l'étude.

Ces établissements, qui publient des grilles à mi-année, seront scrutés par la suite.

Consultation des comptes en ligne encore payante

Dans le détail, la moitié des lignes tarifaires de l'extrait standard des grilles sont stables, la moitié est en baisse, dans des proportions variables, minimes (-0,12%) pour les commissions d'interventions (en cas d'incident de paiement par exemple) et fortes (-16,59%) pour l'abonnement permettant de gérer ses comptes sur Internet. En 2019, il reste en effet 13 banques qui facturent encore l'accès à distance, notamment celles de la galaxie Crédit du Nord à raison de 2 euros par mois, Martin Maurel ou encore Monte Paschi selon le **comparateur** de tarifs bancaires du gouvernement.

Les autres baisses de tarifs concernent les alertes par SMS et la mise en place de prélèvement.

Du côté de frais de tenue de compte, non facturés par 13 banques dont six en ligne, le montant moyen est stable autour de 20 euros par an.

« Il convient de souligner que les services financiers ne représentent aujourd'hui que 0,4% du budget des ménages en France » a fait valoir la directrice générale de la FBF.

Les grandes banques françaises s'étaient également engagées mi-décembre à plafonner à 25 euros par mois les frais d'incidents bancaires pour les clients les plus fragiles financièrement. Engagement qui sera également tenu, a promis la FBF.

Le gel des tarifs devait représenter *« 500 à 600 millions de pouvoir d'achat redistribués aux Français »* selon une estimation de l'exécutif.

Industries d'armement

Emploi : «On peine à recruter, c'est terrible», affirme le PDG de Naval Group

http://www.leparisien.fr/ >Économie|Delphine Denuit (@ddenuit) et Matthieu Pelloli (@MatthieuPelloli)| 15 février 2019, 21h46 | MAJ : 15 février 2019, 22h06 |40



Hervé Guillou, PDG de Naval Group, devant une reproduction de sous-marin de type Barracuda, qui sera fabriqué pour l'Australie. LP/Philippe Lavieille

Alors que l'Australie vient d'acheter 12 sous-marins à Naval Group pour près de 31 milliards d'euros, Hervé Guillou, son patron, confie les difficultés de l'entreprise dans le recrutement de profils spécialisés.

Aux commandes de Naval Group (Ex-DCNS) depuis 2014, Hervé Guillou, 63 ans, vient de remporter le « contrat du siècle » pour la vente de 12 sous-marins à l'Australie. Montant du contrat : 31 milliards d'euros (Mds €), dont 8 Mds € pour les caisses du groupe public, gagné au nez et à la barbe de l'Allemagne.

Vous venez de remporter le « contrat du siècle ». Mais certains déplorent le peu d'impact de ce contrat sur l'emploi en France ?

HERVÉ GUILLOU. Ils ont tort, car les retombées existent déjà avec cinquante familles australiennes installées à Cherbourg et 350 personnes de nos équipes à temps plein sur ce projet. Tous nos sous-traitants et l'écosystème français de l'industrie navale vont en profiter. Les sous-marins sont construits en Australie, certes, mais dans 5 ans, il y aura à peu près 750 équivalents temps plein occupés par ce programme en France.

Ce contrat a-t-il changé l'image de votre secteur ?

Oui, c'est une histoire folle ! Depuis l'annonce de ce contrat en 2016, toute l'industrie navale et ses 400 métiers sont passés de la rubrique sociale des journaux à celle de l'économie et de la technologie, balayant 40 ans de crises. Cela nous permet d'attirer des talents mais il y a encore du chemin à parcourir… Combien croient encore que chez nous c'est Zola ?

Vous rencontrez donc des problèmes d'attractivité ?

Détrompez-vous ! Naval Group est même capable de concurrencer Google. En 2017, nous avons reçu le prix de la société la plus attractive de France. Et cette année, nous allons recruter 1500 personnes dans le monde.

Et de recrutements ?

Certains profils nous posent problème. Particulièrement les « geeks », ces experts en Intelligence Artificielle, en cybersécurité, data-scientists (*NDLR : analyse de données*), etc. allergiques aux règles de fonctionnement des grands groupes. Mais on peine surtout à recruter des ouvriers et des techniciens. C'est terrible car nous offrons des perspectives de promotions internes exceptionnelles. Et avec ce contrat, nous sommes capables de mettre un jeune à l'abri du chômage pour 50 ans.

L'apprentissage est-il en cause ?

Oui, l'apprentissage pose un vrai problème, nous sommes très en retard en France. Nous avons lancé justement le Campus des industries navales pour que les formations correspondent mieux à nos besoins. Aujourd'hui quand j'essaie de recruter des soudeurs dans le domaine nucléaire à

Nantes, 4 sur 5 des formés échouent à notre examen d'entrée ! On a trop longtemps martelé que la seule voie de l'ascension sociale est de faire des études supérieures. C'est absurde. J'ai vécu onze ans en Allemagne et mes collègues du comité exécutif étaient tout aussi fiers de voir leurs enfants entrer en apprentissage chez Bosch que dans une université. Même si ça évolue chez nous, l'image de l'industrie a encore besoin d'être valorisée.

L'affaire Ghosn a remis la question du salaire des grands patrons sur le devant de la scène. Sont-ils trop payés ?

Notre salaire brut annuel le plus bas démarre à 24 600 € (pour un ouvrier à sa sortie d'école) et grimpe vite. Le plus haut atteint 450 000 €… Au niveau mondial, nous sommes une anomalie. Le jour où Naval Group deviendra une société plus internationale, cette spécificité française de l'égalitarisme des rémunérations sera intenable. Il faut absolument trouver un équilibre entre cette vision tricolore et la pratique internationale.

Et concernant le cas Ghosn ?

Je suis choqué par l'attitude individuelle de certains dirigeants, mais attention au populisme. Il ne faut pas conduire des groupes internationaux à déplacer leurs centres de décisions à l'étranger pour éviter la stigmatisation française contre les riches !

Naval Group en chiffres :

- 14 860 collaborateurs (équivalents temps plein)
- 1 500 recrutements prévus en 2019
- Un chiffre d'affaires de 3,7 Mds € en 2017
- Un carnet de commandes de 11,9 Mds € en 2017
- Présent sur 10 sites en France et 18 pays
- Le capital est détenu à 62,25 % par l'Etat, 35 % par Thalès, par les collaborateurs et en autocontrôle.

ARQUUS dévoile une version hyperprotégée de son véhicule de l'avant blindé VAB MK3

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 17 février 2019



Les missiles anti-char AT-14 Kornet et FGM-148 Javelin ont un point commun : ils utilisent tous les deux des charges « tandem » capables de percer les blindages les plus résistants. Ainsi, en 2006, les chars israéliens Merkava en firent l'expérience face aux miliciens du Hezbollah libanais.

Une telle munition comporte deux charges creuses : l'une détruit la plaque réactive du blindage pour la rendre inopérante tandis que la seconde le perce et détruit l'intérieur du blindé visé. D'où l'intérêt de l' »Advanced Survivability System », une solution proposée par le groupe français ARQUUS pour son véhicule blindé médian VAB MK3 et qui sera présentée à l'occasion du salon IDEX 2019, Abou Dhabi.

Ainsi, selon l'industriel, un VAB MK3 doté de ce système deviendra le « meilleur véhicule de combat protégé de sa catégorie », étant donné qu'il disposera « de nouvelles fonctionnalités » qui vont améliorer « considérablement » sa protection ainsi que celle de son équipage « contre toutes les menaces classiques du champ de bataille. »

ARQUSS assure ainsi que le VAB MK3 est désormais le « premier véhicule protégé contre les menaces d'ogives tandem », expliquant, sans donner plus de précisions, que les « systèmes intégrés à bord du véhicule détectent l'impact des ogives sur la coque et lancent des contre-mesures qui annulent l'effet tandem. »

En outre, poursuit-il, ce VAB MK3 est également doté du système d'information et de communication Battlenet afin d'assurer le « meilleur niveau possible de prise de conscience tactique et de processus de décision. »

« Le système Battlenet est un exemple de ces architectures électroniques innovantes car il permet de mettre en réseau du véhicule. Cette offre vétronique entièrement modulable garantit la facilité d'utilisation de l'interface homme-machine », précise ARQUUS sur son site Internet.

La version « Battlenet Elite » comprend deux tablettes tactile (une pour le chef de bord et ine autre pour le conducteur), 4 caméras périmétriques, un antenne GPS, un capteur inertiel, une boussole et un système d'enregistrement.

Pour rappel, monté sur un châssis 6×6, le VAB MK3 est l'héritier du Véhicule de l'avant blindé en service au sein de l'armée de Terre française depuis plus de 40 ans. Selon ARQUUS, il affiche des performances « proches d'un [véhicules] 8×8 à un coût maîtrisé. »

Naval Group va créer une coentreprise en Arabie saoudite

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense https://www.latribune.fr/ Par AFP | 17/02/2019, 13:31



Le groupe industriel français Naval Group a signé un protocole d'accord en vue de créer une entreprise commune avec les Industries militaires d'Etat d'Arabie saoudite. (Crédits : STEPHANE MAHE)

Le groupe industriel français a signé un protocole d'accord en vue de créer une entreprise commune avec les Industries militaires d'Etat d'Arabie saoudite (Sami), selon un communiqué publié par Sami. Naval Group n'a pas souhaité commenter cette information. Le texte ne précise pas quels types de navires et d'équipements seront susceptibles d'être construits par cette société commune.

Les Industries militaires d'Etat d'Arabie saoudite (Sami) et le groupe industriel français Naval Group ont signé, ce dimanche 17 février, un protocole d'accord en vue de créer une entreprise commune qui produirait et développerait en Arabie saoudite des systèmes navals, selon un communiqué publié par Sami.

Ce protocole d'accord a été conclu en marge d'un salon international de la défense (Idex) qui se tient tous les ans à Abou Dhabi (Émirats Arabes Unis). Sollicitée par l'AFP, une représentante de Naval Group sur place a refusé de commenter l'information.

Côté saoudien, on insiste sur l'objectif de *"localiser les compétences et les capacités industrielles"*, ainsi que sur la création d'emplois *"hautement qualifiés"*.

Le texte ne mentionne pas le type de navires et d'équipements susceptibles d'être construits dans le royaume par cette société commune.

Partenariat stratégique

Celle-ci serait *"à la tête des programmes des Forces navales royales saoudiennes"* et appuierait *"les besoins existants et futurs"*, indique simplement le communiqué.

Selon le patron de Sami, Andreas Schwer, cité dans le texte, le protocole d'accord avec Naval Group pose les fondations d'un *"partenariat stratégique"* qui permettra au royaume saoudien d'être plus autonome en matière de défense navale.

Des ONG et des parlementaires français ont appelé à plusieurs reprises à la suspension des fournitures militaires à l'Arabie saoudite en liaison avec son intervention au Yémen et à l'assassinat en octobre par des agents saoudiens de l'éditorialiste Jamal Khashoggi.

Drone Protect System remporte un contrat avec l'Armée de l'Air

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Armées Actualité Défense Actualité Drones Actualité Drones civils 19 fév. 2019 | Par Justine BOQUET Apps & Drones



DPS équipera l'armée de l'Air. © Drone Protect System

Drone Protect System a remporté un contrat avec l'Armée de l'Air visant à sécuriser des sites sensibles.

Drone Protect System (DPS) a annoncé le 11 février avoir signé un contrat avec l'Armée de l'Air. L'entreprise française participera ainsi à la protection de sites sensibles grâce à sa solution de drone de surveillance autonome. Aucun détail n'a été communiqué sur le montant de ce contrat, ni sur le nombre de systèmes acquis par l'Armée française. De même, il n'a pas été précisé sur quelles infrastructures sera installé le système 3S de DPS.

Drone Protect System a mis au point une solution de surveillance autonome, s'articulant autour d'un drone et d'une station de chargement. « Pionnier dans le domaine des drones autonomes, DPS est à l'origine de la technologie de surveillance par drone automatisé et détient un brevet depuis mai 2017. Nous avons reçu une première autorisation particulière d'exploitation de la DGAC pour un site client en décembre 2017 » a annoncé Philippe Gabet, fondateur de DPS.

L'entreprise a ainsi développé un système de drone autonome, pouvant être contenu dans une station entre chaque mission. Elle permet à la fois de le protéger et de le recharger. Le drone peut décoller sur alerte et mener une mission de levée de doutes, ou bien réaliser des rondes programmées à l'avance. Un mode semi-automatique permet une « navigation par clic sur la cartographie depuis le PC », détaille DPS. Lors de son vol, le drone réalise des prises de vues aériennes. Il rejoint ensuite sa station, où il atterrira de façon automatique.

Le groupe français Naval Group va créer une co-entreprise avec la Société des industries militaires saoudiennes

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 18 février 2019



Alors que le gouvernement français est régulièrement critiqué par des ONG au sujet des ventes d'armes à l'Arabie Saoudite, le groupe français Naval Group a signé un protocole d'accord avec la Société des industries militaires saoudiennes [SAMI – Saudi Arabian Military Industries Company] en vue de créer une co-entreprise en Arabie Saudite. L'annonce en a été faite par l'agence de presse saoudienne SPA, le 17 février.

À Riyad, on explique que cet accord permettra de « localiser les compétences et les capacités industrielles essentielles » dans le domaine naval en Arabie Saoudite.

« Par le biais des activités de conception, de construction et de maintenance, cette entreprise commune contribuera de manière significative à renforcer encore davantage les capacités et l'état de préparation des forces navales royales saoudiennes », précise-t-on encore.

« Notre accord de coentreprise avec Naval Group a jeté les bases d'un partenariat stratégique […] afin de créer un écosystème intégré d'industries militaires dans le Royaume », a fait valoir Andreas Schwer, le Pdg du groupe saoudien, par ailleurs ancien cadre de l'allemand Rheinmetall.

D'après Reuters, ce dernier aurait affirmé que Naval Group et le SAMI envisageraient de « collaborer dans la production de navires de guerre, frégates et sous-marins en Arabie saoudite. »

Pour rappel, Naval Group est déjà présent en Arabie Saoudite via les programmes LEX [modernisation des 4 frégates de classe Madina et des 2 pétroliers-ravitailleurs de type Boraida, livrés dans le cadre du contrat Sawari 1], ERAV [maintenance des 3 frégates de la classe Al Riyadh du contrat Sawari 2] et AMWAJ [soutien logisitique à la marine saoudienne]. En outre, le groupe français espère toujours placer cinq corvettes de type Gowind, malgré le récent choix de Riyad en faveur des navires espagnols « Avante ».

Par ailleurs, ce protocole d'accord est en phase avec le plan Vision 2030, qui vise à faire de la SAMI l'un des 25 plus grandes entreprises d'armement du monde et de réduire la dépendance saoudienne aux équipements étrangers.

« Le Fonds d'investissement public d'Arabie saoudite s'attend à ce que la SAMI contribue pour près de 240 millions de dollars au PIB national d'ici 2020 et crée 5 000 nouveaux emplois », rappelle Arab News.

En janvier 2018, la SAMI avait annoncé avoir noué des accords avec l'électronicien français Thales et le belge CMI Group. Et le groupe saoudien a avait précédemment fait de même avec 18 autres grandes entreprises, dont Boeing, Lockheed-Martin, BAE Systems, MBDA, Airbus ou encore Leonardo.

MBDA propose un système de défense aérienne pour les véhicules blindés légers

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 19 février 2019



Afin d'améliorer la défense aérienne d'unités terrestres mobiles, le missilier MBDA propose désormais l'ensemble « Atlas-RC – LIC²ORNE » qui, basé sur le missile Mistral [missile transportable anti-aérien léger], peut être porté par un véhicule blindé léger [VBL].

Le développement de ce système a été motivé par les retours d'expérience des conflits en Europe et au Moyen-Orient. Il « a été conçu pour offrir une réelle capacité d'engagement et de défense aérienne dans la basse couche tout en garantissant une très haute mobilité pour accompagner et protéger les détachements mobiles ainsi que les unités déployées au contact », explique l'ex-colonel Francis Bordachar, conseiller militaire pour les systèmes terrestres chez MBDA. « Le déploiement, au plus près des unités terrestres d'un système de défense aérienne, redevient une nécessité et un gage de survie pour l'échelon terrestre », ajoute-t-il.

Concrètement, l'Atlas-RC est une tourelle automatisée qui, munie de deux MISTRAL prêts à être tirés, est mise en œuvre depuis l'habitacle du véhicule. Outre ses deux missiles, elle est aussi dotée de capteurs permettant une surveillance jour/nuit ainsi que la conduite de tir.

Cette tourelle Atlas-RC est reliée à un centre de commandement et de coordination LIC²ORNE, « développé à partir d'un ensemble de composants logiciels », déjà éprouvés sur les systèmes de défense aérienne VL MICA produits par MBDA.



LIC²ORNE « permet ainsi de coordonner les tirs de 8 systèmes Atlas-RC et de les relier à des systèmes de commandement du niveau supérieur, y compris via des liens évolués comme la liaison 16 ou des liaisons satellites », explique l'industriel. En outre, précise-t-il, il peut aussi utiliser des « des capteurs radars ou optroniques » et offrir ainsi un « préavis à la tourelle Atlas-RC suffisant pour exploiter l'ensemble du domaine de tir Mistral. »

Conçu selon une architecture ouverte, LIC²ORNE s'est vu intégrer des systèmes de lutte contre les mini et micro drones, aujourd'hui capables de protéger l'unité de tir contre des actions terroristes ou des attaques asymétriques menées par des commandos », assure MBDA.

L'efficacité du couple Atlas-RC – LIC²ORNE repose évidemment sur celle du Mistral, qui, de type « tire et oublie », affiche un taux de réussite de 95%, grâce à son autodirecteur à imagerie infrarouge, ses capacités de traitement d'image et sa résistance aux contre-mesures susceptibles d'être mises en œuvre par l'adversaire. Il est « capable d'engager à grande distance des cibles à faible signature thermique telles que les drones et les missiles turbopropulsés, en plus des cibles classiques avions d'arme et hélicoptères », souligne MBDA.

Photos : © MBDA France / Laurent Guichardon.

L'Allemagne peut bloquer les ventes d'armes de la France (mais pas pour longtemps)

BFMTV Economie Entreprises 18/02/2019 à 18h33 Pascal SAMAMA journaliste



La ministre des Armées Florence Parly et son homologue allemande Ursula von der Leyen cherchent à redéfinir la politique de ventes d'armes entre la France et l'Allemagne - Thomas SAMSON / AFP

La France et l'Allemagne ne cessent d'accroître leur liens dans le militaire: les développements de l'avion de chasse du futur ou du char franco-allemand en sont de bons exemples. Mais il reste à redéfinir des règles en revenant sur le droit de blocage de l'Allemagne sur certains contrats signés par la France.

La France et l'Allemagne ont-elles conclu un pacte secret sur les ventes d'armes à des pays extérieurs à l'Union européenne et à l'Otan? C'est ce qu'affirme le ***Spiegel*** en dévoilant dans son

édition du 15 février que cet accord aurait été signé à Paris le 14 janvier dernier. Le but serait que les "parties ne puissent plus s'opposer à un contrat avec un pays tiers" comme la législation allemande le permet.

Dernier exemple en date, le blocage du contrat des missiles Meteor entre la France et l'Arabie saoudite à la suite de l'affaire Jamal Khashoggi, le journaliste saoudien assassiné dans le consulat d'Istanbul. L'engin est assemblé par MBDA, une filiale d'Airbus, BAE Systems et Leonardo. Mais son système de propulsion et ses ogives sont made in Germany donc soumis à la législation allemande. Dès le mois d'octobre, Angela Merkel a décidé de **suspendre les ventes d'armes** à Ryad.

Rien de secret, tout est officiel

Pour le ministère des Armées, les affirmations du Spiegel sont absolument fausses. "Il n'y a jamais eu de pacte et encore moins secret puisqu'en la matière, nous sommes en discussion avec l'Allemagne comme l'a officiellement annoncé Florence Parly début février", nous a affirmé un porte-parole du ministère.

La ministre des Armées a en effet évoqué le sujet lors de la visite de l'usine Safran, le motoriste qui participe au développement du **système de combat aérien du futur (Scaf)**. Cette réunion à laquelle participait Ursula von der Leyen, ministre allemande de la Défense donnait le coup d'envoi industriel au Scaf qui doit remplacer en 2035 le Rafale français et l'Eurofighter européen en s'appuyant sur une collaboration entre l'industrie française et allemande.

Les Allemands sont-ils prêts à changer de ligne? Lors de la conférence annuelle de Munich sur la sécurité, Ursula von der Leyen a fait une déclaration qui le laisse penser. "Nous, Allemands, ne devrions pas prétendre être plus moraux que la France". Reste à définir de nouvelles règles. "Pour le moment, nous n'avons encore trouvé aucune solution, l'enjeu est important, mais l'accord n'est pas simple à définir", explique le porte-parole du ministère des Armées.

L'impatience du patron d'Airbus

En attendant, les industriels de l'armement s'impatientent. Samedi, Tom Enders, patron d'Airbus, a élevé la voix sur le sujet. "Cela nous rend fous, depuis des années à Airbus, que la partie allemande se donne le droit de bloquer la vente, disons, d'un hélicoptère français alors que seule une pièce allemande minuscule est entrée dans sa fabrication", a confié à **Reuters** le président exécutif d'Airbus.

"Les Français et les Allemands […] essaient de s'entendre sur une nouvelle réglementation [...]. Mais pour le moment, ça ne donne aucun résultat", relève Tom Enders qui plaide pour une régulation européenne. Une position qu'il soulève à un moment particulier. Le président d'Airbus doit quitter la direction de l'entreprise le 10 avril 2019 et sera remplacé par Guillaume Faury, président d'Airbus Commercial Aircraft.



Pourquoi Naval Group est la société la plus solide de son secteur en Europe

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense https://www.latribune.fr/ Par Michel Cabirol | 21/02/2019, 8:30



Naval Group a engrangé 3,7 milliards d'euros de prises de commandes en 2018 (Crédits : STEPHANE MAHE)

Après s'être redressé, Naval Group navigue désormais en tête des chantiers navals militaires en Europe. Le groupe naval a dégagé une marge de 7,4% en 2018.

Naval Group confirme son redressement. Et le résultat est très spectaculaire en 2018 grâce à une revue sévère des programmes. Notamment sur le plan financier. La marge opérationnelle du groupe s'est élevée à 7,4%, pour un résultat opérationnel avant amortissement des écarts d'évaluation (Ebitda) de 265,9 millions d'euros. Soit un bond vertigineux de plus de 170% (contre 98 millions d'euros d'Ebitda pour une marge de 3,1% en 2017). La progression du résultat net (178,2 millions d'euros) est un peu moins vertigineuse mais reste très appréciable (91%). Ce qui est loin d'être le cas pour son rival allemand ThyssenKrupp Marine Systems (TKMS), qui a affiché un Ebit négatif (128 millions) pour un chiffre d'affaires de 1,3 milliard d'euros.

"Naval Group est la société européenne la plus solide de la filière grâce à à une forte croissance de ses résultats en 2018", a souligné à La Tribune le PDG Hervé Guillou. *"On a fait 85 millions de plus de résultats nets qu'en 2017".*

Ces résultats portent les fonds propres de Naval Group *"à plus de 1 milliard d'euros, renforçant ainsi sa capacité à financer sa croissance future"*, a expliqué le groupe dans un communiqué publié jeudi. Ainsi, ils ont permis de recruter plus de 1.500 nouveaux personnels en 2018 et Naval Group devrait en embaucher plus de 1.000 en 2019. En outre, Naval Group a réalisé un chiffre d'affaires de 3,6 milliards d'euros (+13%). Il a été porté essentiellement par les grands programmes nationaux, principalement les sous-marins nucléaires d'attaque Barracuda et les FREMM. A l'international, le groupe naval a bénéficié *"des bonnes contributions du Brésil et de l'Australie"*. Dans les services, les programmes de modernisation du porte-avions Charles de Gaulle et l'adaptation au missile M51 du sous-marin nucléaire lanceur d'engin Le Téméraire ont été les principaux contributeurs du chiffre d'affaires.

Un carnet de commandes solide

En dépit de la baisse des prises de commandes, l'année 2018 a été satisfaisante avec un book-to-bill (ratio chiffre d'affaires/commandes) qui est supérieur à 1. Elle aurait pu être meilleure mais les clients peuvent parfois être capricieux (Roumanie) et certaines campagnes peuvent s'étirer dans le temps (Egypte, Emirats Arabes Unis...). Au final, Naval Group a engrangé 3,7 milliards d'euros de commandes (contre 4 milliards d'euros en 2017). Ce qui porte le carnet de commandes à 13,83 milliards d'euros à fin 2018. Les principales notifications dans le domaine des constructions neuves ont concerné des programmes nationaux : sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) Barracuda et frégates multi-missions (FREMM). Dans les services, Naval Group a fait le plein avec la Marine nationale en signant plusieurs contrats de disponibilité pluriannuels (SNLE Le Terrible), frégates FREMM, les SNA et les chasseurs de mines.

A l'international, Naval Group a finalement pu imputer en 2018 le contrat des quatre patrouilleurs hauturiers achetés par la marine argentine en dépit de sa mise en vigueur tardive, le 14 février. Le groupe a également décroché en Australie une tranche de travaux complémentaires au premier contrat signé en 2016 portant sur le programme de sous-marins.

2019, une année internationale?

2019 pourrait être une belle année à l'international. Naval Group devrait signer dans quelques semaines en Australie un contrat portant sur le design des sous-marins d'un montant de 1,5 milliard d'euros, découpé en trois tranches (environ 500 millions en 2019). Il est possible aussi que Naval Group parviennent à achever les négociations aux Emirats Arabes Unis lancées en novembre 2017 (deux corvettes Gowind), en Egypte (deux autres Gowind) voire en Azerbaïdjan

(trois patrouilleurs Gowind). En cas de succès, les deux premiers prospects généreraient de la charge pour le site de Lorient. Le groupe naval suivra également avec attention la situation explosive en Roumanie (quatre Gowind) et partira outsider au Brésil (quatre Gowind) et en Belgique (douze chasseurs de mines). Enfin, Naval Group devrait en principe faire partie d'une sélection de deux à trois constructeurs sélectionnés par les Pays-Bas pour la fourniture de quatre sous-marins de type océanique.

En France, l'Etat a déjà confié début 2019 aux Chantiers de l'Atlantique et à Naval Group un contrat de 1,7 milliard d'euros pour la construction de quatre bâtiments ravitailleurs de force (BRF) et de leurs six premières années de maintien en condition opérationnelle (MCO). Pour le groupe naval, ce contrat représente environ 340 millions d'euros (maîtrise d'œuvre et système de combat). Enfin, il attend pour cette année la notification de la commande du sixième sous-marin Barracuda. Par ailleurs, il prévoit de sortir le premier exemplaire autour du 14 juillet. Des perspectives et un bilan qui font dire à Hervé Guillou que *"notre robustesse est durable"*. D'autant que Naval Group va investir dans l'avenir en portant son effort global d'investissement au-dessus de 400 millions d'euros, dont 200 millions dans la R&D (Recherche et Développement).

MBDA dévoile son SPIMM

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Défense Actualité Missiles 22 fév. 2019 | Par Yann Cochennec



Le SPIMM de MBDA se compose d'une tourelle navale Simbad-RC équipée de deux missiles Mistral. © MBDA

MBDA a profité du salon Navdex 2019 pour dévoiler un module de défense aérienne basé sur le système Simbad-RC et qui peut être facilement installé sur tous types de bâtiments à l'aide d'une grue avec un simple raccordement électrique.

A l'instar d'un constructeur d'avions de ligne mais pour sa gamme de systèmes de défense, **MBDA** vient d'ajouter une nouvelle version de son système naval de défense anti-aérienne Simbad-RC à très courte portée. Dénommé **SPIMM** (pour Self-Protection Integrated Mistral Module) et présenté au salon Navdex 2019, ce module de défense "tout-en-un" est destiné à équiper rapidement et facilement tous types de bâtiments et "en particulier ceux qui ne sont pas pourvus de système de combat" comme les bâtiments logistiques ou de transport de chalands de débarquement. Face à des menaces qui peuvent évoluer très vite, les équipes de **MBDA** ont donc conçu ce module **SPIMM** au standard ISO 10 pieds et d'un poids d'environ 7 tonnes, qui "peut être facilement déposé sur un pont de navire à l'aide d'une grue et ne nécessite qu'un simple raccordement électrique". Le **SPIMM** de **MBDA** se compose "d'une tourelle navale automatisée Simbad-RC équipée de deux missiles Mistral prêts au tir, et d'un système infrarouge panoramique à 360° qui assure la détection et la poursuite des menaces aériennes et de surface".

Le système est entièrement "piloté par deux opérateurs situés dans une cabine à l'intérieur du module qui intègre aussi le stockage de quatre missiles supplémentaires". Conçu pour protéger "les bâtiments de surface contre la plupart des menaces aériennes classiques (missiles antinavires, avions de combat, hélicoptères et drones), le couple Simbad-RC a démontré fin 2018 sa capacité à neutraliser, de jour comme de de nuit, des menaces asymétriques telles que les embarcations rapides", souligne MBDA. D'où l'idée de concevoir ce module SPIMM, rapide d'installation. "Il constitue une réponse pertinente pour adapter en urgence une flotte contre de nouvelles menaces ou pour leur emploi dans des zones contestées", ajoute Christophe Leduc, responsable produits systèmes navals de défense anti-aérienne chez MBDA.

Nexter prépare une version du char Leclerc capable de mettre en œuvre des drones aériens

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 21 février 2019



Photo : Nexter Systems

En octobre 2018, le constructeur américain de blindés General Dynamics Land Systems [GDLS] avait annoncé un partenariat avec AeroVironment afin d'intégrer des drones Shrike 2 et Switchblade aux véhicules développés dans le cadre des programmes « Next Generation Combat Vehicle » [NGCV] de l'US Army et « Armored Reconnaissance Vehicle » de l'US Marine Corps.

Cependant, le français Nexter Systems n'est pas en reste. L'an passé, il avait en effet présenté le « Titus 6×6 augmenté », c'est à dire un blindé pouvant mettre en œuvre le robot terrestre Nerva ainsi que deux drones, dont un autonome et un captif.

« Grâce à ses compétences d'architecte intégrateur, le groupe propose aux opérateurs des capacités opérationnelles augmentées : au sol avec un robot Nerva [détection d'engins explosifs improvisés et d'objets suspects …], vers le haut avec un drone captif [autonomie de charge, protection cyber], plus loin avec un drone autonome », avait expliqué Nexter, à l'occasion du salon EuroSatory.

Et d'ajouter : « L'opérateur équipé d'un casque connecté et d'une tablette téléopèrée des systèmes d'arme [tourelleau de moyen calibre] et ce, de l'intérieur ou de l'extérieur du véhicule de combat. Les informations remontées sont disponibles pour le poste de commandement numérisé, permettant d'accélérer la prise de décision et de suivre le rythme accéléré de la manœuvre. »

Récemment, Mike Duckworth, le directeur des affaires internationales chez Nexter, a indiqué à la revue allemande Mönch qu'il était question d'en faire de même avec le char Leclerc doté et que ce concept allait être dévoilé lors du salon de l'armement IDEX, à Abu Dhabi.

Effectivement, l'European Defence Review a eu la primeur de ce Leclerc « augmenté ». Ainsi, à la différence du Titus « augmenté », il n'est pas question d'utiliser de robots terrestres, dont l'intérêt n'est pas forcément pertinent pour un char lourd.

En revanche, ce Leclerc « augmenté » serait doté de deux drones. Le premier, appelé IXOS XX, serait relié au char par un câble d'alimentation. « capable de décoller et d'atterrir automatiquement de jour comme de nuit, il affiche une vitesse de croisière de 10 km / h et peut résister à un vent allant jusqu'à 45 km/h [ainsi qu'au sable, ndlr]. Équipé d'une centrale inertielle et d'un GPS offrant une précision centimétrique, il est également doté d'un système d'évitement d'obstacles à 3 axes et est capable de supporter plusieurs charges utiles », écrit l'European Defence Review.

Le second, appelé XOS LG, est moins imposant. D'une autonomie de 30 mn grâce à ces batteries électriques, il pourra aussi décoller et atterrir automatiquement. Pouvant voler à la vitesse de 40 km/h, il sera en mesure de porter une charge utile de 1 à 2 kg.

L'intérêt de ces drones est évidemment de voir plus loin et d'anticiper ainsi les menaces, tout en évitant d'exposer l'équipage. Pour cela, il seront équipés de différents capteurs [caméra, senseur IR, télémètre laser, etc].

Ces appareils seront mis en oeuvre grâce à une tablette et au logiciel Findeagle, lequel est censé fournir au seul chef de char que les informations pertinentes afin d'éviter la « surcharge cognitive ».

Ce Leclerc « augmenté » n'a pas été imaginé à la suite d'un besoin exprimé par l'armée de Terre dans le cadre du programme SCORPION. Cependant, assure l'EDR, Nexter l'a proposé à la Direction générale de l'armement [DGA] pour une éventuelle mise à niveau future.

Quelles applications militaires pour le Flyboard Air de Zapata Industries?

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 23 février 2019



Dans les années 1950, le Pentagone finança des programmes visant à mettre au point une sorte d'hélicoptère « personnel » pour mener des missions de reconnaissance. Ce qui donna lieu au HZ-1 Aerocycle de Lackner Helicopters pour l'US Army et au VZ-1 Pawnee d'Hiller Aircraft pour l'US Navy. Finalement, ces projets furent assez rapidement abandonnés, la maturité technologique leur ayant fait défaut.

Seulement, un inventeur français, Franky Zapata a mis au point le Flyboard Air, une sorte de planche de surf pouvant voler à une altitude de 10.000 pieds, à la vitesse de 80 noeuds [150 km/h environ], grâce à 6 moteurs et à un algorithme qui ajuste en permanence l'inclinaison des 4 turbo-réacteurs ainsi que la vitesse des turbines latérales. De quoi éveiller un intérêt certain outre-Atlantique, à commencer par celui du commandement des forces spéciales américaines [USSOCOM].

Dans le cadre du programme IAMS [pour Individual Aerial Mobility System], l'entrepreneur français, via la société Z-Air, une filiale de Zapata Industries, a ainsi proposé à l'USSOCOM un concept encore plus innovant : l'Ez-Fly, capable de voler à la vitesse de 130 km/h pour une autonomie d'environ 10 minutes.

« L'EZ Fly est une évolution du Flyboard Air. Grâce à quelques améliorations clés, nous avons créé un véhicule aérien beaucoup plus facile à piloter et plus sûr que tout autre aéronef à décollage vertical. […]. Ses systèmes de stabilité avancés et ses systèmes à triple redondance éliminent […] une grande partie des risques du vol motorisé, sans nécessiter une licence de pilote », assure l'entreprise.

Cela étant, et après avoir été confronté à des tracasseries administratives et réglementaires en France, Franky Zapata a eu l'opportunité de réaliser une démonstration de son Flyboard Air avec les forces spéciales françaises, lors du Forum Innovation Défense, organisé à Paris par l'Agence de l'innovation de défense [AID], en novembre 2018.

Et, à cette occasion, on a appris que Zapata Industries allait bénéficier d'un financement de 1,3 millions d'euros de la part du ministère des Armées pour améliorer ce Flyboard Air, en collaboration avec l'ONERA et la société Poly-shape. Les travaux devaient porter sur le développement d'un système de propulsion à la fois plus stable, maniable et discret.



Lors d'une audition au Sénat, Emmanuel Chiva, le directeur de l'AID, en a dit un petit peu plus. « Nous avons fait voler un fantassin au-dessus de Paris. Pour information, il peut aller à plus de 200 km/heure, à plus de 2 000 mètres d'altitude avec 10 minutes d'autonomie. C'est remarquable! », a-t-il commencé par rappeler en évoquant l'invention de M. Zapata. « Nous finançons en ce moment des études pour adapter le système de cet inventeur français aux besoins des Forces », a-t-il ensuite ajouté.

D'où la question : quelle pourrait être l'utilité de ce Flyboard Air pour les opérations militaires? Sur le site dédié au Zapata Ez-Fly, il est par exemple expliqué qu'un tel dispositif permettrait à des troupes embarquées à bord d'un navire de se rendre plus rapidement à terre. À condition, toutefois, que le site de débarquement soit relativement sûr…

Mais plus généralement, il est question d'infiltration/exfiltration pour des zones difficiles d'accès, de réduire le temps d'intervention d'une patrouille en cas d'incident ou encore de mener des missions de reconnaissance.

Devant les sénateurs, M. Chiva a aussi cité « l'évacuation sanitaire » ainsi que le « port de charges utiles ». Et on peut imaginer que ce système puisse être utile pour faire intervenir plus rapidement du personnel médical sur une zone de combat afin de donner les premiers soins à des blessés ou encore pour réapprovisionner, dans des délais très courts, des forces « au contact. » Cependant, sa faible autonomie – 10 minutes – en limite pour le moment l'emploi…

Quoi qu'il en soit, pour le directeur de l'AID, la démonstration faite à Paris « a permis de faire évoluer la règlementation et il devrait y avoir bientôt de nouveaux textes permettant de faire voler des aéronefs innovants. » Ce qui est déjà un bon début.

Technologie

Turbinator, le nouvel outil révolutionnaire d'EDF

Accueil Economie Énergie https://www.ladepeche.fr/ Publié le 17/02/2019 à 03:58 , mis à jour à 09:27 Énergie, Tarn Marc Durand



Turbinator a été récemment mise en service au barrage de la Raviège. Révolutionnaire. / Photo DDM, Marc Durand.

L'essentiel : EDF a mis en service sur son barrage de la Raviège une turbine révolutionnaire qui permet de produire de l'électricité même quand il faut respecter des lâchers minimums. Turbinator, conçue en Norvège, est ici la première installée en France.

C'est une première en France pour EDF : «Turbinator», la turbine compacte et innovante a été installée au cœur même du barrage de La Raviège ! Grâce à une technologie venue de Norvège introduite sur l'Agout par Egil Opsahl, ingénieur de l'entreprise «Cleanpower», ce complexe hydroélectrique construit en 1958 devient une vitrine nationale pour la production d'électricité.

Préserver lamproie, truites et moules perlières

C'est un bonus qui s'ajoute aux installations déjà existantes car Turbinator permet d'exploiter une richesse qui était jusqu'alors perdue pour EDF : en raison des débits réservés imposés depuis 2014 pour garantir une quantité d'eau en aval des barrages visant à préserver la biodiversité, 121 litres d'eau par seconde doivent en effet, au minimum, être lâchés en continu.

Pascale Sautel directrice d'exploitation sur le secteur Tarn et affluents insiste sur le caractère gagnant / gagnant de l'opération : «L'enjeu environnemental qui sauvegarde les lamproies, truites

et autres moules perlières représentait un déficit de potentiel énergétique dommageable quand on sait que l'hydraulique reste la première énergie propre en France. Cette nouvelle turbine permet d'exploiter l'eau du débit réservé en réconciliant développement et biodiversité».

«Les ingénieurs ont même pensé à oxygéner l'eau avant qu'elle ne soit rendue au milieu naturel !» rajoute Bernard Carsalade qui gère, avec une équipe de vingt-trois personnes du groupement de l'usine de Brassac, les huit barrages de l'Agout et de l'Arn et a donc participé au projet.

Le fruit de 10 années de travail

Grâce à l'automate lié à la turbine, il va surveiller en temps réel les installations qui seront aussi visualisables sur le téléphone mobile d'Egil Opsahl. Guillaume Vayssettes d'EDF Toulouse qui a eu en charge le projet en partenariat avec le concepteur norvégien explique que Turbinator est le fruit de 10 ans de travail. Une solution compacte d'un alternateur intégré à la turbine qui puisse se fondre dans une structure existante dans un espace contraint : «En 2016 le projet est lancé, 2017 fut l'année des études et de la conception, 2018 celle de la réalisation et aujourd'hui nous sommes fiers de voir la nouvelle turbine fonctionner !»

En s'appuyant sur des entreprises régionales et locales, un coude a été piqué sur la vanne de fond qui évacue l'eau en temps normal. Un mur de 7 m de béton a été perforé pour amener l'eau vers un nouveau bâtiment de seulement 2,6 m sur 6 m construit en respectant la sécurité et les normes en termes de crue. Puis Turbinator a pu être relié au circuit. Ce projet de 1,3 million d'euros s'inscrit dans un plan de 18 millions d'euros qui chaque année sont investis sur le secteur «Tarn et affluents».

Il est révolutionnaire car la roue, l'arbre et l'alternateur se fondent dans un assemblage monobloc d'où sort directement le 380 volts ! Prochain objectif, installer un deuxième «Turbinator» à Luzières, l'autre centrale sud-tarnaise.

Dagoma neutralise à distance les armes imprimées en 3D

Régions Nord-Pas-de-Calais https://www.latribune.fr/ Par Gaëtane Deljurie | 21/02/2019, 8:00



« Nous ne voulions pas que nos imprimantes soient détournées à des fins criminelles », insiste Gauthier Vignon, cofondateur de Dagoma. (Crédits : Dagoma)

Le spécialiste nordiste de l'impression 3D Dagoma s'est lancé dans une croisade pour enrayer la prolifération des armes imprimables.

L'opération a été menée en toute discrétion : pendant quelques semaines, les collaborateurs de Dagoma ont modifié depuis Roubaix des centaines de fichiers permettant d'imprimer des armes à feu en 3D (une pratique illégale en France). La nouvelle tendance avait quelque chose d'inquiétant, car ces armes en plastique sont par nature indétectables. *« Nous ne voulions pas que nos imprimantes soient détournées à des fins criminelles : comme les fichiers 3D sont le cœur de notre métier, nous avons changé le diamètre des canons ou la taille des gâchettes, déformé les crosses ou les chargeurs afin de rendre ces armes inutilisables »*, explique Gauthier Vignon, cofondateur de Dagoma, une entreprise devenue le leader européen de l'impression 3D.

Pourrir les bons fichiers

Pourquoi avoir ensuite révélé au grand jour le tour de passe-passe ? *« Pour nous, c'était une question de société : il fallait alerter les autres constructeurs de machines 3D pour leur faire prendre conscience des risques. »*

« Après la première étape qui a consisté à pourrir les bons fichiers, la deuxième a été de modifier nos machines afin qu'elles ne puissent pas imprimer des armes. »

Gauthier Vignon espère même une prise de conscience pour que les internautes signalent tout fichier suspect et pour que les constructeurs se mettent à alimenter une base de données, afin de contrer les impressions illicites. *« Certains nous rétorquent que, de toute façon, ces armes imprimées en 3D ne fonctionnent pas : tant mieux, nous préférons largement que cela reste un faux débat. »*

Technologie numérique

Nice teste la reconnaissance faciale avec des volontaires pendant le Carnaval

Tech & Web http://www.lefigaro.fr/ Par Harold Grand Mis à jour le 20/02/2019 à 09:43 Publié le 19/02/2019 à 19:10



Des volontaires testent les technologies de reconnaissance faciale pendant un salon en Chine. Bobby Yip/REUTERS

VIDÉO - Déjà à l'origine de plusieurs initiatives dans le domaine de la reconnaissance faciale, son maire Christian Estrosi dit vouloir faire progresser la recherche avec cette expérimentation. Les résultats seront présentés à la CNIL et au gouvernement.

On est encore loin des technologies chinoises qui permettent de reconnaître jusqu'à la démarche des individus dans la rue mais le symbole est fort. Nice va tester la technologie de reconnaissance faciale dans ses rues à titre expérimental, «une première en France» selon la mairie. L'essai se déroulera sur trois jours pendant le carnaval organisé par la ville jusqu'au 2 mars. 1.000 volontaires qui ont préalablement donné leur consentement seront ciblés par les caméras, le reste de la foule sera flouté. Les résultats de cette expérimentation seront présentés sous forme de rapport à la CNIL (Commission nationale de l'Informatique et des Libertés) et au gouvernement.

La mairie rappelle que ce dispositif se concentrera sur trois scénarios: «contrôler l'accès aux portiques d'entrée par reconnaissance de visage, détecter une personne au milieu d'une foule et retrouver une personne d'intérêt sur la voie publique». L'un des objectifs étant, in fine, de retrouver des individus recherchés et dont les photographies ont été préalablement enregistrées par les caméras de vidéosurveillance de la ville. Les six caméras intelligentes mobilisées pour ce test sont capables de prendre en compte le vieillissement d'un individu, pour qu'il soit reconnu même avec 20 ans d'écart par rapport à la photo d'origine. Elles seront aussi dans la capacité de reconnaître une personne de profil même si elle est de face sur une photo d'origine.

La reconnaissance faciale n'est pas de la science-fiction en Chine



Depuis les fast-foods, les universités ou la lutte contre la criminalité, la Chine est à la pointe de l'utilisation de la technologie de reconnaissance faciale.

Consentement «libre» et «éclairé»

Ce test grandeur nature a été rendu possible grâce à un encadrement strict de la CNIL. Contactée, la Commission «regrette l'urgence dans laquelle ses services ont été sollicités» mais rappelle que cette démarche a obtenu son aval car elle n'était pas motivée par des objectifs

sécuritaires: «Nous sommes dans un contexte de recherche avec un consentement préalable des individus; l'objectif est seulement de faire tourner un algorithme et de voir comment il fonctionne» selon elle. Le test aura lieu dans un périmètre prédéfini, la CNIL a même demandé la pose de panneaux de signalisation pour prévenir les piétons aux alentours.

Depuis la mise en place du RGPD (Règlement général sur la protection des données personnelles) en mai dernier, ce type de test grandeur nature n'est plus soumis à l'autorisation de la CNIL mais doit respecter un consentement «libre» et «éclairé» de la population. C'est chose faite selon la Commission puisqu'une entrée secondaire au carnaval est mise en place pour les personnes ne souhaitant pas être filmées par ces caméras et un formulaire d'information sera distribué sur place.

De son côté, même si elle met en avant l'argument de la «recherche à des fins scientifiques», la ville de Nice souhaite bel et bien se servir de ce test pour «utiliser toutes les innovations possibles au service de (la) sécurité» selon les mots de son maire (LR) Christian Estrosi. À ce titre, la mairie de Nice compte rédiger une proposition de loi à l'issue de l'expérimentation pour «faire évoluer les lois informatiques et Liberté de 1978 et celle de la vidéosurveillance de 1995.» afin de mettre en place un cadre juridique précis à l'utilisation de caméras de surveillance dans un espace privé et/ou public. À l'avenir, la ville souhaiterait que soit autorisé le recours à ces nouvelles technologies pour retrouver une personne disparue ou suspectée d'avoir commis une infraction mais aussi pour aider les forces de l'ordre et les services de renseignement à assurer la sécurité.

Nice, ville-pilote

Bien avant le carnaval, Nice avait déjà été au cœur du déploiement de la technologie de reconnaissance faciale en France. Au mois de juillet dernier, l'aéroport de la ville a mis en place ce dispositif pour «accélérer les contrôles aux frontières». L'objectif étant de comparer le visage d'un voyageur avec une photo stockée dans le microprocesseur de son passeport biométrique. Nice était alors la deuxième ville à mettre en place cette technologie après Paris.

La ville est aussi au cœur d'un autre dispositif dit de «comparaison faciale» dans un de ses lycées depuis le mois de janvier. Des portiques visuels installés à l'entrée de l'établissement «Les Eucalyptus» permettent de comparer des visages mais aussi de suivre les trajectoires de certains élèves dans le but «d'assister les agents assurant l'accueil et de lutter contre l'usurpation d'identité» selon la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur qui est à l'origine du dispositif. Une proposition qui avait à l'époque fait l'objet de critiques. Plusieurs organisations dont la Ligue des droits de l'Homme ont déposé ce mardi un recours devant le tribunal administratif de Marseille pour demander l'annulation de ce dispositif.

Christian Estrosi, le maire de la ville, est depuis longtemps favorable à la mise en place de la reconnaissance faciale dans sa ville, la plus vidéosurveillée de France avec une caméra pour 145 habitants. Déjà en 2016, à l'occasion de l'Euro de Football, il avait voulu utiliser cette technologie pour surveiller une fan zone. Idem en décembre dernier lorsqu'il avait plaidé pour l'installation d'un logiciel de reconnaissance faciale relié à l'ensemble des caméras de la ville pour surveiller les allées et venues des fichés S de sa ville.

Transports

Accord en vue entre Air France-KLM et KLM sur la gouvernance ?

Entreprises & Finance Services Transport & Logistique https://www.latribune.fr/ Par Fabrice Gliszczynski | 17/02/2019, 9:20



Benjamin Smith, le directeur général d'Air France-KLM et Pieter Elbers, le président du directoire de KLM (Crédits : DR)

Selon nos informations, un compromis sur la gouvernance du groupe s'est dégagé vendredi. Il doit néanmoins être validé par le conseil d'administration d'Air France-KLM.

Fin du psychodrame en vue à Air France-KLM ? Peut-être. Alors que l'émotion autour du maintien de Pieter Elbers à la tête de la compagnie néerlandaise KLM a atteint son paroxysme cette semaine aux Pays-Bas, la situation semble en passe de se débloquer. Pour rappel, le mandat du président du directoire de KLM arrive à échéance fin avril et les relations glaciales qu'entretiennent le directeur général d'Air France-KLM, Ben Smith, et Pieter Elbers, ainsi que les divergences sur l'organisation du groupe qui opposent non seulement les deux hommes mais aussi Pieter Elbers et une partie du conseil d'administration d'Air France-KLM, posaient la question du maintien ou pas de Pieter Elbers dans ses fonctions. Pour résumer, alors que Ben Smith cherche à accentuer la coopération des deux compagnies, Pieter Elbers est partisan d'une autonomie de la compagnie néerlandaise.

Projet de nouvelle organisation du groupe

Selon nos informations, un compromis s'est dégagé sur la gouvernance du groupe entre les différentes parties, plaçant le renouvellement de Pieter Elbers à la tête de KLM en ballotage favorable. Vendredi dernier, au cours du conseil de surveillance de KLM auquel étaient présents Ben Smith et les membres du comité des nominations d'Air France-KLM, le dirigeant néerlandais a en effet, selon nos informations, donné son accord au schéma d'organisation du groupe présenté par Ben Smith. Celui-ci renforce la coopération d'Air France et de KLM sur plusieurs secteurs clés comme la flotte, sans toucher aux structures d'organisation actuelles. Autrement dit, contrairement à plusieurs projets présentés dans le passé, le projet de Ben Smith ne prévoit pas de remontées de certains postes des compagnies vers le groupe.

Deux DGA d'Air France-KLM : Pieter Elbers et Anne Rigail

Ben Smith entend par ailleurs renforcer le "comité des CEO" d'Air France-KLM, une sorte de mini-directoire d'Air France-KLM qui regroupait jusqu'ici les patrons d'Air France-KLM, de KLM et d'Air France, et propose la nomination de Pieter Elbers et de la directrice générale d'Air France, Anne Rigail, au poste de directeur général adjoint d'Air France-KLM, en plus de leurs fonctions au sein de leur compagnie.

Outre Pieter Elbers, le comité exécutif d'Air France-KLM et les membres du conseil d'administration d'Air France-KLM qui ont eu le projet entre les mains, sont également favorables au projet de Ben Smith. Reste au conseil d'administration d'Air France-KLM de trancher après avoir entendu la présentation de la vision de Ben Smith pour le groupe et analysé dans le détail la position de Pieter Elbers.

Conseil d'administration mardi 19 février

Le fera-t-il lors du conseil d'administration prévu ce mardi 19 février, la veille de la publication des résultats financiers, ou ultérieurement?

"La vraie deadline, c'est fin avril', explique-t-on au sein d'Air France-KLM, faisant allusion à la date de fin du mandat de Pieter Elbers.

Pour autant, sauf nouveau coup de théâtre dans ce dossier explosif, le schéma de gouvernance proposé par Ben Smith est, selon une autre source, en bonne voie pour être présenté ce mardi au conseil d'administration d'Air France-KLM.

Interrogé, un porte-parole d'Air France-KLM n'a pas souhaité faire de commentaire.

Anne-Marie Couderc au conseil de KLM ?

La question de l'entrée de Ben Smith au conseil de surveillance de KLM, qu'a toujours refusée KLM, ne serait encore pas encore tranchée, la priorité étant de trouver une solution au "dossier" Pieter Elbers. Pour autant, le principe de l'entrée d'un membre du "holding" d'Air France-KLM au conseil de surveillance de KLM semble acquis. Selon certaines sources, le choix d'Anne-Marie Couderc, la présidente non-exécutive d'Air France-KLM et présidente du comité de nominations, tient la corde.

Soutien des salariés de KLM à Pieter Elbers

Les doutes sur le renouvellement de Pieter Elbers ont suscité des réactions surréalistes aux Pays-Bas. Plus de 1.000 employés de KLM ont manifesté jeudi au siège de la compagnie, près de l'aéroport international Schiphol d'Amsterdam, pour apporter leur soutien à Pieter Elbers. Ils ont remis une pétition signée par 25.000 employés, brandissant des pancartes où était notamment inscrit "KLM a besoin d'Elbers", cerné de cœurs bleus. Ce vendredi, Ben Smith a rencontré Wopke Hoekstra et Cora van Nieuwenhuizen, respectivement ministre des Finances et ministre de l'Infrastructure du gouvernement hollandais.

"En notre qualité de ministres, nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour garantir les intérêts futurs de KLM", a déclaré Wopke Hoekstra à la presse après ces entretiens. "Les discussions ont été intenses", a-t-il souligné.

Le premier ministre Mark Rutte a même été interpellé sur le sujet. S'il a souligné que KLM était extrêmement importante pour l'économie des Pays-Bas et qu'il est essentiel qu'elle soit bien dirigée, il s'est refusé à commenter les discussions lors de son point de presse hebdomadaire à l'issue de la réunion de son cabinet

Le patron de KLM sauve sa tête

Économie Entreprises http://www.lefigaro.fr/ Par Valérie Collet Mis à jour le 20/02/2019 à 08:45 Publié le 19/02/2019 à 18:30



Pieter Elbers, président du directoire de KLM. ERIC PIERMONT/AFP

Pieter Elbers souhaitait conserver une certaine autonomie. Il a finalement accepté de respecter la nouvelle organisation proposée par Ben Smith, le directeur général du groupe Air France-KLM.

Les salariés de KLM vont fêter la nouvelle : Pieter Elbers, le président du directoire de KLM, a sauvé sa tête. Le conseil d'administration du groupe Air France-KLM, réuni ce mardi à Paris, a décidé de proposer sa reconduction lors de l'assemblée générale de KLM fin avril. Son mandat arrivait à son terme à cette date.

Mais pour conserver son poste, le dirigeant qui plaidait en faveur d'une autonomie de la compagnie hollandaise, a dû accepter des concessions. La plus difficile a été de laisser Ben Smith, le nouveau directeur général du groupe, entrer au conseil de surveillance de la compagnie néerlandaise. Sa nomination sera proposée lors de l'assemblée générale de KLM.

Depuis des années, la direction de KLM refusait que le patron de la holding y soit présent. .Jean-Marc Janaillac avait lui-même essuyé un refus. Ben Smith a fait face à la même opposition sans s'y résoudre. Pieter Elbers aurait préféré qu'Anne-Marie Couderc, la présidente non exécutive du groupe, y soit admise plutôt que le «boss». Sa stratégie de contournement n'a pas fonctionné.

Un «petit comité» à quatre

Deuxième concession: Pieter Elbers a dû s'engager à respecter la répartition des rôles entre le patron du groupe et les patrons des deux filiales: Anne Rigail chez Air France, et Elbers lui-même chez KLM. Ben Smith estimait que les décisions sur les achats, la flotte, les alliances et la stratégie commerciale, les ressources humaines, le digital et management des données client relevaient du groupe.

Le patron de KLM devient directeur général adjoint du groupe tout comme Anne Rigail. Mais pour resserrer les liens entre les deux filiales, un nouveau «comité» sera mis en place. Ensemble, ils feront partie d'un «CEO Committee», ainsi que Frédéric Gagey, le directeur financier du groupe. Ils détermineront l'orientation stratégique de l'ensemble des compagnies aériennes et unités opérationnelles du groupe, sous l'autorité de Ben Smith.

Le géant des airs Beluga XL d'Airbus fait son premier vol chargé de deux ailes d'avion

https://www.bfmtv.com/ BFMTV Economie Entreprises 18/02/2019 à 17h29 Frédéric Bergé



La nouvelle version de l'avion-cargo géant d'Airbus a effectué son premier vol, chargée de deux ailes (au lieu d'une) d'A350 XWB entre les sites de Brême (Allemagne) et Toulouse. Le Beluga XL fait partie intégrante de la logistique et du système de production de l'avionneur.

L'avion-cargo hors-norme d'Airbus, **le Beluga XL**, a effectué son premier vol avec une (précieuse) charge composée de la voilure complète d'un A350 XWB, soit deux ailes au lieu d'une pour la version précédente.

Ce premier vol avec chargement du géant des airs aux allures de cétacé volant, a été effectué entre les sites européens d'Airbus de Brême (Allemagne) et de Toulouse, où l'assemblage final de l'A350 XWB est réalisé. Il est intervenu en fin de semaine dernière alors que l'avionneur européen annonçait **l'arrêt de la production** d'un autre géant des airs, destiné celui-là aux flottes commerciales, l'A380, faute de commandes suffisantes.

Cinq avions Beluga XL seront produits d'ici 2023

Conformément au calendrier, le Beluga XL va commencer remplacer l'actuel Beluga ST au cours de 2019 pour transporter des pièces de ses petits frères de la gamme Airbus entre les différents sites de production du groupe européen. Quatre modèles de cet avion hors-norme suivront d'ici 2023 pour prendre progressivement le relais des Beluga actuellement en service.

Ce nouvel avion-cargo répond aux exigences de montée en cadence, notamment avec la production du long courrier, l'A350 XWB, un avion de dernière génération qui fait largement appel aux matériaux composites.



Pour transporter les voilures de l'A350 XWB, la soute du nouveau géant des airs a pris de l'embonpoint par rapport à son aîné, avec 7 mètres de plus en longueur, un mètre supplémentaire en largeur. Sa capacité de transport est en hausse de 30%, avec la possibilité d'emporter une charge marchande de 51 tonnes sur une distance de 4074 kilomètres. Sa masse maximale au décollage atteint 227 tonnes contre 115 tonnes précédemment.

Cet avion, qui avait effectué son **premier vol à vide** le 19 juillet 2018, fait partie intégrante du système de production d'Airbus. Il a vocation à transporter des tronçons complets d'avion: voilure, pointe avant, fuselage, en effectuant des rotations entre les différents sites industriels de l'avionneur européen, lesquels ne sont qu'à deux ou trois heures de vol de Toulouse.

Le programme de l'avion-cargo, lancé en 2014, prévoit la construction de cinq exemplaires d'XL. Un deuxième modèle est déjà en cours d'assemblage. Les ingénieurs d'Airbus sont partis d'une base d'A330-200 Freighter, "avec une large réutilisation des composants et équipements", précise-t-on chez le constructeur aéronautique.

12 – Le Monde : Modernisations & Équipements

Commerce

Guerre commerciale: Pékin et Washington proches d'un accord

Économie Conjoncture http://www.lefigaro.fr/ Par Fabrice Nodé-Langlois Mis à jour le 22/02/2019 à 23:17 Publié le 22/02/2019 à 18:58



Xi Jinping et Donald Trump, en décembre 2018 en marge du sommet du G20 à Buenos Aires. Pablo Martinez Monsivais/AP

Les discussions commerciales progressent entre les États-Unis et la Chine et se poursuivront ce week-end. Un sommet est en vue entre Donald Trump et Xi Jinping.

À une semaine de l'échéance que s'étaient fixé Donald Trump et son homologue chinois Xi Jinping il y a trois mois pour trouver un accord sur leurs différends commerciaux, l'ambiance est à l'optimisme affiché. À l'issue d'une quatrième séance de négociations à haut niveau, Donald Trump a reçu vendredi soir à la Maison-Blanche l'homme de confiance du président chinois, le vice-premier ministre Liu He. Les discussions ont suffisamment progressé pour que les deux parties conviennent de les prolonger de deux jours jusqu'à dimanche.

Autre geste d'apaisement, Donald Trump s'est dit ouvert à un report «pas trop long» de la date limite du 1er mars qu'il avait fixée à Xi Jinping lors de leur dîner du 1er décembre à Buenos Aires, en marge du sommet du G20. Le businessman de la Maison-Blanche, fidèle à sa technique de négociation, qui consiste à exercer une pression maximale sur son interlocuteur, avait alors menacé de porter à 25% (contre 10% actuellement) les droits de douane sur des importations de

produits chinois représentant 200 milliards de dollars. Soit 40% de ce que les États-Unis achètent à la Chine.

En écho à son hôte, Liu He a jugé «très probable» la conclusion d'un accord. Si les négociations dénouent les points de divergence persistants, un sommet entre les deux chefs d'Etat pourrait se tenir dès le mois prochain, ou «dans un futur pas trop lointain», dixit Trump, dans la propriété du président milliardaire, à Mar-a-Lago en Floride.

Washington réclame à Pékin de cesser ses transferts forcés de technologie, de respecter la propriété intellectuelle

S'agissant du déficit commercial américain de 300 milliards de dollars vis-à-vis de la Chine, objet du courroux récurrent de Donald Trump, Pékin aurait accepté, selon la chaîne CNBC d'acheter jusqu'à 1 200 milliards de dollars de biens américains, sans que la durée ne soit précisée. Des sources gouvernementales chinoises citées par Reuters évoquent des produits agricoles américains comme le soja, mais aussi des produits énergétiques (charbon ou gaz peut-être, que les États-Unis produisent en abondance) ainsi que des semi-conducteurs «made in USA». Usant toujours de superlatifs, Donald Trump promet le «meilleur accord agricole de l'histoire» aux Américains.

Dans ce bras de fer transpacifique, le déficit commercial n'est cependant que l'arbre qui cache la forêt. Au fil des mois, il est devenu de plus en plus clair que la bataille qui oppose Donald Trump à Xi Jinping a pour enjeu rien moins que la suprématie technologique mondiale. C'est dans cette optique que Washington réclame à Pékin de cesser ses transferts forcés de technologie, de respecter la propriété intellectuelle ou de modérer ses subventions massives de certaines entreprises. Si les Chinois ont semble-t-il fait des pas dans la direction souhaitée par les Américains sur ces sujets au cours de cette semaine de négociations, des divergences persistent sur ces volets dont la mise en œuvre s'annonce difficile à contrôler.

Le dossier Huawei sur la table

Le géant chinois des télécoms Huawei est devenu le symbole de la rivalité technologique sino-américaine avec l'arrestation de sa directrice financière, au Canada, à la demande des États-Unis. Le cas Huawei divise l'Administration Trump, rapporte le Financial Times, certains faucons voulant purement et simplement interdire aux entreprises américaines d'acheter des équipements du géant chinois. Le président a indiqué vendredi que Huawei pourrait être intégré explicitement dans le futur accord, ainsi que ZTE, un autre équipementier chinois en télécoms.

Finances

Les dividendes mondiaux ont atteint un record en 2018

Économie Flash Eco Par Le Figaro avec AFP Mis à jour le 18/02/2019 à 07:40 Publié le 18/02/2019 à 06:20



L'Amérique du nord et le Japon ont réalisé la meilleure performance.

Les actionnaires ont été généreusement remerciés l'an dernier. Selon une étude de la société de gestion Janus Henderson Global Investors, publiée ce lundi, les dividendes versés dans le monde ont atteint un record de 1370 milliards de dollars en 2018 (+9,3%).

"Plusieurs secteurs, comme les secteurs minier, pétrolier et bancaire, ont normalisé leurs paiements de dividendes, après une période où leurs dividendes furent faibles, voire inexistants", explique Ben Lofthouse, directeur de la gestion actions internationales à fort rendement chez

Janus Henderson. "Certaines des grandes sociétés technologiques adoptent de plus en plus une culture de paiement de dividendes", ajoute-t-il en notant que "l'incidence des réductions d'impôts aux États-Unis a également, là aussi, fortement aidé la croissance des dividendes".

Janus Henderson estime en outre "que les dividendes augmenteront de 3,3% en 2019 pour atteindre 1414 milliards de dollars". "Les prévisions de bénéfices des sociétés ont chuté, les perspectives économiques mondiales ont été revues à la baisse, mais la plupart des observateurs continuent de s'attendre à ce que les sociétés enregistrent une croissance de leurs bénéfices en 2019", souligne Janus Lofthouse. Et selon lui, "les dividendes sont, quoi qu'il en soit, beaucoup moins volatils que les bénéfices et nous restons donc positifs quant aux perspectives".

Total, première entreprise française

Dans le détail, "neuf sociétés sur dix ont augmenté ou maintenu leurs dividendes à l'échelle internationale" l'an dernier. Sans tenir compte des dividendes exceptionnels, "les pays émergents, l'Amérique du nord et le Japon ont réalisé la meilleure performance, à l'inverse de l'Europe qui a été à la traîne", a précisé le rapport. "Les États-Unis et le Canada ont enregistré des paiements historiques" et inscrit un record de 509,9 milliards de dollars, selon le document.

Toujours sans tenir compte des dividendes exceptionnels, "les dividendes européens ont augmenté moins rapidement" car ils ont "été affectés par la faible croissance de la Suisse et la forte réduction effectuée par Anheuser Busch en Belgique" -- le brasseur a diminué de moitié son versement après l'acquisition de SAB Miller --, a ajouté le rapport.

"L'année n'a cependant pas été mauvaise pour la région, les neuf dixièmes des sociétés européennes augmentant leurs dividendes. L'Allemagne s'est démarquée et la France, l'Espagne et l'Italie ont également enregistré de bons résultats", estime Janus Henderson. Au palmarès des groupes qui versent les plus gros dividendes, Royal Dutch Shell reste en tête pour la 3ème année consécutive, suivi par Apple et Exxon Mobil. La première entreprise française, Total, figure au 18ème rang.

Fraude fiscale : UBS condamné à 3,7 milliards d'euros d'amende, un record

Entreprises & Finance Banques / Finance https://www.latribune.fr/ Par Delphine Cuny | 20/02/2019, 13:55



(Crédits : Arnd Wiegmann)

La plus grande banque suisse, UBS, a été condamnée ce mercredi à payer une amende de 3,7 milliards d'euros pour démarchage bancaire illicite et blanchiment aggravé de fraude fiscale en France par le tribunal correctionnel de Paris. Elle doit verser aussi 800 millions de dommages et intérêts à l'Etat français. Son recours en appel est suspensif.

[Article mis à jour à 20h05]

Le tribunal correctionnel de Paris a suivi le réquisitoire du ministère public. Il a condamné, ce mercredi 20 février, la plus grande banque suisse, UBS AG, à une amende de 3,7 milliards d'euros pour "*démarchage bancaire illégal*" et" *blanchiment aggravé de fraude fiscale*" en France. Il s'agit de l'amende la plus lourde infligée à une entreprise par la justice française. La filiale UBS France, jugée complice, a été condamnée à une amende de 15 millions d'euros.

La banque helvétique était poursuivie pour avoir envoyé illégalement, entre 2004 et 2012, ses commerciaux démarcher de riches potentiels clients français, repérés lors d'événements mondain,

parties de chasse ou rencontres sportives, dans le but de les convaincre d'ouvrir des comptes non déclarés en Suisse et ainsi leur permettre d'échapper au fisc français. Les procureurs avaient estimé entre 8 et 23 milliards d'euros les avoirs français non déclarés gérés par UBS.

"Les fautes pénales relevées sont d'une exceptionnelle gravité" a déclaré la présidente du tribunal, Christine Mée.

L'action UBS est passée dans le rouge à l'annonce du jugement. Elle a fini en recul de 2,7%.

UBS a nié pendant tout le procès, plaidant l'ignorance, et qualifiant d'"*irrationnel*" le calcul du parquet national financier. La banque a indiqué qu'elle ferait appel, ce qui a un effet suspensif sur le jugement.

Dommages et intérêts de 800 millions à l'Etat français

L'État français, seule partie civile, avait réclamé 1,6 milliard d'euros de dommages et intérêts à UBS. La banque suisse avec sa filiale française et trois de ses anciens cadres, ont été condamnés solidairement à lui payer moitié moins, **800 millions d'euros de dommages et intérêts.**

"UBS conteste vigoureusement ce jugement" qui repose "sur des allégations infondées de la part d'anciens employés de la banque qui n'ont même pas été entendus durant le procès", a réagi la banque dans un communiqué. "La condamnation n'est étayée par aucune preuve concrète, mais repose sur les allégations sans fondement d'anciens employés qui n'ont même pas été entendus au procès. Rien n'indique qu'un conseiller d'UBS AG ait demandé sur le sol français à un client français d'ouvrir un compte en Suisse. Aucune infraction n'ayant été établie en France, la décision applique effectivement le droit français en Suisse" avance-t-elle.

L'agence de notation S&P a relevé que "***le montant agrégé de 4,5 milliards d'euros dépasse le bénéfice net d'UBS en 2018, qui s'est élevé à 4,2 milliards d'euros***".

Cinq des six anciens cadres de la banque jugés se sont vus infliger des peines de six à dix-huit mois de prison avec sursis et des amendes allant de 50.000 à 300.000 euros. Raoul Weil, l'ex-numéro 3 d'UBS AG, a été relaxé, du fait de sa position dans l'entreprise, pas directement en prise avec la gestion du marché français.

Lire aussi : Financement du terrorisme, blanchiment de capitaux : Bercy muscle ses contrôles

À l'automne 2017, la filiale suisse du britannique HSBC avait négocié une amende de 300 millions d'euros avec le parquet national financier afin d'éviter un procès en France pour blanchiment de fraude fiscale. Aux Etats-Unis en 2009 et en Allemagne en 2014, UBS avait réussi à négocier un arrangement, s'acquittant d'une amende de 780 millions de dollars dans le premier cas et de 300 millions d'euros dans le second.

Son rival Crédit Suisse avait plaidé coupable et accepté de payer une amende de 2,6 milliards de dollars aux Etats-Unis en 2014 pour avoir incité des Américains à l'évasion fiscale.

Industries

5G : Huawei sonne la riposte

Technos & Medias Télécoms https://www.latribune.fr/ Par Pierre Manière | 20/02/2019, 16:07



Ren Zhengfei, le fondateur et directeur général de Huawei. (Crédits : Reuters)

Accusé d'espionnage par les Etats-Unis, et menacé de voir l'Europe lui fermer ses portes, le géant chinois des équipements télécoms se démène, à grand renfort de communication,

pour ne pas sombrer. Un activisme qui pourrait s'avérer payant, puisque certains pays, comme le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande, mettent de l'eau dans leur vin.

Le dragon sort les griffes. Attaqué par les Etats-Unis qui le soupçonnent d'espionnage, et menacé de voir l'Europe lui fermer les portes de son marché de la 5G, Huawei a initié une vaste campagne de communication pour redorer son blason à travers le monde. Il y a un peu plus d'un mois, Ren Zhengfei, le fondateur du champion chinois des équipements télécoms, a sonné la riposte. Très peu friand des médias, il s'est pourtant livré dans une rarissime interview à Shenzhen, au siège du groupe. Lors de cet entretien, il a balayé les soupçons d'espionnage qui pèsent sur son groupe. Conscient que sa proximité avec le Parti communiste inquiète certains services de renseignements, cet ancien ingénieur de l'armée chinoise a affirmé que les données sensibles de ses clients étaient protégées. *« Je ne vois aucune relation particulière entre mes convictions politiques personnelles et les activités de Huawei »*, a lancé le dirigeant.

Tout récemment, Ren Zhengfei a remis le couvert. Lors d'un entretien à la *BBC*, ce mardi 19 février, il s'est montré beaucoup plus offensif. *« Les Etats-Unis ne pourront pas nous écraser »*, a-t-il bombardé, en fusillant le lobbying anti-Huawei du pays de l'Oncle Sam à l'international. Le fondateur du groupe n'a pas, non plus, hésité à montrer ses muscles : *« Le monde ne peut pas se passer de nous car nous sommes plus avancés [que la concurrence, Ndlr]. »* Une manière de préciser, indirectement, que si l'Europe voulait se passer de ses services, elle risquerait de prendre un gros retard dans la 5G. Une perspective qui effraye autant Paris, Berlin que Londres.

Le Royaume-Uni adoucit sa position

Cet activisme va-t-il porter ses fruits ? Possible. Selon le *Financial Times*, le service de renseignement britannique pour la cybersécurité (NCSC) a récemment indiqué qu'il avait les moyens de *« limiter les risques »* liés à l'utilisation d'équipements 5G du géant chinois. Cette sortie pourrait faire boule de neige, et inciter d'autres pays à se montrer plus conciliant à l'égard de Huawei. Car le Royaume-Uni dispose d'une grande proximité avec les services de renseignement américains, en tant que membre des Five Eyes avec le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

D'ailleurs, Wellington met aussi de l'eau dans son vin concernant Huawei. La Nouvelle-Zélande, qui avait interdit le géant chinois au moins de novembre en brandissant des *« risques pour la sécurité nationale »*, estime aujourd'hui qu'il ne s'agissait pas d'une *« décision finale »*... Certains estiment, aussi, que l'adoucissement de la position néo-zélandaise est possiblement dû au fait que la Chine est le premier partenaire commercial du pays. Difficile, dans ces conditions, de se brouiller avec la Chine.

En Allemagne, des opérateurs sur le qui-vive

L'Allemagne, elle, a récemment indiqué poursuivre ses consultations avant de décider d'une éventuelle interdiction de Huawei. Le sujet est particulièrement sensible outre-Rhin. Et pour cause : les opérateurs présent sur le territoire (Deutsche Telekom, Vodafone et Telefonica) utilisent des équipements Huawei dans leurs réseaux. Une exclusion du groupe chinois pourrait handicaper le déploiement des réseaux 5G.

Industries d'armement

Le Pdg d'Airbus critique vivement la politique allemande en matière de vente d'armes

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau 17 février 2019



Le ministre allemand de l'Économie, Peter Altmaier, n'a pas confirmé l'information de l'hebdomadaire Der Spiegel, selon laquelle un accord « secret » aurait été conclu par la France et l'Allemagne au sujet des exportations d'équipements militaires, en marge de la signature du traité d'Aix-la-Chapelle, en janvier.

Mais « il est vrai que nous avons intérêt à parler à nos amis français des conditions dans lesquelles les systèmes d'armes que nous développons et fabriquons ensemble peuvent également être exportés vers d'autres pays », a toutefois admis M. Altmaier. Relevant que la France et l'Allemagne ont politiques différentes en matière d'exportations d'armes, il a estimé qu'il était nécessaire de « parler de règles communes et de compromis ».

« Un accord intergouvernemental entre l'Allemagne et la France sur les questions d'exportation d'armes n'a pas encore été conclu dans la perspective du traité d'Aix-la-Chapelle », a en outre affirmé un porte-parole du gouvernement allemand, selon le Berliner TagesZeitung. Cependant, a-t-il ajouté, les deux pays ont « procédé à un premier vote politique sur les exportations d'armes liées à des projets communs », tels que le Système de combat aérien futur [SCAF] et la nouvelle génération de chars de combat.

Reste que Der Spiegel a maintenu, a priori, ses informations [l'article est toujours en ligne, ndlr], d'autant plus qu'il a apparemment eu accès au texte de cet accord présumé… Cela étant, l'existence supposée de ce dernier a été critiquée par plusieurs formations politiques.

« Une coopération européenne et franco-allemande dans le domaine de l'armement ne doit pas signifier négliger les droits de l'homme et laisser à un autre gouvernement des décisions aussi délicates que d'exporter des armes vers d'autres pays », ont estimé les écologistes Katja Keul et Franziska Brantner, avant d'appeler le gouvernement allemand à « rendre publics tous les accords auxiliaires avec la France. »

Cela étant, lors de la Conférence annuelle de Munich sur la sécurité, la ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, a fait valoir une opinion radicalement différente. « Nous, les Allemands, ne devrions pas prétendre que nous sommes plus moraux que les Français ou plus clairvoyants que Britanniques en matière de politique des droits de l'homme », a-t-elle lancé.

Pourquoi Mme von der Leyen a-t-elle parlé des Britanniques? Tout simplement parce que la décision de Berlin de suspendre les livraisons d'armes à l'Arabie Saoudite, dans la foulée de l'affaire Khashoggi [ce journaliste saoudien assassiné à Istanbul, ndlr] empêche le Royaume-Uni de finaliser une commande de 48 avions de combat Eurofighter Typhoon pour les besoins de la force aérienne saoudienne.

Ce qui met Airbus, membre du consortium Eurofighter avec BAE Systems et Leonardo, dans l'embarras. Le patron de division « Defence & Space » du groupe européen, Dirk Hoke, a estimé qu'il s'agit d'un « problème grave ».

En effet, si les Typhoon destinés à l'Arabie Saoudite sont assemblés au Royaume-Uni, certains de leurs composants sont fabriqués en Allemagne, et donc soumis à des licences d'exportations

délivrées par Berlin. Et cela a déclenché une « énorme réaction émotionnelle » à Londres et chez BAE Systems, a confié M. Hoke à Reuters. Et d'ajouter que cette situation est « difficile à expliquer aux clients car il n'y a pas d'embargo officiel ». Aussi, a-t-il dit, « de hauts responsables d'Airbus ont fait appel aux ministères allemands des Affaires étrangères et de l'Economie pour permettre la conclusion de cet accord 'Eurofighter' ».

En outre, la décision allemande bloque également les exportations du missile air-air à longue portée METEOR, qui doit armer les Eurofighter de la force aérienne saoudienne étant donné que son système de propulsion est fabriqué en Allemagne. Qui plus est, elle peut même contrarier l'exportation de l'avion de transport A400M « Atlas », alors qu'Aibus espère vendre cet appareil à l'étranger.

Aussi, et après la menace de Rheinmetall de demander des comptes au gouvernement allemand pour sa décision de suspendre les livraisons d'armes destinées à Riyad, le Pdg d'Airbus, Tom Enders, est le plus en pointe sur ce sujet. « En montrant une sorte de super-élévation morale sur les exportations d'armes, l'Allemagne frustre le Royaume-Uni, la France et l'Espagne », a-t-il confié à Reuters.

Et M. Enders de prévenir : « Sans approche européenne commune, Airbus pourrait envisager de fabriquer des produits sans l'Allemagne. »

« Oui, les Français et les Allemands en parlent apparemment et essaient de trouver une nouvelle réglementation … Mais pour le moment, il n'y a aucun résultat », a ajouté M. Enders, qui n'a pas évoqué les informations de Der Spiegel à ce sujet.

« Cela fait des années que cela nous rend fous chez Airbus », a insisté M. Enders. Car même si elle a une participation infime dans la production d'un hélicoptère, par exemple, « la partie allemande se donne le droit de bloquer une vente française », a-t-il expliqué.

Leonardo prépare une version combat de son AW119 Koala

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Constructeurs Actualité Défense Actualité Hélicoptères militaires 22 fév. 2019 | Par Paulo Mata



La Force aérienne portugaise a réceptionné ses deux premiers Leonardo AW119 Koala © Paulo Mata

Le ministère portugais de la Défense est prêt à s'engager sur une version combat du Leonardo AW119 Koala. Une annonce qui intervient lors de la livraison des deux premiers AW119 MkII Koala à la Force aérienne portugaise.

Le ministère portugais de la Défense est clairement intéressé par une version combat de l'hélicoptère **Leonardo AW119 Koala** en cours de développement. Une somme d'un montant de 53 M€ a d'ores et déjà été provisionnée pour l'achat de six exemplaires de cette nouvelle version du **Leonardo AW119 Koala** avec pour objectif des "livraisons à partir de 2022". Pour **Leonardo**, il s'agit de doter l'hélicoptère de la capacité de réaliser plusieurs missions : appui-feu pour les troupes au sol, observation, évacuation médicale tactique et même CSAR.

Une autre version du AW119 Koala est actuellement proposée sur le marché : le TH-119 pour la version des pilotes militaires et destiné à remplacer les TH-57 Sea Range de l'US Navy. En attendant de réceptionner ses AW119 Koala en version combat, la Force aérienne portugaise a pris livraison de deux premiers AW119 MkII Koala d'une commande ferme de cinq exemplaires auxquels s'ajoutent deux options. Les appareils remplaceront progressivement les Airbus

Helicopters SE3160 Alouette III pour effectuer les mêmes types de mission tout en y ajoutant de nouvelles : formation, recherche et sauvetage côtière, évacuation médicale (EMS) et lutte contre les incendies.

Concurrent de l'Airbus Helicopters H125, le Leonardo AW119 MkII Koala peut prendre 7 passagers et un pilote (ou 6 et 2), est équipé d'un treuil d'une capacité de charge de 200 kg et dans sa version anti-feu peut prendre 900 litres d'eau par mission. Dans sa version EMS, il peut encore prendre 4 passagers.

Technologie

Samsung va présenter son nouvel écran pliable

Économie Flash Eco Par Le Figaro avec AFP Mis à jour le 20/02/2019 à 07:09 Publié le 20/02/2019 à 07:00



Samsung célèbre les dix ans de sa gamme Galaxy.

Le leader du smartphone Samsung devrait dévoiler ses nouveautés mercredi, dont un modèle qui, selon rumeurs et indices savamment distillés, devrait disposer d'un écran pliable - une innovation très attendue douze ans après l'iPhone.

A l'occasion des dix ans de sa gamme Galaxy, le numéro un mondial du secteur n'a pas lésiné sur les moyens, avec un show organisé dans une grande salle de concert (8500 personnes) à San Francisco, aux Etats-Unis.

Le groupe sud-coréen, premier fabricant mondial avec 20,8% de part de marché malgré une chute de 8% de ses ventes, vient donc narguer son rival Apple sur son terrain: le siège de la marque à la pomme est à Cupertino, à 60 km au sud. Le même jour, ouvriront aux Etats-Unis trois boutiques Samsung.

Samsung "sera prêt pour la production de masse"

Le géant asiatique n'a livré que quelques indices en amont de l'événement, dont une publicité pour son Galaxy 10 diffusée "accidentellement" alors que l'appareil est déjà disponible à la réservation sur le site, pour livraison à partir du 8 mars. Selon une bande-annonce titrée "The Future Unfolds" (littéralement "L'avenir se déroule"), Samsung devrait dévoiler un modèle muni d'un écran pliable qui le fait passer de la taille d'un smartphone à celle d'une tablette, du simple au double.

Le groupe avait présenté à l'automne un prototype d'écran pliable pour smartphone. "Quand il est ouvert, c'est une tablette avec un grand écran. Quand il est fermé, c'est un téléphone qui tient parfaitement dans la poche", avait expliqué Justin Denison, l'un des responsables du groupe.

Samsung "sera prêt pour la production de masse" de ce nouveau type d'écran -- appelé "Infinity Flex Display" -- "dans les mois qui viennent", avait affirmé M. Denison.

Marché ralenti

L'innovation va atterrir sur un marché mondial ralenti à mesure que les smartphones sont largement adoptés et que les consommateurs retardent la mise à niveau des modèles qu'ils possèdent déjà. "Le secteur est en chute libre et nous avons atteint le point de saturation des smartphones", a déclaré Patrick Moorhead, analyste en chef chez Moor Insights and Strategy. "Ce que Samsung doit faire n'est pas différent d'Apple, c'est-à-dire donner aux gens une raison de se débarrasser d'un téléphone pourtant encore convenable", a ajouté cet expert.

L'argument en faveur d'un téléphone qui peut s'ouvrir pour fournir un écran plus grand est simple: les acheteurs commencent à manifester une préférence pour des équipements moins légers, utiles pour regarder des vidéos, jouer à des jeux, travailler...Restait à savoir quand serait disponible un appareil complet avec un tel écran et surtout des applications opérationnelles.

Les écrans pliables supposent en effet que les applications et systèmes d'exploitation (OS) soient entièrement repensés pour s'afficher sur l'écran plié comme déplié. Patrick Moorehead a émis des doutes sur l'allure du modèle: "je m'attends à des compromis. On ne peut pas utiliser une technologie de pointe, la plier sans qu'elle reste épaisse".

Le téléphone pliant pourrait coûter environ 1.500 dollars. Toutefois l'objectif de Samsung n'est pas d'en inonder le marché immédiatement mais de créer une nouvelle catégorie pour relancer une croissance du marché. "C'est l'occasion pour Samsung de prendre des parts de marché à Apple", affirme encore l'analyste alors que le groupe à la pomme n'a pas encore donné de signe qu'il allait poursuivre cette voie.

Le FlexPai, disponible en Chine pour 1300 dollars

Google, qui conçoit le système Android qui fait tourner les appareils mobiles de Samsung, a annoncé collaborer avec Samsung pour optimiser son OS pour ces futurs appareils. Il existe déjà sur le marché au moins un modèle de smartphone avec un écran pliable, présenté au salon Consumer Electronics Show de Las Vegas par la start-up chinoise Royole.

Le FlexPai, disponible en Chine --et aux Etats-Unis pour 1.300 dollars-- peut se transformer en tablette et fonctionne avec un OS maison, quand la quasi-totalité des smartphones actuels fonctionnent sous Android ou iOS (Apple). Les écrans enroulables ou pliables sont attendus comme l'une des grandes innovations de l'année 2019, susceptible, avec la 5G, de relancer le marché, qui a connu en 2018 sa première baisse. Au Consumer Electronics Show en janvier, un autre groupe sud-coréen, LG, avait dévoilé une télévision enroulable.

Technologie numérique

Facebook, un « gangster numérique », selon un rapport parlementaire britannique

Accueil High Tech Facebook https://www.ouest-france.fr/ Publié le 18/02/2019 à 13h54



Photo d'illustration. | DADO RUVIC - OUEST-FRANCE

La Commission sur le numérique de la Chambre des communes britannique a rendu ce lundi 18 février un rapport étrillant les pratiques du réseau social Facebook. Durant plus d'un an, cette commission a enquêté sur le phénomène des « fake news » et son impact sur les récents scrutins au Royaume-Uni, dont le référendum sur le Brexit en juin 2016.

Les réseaux sociaux, en particulier Facebook, doivent être davantage régulés afin de les empêcher d'agir comme des **« gangsters numériques »** et de publier des infox, ont conclu des parlementaires britanniques dans un rapport très critique publié lundi.

« Les entreprises comme Facebook ne devraient pas être autorisées à se comporter comme des « gangsters numériques » dans le monde en ligne, en se considérant au-dessus des lois », souligne le rapport de la Commission sur le numérique, la culture, les médias et le sport de la Chambre des communes (DCMS).

Durant plus d'un an, cette commission a enquêté sur le phénomène des **« fake news »** et son impact sur les récents scrutins au Royaume-Uni, dont le référendum sur le Brexit en juin 2016, s'attardant principalement sur les pratiques de Facebook.

Le géant américain est empêtré dans plusieurs affaires, comme les accusations d'ingérence russe sur sa plateforme dans l'élection présidentielle américaine de 2016, mais aussi le scandale de l'exploitation par la firme Cambridge Analytica de données d'utilisateurs à leur insu à des fins politiques, de même qu'une faille de sécurité ayant conduit au piratage de millions de comptes.

Un code de déontologie

Pour lutter contre les **« contenus préjudiciables »** ou **« illégaux »**, et protéger les données personnelles des utilisateurs, le rapport d'une centaine de pages recommande l'instauration d'un **« code de déontologie contraignant »** dont le respect serait assuré par un régulateur indépendant, habilité à déclencher des poursuites judiciaires et à infliger de lourdes amendes.

Dénonçant la désinformation véhiculée par les réseaux sociaux et provenant **« d'agences travaillant avec des pays étrangers, dont la Russie »**, le président de la commission Damian Collins a appelé à **« une modification radicale du rapport de forces entre ces plateformes et le public. L'âge d'une autorégulation inadéquate doit toucher à sa fin »**, a souligné le député conservateur.

Se disant **« ouvert à une réglementation significative »**, Facebook a assuré ne pas avoir attendu la publication du rapport pour agir. **« Nous avons déjà opéré des changements substantiels pour que toute annonce politique sur Facebook soit autorisée, mentionne son financement et soit ensuite classée dans des archives consultables durant sept ans »**, a détaillé Karim Palant, responsable de la politique publique de Facebook au Royaume-Uni, dans un communiqué transmis à l'AFP.

Il a affirmé que l'entreprise avait **« triplé la taille de l'équipe œuvrant à détecter et protéger les utilisateurs de mauvais contenus à 30 000 personnes, et investi massivement dans l'apprentissage automatique, l'intelligence artificielle et la technologie de vision par ordinateur pour aider à empêcher ce type d'abus »**.

Sécuriser les réseaux sociaux

Le rapport appelle également le gouvernement britannique à mener une **« enquête indépendante »** sur l'**« influence étrangère »**, russe notamment, et la désinformation lors du référendum sur le Brexit, mais aussi les élections législatives anticipées de 2017 et le référendum sur l'indépendance de l'Ecosse en 2014.

Le ministre de la Culture, Jeremy Wright, s'entretiendra cette semaine aux Etats-Unis avec des représentants des géants Google, Facebook, Twitter et Apple, a indiqué un porte-parole du gouvernement. L'exécutif devrait aussi publier un **« livre blanc »** dans le courant de cette année, énonçant des propositions pour sécuriser davantage les réseaux sociaux.

Le patron du géant américain, Mark Zuckerberg, est également mis sur la sellette par les députés pour s'être dérobé à leurs convocations et avoir envoyé à sa place l'un de ses adjoints. Damian Collins l'a accusé d'avoir **« manqué de leadership »**.

Avant le Royaume-Uni, Facebook était déjà dans le viseur de la France et de l'Allemagne.Début février, le gendarme allemand de la concurrence a restreint l'exploitation par le groupe des données de ses utilisateurs, en lui interdisant de piocher d'autorité dans les informations collectées par des sites tiers ou des filiales comme Instagram et Whatsapp.

En novembre, le Parlement français avait adopté deux propositions de loi pour lutter contre **« la manipulation de l'information »** en période électorale.

Intelligence artificielle. Un générateur automatique de texte très performant inquiète ses concepteurs

Accueil High Tech https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Modifié le 18/02/2019 à 09h54 Publié le 16/02/2019 à 01h25

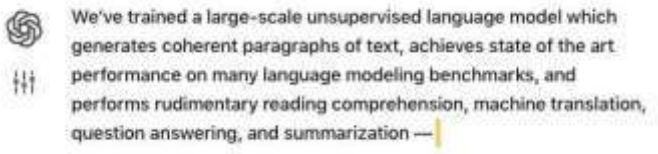


(Photo d'illustration) | REUTERS

GPT-2, un programme mis au point par un centre de recherche en intelligence artificielle basée à San Francisco, est désormais capable de générer de faux articles de presse ou encore automatiser des fausses informations sur les réseaux sociaux. Mais ce générateur automatique de texte inquiète les chercheurs qui l'ont eux-mêmes développé.

Quand l'intelligence artificielle dépasse l'homme. Un organisme de recherche spécialisé dans l'intelligence artificielle a annoncé que le générateur automatique de texte qu'il a développé resterait confidentiel. Les scientifiques craignent que ce programme aux très bons résultats puisse tomber entre de mauvaises mains.

Le programme, baptisé GPT-2, peut être utilisé pour des articles, des présentations ou n'importe quel écrit. C'est **« le nec plus ultra pour modéliser certains niveaux de langage »**, dont le résumé et la traduction, selon le centre de recherche OpenAI, qui est soutenu par le patron de Tesla, Elon Musk, ainsi qu'Amazon et Microsoft.



OpenAI

✔ @OpenAI

We've trained an unsupervised language model that can generate coherent paragraphs and perform rudimentary reading comprehension, machine translation, question answering, and summarization — all without task-specific training: https://blog.openai.com/better-language-models/ …

6,525

9:03 PM - Feb 14, 2019

Mais ce programme révolutionnaire ne sera pas dévoilé au public en raison **« de nos inquiétudes sur les utilisations malveillantes de cette technologie »**, ont expliqué jeudi sur leur blog les chercheurs d'OpenAI. Selon eux, le programme pourrait être utilisé pour générer de faux articles de presse, usurper l'identité d'autres personnes en ligne ou automatiser des infox sur les réseaux sociaux.

Le programme a ainsi écrit un article de 300 mots à partir du postulat suivant : **« un troupeau de licornes vivant dans une vallée des Andes qui n'avait jusqu'ici jamais été explorée »**.

OpenAI assure que le GPT-2 **« est meilleur que les autres modèles de langue »** après avoir été testé avec Wikipedia, des informations ou des livres, sans avoir eu besoin de formation spécifique.

« Le grand public doit être plus méfiant face aux textes publiés en ligne, comme les phénomènes de 'deepfakes' doivent rendre plus méfiants concernant les images », ont souligné les chercheurs, en référence aux vidéos manipulées qui reproduisent la gestuelle et le ton de voix d'une personne.

L'intelligence artificielle est la science dont le but est de faire exécuter par une machine des tâches que l'homme accomplit en utilisant son intelligence et ses capacités cognitives. La firme américaine IBM a été pionnière dans ce domaine avec la victoire de son superordinateur Watson contre un grand joueur d'échecs ou celle lors du jeu de culture générale Jeopardy.

Mais son programme **« Project Debater »** a en revanche échoué récemment à convaincre un auditoire lors d'un débat sur un sujet de société organisé contre un humain.

13 – Rubriques divers (Conférences, etc)

Salons

Ouverture du salon AeroIndia 2019 avec une forte présence française

http://www.air-cosmos.com/ Actualité AeroIndia 2019 Actualité Défense Actualité Salons 20 fév. 2019 | Par Emmanuel Huberdeau



Le Rafale sera en démonstration au salon AeroIndia 2019 © Emmanuel Huberdeau

Le salon AeroIndia 2019 ouvre ses portes le 20 février 2019. 49 entreprises françaises participent à cette nouvelle édition.

Mercredi 20 février 2019, le salon aéronautique **AeroIndia** débute à Bangalore dans le sud de l'Inde. Il s'agit d'un des rassemblements les plus important en Asie pour l'industrie aéronautique et spatiale.

Le salon, qui a lieu sur une base aérienne de l'armée de l'air indienne, est organisé par le ministère de la défense local. Les équipements militaires sont donc mis en avant, d'autant que l'Inde est l'un des principaux importateurs d'armement au monde. De nombreux appels d'offre sont en cours pour équiper les forces armées indiennes. En particulier un programme pour l'acquisition de 110 avions de combat.

Comme à chaque édition, les industriels français, très implantés localement seront présents. Le **Gifas** a annoncé la présence de 49 entreprises françaises sur le salon. Ce qui fait de la **France** la plus forte délégation étrangère à AeroIndia 2019. 36 de ces entreprises se trouveront sur le pavillon France du Gifas.

Dassault Aviation est présent bien sûr. L'Inde a commandé, en 2016, 36 **Rafale** et un programme de modernisation des **Mirage 2000** est en cours. Le groupe présentera par ailleurs la première pointe avant de **Falcon 2000** produite par Dassault Reliance Aerospace Limited dans son usine de Nagpur.

De son côté, **Thales** a annoncé l'inauguration d'un centre de compétence en ingénierie à Bangalore.

Outre les grands groupes, de nombreuses PME et ETI françaises sont aussi présentes sur le salon.

AeroIndia 2019 : Le Tejas Mk2 prend forme

http://www.air-cosmos.com/ Actualité AeroIndia 2019 Actualité Défense 20 fév. 2019 | Par Emmanuel Huberdeau



Maquette du Tejas Mk2 présentée à AeroIndia 2019 © Emmanuel Huberdeau

La DRDO présente plusieurs maquettes du Tejas Mk2, évolution attendue du LCA qui est entre progressivement en service dans l'armée de l'air indienne.

Prévu de longue date, l'évolution de l'avion de combat indien **Tejas** se dévoile peu à peu au salon **AeroIndia 2019**. La **DRDO**, agence en charge de recherche et développement pour le ministère de la défense indien, a présenté plusieurs maquettes du Tejas Mk2.

Première évolution notable, l'apparition de plans canards. Une solution adoptée également pour le Rafale, l'Eurofighter ou le Gripen, appareils également dotés d'une voilure Delta. Devant le cockpit on constate aussi l'apparition d'une perche de ravitaillement en vol ainsi qu'un système infrarouge de recherche et de poursuite (IRST).

Selon la DRDO le Tejas Mk2 sera équipé d'un radar à balayage électronique (AESA). Il pourrait s'agir d'un modèle développé localement. La DRDO expose par ailleurs un Tejas Mk1 équipé d'un radar AESAR (Active Electronically Scanned Array Radar) UTTAM.

Le Tejas Mk2 sera équipé du moteur GE-F414-INS6 offrant plus de poussée annonce la DRDO. Il pourra embarquer plus d'armement dont des missiles de croisière. La maquette et les vues d'artiste de la DRDO montre l'appareil emportant en point central un missile ressemblant fortement à un Scalp de MBDA. Le Tejas Mk2 devrait aussi pouvoir mettre en oeuvre des missiles air-air longue portée. L'appareil n'est d'ailleurs plus désigné "Light Combat Aircraft" (Avion de combat léger) mais "Medium Weight Fighter" (Chasseur moyen).

La DRDO évoque également un "smart cockpit". Un système de cockpit avancé développé par la DRDO est justement présenté sur le salon AeroIndia. Il comprend un grand écran tactile et met en oeuvre de l'intelligence artificielle.

AeroIndia 2019 : Une liaison de données israélienne pour l'IAF

http://www.air-cosmos.com/ Actualité AeroIndia 2019 Actualité Défense 20 fév. 2019 | Par Emmanuel Huberdeau



Les Jaguar indiens seront équipés du système Bnet © Emmanuel Huberdeau

L'Indian Air Force expérimente actuellement ses premiers postes radios Bnet fournis par Rafael. Le système devrait être opérationnel en 2020.

En 2018, l'Indian Air Force (IAF) a commandé 1 000 postes de radio tactiques Bnet de l'industriel israélien Rafael. Le système est décrit par Rafael comme une liaison de donnée IP basée sur des radio logiciels.

Le système Bnet travaille simultanément et automatiquement sur des centaines de fréquences pour créer une fréquence d'émission unique à haut débit et sécurisée. Selon Rafael, le système permet d'échanger des communications vocale ou encore des vidéos à un débit de 100 megabit par seconde. Selon Rafael, il s'agit d'une technologie de rupture par rapport aux systèmes de communication traditionnels.

Les 1 000 postes radios seront fabriqués localement par ARC une joint venture de Rafael avec Astra. Ils seront intégrés sur des plateformes aériennes tel que le Jaguar, le MiG-21 ou le Su-30. Des postes radios seront aussi utilisés au sol. Le système devrait être déclaré opérationnel en 2020. Quelques poste Bnet ont déjà été livrés et font actuellement l'objet d'essais au sein de l'IAF.

AeroIndia 2019 : 135 paniers de roquettes Thales pour l'Indian Army

http://www.air-cosmos.com/ Actualité AeroIndia 2019 Actualité Défense Actualité Salons 21 fév. 2019 | Par Emmanuel Huberdeau, à Bangalore



Le LCH sera équipé de lance-roquettes Thales © Emmanuel Huberdeau

L'Inde a commandé 135 lance-roquettes de Thales pour équiper ses hélicoptères ALH et LCH.

A l'occasion du salon AeroIndia 2019, Thales a annoncé la commande par l'Inde de 135 paniers de 12 roquettes de 70 mm. Le contrat a été notifié par HAL (Hindustan Aeronautics Limited), les systèmes seront intégrés sur 18 hélicoptères ALH (Advanced Light Helicopter) et 15 LCH (Light Combat Helicopter). Chaque appareil pourra emporter jusqu'à quatre lance-roquettes. Ces appareils de conception indienne sont déjà équipés d'un canon Nexter.

Le lance-roquette de Thales avait déjà été testé et qualifié en Inde sur le LCH annonce le groupe français. Pour l'heure l'Inde n'a pas fait le choix de commander des roquettes de Thales. Le groupe propose ses roquettes à inductions ou ses roquettes guidées. Thales développe également une munition avec un partenaire local.

Les lance-roquettes de Thales sont fabriqués en composite. Selon l'industriel cette caractéristique permet de réduire la masse du système de 50% par rapport aux systèmes en métal. Le composite supprime également les problèmes de corrosion.

AeroIndia 2019 : IAI présente ses drones kamikazes

http://www.air-cosmos.com/ Actualité AeroIndia 2019 Actualité Défense Actualité Salons 21 fév. 2019 | Par Emmanuel Huberdeau, à Bangalore



Les drones Rotem 1200 et Mini Harpy d'IAI © Emmanuel Huberdeau

IAI présente sa game de drones kamikazes allant du Rotem 1200 au mini Harpy.

Pour l'industriel israélien il ne s'agit pas de drones mais de "munitions errantes" (Loitering Munition). En français on parle plutôt de drone kamikazes pour désigner ces véhicules pilotés à distance pouvant effectuer à la fois des missions de surveillance et des frappes en se jetant directement sur leur cible.

L'industrie israélienne est en pointe sur ce type de systèmes. IAI développe une game allant de 6 à 45 kg. Le plus petit de ces systèmes est le Rotem 1200. Il s'agit d'un drone quadricoptère de 5,8 kg doté d'une charge utile miniaturisée électro optique. IAI le décrit comme un véhicule pouvant être employé pour "voir de l'autre côté de la colline". Le Rotem 1200 peut aussi embarquer deux grenades classiques. Il devient alors une munition volante pouvant être envoyé contre une cible repérée par l'opérateur.

Le Green Dragon et le Mini Harpy peuvent être tirés depuis un système similaire à un lance-roquette. La "munition intelligente" est propulsée par un booster puis ses ailes se déploient et un moteur électrique se met en route. Chacun des systèmes est doté de deux capteurs optronique et anti radar. La munition peut ainsi être tirée au-dessus d'une zone de combat qu'elle survole le temps que l'opérateur identifie une cible. Si plusieurs de ces véhicules volent ensemble, l'évaluation des effets d'une frappe peut être effectuée par les appareils se trouvant toujours en vol. Pour IAI ces systèmes "deux en un" permettent de réduire la boucle décisionnelle.

Le Green Dragon a une autonomie de 75 min et peut parcourir 40 km. Sa charge militaire est de 2,5 kg. Le Mini Harpy peut voler deux heures et parcourir 100 km. Sa charge militaire est de 8 kg. Le Mini Harpy a déjà été commandé par un client dont l'identité n'a pas été dévoilée.

Selon IAI certaines versions de ces munitions peuvent être programmées pour être récupérées si elles n'ont pas été lancées contre une cible.

AeroIndia 2019 : L'Inde doit encore sélectionner certains équipements et armements pour le Rafale.

http://www.air-cosmos.com/ Actualité AeroIndia 2019 Actualité Défense Actualité Salons 22 fév. 2019 | Par Emmanuel Huberdeau, à Bangalore



Maquette du Rafale aux couleurs de l'Inde avec missiles Scalp et Mica © Emmanuel Huberdeau

Les premiers Rafale indiens seront armés de missiles MBDA. Mais New Delhi n'a pas encore sélectionné de pod ni de bombes.

En 2019, l'Inde devrait réceptionner son premier Rafale. La première unité d'une commande de 36 appareils. Le contrat passé avec les industriels français comprend également la fourniture des missiles air-air Mica et Meteor et du missile de croisière Scalp/Storm Shadow de MBDA. Cependant l'Inde n'a pas encore commandé de pod de désignation laser ni de bombes.

Du côté français, Thales propose le pod Talios qui a été qualifié sur Rafale fin 2018 dans le cadre du standard F3R. L'industriel français présente au salon AeroIndia les fonctionnalités et la qualité des capteurs actuellement disponibles avec le Talios. Mais Thales insiste également sur les évolutions attendues du système dans le cadre du standard F4 du Rafale qui est en cours de développement. Talios pourra par exemple être couplé au viseur de casque qui doit être intégré sur Rafale F4. Thales propose également une fonctionnalité baptisée "Vision Permanente" une représentions cartographique en trois dimensions de la zone dans laquelle opère le Rafale. Cette

vision indique notamment la zone de visée du pod. Thales veut également employer l'intelligence artificielle pour permettre au pod d'identifier automatiquement des cibles au sol. Enfin des fonctionnalités développées pour le pod Reco-NG seront intégrées afin de permettre au Talios de réaliser également des missions de reconnaissance.

Pour l'heure le Rafale a été vendu en Egypte avec un système français, mais le Qatar a fait le choix du pod Sniper de Lockheed Martin.

En ce qui concerne l'armement air-sol, l'Inde pourrait choisir l'A2SM (Armement Air Sol Modulaire) de Safran. Mais les industriels israéliens ont aussi proposé leurs armements tel que le bombes planantes Spice de Rafael. Le Rafale peut emporter aussi des kits de bombes guidées GBU américains.

Le Rafale est proposé à la Marine Indienne dans le cadre d'un programme d'acquisition de 57 chasseurs embarqués. Dans ce cas l'appareil pourrait être équipé du missile AM39 Exocet.

AeroIndia 2019 : Lockheed Martin transforme son F-16 en F-21

http://www.air-cosmos.com/ Actualité AeroIndia 2019 Actualité Défense Actualité Salons 22 fév. 2019 | Par Emmanuel Huberdeau, à Bangalore



Le F-21, nouvelle version proposée à l'Inde du F-16 © Lockheed Martin

Lockheed Martin a présenté son offre pour l'Idian Air Force, un version améliorée du F-16 baptisée F-21. L'appareil pourrait être produit par Tata.

Comme ses concurrents occidentaux et russes, **Lockheed Martin** se positionne pour le programme d'acquisition de 110 avions de combat lancé par l'armée de l'air indienne. Pour marquer les esprits, Lockheed Martin a décidé de proposer une nouvelle version du **F-16** renommé pour l'occasion **F-21**.

Selon Lockheed Martin ce F-21 bénéficie d'un ensemble de technologies développées pour les chasseurs de cinquième génération **F-22** et **F-35**. Des innovations qui pourraient se retrouver dans le cockpit notamment avec un grand écran central.

Extérieurement le F-21 se rapproche des dernières versions du F-16 vendues à l'export avec des réservoirs conformes et une épine dorsale. Notons que cet élément était plutôt présent sur les appareils biplaces jusqu'à présent alors que les maquettes et les vues d'artiste du F-21 représente un monoplace (Cet espace peut contenir des systèmes électroniques). Le F-21 est représenté avec une perche de ravitaillement rétractable. Il devrait pouvoir emporter les pods Sniper et Legion (IRST). Les vues d'artiste montrent un F-21 équipé de huit missiles AMRAAM et deux Sidewinder.

Comme tous les prétendants à ce programme et pour répondre aux exigences indiennes, Lockheed Martin propose un partenariat avec l'industrie indienne afin que l'appareil soit produit localement. C'est Tata qui pourrait assembler l'avion. De nombreuses pièces et éléments devront aussi être produits localement pour satisfaire aux exigences du "Make in India".

Dans cette compétition, le F-21 est face au **Rafale**, au **Gripen E** et au **MiG-35**, mais il a aussi un concurrent américain, le F/A-18E/F **Super Hornet** de **Boeing**. L'avionneur de Seattle a tenu a annoncé officiellement que son chasseur ne change pas de nom !

Boeing propose la version Block III du Super Hornet qui est en cours de développement pour l'US Navy. L'intégration d'équipements indiens est aussi proposée. Si le Super Hornet est sélectionné, il pourrait être produit dans une nouvelle usine du futur a annoncé Boeing qui a signé en 2018 un

partenariat avec HAL. Comme le Rafale, le Super Hornet est également proposé à la Marine Indienne qui cherche à acquérir un chasseur embarqué.

14 – Livres & Publications

15 – Société

#jesuislà, l'armée bienveillante qui lutte contre la haine sur Internet

Économie Social http://www.lefigaro.fr/ Par Mathilde Golla Publié le 18/02/2019 à 06:00



48423387/strixcode - Fotolia

FIGARO DEMAIN - A l'opposé de la «ligue du Lol», un groupe Facebook francophone lutte contre les fake news et idées reçues qui déferlent en masse sur la toile.

Une contre «ligue du Lol». Alors que les révélations sur les campagnes de cyberharcèlement menées par un groupe de journalistes défraient la chronique, une initiative opposée se déploie sur les réseaux sociaux. Des citoyens ont en effet créé un mouvement pour lutter collectivement contre la cyber-haine. Né en Suède en 2016, le groupe Facebook «#jagärhär» a inspiré son double francophone «#jesuislà» créé peu après.

Le principe est simple: les membres du groupe signalent des fils de discussion sous des articles, des vidéos, sur Twitter ou tout autre contenu publié sur le web qui véhiculent des propos haineux, de désinformation, de cyber-harcèlement. Ainsi sensibilisés, les membres qui le souhaitent publient des commentaires pour rééquilibrer le débat et rétablir la vérité au moyen de sources officielles, de faits et de chiffres incontestables. Ils peuvent utiliser le #jesuislà dans leurs commentaires afin de s'identifier et se soutenir mutuellement. Ce groupe fait ainsi ce que le gouvernement omet de faire: défendre les personnes attaquées en ligne par des trolls et lutter contre la désinformation.

Par exemple, récemment, en Belgique, les jeunes qui se mobilisent pour le climat étaient l'objet de commentaires haineux. Les membres du groupe «#jesuislà» ont décidé de venir les défendre avec des commentaires comme: «Bravo les jeunes vous avez raison de vous battre, vous serez peut-être capable de faire ce que nous adultes n'avons pas réussi à faire: préserver la terre». De même, ils ont également volé au secours de Rachida Dati, objet de nombreuses critiques sur son physique. Un modérateur a ainsi écrit: «qu'on soit pour cette candidature ou contre on peut probablement argumenter sans s'en prendre au physique».

Des «actes de résistance»

«L'idée est de dire à ceux qui sont malmenés sur les réseaux sociaux: on est prêt à vous soutenir et non ce n'est pas la norme d'être insultés, harcelés parce qu'on appartient à telle ou telle communauté. Nous combattons les préjugés et les idées reçues avec les faits et des chiffres», indique Xavier Brandao, créateur du groupe francophone. Ces derniers s'efforcent ainsi d'engager le dialogue avec ceux qui tiennent, anonymement, ces propos. Tout le monde peut faire partie de ce groupe, il faut simplement en faire la demande auprès des fondateurs qui passent les comptes Facebook au crible avant d'accepter de nouvelles personnes. Ce groupe est ouvert à toutes les opinions, indépendamment de toute idée politique.

«Ce qui est dit sur Internet a une vraie influence. Un grand nombre de commentaires haineux sous un article, une vidéo ou un Tweet peut laisser penser à certains que la majorité des Français partage cette opinion. Il est ainsi nécessaire de s'indigner et de rétablir la vérité. Nous constatons d'ailleurs que lorsque nous commençons à inverser la tendance, certains décident de nous emboîter le pas», se réjouit Xavier Brandao. Un moyen d'encourager les gens à exprimer leurs opinions sans craindre de se faire insulter en retour. L'objectif est de créer un climat de discussion respectueux et tolérant pour permettre à chacun de s'exprimer librement. La démarche peut paraître naïve mais les fondateurs revendiquent des «actes de résistance».

L'initiative vient de Suède. En mai 2016, lassée de lire des propos haineux, racistes, homophobes, discriminatoires sur les réseaux sociaux, la journaliste suédoise Mina Dennert a décidé de créer un groupe Facebook appelé #jagärhär, #jesuislà en français. Le groupe compte aujourd'hui 75.000 membres qui agissent au quotidien. La journaliste a reçu de nombreux prix pour cette initiative mais aussi des insultes, menaces et attaques personnelles.

Depuis 2017, la Suède est allée plus loin: une association de juristes suédois, Näthatgranskaren (de näthat = cyber-haine et granskare = enquêteur), traque les propos incitant à la haine, répréhensibles par la loi suédoise et dénonce leurs auteurs à la police. Certains ont déjà été reconnus coupables et ont dû payer des amendes de plusieurs milliers de couronnes. De quoi en dissuader plus de continuer à répandre gratuitement et anonymement leur haine sur les réseaux sociaux.

10 risques qui planent sur la survie de l'humanité dans les 50 prochaines années — d'une guerre nucléaire aux supervolcans

https://www.businessinsider.fr/ Business Insider 16 Fév 2019, 14:00 Économie, Politique



Le président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Hoesung Lee, au centre, lors d'une conférence de presse à Incheon, en Corée du Sud, le 8 octobre 2018. La prévention d'un seul degré de chaleur supplémentaire pourrait faire une différence de vie ou de mort au cours des prochaines décennies pour des multitudes de personnes et d'écosystèmes sur cette planète qui se réchauffe rapidement. AP/Ahn Young-joon

Certains des plus grands problèmes mondiaux, comme le changement climatique et la violence politique, dépassent largement les frontières d'un pays ou d'un autre.

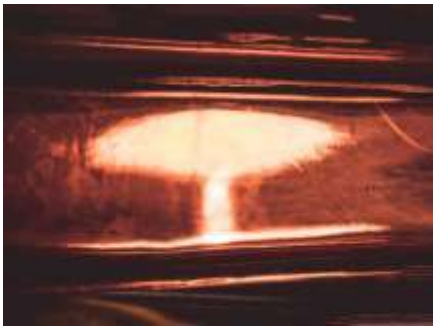
Les catastrophes mondiales surgissent pour de multiples raisons, et le rapport 2018 de la Global Challenges Foundation met en lumière certains des principaux risques qui planent sur l'humanité aujourd'hui. La fondation, créée en 2012, travaille avec des chercheurs pour publier des rapports annuels sur les menaces qui pourraient dévaster au moins 10% de la population mondiale. Parmi les auteurs du rapport de cette année figurent l'astrophysicien Martin Rees et de nombreux experts de l'ONU spécialisés dans le désarmement à l'ONU.

Selon la fondation, les 50 prochaines années seront déterminantes pour la survie de l'humanité dans les 10.000 prochaines années.

"Pourquoi s'en soucier maintenant? Parce qu'il y a tant en jeu, trop peu est fait, et si nous attendons plus longtemps, les remèdes pourraient ne plus avoir d'importance", ont déclaré les auteurs du rapport.

Découvrez ci-dessous les 10 plus grands défis que l'humanité doit relever aujourd'hui.

Une explosion nucléaire pourrait déclencher un "hiver nucléaire", suivi de famines généralisées.



Wikimedia Commons/Julius71

Les armes nucléaires peuvent tuer des milliers de personnes au moment de l'impact, et leurs effets au-delà sont encore plus nuisibles.

Kennette Benedict, conseillère principale du Bulletin of Atomic Scientists, et Nobuyasu Abe, commissaire de la Commission japonaise de l'énergie atomique, écrivent dans leur rapport que les explosions nucléaires pourraient déclencher un "hiver nucléaire", pendant lequel une quantité massive de poussière et de sulfates pourrait cacher le soleil et refroidir la Terre pendant des années.

Un modèle suggère que l'utilisation de 4000 armes nucléaires dégagerait 150 téragrammes de fumée, ce qui est suffisant pour abaisser les températures mondiales de huit degrés pendant quatre ou cinq ans. Les plus grands arsenaux nucléaires du monde, situés aux États-Unis et en Russie, comptent chacun environ 7000 têtes nucléaires.

Benedict et Abe écrivent qu'il serait très difficile de cultiver de la nourriture pendant cette période, et que le chaos suivra sur fond de famine généralisée.

Les progrès technologiques en biologie synthétique et en génie génétique rendent la militarisation d'agents pathogènes plus facile et moins coûteuse.



Un agent de santé pulvérise un désinfectant sur son collègue après avoir travaillé dans un centre de traitement Ebola à Beni, dans l'est du Congo. AP/Al-hadji Kudra Maliro

Les armes nucléaires sont compliquées et fabriquées à partir de matériaux rares, mais les armes biologiques et chimiques peuvent être fabriquées pour beaucoup moins cher.

Angela Kane, chercheuse au Vienna Center for Disarmament and Non-Proliferation, indique dans le rapport que les armes biologiques pourraient causer des catastrophes mondiales si un agent pathogène entraînait une pandémie. Les produits chimiques toxiques peuvent être moins mortels, mais ils peuvent quand même contaminer une grande superficie s'ils sont mis dans les réserves d'eau.

Angela Kane ajoute qu'il est possible qu'un consensus mondial sur l'interdiction pour les pays d'utiliser des produits chimiques toxiques est en train de s'effriter. Elle a noté que les armes biologiques et chimiques — bien qu'interdites — ont été utilisées au moins quatre fois au cours des 40 dernières années.

Le changement climatique aura des conséquences dévastatrices.



Des inondations soudaines à Oman ont coupé des routes, montrant le type de conditions météorologiques extrêmes que le changement climatique peut entraîner. Anita Di Chiara

Leena Srivastava, vice-chancelière de l'Université TERI en Inde, indique que malgré l'accord de Paris sur le climat, il y a 90% de chances que la hausse des températures mondiales dépasse 2 degrés Celsius encore pendant ce siècle.

Il y a également 33% de chances que la hausse dépasse les 3 degrés au XXIe siècle, et le monde n'est pas sur la bonne voie pour empêcher que cela ne se produise, note Srivastava.

La majeure partie de la Floride et du Bangladesh seront sous l'eau si le changement dépasse 3 degrés, et les principales zones côtières comme Shanghai et Bombay seront inondées. Srivastava ajoute que de nombreux réfugiés quitteront ces régions, souffrant de conditions climatiques extrêmes et d'un faible rendement alimentaire.

Au moins trois civilisations passées se sont effondrées en raison des changements climatiques: les colons vikings, l'Empire khmer et la civilisation de la vallée de l'Indus. Toutes trois ont été affectés par un changement climatique qui était local et pas dû à l'homme, écrit Srivastava.

Le changement climatique auquel nous sommes confrontés aujourd'hui est mondial, et nous n'avons nulle part où aller.

Un effondrement de l'écosystème mondial pourrait stopper la capacité de la Terre à subvenir aux besoins d'une population humaine en croissance.



Un héron est observé dans la réserve de développement durable de Mamiraua à Uarini, dans l'État d'Amazonas, au Brésil. Reuters/Bruno Kelly

Les humains dépendent des écosystèmes pour l'air, l'eau, la nourriture et l'abri. Depuis les années 1950, cependant, la déforestation et d'autres dommages aux écosystèmes ont réduit l'habitabilité de la Terre de plus en plus rapidement.

Maria Ivanova, professeure de gouvernance mondiale à l'Université du Massachusetts à Boston, et Philip Osano, chercheur au Stockholm Environment Institute, indiquent que les écosystèmes du monde sont en grand danger.

Un groupe international de chercheurs a identifié neuf "frontières planétaires" à ne pas dépasser pour que l'écosystème mondial reste stable — comprenant le changement climatique, l'utilisation d'eau douce et l'acidification des océans.

Ivanova et Osanova écrivent que les humains ont franchi les limites de sécurité dans quatre de ces catégories: changement climatique, changement du système terrestre, cycles biogéochimiques et intégrité de la biosphère.

La modification des systèmes terrestres fait référence à la conversion de forêts, prairies et zones humides en terres agricoles, ce qui peut nuire à la biodiversité et à l'écoulement de l'eau en cas d'exploitation intensive.

La perte d'intégrité de la biosphère implique une activité humaine qui conduit à l'extinction de plantes et d'animaux.

D'ici 2050, 10 millions de personnes pourraient mourir chaque année à cause de bactéries résistantes aux antibiotiques.



Un laborantin recherche des souches de bactéries E.coli dans des cellules végétales placées dans une boîte de Pétri, à La Mojonera près d'Almeria dans le sud-est de l'Espagne en 2011. Reuters/Francisco Bonilla

Les épidémies de peste ont déjà tué environ 15% de la population mondiale à deux reprises. Même si les humains ont éradiqué des maladies comme la variole et ont failli se débarrasser de la polio, on craint généralement qu'une nouvelle maladie ne provoque une épidémie majeure.

David Heymann, directeur du Chatham House's Center on Global Health Security, indique que l'urbanisation accrue a rendu plus difficile la maîtrise des infections.

Heymann note aussi que certaines souches de bactéries sont devenues résistantes aux antibiotiques courants. Si les scientifiques n'en trouvent pas de nouveaux, le nombre de personnes tuées chaque année à cause de bactéries résistantes aux antibiotiques passera de 700.000 personnes par an à 10 millions en 2050.

Un astéroïde frappant la Terre pourrait entraîner des pénuries alimentaires mondiales et la perte de millions de vies humaines.



Une impression d'artiste montre le premier astéroïde interstellaire, `Oumuamua, qui traverse le système solaire après sa découverte en octobre 2017. M. Kornmesser/European Southern Obervatory via Reuters

On pense qu'un astéroïde est à l'origine de l'une des trois plus grandes extinctions massives de l'histoire, lorsqu'il a frappé le Mexique il y a environ 65 millions d'années, provoquant la fin des dinosaures.

Tim Spahr, DG de NEO Sciences, estime qu'un astéroïde assez gros pour provoquer une catastrophe mondiale tomberait probablement sur la Terre tous les 120.000 ans.

Tout astéroïde de plus de 965 mètres de diamètre pourrait refroidir le climat de la planète, car il libérerait une quantité massive de particules dans l'atmosphère et obscurcirait le Soleil, ajoute Spahr. Des centaines de millions de personnes pourraient mourir, car le changement climatique provoquerait des famines.

Une éruption de supervolcans pourrait avoir des effets dévastateurs sur la Terre, mais les scientifiques ne peuvent prévoir de tels événements que quelques semaines ou mois à l'avance.



Wikimedia Commons/Brocken Inaglory

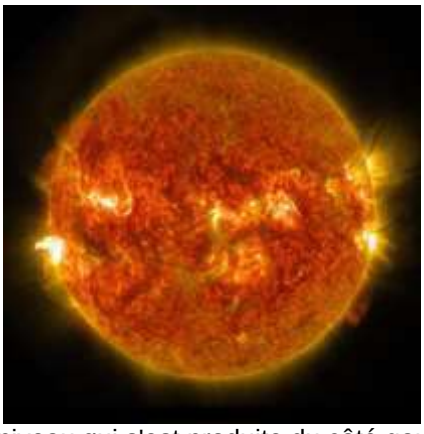
Les humains ont failli disparaître il y a environ 74.000 ans, lorsque le supervolcan Toba est entré en éruption en Indonésie et a envoyé des milliards de tonnes de sulfates et de poussière dans l'air.

Stephen Sparks, professeur de sciences de la terre à l'Université de Bristol, écrit qu'il est difficile de prédire quand se produira la prochaine éruption supervolcanique parce qu'il y a peu d'exemples passés sur lesquels s'appuyer. Les données suggèrent qu'une éruption se produit tous les 17.000 ans, bien que 26.500 ans sont passés depuis la dernière occurrence.

Bien que les scientifiques ne soient pas en mesure de prévoir les éruptions volcaniques longtemps à l'avance, ils ont identifié certains endroits potentiels, dont Yellowstone aux États-Unis.

Une éruption supervolcanique tuerait de nombreuses personnes dans les environs et détruirait l'activité agricole, a écrit Sparks. Les sulfates et les cendres réduiraient la quantité d'énergie solaire atteignant la Terre, ce qui nuirait à l'environnement.

La gestion du rayonnement solaire est le seul moyen connu d'arrêter rapidement les augmentations de température, mais cette technologie n'est pas assez avancée pour être utilisée à l'échelle mondiale.



Le soleil émet une éruption solaire à mi-niveau qui s'est produite du côté gauche du soleil et qui a atteint son apogée le 24 août 2014, sur cette image prise par l'Observatoire de dynamique solaire de la NASA. NASA/SDO via Reuters

La géo-ingénierie — qu'il s'agisse de l'élimination du carbone ou de géo-ingénierie solaire — a le potentiel d'atténuer les changements climatiques en manipulant l'atmosphère.

En éliminant le dioxyde de carbone de l'atmosphère, notre planète pourrait rester proche de respecter l'accord de Paris sur le climat, écrit Janos Pasztor, directeur exécutif du Carnegie Climate Geoengineering Governance Institute. Cette méthode n'est pas nécessairement

dangereuse, mais il n'existe actuellement aucune technique d'élimination du carbone qui soit prête à être déployée dans le monde entier.

La géo-ingénierie solaire peut faire baisser la température de la planète en réfléchissant la chaleur dans l'espace, bien que la technologie ne soit pas encore assez avancée pour être utilisée. C'est aussi un projet risqué; la géo-ingénierie solaire pourrait endommager la couche d'ozone, et elle pourrait menacer l'approvisionnement alimentaire en perturbant les écosystèmes. Si nous cessions soudainement d'utiliser la géo-ingénierie solaire, un grave réchauffement planétaire et même des conflits internationaux pourraient s'ensuivre.

Des machines intelligentes pourraient anéantir les humains si elles ne sont pas contrôlées.



Le robot humanoïde AILA exploite un standard téléphonique lors d'une démonstration du centre de recherche allemand pour l'intelligence artificielle au salon informatique CeBit à Hanovre en 2013. REUTERS/Fabrizio Bensch

Les machines intelligentes pourraient poser un autre risque pour les humains. De nombreux scientifiques s'accordent à dire que l'intelligence artificielle pourrait arriver au même niveau que le cerveau humain dans les prochaines décennies, et que des machines plus intelligentes que nous pourraient suivre.

Dans le rapport de la Global Challenges Foundation, cinq membres de l'Institut pour l'avenir de la vie indiquent que l'intelligence artificielle peut être conçue pour détruire des vies. Et même si les machines sont programmées pour faire le bien, elles pourraient atteindre ces objectifs de manière nuisible.

"Si un système superintelligent est chargé d'un projet de société ambitieux, il pourrait faire des ravages en tant qu'effet secondaire, et considérer les tentatives humaines pour l'arrêter comme une menace à affronter", notent les membres du Future of Life Institute.

Il y a d'autres risques pour l'humanité que les scientifiques n'ont même pas encore imaginés.



AP Photo/Bebeto Matthews

Les humains n'ont pas réussi à prévoir de nouvelles catastrophes mondiales à plusieurs reprises. Peu de gens auraient pu prédire l'explosion de la première bombe nucléaire avant qu'elle ne se produise, et les changements climatiques n'étaient pas dans la ligne de mire de la plupart des gens lorsque les Nations Unies ont été formées en 1945.

Roey Tzezana, chercheur au Blavatnik Interdisciplinary Cyber Research Center en Israël, observe dans le rapport que le développement économique et scientifique produit encore plus de nouveaux risques que nous n'avons pas encore anticipés.

Les scientifiques comprennent la possibilité que certains événements se produisent, mais ils les ont jugés trop improbables. Par exemple, il est possible qu'une extinction massive se produise si

notre planète se trouve dans la ligne de mire d'un rayon gamma provenant d'une étoile, mais Tzezana dit que ce risque n'est que théorique pour le moment.

Version originale: Peter Kotecki/Business Insider

Sciences

L'atmosphère de la Terre s'étend bien au-delà de la Lune

Actualité Sciences & Environnement http://www.lefigaro.fr/ Par Tristan Vey Publié le 21/02/2019 à 19:00



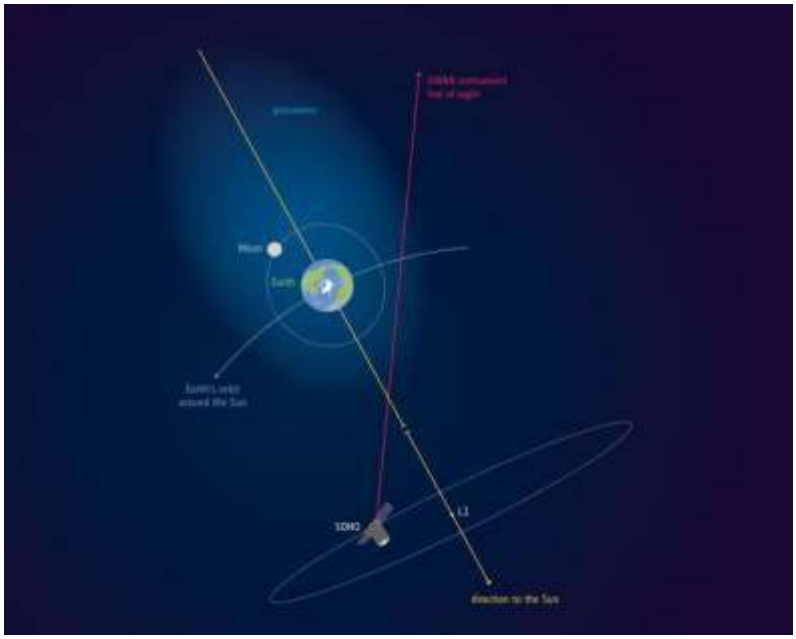
La Lune baigne dans un environnement relativement riche en hydrogène provenant de la Terre. NASA

Notre satellite baigne encore dans un nuage extrêmement ténu d'hydrogène provenant de notre planète et qui s'étend sur plus de 600.000 km selon de nouvelles estimations.

À quel moment peut-on dire que l'on est complètement sorti de l'atmosphère de la Terre? Il n'existe pas de réponse parfaitement claire à cette question. On estime souvent que l'espace «commence» au-delà de 100 km d'altitude. Mais c'est une frontière parfaitement arbitraire. Cela fait déjà bien longtemps qu'il n'y a plus assez d'oxygène pour respirer... D'un autre côté, il reste encore largement assez d'air pour freiner significativement un objet qui se déplace dans cette zone.

Jusqu'où l'enveloppe gazeuse la plus externe de notre planète, appelée exosphère, se prolonge-t-elle? Cela dépendra évidemment du seuil que l'on se fixe. En fouillant dans de vieilles données récoltées à la fin des années 1990 par l'instrument SWAN du satellite américano-européen SOHO, des chercheurs apportent les éléments de réponses les plus précis à ce jour (publiés dans Journal of Geophysical Research: Space Physics).

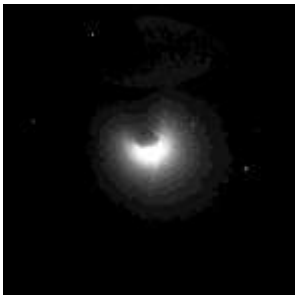
D'après leurs mesures et leurs modèles, on retrouve encore des traces significatives d'hydrogène neutre jusqu'à 630.000 km d'altitude au moins. C'est deux fois plus loin environ que la distance qui nous sépare de la Lune. Comme le vent solaire à tendance à souffler cette atmosphère, aussi appelée géocouronne, celle-ci est très asymétrique.



Vue d'artiste de l'étendue de la géocouronne autour de la Terre. ESA

Mais qu'appelle-t-on une concentration significative? En l'occurrence, les chercheurs estiment que l'on retrouve un million d'atomes d'hydrogène par mètre cube à 600.000 km, et deux fois plus au niveau de la Lune. Cela peut paraître beaucoup, mais c'est en réalité une enveloppe très très ténue. À 60.000 km, une altitude respectable où le frottement exercé sur un satellite ou un vaisseau spatial est depuis longtemps négligeable, on retrouve en effet des centaines de fois plus d'atomes dans un volume identique...

À titre de comparaison, pour fixer les idées, un cube d'un centimètre côté d'air au niveau du sol contient environ 25 milliards de milliards de molécules (la plupart composées d'au moins deux atomes). Et il faut un million de centimètres cubes pour faire un mètre cube. Cela donne une petite idée de la différence de densité dont nous parlons ici.



Le rayonnement UV émis par la géocouronne terrestre, vue en 1972 depuis la Lune. Nasa

Ce nuage d'hydrogène est en permanence alimenté par la décomposition de la vapeur d'eau sur Terre. «J'ai calculé qu'il devait disparaître chaque milliard d'années l'équivalent d'une couche d'un mètre d'eau à la surface du globe pour fournir l'hydrogène qui forme cette exosphère», explique Jean-Loup Bertaux, directeur de recherche émérite au LATMOS, à Paris, le laboratoire qui a développé le petit télescope UV à l'origine de ces estimations.

Pourquoi a-t-il fallu attendre plus de 20 ans pour que les données de SOHO permettent de faire cette nouvelle estimation de l'étendue de la géocouronne ? «C'est un peu de ma faute», reconnaît avec humour le chercheur français. «J'avais ces données depuis longtemps, mais je faisais toujours autre chose. Nous n'avions pas vraiment de concurrence sur ce sujet et ce n'était pas du tout prioritaire.»

Depuis 2016, le chercheur à la retraite collabore avec la Russie pour exploiter ses archives avec des étudiants. «C'est un jeune et brillant scientifique de l'Institut de recherche sur l'espace russe, Igor Balioukine, qui a effectué l'analyse et la modélisation pour aboutir à ce résultat amusant», poursuit l'astronome. Il est en effet assez étonnant de réaliser aujourd'hui que les astronautes de la mission Apollo 17 qui ont réalisé la première image de cette géocouronne en 1972 à l'aide d'un petit télescope UV baignaient encore dans de l'hydrogène provenant de la Terre.

Fonte des glaces: un léger sursis avant le cataclysme

Actualité Sciences & Environnement http://www.lefigaro.fr/ Par Vincent Bordenave Publié le 22/02/2019 à 13:36



La vitesse de la fonte des glaciers de l'antarctique a peut-être été surévaluée Mark Brandon

La vitesse de la fonte des glaces du Groenland et de l'Antarctique pourrait avoir été surestimée. Mais ce sursis risque d'être de courte durée.

Selon une étude parue au début du mois dans la revue Nature, la montée des océans pourrait être un peu plus lente que prévu. S'il s'agit plutôt d'une bonne nouvelle, cela ne veut pas dire pour autant que les conséquences du changement climatique ne seront pas extrêmement graves.

Même lente, la fonte des glaces pourrait en effet provoquer un chaos climatique encore sous-estimé, rapporte une seconde étude indépendante publiée dans la même édition du magazine britannique.

Selon les prévisions, la fonte de l'Antarctique contribuerait à une élévation de plus d'un mètre du niveau de la mer au cours du siècle. Les chiffres les plus élevés ont été obtenus en 2016 par les auteurs De Conto et Pollard. Dans un article publié dans la revue *Nature*, ils émettaient l'hypothèse que la fonte des plates-formes de glace flottantes qui prolongent les glaciers Antarctique provoquerait une instabilité entraînant une accélération de leur disparition.

«En étudiant l'évolution du niveau des mers par le passé, nous avons montré qu'il n'était pas indispensable de prendre en compte ce mécanisme pour faire des estimations correctes, d'autant qu'il n'a jamais été observé en Antarctique», explique Catherine Ritz, climatologue, directrice de recherche au CNRS et coauteur de l'étude menée par Tamsin Edwards du département de Géographie du King's College de Londres. «Tout le monde peut désormais se projeter sur des perspectives comparables d'ici la fin du siècle avec une montée des eaux imputable aux fontes en Antarctique d'une quinzaine de centimètres d'ici 2100.»

Une situation qui n'en est pas moins dramatique

Des calculs qui n'enlèvent cependant rien à la gravité de la situation. «L'héritage laissé pour les générations à venir est tout aussi sombre», estime la chercheuse du CNRS. «S'il faut y voir du positif, on peut dire que nous gagnons un peu de temps. Un délai utile à la fois pour nous adapter et pour trouver des solutions. Ensuite, il est difficile d'établir une échelle temporelle précise au-delà des 100 prochaines années. Une seule chose est à peu près sûre: plus on limite la montée de la température, plus on peut espérer limiter la montée des eaux.»»

Rappelons également que la fonte des calottes polaires Arctique et Antarctique ne représente qu'un tiers environ de la montée des eaux (un deuxième tiers est lié à la fonte des glaciers de montagne, le troisième tiers est imputable à la dilatation thermique des océans sous l'effet de leur réchauffement).

Un bouleversement climatique à prévoir

La montée des eaux n'est pas la seule conséquence possible de la fonte des glaces. Dans le second article publié dans Nature le 6 février dernier, Nicholas Golledge du centre de recherche sur l'Antarctique de Wellington (Nouvelle-Zélande) et ses collègues montrent que la fonte venant du Groenland et de l'Antarctique risque de créer une fine pellicule d'eau douce au-dessus des océans. «Cette couche d'eau douce va modifier la circulation océanique», explique Catherine Ritz. «La grande circulation méridienne dont fait partie Le Gulf Stream sera considérablement affaiblie.» En plus d'une hausse des températures de l'air dans l'Extrême-Arctique, l'Est du Canada et l'Amérique centrale, les températures devraient chuter dans le nord-ouest de l'Europe.

Mais les chercheurs pensent surtout que cela rendra les catastrophes climatiques encore plus difficiles à anticiper, car cela rajoute de la complexité dans les modèles. «La chaleur que cette circulation transportait depuis l'équateur vers le Groenland risque de prendre d'autres directions», précise Catherine Ritz. «Ce qui risque d'augmenter la variabilité climatique d'une année sur l'autre.»

Océan Antarctique

VIDEO. "C'est une catastrophe ce qu'il se passe en Antarctique ouest" : pourquoi la fonte du glacier Thwaites inquiète les scientifiques

A terme, toute la question est de savoir quand ce glacier géant va disparaître et entraîner une réaction en chaîne qui fera monter le niveau de la mer de plusieurs mètres.



https://www.francetvinfo.fr/ Benoît Jourdain France Télévisions Mis à jour le 17/02/2019 | 15:38 publié le 17/02/2019 | 07:00

Un compte à rebours a débuté en Antarctique ouest. Et pour les scientifiques, l'issue ne fait plus aucun doute : cette partie du continent blanc est vouée à disparaître dans les années à venir.

Le glacier Thwaites, l'un des géants de la zone de la mer d'Amundsen qui fait 120 kilomètres de large, 600 de long et atteint 3 km de profondeur par endroits, est de plus en plus instable. *"Il fait à peu près la taille de la Floride"*, résume à franceinfo Jérémie Mouginot, chercheur au CNRS à l'Institut des géosciences de l'environnement à Grenoble. Un "monstre" responsable, chaque année, de 4% de la montée du niveau de la mer dans le monde, estime un communiqué de la Nasa *(en anglais)*.

"Ce glacier se retire d'à peu près un demi-kilomètre par an, depuis une bonne vingtaine d'années", précise Eric Rignot, professeur en sciences de la Terre à l'université de Californie à Irvine, chercheur au Jet Propulsion Laboratory, et coauteur d'une étude (*en anglais*) publiée le 30 janvier.

Le niveau des mers pourrait monter de trois mètres

Le réchauffement climatique joue un rôle avéré dans cette fonte du glacier Thwaites. Sous l'effet des eaux profondes qui se réchauffent, la ligne d'échouage recule. *"C'est l'endroit où le glacier est en contact avec le sol"*, explique Jérémie Mouginot, qui fait partie du panel de scientifiques responsables de l'étude. *"Et quand on transforme de la glace posée en de la glace flottante, on la rend plus instable"*, observe Emmanuel Le Meur, maître de conférences à l'université Grenoble-Alpes.

Ces mouvements de glace font craindre un *"scénario catastrophe"*, reconnaît Eric Rignot. A force de reculer, cette ligne d'échouage entraînerait le détachement du glacier et sonnerait le début d'une réaction en chaîne : *"Thwaites et le glacier voisin, Pine Island, vont entraîner le reste de l'Antarctique occidental"*.

L'Antarctique occidental est condamné, à long terme, à disparaître. *Eric Rignot, professeur en sciences de la Terre à l'université de Californie à Irvine* à franceinfo

Cette disparition causerait une hausse du niveau de la mer de plus de trois mètres, ce qui aurait des conséquences sur tous les littoraux du globe. *"Ce n'est pas la peine d'être scientifique pour s'en rendre compte"*, ajoute Emmanuel Le Meur. Pour les trois chercheurs, le processus enclenché est irréversible.

"On va dans le mur, mais à quelle vitesse ?"

Observateur privilégié de ce glacier depuis trois décennies, Eric Rignot a conscience que *"c'est impossible à arrêter"*. Mais il pense que l'être humain peut encore influer sur la fonte de ces glaces. *"Si on arrive à revenir à une période un petit peu plus froide par exemple, il est tout à fait concevable que le glacier continue à se retirer mais de manière très, très lente"*, dit-il. Pour cela, il faudrait considérablement réduire les émissions de gaz à effet de serre, *"c'est-à-dire avoir des économies, des modes de vie de moins en moins tributaires de ces énergies fossiles que sont le pétrole et le charbon"*, avance Emmanuel Le Meur.

"J'ai toujours en tête cette phrase du spécialiste du climat Jean-Marc Jancovici, conclut-il. *'Le problème, ce n'est pas le fait qu'on aille dans le mur ou pas. On va dans le mur ! Le problème, c'est à quelle vitesse on y va, à 50 km/h ou à 5 km/h ?'"*

Fonte de glaciers en Antarctique: «Si le niveau de la mer augmente, cela aura un impact sur toutes les côtes du monde»

Accueil Planète https://www.20minutes.fr/ Propos recueillis par Thibaut Chevillard Publié le 18/02/19 à 16h41 — Mis à jour le 18/02/19 à 18h25

INTERVIEW La fonte d'importants glaciers situés dans l'Antarctique ouest pourrait entraîner une augmentation de 3 mètres du niveau des mers, alerte le glaciologue Gaël Durand



Un iceberg dans l'Antarctique (illustration). — *CHINE NOUVELLE/SIPA*

Ainsi fond, fond, fond, le glacier de l'antarctique ouest. Alors que les « gilets jaunes » et la Ligue du LOL monopolisent l'attention de la presse en France, les glaciers Thwaites et de Pine Island, situés dans la mer d'Amundsen, à plusieurs milliers de kilomètres de là, transpirent dans une indifférence quasi générale. La faute, sans doute, à un climat qui se réchauffe doucement mais sûrement (15 °C à Paris un 18 février, TOUT-VA-BIEN). Pourtant, si ces morceaux de glace géants venaient à disparaître, le niveau des mers pourrait monter d'environ 3 mètres.

Ce qui aurait des conséquences dramatiques pour l'humanité tout entière. Un scénario catastrophe est-il forcément inéluctable ? Que faire pour tenter de redresser la barre ? *20 Minutes* a posé quelques questions au glaciologue Gaël Durand, chercheur au CNRS, rattaché à l'Institut des géosciences de l'environnement.

A quelle vitesse fondent les glaciers Thwaites et de Pine Island, qui se situent dans l'ouest de l'Antarctique ? Quelles sont les conséquences ?

Depuis une vingtaine d'années, on observe que ces deux glaciers reculent et perdent de la masse. L'Antarctique est une calotte polaire, c'est-à-dire que la glace est stockée sur le continent. En fondant, cette masse de glace se retrouve dans l'océan et le niveau de la mer monte. Aujourd'hui, le niveau de la mer augmente sur tout le globe en moyenne de 3 mm par an : 1 mm est dû à la dilatation thermique des océans – plus il est chaud, plus l'océan prend de la place. 1 mm est dû aux glaciers de montagne qui eux aussi reculent. Enfin, 1 mm est dû aux calottes polaires : deux tiers pour le Groenland, un tiers pour l'Antarctique.

La particularité de ces deux glaciers, c'est que la glace repose sur un socle rocheux qui se trouve sous le niveau de la mer. Ils se trouvent par conséquent dans une configuration possiblement instable. La crainte, c'est qu'on passe un seuil du fait du réchauffement climatique et qu'on arrive à perdre ces glaciers en quelques siècles. Ces deux glaciers sont le point faible de l'Antarctique de l'ouest et pourraient entraîner dans leur retrait une grande partie de la calotte avec pour conséquence une élévation du niveau de la mer de l'ordre de 3 mètres.

Le réchauffement climatique est-il totalement responsable de la fonte de ces glaciers ?

Dans un climat qui se réchauffe, qu'il y ait moins de glace semble une évidence. Toutefois, il n'y a pas aujourd'hui de démonstration scientifique montrant clairement la part du réchauffement climatique et de la variabilité climatique dans la perte de masse observée depuis vingt ans. Mais on soupçonne fortement qu'il existe un lien avec le réchauffement de la planète, typiquement ces glaciers sont là depuis toute la période chaude actuelle : l'holocène.

Ce phénomène est-il irréversible ?

C’est toute la question. Les deux calottes polaires ont des points de bascule qui se trouvent à des températures situées entre 1,5 et 2 degrés au-dessus de la température avant la période pré industrielle – sachant que nous sommes déjà un degré au-dessus environ. C’est très difficile d’estimer précisément où se situent ces seuils. Mais on s’attend à ce que le phénomène devienne irréversible si on les dépasse durablement. La question est donc de savoir si ce qu’on observe sur le glacier de Thwaites et plus généralement dans le secteur d’Amundsen est une variabilité pluridécennale ou les signes avant-coureur d’un effondrement – ce qui est probable.

C’est évident que cela entraînera des modifications à l’échelle planétaire. Si le niveau de la mer augmente de 3 mètres, cela aura un impact sur toutes les côtes du monde, les infrastructures les plus vulnérables comme les ports, les grandes villes comme New York… Plus notre planète se réchauffera, plus les conséquences seront importantes, avec des phénomènes comme la perte de l’Antarctique de l’ouest, à l’ampleur considérable, et qui peuvent soudainement être mis en jeu de manière irréversible !

Océan Indien

À Mayotte, un "bruit dans le ciel" provoque des interrogations

https://www.huffingtonpost.fr/ ACTUALITÉS 18/02/2019 23:53 CET | Actualisé il y a 8 minutes Rédaction du HuffPost

La préfecture a indiqué sur Twitter que le phénomène observé pourrait être lié à la chute d'une météorite en mer.

MAYOTTE - Que se passe-t-il dans le ciel de Mayotte ? C'est la question que beaucoup d'habitants se sont posée dans la nuit du lundi 18 au mardi 19 février. En cause, "un bruit qui se serait produit dans le ciel mahorais", selon les mots de la préfecture, qui précise que "tous les services de l'Etat sont mobilisés afin de trouver une explication par rapport à ce phénomène".

"Les services de secours (...) n'ont constaté aucun événement particulier survenu sur le territoire", soutiennent les autorités dans un communiqué publié le mardi 19 février. "L'ensemble des remontées d'informations faites par les services spécialisés (...) laisse entrevoir que le phénomène observé serait a priori la chute, relativement éloignée des côtes mahoraises, d'une météorite en mer".



COMMUNIQUE DE PRESSE

Préfet de Mayotte

✔ @Prefet976

12

09:46 - 19 févr. 2019

Sur les réseaux sociaux, plusieurs témoins ont indiqué avoir entendu une "explosion", un "boum", dans la nuit, tandis que d'autres affirment avoir aperçu une "boule de feu" dans le ciel, aux alentours de 21h30.

Préfet de Mayotte

✔ @Prefet976

Ce soir, plusieurs témoignages rapportent un bruit qui se serait produit dans le ciel mahorais. A ce stade, aucune explication n'a pu être fournie. Tous les services de l'Etat sont mobilisés afin de trouver une explication par rapport à ce phénomène.#Mayotte

441

00:37 - 19 févr. 2019




Abby Said Adinani @Bee_Mondroha

23h05. Je me permets de partager deux photos publiées sur Fb d'un confrère de @mayottela1ere #Mayotte

57

00:06 - 19 févr. 2019 · Mayotte

Jane Jaquin @janerosemay

C'était quoi ce gros 💥BOUM ? #mayotte #mamoudzou

15

22:44 - 18 févr. 2019 · Mayotte

Certains témoins et internautes ont, eux aussi, avancé la thèse d'une météorite, en partageant notamment une vidéo d'un phénomène... filmé en Arizona en 2016.

"C'était une boule de feu qui avait une espèce de queue et qui allait très vite. Le feu était très vif sur le devant. La boule de feu partait de Labattoir pour aller vers le large", selon un témoin cité sur Twitter par une journaliste locale.

Abby Said Adinani @Bee_Mondroha

"C'est parti en direction de la mer" explique quelqu'un qui appelle de Petite Terre. " C'était une boule de feu qui avait une espèce de queue et qui allait très vite. Le feu était très vif sur le devant. La boule de feu partait de Labattoir pour aller vers le large." #Mayotte

14

01:15 - 19 févr. 2019

[PHOTOS] PIton de la Fournaise (actualisé) Volcan : une nouvelle éruption probable dans les prochaines minutes ou heures

actu Réunion par www.ipreunion.com le 19 février 2019 à 16:59

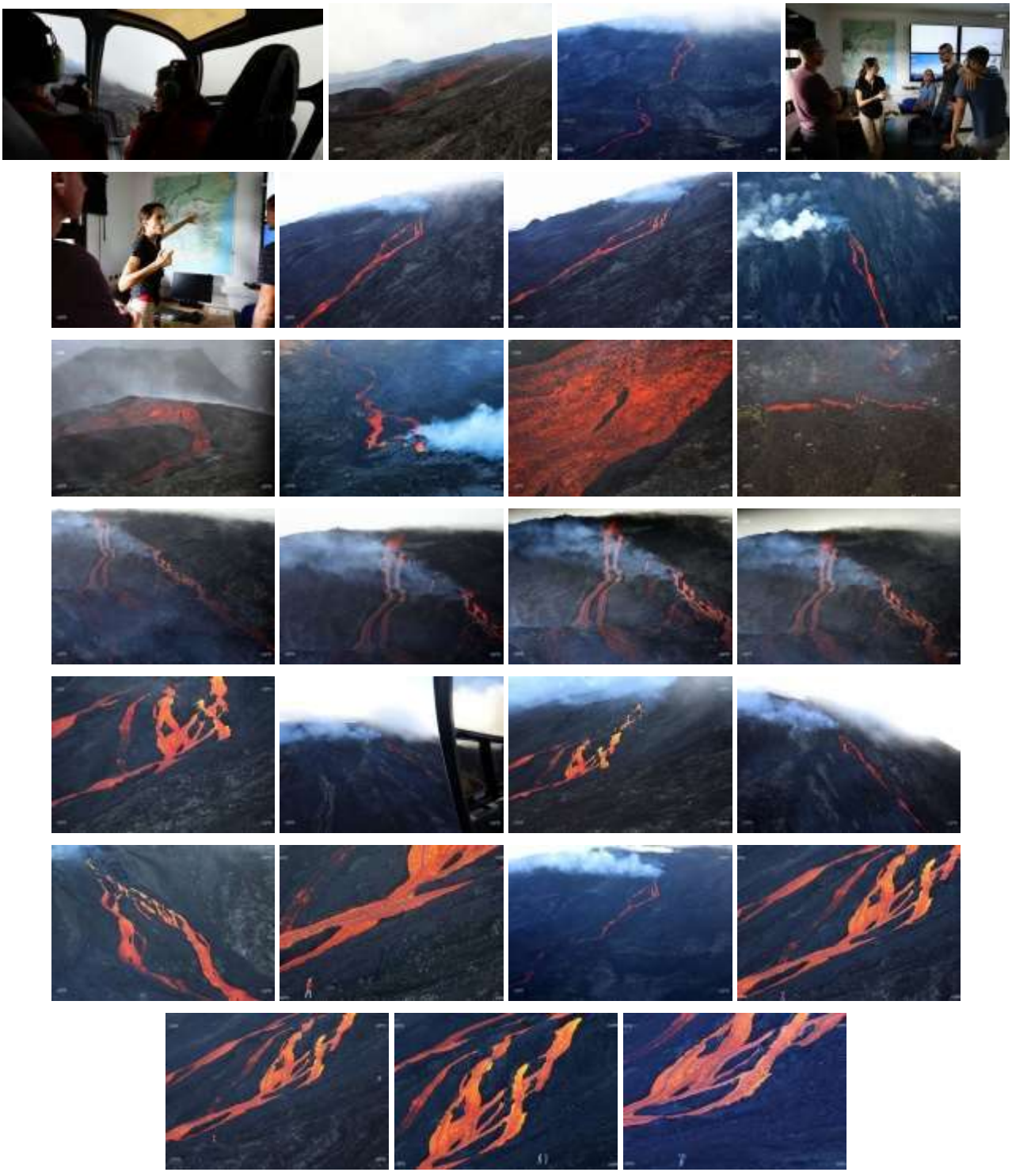
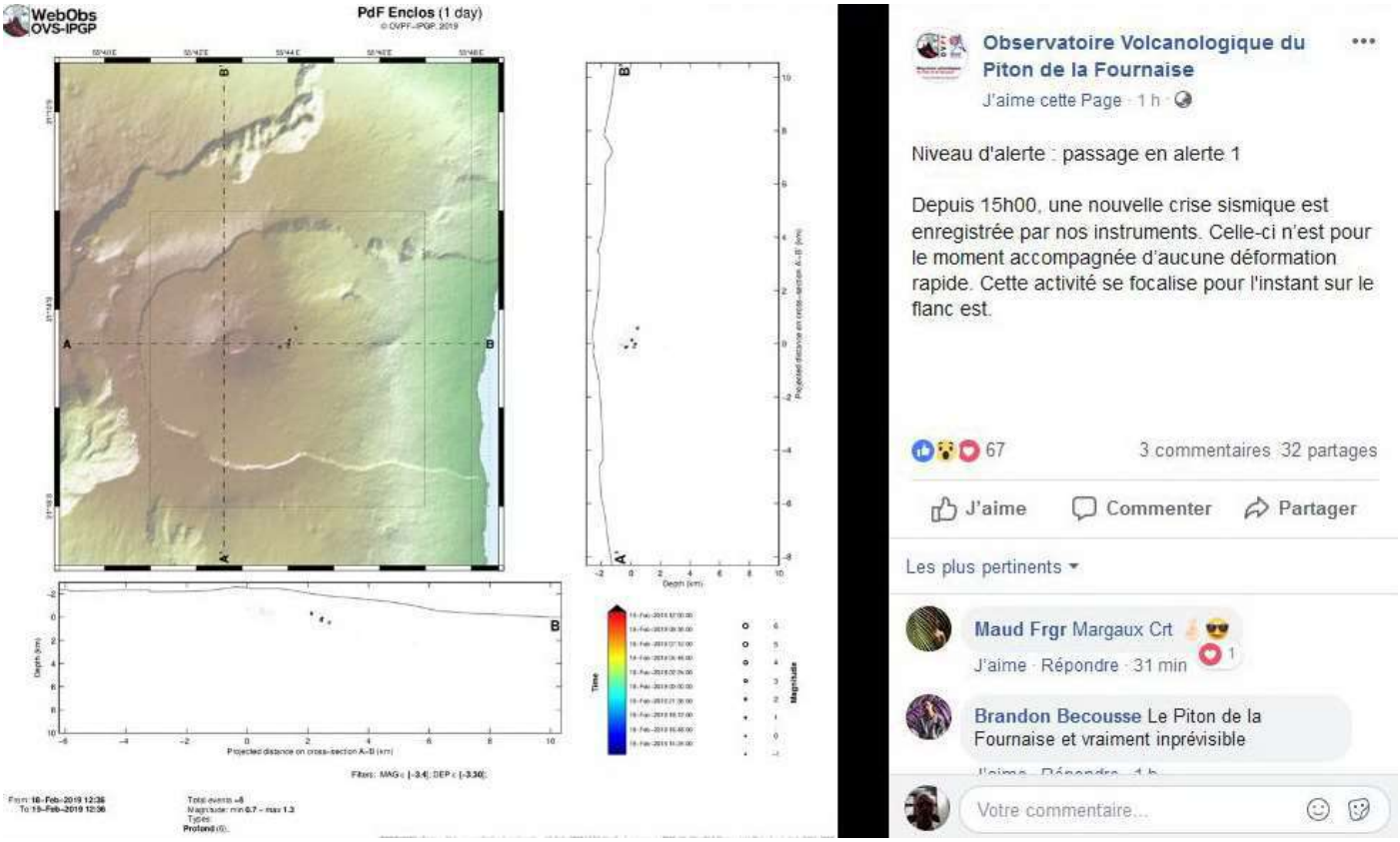


photo RB imaz Press Réunion volcan février 2019

Capricieux volcan ! Alors que l'éruption semblait être terminée depuis 22 heures ce lundi 18 février 2019, voilà que le Piton de la Fournaise donne de nouveau signes de réveil. "L'observatoire volcanologique du Piton de la Fournaise enregistre depuis 15h00 ce mardi une nouvelle crise sismique" indique la préfecture. Cette activité est centrée sur la zone où s'est produite le précédent phénomène ce lundi 18 février à partir de 9h48. "Une éruption est probable à brève échéance dans les prochaines minutes ou heures" précise la préfecture. Imaz Press vous propose de revoir toutes les images du précédent show volcanique beaucoup trop bref...

"Cette crise n'est pour le moment pas accompagnée de déformation rapide mais témoigne d'une fragilisation du milieu pouvant être associé à une injection de magma vers la surface" indiquent les volcanologues.



Dans ces conditions, le préfet a décidé de déclencher à nouveau "la phase d'alerte 1 éruption probable ou éminente du dispositif spécifique Orsec volcan à compter de ce jour à 16h30" note la préfecture

L'accès du public à la partie haute de l'enclos du Piton de la Fournaise, que ce soit depuis le sentier du Pas de Bellecombe ou depuis tout autre sentier reste interdit. Il est rappelé que le poser d'aéronefs dans la zone du volcan est réglementé et soumis à autorisation de la préfecture.

Pour rappel, la première éruption de l'année 2019.avait duré à peine 12 heures. Les plus rapides des admirateurs de la Fournaise ont juste eu le temps de voir la lave dévaler les grandes pentes avant que les deux bouches éruptives se tarissent.

Avant d’être envoyés en métropole Les cahiers citoyens sont remis en préfecture et en sous-préfecture

actu Réunion par www.ipreunion.com le 21 février 2019 à 14:55

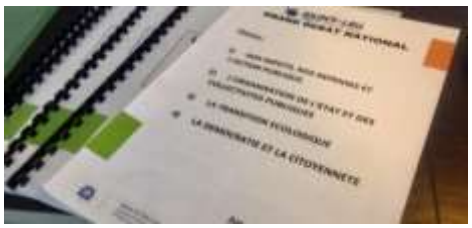


Photo Facebook - Saint-Leu

Les "cahiers de doléances" mis en place par les communes de l’île ont été clos ce mercredi 20 février. L’initiative du Président de la République, l’État a engagé un Grand Débat National, démarche inédite de consultation des citoyens devant leur permettre de témoigner, d’exprimer leurs attentes mais aussi leurs propositions de solutions.

La Réunion, 21 communes ont mis au moins un cahier citoyen à la disposition du public dans leur mairie. Ces cahiers, clos le mercredi 20 février 2019, seront remis par les maires en préfecture et sous-préfecture jeudi 21 février 2019 :

• en sous-préfecture de Saint-Benoît à 11h30pour les communes de l’arrondissement Est;
• en sous-préfecture de Saint-Pierre à 15h30pour les communes de l’arrondissement Sud ;
• en sous-préfecture de Saint-Paul à 9hpour les communes de l’arrondissement Ouest ;
• en préfecture à Saint-Denis à 14h30 pour les communes de l’arrondissement Nord.

Ces cahiers citoyens ainsi que les autres contributions sous format libre qui ont déjà été remises aux services de l’État (courriers, autres...) seront transmis à la Bibliothèque nationale de France, qui se chargera de référencer, d’indexer, de numériser leurs contenus et de retranscrire ceux qui sont dactylographiés.

A terme, l’ensemble des contributions au débat envoyées par voie postale, par courriel, via les formulaires de restitution en ligne, tout comme les contributions libres (cahiers citoyens, courriers, autres) seront disponibles en " open data ", dans le respect de la gestion des données personnelles. Ainsi, tous ceux souhaitant s’en saisir pour réaliser leurs propres analyses, et notamment au sein du monde académique, pourront le faire.

Le Monde est fou !

Fake news : la famille Rothschild contrôle-t-elle les banques centrales ?

Faux et usage de faux - Les banques centrales du monde sont-elles soumises à la famille Rothschild ? Cette fake news a fait le tour des réseaux sociaux. Sur le plateau du 20 Heures, la journaliste Marion Mercier distingue le vrai du faux.



FRANCE 2

https://www.francetvinfo.fr/ France 2 France Télévisions Mis à jour le 20/02/2019 | 22:52 publié le 20/02/2019 | 20:48

France 2 s'est penchée sur une fausse information que vous avez peut-être vue passer sur les réseaux sociaux : la famille Rothschild est à la tête de la quasi-totalité des banques centrales de la

planète. "*Cette fausse information circule abondamment sur les réseaux sociaux, soit relayée par des sites antisémites, soit conspirationnistes*", indique la journaliste Marion Mercier sur le plateau du 20 Heures. "*Ce site d'intox écrivait cet article :* '*Trois pays dans le monde ne sont pas sous le contrôle de Rothschild*', expose-t-elle. La journaliste se penche sur le cas d'une chaîne germanophone complotiste, "*qui à la manière d'un véritable reportage, nous égrène la liste des 163 banques centrales qui seraient aux mains de la famille Rothschild*", dénonce la journaliste.

"Les banques centrales ne sont pas des banques commerciales"

"*Mais plus grave, cette semaine, la BNP Paribas a elle-même relayé cette fausse information sur son site internet, même son magazine destiné aux clients. C'est l'un d'eux qui a signalé le contenu au quotidien* Le Monde". Qu'est-ce qu'une banque centrale, au fait ? "*C'est une institution publique qui gère la monnaie d'un pays (...) et contrôle la masse monétaire* (...). *Les banques centrales ne sont pas des banques commerciales*", lit la journaliste sur le site de la Banque centrale européenne (BCE).

"*La particularité d'une banque centrale, c'est qu'elle peut imprimer des billets*", explique Mathieu Plane, économiste à l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques). "*Cette légitimité ne peut être acquise que par les banques centrales, et donc par les États. En aucun cas une banque commerciale ne peut détenir une banque centrale*", ajoute-t-il.

BNP Paribas a présenté ses excuses, de même que Webedia, la société productrice des contenus sur le site de la banque. "*Les informations relatives aux activités de la famille Rothschild, erronées et regrettables, ont échappé à la vigilance des nos rédacteurs et ont été supprimées dès leur signalement*", a indiqué l'entreprise.

Insolite

Quand les usines à déchets rameutent des foules de citadins

https://www.bfmtv.com/ BFMTV Economie Economie et Social 17/02/2019 à 15h38 Nina Godart





Au Danemark et au Japon, des usines de traitement des détritus se dotent d'installations qui attirent les foules. Les urbains se pressent à Copenhague et à Tokyo pour skier et même manger au milieu des ordures.

À Copenhague ces jours-ci, on peut skier en plein centre-ville sur une montagne de déchets ! Plus précisément, sur le bâtiment d'un centre de traitement des ordures situé à 10 minutes du cœur de la capitale danoise, Copenhill.

Sur le toit de cet immeuble futuriste aux installations hyper-modernes, qui a ouvert en 2017, un revêtement a été installé pour reproduire la sensation de la neige. Les visiteurs oublient vite sa couleur verte et retrouvent une sensation de glisse tout à fait similaire à celle sur une montagne, affirme l'un d'eux à l'AFP.

La piste de ski a une capacité d'accueil de 150 personnes. Et le succès est tel que, pour éviter aux gens de faire la queue trop longtemps, le temps pour chaque visiteur a été limité à une heure.

Au Japon, on mange devant les ordures

Copenhague n'est pas la seule mégapole à diversifier l'usage de ses déchetteries. Au Japon, dans les environs de Tokyo, on peut carrément manger et boire dans une usine traitement des

ordures, rapporte l'***Usine Nouvelle***. Un bar a ouvert ses portes en janvier dans le flambant neuf Musashino Clean Center, sous le doux nom de Gomi Pit. "Gomi" qui signifie ordure en japonais.

Les clients s'y assoient devant de grandes baies vitrées à travers lesquelles ils voient des montagnes de détritus et d'immenses bras mécaniques qui trient, compactent, déplacent les immondices. D'après les reporters sur place, aucune odeur nauséabonde ne passe à travers les vitres. Ce bar, qui fermera à la fin du mois de février, rencontre un franc succès.

Quel est l'intérêt d'attirer les gens dans des usines à déchet? Pour des villes qui, comme les autres mégapoles du globe bataillent avec les quantités monstrueuses de déchets qu'elles produisent, cela fait sens. Elles y voient une façon de sensibiliser les urbains à ces problématiques, au fait que certaines ordures ne peuvent pas être recyclées ou valorisées. C'est d'autant plus un enjeu pour Copenhague d'associer les citoyens à son combat que la ville s'est fixée un objectif très ambitieux : devenir la première capitale mondiale neutre en carbone.

16 – Vie de l'UOROI